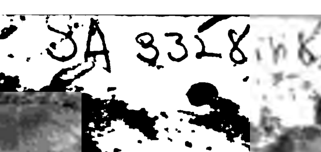


HISTOIRE DU MEXIQUE

JUAREZ

ET

MAXIMILIEN

CORRESPONDANCES INÉDITES

DES PRÉSIDENTS, MINISTRES ET GÉNÉRAUX

ALMONTE, SANTA-ANNA, GUTIERREZ, MIRAMON, MARQUEZ, MEJIA,
WOLL, ETC., ETC.

DE

JUAREZ

DE

L'EMPEREUR MAXIMILIEN ET DE L'IMPÉRATRICE CHARLOTTE

PAR

EMMANUEL DOMENECH

ANCIEN DIRECTEUR DE LA PRESSE DU CABINET DE L'EMPEREUR MAXIMILIEN
EX-AUMONIER DE L'ARMÉE FRANÇAISE AU MEXIQUE

TOME III

PARIS

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

15, BOULEVARD MONTMARTRE, 15

Au coin de la rue Vivienne

A. LACROIX, VERBOECKHOVEN ET Cie, ÉDITEURS

A BRUXELLES, A LEIPZIG ET A LIVOURNE

1868

HISTOIRE DU MEXIQUE

mates, avec des instructions trop générales pour diriger les conférences, ne devaient pencher que vers une politique de tendance. Le premier, anglais et protestant, ne pouvait, en aucune façon, avoir des sympathies pour un gouvernement conservateur, confondu très souvent avec un gouvernement clérical, représenté par Miramon, Marquez et Zuloaga; en outre, ignorant de la manière la plus absolue, quoi qu'en ait dit M. Thiers, l'histoire du Mexique, il devait, comme protestant et comme Anglais, favoriser le gouvernement de Juarez, spoliateur des églises et du clergé. L'Angleterre, du reste, ne voulait pas prolonger son expédition, parce que l'envisageant uniquement au point de vue des affaires, elle ne songeait pas à dépenser son argent pour établir un gouvernement régulier et catholique. Il était d'autant plus habile pour elle de se mêler le moins possible de cette question, que la Grande Bretagne devait nécessairement profiter du gouvernement établi par ses alliés. Quant au contre-amiral français, étranger à ces querelles de parti, diplomate improvisé, il obéissait simplement aux ordres qu'il avait reçus, à ses habitudes de discipline, et ne songeait nullement à faire accepter à ses collègues ses idées personnelles. Enfin, M. le comte de Reus, avec une réputation militaire méritée, avec la confiance de la haute estime qu'avait de sa personne l'empereur Napoléon et la supériorité numérique de ses troupes, devait naturellement indiquer aux plénipotentiaires la politique à suivre.

Dans les conférences qui eurent lieu entre les plénipotentiaires, personne ne fut exempt de blâme. Les commissaires français, qui connaissaient la déférence que l'Empereur avait montrée au ministre espagnol, suivirent aveuglément le comte de Reus en toutes choses, et ne s'arrêtèrent que lorsqu'il s'opposa au séjour du général Almonte. Les commissaires anglais se conformèrent toujours à la politique égoïste et puritaine de leur gouvernement; fidèles à cette politique, jaloux de cette influence, intéressés à empêcher tout ce qui pouvait resserrer les relations si relâchées entre l'Espagne et ses anciennes colonies américaines, obéissant aux vieilles

traditions de Canning, ils soulevèrent, dès la première conférence, des questions irritantes, en contradiction avec leurs droits et leurs devoirs. Le général Prim ne songea pas qu'il était chargé de faire triompher les vues de son gouvernement et non pas les sentiments exprimés dans son discours antiespagnol prononcé en 1858.

Dans les conférences, tenues les 9, 10 et 13 janvier, les plénipotentiaires se firent connaître réciproquement le texte de leurs réclamations. L'Espagne demandait 40 millions en numéraire, la France 60 millions et la reconnaissance du décret de Miramon concernant les bons Jecker qui intéressaient une multitude de commerçants français résidant au Mexique; quant à l'Angleterre elle demandait 80 millions pour préjudices causées aux maisons anglaises. Chacune de ses sommes parut exorbitante; les représentants oublièrent qu'ils n'avaient pas le droit de les juger ni de les discuter.

Les trois sommes réunies parurent impossibles à demander dans un ultimatum que les plénipotentiaires se proposaient d'adresser au gouvernement de Juarez; des contestations eurent lieu à ce sujet; il eût été plus naturel d'aller à Mexico appuyer les réclamations et attendre de nouveaux pouvoirs; mais on repoussa simplement l'ultimatum. M. de Keratry dit qu'il avait été dicté par la convention de la Soledad et repoussé par Juarez; il y a deux erreurs dans cette assertion. M. de Kératry ignorait donc que les commissaires alliés ne s'étant pas entendus à Vera-Cruz, précisément sur les réclamations à faire, n'avaient point envoyé d'ultimatum à Juarez, et qu'à la Soledad le général Prim seul y est allé pour traiter de la marche des troupes à l'intérieur et non des questions financières? En lisant la dépêche de sir Wyke, citée par M. de Kératry, et qu'il date du 19 janvier, cet écrivain aurait vu que l'ultimatum n'avait rien à faire avec la Soledad, puisque l'entrevue du comte de Reus avec le général Doblado à la Soledad n'eut lieu qu'un mois plus tard.

Le général Prim, par une dépêche en date du 13 janvier, nous apprend qu'il fit approuver une mesure à laquelle on

était loin de s'attendre en Europe comme au Mexique. — « Aujourd'hui, dit-il dans cette dépêche, nous avons eu la première conférence ; j'y ai reçu de la part de mes collègues, des marques de déférence ; le projet, rédigé d'avance et que j'avais apporté, d'une proclamation au peuple mexicain, fut adopté presque sans discussion, et l'on adopta ensuite, et aussi sans discussion, le projet d'une note collective. »

D'après le procès-verbal de ces conférences, les discussions sur les réclamations n'eurent lieu qu'à la quatrième conférence, de sorte que la proclamation rédigée par le général Prim, la note collective et le rejet de l'ultimatum ne furent nullement le résultat des discussions sur les réclamations, mais des mesures proposées par le comte de Reus et approuvées par les plénipotentiaires. Voici les principaux passages du premier de ces documents.

« Proclamation adressée le 10 janvier au peuple mexicain par les représentants des trois puissances alliées.

« Mexicains. — Les représentants de l'Angleterre, de la France et de l'Espagne remplissent un devoir sacré en vous faisant connaître leurs intentions, dès leur arrivée sur le territoire mexicain.

« La foi des traités, violée par les divers gouvernements qui se sont succédé parmi vous, la sûreté de nos compatriotes sans cesse menacée, ont rendu nécessaire et indispensable cette expédition. Ceux-là qui font croire que derrière de si justes prétentions se trouvent cachés des projets de conquête, de restauration et d'intervention dans votre politique et votre administration vous trompent.

« Trois nations qui acceptèrent et reconnurent votre indépendance ont droit qu'on les croie animées de sentiments plus nobles, plus élevés et plus généreux que de vouloir vous tromper. Les trois nations que nous représentons, dont le premier intérêt *semble être* d'obtenir une réparation des griefs qui leur ont été faits, ont un mobile plus élevé et d'une portée plus générale. Elles viennent tendre une main

amicale à un peuple auquel la Providence avait prodigué tous ses dons, mais qu'elles voient avec douleur user ses forces et épuiser sa vitalité sous la violente impulsion des guerres civiles et de perpétuelles convulsions.

« C'est là la vérité, et nous sommes chargés de vous l'exposer, nous ne le ferons qu'en vue de vous faire travailler à votre avenir qui nous intéresse, et non dans le but de vous faire la guerre. C'est à vous, exclusivement à vous, sans aucune intervention étrangère, qu'il importe de vous constituer d'une manière solide et durable . . . .

« Mexicains, écoutez la voix des alliés, ancre de salut pour vous, au sein de la tourmente dont vous êtes environnés; fiez-vous entièrement à leur bonne foi et à leurs généreuses intentions; n'ayez aucune crainte des esprits inquiets et malveillants; votre attitude résolue et décidée saura les confondre tout le temps que *nous assisterons impassibles au spectacle grandiose de votre régénération* par l'ordre et la liberté.

« *C'est ainsi que le comprendra*, nous en sommes sûrs, *le gouvernement suprême auquel nous nous adressons.* »

Voici ce que disaient les plénipotentiaires chargés de faire exécuter la convention de Londres, et de soutenir les réclamations de leurs gouvernements; voici ce qu'ont signé sir Wyke, auteur des dépêches du 27 mai, du 25 juin et du 28 octobre 1861, qui décidèrent le gouvernement anglais à intervenir au Mexique, et M. de Saligny, auteur des dépêches du 28 avril, du 29 juin et du 27 juillet 1861, qui nous font un tableau impossible du gouvernement mexicain et de la situation du pays. Un orateur espagnol a dit, en parlant de la conduite des plénipotentiaires alliés, jusqu'à la rupture de l'alliance, que c'était le *comble de la démence;* en effet, on se refuse à croire que cinq hommes intelligents réunis puissent arriver à rédiger une niaiserie pareille, si contraire à l'esprit et à la lettre de leurs instructions, comme au caractère de leur mission. Néanmoins, cette énormité ne leur parut pas suffisante, et le 14 janvier, ils envoyèrent à Juarez une note collective dans laquelle ils

disent, à peu près, tout ce que contenait leur proclamation au peuple mexicain. Cette note collective fut portée par trois commissaires à Juarez qui répondit de telle sorte que les plénipotentiaires purent immédiatement juger de tout le ridicule qui leur revenait de cette démarche, d'autant plus inexcusable qu'elle renouait les relations diplomatiques avec un gouvernement qui les avait rompues d'une manière aussi brutale qu'inique. Sans parler de la demande insolente du rembarquement des troupes alliées, Doblado écrivait : « Il suffira d'appeler l'attention des alliés sur l'état dans lequel se trouve le pays actuellement, pour qu'ils comprennent que *le secours d'une force armée est inutile pour consolider le gouvernement existant.* » Ainsi, trois grandes puissances envoyaient trois escadres et dix mille hommes au Mexique demander à son gouvernement réparation pour avoir chassé l'ambassadeur de l'une, rompu les relations avec les deux autres, violé tous les traités, volé, expulsé, assassiné leurs nationaux, et quand ces escadres et ces troupes arrivent à Vera-Cruz, leurs chefs agissent de manière à convaincre ce gouvernement qu'ils viennent pour le consolider ! Si ce n'était de l'histoire récente, on prendrait ceci pour une mauvaise plaisanterie, car on ne sait quel nom donner à pareille conduite.

Voici comment ces faits furent jugés au Mexique :

... « Les gouvernements d'Europe semblent d'accord et leurs représentants à Vera-Crux paraissent avoir des vues opposées. Comme les Espagnols sont ici les plus nombreux et qu'ils ont à la tête un général connu par sa bouillante ardeur, l'amiral Jurien comptait sur ce général pour diriger le mouvement et commencer, sans perdre de temps, une marche vers l'intérieur. Cette marche était indispensable pour assurer notre influence politique, pour négocier avec avantage, pour enfin retirer les troupes du littoral qui forme cette zone torride inhabitable après le mois d'avril. Or, depuis son arrivée, le général Prim, à notre grand étonnement, n'est plus ce général dont on craignait l'esprit d'aventure,

mais un négociateur presque craintif. Par son influence, il a entraîné les commandants anglais et français dans une démarche qui, certes, ne sera pas approuvée, ni à Londres, ni à Paris, ni à Madrid, car on doit bien penser là-bas que le prestige des trois puissances est compromis, lorsque dix mille hommes arrivant sur un territoire ennemi, au lieu de sommer le gouvernement de faire droit, dans les vingt-quatre heures, à leurs justes griefs, non seulement commencent à parlementer, mais vont jusqu'à demander la permission à ce même gouvernement de monter à Jalapa ou à Orizaba, pour trouver un campement salubre . . . . .

« Les alliés ont fait acte d'hostilité en occupant Vera-Cruz. Dès lors, ils n'avaient plus qu'à sommer Uraga de se rendre... Soyez sûr que *les amis de l'intervention, et c'est la majorité ici, ne se déclareront que lorsqu'ils verront les alliés agir avec vigueur contre cette poignée de gens qui pillent et rançonnent ce malheureux pays.*

« La proclamation des alliés n'a pas été plus heureuse; au lieu de réclamer le redressement de leurs griefs respectifs, ils ont été demander naïvement à Juarez de se rendre, et, sans prendre aucune garantie, sans avoir aucun moyen de contrôler le sentiment national, ils font un vague appel au peuple mexicain pour qu'il veuille bien changer son gouvernement.

« La mission qu'on a envoyée à Mexico n'a rien produit de bon. Les délégués ont été bien reçus, il est vrai, mais le brigadier espagnol a tenu des propos d'un tel radicalisme qu'il a dérouté les espérances des hommes d'ordre qui attendaient avec impatience l'arrivée des alliés, dans l'espoir de voir un gouvernement régulier établi dans le pays...

« Pour remédier à la situation, il faudrait que les trois puissances prissent sans délai des mesures énergiques et envoyassent des instructions précises et identiques à leurs représentants; il faudrait surtout que l'empereur envoyât des renforts, car c'est principalement sur nous que l'on compte au Mexique pour faire sortir ce malheureux pays de l'état

de désordre complet dans lequel il se trouve ». — Extrait d'une correspondance particulière datée de Mexico, 31 janvier 1862.

A la même date, Santa-Anna écrivait de Saint-Thomas... « J'avais pensé aller au Mexique par ce paquebot; mais j'ai résolu d'attendre d'y voir plus clair. Les dernières nouvelles que j'ai reçues de ce pays ne peuvent être plus fatales... On craint que le général Prim ne concerte un arrangement avec Doblado, ministre universel de Juarez, par la médiation de l'oncle de sa femme, M. Gonzalez Écheverria, ministre des finances. Ceci s'accrédite par quelques paroles surprises sur les lèvres de Prim à son passage par Puerto-Rico et la Havane, et par la conduite du général Gasset à Vera-Cruz. Les citoyens mexicains de cette ville résolurent de former un acte pour m'appeler au pays, parce que d'autres populations firent la même chose; mais le général espagnol les en a empêchés, intimant à mon fils Angel *qu'il l'expulserait s'il se mêlait de cette affaire* ... Quant à ce qui concerne les opérations des alliés réunis aujourd'hui à Vera-Cruz, il n'y a que des conjectures; je ne crois pas que l'on puisse se faire une idée exacte de leurs intentions, jusqu'à ce qu'on ait vu leurs premières opérations. Ce qui appelle l'attention, c'est la petite force avec laquelle ils prétendent marcher sur la capitale. Ils pensent sûrement que les Mexicains sont armés de flèches et de casse-têtes. — A. L. de Santa-Anna ». —

En Europe, la conduite des représentants de trois puissances fut blâmée officiellement comme l'indiquent ces dépêches.

— Le comte Russel, à sir Charles Wyke. — Londres, 25 février 1862...

« Depuis que je vous ai écrit ma dernière dépêche, j'ai vu, dans les journaux, une copie ou traduction de la proclamation des commissaires et généraux des puissances alliées, portant la date du 10 janvier. Le gouvernement de Sa Majesté ne peut approuver et, en vérité, *il désapprouve fortement cette proclamation*.

« Le gouvernement de Sa Majesté croit que la route était plus facile. Une fois, Vera-Cruz évacuée par les forces mexicaines, les alliés auraient dû envoyer à Mexico les conditions qu'ils exigeaient pour la réparation des griefs énumérés dans le préambule de la convention.

« Les mesures ultérieures devaient dépendre de la réponse que l'on aurait reçue, mais s'il était nécessaire, pour des raisons sanitaires ou militaires, d'aller camper hors de Vera-Cruz ou de s'avancer vers Jalapa, cela aurait dû se demander en termes qui inspirassent le respect et non d'une manière qui excitât à la résistance. »

Lord Cowley au comte Russell. — Paris, 28 février 1862.

« J'ai communiqué à M. Thouvenel, les dépêches adressées, les 24 et 25, à sir Charles Wyke par Votre Seigneurie. M. Thouvenel m'a exprimé une opinion conforme à celle de Votre Seigneurie relativement à la proclamation adressée au peuple mexicain par les commissaires anglais, français et espagnols. Il m'a dit qu'il écrirait, dans un sens semblable à celui de Votre Seigneurie, à M. Dubois de Saligny, bien qu'il ne pût pas le faire d'une manière aussi forte, parce que *les commissaires français s'étaient opposés à la proclamation, et qu'ils ne lui avaient* donné leur adhésion que pour ne pas se séparer de leurs collègues. »

M. Thouvenel à M. Barrot, ambassadeur de France à Madrid. — Paris, 20 février 1862. — ... « Le manifeste au peuple mexicain, par les commandants et plénipotentiaires des puissances alliées, donne évidemment à l'expédition qu'elles ont combinée un tout autre caractère que celui qu'elles lui assignaient, et qui les avaient amenées à conclure la convention de Londres. Le premier but de l'expédition était d'obtenir la réparation des griefs, dont la mesure était comble et dont l'impunité eût rendu désormais impossible le séjour des résidents étrangers sur le territoire mexicain.

« C'était donc la déclaration qui devait, avant toute autre, sortir de la bouche des représentants des trois puissances, dont les escadres et les soldats n'eussent assurément pas été

envoyés à la Vera-Cruz, s'il y avait eu la moindre chance d'avoir satisfaction du Mexique, autrement que par la voie de coercition. Du moment où la France, l'Espagne et la Grande Bretagne étaient conduites à unir leurs forces contre le Mexique, dans de telles conditions, une action énergique et prompte était ce que commandaient les circonstances; et puisque la question restait entière, quand les escadres combinées arrivaient à la Vera-Cruz, puisqu'un acquiescement même tardif aux ultimatums déjà formulés ne laissait pas entrevoir l'apparence d'une soumission du cabinet de Mexico à nos légitimes exigences, c'était par une action plus décisive qu'il fallait les lui imposer.

« Le langage tenu par les commandants et plénipotentiaires alliés n'a pu, au contraire, que rendre confiance au gouvernement mexicain en apprenant que l'on se prêtait encore à négocier avec lui. Le répit inattendu qu'on lui a ainsi accordé aura, sans nul doute, eu pour résultat de lui permettre d'ajouter à ses moyens de défense, tandis que les discussions dans lesquelles on l'a autorisé à entrer sur la question d'*organisation intérieure* du pays lui fourniront un moyen facile de traîner en longueur les négociations. ».

M. Barrot à M. Thouvenel. — Madrid, 26 février 1862. — « J'ai communiqué votre dépêche à M. Calderon Collantès. Il partage en tout point l'opinion de Votre Excellence sur l'erreur où sont tombés les plénipotentiaires des trois puissances, en ouvrant avec le gouvernement de Juarez des négociations, dont le seul résultat possible est la perte d'un temps précieux et la facilité que l'on donne au gouvernement mexicain d'organiser des moyens de défense.

« Le premier secrétaire d'État m'a dit qu'il était absurde de demander à un gouvernement, que l'on devait traiter et que l'on traite en ennemi, la permission de s'établir sur tel ou tel point de son territoire. En agissant comme on l'a fait, on encourageait le gouvernement de Juarez à se considérer comme le gouvernement légitime du Mexique, on traitait avec lui d'égal à égal, on le reconnaissait, d'une certaine ma-

nière, et *on créait l'impossibilité d'aider le peuple mexicain à renverser un gouvernement aussi odieux au pays qu'aux puissances étrangères*, et à le remplacer par un gouvernement constitué de manière à donner des garanties, *ce qui était*, après tout, *le but principal que les puissances alliées s'étaient* proposé.

« La France, l'Espagne et l'Angleterre ne peuvent, coûte que coûte, abandonner une entreprise pour laquelle elles ont uni leurs forces; elles doivent faire au Mexique ce qu'elles se sont proposé d'y faire. L'Espagne, en ce qui la concerne, y est très décidée. »

Les trois puissances étaient donc parfaitement d'accord pour blâmer la politique personnelle de leurs représentants. Cette politique inconcevable, qui n'a cessé de dominer dans les mesures prises par ces représentants, devait avoir, en se prolongeant, des conséquences encore plus inattendues et plus désastreuses ; mais, comme elle était, pour ainsi dire, imposée par le général Prim, il est nécessaire de voir comment elle a été appréciée par ses compatriotes. Le comte de Reus dit que son gouvernement a approuvé sa conduite ; on a vu par la dépêche de M. Barrot que cette approbation prétendue était un blâme nettement formulé. Voici sur ce sujet ce que disait M. Bermudez de Castro, au sénat, dans la séance du 17 décembre 1862.

« La réponse à la note collective arriva à Vera-Cruz, et je ne puis moins faire que d'appeler l'attention du Sénat sur la dépêche avec laquelle le plénipotentiaire espagnol l'adressait au gouvernement de Sa Majesté. Le plénipotentiaire disait : « Ces messieurs — les commissaires — reviennent « extrêmement satisfaits des bonnes dispositions dont se « trouve animé le gouvernement de la république... Il « nous engage aussi à nous avancer jusqu'à Orizaba, avec « une garde d'honneur de 2,000 hommes, le reste des forces « devant se rembarquer. »

« Voyez, messieurs, jusqu'à quel point les Mexicains avaient repris courage, jusqu'à quel point ils étaient devenus

braves, puisqu'ils ne demandaient rien moins que la retraite des troupes.

« M. le comte de Reus disait ensuite : « Bien entendu que « cette condition *inadmissible s'impose seulement pour sauver* « la dignité du pays, et afin d'éviter l'accusation de faiblesse « qui tomberait sur les gouvernants actuels s'ils admettaient, « même sans une apparence de résistance, ce qui est pro- « posé par les alliés. »

. . . .

« Malgré cela, nos rapports avec la république mexicaine n'avancèrent pas beaucoup ; bien au contraire, les expulsés de Tampico ne rentraient pas dans leurs foyers, et le gouvernement mexicain avait frappé d'énormes contributions sur les étrangers. . . . .

« Si dès le principe, si, du moment où l'expédition en débarquant lança une proclamation portant qu'on reconnaissait le gouvernement établi, et qu'on entrerait en arrangement avec le gouvernement de Juarez, si on ne réclamait pas contre les décrets sanguinaires rendus par lui, comment le parti réactionnaire pouvait-il se montrer ?

. . . .

« On pouvait, on devait traiter avec Juarez, oui, mais en lui imposant des conditions... On fit abstraction des réclamations, et bientôt on reconnut Juarez, de telle sorte qu'on en vint à faire tourner toute l'influence de l'Europe en sa faveur, en dénaturant complétement la convention de Londres. En même temps le parti conservateur, comprenant qu'il lui était impossible de lutter avec le parti fédéral et les puissances de l'Europe, se tint immobile. »

Ces citations prouvent qu'en Europe comme au Mexique la conduite des plénipotentiaires alliés parut absurde et ridicule. Une fois entrés dans cette voie, les représentants ne pouvaient que commettre faute sur faute, et c'est ce qui leur arriva. M. Zamacona, ancien ministre des affaires étrangères de Juarez, qui accompagna les commissaires porteurs de la réponse du gouvernement mexicain à la note collective,

affirma au général Prim que Juarez était sincère dans ses offres. En voici une preuve. Le 25 janvier, époque à laquelle les commissaires étaient sans doute encore à Mexico, Juarez publia un décret contre les interventionnistes dont les principaux dispositifs étaient les suivants :

« ... En vertu des facultés extraordinaires dont je suis investi, j'ai décrété la loi suivante pour châtier les délits contre la nation, contre l'ordre, la paix publique et les garanties individuelles.

« Art. 1er. Parmi les délits contre l'indépendance et la sécurité de la nation sont compris :

« 1° L'invasion armée faite sur le territoire de la république par des étrangers et des Mexicains... n'ayant pas été précédée d'une déclaration de guerre de la part des puissances auxquelles ils appartiennent;

« 2° Le service volontaire des Mexicains parmi les troupes étrangères ennemies, quel que soit le caractère avec lequel ils les accompagnent;

« 3° L'invitation faite par des Mexicains ou des étrangers résidant dans la république aux sujets des autres puissances, pour envahir le territoire national ou changer la forme du gouvernement de la république quel que soit le prétexte invoqué;

« 4° Toute espèce de complicité pour exciter ou préparer l'invasion ou pour favoriser sa réalisation;

« 5° Toute tentative d'organiser un simulacre de gouvernement, de donner des votes, d'assister à des juntes, de former des actes, d'accepter des emplois ou commissions, soit de l'envahisseur même ou d'autres personnes déléguées par lui. »

Ce décret, appelé *mortuaire* par le peuple mexicain, comprend trente-quatre articles ; il est contre-signé par Doblado, et, comme la mort devait frapper la plupart des personnes qui avaient été tentées d'avoir quelques relations avec les *envahisseurs*, il répandit l'épouvante dans le Mexique et nul désordre ne s'ensuivit. Juarez tenait au pouvoir, il voulait

le garder et lorsqu'il vit que les alliés étaient aussi timides, aussi maladroits, qu'ils le furent dès leur première démarche, il comprit de suite qu'avec des mesures rigoureuses vis-à-vis les Mexicains et les résidents étrangers, avec de la finesse vis-à-vis des alliés, il pouvait être sûr de se maintenir au pouvoir. Aussi ne perdit-il pas de temps : la note collective est datée du 14 janvier; onze jours après, son décret de terreur était rédigé et publié. Ce décret paraît n'avoir pas impressionné les plénipotentiaires. Il est vrai que le 27 de ce même mois, il y eut entre eux une altercation tellement grave qu'ils convinrent de ne point l'enregistrer dans le procès-verbal de ce jour.

On se rappelle que Miramon, étant président, avait ordonné à Marquez de prendre à la légation anglaise six cent mille piastres qu'il disait appartenir au commerce et devaient payer les droits. Les agents anglais qui faisaient la contrebande des piastres, comme je l'ai raconté, conçurent alors une haine violente contre Miramon, et trouvant l'occasion de s'en venger, n'y manquèrent pas. Le 22 janvier, Miramon, le P. Miranda et quinze officiers mexicains quittèrent la Havane pour venir à Vera-Cruz.

« Le 27 janvier, dit une note que je trouve dans mes documents mexicains, à dix heures du matin, l'ambassadeur anglais réunit les plénipotentiaires, M. de Saligny et le général Prim, pour leur dire que ce même jour le général Miramon devait arriver à Vera-Cruz sur un vapeur anglais, qu'il allait le prendre, lui faire mettre les fers, une chaîne et conduire en Angleterre pour y être jugé comme un voleur. L'ambassadeur français, indigné, dit qu'il ne pouvait permettre une telle violation du droit des gens; que lorsque le général Miramon était parti du Mexique, il avait été recueilli par un navire de guerre français dont le capitaine ne lui donna pas seulement cette protection, mais refusa de le remettre à un autre de la marine anglaise qui le réclamait. L'empereur, ajouta-t-il, non seulement approuva la conduite de cet officier, mais le reçut à sa cour.

« Le général Prim dit que le général Miramon avait été reçu à la cour d'Espagne, et que lui-même, en passant par la Havane, l'avait invité à aller au Mexique par Vera-Cruz, cette place étant déjà occupée par les forces alliées. L'ambassadeur anglais persista dans son projet. Le Français alors protesta contre le fait, disant que ne pouvant pas s'opposer à la capture du général Miramon, puisqu'il venait sur un navire anglais, et que ne pouvant se mêler des actes intérieurs des forces anglaises, il EXIGEAIT que l'on mît dans sa protestation, les paroles qu'il avait prononcées, et que le général Miramon fût traité non seulement avec la considération due à son rang de général, mais encore avec celle qui lui était due pour la haute position qu'il avait occupée dans la république. Les paroles se croisèrent ; le général Prim fit sienne la demande de M. de Saligny et ajouta que si l'Angleterre prenait Miramon pour le juger comme un voleur, les alliés devraient prendre Juarez, pour le juger comme un assassin.

« Le résultat de tout ceci fut qu'à l'arrivée du vapeur anglais *Avon*, à Vera-Cruz, à six heures du soir, cinq ou six bateaux anglais, manœuvrés par des marins anglais, armés jusqu'aux dents, l'abordèrent, et quoique le général Miramon voyageât incognito, il fut pris et porté à la frégate anglaise dans la baie. Le 28, il fut transbordé à la rade de Sacrificios sur le navire de guerre anglais *Jason* où il est retenu sans pouvoir communiquer avec qui que ce soit ; on ne lui laisse parler seulement qu'aux personnes auxquelles le commodore Dunlop le permet, et encore ceci doit se faire en présence du capitaine du *Jason* et d'un officier anglais qui parle l'espagnol. Le commodore a dit qu'en vertu de la protestation de l'ambassadeur français, le général Miramon sera conduit à la Havane sur le même vapeur qui l'a amené. Le général Miramon a demandé à parler aux trois commissaires, et qu'on l'envoie à la Havane sur le navire de guerre espagnol qui part pour ce port, demain 30 janvier. Ces deux choses lui ont été refusées par l'ambassadeur anglais, qui dans

cette affaire a montré la conduite... » Suivent des épithètes injurieuses.

La conduite du général Prim à l'égard des Mexicains qui voulaient aller dans leur pays s'occuper des affaires nationales ayant été sévère et partiale, j'ai beaucoup été surpris des paroles qu'on lui prête dans cette note; je les crois pourtant vraies, car aux Cortès tous les orateurs qui l'ont attaqué s'accordent à le louer sur la manière dont il a défendu le droit des gens dans la personne de Miramon. M. Rios y Rosas dit à ce sujet : « A Vera-Cruz, arrive l'affaire du général Miramon, affaire dans laquelle le commodore anglais, obéissant aux instincts et aux traditions du caractère anglais, commet un attentat contre Miramon... De manière que lorsque les monarchistes se présentent ils sont repoussés, et quand ils s'en vont, alors on demande : Où sont les partisans de la monarchie? » Avouons, en passant, qu'il leur eût fallu beaucoup de courage pour se mettre en évidence, placés, comme ils étaient, entre Juarez décrétant la peine de mort contre tous ceux qui manifesteraient une opinion politique contraire à la sienne, et les alliés reconnaissant le gouvernement de Juarez, rétablissant avec lui les rapports diplomatiques, traitant les conservateurs avec dédain; les menaçant comme le fit le général Gasset; les repoussant comme le fit le général Prim et les maltraitant comme le fit le commodore Dunlop.

Les troupes alliées ne pouvaient pourtant pas rester indéfiniment cantonnées à Vera-Cruz et dans les villages voisins, en attendant la régénération du Mexique qui promettait d'être longue à s'accomplir. Aussi, le 7 février, M. le comte de Reus écrivait à son gouvernement : — « La note collective informera Votre Excellence de notre ferme résolution d'avancer dans l'intérieur, dessein que nous eussions déjà mis à exécution, si nous ne nous fussions heurtés contre les obstacles offerts par le manque des transports.

« Cependant, grâce à l'efficacité, à l'activité avec laquelle le très honorable capitaine général de l'île de Cuba nous en-

voie les éléments nécessaires pour entreprendre le susdit mouvement, et grâce aussi aux efforts faits ici pour réunir des chariots, des attelages et des bêtes de somme, *j'espère que, dans quinze jours, nous pourrons nous mettre en marche.*

« Il est probable que les troupes mexicaines ne s'opposeront pas à notre passage; mais si le contraire arrivait et nous obligeait à faire usage de la force, après le premier fait d'armes où la victoire nous restera, quel que soit le nombre de nos ennemis, il faudra agir avec vigueur et énergie et nous emparer de tous les éléments de guerre que le pays lui-même peut nous fournir. »

Cette communication était du 7 février, les quinze jours expiraient le 22, et le 19 se signait le traité de la Soledad; les troupes ne se mirent en marche qu'au commencement de mars, c'est à dire plus d'un mois après la dépêche du général Prim. Pourquoi donc attendre les transports si l'on devait traiter? et pourquoi traiter si l'on attendait les transports? Que signifie cette dépêche? On n'attendit pas les transports, et l'on résolut de demander au gouvernement de Juarez la *permission* d'avancer sur un territoire plus salubre que celui de Vera-Cruz. Dans ce but, les plénipotentiaires adressèrent, le 2 ou le 4 février, une note à M. Doblado, à laquelle il répondit le 6 : — « Comme le gouvernement de la république ignore quelle peut être la mission que les commissaires des puissances alliées viennent remplir au Mexique, parce que, jusqu'à ce moment, ils ont seulement indiqué des promesses, mais vagues, et *dont personne ne comprend le véritable objet*, il ne peut permettre que les troupes envahissantes s'avancent, à moins que l'on ne règle avec clarté et précision certaines bases générales qui feront connaître les intentions des alliées, et que l'on ne négocie ensuite avec prudence au sujet des intérêts importants qui doivent être discutés.

« Le citoyen président m'ordonne de dire, pour plus ample explication, que si vos seigneuries envoient promptement à Cordova un commissaire pour discuter avec un

autre commissaire du gouvernement les bases mentionnées, on donnera l'ordre de permettre d'avancer jusqu'aux points dont on conviendra... »

Ainsi, grâce à la direction donnée à l'expédition un mois après son arrivée à Vera-Cruz, personne ne comprenait son véritable objet ! A cette note, les alliés répondirent le 9 février par la dépêche suivante : — « Désireux de tenter un dernier effort pour prévenir un conflit qu'ils regretteraient sincèrement, les représentants soussignés croient de de leur devoir d'inviter S. Exc. le ministre des affaires étrangères à venir s'entendre en personne avec M. le comte de Reus, qui lui donnera, en leur nom, toutes les explications nécessaires et de nature à dissiper des doutes injurieux pour la loyauté des hautes puissances signataires de la convention du 31 octobre 1861.

« M. le comte de Reus se rendra en conséquence le 18 février à onze heures du matin, sur un point choisi à égale distance de la Tejeria et de la Soledad, au Rancho de la Pulga. Les représentants espèrent que le ministre des affaires étrangères pourra se présenter à ce rendez-vous avec une garde d'honneur de cinquante cavaliers et de cinquante fantassins. M. le comte de Reus sera accompagné d'une escorte semblable. »

En présence de tant de ménagements et tant d'humilité doit-on s'étonner de la conduite arrogante du gouvernement mexicain et de la lettre suivante écrite le 10 février au comte de Reus, par le général Zaragoza. — « La Soledad, quartier général de l'armée d'Orient. — Général en chef. — On a toléré jusqu'à ce jour que les puissances alliées qui envahissent le Mexique, étendissent leurs opérations en dehors de Vera-Cruz; mais il serait déshonorant pour la patrie et indigne d'un général mexicain, d'assister impassible devant de nouveaux outrages. Je fais donc savoir au général en chef des forces ci-dessus mentionnées, qu'il doit les conserver dans ses positions actuelles qui sont Tejeria, Médellin, Paso del Toro et S. Juan Loma de Piedra, et ne pas avancer

davantage; dans le cas contraire je regarderais comme ouvertes les hostilités et la guerre déclarée. J'accomplirai le devoir sacré que m'imposent les lois de mon pays comme général en chef de l'armée chargée de la défense de la partie orientale du Mexique. — Zaragoza.

La fierté britannique, l'orgueil castillan et la susceptibilité française devaient recevoir bien d'autres atteintes, avant que les plénipotentiaires français, trouvant la mesure débordée, secouassent cette honteuse tutelle qui les opprimait et prissent la liberté de poursuivre l'exécution du traité de Londres, auquel le général Prim, comme sir Charles Wyke semblaient n'avoir jamais songé. L'entrevue ayant été acceptée, le général Prim se rendit au lieu désigné avec une escorte. A une lieue environ de la Soledad, les généraux Doblado et Zaragoza attendaient en voiture le comte de Reus; celui-ci y monta avec les deux généraux. A dix heures du matin ils arrivaient à la Soledad, et le comte de Reus se retira aussitôt avec le général Doblado dans une maison isolée, où ils restèrent plusieurs heures en conférence secrète. Dans cette conférence furent convenues, d'un commun accord, les stipulations préliminaires d'un traité de paix.

Avant de parler des tempêtes soulevées au Mexique comme en Europe, à propos de la convention de la Soledad, il faut répondre au naïf argument du général Prim qui, pour se disculper, avançait que puisqu'on devait traiter avec Juarez et le reconnaître par le fait même de l'envoi de l'ultimatum, il n'était nullement coupable de l'avoir reconnu par la proclamation et la note collective et d'avoir traité avec son gouvernement par la convention de la Soledad. Répondant à cette théorie, M. Bermudez de Castro disait en plein sénat: — « Les instructions envoyées par le gouvernement espagnol et que j'ai lues, les paroles qu'il adressait à l'ambassadeur de France, en lui rendant compte de la dépêche de M. Thouvenel, que prouvent-elles? Que l'on devait traiter avec Juarez, mais non pour entamer des négociations, et seulement pour lui imposer la dure loi de la force et les con-

ditions que l'on stipulait... On n'allait point traiter avec Juarez de la meilleure ou de la plus mauvaise organisation du gouvernement dans son pays; on allait lui imposer la loi et, s'il ne satisfaisait pas aux réclamations, s'il refusait à notre plénipotentiaire les réparations dues pour effacer l'infamie de l'expulsion de M. Pacheco, le gouvernement le dit aussi : « On ne suspendra pas une minute les hostilités. » Cela signifie-t-il traiter amicalement? Cela signifie-t-il reconnaître Juarez? »

Le général Prim comprit différemment son mandat, l'honneur national et celui de ses alliés. Le général Doblado désirait deux choses : une reconnaissance formelle du gouvernement de Juarez, du répit pour vaincre Marquez qui battait partout alors les troupes juaristes, et du temps pour organiser la défense contre l'armée alliée; il obtint davantage. Et le général Prim viendra dire ensuite qu'il ne s'est pas laissé jouer par le général Doblado! On en jugera par la convention suivante et l'effet qu'elle produisit en Europe comme au Mexique.

« Convention préliminaire de la Soledad, conclue entre le gouvernement mexicain d'une part, et les plénipotentiaires de l'Espagne, de la France et de la Grande Bretagne d'autre part, le 19 février 1862.

Art. 1er. Le gouvernement constitutionnel qui est actuellement au pouvoir dans la république mexicaine ayant informé les commissaires des puissances alliées qu'il n'a pas besoin de l'assistance offerte par elles avec tant de bienveillance au peuple mexicain, parce que ce peuple contient en lui-même des éléments suffisants de force pour se préserver de toute révolte intérieure; les alliés auront recours à des traités pour présenter toutes les réclamations qu'ils sont chargés de faire au nom de leurs nations respectives.

Art. 2. Dans ce but, et les représentants des puissances alliées protestant qu'ils n'ont nullement l'intention de nuire à la souveraineté ou à l'intégrité de la république mexicaine, des négociations seront ouvertes à Orizaba, où les commis-

saires des puissances alliées et les ministres de la république se rendront, à moins que des délégués ne soient nommés par les deux parties, d'un consentement mutuel.

Art. 3. Tant que dureront ces négociations, les forces des puissances alliées occuperont les villes de Cordova, Orizaba et Tehuacan.

Art. 4. Afin qu'il ne puisse être en aucune façon supposé que les alliés ont signé ces préliminaires dans le but d'obtenir leur admission aux positions fortifiées maintenant occupées par l'armée mexicaine, il est stipulé que, dans le cas où malheureusement les négociations seraient rompues, les forces alliées se retireront desdites positions et prendront position en ligne devant lesdites fortifications sur la route de Vera-Cruz, les points extrêmes étant le Paso-Ancho, sur la route de Cordova, et le Paso de Oveja, sur la route de Jalapa.

Art. 5. Dans le cas où, malheureusement, les négociations seraient interrompues, et les alliés se retireraient dans les lignes ci-dessus indiquées, les hôpitaux des alliés resteraient sous la sauvegarde de la nation mexicaine.

Art. 6. Le jour où les alliés commenceront leur marche pour occuper les points mentionnés dans l'article 3, le drapeau mexicain sera hissé sur la ville de Vera-Cruz et sur le fort de Saint-Jean d'Uloa. — Signé : comte de Reus, Manuel Doblado, Chas-Lennox Wyke, Hugh Dunlop, A. de Saligny, E. Jurien. — La Soledad, le 19 février 1862.

« J'approuve ces préliminaires, dans l'exercice des pleins pouvoirs dont je suis investi. — Benito Juarez, *président de la république;* Jésus Teran, *secrétaire.* »

Voulant être très sobre d'appréciations personnelles, et me servir presque exclusivement de documents étrangers pour écrire cette histoire, afin d'éviter le soupçon de partialité, je vais publier les interprétations données à cette convention par les Mexicains et les Espagnols.

« D. Josè H. Gonzalez, au général Woll. — Vera-Cruz, 20 février 1862. — ... Malgré la duplicité du gouvernement

de Juarez, malgré ses insultes faites aux alliés, Prim a eu hier une entrevue, à la Soledad, avec Doblado; le résultat en est que les troupes alliées vont occuper pacifiquement Orizaba, Cordova et Tehuacan... Ce qui nous dégoûte personnellement dans ce traité, c'est que les autorités juaristes restent dans les places occupées par l'armée alliée, de sorte que nous ne pouvons faire un pas en sûreté, parce que si l'on nous met la main dessus, les alliés ne peuvent rien pour nous, *afin de rester toujours neutres*. Voici la situation que nous a faite l'intervention, en ayant à sa tête le général Prim. Qui aurait cru que cette intervention, provoquée par les méfaits de la démagogie, serait devenue démagogue en mettant les pieds à Vera-Cruz? Personne. Les officiers espagnols et français souffrent comme nous de ce qui se passe ici... Prim et Doblado croient se tromper mutuellement, mais c'est le premier qui est trompé. Le parti libéral nous met hors la loi; Prim nous est hostile; l'Angleterre appuie Prim contre nous et contre l'amiral français, de sorte que l'intervention est tout à fait contre nous. Seulement un changement de personnes dans le commandement peut nous sauver. Marquez, en voyant ce qui se passe ici, est étonné et ne sait que faire...

« 24 février. Tout est changé aujourd'hui; les ordres venus d'Europe, cette nuit, ont mis le général Prim a sa vraie place, et l'ont fait rentrer dans le chemin qu'il devait suivre... Tout cela provient de ce que les intentions de l'empereur Napoléon sont clairement révélées; elles ont détruit les ambitions de Prim et fait cesser les doutes de l'amiral français qui suivait Prim les yeux fermés. »

Dès ce jour, en effet, les plénipotentiaires français prirent une allure plus indépendante et plus conforme à l'esprit de la convention de Londres; mais ils ne voulaient ni déchirer les préliminaires de la Soledad, ni diriger les démarches des alliés dans le sens de cette convention, car Prim et les deux diplomates anglais ne furent jamais dans un plus complet accord, et la rupture de l'alliance était un scandale à craindre. A Mexico, les préliminaires de la Soledad furent jugés

d'autant plus sévèrement que le mouvement militaire en faveur de l'intervention commençait à se dessiner sur une vaste échelle, malgré les nombreux éléments de rivalité, de défaillance et de découragement qui auraient dû le faire avorter, et qui ont été indiqués depuis l'arrivée de Prim et de Miramon à la Havane jusqu'à la signature de la convention de la Soledad.

Une lettre de Mexico, datée du 22 février, donne à ce sujet des détails fort intéressants et peint sous les couleurs les plus sombres la situation de la capitale, « où, dit cette lettre, l'anarchie est à son comble et où la population étrangère surtout, soumise de la part des différentes autorités aux mêmes actes d'arbitraire, de violence et d'extorsion que par le passé, en est réduite à craindre que la lenteur des alliés, leur attitude et leurs ménagements si inattendus envers une administration sans foi ni loi, comme sans prestige et sans force, n'attirent des malheurs bien autrement grands encore sur ceux qu'ils étaient venus protéger. Ces craintes ne sont que trop justifiées par certains actes officiels du gouvernement : l'un est un décret publié, le 25 janvier, par M. Juarez, et dont un article condamne à mort tous les individus, faisant partie à un titre quelconque des forces étrangères qui ont envahi le territoire mexicain sans déclaration de guerre préalable. . . . .

« Comment s'étonner si, sous le coup d'une telle législation, les partisans de l'intervention et la majorité du pays qui détestent le gouvernement actuel aient gardé jusqu'à présent un silence prudent et contenu leurs aspirations et leurs espérances. Et, cependant la violence des hommes qui sont au pouvoir montre assez leur faiblesse et leurs craintes.

« Je n'ose guère vous dire de combien d'insultes ont été abreuvés ici, les Espagnols, les Français et les Anglais, par une poignée d'hommes qui, à l'aide de la terreur et d'exactions sans nombre, maintiennent un semblant de pouvoir qu'on veut faire passer en Europe pour l'expression du sentiment national. Et cependant, plus on fait subir d'hu-

miliations aux représentants des trois grandes puissances, moins ils semblent les ressentir.

« Pendant que nos diplomates à épée se laissent prendre aux piéges que leur tend un pouvoir qu'ils avaient ordre de ne pas reconnaître et de combattre, le pays s'agite en faveur de l'intervention. Le 9 février, Marquez et Zuloaga, avec un millier d'hommes environ, surprenaient à S. Juan del Rio, à trente-cinq lieues de la capitale, un corps de troupes de Juarez de mille à douze cents hommes, sous les ordres de Rey et de Cuëllar, leur tuaient cinq cents hommes parmi lesquels un de ces deux chefs, le colonel Rey, et leur faisaient trois cents prisonniers, s'emparant, en outre, de plusieurs pièces de canons, d'une grande quantité d'armes et d'objets de campement.

« Deux jours après, Marquez opérait sa jonction avec Mejia, qui lui amenait plus de deux mille hommes. En même temps, Buitron et Lamadrid, avec quinze cents hommes, venaient se retrancher dans la forte position de Las Cruces, à six ou sept lieues de Mexico, tandis que Vicario, à la tête d'un corps évalué à deux ou trois mille hommes, s'emparait, sans conteste, du district de Cuernavaca, et que d'autres chefs, tels que les généraux Chacon, Argüelles, Cobos, Gutierrez, Calderon, reprenaient la compagne dans diverses directions, avec des détachements plus ou moins considérables. »

Le général Prim essaya de justifier la rédaction et la signature des préliminaires de la Soledad, en plaidant en faveur de la force du gouvernement de Juarez et critiquant le parti réactionnaire, « presque réduit à rien, » disait-il. Les dépêches du comte de Reus et les faits qui se passaient au Mexique démentent continuellement les assertions du général, de sorte qu'il suffit de citer ces dépêches et de raconter ces événements pour montrer, sinon la duplicité de ce général, au moins son inhabileté. C'est ce que M. Bermudez de Castro fit au sénat espagnol avec une éloquence digne et simple : « Les décrets sanguinaires de Juarez, disait cet orateur, ne

prouvent pas beaucoup que le parti réactionnaire fût annihilé; si ce parti eût été presque détruit, il n'eût pas été nécessaire de punir de la peine de mort toute action, même la plus innocente... En lisant le premier article de la Soledad, en lisant aussi les raisons dont le plénipotentiaire espagnol accompagnait ce traité, tout le monde croirait qu'en effet le gouvernement de Juarez était un gouvernement fort... qui avait les moyens de se faire respecter, qui se faisait obéir dans tout le pays... Cependant, dans la même dépêche de M. le comte de Reus, je trouve la preuve évidente que ce serait une grave erreur, de la part du sénat, s'il croyait ce qui se déduit naturellement de l'article premier des préliminaires de la Soledad.

« Dans cette dépêche du 20 février, M. le comte de Reus ajoute : « Le général Doblado convint de notre supériorité « et me déclara que toutes les personnes sensées du pays « désirent que nos différends aient un dénoûment pacifique; « mais que le gouvernement se trouve, jusqu'à un certain « point, sous la pression des exaltés qui, accoutumés au « désordre qu'entraîne la guerre, tenteraient d'enlever au « gouvernement son prestige et le déclareraient même « traître à la patrie, à cause de la conduite modérée qu'il est « résolu à tenir dans ses rapports avec les commissaires « alliés. »

« Mais, en outre, dans le procès-verbal de la conférence dans lequel, de retour de la Soledad, le plénipotentiaire espagnol rendait compte à ses collègues du résultat de sa mission, on lit ces paroles qui peignent aussi quelle était la situation de ce gouvernement qui se suffisait à lui-même pour rétablir l'ordre et se faire obéir dans le pays. « Le général Doblado — c'est le plénipotentiaire espagnol qui parle — en vint à me dire en résumé : « Que le gouvernement est « entouré de difficultés à cause de l'espèce d'indépendance « qui existe dans les États, dont les gouverneurs se refusent « à obéir aux ordres du gouvernement de la capitale, en vue « de l'exaltation des esprits et très particulièrement dans le

« cas actuel, ce qui empêche quelquefois le gouvernement « privé d'autorité, de prescrire les mesures que la situation « exige et que la prudence conseille. »

« C'est à dire que le gouvernement de Juarez, avec qui nous entrions dans la voie des traités, ne pouvait, dans la question spéciale qui s'agitait, dicter les mesures qu'exigeait la situation et que conseillait la prudence. Que l'on voie donc, s'il peut y avoir un aveu plus explicite fait par le général Doblado lui-même, qu'il n'était pas convenable, qu'il ne pouvait pas être sûr, et que cela ne mènerait à rien de traiter avec un gouvernement qui manquait absolument de moyens et de la volonté de tenir sa parole. »

Quant à l'approbation de la conduite du général Prim dans toute cette affaire, elle est loin d'être sans réserve, car dans l'ordre royal du 22 mars qui lui fut envoyé, il est dit : — « Si le gouvernement de Sa Majesté désirait qu'on gardât avec celui de la république mexicaine un système de modération et de douceur aussi large, aussi libre que le permettaient la nature des faits qui ont amené l'action combinée des trois puissances et les conditions où se trouve ce gouvernement, il ne croyait pas qu'il fût nécessaire de pousser ce système si loin que l'on pût faire concevoir aux Mexicains eux-mêmes quelque doute sur la décision avec laquelle on poursuivrait les réclamations. »

Relativement à l'article 6, concernant le pavillon mexicain, le même orateur, que j'ai cité plus haut, fit une déclaration, en parlant de ce drapeau salué par le maréchal Forey, qui mérite d'être reproduite. « Je crois, dit-il, que cela est parfaitement logique, et que cela embrasse une haute pensée politique. Qu'est-ce que le pavillon mexicain arboré sur Vera-Cruz délivrée de Juarez et à l'abri du joug de son autorité?... Le drapeau du pays, le drapeau de la nation. Et que signifie le fait? Le salut rendu au pavillon d'une nation dont on veut respecter l'intégrité et l'indépendance. Que veut dire le pavillon arboré sur une place par une exigence du gouvernement de Juarez? Cela signifie le pavillon de Jua-

rez... Pendant que le pavillon mexicain est salué sur les murs de Vera-Cruz, où l'on n'obéit pas à l'autorité de Juarez, ce même pavillon sera reçu à coups de canon lorsqu'il sera déployé par les généraux des troupes de Juarez. Je trouve cette démarche non seulement diplomatique, mais encore hautement politique, parce qu'elle signifie d'avance que l'on ne veut ni le démembrement ni la chute de l'indépendance de la nation mexicaine. »

« Le traité de la Soledad, disait M. le marquis de la Havane, au sénat, n'a pas été fait par des considérations, mais comme conséquence d'une idée politique, par le désir de marcher avec le consentement des Mexicains. Et cela est si vrai, que si M. le comte de Reus eût été seulement général en chef des troupes, et que le plénipotentiaire espagnol lui eût demandé si les transports l'empêcheraient d'aller en avant, il lui aurait répondu : « Non, dans vingt jours j'aurai « les transports, et dans vingt et un je suis prêt à battre « Zaragoza où vous voudrez. » En effet, à la lettre insultante du général mexicain, il n'aurait répondu qu'en disant : « Place aux troupes alliées, » et le général Zaragoza la lui aurait donnée promptement. »

En parlant de l'article 1er de cette convention, M. Rios y Rosas, s'écriait avec indignation aux Cortès : « Il proclame l'alliance avec Juarez; ce n'est plus la reconnaissance de Juarez; ce n'est plus l'abandon de toutes les solutions antérieurement sanctionnées; ce n'est plus la suspension de l'ultimatum et des voies de rigueur : non, c'est plus encore : c'est l'alliance avec Juarez. » Ces paroles sont complétement d'accord avec la dépêche de M. Collantès au général Prim, dans laquelle il lui disait : « En plaçant le pavillon mexicain à côté des drapeaux alliés, on donnait à entendre — en supposant que cela eût lieu,—que tous ont désormais une situation commune, des intérêts semblables et des droits égaux. Il ne pouvait y avoir d'autre signification à ce fait. »

« Quand le gouvernement a envoyé ses troupes au Mexique, ajoutait M. Mon, il n'y avait rien à traiter, rien à négocier;...

il n'y avait qu'à faire accomplir, par la force, ce qu'on n'avait pas voulu exécuter de bonne volonté... Il s'est agi de chercher un climat salubre pour les troupes. Pour moi, je le demande à un homme aussi habile que M. le ministre de la guerre... s'il eût sollicité la permission d'aller s'établir à Orizaba. »

Je terminerai ces citations par un extrait du discours de M. Rouher dans la séance du 10 juillet 1867, pour montrer l'unanimité de l'interprétation donnée aux préliminaires de la Soledad, et l'unanimité de la réprobation soulevée par cet acte inqualifiable, car, si pour des raisons étrangères à la question, le gouvernement espagnol a approuvé la conduite du général Prim dans son ensemble, il l'a blâmée dans tous les détails, comme le proclamait un de ses collègues au sénat.

« Mais qu'était-ce donc que ces préliminaires de la Soledad? disait M. Rouher dans son discours du 10 juillet. N'est-ce pas l'oubli complet de la convention du 31 octobre 1861 et des circonstances, des explications et des instructions qui avaient été officiellement données aux divers plénipotentiaires? Comment! messieurs, par ces préliminaires, on stipule d'abord que le gouvernement de Juarez remercie les puissances alliées du concours qu'elles venaient lui offrir, et on déclare qu'il n'en a aucunement besoin! — Rires ironiques. — ... Puis on stipule que le 15 avril, c'est à dire deux mois après, s'ouvriront les conférences destinées à rétablir les bonnes relations du gouvernement mexicain avec les trois puissances!

« Ainsi, il faut deux mois entiers, non pas pour discuter; il faut deux mois entiers qui s'écouleront dans le silence et l'abstention, dans le défaut de rapports, et deux mois au bout desquels on daignera commencer des relations avec les trois puissances pour discuter leurs griefs. On consent à ce que les alliés prennent leurs quartiers à Orizaba et à Cordova; mais, s'il y a rupture après le 15 avril, ils devront rétrograder à travers la fièvre jaune, et comme pour marquer ces déclarations d'une sorte d'ironie, il est en même

temps déclaré qu'à côté du drapeau des trois puissances, sur le fort de Saint-Jean d'Uloa et à la Vera-Cruz flottera le drapeau mexicain.

« Voilà les stipulations de la Soledad. Nous les avons repoussées à la date du 2 avril. Une note insérée au *Moniteur* a déclaré qu'elles n'étaient pas ratifiées. » Dans cette note il était dit : « L'empereur Napoléon laissait les autres gouvernements juges, comme ils l'entendaient, de leurs intérêts et de leur honneur, son gouvernement se bornait à désapprouver hautement la convention conclue avec le général mexicain Doblado par le général Prim, et acceptée ensuite par les plénipotentiaires des puissances alliées, parce que cette convention lui semblait contraire à la dignité de la France. »

Tels sont les principaux événements qui se passèrent au Mexique pendant le mois de février 1862, et telle est la manière dont ils furent jugés. Le mois de mars devait voir s'élever de nouvelles tempêtes entre les plénipotentiaires et de nouvelles rigueurs de la part du gouvernement de Juarez. Mais les représentants français, qui s'étaient aperçus du piége tendu par les préliminaires de la Soledad, devenaient plus fermes et refusaient de se laisser conduire aveuglément par la politique secrète de M. le comte de Reus, et par les intérêts particuliers des représentants anglais.

« Vera-Cruz, 1er mars 1862. — Le paquebot anglais, me dit une lettre d'un personnage mexicain, est arrivé aujourd'hui à midi; il amène le général Almonte et D. Antonio Haro y Tamariz. L'arrivée de ces messieurs est providentielle; ils arrivent à temps pour empêcher que Prim affermisse le pouvoir de Doblado et aille ensuite battre le général Marquez. Aussitôt que Prim a vu qu'on ne répétait pas à Mexico les scènes de Saint-Domingue il a cherché à favoriser les libéraux. C'est dans ce but que la réunion des commissaires et des ministres n'aura lieu que le 15 avril ; de la sorte Juarez aura le temps de tomber avec toutes ses troupes sur Marquez... Mais nous verrons maintenant qui sera le plus fin

de lui ou de nous. Nous attendons avec impatience les 4,000 Français qui sont en chemin. Nous recevons à l'instant un courrier extraordinaire qui nous apprend que Carvajal vient d'être battu par Marquez. »

« Au moment où j'allais fermer ma lettre, dit une autre correspondance de Mexico, nous apprenons l'envoi de France du général Lorencez avec un corps de troupes françaises. Cette nouvelle a ranimé toutes les espérances ; elle mettra, je l'espère, un terme aux tergiversations qui nous désolent depuis deux mois. Jamais l'empereur n'aura rendu un plus grand service à l'humanité que d'arracher à l'anarchie qui le ruine, un pays qui, s'il vient un jour tranquille et prospère, offrira à toutes les puissances de l'Europe d'immenses avantages commerciaux... L'annonce des renforts envoyés de France a produit une très vive sensation, car on attend tout de la France et de la France seule. »

Le général Prim a voulu rejeter sur l'augmentation des forces françaises et l'arrivée du général Almonte, les causes premières de la rupture des relations entre les représentants des trois puissances. Ces deux points sont trop importants dans l'histoire de l'intervention pour ne pas les élucider le plus possible.

M. Mon, en donnant des explications au sénat sur la fâcheuse impression produite à Londres et à Paris, par le départ précipité de la Havane des troupes espagnoles, dit : « Il resta, dans l'esprit de l'empereur, l'idée que l'Espagne avait quelque plan particulier en hâtant le départ de l'expédition espagnole. Je reçus, très peu de jours après, une lettre du ministre des affaires étrangères de France, datée du 18 janvier qui disait : « L'empereur, convaincu de la nécessité d'aller dicter la paix à Mexico même, a décidé d'augmenter la force de notre expédition en la rapprochant du chiffre de la vôtre. »

Ayant fait part à son gouvernement de cette décision, M. Calderon Collantès lui répondit : « L'augmentation des troupes françaises, destinées au Mexique s'explique facile-

ment et naturellement. Le gouvernement de Sa Majesté la comprend et considère comme sage une mesure qui contribuera sans doute à faciliter l'atteinte du but de l'expédition. »

Le comte Russel à lord Cowley. Londres, 20 janvier 1862. — « J'ai vu hier le comte de Flahaut. Son Excellence m'a informé qu'il avait ordre de me dire que le gouvernement franais jugeait nécessaire d'envoyer au Mexique de nouvelles troupes de terre.

« Le comte de Flahaut a continué en me disant que la démarche précipitée faite par le maréchal Serrano en commençant les opérations, sans attendre que les forces de la France et de l'Angleterre fussent réunies, aurait pour résultat d'augmenter les difficultés de l'expédition; qu'il paraissait maintenant inévitable que les troupes alliées auraient à s'avancer dans l'intérieur du Mexique, et que non seulement les forces convenues ne seraient pas suffisantes pour une semblable opération, mais encore que l'opération ellemême prendrait un caractère devant lequel l'empereur ne pouvait consentir à ce que les troupes françaises fussent dans une position inférieure à celles de l'Espagne, ou à courir le risque de se voir compromises. »

« Qu'eussions-nous fait nous-mêmes, disait le marquis de Novaliches au sénat espagnol, si, *au lieu de la position très avantageuse que nous avaient accordée les alliés*, le comte de Lorencez s'était présenté à la tête de sept mille hommes; s'il eût consenti à la publication d'un journal qui élevât aux nues ses qualités et ses actes, sans jamais s'occuper des deux mille Espagnols sous les ordres de l'un des très dignes chefs de brigade de notre armée? Eussions-nous regardé cela avec tranquillité? Assurément, non. »

Ces quelques citations suffisent à prouver que l'augmentation de nos troupes était justifiée et désirée par les amis de l'ordre au Mexique; le général Prim ne l'a blâmée que parce qu'elle lui enlevait le prestige qu'il devait au nombre des forces qu'il commandait et que le général Lorencez arrivait

avec des ordres contraires à la politique personnelle du comte de Reus. Le chef espagnol, voyant à ses côtés un général de division, commandant une armée égale à la sienne, et des représentants qui ne se laissaient plus conduire bénévolement par lui, fut blessé au vif, et son irritation ne tarda pas à se manifester, à propos du général Almonte.

En répondant aux communications du comte de Reus relativement aux émigrés mexicains qui rentraient dans leur patrie, M. Calderon Collantès lui écrivait le 22 avril : « Il convient pourtant que Votre Excellence, unie aux autres plénipotentiaires, tâche de faire respecter les droits individuels afin d'assurer ainsi la manifestation libre et spontanée de toutes les opinions, car *il n'y a point de véritable liberté de suffrage, là où règne la proscription des partis et même celle des individus plus ou moins importants.* » Telle n'était point l'opinion du comte de Reus. L'arrivée du général Lorencez, des renforts français et des émigrés mexicains lui font apparaître comme une hypothèse sérieuse l'avénement de l'archiduc Maximilien au trône du Mexique qu'il espérait occuper lui-même. Pour atteindre ce but inavoué, il avait méconnu les ordres et les intentions de son gouvernement, foulé aux pieds l'orgueil proverbial de son pays, adulé, favorisé les agents de Juarez, créé un journal *El Eco de Europa* qui le suivait partout, publiait les éloges du général espagnol, insinuait, enfin, sous la dictée de Prim lui-même, la candidature du comte de Reus au pouvoir suprême. Tout ce triste échafaudage, élevé dans son intérêt particulier, allait s'écrouler.

Ne pouvant renvoyer en France le général Lorencez et les troupes qu'il amenait, il se contenta d'en exprimer son mécontentement, dans une dépêche datée du 17 mars. Il se faisait ainsi l'écho des terreurs du cabinet de Juarez qui, commençait à trembler. Le général Prim pouvait pourtant demander le renvoi des émigrés mexicains, quoique cette démarche fût susceptible de paraître contradictoire avec sa conduite envers Miramon. Il se trouvait alors à Orizaba avec sir Charles Wyke; il envoya de suite communication de la

dépêche de M. Doblado à MM. Jurien et de Saligny, « en leur demandant leur autorisation pour répondre » d'une manière favorable aux vues de M. Doblado.

Lorsque le général Almonte arriva au Mexique, les troupes alliées, conformément au traité de la Soledad, marchaient pour s'établir à Cordova, Orizaba et Tehuacan, et, comme il était sous le coup d'un décret de mort pour avoir signé le traité Mon-Almonte, il invoqua la protection des baïonnettes françaises. Si quelqu'un devait le protéger c'était assurément le comte de Reus. Ce fut tout le contraire qui arriva. Le 21 mars, le général Robles, soupçonné de se rendre au camp des alliés fut arrêté à trois lieues de Tehuacan. Il voyageait à cheval avec un ami et un domestique, et muni, assure-t-on, d'un passe-port en règle. Conduit devant Zaragoza, sur la simple constatation de son identité, il fut condamné à être fusillé. Cet ordre barbare fut exécuté le 22 mars à S. Andrés Chalchicomula. L'amiral Jurien vit, avec raison, dans cet assassinat, un défi lancé aux conseils de modération et de prudence que, dès le principe, les alliés n'avaient cessé de faire entendre, et reconnut que l'honneur des plénipotentiaires français et de leur gouvernement ne permettait pas d'abandonner le général Almonte à une mort certaine, depuis ce défi adressé, par le parti exalté, aux nations alliées.

« Si l'on voulait empêcher le général Almonte, disait au sénat M. Bermudez de Castro, de débarquer à Vera-Cruz parce qu'il voulait influer sur le choix d'un gouvernement nouveau, quelle forme, quelle moyen allions-nous trouver pour que l'opinion du pays se prononçât librement? N'avons-nous pas vu que, même pour les plus simples élections municipales, les électeurs se mettent d'accord d'avance? Est-ce que les électeurs s'approchent des urnes sans s'être réunis et concertés d'avance sur le candidat qu'ils doivent nommer?

« Mais si l'on ne permettait pas à ceux qui allaient travailler, soit pour la monarchie, soit contre le gouvernement de Juarez, de pénétrer dans l'intérieur; si les Anglais embar-

quaient Miramon, et si, une autre fois, les plenipotentiaires anglais et espagnol rompaient les conférences — d'Orizaba — parce qu'un bataillon français accompagnait Almonte, comment pouvait-on se concerter? . . . .

« On promettait qu'Almonte n'avancerait pas et resterait à Cordova. Le cas était-il assez grave pour que nous pussions lui donner cette importance? Qu'importait au comte de Reus que le général Almonte fût intriguer à Mexico? S'il n'y avait point de monarchistes, si, comme dit sa seigneurie, dans une de ses dépêches, le général Almonte avait si peu de prestige et d'influence que ses propres partisans devenaient ses délateurs, » — allusion à la conduite du général Cobos, — « et remettaient ses lettres au gouvernement de Juarez, quelle crainte pouvait inspirer le général Almonte? Aucune : c'était donc une chose trop petite, trop microscopique pour avoir pu produire un aussi grand résultat. »

« Almonte a-t-il levé un drapeau? disait M. Mon à la séance du 9 janvier. Non; il n'a pas ouvert les lèvres, il n'a rien dit jusqu'au moment où les troupes se sont embarquées, non pour représenter une nouvelle forme de gouvernement, mais pour exhorter les Mexicains à se donner celle qu'ils tiendraient pour la plus convenable, acceptant dans ce but l'aide de la France, et c'est ce qui ressort clairement de sa proclamation.

« Supposons, en opposition au traité et à la sincérité des négociations, ajoutait pendant ce débat, M. Rios y Rosas, que l'on était allé là pour faire de la politique neutre... Quels devoirs suppose la neutralité? Suppose-t-elle le devoir de favoriser Juarez et de nuire à Almonte?... Si la neutralité n'existait pas, si nous étions allés là pour renverser Juarez; si nous y étions allés en invoquant la coopération de ses ennemis; si nous y étions allés en promettant au pays la liberté d'action nécessaire pour renverser ce gouvernement et pour créer un gouvernement national, le gouvernement que l'on voudrait; si tout cela était certain, incontestable, notoire, que faisions-nous lorsque nous marchions avec Juarez? Quel

était le résultat de notre attitude? C'est que nous avions tendu aux adversaires de Juarez un horrible piége. C'est ce que peuvent dire les Mexicains, c'est ce qu'ils disent : c'est pour cela que nous sommes déchus au Mexique dans l'opinion de tous; c'est pour cela qu'il ne nous sera pas possible de nous relever de longtemps. — Sensation profonde. »

La question Almonte n'existait donc pas, comme l'ont prouvé au sénat et au corps législatif, les propres compatriotes du général Prim. M. Thiers, qui ne faisait pas de l'histoire, mais de l'opposition dans son discours du 9 juillet 1867, à propos de la question du Mexique, prend, naturellement, parti pour le général Prim et cite les passages du procès-verbal de la séance du 9 avril 1862, favorables à sa thèse; mais il a le soin de taire ceux qui lui sont contraires. Ce procès-verbal, en effet, est très long, comme il le dit, mais l'impartialité me fait un devoir d'en publier la plus grande partie et d'analyser le reste, avant de détailler les causes qui ont amené la rupture déclarée dans cette séance.

« Procès-verbal de la conférence tenue le 9 avril 1862 à Orizaba, entre les cinq commissaires des trois hautes puissances alliées. »

« ... En vue de la gravité des affaires à traiter, Leurs Excellences ont décidé que les secrétaires des missions d'Angleterre et de France assisteront avec le secrétaire de la mission d'Espagne à cette conférence pour en rédiger le procès-verbal *in extenso*.

« S. E. le comte de Reus prend la parole pour inviter S. E. l'amiral Jurien à exposer l'objet de la conférence et ce dernier répond que le but principal de la réunion est de tomber d'accord sur la réponse à faire à une communication du gouvernement mexicain demandant le rembarquement du général Almonte et des personnes qui l'accompagnent.

« Sir Charles Wyke dit qu'il est nécessaire d'en venir à une explication franche et nette, et cet avis est partagé par ses collègues. Le comte de Reus ajoute qu'il est urgent de

savoir si l'on pourra continuer à agir d'accord comme on l'a fait jusqu'ici, car lui et ses collègues d'Angleterre considèrent l'attitude prise récemment par les plénipotentiaires de l'empereur comme contraires aux stipulations de Londres, dont le but, suivant eux, était en premier lieu, de *poursuivre la réparation des griefs* que chacune des hautes puissances avait contre le gouvernement mexicain, et d'*exiger le respect des traités*, puis, d'*arriver, par l'appui moral des trois nations, à l'établissement d'un gouvernement fort et stable*, offrant des garanties suffisantes, autant à ses propres nationaux qu'à ceux des puissances étrangères. »

Puisque les puissances voulaient établir « un gouvernement fort et stable, etc., » ce gouvernement n'était donc pas établi ! Alors pourquoi traiter avec un gouvernement qui n'offrait pas des garanties suffisantes » aux Mexicains comme aux étrangers. Après ce passage, suivent les justifications de la conduite des plénipotentiaires jusqu'à la fin de février. Le procès-verbal constate ensuite une visite du général Almonte au comte de Reus, pendant laquelle le premier dit qu'il comptait sur l'appui des trois puissances pour changer le gouvernement établi et parla de la personne de l'archiduc Maximilien pour souverain du Mexique ; à quoi le général Prim répondit qu'il ne pensait pas que le pays acceptât cette nouvelle institution, et que dans tous les cas, il ne devait pas compter sur l'appui de l'Espagne. Sur la déclaration que l'amiral Jurien avait donné avis au gouvernement mexicain de sa résolution de commencer le 1er avril le mouvement rétrograde prévu dans les préliminaires de la soledad :

« L'amiral Jurien prend la parole pour expliquer qu'il s'est borné d'abord à faire donner un avis indirect de sa résolution, au gouvernement mexicain, et qu'il ne lui a adressé de note officielle à ce sujet qu'après avoir reçu lui-même du général Zaragoza une lettre qui ne lui laissait plus aucun espoir d'obtenir des conferences d'Orizaba un résultat conforme aux intérêts et à la dignité de la France. »

Le comte de Reus répond que son collègue d'Angleterre

et lui « avaient été d'accord à penser que les commissaires français n'avaient pas le droit d'adopter cette ligne de conduite, sans l'assentiment de leurs collègues. »—Est-ce que le commodore Dunlop enleva Miramon avec l'assentiment de ses collègues de France et d'Espagne ? Pourquoi donc cette différente manière d'envisager les droits de chacun des représentants ?

« L'amiral Jurien expose que sa retraite de Tehuacan n'a été de sa part qu'un scrupule de loyauté, au sujet duquel il n'avait pas à consulter ses collègues. Une fois revenu à Paso-Ancho, il devait se trouver sur un terrain neutre, où il serait libre de donner au général Almonte toute la protection à laquelle avait droit une personne honorée de la bienveillance de S. M. l'empereur. »

Le comte de Reus et sir Charles Wyke nient le droit aux commissaires français de protéger les émigrés mexicains et s'appuient sur la convention de Londres dont ils paraissent n'avoir jamais autant parlé que dans cette séance.

« L'amiral répète qu'il se réserve l'interprétation de la convention de Londres et en accepte toute la responsabilité, de même que ce droit appartient à chacun des commissaires... Les commissaires français agissent selon l'interprétation qui leur paraît la meilleure... »

Sur la demande de sir Charles Wyke, lecture est donnée de l'article 2 de ladite convention.

« ... L'amiral Jurien persiste à croire, après l'avoir entendu que, s'il y a eu quelque infraction à la convention, ce n'a pas été dans la protection accordée au général Almonte, mais bien dans la douceur excessive et les grands ménagements dont on a usé vis-à-vis du gouvernement de Mexico ; que d'ailleurs cette politique ne semble pas avoir été vue favorablement en Europe. La marche conseillée par M. de Saligny eût été, croit-il, plus conforme aux intentions du gouvernement de l'empereur. »

Suit une discussion sur le caractère que peut avoir la protection donnée au général Almonte par le drapeau français.

« L'amiral répond que le général Almonte qui partageait l'opinion, généralement répandue en Europe, que l'on était en guerre au Mexique, était venu, non avec des intentions hostiles, mais, au contraire, pour prêcher la concorde aux différents partis auxquels ses antécédents le recommandaient d'avance, pour expliquer à ses compatriotes les vues bienveillantes de l'Europe à leur égard, et éviter tout malentendu, mission à laquelle le rendaient propre les postes qu'il avait si honorablement occupés, ses relations et l'estime de l'empereur. Que les raisons que le comte de Reus avait données à l'appui de son opinion sur l'impossibilité d'établir la monarchie au Mexique lui paraissaient, au contraire, favorables à ce changement radical d'institutions, puisque celles qu'avait adoptées le Mexique n'avaient fait que le rendre la proie de révolutions continuelles et l'amener à l'état déplorable où il se trouve aujourd'hui. »

L'amiral aurait pu ajouter que la question monarchique ne regardait en aucune façon les puissances alliées, et que leurs représentants ne devaient point discuter une question dont la solution était laissée aux Mexicains et non pas aux plénipotentiaires. Sir Charles Wyke répond « qu'il trouve étrange que le général Almonte parle au nom des trois puissances alliées. » Le général Almonte, suivant l'amiral Jurien, n'a jamais manifesté de semblables prétentions. » Suit une autre discussion sur la portée des paroles de M. Almonte, dans laquelle le comte de Reus et les commissaires anglais sont du même avis.

« M. de Saligny insiste sur ce point, qu'il n'est pas possible de nier que l'objet réel et principal de la convention était d'obtenir satisfaction des outrages prodigués aux étrangers par le gouvernement de Mexico, et d'exiger de lui l'observation des traités; que le système de temporisation et de ménagements suivi jusqu'ici, était condamné par ce qui se passait tous les jours, car la rigueur des extorsions, de l'arbitraire et de la violence avait redoublé et rendu la position des étrangers tout à fait intolérable; qu'il en avait à chaque

instant de nouvelles preuves dans les réclamations sans nombre qui lui étaient envoyées journellement; que l'attitude des forces alliées paraissait avoir engagé le gouvernement à redoubler d'audace; que pour sa part il déclarait formellement ne pas vouloir traiter avec ce gouvernement, et que son opinion bien arrêtée était qu'il fallait marcher sur Mexico. »

« Le comte de Reus trouve injuste ce que vient de dire M. de Saligny; et sir Charles Wyke appuie cette opinion... *Il y eut cependant un moment où les plénipotentiaires d'Angleterre et d'Espagne crurent qu'il serait nécessaire de changer d'attitude vis-à-vis du gouvernement de Mexico;* ils ont écrit dans ce sens à M. de Saligny et à l'amiral Jurien, ils se fondaient sur l'assurance donnée à sir Charles dans une lettre de Mexico, que l'impôt de 2 1/2 % continuerait à être exigé des étrangers, et sur la menace exprimée par M. Doblado, dans une lettre qu'il écrivait au comte de Reus, d'interrompre de nouveau les communications entre Vera-Cruz et l'intérieur, si la douane n'était pas remise aux autorités mexicaines.

« Quelques jours après, *les ministres mexicains Gonzalez, Echeverria et D. Jésus Teran, revêtus de pleins pouvoirs, arrivaient à Orizaba, écoutaient les plaintes des commissaires anglais et espagnol,* renonçaient, après bien des difficultés, à la perception du 2 1/2 % sur les étrangers, promettaient le retrait du décret interrompant les communications entre Vera-Cruz et l'intérieur, et faisaient connaître l'intention du gouvernement de faire droit à toutes les réclamations justes des puissances alliées... « Pourquoi, ajoute le comte de « Reus, les plénipotentiaires français refusent-ils de croire « à ces promesses solennelles? Comment ne consentent-ils « pas à mettre à l'épreuve la sincérité du gouvernement de « Mexico, lorsqu'ils n'ont que six jours à attendre. »

Le général Prim raillait-il ses collègues en leur faisant cette demande, ou bien oubliait-il l'entretien qu'il avait eu avec le général Doblado à la Soledad, et dont il fit part à

son gouvernement comme à ses collègues, entretien dans lequel M. Doblado lui dit clairement que Juarez n'était pas le maître, ne pouvait pas se faire obéir et manquait absolument des moyens de tenir sa parole? Oubliait-il les décrets du 25 janvier contre les amis des alliés et l'assassinat du général Robles? Ignorait-il les protestations du commerce français, adressées le 18 mars au ministre de Prusse, et les exactions de toutes sortes auxquelles faisait allusion M. de Saligny? Oubliait-il surtout que les alliés étaient venus au Mexique, justement parce que Juarez avait violé tous les traités et qu'on ne pouvait compter sur sa parole en rien? Ignorait-il que chaque heure passée dans l'attente coûtait la vie aux soldats européens décimés par les maladies des terres chaudes et que l'hôpital d'Orizaba était encombré de malades et de mourants? Ignorait-il, enfin, que le passé devait faire préjuger de l'avenir, et que, le 15 avril, les alliés n'auraient pas été plus avancés qu'ils ne l'étaient au 1er mars? Il n'est pas possible que le général Prim fût assez naïf pour s'abuser encore sur le gouvernement mexicain, et c'est justement parce qu'il s'était aperçu, comme on le verra bientôt, que ce gouvernement l'avait trompé, qu'il voulut profiter des dispositions des commissaires français à faire exécuter la convention de Londres pour se retirer. Toutes ses ambitions, plus ou moins avouées, avaient été déçues, les intérêts de son gouvernement, ne l'ayant jamais préoccupé, il n'avait plus rien à faire au Mexique; en partant, il croyait mettre dans l'embarras le gouvernement français, cause involontaire de ses espérances trompées, c'était une raison de plus pour partir. En passant, je dirai que j'ai souligné le passage concernant les conversations de MM. Echeverria et Jésus Teran avec MM. Prim et Wyke, car il est évident, par les pièces de ce procès qui me restent à publier, que c'est à la suite de ces entrevues que les plénipotentiaires anglais et espagnol se sont décidés à se séparer de leurs collègues français.

« Sir Charles Wyke manifesta son étonnement à M. de Saligny de n'avoir pas eu connaissance des vexations dont il

avait parlé, à quoi M. de Saligny répondit « que naturellement les sujets français ne se sont point adressés à la légation britannique pour faire valoir leurs réclamations. »

« Sir Charles Wyke désire savoir s'il est vrai que M. de Saligny ait dit qu'il considérait les préliminaires — de la Soledad — comme ne valant pas le papier sur lequel ils étaient écrits; et ce dernier répond que jamais il n'a pu avoir la moindre confiance en ce qui émanait du gouvernement de Mexico, pas plus dans les préliminaires que dans les autres engagements. »

On a vu que telle était également l'opinion de sir Wyke lorsqu'il demandait à son gouvernement d'intervenir au Mexique, et que son ami M. Echeverria, ministre de Juarez, était du même avis lorsqu'il lui disait « qu'il n'y avait plus de salut pour le Mexique que dans une intervention étrangère. » Sur la demande de M. Dunlop pourquoi il avait signé ces préliminaires, » et comment il se fait qu'il ne se croit plus engagé, » M. de Saligny refuse de donner des explications sur la première question, puis il ajoute « qu'il se serait trouvé solennellement engagé par sa signature, si le gouvernement de Mexico n'avait pris soin lui-même de déchirer de mille manières les préliminaires de la Soledad. »

« Le comte de Reus interpellé alors M. de Saligny sur un fait personnel : ce dernier aurait dit au colonel Mendeciño, gouverneur de Vera-Cruz, et à M. Cortez, consul d'Espagne dans le port, que *le comte de Reus ne blâmait les projets de monarchie mexicaine en faveur de l'archiduc, que parce que lui-même aspirait à se faire couronner empereur du Mexique; il aurait même assuré qu'il en avait la preuve.* »

Vu la gravité de l'assertion, venant de la part d'un ambassadeur, le comte de Reus demande des explications et des *preuves*.

« Le commissaire français se souvient, en effet, d'avoir parlé dans ce sens, mais *il n'a fait que répéter ce que l'on disait hautement et publiquement*. Les preuves auxquelles il a

fait allusion sont, en premier lieu : une lettre vue également par l'amiral qu'écrivait une personne tout à fait partisan de sa candidature au trône du Mexique; en second lieu, les propos qui pourraient faire supposer que l'empereur était favorable à ce projet; enfin les articles du journal *El Eco de Europa*, auxquels M. de Saligny n'eût pas attaché la moindre importance, si S. E. le comte de Reus n'avait pas déclaré devant la conférence à Vera-Cruz que *ce journal ne se permettait pas d'imprimer un seul mot sans avoir reçu l'autorisation préalable de Son Excellence*. M. de Saligny se rappelle aussi qu'un mot du comte de Reus l'a vivement frappé. Il lui aurait dit que *la candidature d'un prince autrichien pour le Mexique était absurde, que peut-être, il y aurait des chances de succès pour un soldat heureux*. »

La lettre du général Prim me concernant et publiée plus haut, sa conduite au Mexique, son animosité contre le gouvernement français depuis l'intervention et les révélations de M. de Saligny font supposer que les aspirations du comte de Reus à la couronne du Mexique avaient été nourries par quelques quiproquos qui datent, peut-être, de Vichy. Sans doute, en parlant de la réorganisation du Mexique et de l'établissement d'un gouvernement fort et stable à Mexico, le général Prim n'aura pas dit à l'empereur qu'il désirerait établir ce gouvernement pour son propre compte, il n'aura parlé de ce projet qu'en termes assez vagues, pour que l'empereur lui répondît vaguement. A cette époque l'acceptation de l'empire futur du Mexique par l'archiduc Maximilien était encore trop problématique, pour que l'empereur eût une idée arrêtée sur le choix définitif du souverain; Sa Majesté n'avait qu'un désir, celui de voir un gouvernement fort et stable s'établir au Mexique. Le général Prim, croyant que sa candidature ne souffrirait aucune difficulté de la part de la France, demanda à son gouvernement le commandement de l'expédition, l'obtint, repoussa à la Havane et à Vera-Cruz tous les conservateurs, découragea leurs espérances, se lia le plus possible avec les commissaires anglais pour les atti-

rer insensiblement à son parti et favorisa les libéraux mexicains au pouvoir, pour rester le maitre de la situation et diriger l'expédition à son gré. Ne trouvant, comme il le dit lui-même, aucune sympathie au Mexique pour les Espagnols, il commença à s'apercevoir que sa candidature serait difficile à faire accepter; il se mit de son mieux en relief par son journal, mais en vain, sa candidature ne *marchait pas;* l'arrivée du général Lorencez avec des troupes et des ordres plus énergiques, celle d'Almonte, la lettre de Doblado et les nouveaux décrets de Juarez lui ouvrirent enfin les yeux sur les illusions de sa vanité; alors, aigri, désappointé, il se tourna contre les conservateurs, contre les Français, rompit les conférences, rembarqua ses troupes et tâcha d'ameuter les États-Unis contre la France.

Voici ce que Prim disait de lui-même dans « *El Eco de Europa* — journal du quartier espagnol, » — à la date du 19 mars, si je ne me trompe :

« Un mot, et nous avons fini. Il y a des personnes, dont le nom même est un programme; *il y a des individualités qui sont le symbole d'une grande entreprise;* et *la personne et le nom du général Prim sont le symbole et le programme de cette expédition.* Le Mexique et le monde entier le connaissent et l'admirent, et plus d'un cœur mexicain bat aujourd'hui au seul souvenir de ses exploits. C'est que nous avons là un noble capitaine que *la Grèce et Rome auraient élevé au rang de leurs dieux, un héros qui, au moyen âge, aurait été le fondateur d'une* DYNASTIE DE ROIS, et qui a vu, un jour, ressusciter la terrible poésie des combats d'Homère; nous avons là un glorieux paladin, qui, comme soldat, est un foudre de guerre, un foudre de gloire, et, comme homme d'État, se montre l'ami le plus sincère de toutes les réformes politiques qui font le bonheur des nations. De quelque côté que flamboie son épée, la victoire est certaine. Partout ou retentit sa voix, le triomphe de la liberté et le progrès du siècle sont choses assurées. S'il était possible d'ajouter quoi que ce soit à la confiance inspirée par la grandeur des puissances alliées

le Mexique trouverait une garantie nouvelle dans le comte de Reus.

« Le héros de Castillejos débarqua le lendemain matin, 8 janvier. Il monta à cheval sur le quai, et escorté de vaillants officiers et d'un brillant état major, il se dirigea vers son quartier général, *admiré par la multitude* qui s'amassait en groupes pour le regarder *avec extase*. . . . . . .

« Pour condenser nos remarques, afin de nous bien faire comprendre, *nous personnifions la pensée de l'expédition en un seul de ses représentants*, *le comte de Reus*;... quoi qu'il ait toujours agi de concert avec les plénipotentiaires des deux autres nations, — il a été le mobile et le conseiller de toutes les mesures qui ont été adoptées. En un mot, c'est *l'âme* de l'entreprise.

« Il était naturel qu'il en fût ainsi, car le comte de Reus a la même origine que le peuple auprès duquel l'Europe allait agir; c'était naturel aussi pour d'autres raisons qui sont exclusivement *personnelles*.

. . . .

« L'Europe reconnaîtra difficilement le héros de Reus et de Tetuan dans le calme et prudent plénipotentiaire de Vera-Cruz,... si le général Prim s'était laissé emporter par ses instincts belliqueux, le monde n'y aurait rien vu d'étrange, car ce n'eût été, de sa part, qu'ajouter *un sujet le plus à sa galerie de tableaux héroïques; et le monde* est accoutumé à cela. . . . .

« Au Mexique, ses amis disent de lui qu'*il est l'ange exterminateur*, *l'ange de consolation*, *le lion de la bataille*, *le demi-dieu de la guerre*, et, pour faire son portrait, *Homère l'eût comparé à Mars*. »

Dans la conférence du 9 avril, cet ange-lion-demi-dieu, avoue « qu'il était vrai que l'*Eco de Europa*, n'imprimait absolument rien sans son approbation, mais qu'on n'y pouvait rien trouver qui eût trait à sa candidature au trône du Mexique. » Naturellement, cette candidature n'était pas posée en termes positifs, mais elle est posée implicitement de telle façon

qu'on « le disait hautement et publiquement. » Le comte de Reus se fâche de ce qu'on lui suppose de pareils projets, lorsqu'il s'aperçoit que cet encens hyperbolique qu'il brûlait sur ses propres autels avec une si prodigieuse prodigalité faisait sourire le public et ne lui attirait pas un seul électeur ! A la suite de cet incident « le secrétaire de la mission d'Espagne donne lecture d'une note de M. Doblado, qui demande le rembarquement du général Almonte et de ses compagnons.

« L'amiral Jurien donne lecture de la réponse des commissaires français qui ne peuvent obtempérer à la demande du gouvernement mexicain.

« Les commissaires d'Angleterre et d'Espagne n'approuvent pas ce projet soumis par l'amiral à leur appréciation.

« L'amiral Jurien déclare n'avoir jamais vu, dans aucun pays du monde, le régime de la terreur, pesant sur les populations et les maintenant sous un joug de fer, comme il l'a vu au Mexique. C'est l'oppression dans tout ce qu'elle a de plus odieux, arrachant, sous le plus futile prétexte, un père à ses enfants, un fils à sa famille, dépouillant arbitrairement ceux qui possèdent et empêchant jusqu'aux manifestations les plus timides de l'opinion publique. Il cite, entre autres, la destitution du général Cenobio qui a failli être fusillé pour des rapports très superficiels avec les alliés, lorsqu'on était déjà en pleines négociations. M. de Saligny appuie ce que vient de dire son collègue.

« Sir Charles, — ne songeant plus à ses dépêches antérieures — est d'un avis contraire, et dit que l'on trouverait difficilement des partisans pour la monarchie. »

« L'amiral Jurien fait abstraction des projets relatifs à l'archiduc Maximilien; il ne s'agit nullement de monarchie pour le moment; ce n'est qu'une éventualité dont il ne doit pas être question en présence de la nécessité urgente pour le pays d'avoir un gouvernement moral et respectable, qui n'étouffe pas, sous une oppression systématique, la libre expression des vœux de la partie saine et modérée de la nation. Cette

majorité existe; mais elle se garde bien de se faire connaître et de manifester son opinion, car elle a pu avoir des raisons de croire que les commissaires alliés lui étaient hostiles.

« Le comte de Reus répond qu'on n'avait point de motifs de leur attribuer cette hostilité. A la Havane, il a déclaré au général Miramon, au docteur Miranda et à un agent accrédité de Marquez et de Zuloaga son intention de traiter avec le gouvernement établi à Mexico, et non avec des guerillas; il leur a dit clairement que ces mêmes guerillas n'avaient qu'à entrer promptement à Mexico, et à se constituer gouvernement, et qu'alors on traiterait avec elles; cela leur eût été facile, puisque toutes les forces du président Juarez étaient alors sur la côte de Vera-Cruz. »

Ce paragraphe du procès-verbal n'indique-t-il pas que le comte de Reus ne connaissait guère le Mexique et sa situation actuelle? En traitant de guerillas l'armée des conservateurs, il manifestait une volonté arrêtée de dénigrer ce parti; en parlant comme il le fit à la Havane, il révélait les projets préconçus qu'il n'a pu exécuter.

« L'amiral Jurien pense que les gens véritablement dignes d'intérêt sont ceux qui, sans appartenir aux anciennes classifications des partis extrêmes, sans être sous les armes, se trouvent partout, dans la capitale, dans les villes, dans les campagnes, gémissant sous l'oppression, n'osant pas respirer; mais appelant de tous leurs vœux l'ordre et la tranquillité : ce parti qui désire notre appui, on le trouvera partout, le jour où il aura la liberté de manifester ses véritables sentiments. Le gouvernement de l'empereur, bien informé à cet égard, veut en conséquence qu'on marche sur Mexico et telle est la résolution des commissaires. »

En exposant ainsi la situation morale du Mexique, l'amiral Jurien confirmait la dépêche envoyée par sir Charles Wyke à son gouvernement, le 27 mai 1861, dans laquelle le ministre anglais disait : « L'unique espoir d'amélioration qu'il puisse y avoir se trouve dans le petit parti modéré qui peut monter au pouvoir, avant que tout soit perdu, pour

sauver son pays de la ruine qui le menace, » et celle du 28 octobre de la même année, dans laquelle il ajoutait : « Je ne vois aucun espoir d'amélioration si elle ne vient d'une intervention étrangère ou de la formation d'*un gouvernement raisonnable composé des principaux membres du parti modéré, qui, pour le moment, manquent de courage* moral et craignent de se mouvoir, à moins de recevoir quelque secours matériel du dehors. » Le 9 avril 1862, il n'y avait pas eu de changement dans le personnel ni dans la conduite du gouvernement mexicain, sous lequel il avait écrit ces deux dépêches ; en disant le contraire à la conférence d'Orizaba il se déjugeait donc? Je ne dois pas qualifier ce virement d'opinion, mais lorsqu'on entend les commissaires anglais et espagnol dire « qu'il est impossible de marcher d'accord, si leurs collègues ne se conforment pas strictement à la convention de Londres et aux préliminaires de la Soledad, » on est tenté de croire à une mystification ou à une plaisanterie, car si d'une part le gouvernement mexicain avait enfreint les préliminaires, comme le dit M. de Saligny, d'autre part n'étaient-ce point les commissaires anglais et espagnols qui n'avaient tenu aucun compte de la convention de Londres?

Après cet échange d'appréciations personnelles sur la convention et sur le gouvernement mexicain, suit une déclaration des commissaires anglais et espagnol, qu'ils ne peuvent « marcher d'accord avec leurs collègues de France, si l'amiral Jurien persiste à opérer son mouvement rétrograde, et ils attaquent fortement cette résolution qu'ils considèrent comme contraire aux engagements réciproques.

« L'amiral Jurien répond que les armistices peuvent toujours être dénoncées à l'avance par une des parties. « Je me « suis engagé, dit-il, à me retirer en cas de rupture, mais à « rien de plus ; aujourd'hui, je trouve la rupture pleinement « justifiée, et je me retire ; ma résolution n'engage en rien « mes collègues, mais elle est conforme à mon interpréta- « tion de la convention, et j'en assume toute la responsabi-

« lité vis-à-vis de mes collègues, de mon gouvernement et « du monde entier. »

« Le comte de Reus dit qu'il ne peut y avoir d'armistice là où il n'y a pas de guerre, et M. de Saligny répond qu'il y avait eu guerre dès le moment qu'on avait occupé Vera-Cruz. Il répète qu'il considère la marche des troupes sur Mexico comme indispensable à la sécurité de ses nationaux, victimes chaque jour de détestables abus, et déclare de nouveau sa résolution inébranlable de ne plus traiter avec le gouvernement du président Juarez. »

Après cette déclaration « les commissaires anglais et espagnol répondent qu'ils ne connaissent aucun motif qui puisse justifier cette résolution; » ils refusent de signer la réponse des commissaires français à M. Doblado, et leur intervention en faveur des intérêts des alliés, et déclarent leur intention de retirer leurs troupes du territoire mexicain.

« On discute le mode et l'époque de l'évacuation du territoire par les forces espagnoles et anglaises. L'amiral Jurien offre les bâtiments qui sont à sa disposition pour aider au transport des troupes espagnoles. Le comte de Reus croit devoir ne pas accepter cette offre, car tous les éléments nécessaires lui seront envoyés de la Havane, et, s'il le faut, il profitera des bâtiments anglais mis à sa disposition par le commodore Dunlop.

« Avis est donné, séance tenante, des résolutions prises, au gouvernement de Mexico et au général Zaragoza. » *Fin du procès-verbal.*

Ces nombreuses citations textuelles et cette analyse complète du procès-verbal de cette fameuse conférence, mettent en relief le rôle ostensible joué par chacun des plénipotentiaires, les matières qui furent traitées alors et les résolutions prises en conséquence. La réponse de l'amiral Jurien et de M. Saligny, au général Doblado, fut envoyée le jour suivant, 10 avril; elle ne contenait rien autre que ce qui en avait été dit alors dans le procès-verbal.

Une lecture superficielle de ce document pourrait laisser supposer que la question Almonte et celle de la monarchie étaient la cause et non le prétexte de la rupture des relations; il n'en est pourtant rien. Chaque représentant avait son motif personnel pour rompre ces relations et la conférence du 9 avril fut demandée dans le but unique de les rompre. A l'origine, le général Prim l'avait sollicitée, dans l'intention de se concerter pour marcher sur Mexico. Le commodore Dunlop devait partir avec ses troupes pour les Bermudes, à cause de la saison insalubre; sir Charles Wyke avait profité de ses relations amicales avec M. Echeverria pour obtenir les bases d'un traité très avantageux pour l'Angleterre; le comte de Reus, trompé par M. Doblado qui venait d'imposer un emprunt forcé de 500,000 francs, sur sa maison du Mexique, n'espérait plus remplacer Juarez dans le gouvernement de la république. Enfin l'amiral Jurien, fatigué de voir ses collègues substituer à la politique de la convention de Londres une politique personnelle ou de parti, ne pouvait plus contenir son indignation, contre le gouvernement mexicain qui professait par ses actes, un dédain de plus en plus accentué pour les puissances alliées. La rupture était donc inévitable.

« En examinant les véritables causes du rembarquement de l'expédition, disait M. Bermudez de Castro au sénat espagnol, je ne tiendrai pas compte de la pièce communément appelée Procès-verbal d'Orizaba, du 9 avril 1862. Ce n'est pas là qu'on doit chercher les motifs du rembarquement de l'expédition, mais bien dans les lettres échangées entre le plénipotentiaire espagnol et l'amiral Jurien de la Gravière. Lorsqu'on arriva à Orizaba, l'opinion de tous les plénipotentiaires était déjà formée, chacun venait avec une résolution arrêtée, définitive. . . . .

« J'ai écarté la question Almonte... La question de l'archiduc n'avait pas non plus de rapport avec l'affaire; dans la conférence d'Orizaba on dit formellement que la question monarchique était éventuelle et qu'il ne s'agissait alors ni de

monarchie, ni de monarque. C'est dans la dépêche adressée le 19 mars, par le plénipotentiaire espagnol au gouvernement de Sa Majesté, qu'il est dit que les troupes françaises avaient pris sous leur protection les Almonte et les Haro. Pour ne pas fatiguer le sénat, je ne lirai pas les pièces ; il y a, je crois, dans celle-ci : « Votre Excellence peut penser que du moment où un tel fait est arrivé à ma connaissance, je me suis empressé de demander des explications aux plénipotentiaires français, et, comme la réponse de l'amiral Jurien ne me satisfit point, je lui écrivis la lettre dont Votre Excellence verra la copie dans le numéro suivant... » Cette lettre est une de celles que, sur ma demande, M. le marquis de Castillejos — général Prim — a eu la bonté de déposer sur le bureau.

« Mon cher général... nos engagements sont les mêmes, depuis que nous faisons de la politique ensemble. J'espère en Dieu que nous en sortirons honorablement pour la gloire de nos souverains, pour la grandeur de nos pays et pour notre honneur même. Votre idée, comme la mienne, est de ne pas brûler nos vaisseaux sur un prétexte futile.

« Mais en même temps, vous comme moi, nous sommes décidés à le faire, si le gouvernement ne faisait pas droit à nos justes réclamations ; n'êtes-vous pas de mon avis ? Par exemple, nous avons sur le tapis la question relative aux vexations que le gouvernement commet sur nos nationaux, pour leur faire payer la contribution de 2 1/2 % sur leurs capitaux ; nous avons encore à lui reprocher un attentat, celui d'exiger de six maisons de la capitale, dont trois sont espagnoles, un emprunt forcé de 500,000 piastres. » — J'ouvre ici une parenthèse pour insérer une rectification faite par le général Prim lui-même et qui révèle le motif de sa récente humeur belliqueuse. « Pour lors, dit-il, sir Wyke reçut la nouvelle que le gouvernement du Mexique poursuivait ses exigences envers nos compatriotes de 2 % sur les capitaux, et imposait, en outre, un emprunt forcé de 500,000 piastres sur six maisons, dont je croyais que trois étaient espagnoles. Je m'étais trompé

en ce point, car il n'y en avait qu'une, elle était hispano-américaine, et *c'était la mienne. A l'instant j'écrivis à Doblado, ministre de Juarez, lui demandant des explications sur ce fait particulier*. Il me répondit d'une manière arrogante; je dis — j'écrivis — aussitôt à M. Jurien de la Gravière, qu'*il fallait que la conférence se réunît promptement, afin de traiter de ce fait;* car s'il convenait de commencer le feu, il fallait le faire pour la défense des intérêts de nos concitoyens et non pour des choses injustifiables. » Mais, le temps porte conseil, rompre avec le gouvernement mexicain pour une raison privée et pécuniaire n'était pas digne et ne pouvait être accepté des collègues de M. Prim; il fallait donc trouver un autre prétexte; faute de mieux, le comte de Reus prit celui de la question Almonte. — Je ferme la parenthèse et continue la lettre adressée à l'amiral Jurien.

« Nous avons aussi à l'empêcher — le gouvernement — d'exécuter la menace de Doblado de fermer les communications commerciales de la Vera-Cruz avec l'intérieur du pays, dans le cas où la douane ne lui serait pas rendue. En voilà trop pour des puissances comme nous sommes ici. *En voilà assez pour brûler nos papiers et marcher en soldats*. Réunissons-nous ici le plus tôt possible et agissons. J'ai déjà prié M. de Saligny de venir; venez vous-même. Le commodore arrivera aussi. Sir Charles Wyke est d'accord avec moi. Réunissons-nous donc et que cela finisse. »

Dans cette lettre est-il question d'Almonte? demanda-t-on aux plénipotentiaires français, pourquoi ils l'accueillaient sous leur drapeau ? « Que dit-on ? ajoute M. Bermudez de Castro : Rompons la convention de la Soledad et marchons en avant. Et je dis : rompons la convention de la Soledad, parce qu'on a beaucoup parlé, on a fort accusé les plénipotentiaires français de mauvaise foi pour avoir voulu la rompre... »

A cette lettre, l'amiral Jurien fit une réponse très longue dont voici le résumé : « Il n'a pas le désir de brûler ses vaisseaux pour un prétexte futile; après que le général Doblado

eut récemment communiqué les mesures de proscription qu'il venait de prendre, il lui semblait de sa dignité de ne pas devoir permettre ces mesures; qu'il était disposé à adopter, sur ce terrain, une déclaration de rupture; que de nouveaux traités, de nouveaux arrangements avec le Mexique n'étaient point nécessaires; que ce dont on avait besoin, c'était de garanties positives, assurées, en vue de la constante mauvaise foi du gouvernement, et qu'il fallait agir avec la force pour faire exécuter ce qu'il était convenu, et enfin qu'il fallait exiger une amnistie complète et sans réserve, au moyen de laquelle on pourrait consulter les véritables intérêts du pays. »

La divergence entre ces deux lettres consiste en ce que l'amiral Jurien voulait rompre pour des motifs plus élevés, à cause du décret de proscription et qu'il réclamait une amnistie générale pour que le pays manifestât spontanément sa volonté. Le général Prim voulait rompre par les motifs énumérés dans sa lettre et qu'il répète, presque textuellement dans une autre datée du 21 mars où je lis : « Pouvons-nous permettre que, pendant que nous restons tranquilles dans nos cantonnements, le gouvernement continue ses vexations contre nos nationaux, dans toute la république, exigeant d'eux, ainsi que cela a lieu, le payement de 2 1/2 °/₀ sur leurs capitaux, Doblado prétendant y avoir droit? Pouvons-nous permettre que M. Doblado nous menace de rétablir le décret qui intercepte tout mouvement commercial entre la douane de Vera-Cruz et l'intérieur du pays, dans le cas où on ne lui rendrait pas cette douane?

« Pouvons-nous permettre que l'on exige un emprunt forcé de 500,000 piastres payable par six maisons, dont trois sont espagnoles? Voilà, cher ami, une raison pour nous montrer, sir Charles Wyke et moi, dans une attitude plus énergique que celle que nous avions quand nous nous sommes séparés.

« Je vous remets ci-incluse la lettre de M. Doblado, et vous jugerez, dans votre noble orgueil, si une pareille sécheresse peut nous convenir. *Vous trouverez donc dans la*

lettre de Doblado et dans mes explications le véritable motif de notre humeur belliqueuse, et ne le cherchez pas ailleurs, vous ne le trouveriez pas. »

Le général Prim affirme donc lui-même que ce n'était point ailleurs, mais uniquement dans la lettre de M. Doblado qu'il fallait chercher la cause première de la rupture de la convention de la Soledad. A cette lettre l'amiral Jurien répondit le 22 mars : — « Je regrette comme vous les vexations dont vous vous plaignez, je les trouve odieuses et suis décidé à en exiger une juste satisfaction; mais ce ne sont pas là nos seuls griefs. Ce dont vous vous plaignez, n'est que la continuation de l'ancienne conduite de Juarez et de ses anciens attentats. Vous avez consenti à entamer de nouvelles négociations diplomatiques, la continuation de nos griefs suffit pour les rompre : qu'il en soit ainsi; quant à moi j'y suis prêt; depuis que nous sommes ici, je vous ai demandé d'imposer au gouvernement de Juarez une amnistie formelle, sincère. Nous voulons voir la volonté du peuple mexicain se manifester légalement; demandons à Juarez qu'il n'y mette point obstacle; demandons-lui de révoquer ses édits de mort, qu'il laisse ses amis comme ses adversaires exprimer leur opinion, et alors, si le peuple mexicain, délivré de cette pression et de ses perpétuelles menaces de condamnation à mort, vote pour la république, sous le commandement de Juarez, à la bonne heure, il sera dans son droit; mais imposez, ou pour le moins, demandez à Juarez une amnistie. »

Cette politique de l'amiral Jurien, l'amnistie pour tous, la fin des proscriptions, la révocation des édits de mort, la libre manifestation de la volonté de tous les Mexicains, paraîtra, aux yeux de tout homme impartial, comme elle parut aux yeux du parlement espagnol, beaucoup plus noble et plus libérale que celle suivie par le général Prim qui s'appliquait à perpétuer l'ordre de choses existant. Le 29 mars, l'amiral Jurien écrivait à sir Charles Wyke : « Ce que je demande comme base pour les prochaines conférences d'Ori-

zaba, c'est l'amnistie générale et c'est que les plénipotentiaires se mettent d'accord pour régler par quels moyens les Mexicains pourront émettre librement leurs opinions sur la forme du gouvernement qui leur convient. »

« Ainsi que le sénat l'aura vu, disait M. Bermudez de Castro, il n'y a, dans tous ces documents, pas un seul mot relatif à Almonte ni à l'archiduc Maximilien. » L'honorable orateur croit qu'*une main occulte*, pour le malheur de l'expédition, a fait avorter le but proposé par l'intervention. M. Bermudez, ne pouvant attaquer en plein sénat les aspirations individuelles du général Prim et ne voulant point tirer les conséquences naturelles de l'encens hyperbolique que le comte de Reus se brûlait à lui-même, dans l'*Éco de Europa*, lorsqu'il se donnait les titres modestes de *héros*, de *foudre*, d'*ange*, de *lion*, de *demi-dieu* et de *Mars*, voit cette main occulte dans la personnalité de M. Wyke et prouve au général Prim que les commissaires anglais l'ont trompé comme Doblado, et comme l'ont trompé ses propres idées.

« Nous avons exposé dès le principe, dit-il, la politique suivie par l'Angleterre dans cette question... La rivalité personnelle qui existait entre le vicomte de Saligny et sir Charles Wyke est peinte dans tous les documents, dans les communications officielles de M. le comte de Reus et dans une pièce que je viens de lire il y a un instant, on nous dit formellement qu'il n'espérait pas pouvoir conjurer la tempête et maintenir l'harmonie entre deux nations rivales et entre des intérêts opposés. Je ne répéterai pas la qualification de *diplomate de certaine espèce* que l'on met dans la bouche de M. de Saligny ou qu'il aurait écrite; je dirai cependant que dans cette même communication on inflige un juste blâme aux velléités du ministre de la Grande Bretagne *changeant tout à coup de couleur politique pour pouvoir conclure un traité extrêmement avantageux avec le gouvernement mexicain*, mais que le congrès de cette même nation eut le bon sens de rejeter. »

L'heure de partir était déjà sonnée pour les troupes an-

glaises. Les commissaires anglais, ayant alors tout ce qu'ils désiraient, voyaient avec déplaisir leurs collègues espagnol et Français prêts à s'entendre et rester derrière eux. Pour amener une rupture entre l'amiral Jurien et le comte de Reus, ils firent croire à ce dernier qu'ils s'éloignaient à cause du général Almonte qui était au Mexique depuis le 1er mars, et auquel ils ne songèrent qu'au moment de donner un prétexte à la rupture.

« Les ministres anglais lui disaient-ils la vérité? ajoute M. Bermudez de Castro, en faisant allusion à ce prétexte donné par les représentants anglais au général Prim pour motiver le rembarquement de leurs troupes. Non, messieurs, ils le trompaient presque comme lorsqu'ils lui firent croire que le gouvernement anglais approuvait la proclamation adressée au peuple mexicain... Ils le trompaient, je le répète, et en voici la preuve : Lord Russell écrivait à lord Cowley, ambassadeur anglais à Paris, le 11 mars 1862 : « J'ai aussi informé le comte de Flahault des ordres que « nous avions donnés et de ceux que nous allions donner « pour rembarquer les troupes de marine aux approches de « la saison de l'épidémie. *Je lui ai prouvé*, par les documents « imprimés par le parlement, *que ces instructions n'étaient pas « nouvelles* et qu'elles n'étaient que la suite de nos résolu- « tions antérieures. »

« Lord Cowley répondit, le 14 mars, au comte Russel : « M. Thouvenel m'a témoigné hier un grand regret d'avoir « appris par M. de Flahault qu'on avait envoyé à Vera-Cruz « l'ordre de rembarquer les troupes de marine avant l'ar- « rivée de la saison malsaine...

« Je lui répondis qu'il se souviendrait sans doute que « dès le premier moment où on avait pensé à l'expédition, « le gouvernement de Sa Majesté avait déclaré qu'il ne pou- « vait fournir aucunes troupes de terre et que celles de la « marine ne pouvaient rester à terre pendant les mois in- « salubres. »

« Le sénat voit donc par là que l'embarquement de ce

bataillon de marine était déjà ordonné et qu'on avait envoyé à cet effet des instructions aux plénipotentiaires anglais. » Voici maintenant la preuve que les représentants anglais connaissaient les ordres primitifs de leur gouvernement, longtemps avant de dire au général Prim qu'ils rembarquaient leurs troupes à cause de la protection accordée au général Almonte par les représentants français. « Vera-Cruz, le 1er mars 1862 — c'est à dire *vingt-trois jours avant que le plénipotentiaire d'Espagne prît la résolution de rembarquer les troupes.* — Sir Charles Wyke au comte Russell, n° 76 des documents présentés au parlement. Par sa dépêche du 27 janvier 1862, Votre Excellence m'ordonne de ne pas m'opposer à ce que les troupes de marine se retirent de Vera-Cruz lorsque commenceront les mois insalubres.

« Loin de m'y opposer, je profite avec grand plaisir de la liberté qui m'est donnée, car le commodore et moi avons encouru une grande responsabilité en permettant qu'elles s'avançassent jusqu'à Orizaba.

« Comme les instructions du commodore sont conformes aux miennes, nous avons décidé de les ramener à Vera-Cruz et de les embarquer pour les Bermudes dès que nous aurons des moyens de transport. »

L'importance d'un tel document ne saurait échapper à personne, et le général Prim dut être très mortifié, quand il apprit la manière dont les représentants anglais avaient abusé de sa bonne foi. De tous ces documents il résulte que ni le gouvernement français, ni le gouvernement espagnol, ni le gouvernement anglais, n'ont eu aucune part à la rupture des conférences d'Orizaba et de la convention de Londres; il résulte également que les trois puissances étaient parfaitement au courant de l'offre faite, par les Mexicains, de la couronne du Mexique, à l'archiduc Maximilien; que le général Prim, avant son départ pour la Havane, a été informé par son gouvernement de cette candidature; que la France protégeait cette candidature; que l'Espagne, qui en avait une autre en vue pour « un prince de la maison de Bourbon

ou intimement lié avec elle, » ne s'y est pourtant pas opposée officiellement; que l'Angleterre ne s'y opposait pas du tout, comme le prouve la dépêche suivante de lord Russell à sir Charles Wyke, et qui est datée du 27 janvier 1862 : « On dit qu'un grand nombre de Mexicains inviteront l'archiduc Maximilien à se placer sur le trône du Mexique et que le peuple mexicain accueillera avec joie ce changement. J'ai peu de choses à ajouter à mes instructions sur ce sujet. Si le peuple mexicain, par un mouvement spontané, place l'archiduc Maximilien sur le trône du Mexique, il n'y a rien dans le traité qui s'y oppose. »

Il résulte en outre, par une multitude de documents, dont je ne citerai que le suivant, pour abréger ce résumé, que l'idée de la monarchie gagnait de jour en jour du terrain au Mexique, comme le certifie M. de Wagner, ministre de Prusse à Mexico, chargé de protéger les nationaux espagnols et français depuis le départ des ministres d'Espagne et de France. « M. Thouvenel, écrivait le 6 mars 1862 lord Cowley au comte Russel, m'a lu hier diverses lettres écrites par le ministre de Prusse à M. Dubois de Saligny depuis que celui-ci a quitté la capitale. Ces lettres peignent le grand désir qu'ont les habitants respectables de Mexico qu'une armée française occupe la ville et la nécessité de prendre cette mesure s'il doit résulter quelque bien permanent de la présence des forces alliées dans le pays.

« M. de Wagner ajoute, en outre, que *l'idée d'établir la monarchie sous un prince étranger gagne rapidement du terrain*, mais il ne paraît point informé du projet d'offrir le trône à l'archiduc Maximilien. »

Il résulte enfin que la question de la monarchie et celle du général Almonte n'ont eu aucune influence sur la rupture des relations; que les Anglais se sont retirés parce qu'ils en avaient reçu l'ordre dès le mois de janvier, et que le général Prim en a fait autant, lorsqu'il a perdu sa dernière espérance de remplacer Juarez à Mexico. En effet, les documents que je viens de publier et la conduite du

comte de Reus, depuis son arrivée à la Havane jusqu'à la fin du mois de mars, prouvent évidemment que ce général, si peu disposé en faveur des monarchistes, désirait parvenir à la souveraineté du Mexique, non par la forme monarchique, pour laquelle il professe beaucoup de dédain, mais par la forme républicaine. En un mot, le général Prim vantait sa personne, ses exploits passés et flattait les libéraux mexicains pour arriver à gouverner le Mexique, comme président, sauf, plus tard, à devenir souverain comme Bernadotte. Je suis tenté de croire que son gouvernement connaissait ses aspirations et ne les décourageait pas, espérant que le Mexique serait un jour uni à l'Espagne par des liens plus étroits que ceux de la diplomatie et des traités de commerce. C'est donc à la politique personnelle des représentants alliés qu'on doit la rupture des relations et de la convention de Londres et non pas à celle des puissances alliées qui l'ont subie.

Après la rupture des relations, les Français continuèrent leur mouvement rétrograde sur Paso-Ancho, conformément aux préliminaires de la Soledad. Le général Zaragoza, ne pouvant s'imaginer que cette retraite était motivée par respect pour les traités, envoya, au général Lorencez, une sommation insolente de retirer dans les vingt-quatre heures nos ambulances d'Orizaba, sinon, il ne répondait plus de nos malades. La réponse du général Lorencez se trouve dans l'ordre du jour suivant, daté du 18 avril. M. de Kératry aurait bien dû la lire, avant de lancer contre l'amiral Jurien... le reproche de n'avoir point tenu sa parole. — « Soldats et marins débarqués. — Malgré les assassinats commis sur vos camarades et les encouragements donnés à ces attentats par les proclamations du gouvernement mexicain, je voulais encore rester fidèle jusqu'au dernier moment à l'accomplissement des obligations contractées par les plénipotentiaires des trois puissances alliées ; mais je viens de recevoir du général mexicain Zaragoza une lettre par laquelle la sûreté de nos malades laissés

à Orizaba sous la sauvegarde des conventions est indignement menacée. En présence de pareils faits, il n'y a plus à hésiter : marchons sur Orizaba au secours de quatre cents de nos camarades sous le coup d'un lâche attentat; marchons à leur secours au cris de vive l'empereur! — Le général en chef de l'expédition du Mexique, — comte de Lorencez. »

C'était donc le général Zaragoza, et non le général Lorencez, encore moins l'amiral Jurien, qui manquait aux engagements de la Soledad, et cela, lorsque nous n'étions plus qu'à seize ou vingt kilomètres de Paso-Ancho. Le temps des négociations était passé, la parole était désormais au canon, et nous restions seuls pour atteindre le but proposé par l'expédition commune. Malgré les quatre mois perdus en pourparlers, pendant lesquels Juarez organisait la défense, nous aurions pu facilement réaliser le programme de l'intervention, sans une suite de circonstances déplorables que le gouvernement français ne put prévoir, et qui vont se dérouler rapidement. Le général Lorencez n'avait amené que quatre mille hommes de renfort; ce chiffre, quoique modeste, suffisait pour aller à Mexico. Une armée de six mille Français valait incontestablement dix mille mexicains et l'on a vu que des armées mexicaines inférieures à ce nombre ont fréquemment traversé tout le Mexique, assiégé et pris les villes les plus importantes ainsi que la capitale de la république. En outre, nous devions compter sur l'armée conservatrice qui tenait la campagne et battait fréquemment les troupes de Juarez. Mais après les fautes diplomatiques vinrent les fautes militaires; ce ne fut que sous l'énergique direction du maréchal Bazaine, c'est à dire, deux ans environ après notre débarquement à Vera-Cruz, que les troupes françaises prirent l'allure décidée qu'elles auraient dû prendre dès le 10 janvier 1862. D'un autre côté, Juarez, n'osant espérer vaincre nos soldats sur les champs de bataille, eut recours à la corruption pour les isoler; grâce à la trahison qui lui réussit si bien, il put empêcher l'armée

des conservateurs de rejoindre devant Puebla celle du général Lorencez, avant l'échec du 5 mai.

Cette première période militaire de notre expédition est trop importante pour passer ici sous silence des détails plus ou moins inconnus en Europe. On se rappelle que le général Almonte était arrivé le 1er mars à Vera-Cruz, à bord du paquebot anglais. Aussitôt arrivé, il se mit en relation avec les partisans de l'intervention, en faveur de laquelle il travaillait depuis longtemps. Il écrivit aux principaux chefs de l'armée mexicaine qui guerroyait contre les troupes de Juarez. A Vera-Cruz, il avait été très surpris d'y trouver une partie de l'armée alliée qu'il croyait occuper déjà la capitale du Mexique, après une marche rapide sur Mexico, Juarez n'ayant alors aucun moyen de résister aux alliés. On lui dit que ce mouvement avait été paralysé par les intrigues du général Prim, et que, grâce à la célèbre convention de la Soledad, le gouvernement de Juarez avait pu réunir les troupes qui, plus tard, résistèrent à celles du général Lorencez.

Le général Almonte, profitant du départ du 7e bataillon de chasseurs à pied, sous les ordres du commandant Mangin, quitta le 19 mars Vera-Cruz, et arriva le 25 du même mois à Cordova. Il était accompagné du P. D. Francisco Miranda, ancien ministre de la justice ; de D. Antonio Haro y Tamariz, ancien ministre des finances ; de D. Manuel Ladron de Guevara, évêque de Chiapas ; de D. Desiderio de Samaniego, riche propriétaire de Queretaro, et du colonel D. Josè Hipolito Gonzalez. Tous ces personnages appartenaient au parti conservateur libéral, sauf le P. Miranda qui était réactionnaire. Arrivé à Cordova, le général Almonte reçut des généraux D. Thomas Mejia, D. Leonardo Marquez, D. Félix Zuloaga, D. Josè Maria Cobos et d'autres chefs, les réponses suivantes à ses lettres, et dans lesquelles tous ces officiers supérieurs manifestent l'intention d'adhérer avec leurs forces respectives à l'intervention. Voici ces lettres.

« Le général D. Leonardo Marquez au général de division D. Juan N. Almonte.—Hacienda de Tenrisco, 10 mars 1862.—

Votre arrivée dans notre pays a été un vrai sujet de joie pour moi, soit à cause de l'estime que j'ai toujours eu pour vous, soit parce que votre arrivée va faire changer la face de l'intervention qui paraît s'être éloignée du sentier que lui avaient tracé les nations de l'Europe, et qui nous conduisait à notre perte, parce qu'il y a eu des personnes qui, quoique bien intentionnées, se laissèrent surprendre par les artifices de D. Manuel Doblado et du parti démagogue! Plaise à Dieu, mon cher ami, que vous puissiez faire tourner les événements dans le sens qu'ils doivent avoir pour sauver notre patrie aimée! Plût à Dieu, aussi, que nous puissions nous réunir pour vous instruire de l'état exact des choses et nous mettre d'accord pour réaliser le bonheur de notre pays. En attendant, je dois vous dire que nous sommes tous animés des meilleures intentions, que nous sommes anxieux de vous voir adresser la parole à la nation et de s'entendre avec nous pour travailler en commun au bien-être du pays.

« Personne ne croit à la réalisation des conférences d'Orizaba, demandées par Doblado. Il serait bon qu'elles n'eussent pas lieu; néanmoins, si elles ne peuvent être évitées, il faudrait y faire concourir deux représentants du gouvernement de Tacubaya, qui pourraient être le docteur Miranda, avec le caractère de ministre des affaires étrangères, et moi, comme général en chef de l'armée et chef de la réaction, parce que de cette manière la partie saine du pays aurait des défenseurs auprès du respectable tribunal qui va juger du sort des Mexicains. Je comprends que je ne suis en rien nécessaire dans cette assemblée, parce que les vastes capacités de S. Exc. le ministre des affaires étrangères — le P. Miranda — rempliront l'objet en vue; néanmoins, je désirerais y assister pour avoir le plaisir de mettre en évidence D. Manuel Doblado, en révélant sa perfidie et sa mauvaise foi. Si vous croyez que ma présence soit utile aux conférences, personne, mieux que vous, peut m'y faire appeler; mais si ce n'est pas utile, je ferai avec plaisir ce que vous me direz.

« Je pense que déjà le docteur Miranda, notre bon ami,

vous aura dit qu'il possédait, comme ministre des affaires étrangères, tous les pouvoirs concédés par ce quartier général, qu'il était suffisamment autorisé pour représenter la réaction et le gouvernement de Tacubaya, et pour défendre la sainte cause de la nation, devant qui de droit. Pour cela, je vous prie d'avoir une confiance aveugle dans les talents, le patriotisme et l'amitié dudit docteur, et, par conséquent, vous pouvez vous entendre avec Son Excellence comme si c'était moi-même, etc. — L. Marquez. »

— « Le général D. Thomas Mejia au général Almonte. — Toliman, État de Queretaro, 16 mars 1862.—Les différentes nouvelles qui me sont venues de la capitale, me confirment dans l'idée que je m'étais faite, sur la conduite que se proposait de tenir le cabinet de Juarez dans la question étrangère ; c'est à dire de cacher, par tous les moyens possibles, la situation réelle du pays et de faire croire aux alliés que non seulement l'administration actuelle était une émanation de la volonté nationale, mais encore qu'elle n'avait dans la république d'opposition d'aucune sorte. Ce chemin ou tout autre plus tortueux se révèle dans les négociations commencées à la Soledad.

« C'est fort triste à dire, monsieur le général, mais il n'en est pas moins positif que par le manque de tact ou d'activité du côté de nos amis, on a pu donner certaines apparences de vérité aux mensonges des imposteurs devant la commission européenne.

« L'intervention étant un fait, je crois que tous les bons Mexicains doivent l'accepter comme l'unique solution possible de tant de questions produites au Mexique par ce violent état d'anarchie qui menace de nous anéantir. Mais, pour agir avec la conscience tranquille, il est nécessaire de s'assurer de deux faits très importants : que l'intervention ne cache aucune idée étrangère au noble but qu'elle s'est proposée ; et que la pacification du pays, résultat final de l'intervention, soit établie sur des bases de moralité, d'ordre et d'énergie... Il est nécessaire enfin qu'une personne douée

d'une intelligence très élevée, et qui jouisse de la considération générale par son caractère personnel et ses antécédents honorables, se concerte avec les commissaires et fasse garantir la paix sur les principes dont je viens de parler.

« En politique, je crois que vous n'avez pas d'autres convictions que celles-ci; et, comme personne ne peut remplir avec autant d'efficacité cette délicate mission, je n'ai point hésité à vous écrire pour vous supplier de rendre cet important service à votre patrie et à vos amis.

« Je viens de recevoir de la capitale des nouvelles d'un très grand intérêt, au sujet des affaires de l'orient du Mexique. — Parmi les lettres, j'ai reçues celle que vous avez adressée à mon compagnon le général Marquez, pour m'être communiquée. Celle-là, comme les autres, et particulièrement une du docteur Miranda, révèlent l'imminent danger que nous avons couru, et que nous pouvons courir encore, si une main intelligente, expérimentée et ferme ne prend la direction des affaires. On doit craindre toute sorte de malheur avec l'astuce du cabinet de Juarez et l'inconcevable ambition de Prim. Il est absolument nécessaire, monsieur le général, que vous ne voyiez les difficultés qui se présentent que pour vous résoudre à les dominer, etc.—Tomas Mejia.»

— « Le général D. Felix Zuloaga au général de division D. Juan N. Almonte. — Yzucar de Matamoros, 11 avril 1862. —C'est avec le plus grand plaisir que j'ai reçu votre lettre et celle de notre commun ami le docteur Miranda. Par ce que j'écris au dit docteur, vous aurez connaissance des derniers événements qui ont eu lieu dans ce district et qui sont favorables à vos désirs. A l'approche des alliés nous en causerons et je crois que nous aurons le plaisir d'aider à rétablir la paix dans notre malheureuse patrie; pour ma part aucun sacrifice ne sera grand; contribuer à un bien aussi précieux, est l'unique aspiration de votre très affectionné ami. — Felix Zuloaga. »

— « Le général D. José M. Cobos au général de division D. Juan N. Almonte.—Yzucar, 12 avril 1862.— Il a été pour

moi extrêmement agréable d'apprendre votre retour dans notre chère patrie qui se trouve dans des circonstances si difficiles, en passant par la crise la plus sévère. Vos bons antécédents et l'éminent service que vous rendez au Mexique par votre heureuse arrivée, et mes désirs d'aider à la pacification du pays me procurent la satisfaction de me mettre à vos ordres. La confiance illimitée et l'estime que le général Zuloaga me témoignent m'ont placé à la tête de ce corps d'armée; j'ai le plus grand plaisir de voir les bons résultats qu'ont obtenus mes opérations, appuyées par la bonne volonté avec laquelle m'ont reçu les chefs qui servent dans ce corps. Quoique je n'aie pas l'honneur de vous connaître, il m'est agréable de vous féliciter de votre heureux retour au pays. Je profite de cette occasion pour vous présenter mes respects et me dire votre très affectionné.—José M. Cobos. »

Le 16 avril, les commissaires français avaient lancé la proclamation suivante qui ouvrait les hostilités contre Juarez.

« Mexicains. » Nous ne sommes point venus ici pour prendre parti dans vos divisions; nous sommes venus pour les faire cesser. Nous voulions appeler tous les hommes de bien à la consolidation de l'ordre, à la régénération de votre belle patrie. Pour montrer le sincère esprit de conciliation dont nous sommes animés, nous nous sommes adressés d'abord au gouvernement même, contre lequel nous avions les plus sérieux griefs. Nous lui avons demandé d'accepter notre assistance pour fonder au Mexique un état de choses qui nous épargnât à l'avenir, la nécessité de ces expéditions lointaines, dont le plus grave inconvénient est de suspendre le commerce et de troubler le cours de relations qui pourraient être si profitables à l'Europe et à votre propre pays. Le gouvernement mexicain a répondu à la modération de notre conduite par des mesures auxquelles nous n'avons jamais entendu prêter notre appui moral, et que le monde civilisé nous reprocherait de sanctionner par notre présence. Entre lui et nous la guerre est aujourd'hui déclarée, mais nous ne confondons pas le peuple mexicain avec une mino-

rité oppressive et violente. Le peuple mexicain a toujours droit à nos plus vives sympathies. C'est à lui de s'en montrer digne. Nous faisons appel à tous ceux qui ont confiance dans notre intervention, à quelque parti qu'ils aient appartenus.

« Aucun homme éclairé ne voudra croire que le gouvernement issu du suffrage d'une des nations les plus libérales de l'Europe, ait pu avoir un instant l'intention de restaurer chez un peuple étranger d'anciens abus, et des institutions qui ne sont plus de ce siècle.

« Nous voulons une égale justice pour tous, et nous voulons que cette justice ne soit pas imposée par nos armes. Le peuple mexicain doit être lui-même le premier instrument de son salut. Nous n'avons d'autre but que d'inspirer à la portion honnête et paisible du pays, c'est à dire aux neuf dixièmes de la population, le courage de faire connaître ses vœux. Si la nation mexicaine demeure inerte, si elle ne comprend pas que nous lui offrons une occasion inespérée de sortir de l'abîme, si elle ne vient pas donner par ses efforts un sens et une moralité pratique à notre appui, il est évident que nous n'aurons plus à nous occuper que des intérêts précis en vue dequels la convention de Londres a été conclue.

« Que les hommes trop longtemps divisés par des querelles qui n'ont plus d'objet se hâtent donc de venir à nous. Ils ont entre les mains les destinées du Mexique. Le drapeau de la France a été planté sur le sol mexicain ; ce drapeau ne reculera pas. Que les hommes sages l'accueillent comme un drapeau ami. Que les insensés osent le combattre.

« Cordova, le 16 avril 1862. — Les plénipotentiaires français au Mexique : V. A. Jurien. — Comte de Saligny. »

Ce fut, je crois, le dernier acte politique de l'amiral Jurien qui partit bientôt regretté de tous ceux qui avaient eu l'honneur de le connaître ou de servir sous ses ordres. Le général Lorencez restait à la tête de l'expédition. Les hostilités une

fois déclarées, les habitants de Cordova se crurent libres de manifester leur opinion. Le 18 avril ils adhérèrent à l'intervention et proclamèrent, selon l'habitude, un plan, par lequel le général Almonte était reconnu comme chef suprême intérimaire de la nation; ses pouvoirs présidentiels devaient cesser avec l'occupation de Mexico par les troupes françaises; alors, une assemblée des notables devait se réunir dans la capitale pour décider définitivement la forme de gouvernement qui serait adoptée pour le Mexique. Ce plan de Cordova avait plusieurs buts utiles et pratiques; pour le moment je n'en citerai qu'un : celui de mettre fin aux assertions du gouvernement de Juarez qui, dans l'intention de soulever le sentiment national contre nous, proclamait partout que la France venait conquérir le Mexique et rétablir la monarchie par la force des armes.

La proclamation lancée par le général Almonte, le lendemain de la déclaration de guerre annoncée aux Mexicains par l'amiral Jurien et M. de Saligny, est d'un intérêt historique trop réel pour ne pas être citée en entier.

« Le général Juan N. Almonte, aux Mexicains.

« Compatriotes ! — Depuis plusieurs jours je désirais vous adresser la parole pour vous instruire du but de mon retour dans la république; mais arrivant au milieu d'un armistice et me trouvant sous la protection du drapeau français, je ne pouvais pas parler; j'ai dû attendre une opportunité pour le faire. Aujourd'hui que les représentants de la France, restant chargés de la situation, manifestent les vrais désirs des gouvernements alliés, je me crois obligé de rompre le silence que j'avais gardé contre ma volonté, et qui fut cause que les ennemis de l'ordre en abusèrent, en publiant des proclamations apocryphes.

« En revenant au sein de la patrie, je vous dirai que je ne viens uniquement animé que par la pensée de contribuer à la pacification de la république et de coopérer à l'établissement d'un gouvernement national, d'ordre et de moralité qui fasse cesser pour toujours l'anarchie, et donne des ga-

ranties pour la vie et la propriété des nationaux comme des étrangers.

« Étranger à la lutte sanglante qui, depuis tant d'années, a ruiné notre beau pays, scandalisant le monde entier jusqu'au point d'appeler sérieusement l'attention des grandes puissances occidentales de l'Europe, mes efforts tendront toujours à réconcilier nos frères, et à faire disparaître parmi eux la désunion et les haines. Heureusement, pour atteindre un aussi noble but, je n'ai point à désirer aucune vengeance ni à demander aucune récompense. Récompensé suffisamment par la nation pour les services qu'il était de mon devoir de lui prêter avant et depuis l'indépendance, mon seul vœu, aujourd'hui, est de lui rendre le dernier et le plus important, avant de descendre dans la tombe, et ce service est de lui procurer la paix qui lui manque depuis tant de temps.

« D'autre part, ayant des motifs de connaître, comme je connais, les désirs des gouvernements alliés, et spécialement ceux de S. M. l'empereur des Français, qui ne sont autres que de voir établi dans notre malheureux pays — et par nous autres mêmes — un gouvernement fort, d'ordre et de moralité pour faire disparaître le pillage et le vandalisme qui règnent aujourd'hui dans tous les coins de la république, et pour que le monde industriel puisse profiter des avantages immenses auxquels le convient notre pays si fertile, ses richesses naturelles et sa situation géographique, j'ai dû me presser de venir pour vous annoncer ces intentions saines qui renferment également l'idée philanthropique d'assurer pour toujours l'indépendance, la nationalité et l'intégrité du territoire mexicain.

« Pour l'établissement d'un nouvel ordre de choses, vous devez vous confier dans la coopération efficace de la France, dont l'illustre souverain fait toujours sentir sa bienfaisante influence partout où doit prévaloir une cause juste et civilisatrice.

« Mexicains! si mes honorables antécédents, si mes ser-

vices prêtés à la patrie pendant la glorieuse lutte pour notre indépendance comme dans la direction de sa politique dans les différentes époques pendant lesquelles j'ai fait partie de notre cabinet ou représenté la nation à l'étranger, si tout ceci peut me mériter votre confiance, unissez vos efforts aux miens, et soyez assurés que bientôt nous aurons un gouvernement comme il convient à notre caractère, à nos nécessités et à nos croyances religieuses. Votre compatriote et meilleur ami vous le promet. — Juan N. Amonte. — Cordova, 17 avril 1862. »

Les sentiments exprimés dans cette proclamation trouvèrent un écho dans toutes les localités abandonnées par les autorités juaristes. Le lendemain, 18 avril, je l'ai dit, Almonte fut reconnu, par le plan Cordova, chef suprême de la nation. On se rappelle que ce même jour, le général Lorencez recevait la lettre menaçante de Zaragoza qui interrompit son mouvement rétrograde sur Paso-Ancho et le fit revenir sur ses pas à marche forcée, pour arriver à Orizaba, avant le massacre de nos malades. Dans l'après-midi de ce jour il y eut une petite rencontre entre une vingtaine de chasseurs d'Afrique et une centaine de cavaliers, qui furent mis en déroute. Les fugitifs arrivèrent au galop à Orizaba et répandirent l'épouvante dans la division de Zaragoza. Celui-ci, saisi de terreur, apprenant le retour de nos soldats, évacua la ville pendant la nuit, et se retira, sans les attendre, dans la direction des Cumbres d'Aculcingo.

Le gros de l'armée française campa la nuit à l'hacienda de Cuahutlapan et continua sa marche le lendemain. Arrivée à Orizaba, elle trouva la ville désertée par les troupes mexicaines, et nos malades barricadés dans le couvent qui leur servait d'hôpital; tous ceux qui pouvaient porter un fusil étaient armés et prêts à vendre chèrement leur vie. Les habitants, heureux, pour la plupart, d'être débarrassés de ceux qui les opprimaient, sous prétexte de les défendre, secondèrent, le même jour, le pronunciamiento de Cordova en faveur d'Almonte. Ce général, après avoir nommé les au-

torités de Cordova et organisé rapidement une garde nationale, se rendit à son tour à Orizaba. Là, il nomma pareillement les autorités civiles et militaires qui devaient maintenir l'ordre, en dehors de toute ingérence française, puis il écrivit aux généraux Zuloaga, Marquez et Cobos, pour leur annoncer le prochain mouvement du général Lorencez vers Puebla et les engager à s'avancer pour contribuer à la prise de cette ville.

Aussitôt que le plan de Cordova fut connu, quelques chefs, y compris le général Galvez, qui escorta jusqu'à Vera-Cruz l'amiral Jurien, vinrent à Orizaba avec leurs troupes se mettre aux ordres du général Almonte, prêtant ainsi leurs services à l'intervention. Ils furent spécialement chargés de maintenir ouvertes les communications entre Orizaba et Vera-Cruz.

Après quelques jours de repos, l'armée française marcha sur Puebla, le 26 avril, et campa, la première nuit, à l'hacienda de Tecamaluca. Le jour suivant, elle rencontra les troupes de Zaragoza, aux Cumbres d'Aculcingo; elles tentèrent de lui interdire le passage de cette formidable position. En cet endroit, la vallée se ferme, les montagnes du nord et du sud se réjoignent et forment une immense muraille qu'il faut gravir par des voies périlleuses dessinant une multitude de zigzags; c'est ce qu'on appelle — les grandes Cumbres. — Je ne sais comment les Français ont pu déloger les juaristes qui défendaient ces hauteurs; l'idée seule de tenter le passage paraît insensée. Les Mexicains avaient fait sauter une partie de la route; mais ni les difficultés de l'escalade, ni le nombre des défenseurs n'arrêtèrent nos soldats, ils passèrent. Les chasseurs à pied du 7[me] bataillon, et le 3[me] zouave grimpèrent à droite et à gauche des Mexicains, et les attaquèrent avec tant d'impétuosité, tandis que la colonne du centre les prenait de front, que l'ennemi se dispersa, laissant plusieurs pièces de campagne entre nos mains. Juarez s'était flatté de nous anéantir aux grandes Cumbres; nous n'eûmes que quelques hommes tués et trente blessés. Disons,

en passant, que le brave 99me fit des prodiges de valeur, dans cette brillante affaire.

L'armée passa la nuit, à Puente Colorado, entre les grandes et les petites Cumbres, puis elle continua sa route jusqu'à Puebla, sans être inquiétée par les Juaristes. Elle arriva, le 4 mai, à Amozoc, petite ville éloignée seulement de quinze kilomètres de Puebla. Le soir de son arrivée, le général Lorencez convoqua un conseil de guerre, composé de tous les officiers supérieurs de l'armée française ; le général Almonte et D. Antonio Haro y Tamariz qui, on se le rappelle, avait été le chef de la révolution contre Comonfort en 1856, furent invités à y assister. L'objet de cette réunion était de résoudre le meilleur moyen d'attaquer Puebla et de s'emparer de la ville, défendue par deux petits forts situés sur les deux collines de Loreto et de Guadalupe. Il ne faut pas oublier que la colline de Guadalupe est plus élevée que celle de Loreto, et que les rues de Puebla étaient barricadées et coupées par des fossés.

M. Haro y Tamariz ayant personnellement pris et défendu deux fois Puebla à la tête d'une division mexicaine qui, souvent, n'équivaut pas à un de nos régiments pour le nombre d'hommes sous les armes, il était naturel que son avis fût demandé en premier lieu. Le général Almonte n'était pas moins compétent dans cette question, à cause de sa longue carrière politique et militaire dans son pays. Aussi, le général Lorencez ayant consulté ces deux personnages, ils répondirent également qu'il fallait attaquer la ville, en s'emparant d'abord du couvent des carmes situé du côté opposé à celui des deux forts, dont les feux ne pouvaient atteindre ce couvent. M. Haro y Tamariz ajouta que l'expérience du passé prouvait que Puebla s'était rendue immédiatement toutes les fois qu'elle avait été attaquée par le couvent des Carmes, parce que c'était le côté le plus faible, et qu'une fois la ville prise, les forts devaient nécessairement capituler, n'étant que des fortins dépourvus de pièces de gros calibres, d'eau et de vivres. En outre, ces deux messieurs affirmèrent qu'on

pouvait marcher rapidement sur Mexico, sans s'occuper de Puebla, parce que la capitale n'avait presque plus de troupes, et qu'il s'y préparait en faveur de l'intervention un pronunciamiento qui éclaterait à l'approche de l'armée française.

Le colonel Valazé, chef d'état-major, répondit, au sujet de Puebla, que pareille attaque était contraire aux règles de l'art militaire, parce que la ville ne devait pas rester sous les feux des forts qui la dominaient, et qu'il fallait avant de songer à Puebla prendre le fort de Guadalupe, comme étant le plus élevé, pour s'assurer du triomphe. Quant à marcher sur Mexico, passant en vue de Puebla, et laissant derrière soi cette ville, lui paraissait également une manœuvre anti-stratégique qui pouvait exposer l'armée française à un désastre.

MM. Almonte et Haro y Tamariz répliquèrent qu'il n'était nullement question de savoir si l'attaque qu'ils proposaient était conforme ou non aux règles de l'art; ils disaient seulement que leur conseil était motivé par bien des années d'expérience et une connaissance parfaite de la situation. Quant à la marche sur Mexico, ils ne parlaient pas non plus de savoir si elle était conforme ou contraire aux règles de l'art, mais de savoir si elle était opportune et facile en vertu des circonstances qui la favorisaient; il ajoutèrent qu'ils avaient la conviction d'un succès complet, parce que l'opinion publique s'étant prononcée en faveur de l'intervention, il était évident qu'on devait profiter d'une occasion aussi favorable pour ne pas donner le temps au gouvernement de Juarez d'organiser une armée, de modifier l'opinion par ses manœuvres, et enfin, parce que Zaragoza ne sortirait pas de Puebla, sachant qu'en rase campagne il ne pouvait résister à l'impétuosité française comme le lui avaient prouvé les deux affaires du Fortin et des Cumbres d'Aculcingo.

Le conseil se sépara, sans avoir rien conclu, ostensiblement, et le lendemain matin, 5 mai, les troupes se mirent en marche de fort bonne heure pour Puebla. Le colonel Lopez avec son escadron s'incorpora, à Amozoc, aux cavaliers mexi-

cains qui accompagnaient le général Almonte et nos soldats. En passant par le Cañada de Iztapan, Palmar, Quecholac, Acatzingo et Amozoc, le général Almonte avait nommé les autorités civiles de ces différentes localités, en vertu des facultés que lui avait concédées le plan de Cordova ; il avait pareillement nommé les chefs de la milice nationale pour organiser le plus promptement possible, dans toutes ces petites villes, des forces capables de suffire à la sécurité des communications jusqu'à Orizaba.

Le 5 mai 1862, à onze heures du matin, l'armée française arriva à l'hacienda de los Alamos, en vue de Puebla. Après une grande halte, pendant laquelle les troupes déjeunèrent et se reposèrent un peu, les chefs mexicains apprirent avec stupeur que le général Lorencez voulait prendre Puebla ce même jour, en commençant par attaquer le fort de Guadalupe : « Je dis, m'avoua l'un d'eux, que nous apprîmes cette détermination avec stupeur, parce que le général en chef n'avait pas eu le temps de faire une reconnaissance exacte des positions ennemies, ni des chemins qui conduisaient à Puebla, ni des accidents du terrain, ni d'acquérir les notions indispensables pour attaquer un point dans lequel l'ennemi faisait consister sa principale défense. »

Je ne sais si cette manière de procéder était conforme aux règles de l'art militaire, mais elle manquait certainement de prudence. Pour comble de malheur, l'artillerie avec laquelle on attaqua le fort n'était pas d'un calibre suffisant pour ouvrir une brèche dans les murs et permettre l'assaut; dès les premiers coups de canon, nous pûmes nous en convaincre. Les Mexicains, en outre, avaient creusé un fossé, tout autour du fort; les Français l'ignoraient ou n'en tinrent pas compte. Nos soldats, une fois lancés, se conduisirent en héros; malgré le feu plongeant des Mexicains qui tiraient derrière les murailles, ils montaient, montaient toujours, jonchant la colline de leurs cadavres; mais il fallait sauter dans le fossé, puis escalader des murailles; puis... il fallait l'impossible. Les deux colonnes d'assaut firent des prodiges

de valeur; on vit des zouaves atteindre le haut des parapets, malgré la mitraille et la fusillade à bout portant; on vit des faits d'armes, comme l'histoire en enregistre rarement; mais la force humaine a des bornes. Les éléments mêmes conspirèrent contre nous; un de ces orages comme les tropiques seuls en produisent vint s'abatttre sur nos colonnes. Le général Lorencez dut faire sonner la retraite. Peut-être alors pensa-t-il que dans les pays lointains, exceptionnels, il vaut mieux agir exceptionnellement, afin d'obtenir un succès, lors même qu'il serait en dehors des règles de l'art, que d'éprouver un échec par amour pour le codex militaire. La théorie a certainement sa valeur, mais l'expérience n'est point à dédaigner. Cet échec n'aurait pas été éprouvé, si l'on avait attaqué Puebla par le Carmen, comme le conseillaient les Mexicains qui avaient maintes fois pris, repris, vu prendre ou reprendre cette ville.

La blessure faite au cœur du général en chef n'était pourtant pas dépourvue d'un certain baume. Si nos troupes n'avaient pu pénétrer dans le fort, elles avaient triomphé partout ailleurs. La cavalerie juariste avait essayé de battre un bataillon du 99e qui protégeait l'assaut; l'attitude de ce bataillon l'obligea à se retirer sans rien tenter contre lui. En se retirant elle aperçut deux compagnies de chasseurs à pied, dont l'effectif ne dépassait pas cent cinquante hommes, qui gardaient le flanc gauche d'une de nos colonnes et répondaient au feu de quelques compagnies qui nous inquiétaient. La cavalerie ennemie chargea nos chasseurs, les enveloppa; un instant on crut qu'ils étaient massacrés ou prisonniers; ils étaient vainqueurs. Lorsque la fumée du combat fut dissipée on vit nos hommes debout, immobiles, la cavalerie juariste fuyant à toute bride, et laissant deux cents cadavres des siens sur le champ de bataille. Tous les corps se distinguèrent par des faits particuliers qui montraient autant de sang-froid que de bravoure et frappèrent d'étonnement et d'admiration l'ennemi lui-même. Les Mexicains furent tellement surpris de leur triomphe qu'ils res-

tèrent deux jours sans revenir de leur étonnement ; ils n'osèrent s'aprocher de nos colonnes qu'en voyant s'opérer notre retraite.

Le général Lorencez ne fut pas moins complétement désorienté par cet échec, auquel il ne s'attendait pas. Il résolut de se retirer à Vera-Cruz pour attendre des ordres, des renforts ou un changement de situation dans les affaires mexicaines; il fallut les protestations les plus énergiques de M. de Saligny, au nom de l'empereur, pour le déterminer à attendre à Orizaba les résolutions de son souverain. Le gé-nérépral Lorencez attribua son insuccès, en grande partie, à l'absence des forces conservatrices, et sur les rapports constants qui lui avaient été faits que nos troupes à Puebla seraient couronnées de fleurs. Il me semble qu'un peu de mauvaise humeur entrait pour beaucoup dans ces assertions du brave général, dont personne n'a jamais contesté les talents militaires ni les hautes qualités personnelles, car ce n'était pas au fort de Guadalupe qu'il espérait trouver des fleurs pour ses soldats; s'ils devaient en recevoir à Puebla, il fallait naturellement commencer par entrer dans la ville. Le comte de Lorencez pouvait-il s'attendre à ce que les habitants quittassent leurs demeures et vinssent sur le chemin de Puebla, lui porter des bouquets, s'exposant ainsi à devenir victimes de la cruauté de Zaragoza et de ses satellites?

Quant aux troupes mexicaines conservatrices, tout prouve, dans cette campagne qu'on ne comptait en rien sur elles. N'eut-ce été qu'à titre de guides ou d'explorateurs on aurait bien pu se servir de celles qui nous accompagnaient, au moins depuis Amozoc, et qui connaissaient parfaitement le pays; pourtant on ne le fit pas. Je crois que le général Lorencez, dont le noble caractère lui a valu l'estime de tous ceux qui étaient désintéressés dans cette question, aurait été plus juste s'il avait rejeté la faute de son insuccès sur les conseils du colonel Valazé et sur l'art militaire appliqué mal à propos. Néanmoins, on devait, en effet, s'étonner de ne pas voir arriver avec leurs troupes les généraux Zuloaga,

Marquez et Cobos, dont la présence aurait été très utile à la petite armée française. Il était probable qu'une ou plusieurs lettres d'Almonte, quoique roulées en forme de cigarettes, et adressées à ces généraux, étaient tombées entre les mains des Juaristes, mais on l'ignorait. M. Almonte et le P. Miranda ne savaient à quoi attribuer cette absence; ils ne savaient si la faute en était à la saisie de ces lettres ou bien à quelque mouvement des forces ennemies pour empêcher les conservateurs de se réunir aux troupes françaises. En repassant par Amozoc, en route pour Orizaba, l'énigme fut expliquée.

Dans la nuit du 8 mai, le général D. Florentino Lopez arrivait à Amozoc, après s'être échappé de la division commandée par le général espagnol Cobos. Lopez dit au général Almonte que le commandement de l'armée conservatrice avait été enlevé au général Marquez, par Zuloaga qui prétendait être président de la république, en vertu de l'ancien plan de Tacubaya. Ce commandement avait été remis au général Cobos qui, par une convention secrète signée avec le général Doblado, d'accord avec le comte de Reus, s'était engagé, moyennant un million de francs offert par le gouvernement de Juarez, à conserver la neutralité vis-à-vis de l'intervention. Le général Prim avait donc raison de dire à la conférence du 9 avril, que des généraux conservateurs trahissaient Almonte; mais il oublia de dire qu'il était en correspondance avec ces généraux.

Aussitôt que le général Almonte eut acquis la certitude de cette infâme intrigue, il envoya de suite l'ordre à Marquez de prendre le commandement de l'armée, de méconnaître l'autorité des généraux Zuloaga et Cobos et de venir sans perdre de temps. Afin que ces ordres arrivassent plus sûrement à leur destination, ils furent roulés en cigarettes et envoyés en duplicata par deux courriers de confiance, l'un, directement à Marquez, et l'autre au général Herran, qui se trouvait à Atlixco avec toute la cavalerie et un corps d'infanterie; celui-ci devait envoyer ces ordres à Marquez et se

mettre immédiatement à sa disposition. Voici ce que contenaient ces cigarettes :

« Amozoc, 9 mai 1862. Au général D. Leonardo Marquez.

« Mon cher ami. — Après vous avoir attendu quatre jours devant la colline de Guadalupe, voyant que non seulement vous ne veniez pas, mais encore que vous ne m'envoyiez aucun courrier, lorsque je vous en avais envoyé dix, nous nous sommes retirés ici pensant qu'il vous serait plus facile de venir nous y rejoindre. Maintenant l'énigme est découverte, et nous connaissons la conduite de Zuloaga; mais il est encore temps de sauver le pays. Il ne s'agit pas ici d'une question de personnes, vous le comprenez bien; il s'agit du salut de la patrie, de la chute de ce parti de sang, de trahison et de vandalisme qui est aujourd'hui au pouvoir, et je ne crois pas qu'aucun de vous qui avez tant travaillé pour le détruire, vous deveniez neutres et paraissiez devant les bons Mexicains, comme indignes d'être estimés, maintenant qu'une nation puissante nous tend une main protectrice. Moi qui sais ce que vous valez, je n'hésite pas à vous dire de prendre immédiatement le commandement de l'armée comme général en chef et de venir vous incorporer à nous, m'avertissant de votre arrivée et de vos besoins, afin de tout vous préparer d'avance.

« Je ne doute pas un seul instant que, comprenant nos vrais sentiments, vous ne fassiez ce que je vous demande, rendant ainsi un nouveau service à la cause que vous défendez et au pays en général; que le ridicule tombe sur celui qui a manqué à ses engagements, sur l'imbécile Zuloaga.

« Nous continuons notre marche jusqu'aux Cumbres d'Aculcingo et Orizaba, pour attendre les renforts qui sont en chemin; je crois donc que vous pouvez nous rejoindre en route ou en venant par Tehuacan. — J. N. Almonte.

« Au général D. Leonardo Marquez... Je n'ai rien à ajouter à ce que vous dit le général Almonte. Vous qui n'avez aucune ambition particulière et qui avez donné tant de preuves de patriotisme, vous pouvez sauver aujourd'hui la patrie,

comprenant comme vous avez compris que les Français ne viennent pas nous dominer mais protéger notre cause. Mettez-vous à la tête de toutes vos forces et venez à celui qui aura le plaisir de vous voir, etc. — Francisco Javier Miranda. »

Ces cigarettes arrivèrent à leur adresse. Le général Marquez se rendit à Atlixco, et fut reconnu général en chef de l'armée. Les troupes restées à Izucar sous les ordres de Zuloaga et de Cobos vinrent se placer sous le commandement de Marquez, et, toutes réunies, se mirent en marche pour Orizaba, où elles arrivèrent presque en même temps que celles du général Lorencez. L'armée française opérait son mouvement avec lenteur comme pour engager Zaragoza à quitter ses fortifications et venir l'attaquer en rase campagne, mais il n'osa rien tenter contre notre retraite, appelée la « marche des lions » par les Indiens. Elle arriva le 17 mai à Orizaba. En route le général Almonte apprit que la garnison du fort de Perote s'était prononcée en faveur de l'intervention; mais le colonel Figuerero, à la nouvelle de l'échec de Puebla, avait abandonné la forteresse pour venir à Orizaba. En chemin, il fut attaqué et mis en déroute par Carvajal et sa guerilla.

Le 18 mai, les troupes conservatrices arrivèrent également à Orizaba; le général Marquez, les laissant un peu en arrière, prit l'avance et vint se présenter à celui que le plan de Cordova avait élu chef suprême intérimaire du Mexique. Il confirma le rapport du général D. Florentino Lopez, concernant la conduite des généraux Zuloaga et Cobos. Ce dernier se présenta au général Almonte pour lui donner des explications qui, loin d'être satisfaisantes, aggravèrent davantage le caractère odieux de ses intelligences avec son compatriote le comte de Reus et le général Doblado. Croyant se venger de ses complices, il montra au général Almonte deux traites sur le trésor des États-Unis, pour la somme de deux cent mille piastres, un million de francs, que Juarez lui avait envoyées pour adhérer à son parti : « ce que je n'ai

pas voulu faire, » ajouta Cobos, espérant donner ainsi des preuves de sa sincérité.

Le général Almonte, indigné des procédés des généraux Zuloaga et Cobos leur signifia que le meilleur parti qu'ils avaient à prendre était de quitter le territoire de la république. C'est ce qu'ils firent, et tous les deux s'embarquèrent à Vera-Cruz pour la Havane. Cobos partit ensuite pour les États-Unis dans l'intention de se faire payer ses traites, mais la convention de M. Corwin, par laquelle les États-Unis s'engageaient à prêter onze millions de piastres à Juarez, n'ayant pas été ratifiée par le sénat américain, Cobos ne put recevoir le prix de son infamie; il revint à la Havane et fini par être fusillé à Matamoros.

Je trouve dans la correspondance de Santa-Anna, quelques appréciations sur les événements des mois de mars et d'avril 1862, qui méritent d'être citées, quoique concernant des faits déjà connus... « Prim, écrivait l'ex-dictateur au général Woll, de Saint-Thomas, le 30 avril, devra abandonner son commandement, parce qu'il n'a pas su se conduire au Mexique, ni comme vaillant général, ni comme habile diplomate, de sorte que même les Espagnols sont dégoûtés de lui; mais le général Lorencez se conduit très bien. Je m'embarquerai probablement par le prochain paquebot pour Vera-Cruz. » Le 30 mai, il disait dans une autre lettre au même général : « Comme la conduite observée par Prim était favorable aux démagogues mexicains, sa dernière résolution l'ayant manifesté clairement, il m'a paru prudent de rester en expectative des événements. Ce général espagnol, selon les dernières nouvelles arrivées par le paquebot anglais, est retourné à la Havane avec son corps d'armée, mettant ainsi son gouvernement en conflit avec celui de la France, et révélant de la sorte ses tendances... Certainement, le gouvernement de Madrid n'approuvera pas la conduite du marquis de los Castillejos qui l'a représenté au Mexique d'une manière aussi déplorale.

« Le général Almonte a été nommé président par les po-

pulations de Vera-Cruz, de Cordova, d'Orizaba et d'autres de l'État de Puebla. Enfin, on verra donc établi au Mexique un gouvernement composé d'hommes de bons principes, tels qu'on les désire tant là-bas, etc. — A L. de Santa-Anna. »

En effet, en dehors des autorités civiles nommées à Vera-Cruz, par le général Almonte au mois d'avril, il y eut, le 2 mai, dans cette ville, une assemblée de notables civils et militaires qui proclamèrent un plan par lequel l'autorité de Juarez était méconnue, le général Almonte nommé chef suprême de la république et recevait des pouvoirs extraordinaires pour s'entendre avec les forces alliées et convoquer l'assemblée des notables qui devait, à Mexico, déclarer quelle serait la meilleure forme de gouvernement pour faire cesser l'anarchie. Parmi les cent quarante-cinq signatures apposées au bas de ce plan, on voit celles de Manuel Serrano, Josè Sanchez Facio, Carlos Miramon, Miguel Mosquera, S. Teulet, Manuel Lopez de Santa-Anna, etc. Ce plan avait le même but que ceux de Cordova et d'Orizaba.

Le comte de Lorencez accueillit Marquez avec beaucoup de courtoisie. L'arrivée de ce général prouvait évidemment la bonne foi de M. Almonte, lorsqu'il affirmait que l'intervention avait les sympathies du peuple mexicain, et que l'armée conservatrice viendrait la soutenir dans ses combats contre les troupes de Juarez. La bataille de la Barranca-Seca vint mettre encore plus en relief les promesses du président intérimaire. Aussi, voit-on avec quelque surprise, le comte de Lorencez, répéter dans son rapport sur cette bataille, en s'adressant à ses soldats... » On vous avait cent fois répété que la ville de Puebla vous appelait de tous ses vœux et que la population se presserait sur vos pas pour vous couvrir de fleurs.

« C'est avec la confiance inspirée par ces *assurances trompeuses* que nous nous sommes présentés devant Puebla... »

Cette bataille de Barranca-Seca, dans laquelle l'armée de Zaragoza fut mise en déroute est trop importante, comme fait d'armes, et par les conséquences qu'elle aurait dû avoir,

pour ne pas citer quelques extraits du rapport de Marquez, daté d'Orizaba, 23 mai 1862. — « Le général en chef de l'armée mexicaine, au général D. Juan N. Almonte, chef suprême de la nation.

« ... Dès Tecamaluca j'avais prévenu le général Herran qu'aussitôt qu'il aurait réuni toutes ses forces, il devrait continuer sa marche... Mais comme je pensais que l'ennemi qui occupait les Cumbres d'Aculcingo, ferait tous ses efforts pour empêcher ce mouvement exécuté par ma cavalerie ou pour la couper, je sortis dans la matinée du 18, pour aller à sa rencontre et voir par moi-même ce qu'il conviendrait d'ordonner.

« Je m'aperçus bientôt que je ne m'étais point trompé, car un de mes aides de camp vint m'avertir en route que l'ennemi se trouvait en présence de ma cavalerie. Je doublai le pas, et en arrivant à Barranca-Seca... je trouvai les deux armées en ordre de bataille, à portée de mousquet, l'une de l'autre... Le général D. Josè Domingo Herran, qui commandait la droite de la ligne, couvrait le pont, sur lequel passe la route, avec une cinquantaine d'hommes et avait derrière sa ligne de tirailleurs, — placée en avant du corps d'armée — deux colonnes sous les ordres des vaillants colonels D. Antonio Salas et D. Doroteo Vera. Le général D. Juan Vicario occupait avec sa division le centre, et à l'arrière-garde de ses tirailleurs il avait également deux colonnes. Le colonel D. Josè Campos formait la gauche avec sa brigade, maintenant aussi une colonne derrière ses tirailleurs.

« Je dois donner ici un juste tribut d'éloges aux généraux D. Josè Domingo Herran et D. Juan Vicario, ainsi qu'au colonel Campos, pour avoir établi leur ligne de telle sorte, que tout en contenant l'ennemi ils couvraient la marche de leurs forces qui débouchaient encore des montagnes... La plus grande partie de la journée se passa dans cette situation, sans que les deux lignes ennemies bougeassent de leur poste... Environ vers cinq heures du soir, nous vîmes arri-

ver dans le camp ennemi de nouvelles troupes d'infanterie et de cavalerie, qui se trouvaient cachées depuis longtemps dans des accidents de terrain... Alors, se voyant assurées de la victoire, les trois colonnes — ennemies — se précipitèrent sur mon centre avec tant d'impétuosité qu'elles l'entamèrent. » Suivent les détails sur le combat, sur l'arrivée du bataillon du 99e, commandé par le commandant Lefèvre, et sur la déroute de l'armée juariste, qui laissa douze cents prisonniers entre nos mains, un drapeau, des fanions, des armes et des chevaux en quantité. Marquez parle de nos soldats dans des termes tellement élogieux qu'on voit qu'il n'avait encore jamais vu courir au feu et se battre de cette manière ; il vante également la bravoure du général Herran qui paraît être de tous les officiers supérieurs mexicains qui se trouvaient à cette action, celui qui a montré le plus de talents militaires, de bravoure et de sang-froid. « Il me reste à dire à Votre Excellence, ajoute Marquez, en terminant, que tous les braves qui ont combattu dans cette affaire, ont rempli leur devoir, infligeant pendant cette journée, une leçon sévère aux chefs Zaragoza, Tapia, Negrete et Alvarez : le premier, en se préparant à verser le sang de ses frères ; le second, en exécutant ses ordres ; le troisième, en lui servant de second, et le quatrième, en commandant la cavalerie. »

Si le comte de Lorencez avait profité de cette déroute, en lançant les troupes de Marquez, soutenues par un millier de nos soldats, à la poursuite de l'armée vaincue, il est certain qu'on serait entré dans Puebla, et qu'on aurait pu marcher ensuite sur Mexico, sans donner le temps à Juarez de lever des impôts forcés pour avoir de nouvelles troupes, comme il le fit aussitôt qu'il fut revenu de la consternation dans laquelle le plongea la défaite de Zaragoza. Peut-être, n'était-il pas convenable qu'un général mexicain vengeât l'échec du 5 mai ; peut-être aussi, le comte de Lorencez craignait-il d'exposer ses troupes par cette marche hardie qui pouvait lui ouvrir les portes de la capitale. Quoi qu'il en soit, il est très fâcheux qu'au lieu de profiter de cette importante vic-

toire, on soit revenu se renfermer dans cette étroite vallée d'Orizaba où la chaleur et la difficulté de s'approvisionner devaient bientôt démoraliser nos soldats.

En parlant des deux beaux faits d'armes de la Barranca Seca et du Cerro del Borrego, Santa-Anna disait : « Si l'armée d'Orizaba avait pris l'offensive après la déroute du Cerro del Borrego, elle pouvait certainement occuper Puebla sans difficulté, et même la capitale, parce que la démoralisation qui se vit dans les forces mexicaines de la démagogie aurait amené un triomphe complet. Voilà deux actions heureuses dont on n'a pas su profiter. — Saint-Thomas, 16 août 1862. »

Il n'entre point dans le cadre de cette histoire de raconter les escarmouches, les combats glorieux, mais sans importance, ni les faits et gestes de notre petite armée et de ses nouveaux alliés. Aussi palpitants d'intérêt qu'ils puissent être, ces événements n'avaient aucun résultat décisif, grâce à cette politique personnelle des chefs de l'expédition, politique d'indécision, de lenteur et de méfiance vis-à-vis des conservateurs mexicains pour lesquels on se battait, et dont les conseils n'étaient point recherchés ou suivis. Néanmoins, je dois dire quelques mots de cette affaire du Cerro del Borrego, citée dans la lettre de Santa-Anna, et qui pouvait avoir comme celle de Baranca Seca, des conséquences décisives pour la campagne, si l'on avait ensuite pris l'offensive, comme le dit l'ex-dictateur.

Après la bataille de la Barranca Seca, l'armée juariste, n'étant pas poursuivie au delà d'une lieue du théâtre de sa défaite, se réorganisa à Palmar, de l'autre côté des Cumbres. Notre attitude réservée et les renseignements fournis par les espions engagea Zaragoza à concentrer toutes ses forces pour écraser la garnison d'Orizaba, réduite à trois mille hommes environ. A la tête de neuf mille hommes, suivant les documents mexicains, de quinze mille, selon les appréciations françaises, Zaragoza vint, le 12 juin, camper à près de six kilomètres d'Ingenio, village situé sur le revers d'une

gorge très étroite qui défendait l'entrée d'Orizaba à huit kilomètres de cette ville, occupé par le brave colonel d'Hériller et son immortel 99me. Le général Ortega avec un autre corps de cinq mille hommes, opérait un mouvement sur sa gauche et s'approchait à marches forcées sur les positions françaises. Zaragoza aurait dû attaquer de suite le colonel Hériller; mais il ne se mit à sa poursuite que lorsque le général Lorencez intima l'ordre au colonel de se replier sur Orizaba. Par suite d'une négligence ou d'un manque de connaissances stratégiques, le général Taboada, lieutenant de Marquez, laissa passer deux mille hommes d'Ortega qui allèrent avec leur général s'installer sur le plateau du Borrego. Le Cerro del Borrego est une montagne, presque à pic, qui domine Orizaba, et que nous avions négligé d'occuper. Ortega avait avec lui trois obusiers qu'il avait fait porter sur cette montagne par des Indiens, en les maltraitant et les menaçant de les faire fusiller s'ils se refusaient à accomplir cette tâche surhumaine; cette menace ayant été suivie d'effet à l'égard de quelques-uns, les Indiens n'hésitèrent plus et transportèrent les obusiers, non sans de graves accidents.

Tandis que Zaragoza devait nous attaquer de front, avec son armée et sa nombreuse artillerie, Ortega devait faire pleuvoir sur nous une grêle de balles et de mitraille par un feu plongeant. La présence d'esprit du colonel L'Hériller et l'intrépidité proverbiale aujourd'hui de son régiment sauvèrent notre petite armée d'un vrai désastre. Ayant appris que le Borrego était moins inaccessible du côté du nord-ouest, il donna l'ordre à la 3me compagnie du 1er bataillon de son régiment, de gravir les pentes escarpées de la montagne, d'en chasser l'ennemi, dont il ignorait le nombre, et de s'y maintenir à tout prix. Le capitaine Détrie accomplit cette périlleuse ascension pendant la nuit, à la tête de sa compagnie. Arrivé près du sommet du plateau, il fut assailli par une vive fusillade. Loin d'en être ébranlé, il se précipita sur l'ennemi, lui enleva ses obusiers, et continua cette lutte incroyable de soixante hommes contre un corps d'armée. La

seconde compagnie du même bataillon, commandée par le capitaine Leclerc, arriva à la rescousse, vers trois heures et demie du matin ; elle se composait de soixante-cinq hommes. Les deux capitaines organisèrent immédiatement leur colonne d'attaque et s'élancèrent à la baïonnette sur l'ennemi, aux cris de vive l'Empereur ! Le combat fut terrible, mais l'audace et la bravoure de cette poignée de fantassins furent couronnées du succès le plus complet; l'armée d'Ortega céda le terrain, se précipita au bas du plateau et répandit la terreur parmi les troupes de la plaine. Deux cents cinquante Mexicains restèrent sur le champ de bataille, blessés ou tués; deux cents autres furent faits prisonniers; outre les trois obusiers, nous prîmes un drapeau et trois fanions.

Zaragoza, ignorant encore la défaite de son lieutenant, ouvrit le feu le 14 juin à cinq heures du matin. Quoique nos batteries n'eussent pas encore des parapets d'une épaisseur suffisante, nous y répondîmes de notre mieux. Pour accélérer ce travail, le général Douay, chargé de la défense de cette partie de la ville, imagina d'employer des balles de coton pour faire des épaulements et protéger ses troupes contre le feu de l'ennemi. Le lendemain, nous étions prêts à agir vigoureusement contre les batteries de Zaragoza ; mais le combat du Cerro del Borrego avait jeté la panique dans son armée, et le général profita de la nuit pour évacuer sa position et se sauver à la Cañada de Iztapan au delà des Cumbres.

L'effet moral de notre succès fut immense dans tout le Mexique. Juarez comprit si bien quel coup funeste venait de recevoir le peu d'influence qui lui restait, que, cherchant à réagir le plus possible, il fit adresser aux gouverneurs de tous les États de la république, par le général Doblado, une circulaire dans laquelle il disait que l'armée venait d'éprouver devant Orizaba un échec dont le gouvernement ne se dissimulait pas la gravité ; mais que, loin de se laisser abattre par l'adversité, il fallait prendre des mesures vigoureuses ; qu'avant trois semaines les pertes seraient réparées et

l'armée en état de reprendre l'offensive. Cette dépêche de M. Doblado corrobore la lettre de Santa-Anna, citée plus haut, et l'on doit regretter que l'armée française n'ait pas pris l'offensive immédiatement, car on le voit, il fallait au moins trois semaines au gouvernement de Juarez, avant de pouvoir reformer son armée, il est fâcheux qu'on lui ait donné le temps de le faire. Malheureusement, le général Lorencez ignorait, sans doute, une particularité concernant le soldat mexicain, mais qu'il aurait pu connaître, s'il avait consulté les généraux indigènes qui se trouvaient auprès de lui. Les troupes mexicaines se battent bien derrière des murs; en rase campagne, elles sont même excellentes pour l'attaque, surtout, quand on ne leur donne pas trop le temps de la réflexion; elles ont un moment d'élan incontestable, mais une fois en déroute, elles deviennent folles de terreur; la panique les rend complétement sourdes à la voix de leurs chefs, incapables d'un retour offensif. A ce sujet, je me rappelle qu'après la bataille de San Jacinto, pour ne citer qu'un seul fait, l'armée mexicaine fuyait toujours, quoique non poursuivie; un général mexicain tâcha d'arrêter les fuyards à dix lieues du champ de bataille, en leur criant : « Mais arrêtez-vous donc, vous voyez que personne ne vous court après. » Paroles perdues, aucun n'osa retourner la tête. Après la victoire de la Barranca Seca, comme après celle du Borrego, nous n'aurions peut-être pas trouvé cinq cents hommes pour nous disputer la route de Mexico.

Le 18 mai, le général Almonte ne songeait point encore à composer le gouvernement issu du plan de Cordova, par crainte de compliquer la situation; mais, lorsque le comte de Lorencez lui eût dit, — ce qui, malheureusement, n'était que trop vrai, — qu'il n'avait pas des ressources suffisantes pour entretenir les troupes conservatrices alliés, le général Almonte se vit obligé de nommer un ministère pour organiser provisoirement les différentes branches de l'administration publique et se procurer les secours indispensables à l'entretien des troupes mexicaines, dont le nombre augmen-

tait à vue d'œil, par petits détachements qui arrivaient de tous les côtés. Ce ministère se composait de sous-secrétaires d'État, ayant les attributions suivantes : l'avocat D. Manuel Castellanos fut chargé de la justice et des affaires étrangères ; D. Desiderio Samaniego fut chargé des finances et le colonel D. Josè Hipolito Gonzalez de la guerre. Pour faire face aux nécessités les plus urgentes, le gouvernement provisoire édicta plusieurs mesures financières, mais, comme il était très difficile de se procurer suffisamment de numéraire, le chef suprême intérimaire de la nation avait songé à mettre en circulation, dans les départements qui reconnaissaient son autorité, un certain nombre de billets qui seraient reçus en paiement des droits, dans les administrations et douanes maritimes, jusqu'à ce que, l'ordre étant rétabli, on pût les amortir graduellement. M. de Saligny s'opposa à cette mesure ; alors le général Almonte se contenta de faire des contrats avec les marchands et les propriétaires d'haciendas pour donner aux troupes mexicaines des vivres, des vêtements et l'équipement dont elles avaient tant besoin.

Le plan de Cordova ayant été secondé à Vera-Cruz, Alvarado, l'île del Carmen et d'autres localités de l'intérieur, le général Almonte nomma M. Serrano gouverneur du département de Vera-Cruz; le général Woll, commandant général de ce même département, et D. Tomas Marin, gouverneur et commandant général de l'île de Carmen. Il décréta d'autres mesures, dont plusieurs favorisaient l'intervention, dans la limite de ses faibles pouvoirs. Ce simulacre de gouvernement créé par le général Almonte, après l'échec de Puebla, était indispensable depuis que le comte Lorencez avait déclaré qu'il ne pouvait entretenir les troupes mexicaines. Il fallait absolument recourir à ce moyen pour empêcher les soldats de Marquez de se débander. En outre, la création de ce gouvernement provisoire avait l'avantage de neutraliser l'arme puissante avec laquelle Juarez faisait la guerre à l'intervention, proclamant partout que la France voulait conquérir le Mexique et en faire une colonie.

Aussi, c'est avec un étonnement facile à comprendre que les Mexicains virent le général Forey donner un coup mortel au parti conservateur mexicain, sur lequel il devait naturellement s'appuyer. Arrivé à Vera-Cruz, le 22 septembre 1862, ce général fit ses débuts dans la carrière politique, en destituant brusquement le général Almonte des pouvoirs qui lui avaient été conférés par le plan de Cordova et dont il n'usait qu'en vertu de l'impérieuse nécessité qui l'obligeait à trouver des secours pour les troupes mexicaines qui avaient montré à la Barranca Seca, l'utilité qu'on en pouvait tirer.

La lettre de l'empereur Napoléon au maréchal Forey étant un document, d'autant plus précieux, que, tout en traçant la ligne de conduite que devait observer le nouveau général en chef, elle donne en outre les motifs élevés qui ont décidé l'intervention, je dois publier cette lettre, parce qu'elle montrera de quelle manière les ordres de Sa Majesté ont été interprétés et exécutés, au double point de vue politique et militaire.

« L'empereur au général Forey. — Fontainebleau, 3 juillet 1862. Mon cher général, au moment où vous allez partir pour le Mexique, chargé des pouvoirs politiques et militaires, je crois utile de bien vous faire connaître ma pensée.

« Voici la ligne de conduite que vous aurez à suivre : 1° faire, à votre arrivée, une proclamation dont les idées principales vous seront indiquées ; 2° accueillir avec la plus grande bienveillance tous les Mexicains qui s'offriront à vous ; 3° n'épouser la querelle d'aucun parti, déclarer que tout est provisoire tant que la nation mexicaine ne se sera pas prononcée ; montrer une grande déférence pour la religion, mais rassurer en même temps les détenteurs de biens nationaux ; 4° nourrir, solder et armer, suivant vos moyens, les troupes mexicaines auxiliaires ; leur faire jouer le rôle principal dans les combats ; 5° maintenir parmi vos troupes, comme parmi les auxiliaires, la plus sévère discipline ; réprimer vigoureusement tout acte, tout propos blessant pour

les Mexicains, car il ne faut pas oublier la fierté de leur caractère, et il importe au succès de l'entreprise de se concilier avant tout l'esprit des populations.

« Quand nous serons parvenus à Mexico, il est à désirer que les personnes notables de toute nuance, qui auront embrassé notre cause, s'entendent avec vous pour organiser un gouvernement provisoire. Ce gouvernement soumettra au peuple mexicain la question du régime politique qui devra être définitivement établi. Une assemblée sera ensuite élue d'après les lois mexicaines.

« Vous aiderez le nouveau pouvoir à introduire dans l'administration, et surtout dans les finances, cette régularité dont la France offre le meilleur modèle. A cet effet, on lui enverra des hommes capables de seconder sa nouvelle organisation.

« Le but à atteindre n'est pas d'imposer aux Mexicains une forme de gouvernement qui leur serait antipathique, mais de les aider dans leurs efforts pour établir, selon leur volonté, un gouvernement qui ait des chances de stabilité et puisse assurer à la France le redressement des griefs dont elle a à se plaindre.

« Il va sans dire que, s'ils préfèrent une monarchie, il est de l'intérêt de la France de les appuyer dans cette voie.

« Il ne manquera pas de gens qui vous demanderont pourquoi nous allons dépenser des hommes et de l'argent pour fonder un gouvernement régulier au Mexique.

« Dans l'état actuel de la civilisation du monde, la prospérité de l'Amérique n'est pas indifférente à l'Europe ; car c'est elle qui alimente nos fabriques et fait vivre notre commerce. Nous avons intérêt à ce que la république des États-Unis soit puissante et prospère, mais nous n'en avons aucun à ce qu'elle s'empare de tout le golfe du Mexique, domine, de là, les Antilles ainsi que l'Amérique du sud, et soit la seule dispensatrice des produits du nouveau monde. Nous voyons aujourd'hui, par une triste expérience, combien est précaire le sort d'une industrie qui est réduite à chercher sa matière

première sur un marché unique, dont elle subit toutes les vicissitudes.

« Si, au contraire, le Mexique conserve son indépendance et maintient l'intégrité de son territoire, si un gouvernement stable s'y constitue avec l'assistance de la France, nous aurons rendu à la race latine, de l'autre côté de l'Océan, sa force et son prestige; nous aurons garanti leur sécurité à nos colonies des Antilles et à celles de l'Espagne; nous aurons établi notre influence bienfaisante au centre de l'Amérique; et cette influence, en créant des débouchés immenses à notre commerce, nous procurera les matières indispensables à notre industrie.

« Le Mexique, ainsi régénéré, nous sera toujours favorable, non seulement par reconnaissance, mais aussi parce que ses intérêts seront d'accord avec les nôtres, et qu'il trouvera un point d'appui dans ses bons rapports avec les puissances européennes.

« Aujourd'hui donc, notre honneur militaire engagé, l'exigence de notre politique, l'intérêt de notre industrie et de notre commerce, tout nous fait un devoir de marcher sur Mexico, d'y planter hardiment notre drapeau, d'y établir, soit une monarchie, si elle n'est pas incompatible avec le sentiment national du pays, soit tout au moins un gouvernement qui promette quelque stabilité. — Napoléon. »

Dans cette lettre remarquable, on voit que l'empereur ordonnait de faire jouer le rôle principal dans les combats « aux troupes mexicaines, et de réprimer vigoureusement « tout acte, tout propos blessant pour les Mexicains, car... « il importe au succès de l'entreprise de se concilier avant « tout l'esprit des Mexicains. » Il est fâcheux que le général Forey ait oublié ces points essentiels de la lettre impériale, et qu'il ait agi en sens contraire de ses instructions. Non seulement, il détruisit tout ce qu'avait fait le général Almonte conformément au plan de Cordova, mais il confia des emplois importants à des personnes qu'il ne connaissait

pas. Il donna même les fonctions de « directeur politique » au commandant Billard qui n'avait peut-être jamais vu de sa vie un Mexicain ni lu une histoire du Mexique. Aussi cet officier dirigea-t-il la politique de telle sorte qu'entassant journellement bévues sur bévues, les Mexicains finirent par révéler à l'empereur le ridicule et le danger de cette nomination : un ordre impérial renvoya le directeur politique à ses occupations militaires.

Le général Almonte, en voyant le chemin que prenait le nouveau chef de l'expédition, comprit de suite qu'il allait soulever tous les conservateurs contre l'intervention. Pour éviter les conséquences funestes qui devaient résulter d'une semblable conduite il publia la proclamation suivante :

« Mexicains. — Il y a huit mois, je vous annonçais mon arrivée dans la république et le but de mon retour. Vous avez pu vous convaincre de la vérité de mes assertions, lorsque je vous disais que l'intervention européenne au Mexique n'avait d'autre objet que d'assurer notre indépendance, faire cesser la guerre civile et contribuer à l'établissement d'un gouvernement solide, d'ordre et de moralité, laissant aux Mexicains le choix de la forme qui leur convenait.

« Quelques-uns de nos compatriotes crurent que pour réaliser plus facilement une pensée si grandiose, il était opportun de créer un gouvernement provisoire qui servît de centre commun à tous les bons Mexicains, de n'importe quel parti, qui voudraient accepter l'intervention, et, dans ce but on proclama le plan de Cordova qui fut ensuite secondé par Orizaba, Vera-Cruz, l'île du Carmen et d'autres localités importantes. » Suit l'énumération des généraux et chefs de guérillas qui adhérèrent au plan de Cordova : les principaux étaient : Marquez avec son armée; Thomas Mejia, à Queretaro avec sa division; Galvez, avec sa brigade; Miguel Lopez, avec son corps de cavalerie; Manuel Lozada, dans le Jalisco; Manuel Montaño, dans l'État de Puebla; Felipe Chacon, avec sa brigade, dans celui de Mexico; Galvan, à Milpa-Alta; Navarrete, au Monte de las Cruces; Ximenez, au Rio-Frio;

Camaño, Ruiz, Jésus Ramirez, Argüelles et Cosme Gonzalez, dans d'autres districts.

« Malheureusement, les ennemis irréconciliables du Mexique et de la France, ont trouvé dans le plan de Cordova et l'établissement du gouvernement provisoire qui en résulta, un prétexte pour censurer la conduite de S. M. l'empereur des Français, essayant de faire croire que ses troupes venaient dans la république, non pour donner aux Mexicains la liberté de se constituer comme ils l'entendraient, mais pour leur imposer un gouvernement par la force, ce qui est une fausseté, puisque le plan de Cordova disait qu'aussitôt que la capitale serait occupée, on convoquerait une assemblée nationale qui, prenant en considération le déplorable état du pays, déclarerait qu'elle serait la forme du gouvernement la plus convenable pour couper la racine de l'anarchie.

« Il était donc nécessaire pour enlever tout prétexte aux ennemis de la félicité des Mexicains, de faire disparaître ce gouvernement transitoire qui, n'ayant d'autre objet que celui d'éviter la confusion et de donner une organisation provisoire aux États et aux populations qui adhéreraient à l'intervention, pouvait, néanmoins, compromettre dans ses relations extérieures le gouvernement qui, abandonné par ses alliés, était seul resté chargé de mener à bonne fin le projet proposé par la convention de Londres. Convaincu, comme je le suis, de la nécessité d'aplanir le chemin à l'intervention pour le bonheur de ma patrie, j'ai dû déposer le titre de chef suprême intérimaire de la nation, que le plan de Cordova m'avait conféré. C'est pourquoi je n'ai fait aucune objection à l'acte par lequel ce titre était méconnu du général en chef du corps expéditionnaire au Mexique. — Juan N. Almonte. — Orizaba, 12 janvier 1863. »

Ce manifeste calma les esprits jusqu'à un certain point, car beaucoup ne furent pas dupes des considérants imaginés par Almonte pour atténuer la gravité de la mesure du général Forey. Un homme d'un caractère moins ferme, moins

résolu que M. Almonte, ayant le sentiment du patriotisme moins enraciné, aurait pu, dans son indignation contre un pareil procédé, se retirer de l'intervention et laisser passer à l'ennemi toutes les troupes conservatrices; mais son abnégation lui fit faire litière de ses sentiments froissés, et il continua son concours à l'intervention, sachant que le salut de la patrie se trouvait dans les plis du drapeau français.

Aussitôt que le général Forey vint à Orizaba, M. Almonte alla au devant lui, mettre sa personne et les troupes qui le reconnaissaient toujours comme chef suprême, à la disposition du général français. Il lui offrit de continuer à marcher à côté de l'armée française, pour lui servir d'intermédiaire auprès des généraux mexicains et des personnages influents du pays. Si la diplomatie avait fait, à Vera-Cruz et à la Soledad, des fautes presque irréparables, la campagne militaire, à dater du 4 mai 1862, fut conduite de la manière la moins compréhensible et la plus opposée à la lettre impériale du 3 juillet. Nos officiers supérieurs ignoraient, naturellement, la situation morale, politique, stratégique et financière du pays dans lequel ils allaient opérer; néanmoins, leurs actes témoignent qu'ils prétendaient la connaître mieux que les Mexicains eux-mêmes.

Le général Almonte, M. Haro y Tamariz, le général Woll, dont la vieille expérience pouvait être si utile, étaient autant d'autorités qu'on avait constamment sous la main; on aurait dû les consulter souvent et suivre leurs conseils; mais on aima mieux écouter l'amour-propre personnel, des préjugés puérils et le codex militaire. Au lieu de mettre l'armée mexicaine en évidence, comme la saine politique et la lettre impériale du 3 juillet le commandaient, on l'efface tellement, on professe pour elle un si profond dédain, que nous prenons de suite une allure de conquérants et non d'une armée expédiée pour *aider les Mexicains* à établir librement la forme de gouvernement qu'ils jugeront propre à faire cesser l'anarchie et la guerre civile. Ce dédain pour les troupes mexicaines n'était point justifié, car nous n'allions point

combattre des Titans; si les troupes conservatrices avaient des vêtements en lambeaux, de mauvaises armes, une mauvaise organisation, elles valaient les troupes de Juarez sous tous les rapports, leur vilaine tournure et leur équipement défectueux n'atteignaient en rien leur bravoure et leur bonne volonté. Un drapeau déchiré par les balles, usé par l'intempérie des saisons est-il moins honorable qu'un drapeau neuf?

Nous avons donc complétement oublié notre rôle, notre mission, notre but, malgré la lettre impériale qui nous traçait clairement la voie que nous devrions suivre; nous avons traîné notre sabre vainqueur dans tout le Mexique, sans songer que le sabre blesse, tue, mais ne guérit pas et que nous n'allions dans ce pays que pour le guérir de ses maladies sociales. Cette allure de conquérants, nous l'avons conservée assez longtemps pour nous aliéner l'esprit des libéraux modérés et nous rendre suspects aux conservateurs qui nous avaient appelés. Si nos soldats n'étaient pas de si *bons enfants*, et si le Mexique, fatigué de ses éternelles révolutions, n'eût pas été si bien disposé à tendre les bras à quiconque lui promettait l'ordre et la paix, nous eussions été reçus à coups de fusil dans tout l'intérieur du pays au lieu de rencontrer l'accueil enthousiaste qui nous a suivis jusqu'à la fin de 1864.

Je trouve dans ma correspondance du mois de décembre 1862, quelques faits assez intéressants pour mériter d'être publiés. « On nous annonce, écrivait d'Orizaba un de mes amis, le 16 décembre, que Cobos sera sur le territoire mexicain dans quinze jours et qu'il se mettra à la tête de la guérilla espagnole, qui nous fait la guerre sur le chemin de Vera-Cruz. » Cette guérilla se composait des déserteurs de l'armée de Prim. « Le général D. Severo Castillo est descendu incognito à Puebla, mais il fut trahi au moment où il allait faire un mouvement — pronunciamiento — en notre faveur. Il a pu se sauver, mais cinq officiers tombèrent au pouvoir des autorités démagogues et furent fusillés. Le

traître fut O'Horan qui fusilla lui-même ces cinq malheureux qui s'étaient confiés à lui. » Cet O'Horan se fit ensuite impérialiste, trompa l'empereur maintes fois et finit par être fusillé en 1867, par les troupes de Porfirio Diaz.

« ... Ayant découvert dans les fonds du gouvernement — à Vera-Cruz — des vols importants attribués à D. Manuel Serrano qui fonctionnait comme gouverneur, ledit Serrano fit de l'opposition au général Marin qui commandait les troupes mexicaines de ce port, » — avant d'être envoyé à l'île de Carmen — « et ledit Serrano, s'étant soulevé contre l'autorité du général Almonte, puisqu'il désobéissait à ses ordres, permit la sortie de Vera-Cruz pour l'intérieur des marchandises, donnant ainsi des secours à Juarez, en contravention avec les ordres qu'il tenait du général Almonte. Ce général le déposa de ses fonctions et nomma à sa place le général Woll. Peu de jours après que le général Woll eut pris possession du commandement politique et militaire de Vera-Cruz, arriva le général Forey qui le destitua... et M. Serrano fut renommé. Ceci se fit grâce à l'immense appui que lui prêtait M. D., consul... à Vera-Cruz et qui, d'accord avec Serrano, faisait de grandes affaires de douanes. M. D. avait déjà envoyé un courrier extraordinaire pour demander que le commandement fût retiré au général Woll et laissé à Serrano, mais le général Almonte n'y consentit pas et laissa la question pendante pour qu'elle fût décidée par le général Forey à son arrivée à Vera-Cruz. Aussitôt arrivé M. D. alla le voir et le prévint contre le général Woll.

« A son arrivée à Vera-Cruz le général Forey commença par destituer le général et à dissoudre le gouvernement de M. Almonte. Ces mesures produisirent un si mauvais effet dans l'intérieur du pays que les forces qui combattaient Juarez se mirent sous ses ordres. Si le général Forey avait parlé à M. Almonte avant de dicter de semblables mesures, tout se serait aplani selon la volonté de Sa Majesté » — l'empereur Napoléon — « sans donner motif au mécontentement des Mexicains. A Cordova et Orizaba, le général

Almonte a dû travailler avec énergie pour éviter que les populations ne devinssent ennemies de l'intervention, parce que les démagogues, exploitant la destitution d'Almonte, ont essayé de répandre l'idée que la guerre était nationale.

« Le général Forey, sans consulter M. Almonte ni M. de Saligny, a destitué toutes les autorités établies par M. Almonte, autorités qu'il était convenable de maintenir pour appuyer par leur influence le but de l'intervention. Le général Forey a nommé de nouvelles autorités qui ne donnent aucune garantie, parce qu'elles ne sont pas sincèrement dévouées au parti de l'ordre. Le parti démagogue, qui ne se repose jamais et qui a des agents de tous les côtés, à su faire arriver les siens jusqu'au commandant Billard, directeur politique du général Forey, qui se sont emparés de son esprit. M. Billard ne consulte ni le général Almonte ni M. de Saligny et ne prend aucun conseil d'eux; il agit selon les inspirations des démagogues qui ont su le capter, et la politique qu'il suit est telle qu'elle dégoûte et décourage tous les partisans de l'ordre. Dieu sait ce qui va résulter de tout cela... Les démagogues qui se croyaient perdus, respirent déjà; ils font courir le bruit que les partisans de l'ordre sont partisans du clergé, ce qui produit son effet sur les Français et même sur l'esprit de M. Billard... On ne connaît pas le pays qui est extrêmement exceptionnel, et l'on ne veut pas consulter les personnes qui peuvent donner sur lui des renseignements exacts...

« Nous ne croyons pas être plus capables que les dignes généraux de l'empereur, mais nous croyons, qu'étant dans notre pays, nous le connaissons mieux qu'eux; nous croyons aussi que nous pouvons mieux que personne leur donner des renseignements exacts, nécessaires, relatifs aux mouvements » — de troupes, — « aux personnes qui habitent les villes et villages occupés par l'ennemi et qui peuvent être utiles, ainsi qu'aux localités où l'on pourrait trouver des moyens de transport, etc. Mais on ne demande rien, on

n'écoute rien ou l'on méprise ce que nous disons, ou bien on consulte des personnes ignorantes.

« L'empereur, avec sa haute pénétration et sa lucide intelligence, a compris l'influence morale qu'exercerait la vue de l'armée mexicaine à côté des Français, comme alliée. Il comprit si bien l'importance de cette armée qu'il ordonna qu'elle fût payée, entretenue, etc., pour éviter que cette réunion d'hommes, n'ayant rien à manger, ne se mît à voler et à commettre des excès ; il a voulu qu'elle fût payée et entretenue pour utiliser ses services et châtier ceux qui tromperaient. M. Billard a eu le talent de rendre le résultat d'une mesure aussi sage, contraire aux vues de l'empereur, parce que la meilleure mesure, mal appliquée, produit des effets opposés à ceux qu'on attend. C'est ce qui a eu lieu, car la manière dont on paie l'armée, » — ayant l'air d'une aumône, — « a blessé non seulement l'officier, mais encore le soldat ; ainsi quoiqu'il » — ce dernier — « reçoive deux réaux et demi par jour, qui est la paie mexicaine, il déserte, et la désertion est si grande que lorsqu'on arrivera à Puebla, il n'y aura plus personne. Quant aux officiers, à commencer du général, la paie qu'on leur a assignée est si petite qu'elle ne suffit pas à leur dépense. Au général en activité de service, on lui donne 120 piastres ; à celui qui n'est pas en activité, — la moitié ; à un colonel en activité 90 piastres et ainsi de suite. « Ces sommes misérables, » — pour le Mexique — « données de la manière dont on les donne, ont dégoûté tout le monde, car rien n'influence tant le Mexicain que ce qui blesse son amour-propre.

« Il semble que le génie de l'imprévoyance conseille en tout les chefs français et les met ainsi en contradiction avec les ordres et les vues de l'empereur. Au mois de décembre, les troupes françaises pouvaient être maîtresses de Puebla, si l'on avait déployé l'énergie que les circonstances exigeaient ; mais comme on passe beaucoup de temps dans les dîners et les soirées, il est probable que le mois de décembre et celui de janvier passeront sans que l'on fasse le

mouvement général. On perd ainsi un temps précieux; on donne à Juarez et à ses partisans le temps d'interrompre les communications, d'empêcher l'arrivée des vivres, d'interner tous les moyens de transport que l'armée française pourrait utiliser, et ce qui est pire, c'est que les agents des démagogues font déserter des Français pour les enrôler sous les bannières de Juarez, comme déjà il y a eu plusieurs cas, » — de désertion.

« Nos amis de l'intérieur et de Mexico se désespèrent de tous ces retards; les habitants des villes ou villages occupés par les Français meurent de faim; tout leur coûte 300 °/o de plus que ce qu'ils ont toujours payé, et, comme ils ne peuvent bouger, la misère est dans les familles et beaucoup maudissent l'intervention, au lieu de la bénir, parce qu'elle leur apporte la faim, la misère et la ruine, au lieu de la paix, de la tranquillité et du bonheur. Tout cela provient de la torpeur de ses mouvements, tant dans la politique qui se suit, que dans les opérations militaires qui devraient s'entreprendre. *Lorsqu'on les fera, ils ne donneront plus les résultats qu'ils auraient donné.* »

Cette phrase prophétique me dispense de juger l'exactitude de ces détails, donnés d'Orizaba par un homme qui déplorait la conduite inconcevable de nos chefs, parce qu'elle usait, discréditait l'intervention, dans laquelle il espérait beaucoup pour son pays, et qui faillit renouveler au Mexique la guerre de la péninsule. Grâce à des ordres nouveaux, à des conseils qui furent enfin écoutés nous n'eûmes pas une seconde guerre de 1808, mais nous eûmes un second siége de Saragosse, et, vraiment, nous avons fait tout ce qu'il fallait pour l'avoir. Quant à ce qui concernait l'armée mexicaine, mon correspondant était si bien renseigné, en disant ce qu'il dit à ce sujet, que le 6 novembre, M. Billiard se crut obligé d'afficher la note suivante sur les murs d'Orizaba : « Le général en chef de l'armée française a donné l'ordre que l'armée mexicaine fût nourrie, vêtue et payée aux frais du trésor français. Cette disposition ne saurait être consi-

dérée comme une humiliation par l'armée mexicaine, mais bien comme une avance dont le gouvernement français sera remboursé dès qu'un gouvernement régulier sera établi à Mexico. »

Avant de commencer les opérations à l'intérieur, on aurait dû s'emparer des ports d'Alvarado, Tuxpan, Tampico et Matamoros. En bloquant Tuxpan, on empêchait l'introduction des secours en hommes, équipement, etc., envoyés de la Havane par Ramon Diaz, agent de Juarez, à son gouvernement. Alvarado, Tampico et Matamoros nous auraient procuré des mulets et des chevaux au prix de vingt-cinq à trente piastres; plus tard, nous dûmes payer ces mêmes animaux quatre fois plus cher; quant à ceux que nous fîmes venir de la Havane et de New-York, ils nous revinrent à des prix fabuleux. Sans doute, pour ne pas déplaire aux Anglais, nous laissâmes libres Matamoros. La guerre des États-Unis fit diriger tous les cotons du sud sur cette ville; les Anglais les embarquaient ensuite en payant aux autorités juaristes les droits de douane; ces droits s'élevaient à trois ou quatre cent mille francs environ par mois, et procuraient ainsi d'abondantes ressources au gouvernement avec lequel nous étions en guerre. Pourquoi ne pas profiter de cette situation pour notre propre compte? n'était-ce point notre droit et le devoir d'une bonne politique? Dans cette circonstance, nous avons fait preuve d'une ineptie remarquable ou d'un *Don Quichotisme* naïf, en faveur d'une puissance qui venait de nous abandonner.

Pour occuper Matamoros et les frontières du Rio-Grande, il aurait suffi d'un bataillon d'infanterie, de quelques pièces d'artillerie, de trois ou quatre officiers mexicains pour mettre le chef de l'expédition en rapport avec les principaux habitants de la ville, et de promettre à Vidaurri, alors gouverneur du Nuevo Léon, de lui conserver provisoirement la position qu'il s'était faite. Pour Tampico, il fallait opérer de la même manière, et nous eussions trouvé dans la personne du général D. Thomas Mejia un puissant auxiliaire. Les trois

bateaux à vapeur, portant le pavillon mexicain, mais appartenant au Texas, pouvaient être mis à notre disposition par l'entremise de M. Supervielle, et auraient suffi au transport de chacune de ces colonnes. Mais, lorsqu'on se décida à s'emparer d'Alvarado et de Tampico, il était trop tard, les mulets et les chevaux avaient disparu. A Tampico, on envoya un officier qui se voyait toujours attaqué par une armée de trois à quatre mille hommes. Cette armée n'existait que dans son imagination, mais le général en chef finit par ordonner l'évacuation de ce port. Ces trois ou quatre mille hommes, sous la forme de trois cents bandits, arrivèrent après notre départ de Tampico ; ils pendirent onze personnes qui s'étaient compromises pour l'intervention et rançonnèrent la ville. On comprendra facilement que, lorsque nous y retournâmes, notre réception fut moins enthousiaste que la première fois. Des faits semblables ont eu lieu maintes fois dans l'intérieur, jusqu'à notre retraite.

Mes correspondants du commencement de l'année 1863 se réjouissent d'une « bonne nouvelle ». Le 26 janvier, on écrivait d'Orizaba : « Enfin, nous avons ici de très heureux événements. M. de Saligny est chargé de la politique et M. Billard est tombé. » M. Gutierrez de Estrada écrivait aussi de Paris, le 14 février : « Je sais de *bonne* source que l'on a prévenu le général Forey que dans toutes les affaires politiques on suive exclusivement la direction de M. de Saligny, qui est le seul à les comprendre. L'intervention du commandant Billard dans cette branche importante cesse donc. » Les affaires de Juarez n'allaient guère bien. « Le 15, me dit une autre lettre datée d'Orizaba 22 février, le général D. Severo Castillo nous a envoyé un courrier de Mexico. Traconis, Parrodi, Parra, Prieto, etc., avaient voulu faire un pronunciamiento en faveur de Comonfort, mais il avorta par son impopularité. Traconis fut destitué, Parra relégué dans l'île de Cavallos, et les autres sont emprisonnés. A l'intérieur, Lozada occupe les environs de Guadalajara où se trouve Doblado; Mejia empêche les troupes démagogues de

quitter Queretaro. Le général Mirandol a battu Carvajal et Aureliano à S. Juan de los Llanos. » C'est à dire que les mêmes divisions intestines qui déchiraient la république lorsque les Américains avançaient sur Mexico, se renouvelaient pendant l'intervention française.

Le 15 avril, M. Gutierrez de Estrada écrivait de Paris au général Woll... « Ici l'on est toujours dans les mêmes bonnes dispositions, et pour preuve je dirai que *este señor*, » — l'Empereur, sans doute, — « dans une lettre de fin de mars, prévient le général Forey : — 1° que si, malgré ce qu'il a dit et répété, M. Billard persiste à se mêler, en quelque manière que ce soit, de la partie politique de l'expédition, il devra revenir s'incorporer dans son régiment, et qu'à son arrivée il lui manifestera son mécontentement; 2° que le même général assure à la nation, dans les termes les plus énergiques et les plus catégoriques, la permanence des troupes françaises pour tout le temps nécessaire à la consolidation d'un ordre de choses régulier et stable, afin que les Mexicains ne s'abstiennent pas, » ne soient pas passifs. — « Je puis, en outre, vous assurer, ajoutait-il le 15 mai, que c'est la volonté formelle de l'Empereur qu'on ouvre franchement les portes du pays au général Santa-Anna et à tous les Mexicains. A cette heure aussi solennelle et décisive, nous devons nous montrer unis et désintéressés. Vous êtes, heureusement, dans ces mêmes idées, et votre influence contribuera à les généraliser. — J. M. Gutierrez de Estrada. »

Le général Douay, parti au mois de décembre, avec une colonne d'avant-garde, se trouvait le 1er janvier à San Augustin del Palmar, lorsque le mouvement de concentration et la marche sur Puebla s'exécutèrent définitivement. Le gégéral Bazaine quitta alors Perote pour se réunir à la division Douay. Le général Forey partit enfin d'Orizaba vers le 23 février. Le 18 mars, la ville de Puebla était à peu près complétement investie, à l'ouest et au nord par la division Douay, au sud et à l'est par la division Bazaine. Le petit corps d'armée de Marquez, composé d'environ 2,500 hommes, assez

bien armés et bien équipés, campa à Manzanilla, non loin de la brigade de M. L'Heriller, devenu général, et de la légion d'honneur, petit corps de 300 officiers, sans emplois, commandés par le général Taboada. La cavalerie du colonel Peña occupait la route de Totimehuacan. Je crois inutile d'entrer dans les détails du siége de cette ville et de raconter les événements qui se passèrent dans les environs, à cette époque. L'impartialité me fait pourtant un devoir de dire que les Français comme les Mexicains sont unanimes à critiquer les lenteurs et la manière avec lesquelles on procéda pour prendre cette ville. Au lieu d'attaquer Puebla, comme on l'avait toujours fait, et comme l'expérience prouvait que c'était le moyen le plus expéditif et le meilleur, on suivit la méthode de ces médecins qui préfèrent tuer leurs malades en se conformant aux ordonnances de la faculté, plutôt que de les guérir en agissant selon les nécessités de la maladie. Lorsque nos soldats pénétraient dans les rues, ils recevaient des coups de fusil à droite, à gauche, devant et derrière eux. Cette manière de se battre déconcertait le général Forey qui s'imaginait ne trouver l'ennemi que devant lui.

Le 29 mars, le général Bazaine enleva le fort de Saint-Xavier et le général Douay prit le Pénitencier, cette dernière position nous donnait les clefs de la ville et nous permettait d'avancer jusque sur la place, centre de la défense; le général Forey la trouva périlleuse, ordonna la retraite et résolut de prendre la ville maison par maison. C'était nous faire tuer vingt fois plus de monde que dans un assaut et remettre la reddition de Puebla à la saison des pluies. « Le 28, m'écrivait un témoin oculaire, la quatrième parallèle, à cinquante mètres du Pénitencier et de Saint-Xavier était achevée; le 29, l'assaut fut donné sur ces deux points; l'ennemi laissa quatre cents cadavres, deux cents prisonniers et sept pièces d'artillerie — en notre pouvoir. — L'ennemi est très fort; il a de 20 à 25,000 hommes dans Puebla, et pour chefs Gonzalez Ortega » — Zaragoza était mort, — « Mendoza le

fou, — La Llave, Gillardi, Mejia » — le fils de celui qui fut fusillé par Santa-Anna, — « Berriozabal, Hinojosa, etc. Comonfort est à San Martin sur notre arrière-garde... Nos soldats sont impatients de donner l'assaut et très satisfaits de la manière dont les reçoivent les habitants de Puebla dans les maisons qu'ils prennent. On leur donne du chocolat et des renseignements sur les endroits où se trouvent les forces ennemies, ce qui les rend très contents. »

Les rapports des espions du quartier général des Mexicains nous apprennent que plusieurs Français détenteurs de biens ecclésiastiques s'étaient réunis en association pour amener la désertion dans nos rangs. Les proclamations des généraux Alatorre, Ortega et autres, écrites en français et lancées à profusion dans les villes, les villages et même sur les chemins par lesquels passaient nos soldats, ne réussirent, ainsi que l'association dont je viens de parler, qu'à tromper un très petit nombre de troupiers. Juarez fit mieux, il prit trois mille onces d'or, — 240,000 fr. — pour corrompre un commandant d'artillerie, mais il échoua complétement. Au mois de mars, il n'y avait dans la capitale que deux mille hommes de garde nationale. Presque toutes les troupes juaristes, ayant eu le temps de se concentrer, depuis les quinze mois que les alliés étaient débarqués à Vera-Cruz, se trouvaient à Puebla ou dans les environs. A Mexico, on s'attendait d'un moment à l'autre à un pronunciamiento en faveur de l'intervention, et le général Mejia, avec quinze cents cavaliers, occupait S. Juan del Rio, entre la capitale et Queretaro.

Un mois après le commencement du siége, le colonel Gonzalez, qu'on a vu remplir les fonctions de sous-secrétaire d'État dans le gouvernement provisoire du plan d'Orizaba, écrivait à l'un de ses compagnons d'arme. — « Voilà un mois que nous sommes en face de Puebla, et l'on a pris seulement le Pénitencier, Saint-Xavier et le Parral. Puebla n'est pas en notre pouvoir parce qu'on ne veut pas attaquer, » — donner l'assaut. — « Nous ne faisons que manger, boire

et dormir. La troupe est désespérée. Il y a eu des moments, comme lors de la prise du Pénitencier, qu'on eût pu prendre la place; mais, au contraire, on a retenu l'impulsion des troupes, et commandé la retraite. Comonfort est à San Martin; c'est très facile de le mettre en déroute, mais on ne le fait pas: lui, de son côté, ne nous moleste guère. C'est par force que le général Almonte a obtenu qu'on occupât Cholula et Atlixco. A ce dernier point se trouvait Carvajal avec sept cents hommes; il se sauva en toute hâte, en apprenant l'arrivée de nos soldats; il passa à Matamoros qu'il a saccagé, après avoir violé les femmes et jusqu'à de petites filles; puis, il rejoignit Comonfort qui lui donna deux mille hommes pour retourner à Atlixco et attaquer nos troupes, mais cela lui réussit très mal, car il a été battu, et a perdu cinq cents hommes blessés ou tués, et deux cents prisonniers. »

En effet, nous avions trente mille hommes, et nous agissions avec une prudence inqualifiable. Les assiégés faisaient des sorties, Comonfort venait se promener aux environs de notre camp, et nous ne bougions guère. C'est ce qui fit écrire à M. de Morny, par le général X. cette lettre dans laquelle on lisait la phrase suivante : « Les Mexicains agissent envers nous, comme des canards qui mordraient le fusil des chasseurs. Avec la moitié de notre effectif nous pourrions anéantir les troupes mexicaines, mais comme nous n'osons pas bouger, ce seront les troupes mexicaines qui nous anéantiront. »

Cependant, le général Forey, reconnaissant, après l'assaut infructueux de Santa-Inez, qu'il faudrait beaucoup trop de temps pour s'emparer de la ville, maison par maison, renonça à son premier plan. Le 6 mai, Comonfort descendit des hauteurs de San Lorenzo, à la tête de huit mille hommes environ et attaqua les avant-postes du général Marquez, mais il fut repoussé par nos troupes venues au secours de nos alliés. Le lendemain, Comonfort paraissant vouloir se retrancher fortement sur le plateau de San Lorenzo, le général Bazaine fut chargé de le déloger; il enleva la position

à la baïonnette, après une marche de nuit et une résistance acharnée. Notre artillerie mitrailla l'armée mexicaine; la cavalerie du général Mirandol et celle de Marquez la poursuivirent pendant longtemps. Comonfort s'échappa, laissant huit ou neuf cents hommes tués ou blessés sur le champ de bataille. Mille prisonniers, huit canons, trois drapeaux, onze fanions, la plus grande partie d'un convoi destiné au ravitaillement de Puebla et quantité de munitions restèrent en notre pouvoir.

Comonfort n'avait plus d'armée; sa défaite jeta la consternation dans la garnison de Puebla; elle demanda à capituler le 16. Pendant la nuit, elle détruisit une partie de son armement. Le 17 mai au matin, le 1er bataillon de chasseurs à pied prit possession de la place. Le 19, le général en chef fit son entrée solennelle dans Puebla. Nos troupes furent accueillies en libératrices par la population. Parmi les généraux mexicains qui devinrent nos prisonniers, on comptait Ortega, Mendoza, devenu préfet politique de Mexico sous l'empereur Maximilien, Paz, Garcia Berriozabal, Prieto, Antillon, Lamadrid, également devenu impérialiste, Alatorre, Pinzon, Patoni, le boucher du nord, Osorio, La Llave, Escobedo, le bourreau de l'empereur, Huerta, Ignacio Mejia, Mora, Hinojosa et Porfirio Diaz. Ortega, La Llave, Diaz, Antillon et Berriozabal s'échappèrent, malgré leur parole donnée de rester nos prisonniers. La Llave fut assassiné par son escorte pour le voler. Nous traitions ces individus comme des généraux européens; si nous les eussions mieux connus, nous nous serions évité plus tard bien des ennuis.

Ortega, bateleur dans sa jeunesse, puis voleur, mis en prison à Zacatecas pour ses méfaits, devint le coryphée de la populace qui le fit député du congrès particulier de la province. Il poussa à l'assassinat du général Manero qu'il avait promis de sauver, et se fit nommer gouverneur de Zacatecas, au moyen d'une révolution suscitée par lui contre son prédécesseur. Il se fit lui-même général, et, quoique déclamant sans cesse contre le luxe militaire, il portait ordinairement

un uniforme surchargé de broderies. On n'a pas oublié qu'en 1859, il enleva les fonts baptismaux en argent, de Zacatecas et les fit fondre à Fresnillo, mais ce qu'on ignore sans doute c'est que dans les environs de Puebla comme dans le district de Zacatecas, il fit faire maintes razzias en chevaux, mules, fourrages et approvisionnements divers, sous prétexte de les soustraire aux Français et qu'il nous faisait revendre ensuite pour son propre compte.

Francisco Lamadrid était un soldat sans instruction, mais hâbleur; il dut son avancement dans l'armée à ses fréquentes défections.

Patoni n'a jamais servi que dans les rangs des révolutionnaires; il fut gouverneur de Durango où ses exactions et ses assassinats le rendirent redoutable.

Escobedo est un ancien muletier indien sans valeur, mais astucieux, ambitieux, parvenu, par ses intrigues, à s'emparer du gouvernement de S. Luis Potosi. Il a été nommé général, bien plus par lui-même que par Juarez.

Felipe Berriozabal, capitaine de garde nationale en 1858, fut nommé général de brigade par Juarez, en récompense de ses opinions exaltées. Fait prisonnier par Miramon à Toluca, il ne dut la vie qu'à l'intervention de M. de Saligny.

Porfirio Diaz n'appartenait pas à l'armée; l'exaltation de ses idées et son amitié pour Juarez l'ont seuls élevé au rang de général des troupes juaristes. Il est brave et très audacieux.

Ignacio Mejia, conducteur et propriétaire de mules doit ses épaulettes à son influence sur la populace de Oajaca et à la protection de Juarez. Il n'a aucune valeur et aucune instruction.

Luciano Prieto est un militaire qui a obtenu tout son avancement dans l'armée régulière. Il dut le grade de général à l'influence du général Robles et finit par s'unir aux assassins de son protecteur.

Tels sont les principaux généraux que nous fîmes prisonniers à Puebla. On sait qu'après la prise de cette ville, les alliés

restèrent encore quelques jours dans cette place, avant de se décider à marcher sur la capitale. Le général Forey finit par commander la marche en avant. Marquez arriva le 1er juin à Ayotla; le général Bazaine entra dans Mexico, évacuée par Juarez, le 7 juin. Le 10 du même mois et non pas au mois de juillet comme le dit M. Kératry, le général Forey fit son entrée solennelle dans la capitale du Mexique, au milieu des acclamations de la foule. Les généraux Almonte, Marquez et tous les chefs mexicains reçurent, comme les officiers français, leur tribut de fleurs et d'acclamations. Grâce à la diplomatie du général Prim et aux fautes de nos chefs d'armée, nous avions mis dix-sept mois pour arriver à Mexico, où nous aurions dû être à la fin de janvier 1862!

Le 30 juin 1863, M. Gutierrez de Estrada annonçait dans les termes suivants, au général Woll, l'impression produite en Europe par la prise de Puebla qui nous ouvrait les portes de Mexico : « La reddition de cette place, avec toutes les circonstances qui l'ont signalée, a produit un effet immense dans toute l'Europe, et particulièrement en France, comme c'est naturel. La joie de l'empereur est supérieure, dit-on, à celle que lui produisit la prise de Sébastopol, ce qui est une preuve de plus du grand intérêt que Sa Majesté prend à cette expédition et dont nous n'avons jamais douté.

« Nous attendons tous maintenant la deuxième partie du drame militaire, bien facile à prévoir, une fois Puebla rendue. Alors s'ouvrira la scène politique et commenceront les difficultés d'un autre genre qui ne seront pas les moins transcendantes ni les moins graves, le résultat final devant dépendre, en grande partie, des premiers pas. Vos observations et votre influence pourront beaucoup servir dans cette affaire. — J. M. Gutierrez de Estrada. » —

Le 11 juin, le général Forey fit afficher sur les murs de Mexico une proclamation adressée aux Mexicains. Voici les principaux passages de ce programme politique sagement inspiré. . . . .

« Après la chute de Puebla, nous allions marcher sur la

capitale qui, disait-on, se préparait à une sérieuse résistance... Mais Dieu n'a pas permis une nouvelle effusion de sang, et le gouvernement, qui savait très bien qu'il ne pouvait s'appuyer sur le peuple de cette capitale, n'a pas osé nous attendre derrière ses remparts; il s'est enfui honteusement, laissant cette grande et belle cité à elle-même. S'il doutait encore de la réprobation générale dont il était l'objet, la journée du 10 juin 1863, qui appartient désormais à l'histoire, doit lui enlever toute illusion et lui faire sentir son impuissance à conserver les débris d'un pouvoir dont il a fait un si déplorable usage.

« La question militaire est donc jugée.

« Reste la question politique.

« La solution, Mexicains, dépend de vous. Soyez unis dans des sentiments de fraternité, de concorde, de véritable patriotisme; que tous les honnêtes gens, les citoyens modérés de toutes les opinions se confondent en un seul parti, celui de l'ordre; n'ayez pas pour but mesquin et peu digne de vous la victoire d'un parti sur un autre; voyez les choses de plus haut.

« Abandonnez ces dénominations de libéraux, de réactionnaires qui ne font qu'engendrer la haine, que perpétuer l'esprit de vengeance, qu'exciter enfin toutes les mauvaises passions du cœur humain. Proposez-vous avant tout d'être Mexicains et de vous constituer en une nation unie, forte, par conséquent grande, parce que vous avez tous les éléments nécessaires pour cela.

« C'est à quoi nous venons vous aider; et nous arriverons ensemble à créer un ordre de choses durable si, comprenant les vrais intérêts de votre pays, vous entrez résolûment dans les intentions de l'empereur que je suis chargé de vous exposer.

« Ainsi à l'avenir il ne sera plus exigé aucune contribution forcée, ni réquisition de quelque nature et sous quelque prétexte que ce soit; il ne sera commis aucune exaction sans que leurs auteurs ne soient punis.

« Les propriétés des citoyens, ainsi que leurs personnes, seront placées sous la sauvegarde des lois et des mandataires du gouvernement.

« Les propriétaires des biens nationaux, acquis régulièrement et conformément à la loi, ne seront nullement inquiétés et resteront en possession de ces biens; les ventes frauduleuses pourront être l'objet d'une révision.

« La presse sera libre, mais réglementée d'après le système des avertissements établi en France : deux avertissements entraînent la suppression du journal.

« L'armée sera soumise à une loi de recrutement modéré, qui mettra fin à cette odieuse habitude de prendre de force et d'arracher à leur famille les Indiens et les laboureurs, cette intéressante classe de la population, que l'on jette dans les rangs de l'armée la corde au cou, et qui ne peuvent que donner ce triste spectacle de soldats sans patriotisme, sans la religion du drapeau, toujours prêts à déserter ou à quitter un chef pour un autre, et cela se conçoit, par cela seul qu'il n'y a point au Mexique d'armée nationale, mais des bandes aux ordres de chefs ambitieux qui se disputent le pouvoir, dont ils ne se servent que pour détruire de fond en comble les ressources du pays, en s'emparant des richesses d'autrui.

« Les impôts seront réglés comme dans les pays civilisés, de manière que les charges pèsent sur tous les citoyens proportionnellement à leur fortune, et l'on recherchera s'il ne convient pas de supprimer certains droits de consommation, plutôt vexatoires qu'utiles, et qui frappent principalement les producteurs les plus pauvres de la campagne.

« Tous les agents qui ont le maniement de la fortune publique seront convenablement rétribués, mais ceux qui n'exerceront pas leur emploi avec la probité et la délicatesse que l'État est en droit d'exiger d'eux seront remplacés, indépendamment des peines qu'ils auront pu encourir pour malversation.

« La religion catholique sera protégée, et les évêques

seront rappelés dans leurs diocèses. Je crois que l'Empereur verrait avec plaisir qu'il fût possible au gouvernement de proclamer la liberté des cultes, ce grand principe des sociétés modernes.

« Des mesures énergiques seront prises pour réprimer le brigandage, cette plaie du Mexique, qui en fait un pays à part dans le monde et paralyse tout commerce, toute entreprise d'utilité publique et privée qui, pour prospérer, ont besoin de sécurité.

« Les tribunaux seront organisés de manière à ce que la justice soit rendue avec intégrité et qu'elle ne soit plus le prix du plus offrant et dernier enchérisseur. »

Tel était le programme de l'intervention, et s'il avait été poursuivi activement, jusqu'à sa réalisation, si l'on eût continué la politique nationale, conseillée par l'empereur Napoléon, le Mexique serait déjà constitué en une puissance riche, prospère et forte. En Europe, on a jeté gratuitement beaucoup de doutes sur la généralité et la sincérité des adhésions mexicaines à l'intervention française et au gouvernement issu de notre entrée dans Mexico. Les journalistes, les publicistes les moins compétents et les moins renseignés, ne cherchant point à faire de l'histoire, mais des articles d'opposition ou des brochures fantaisistes, ont induit en erreur l'opinion publique sur les faits, les dates, les causes et l'esprit des événements qui se passaient au Mexique. Sur cette question, comme sur celle du traité de Mac-Lane, l'opinion publique s'est manifestée dans tout le Mexique par de nombreux articles de journaux et des brochures publiés en 1863, et dont je me suis procuré une certaine quantité. La conversation de M. Echaverria reproduite par la dépêche de M. Wyke, que l'on connaît déjà; une lettre de M. Zamacona, autre ministre de Juarez, et que je publierai plus loin, prouvent que les libéraux comme les conservateurs étaient unanimes à reconnaître l'exactitude de la situation telle que l'a dépeint le *Venacruzano*, à cette époque.

Voici les principaux extraits de ce que disait ce journal à propos du gouvernement de Juarez.

« La pression tyrannique que le gouvernement mexicain cherche à exercer même sur les consciences des habitants me fait recourir à votre feuille pour faire connaître nos trop justes doléances. Grâce à ce despotisme atroce, nos oppresseurs ont pu, sans réclamation possible de notre part, dire que les gouvernements européens ont été indignement trompés par ceux qui ont peint nos souffrances ; que la république est parfaitement constituée et dans la voie d'un véritable progrès, tant moral que matériel ; que les Mexicains chérissent le système politique qui les régit ; que l'intervention étrangère leur est antipathique et que d'une extrémité du territoire à l'autre, on se prépare avec enthousiasme, à repousser les envahisseurs.

« ... Telles sont les fables qu'on a imaginées pour tromper les hommes éclairés de l'Europe et pour fausser l'opinion publique sur les affaires du Mexique. Je me propose de dévoiler toutes ces supercheries en exposant les faits tels qu'ils sont et tels qu'ils apparaîtront aux yeux des soldats de l'armée d'occupation le jour heureux où, arrivés à Mexico, ils pourront juger des hommes et des choses d'après leur propre expérience, et non d'après des rapports aussi inexacts que passionnés.

« Au moment même où les soldats de Juarez, après avoir renversé le gouvernement de Miramon, prenaient possession de Mexico, l'assassinat de l'éditeur du journal *Diario de Avisos*, l'ennemi politique des vainqueurs, inaugura le système des démagogues en ce qui concerne la liberté de la presse. » Suivent d'autres faits de ce genre contre les journalistes indépendants.

« Néanmoins, ce système de terreur ne suffisait pas à nos despotes... La nouvelle de la convention de Londres et les premières mesures prises par la France, l'Angleterre et l'Espagne, alarmèrent le parti libéral. Mais avant de réunir ses troupes pour résister aux étrangers, Juarez crut devoir

pourvoir à sa propre sûreté et, à cet effet, il promulgua un décret contre les *traîtres*. Ce décret, appelé ironiquement *loi mortuaire*, punit de mort non seulement tous ceux qui, par des faits, des paroles ou des pensées, prêtent aide et assistance à l'intervention, mais encore ceux qui diffèrent des opinions de M. Juarez. Il ne faut pas croire que des mesures aussi exagérées soient restées lettre morte. On les a déjà mises à exécution, ainsi que le prouvent les nombreuses exécutions capitales et les fusillades innombrables. Le ministre Doblado s'est vanté d'avoir envoyé à l'échafaud, dans l'État de Guanajuato, dont il était gouverneur pendant un peu plus d'une année, environ 1,500 traîtres réactionnaires. » — Le chiffre exact des personnes fusillées par ordre de M. Doblado, pour leurs opinions politiques, se monte à *dix-sept cents!* . . . .

« Il importe ici de faire remarquer que ces mêmes hommes qui ont promulgué le décret contre les traîtres, sont les mêmes qui, à l'époque de l'invasion par l'armée des États-Unis, ont fraternisé avec les Américains qui venaient d'humilier notre drapeau ; que ce sont les mêmes hommes qui, alors, portaient dans les banquets des toasts aux Américains, en exprimant le vœu d'une prompte annexion aux États-Unis, qui ont signé le traité Mac-Lane... Au Mexique, tout le monde, sans exception, est fermement persuadé que la république ne peut être sauvée sans une intervention étrangère. »

« Depuis deux longues années, Juarez a épuisé ce qui restait de fonds au trésor pour s'enrichir; la rente publique n'existe actuellement que de nom, et malgré les exactions et les violences on ne peut plus trouver d'argent.

«.... A peine le corps législatif eut-il voté — la constitution de 1857 — qu'il se trouva aussitôt forcé d'accorder des pouvoirs extraordinaires à Comonfort. On n'ignore pas que « pouvoirs extraordinaires » veut dire suspension des lois constitutionnelles, suspension des garanties prescrites par le code, suspension enfin du régime normal au profit de

l'arbitraire et de la tyrannie d'un dictateur... Les libéraux ont *la faiblesse de pencher vers le despotisme*... Les démocrates ne veulent ou ne peuvent gouverner au Mexique avec les entraves que leur impose la volonté du peuple . . . . . .

« La révolution progressiste triompha par l'entrée de Gonzalez Ortega à Mexico, et, cependant, les lois exceptionnelles furent maintenues... Pourtant on parvint à réunir un congrès; mais la législature abdiqua en faveur du pouvoir exécutif qui s'empressa de suspendre toutes les garanties assurées aux citoyens par le code... Tel est l'état actuel des choses... La charte de 1857 n'a jamais été mise en vigueur, même par ceux qui s'en sont déclarés les partisans les plus dévoués... » D'après la constitution, les juges et les magistrats sont élus par les habitants du pays au scrutin. Leur traitement est très minime, et, comme les parties ne doivent payer ni frais ni dépens, il en résulte que leur position est très malheureuse... Actuellement, c'est le gouvernement qui nomme les juges et les magistrats, choisis pour la plupart parmi ses partisans, tous d'une ignorance et d'une nullité complètes; de sorte qu'aujourd'hui les plaideurs préfèrent recourir aux arbitres... Les tribunaux sont tombés si bas dans l'opinion publique que les seules causes dont ils sont saisis aujourd'hui sont celles des adjudicataires des biens du clergé . . . .

« Le résultat nécessaire d'un pareil état de démoralisation est l'insécurité personnelle. Les innombrables déserteurs de l'armée, les voleurs qui, sous le nom de victimes politiques, pillent les communes et les villages; les brigands de profession, les vagabonds sans feu ni lieu, les artisans sans travail, les mendiants et les gens sans aveu encombrent la voie publique. En outre, par une circulaire bien connue, le gouvernement ayant déclaré biens de l'État les biens des particuliers, ordonne et dirige des expéditions nocturnes pour dépouiller les habitants de leurs biens ou les priver de leur liberté en les jetant en prison, où ils se trouvent exposés à mourir de faim. . . . .

« L'administration de la guerre ne nous présente pas un tableau plus rassurant. » Suivent les détails sur la démoralisation et les crimes commis par les officiers supérieurs. « Il va sans dire que les simples soldats ne sont pas plus dignes de notre estime. On les a ramassés dans les bagnes, dans les carrefours et parmi la lie de la populace; il n'y a donc pas lieu de s'étonner des excès qu'ils commettent au préjudice de la partie honnête de la société.

« Les célibataires, les hommes mariés, les pères de famille, les domestiques, les jeunes gens, les vieillards, et même les malades, n'ont qu'une seule pensée : celle de se soustraire aux violences de cette soldatesque effrénée, qui les jette en prison s'ils ne veulent se soumettre aux exactions les plus éhontées. Une fois en prison, il n'y a plus qu'un moyen d'en sortir; payer une forte rançon à l'officier supérieur commandant la place. Quant au moyen de recrutement de l'armée, il me suffira de raconter la manière dont le général Huerta, gouverneur de Morelia, a procédé à la conscription. Ayant reconnu que les mesures prescrites par la loi avaient été inefficaces pour fournir le nombre d'hommes voulu, il fit parcourir les rues à minuit par une patrouille, musique en tête. Cette démarche extraordinaire attira nécessairement une grande foule, dans laquelle des détachements de soldats prirent tous les hommes valides, les conduisirent en prison jusqu'au lendemain où ils furent enrôlé de force. Dans une autre circonstance, il donna gratuitement un combat de taureaux; puis, quand tout le monde fut assemblé, il fit saisir par ses soldats tous les jeunes gens pour en faire des militaires, et tous les citoyens aisés pour en exiger des sommes plus ou moins fortes, destinées à vêtir ses troupes. » Ces faits se sont renouvelés plusieurs fois dans différentes parties de la république. Ce système des levées forcées s'appliquaient souvent de la manière la plus bizarre et toujours d'une manière odieuse, même sous d'autres gouvernements que celui de Juarez.

« ... Les soldats sont réduits à l'état de mendiants, sans

solde, sans rations, sans vêtements; misérables au dernier degré, ils présentent le plus odieux contraste avec leurs officiers supérieurs, qui, chamarrés d'or et d'argent, vivent dans le luxe le plus insolent . . . .

« Le gouvernement actuel, à en juger par les derniers événements, devrait se trouver dans une situation satisfaisante pour ce qui concerne ses ressources pécuniaires. Il a perçu jusqu'à l'occupation de Vera-Crux par les Espagnols le produit des douanes des deux mers; il dispose de tous les revenus de l'intérieur; il est maître de tous les biens du clergé s'élevant à la somme fabuleuse de cent millions de piastres; il s'est approprié, en outre, les biens et les capitaux appartenant à l'instruction publique et aux établissements de bienfaisance; il a décrété une suspension générale de tous les paiements, même de ceux stipulés par les conventions, de sorte que les dépôts entrent dans le trésor de la nation; la mémoire nous manque pour énumérer les impôts et contributions qu'il a créés, et qu'il fait payer par anticipation en menaçant de la prison et de l'exil les récalcitrants; il dispose à son gré des terrains vagues et des mines abandonnées, et pour combler la mesure il a déclaré biens nationaux tous les biens particuliers... Un peu plus d'une année a suffi pour dissiper d'aussi immenses ressources, sans qu'un seul instant les auteurs d'un gaspillage aussi inqualifiable aient eu en vue le bien public. Orphelins et pensionnaires, employés et militaires, tous sont réduits à la mendicité. Si au moins ils avaient l'espoir de trouver un refuge dans un de ces nombreux hospices que la charité chrétienne a consacrés aux malheureux! Mais les ressources des établissements pieux ont été engouffrées par la caisse sans fond du trésor, et les édifices convertis en hôtels ou distribués en lots pour satisfaire au luxe d'infâmes spéculateurs.

« Tel est l'état des choses auquel viennent se joindre les innombrables maux dont j'ai parlé et qui forment, pour ainsi dire, le fond du tableau de nos prospérités. Il est inutile d'ajouter que par suite de ces circonstances le commerce est

paralysé, l'industrie en décadence, que l'agriculture est ruinée et manque de bras, que toutes les professions chôment, que débiteurs et créanciers sont en état de faillite; à tout cela vient se joindre le manque des objets de première nécessité, la cherté des prix; en un mot tout est ruine et désolation... »

A ces causes déjà si puissantes pour faire désirer un nouveau gouvernement, je dois ajouter d'autres faits omis pour ne point interrompre ma narration. Dès le commencement de 1862, les dix principaux États du Mexique furent mis en état de siége; puis vinrent les réclamations du ministre de Prusse, M. Wagner, contre l'impôt forcé de 2 °/₀ sur les capitaux; la saisie des capitaux destinés par legs aux établissements pieux, l'anticipation des contributions, la suspension des garanties individuelles, le subside extraordinaire de guerre, le doublement des droits et des impôts, la contribution forcée de 500 francs par personne pour réunir la somme de 4 millions, les contributions extraordinaires sur les propriétés urbaines, la suppression des chapitres ecclésiastiques et la défense de porter l'habit ecclésiastique, le travail forcé aux fortifications de Mexico pour tous les hommes de seize à soixante ans, sauf à payer trois réaux par jour pour se faire exempter, la protestation de M. Wagner contre l'impôt de 1 °/₀ sur les meubles et immeubles décrété le 12 septembre, l'expulsion des Français de Mexico, le nouveau subside de guerre de 762,000 francs, l'impôt de 1 °/₀ par mois et d'un quart les autres mois sur tous les capitaux au dessus de vingt-cinq piastres, la vente des communautés religieuses de Puebla et la défense aux religieuses de se réunir dans des maisons particulières, l'élévation de 10 °/₀ des droits d'essai et autres sur l'argent, la vente des biens des personnes soupçonnées de favoriser l'intervention, l'impôt forcé de 1 °/₀ sur les capitaux de mille piastres et au dessus, l'élévation du droit de timbre et l'impôt de 1 °/₀ sur toutes les factures et écritures publiques ou privées, la suppression des communautés religieuses dans toute la répu-

blique, la retraite du ministre de Prusse, enfin le 30 mai 1863, la dissolution du gouvernement de Juarez et sa fuite vers San Luis Potosi.

Comprend-on maintenant pourquoi le gouvernement de Juarez était exécré partout où s'étendait sa lourde tyrannie et sa soif insatiable d'or, et pourquoi l'intervention fut franchement accueillie avec enthousiasme? Pouvait-il en être autrement?

Les écrivains qui ont fait de la politique de parti auraient bien dû étudier l'histoire du Mexique avant de la dénaturer d'une manière aussi absurde, pour dénigrer le gouvernement français et donner de ridicules louanges à Juarez, dont on ne connaissait aucun de ses actes.

A peine Juarez fut-il parti de Mexico, qu'un mouvement en faveur de l'intervention éclata le 1er juin dans la capitale. Le général D. Bruno Aguilar en était le chef; il envoya au général Forey un acte, couvert de mille signatures, demandant la convocation d'une assemblée de notables, dans laquelle se trouveraient réunis des représentants de toutes les classes de la société pour nommer un gouvernement provisoire, d'accord avec le général Almonte. En attendant l'arrivée des troupes françaises, les étrangers s'armèrent pour maintenir l'ordre, et le général D. Mariano Salas fut chargé du commandement politique et militaire de la place. Il n'eut qu'à préparer la fête du 10 juin, en l'honneur de l'entrée solennelle du général Forey et de ses alliés. Le 16 juin, le commandant en chef le corps expéditionnaire, lança le décret suivant :

« Considérant qu'il est urgent d'organiser les pouvoirs publics qui doivent remplacer l'intervention dans la direction des affaires du Mexique;

« D'après les informations du ministre de l'empereur, je décrète ce qui suit :

Art. 1er. Un décret spécial, présenté par le ministre de l'empereur, désignera trente-cinq citoyens mexicains qui formeront un conseil supérieur de gouvernement.

Art. 2. Ce conseil se réunira dans le local qui lui sera désigné, deux jours après le décret de sa nomination.

Art. 3. La séance d'installation sera présidée par le plus ancien d'âge, assisté des deux membres les plus jeunes en qualité de secrétaires.

Art. 4. Le conseil supérieur procédera, dans cette première séance, à la nomination du président et de ses secrétaires. L'élection ne sera valide que lorsque les candidats élus auront obtenu la moitié, plus un des votes donnés.

Art. 5. L'installation des dignitaires élus aura lieu dans la même séance.

Art. 6. Le conseil procédera ensuite à la nomination de trois citoyens mexicains, qui seront chargés du pouvoir exécutif et de deux suppléants pour ces hautes fonctions. L'élection ne sera valide que lorsque les candidats auront obtenu la moitié, plus un des votes donnés.

Art. 7. Aussitôt que les membres du pouvoir exécutif seront élus, ils recevront la direction des affaires du Mexique.

Art. 8. Le conseil supérieur désignera les honoraires que doivent recevoir les membres du gouvernement provisoire.

Art. 9.... Il sera convoqué en assemblée générale par son président, pour traiter les affaires les plus importantes, quand le demandera le pouvoir exécutif.

Art. 10. Le conseil supérieur s'adjoindra pour former l'assemblée des notables, 215 membres choisis parmi les citoyens mexicains, sans distinction de rang ni de classe.

Art. 11. Pour appartenir à l'assemblée des notables, il sera nécessaire d'avoir vingt-cinq ans accomplis et de n'être point inhabile pour aucune faute politique ou civile.

Art. 12. Les réunions de l'assemblée des notables s'effectueront immédiatement après la constitution de ce corps.

Art. 13. La première séance sera destinée à l'élection du président et de deux secrétaires qui seront installés immédiatement par le bureau provisoire, composé du plus ancien d'âge et des deux membres les plus jeunes.

Art. 14. L'assemblée des notables s'occupera avant tout de la forme du gouvernement définitif du Mexique.

Le vote sur cette question devra réunir au moins les deux tiers des suffrages exprimés.

Art. 15. Dans le cas où cette majorité de deux tiers ne serait pas obtenue, après trois jours de scrutin, le pouvoir exécutif dissoudra l'assemblée des notables, et le conseil supérieur procédera, sans délai, à la formation d'une nouvelle assemblée.

Art. 16. Les membres de l'assemblée précédente pourront être réélus.

Art. 17. L'assemblée des notables, après avoir déterminé la forme du gouvernement définitif, s'occupera des questions qui lui seront présentées par le pouvoir exécutif.

Art. 18. Les secrétaires du conseil supérieur et de ses diverses sections, ainsi que ceux de l'assemblée des notables, rédigeront le procès-verbal des séances; ils signeront, avec les présidents, les résolutions votées par ces corps, qui se transmettront au pouvoir exécutif.

Art. 19. Les séances du conseil supérieur et de ses sections, de même que celles de l'assemblée des notables ne seront pas publiques. Les actes officiels pourront être publiés dans les journaux, toutes les fois qu'ils leur seront remis par les secrétaires avec l'autorisation des présidents respectifs.

Art. 20. Les membres du conseil supérieur et ceux de l'assemblée des notables n'auront aucun honoraire.

Art. 21. Les membres du pouvoir exécutif se partageront les six ministères; ils nommeront individuellement leurs employés pour toutes les fonctions dépendant de leurs ministères respectifs; ils auront aussi la faculté de les destituer.

Art. 22. Le pouvoir exécutif recevra, pour être promulguées comme décrets, les résolutions de l'assemblée des notables. Il aura le droit de *veto* absolu sur ces résolutions. Les projets de loi préparés par le conseil supérieur se transmettront par son canal à l'assemblée des notables.

Art. 23. Les fonctions du pouvoir exécutif cesseront dès le moment de l'installation du gouvernement définitif, proclamé par l'assemblée des notables.

Art. 24. Le ministre de l'empereur reste chargé de l'exécution du présent décret qui sera inséré dans le *Bulletin des actes officiels de l'intervention.*

« Donné à Mexico, le 16 juin 1863. Le général de division, sénateur, commandant en chef le corps expéditionnaire au Mexique, — Forey. »

Le 18 juin, les trente-cinq membres du conseil supérieur furent nommés. Leur installation eut lieu le 22 juin. Le pouvoir exécutif élu par ce conseil se composait du général D. Juan N. Almonte, de Mgr D. Pelagio Antonio de Labastida, archevêque de Mexico, et du général de division D. Mariano Salas. Le premier suppléant était D. Juan B. de Ormaechea, évêque élu de Tulancingo, et le second, D. Ignacio Pavon, président de la suprême cour de justice.

Ce triumvirat était une combinaison fâcheuse, mais nécessaire alors. Il parut utile de faire représenter le clergé au gouvernement provisoire, pour rassurer les masses vis-à-vis de l'intervention française. La France passant aux yeux des populations d'origine espagnole, trop libérale en politique et pas assez catholique en religion, la nomination de monseigneur Labastida devenait, pour le peuple mexicain, une garantie de notre respect pour sa foi religieuse. Le général Salas, ancien président, homme très honorable et très respecté, représentait le parti militaire. Le général Almonte, qu'on pourrait appeler le Monck du Mexique, représentant la politique libérale, intelligente et conciliatrice de la France, servait de trait d'union entre les partis. Cette combinaison était donc fort sage en apparence, mais elle ne répondit pas à ce qu'on avait espéré.

Le 27 juin, le triumvirat nomma des sous-secrétaires d'État pour composer son ministère. D. J. M. Arroyo fut chargé des affaires étrangères ; D. Josè Ignacio Anievas eut le portefeuille de l'intérieur; D. Felipe Raygosa, celui de la

justice, des cultes et de l'instruction publique; D. Josè Salazar Ilarregui, celui des travaux publics; D. Juan de Peza, celui de la guerre et de la marine, et D. Martin de Castillo y Cos, celui des finances.

Deux jours après la nomination officielle des ministres, le pouvoir exécutif publia, sous forme de décret, la liste des notables élus par le conseil supérieur. Les deux tiers de ces notables étaient des propriétaires; l'armée, l'Église, la diplomatie, la magistrature, le barreau, le commerce et l'industrie fournissait l'autre tiers, dans lequel on voyait d'anciens employés de toutes les branches de l'administration, d'anciens fonctionnaires, des professeurs de science et des arts libéraux, un lithographe, un ingénieur, un tisserand, deux cordonniers, deux peintres et deux orfévres. Ces deux cents quinze représentants de la nation appartenaient à toutes les provinces du Mexique. Celle de Mexico fournit 75 membres; celle de Vera-Cruz, 22; celle de Puebla, 16; celle du Jalisco, 14; celle de Queretaro, 13; celle de Guanajuato 9; celle de Oajaca, 8; celle de Michoacan, 6; celle de Durango, 6; celle d'Aguas Calientes, 6; celle de Zacatecas, 5; celle de San-Luis Potosi, 5; celle de Tlaxcala, 5; celle de la Sonora, 4; celle du Sinaloa, 4; celle du Tamaulipas, 3; celle du Yucatan, 3; celle de Chiapas, 3; celle du Nuevo Leon, 3; celle de Tabasco, 2; celle du Chihuahua, 2 et celle de la Basse-Californie, 1.

A la réunion préparatoire qui eut lieu le 7 juillet, trente-quatre membres firent défaut, pour cause de maladie, d'affaires ou de refus de faire partie de l'assemblée. Les membres qui refusèrent étaient au nombre de sept; je les cite parce qu'on les verra plus tard servir ou conspirer contre l'empire, ce sont : MM. Luis Cuevas, Fonseca, Morales, Olloqui, Orozco y Berra, Fernando Ramirez et Rio de la Loza. Le 8 juillet, jour de l'installation solennelle de cette assemblée, D. Teodosio Lares, président; D. Josè Maria Andrade et D. Alejandro Arango y Escandon, secrétaire du conseil supérieur, furent nommés dans ces mêmes quali-

tés à l'assemblée des notables. A cette séance l'assemblée nomma pareillement une commission composée de MM. Ignacio Aguilar y Marocho, Joaquin Velazquez de Leon, le général D. Santiago Blanco, Cayetano Orozco et D. Teofilo Marin pour statuer sur la forme du gouvernement qu'on adopterait pour le Mexique.

Le 10 juillet, cette commission lut à l'assemblée un rapport, par lequel elle concluait en faveur de la monarchie. Ce rapport commence par une historique abrégé de toutes les révolutions qui ont bouleversé de fond en comble le Mexique, ruiné, démembré le pays et démoralisé ses habitants; il s'étend sur les causes et les conséquences de ces révolutions; démontre que depuis le curé Hidalgo, c'est à dire depuis 1810, le parti monarchique s'est toujours montré, toujours révélé, et qu'en différentes circonstances les monarchistes faillirent réussir à changer la forme d'un gouvernement qui avait amené la ruine de la patrie et qui était si opposé aux mœurs, aux coutumes, aux goûts de la nation et les remplacer par la monarchie à laquelle était habitué le peuple mexicain depuis des siècles. Voici les conclusions de ce rapport :

« Résumant donc brièvement ce qui vient d'être exposé, la commission croit avoir démontré de la manière la plus satisfaisante :

« 1° Que le système républicain, soit sous la forme fédérative, soit sous celle de la plus énergique centralisation du pouvoir, a été depuis l'époque où il a été mis en pratique la source de tous les maux de notre patrie, et que le bon sens et l'expérience politique ne permettent pas d'espérer qu'on puisse les faire cesser autrement qu'en extirpant l'unique cause qui les a produits;

« 2° Que l'institution de la monarchie est la seule convenable pour le Mexique, surtout dans les circonstances présentes, parce que combinant en elle l'ordre avec la liberté, et la force avec la justice, elle parvient presque toujours à vaincre l'anarchie, à refréner la démagogie immorale et désorganisatrice par sa propre nature;

« 3° Que pour fonder ce trône il n'est pas possible de choisir un souverain parmi les enfants du pays, — bien qu'il renferme des hommes d'un mérite éminent — par ce motif que les qualités essentielles pour constituer un monarque sont de celles qui ne s'improvisent pas, qu'il n'est pas donné à un simple particulier de posséder et de réunir, et qui bien moins encore s'obtiennent au moyen du vote populaire;

4° Que parmi les princes brillant autant par la splendeur d'une naissance illustre que par l'éclat des qualités personnelles, l'archiduc *Ferdinand-Maximilien d'Autriche,* est désigné au choix de la nation pour régir ses destinées, comme un des rejetons les plus éminents de la race royale, autant par ses qualités personnelles, sa haute instruction, son intelligence élevée que par son aptitude au gouvernement.

« En conséquence, la commission soumet à la délibération souveraine de cette respectable assemblée les propositions suivantes :

1° La nation mexicaine adopte pour forme de gouvernement la *monarchie tempérée et héréditaire* sous un prince catholique;

2° Le souverain prendra le titre d'empereur du Mexique;

3° La couronne impériale du Mexique sera offerte à S. A. I. et R. le prince Ferdinand-Maximilien d'Autriche pour lui et ses descendants;

4° Dans le cas où, par des circonstances qu'on ne peut prévoir, l'archiduc Ferdinand-Maximilien ne prendrait pas possession du trône qui lui est offert, la nation mexicaine s'en remet à la bienveillance de S. M. Napoléon III, empereur des Français, pour qu'il indique un autre prince catholique à qui la couronne sera offerte.

— « Mexico, 10 juillet 1863. — Aguilar. — Velazquez de Léon. — Orozco. — Marin. — Blanco. »

La lecture de ce rapport, dit le procès-verbal de cette séance, fut fréquemment interrompue par des applaudissements enthousiastes et prolongés. Les propositions de la commission furent acceptées à l'unanimité par les deux cent

trente membres présents à la séance. Le lendemain elles furent publiées sous forme de décret. Dans la séance du 11 juillet, l'assemblée adopta une proposition, faite par un grand nombre de ses membres, de remercier, au nom de la nation, MM. le général Forey, les officiers supérieurs de l'armée française, M. de Saligny, le général Almonte, M. Gutierrez de Estrada et quelques autres personnages. Elle déclara, en outre, que jusqu'à l'arrivée du souverain, le gouvernement provisoire exercerait ses fonctions avec le caractère de régence. Peu de jours après, la régence nomma une commission pour porter à l'archiduc Maximilien le décret de l'assemblée des notables et lui offrir la couronne du Mexique. Voici la lettre par laquelle le pouvoir exécutif annonce ces événements à l'archiduc.

« A Son Altesse impériale et royale apostolique, monseigneur l'Archiduc Ferdinand-Maximilien d'Autriche, empereur élu du Mexique. — Palais impérial de Mexico, le 12 juillet 1863. — Monseigneur.

« En attendant que la commission qui doit se rendre le plus tôt possible auprès de Votre Altesse impériale et royale apostolique ait pu lui transmettre officiellement les vœux de la nation mexicaine représentée, conformément au droit public et aux usages traditionnels de notre pays, par une assemblée des notables, nous croyons devoir l'informer que la dite assemblée des notables, dans sa séance du 10 courant, a pris les résolutions, fait les déclarations suivantes, lesquelles ont été sur-le-champ promulguées et publiées par le pouvoir exécutif, au milieu d'une allégresse universelle.

« L'assemblée constituante des notables, représentant la nation mexicaine, déclare : — suivent les quatre décrets cités à la page précédente.

« Cela fait, l'assemblée procéda à l'organisation du gouvernement chargé d'administrer le pays, pendant l'absence et jusqu'à l'arrivée du souverain. Elle décida que les membres du gouvernement provisoire prendraient le titre de régents et continueraient à exercer l'autorité suprême, au nom

de Votre Altesse impériale et royale apostolique, empereur élu du Mexique.

« Nous avons la conviction que Votre Altesse impériale et royale apostolique ne refusera pas de servir de souverain et de père à un malheureux peuple, épuisé depuis cinquante ans par tous les maux, auquel aucune épreuve douloureuse n'a été épargnée. Nous avons compté sur le grand cœur et les hautes qualités qui distinguent Votre Altesse impériale et royale apostolique et l'ont désignée à nos suffrages. Nous avons compté sur le droit que nous avions presque de demander un prince à la race de nos premiers souverains catholiques, pour décider Votre Altesse impériale et royale à se consacrer à la grande œuvre de la régénération de la nation mexicaine, devenue possible par la généreuse intervention de la France et de son glorieux empereur.

« Heureux de voir notre patrie bien-aimée, sauvée de l'abîme où s'engloutissaient son indépendance, son territoire et jusqu'à son honneur, ne voulant pas douter que Votre Altesse impériale et royale apostolique n'accepte la noble et pénible tâche que lui imposent nos vœux enthousiastes, et pour laquelle elle aura le concours de tout un peuple reconnaissant, nous sommes fiers de nous dire les premiers et dès aujourd'hui, au nom de la patrie entière, — Sire, — de Votre Majesté, — les très bumbles, très obéissants et très fidèles serviteurs. — Les président et membres de la régence : — le général de division, Juan N. Almonte. — le général de division, J. Mariano de Salas. — Docteur Juan B. Ormaechea, évêque de Tulancingo. »

La commission chargée de porter à l'archiduc Maximilien le décret officiel de l'assemblée des notables se composait de D. Josè M. Gutierrez de Estrada, D. José Hidalgo, D. Antonio Escandon, D. Tomas Murphy, le général D. Adrien Woll, D. Ignacio Aguilar, D. Joaquin Velasquez de Leon, D. Francisco-Xavier Miranda, et D. Angel Iglesias comme secrétaire. Les quatre premiers se trouvaient en Europe, les autres s'embarquèrent à Vera-Cruz le 16 août pour Saint-

Nazaire. Le 3 octobre 1863, la députation fut reçue officiellement par l'archiduc à son palais de Miramar. Voici les extraits les plus saillants du discours prononcé à cette occasion par le président, M. Gutierrez.

« Prince, — à peine rendue à la liberté par la puissante main d'un monarque magnanime, la nation mexicaine nous a envoyés vers Votre Altesse impériale, objet aujourd'hui de ses vœux les plus chers, comme aussi de ses plus chères espérances.

« Nous ne nous appesantirons pas aujourd'hui sur les longues tribulations que le Mexique a souffertes; cruelles infortunes, connues de tous, et qui ont fini par en faire un théâtre de désolation et de ruines!

« ... Maître, une fois encore, de ses destinées, instruit de ses erreurs par ses maux, le Mexique fait, en ce moment, un suprême effort pour les réparer... Le Mexique attend beaucoup des institutions qui l'ont régi pendant trois siècles, et qui lui avaient, même en s'effaçant, légué un splendide héritage que nous n'avons pas su conserver sous la république démocratique. . . . .

« Interprètes des aspirations et des intimes souhaits de la patrie, nous venons, en son nom, vous offrir, monseigneur, la couronne du Mexique, qu'un décret solennel de l'assemblée des notables, déjà consacré par l'adhésion de tant de provinces, et qui le sera bientôt, tout l'annonce, par la nation entière, vous décerne librement et spontanément..... »

A ces paroles, l'archiduc Maximilien répondit :

« Messieurs, — je suis vivement touché du vœu émis par l'assemblée des notables à Mexico, dans sa séance du 10 juillet, et que vous êtes chargés de me communiquer.

« Il est flatteur pour notre maison que les regards de vos compatriotes se soient tournés vers la famille de Charles-Quint, dès que le mot de monarchie a été prononcé.

« Quelque noble que soit la tâche d'assurer l'indépendance et la prospérité du Mexique, sous l'égide d'institutions à la fois stables et libres, je n'en reconnais pas moins, en com-

plet accord avec S. M. l'empereur des Français, dont la glorieuse initiative a rendu possible la régénération de votre belle patrie, que la monarchie ne saurait y être établie sur une base légitime et parfaitement solide que si la nation tout entière, exprimant librement sa volonté, vient ratifier le vœu de la capitale. C'est donc du résultat des votes de la généralité du pays que je dois faire dépendre, en premier lieu, l'acceptation du trône qui m'est offert.

« D'un autre côté, comprenant les devoirs sacrés d'un souverain, il faut que j'exige en faveur de l'empire qu'il s'agit de reconstituer, les garanties indispensables pour le mettre à l'abri des dangers qui menaceraient son intégrité et son indépendance.

« Dans le cas où ces gages d'un avenir assuré seraient obtenus, et où le choix du noble peuple mexicain, pris dans son ensemble, se porterait sur moi, fort de l'assentiment de l'auguste chef de ma famille, et confiant dans l'appui du Tout-Puissant, je serais prêt à accepter la couronne.... »

En attendant les résultats du suffrage général, réclamé par l'archiduc, la commission se sépara pour ne se réunir officiellement que le 10 avril 1864. La dépêche de M. Drouyn de Lhuys au général Bazaine, datée du 17 août 1863, témoigne que le cabinet des Tuileries, de même que l'archiduc considérait le décret de l'assemblée des notables insuffisant pour ressusciter la monarchie au Mexique...

« Nous avons accueilli avec plaisir, dit M. Drouyn de Lhuys dans cette dépêche, comme un symptôme de favorable augure, la manifestation de l'assemblée des notables de Mexico, en faveur de l'établissement d'une monarchie et le nom du prince appelé à l'empire. Cependant, ainsi que je vous l'indique dans une précédente dépêche, nous ne saurions considérer les votes de cette assemblée que comme un premier indice des dispositions du pays. Avec toute l'autorité qui s'attache aux hommes qui la composent, l'assemblée recommande à ses concitoyens l'adoption d'institutions monarchiques, et elle désigne un prince à ses suffrages.

« Il appartient maintenant au gouvernement provisoire de recueillir ces suffrages de manière qu'il ne puisse planer aucun doute sur l'expression de la volonté du pays. Je n'ai pas à vous indiquer le mode à adopter pour que ce résultat indispensable soit complétement atteint : c'est dans les institutions et les habitudes locales qu'il faut le chercher. Soit que les municipalités doivent être appelées à se prononcer dans les diverses provinces, à mesure qu'elles auront reconquis la disposition d'elles-mêmes, ou que les listes soient ouvertes par leurs soins pour recueillir les votes, le mode le meilleur sera celui qui assurera la plus large manifestation des vœux des populations dans les meilleures conditions d'indépendance et de sincérité. L'empereur, général, recommande particulièrement ce point essentiel à toute votre attention... »

Laissons de côté tout commentaire sur la manière dont fut appréciée la manifestation de l'assemblée des notables par l'archiduc Maximilien et le gouvernement français. Tandis que la commission de cette assemblée se promenait en Europe, des événements importants se passaient au Mexique. Je vais citer les principaux d'après des lettres intimes. La première est de Santa-Anna.

« — Saint-Thomas, 15 juillet 1863. — ... Je suis très heureux de voir qu'il y existe dans la capitale un gouvernement national composé d'hommes honnêtes qui organiseront avec intelligence les différentes branches de l'administration publique. Je serais également très heureux d'apprendre que le pays s'est constitué au plus tôt à la satisfaction de tous les bons Mexicains.

« Il y a déjà longtemps que je me serais présenté dans ce pays pour mettre mon grain de sable à cette œuvre de régénération politique, mais quelques amis de Vera-Cruz m'ayant dit *qu'il y avait des ordres du général Forey pour m'en interdire l'entrée*, j'ai envoyé mon fils Angel, afin qu'il vît ce qu'il pouvait y avoir de vrai en cela.

« Arrivé à Vera-Cruz, le 27 du mois dernier par le pa-

quebot anglais, Angel eut une entrevue avec le commandant militaire et comprit que, s'il n'y avait pas une probibition à ma rentrée, elle devait être précédée d'un manifeste public dans lequel je jurerai de soutenir l'intervention française. Ensuite, on exigea d'Angel qu'il le fît immédiatement; ce qu'il refusa, en disant : « Que, si son père acceptait la for-« mule indiquée, il n'y aurait de sa part aucun inconvénient « à faire de même. » Le chef militaire ne fut pas satisfait et sans attendre d'autres raisons, il le fit consigner sur un navire de guerre, où il resta jusqu'au retour du paquebot anglais.

« Vous pouvez juger de mon étonnement, en apprenant ces faits. Aussi, je suspendis mon voyage que j'allais effectuer, parce qu'il ne m'était plus possible de me présenter dans mon pays, sous d'aussi défavorables auspices.

« Il paraît que l'alarme du commandant de Vera-Cruz provint d'un article que mon fils Pepe écrivit et publia à la Havane, pour démentir un journal espagnol dans lequel on avait pris la liberté d'annoncer que « *j'irai promptement à* « *Vera-Cruz pour m'unir aux envahisseurs du Mexique, et* « *combattre mes compatriotes.* » Mon fils Pepe agit *motu proprio*, animé d'un zèle naturel en faveur de son père et assura qu'en écrivant ainsi, il le faisait autorisé par lui. Sa conduite ne pouvait pas être plus noble; mais comme en politique, il est le plus souvent maladroit de parler avant le temps, je lui ai manifesté le chagrin que m'avait causé son article, parce que j'en prévoyais les fâcheuses conséquences. — A. L. de Santa-Anna. »

Je crois qu'Angel avait mal compris le commandant de Vera-Cruz, car il y avait des ordres pour laisser pleine liberté à Santa-Anna de rentrer quand il voudrait. Le manifeste que son fils prétendait lui être demandé, était, au contraire, des plus inutiles, depuis que le Mexique avait un gouvernement régulier; Santa-Anna, n'étant pas rentré dans sa patrie avant le 16 juin, ne pouvait plus y rentrer que comme simple citoyen, et loin d'exiger de lui une proclamation, on ne pouvait exiger que son silence.

Le 1er août, M. Hidalgo, nommé depuis, ministre du Mexique, à Paris, écrivait à l'un des membres du conseil supérieur : « Les bonnes nouvelles se suivent maintenant, comme autrefois les mauvaises. Nous sommes ici très contents et très satisfaits de ce qui se fait au Mexique. Il est très important que non seulement la capitale, mais encore les départements, et même les villages, produisent des actes demandant l'archiduc, parce que je crains, et avec raison, que s'il reçoit seulement l'adhésion de la capitale, l'archiduc ne retarde son voyage. — Hidalgo. »

Une autre lettre d'un de mes amis m'apprend que de tous côtés on suscitait des embarras à la régence. Le 17 août, il écrivait : « On a célébré la fête de notre protecteur l'empereur Napoléon avec un *Te Deum*, une revue, des courses de taureaux et des feux d'artifice, de sorte que le maréchal Forey est enchanté. Nous restons dans la même position au point de vue des opérations militaires. Les exigences deviennent tous les jours plus grandes; tout le monde demande de l'argent et murmure quand on n'en donne pas. Tous veulent être servis les premiers, quoique ils n'aient rien fait que de rester dans leurs maisons à Mexico, tandis que nous travaillions. Marquez continue la guerre. On ne veut pas croire que Miramon soit de bonne foi, néanmoins le maréchal Forey a ordonné qu'on lui paie sa solde. Des dissidents se présentent tous les jours, et donnent leur adhésion au nouvel état de choses. Doblado a signifié à Juarez de changer sa politique, son ministère, et de lui donner des facultés de toutes sortes. Les populations de l'intérieur demandent avec avidité qu'on leur envoie des troupes pour les sauver. »

Le rappel en France de M. de Saligny paraît avoir causé un certain émoi parmi bon nombre de Mexicains, qui n'oubliaient point les services rendus à leur cause par ce diplomate : « Les municipalités de Mexico, Puebla, Cholula et Vera-Cruz, écrivait M. Almonte, le 25 août 1863, au général Woll, alors à Paris, envoient des exposés à S. M. l'empereur

Napoléon pour le prier de ne pas rappeler M. de Saligny, parce que son changement aurait de très mauvais résultats pour le pays. Étant sur le terrain, vous pourriez les appuyer, soit auprès de l'empereur Napoléon, soit auprès du nôtre, et faire comprendre combien il est important que M. de Saligny ne quitte pas cette légation. — J. Almonte. »

Le 27 août, le général Santiago Blanco écrivait également au même personnage : — « Par le dernier paquebot nous est arrivé la nouvelle que le ministre de France, M. le comte Dubois de Saligny était rappelé. Vous le connaissez et savez que ses talents, la connaissance qu'il a des personnes et la grande confiance qu'il inspire au parti conservateur le font considérer comme l'âme de tout ce que nous avons vu contre la démagogie et en faveur de l'ordre et de l'empire. De sorte que le départ de M. de Saligny est, pour les bons Mexicains, un puissant motif de découragement; et, pour les démagogues, le retour en Europe de cet habile diplomate, est une victoire. — S. Blanco. »

La conduite de M. de Saligny au Mexique a beaucoup été critiquée. J'ai eu des preuves que la calomnie la plus noire était au fond de toutes ces critiques. Si M. de Saligny avait imité la plupart des ministres étrangers et quelques-uns des nôtres, il aurait quitté le Mexique avec des millions au lieu de revenir pauvre.

Une lettre de Marquez, datée du 2 septembre, tout en donnant des détails sur la situation du pays, fait des allusions à des mesures coercitives ordonnées par la régence ou le général Forey; elles furent blâmées à Paris et retirées ensuite. Voici, du reste, le contenu de cette lettre. — « Les derniers événements qui ont eu lieu ces jours-ci sont d'une importance relative, considérant la situation du pays. L'attention générale est absorbée par la détention et la déportation de Payno, Morales, Puente del Rio et quelques autres personnages du parti démagogique. Leurs manœuvres ostensibles en faveur de ce qu'ils appellent la liberté, ont enfin trouvé un arrêt. Cet ignominieux parti palpe déjà son impuissance,

et à mesure qu'il s'évanouit, il pense pouvoir renouveler ses efforts et s'agite toujours.

« Les journaux vous auront appris les mesures prises dans toutes les branches de l'administration. Les résultats de quelques-unes ne seront pas immédiats, mais sûrs. Les affaires les plus importantes ne sont pas encore soulevées, parce qu'on attend l'arrivée de l'empereur pour les arranger et les résoudre . . . .

« A l'intérieur il y a quelques mouvements; il y a des désirs d'aller en avant, et l'on aurait déjà fait davantage, si les armes aidant l'opinion, l'on eût vérifié la promenade militaire que l'on prépare seulement.

« L'on travaille à moraliser les classes qui servent la nation. Ce point est délicat, parce que toute la difficulté consiste dans le choix du personnel. Néanmoins, vous pouvez être sûr que nous allons bien. Vous connaissez les éléments sur lesquels le pays compte, et c'est pourquoi vous comprendrez combien il est important que l'empereur arrive. C'est à lui qu'est réservée l'impulsion qu'il doit donner à la machine, nous conduisant à l'apogée et à la grandeur que nous attendons. — L. Marquez. »

Au sujet des décorations distribuées par le général Forey aux officiers mexicains, plusieurs choix furent vivement critiqués par les Mexicains mêmes. Je ne sais si toutes ces croix récompensaient des faits de bravoure, mais il me semble que l'étoile d'honneur ne devait briller que sur des poitrines honorables, et l'on sait qu'elles ne l'étaient pas toutes. Le 10 septembre, un officier qui n'était pas parmi les élus me disait dans une lettre : « Demain seront décorés les généraux Marquez, Ziris, Andrade, Lozada, Montenegro, Taboada, Facio » — celui qui passa peu de temps après par un conseil de guerre pour affaires de détournements dans les contrats Marquez — « et Gutierrez, les colonels Mendez, Torres, Lopez » — celui qui trahit son souverain à Queretaro — « et un sous-lieutenant d'artillerie, tous amis de Marquez; le général Almonte n'a rien reçu, parce qu'il n'a

rien demandé. » Ce système de se tenir toujours à l'écart des faveurs et de ne rien demander pour lui ou pour ses amis devint très nuisible au général Almonte et lui suscita beaucoup d'ennemis.

Ce même général, dans une lettre du 11 septembre adressée à l'un de ses compagnons d'arme, disait : « Notre empire gagne du terrain de jour en jour, et l'opinion se fortifie en sa faveur. Nous comptons déjà les départements suivants qui, en entiers, reconnaissent l'empereur : Carmen, Tabasco, Tehuantepec, Vera-Cruz, Puebla, Tlaxcala et Mexico. Nous avons des troupes dans les suivants : Queretaro, Guerrero, Tamaulipas, Aguas-Calientes, Jalisco, Durango, Oajaca, Chiapas et Yucatan. Aussitôt que la colonne d'opérations marchera, ces départements reconnaîtront en entier le gouvernement et proclameront l'empire. »

Puis, il ajoute, en parlant du retard de nos opérations militaires : « Il se perd ainsi un temps précieux, néanmoins, il se présente continuellement des chefs démagogues qui déposent les armes et prêtent serment à l'empire. Doblado a pris enfin les rênes du ministère juariste. Comonfort a le département de la guerre de ce même ministère qui ne vivra que le temps que mettront nos troupes à arriver à San-Luis Potosi, où l'opinion publique se manifeste contre ces messieurs, comme partout où ils vont et dont les excès les font connaître de plus près. — J. Almonte. »

Au mois de septembre 1863, on apprit que le général Forey, par un décret du 2 juillet, était nommé maréchal, rappelé en France et remplacé au Mexique par le général Bazaine. Un ordre du jour, daté du 30 septembre, annonça que le général Bazaine prendrait le commandement des troupes le 1er octobre. Dans sa proclamation le nouveau chef de l'expédition déclara que sa mission était de veiller strictement à l'exécution du manifeste du général Forey. Il ne pouvait en être autrement. Notre programme était évidemment libéral, sage et devait satisfaire la majorité des intéressés ; monseigneur Labastida et monseigneur Munjia

firent tous leurs efforts pour faire avorter ce programme; ils oublièrent que Jésus-Christ était né pauvre, aimait et prêchait la pauvreté; ils bouleversèrent tout le pays pour faire rendre les biens du clergé. Les généraux Almonte et Salas ne songeaient qu'au bien de la patrie; monseigneur Labastida ne voyait que les intérêts matériels du clergé; le général Bazaine ne connaissait que ses ordres. Un conflit était inévitable entre ces différents personnages et ne tarda pas à éclater.

Parmi mes documents du mois d'octobre, je trouve un journal intime, racontant les faits qui se passaient alors, jour par jour. En voici des extraits... « 15 octobre. Le courrier a apporté au général Almonte une lettre de notre empereur F. Maximilien. Cette lettre a fait fureur. Le général avait ouvert les salons du palais pour recevoir ses amis tous les jeudis, depuis la semaine dernière. Cette nuit fut la seconde réception... une multitude de dames envahit les salons; on ouvrit le piano et l'on improvisa un bal. La lettre de notre empereur Maximilien passait de main en main. Français et Mexicains, dames, etc., tous voulaient la voir; c'était un délire... Vous connaissez le caractère mexicain, impressionnable et facile à tourner au bien ou au mal; aussi maintenant que le gouvernement est tout moralité, la société commence à se réformer; c'est un enthousiasme immense.

« Lundi 19. Hier l'archevêque a prêté serment et commence aujourd'hui ses fonctions dans la régence.

« 25. Je crains beaucoup une rupture entre l'archevêque et le général Bazaine, parce que le premier est *intransigible* dans certaines choses, et aujourd'hui pour bien aller, la politique conciliatrice du général Almonte est nécessaire. »

La lettre de l'archiduc Maximilien qui produisit tant d'enthousiasme dans les salons du palais national, lors de la soirée du 15 octobre, était la réponse à la dépêche du 12 juillet, envoyée par la régence à l'archiduc pour lui notifier les décrets de l'assemblée des notables. Elle est écrite en fran-

çais, de la main de l'archiduc, et adressée au général Al monte. La voici textuellement :

— « Mon cher général. — Par une adresse en date du 12 juillet, la régence que vous présidez a bien voulu m'informer des résolutions adoptées par l'assemblée des notables de Mexico, dans sa séance du 11 du même mois, tendant à substituer au régime républicain une monarchie tempérée, sous un chef ayant le titre d'empereur, et à m'offrir la couronne du nouvel empire.

« En attendant l'arrivée de la députation chargée de me soumettre les vœux de l'assemblée à cet égard, je ne veux pas tarder de vous exprimer, général, à vous et aux deux autres membres de la régence, tous mes remercîments de la communication dont il s'agit, et de vous dire, que je suis vivement touché de ce qu'au moment où, grâce aux généreux efforts de S. M. l'empereur des Français, les souffrances du Mexique semblent toucher à leur terme, la pensée de sa principale commune se soit portée sur moi pour me déférer la noble tâche d'inaugurer parmi vous des institutions qui concilient le progrès avec l'ordre et la morale.

« Si les votes du pays tout entier viennent ratifier le vœu de la capitale, et si les autres conditions dont dépend l'accomplissement de ce vœu se réalisent, je n'hésiterai pas devant les difficultés de cette grande et belle entreprise.

« Quoi qu'il arrive, vous, mon cher général, qui pendant plus de deux ans, avez eu à lutter contre des obstacles de tout genre avant d'arriver au point favorable où les choses sont placées, aujourd'hui pour l'avenir du Mexique, vous aurez bien mérité de la patrie, et tout bon Mexicain devra rendre hommage à votre courageux dévoûment. La reconnaissance du pays vous récompensera sans doute aussi, de même que vos collègues, du zèle éclairé avec lequel vous vous acquittez de la mission difficile imposée à la régence.

« En recommandant l'empire mexicain à la protection du Tout-Puissant, et en espérant qu'une heureuse solution des questions encore pendantes me ménagera le plaisir de vous

revoir bientôt, je suis, mon cher général, — votre tout affectionné, — Ferdinand Maximilien. — Miramar, 3 septembre 1863. »

Dans la correspondance qui s'établit alors entre le président de la régence et l'archiduc Maximilien, on voit que des personnes mal intentionnées faisaient courir le bruit que l'archiduc ne viendrait pas. C'est pour démentir ces bruits et paralyser les fâcheux résultats qu'ils avaient que le président de la régence, pressait l'archiduc de hâter son départ. Ces lettres, du reste, sont trop intéressantes pour ne pas en publier quelques-unes.

« A Sa Majesté Ferdinand Maximilien Ier, empereur du Mexique. — Mexico, le 21 septembre 1863. — Sire. — « Les deux lettres que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'adresser en date du 6 juillet et du 5 août, me sont exactement parvenues.

« Les nouvelles qui sont arrivées à Votre Majesté depuis lors ont confirmé toutes mes prévisions. Le mouvement en faveur de l'empire et de l'empereur, élu par la volonté nationale, se propage de jour en jour et éclate spontanément partout où les malfaiteurs, auxquels la cause juariste sert de prétexte pour dévaster le pays, se retirent. Il suffit de marcher en avant, je ne saurais trop le redire à Votre Majesté pour voir tomber ce fantôme de résistance. Ce qui est arrivé à Mexico se répétera dans l'intérieur. Le maréchal Forey remet le commandement au général Bazaine à partir du premier octobre. D'après les idées hautement manifestées par ce dernier depuis longtemps, nous pouvons espérer qu'à cette date, les opérations militaires entreront enfin dans une phase d'activité qui leur donnera une solution aussi certaine que rapide.

« Je pense que le jour où cette lettre sera dans les mains de Votre Majesté, l'autorité impériale sera reconnue sur la grande majorité du territoire. Les populations attendent avec impatience la marche de l'armée pour secouer le joug odieux qui les opprime, et la sincérité de leurs vœux pourra

d'autant moins être mise en doute, que plusieurs d'entre elles n'attendent même pas la force libératrice pour se prononcer.

« Plus que jamais j'ose espérer que Votre Majesté ne laissera pas retarder son départ et, après avoir rendu vaines toutes les intrigues et les manœuvres faites pour empêcher son acceptation, réduira au même sort toutes celles faites pour retarder son arrivée et sa prise de possession. Prolonger l'interrègne est aujourd'hui l'unique et dernier espoir des ennemis du pays; Votre Majesté ne voudra pas le leur laisser. Ainsi que les dernières lettres que j'ai eu l'honneur de vous adresser, Sire, je terminerai donc celle-ci, en suppliant Votre Majesté de venir aussi promptement que possible prendre les rênes du gouvernement de son empire et de ne pas croire à une résistance qui n'existe que dans les journaux, comme résistance politique, et qui, en réalité, n'a pour auteurs, dès à présent, que des gens plus dignes de la poursuite des gendarmes, que de l'attaque d'une armée comme celle qui va les disperser.

« Plein de gratitude pour l'approbation et les bonnes paroles que contenaient pour moi les lettres de Votre Majesté, j'ai l'honneur d'être, avec le plus profond et le plus respectueux dévoûment, etc., — Juan N. Almonte. »

Voici la réponse à cette lettre, écrite également en français : — « Mon cher général. — Au moment où ces lignes vous parviendront, les troupes franco-mexicaines auront, ainsi que le fait espérer votre bonne lettre du 27 septembre, pu reprendre leur marche libératrice vers les provinces encore soumises au pouvoir des terroristes et mettre les populations de ces provinces à même de se prononcer librement sur le régime politique qu'elles désirent se donner. Si comme vous croyez pouvoir me l'assurer d'avance et comme semblent l'indiquer les manifestations partielles qui vous arrivaient déjà de ces contrées, les vœux de la grande majorité de la nation m'appellent au trône, l'une des conditions essentielles de mon acceptation se trouvera remplie.

« J'espère que d'ici là, grâce aux démarches que s'apprêtent à faire en ce moment plusieurs membres de la députation à Paris, Londres et Madrid, on pourra compter sur la réalisation de l'autre condition, celle que vous avez si bien définie vous-même, en réclamant un traité de garantie entre le Mexique et les puissances signataires de la convention du 31 octobre 1861.

« Tenez pour certain, mon cher général, que je n'hésite en aucune façon; ma résolution est bien prise et, depuis mon discours du 3 octobre, elle est proclamée à la face du Mexique et du monde; je n'attends, pour prendre les rênes du gouvernement, que l'accomplissement des conditions que non seulement ma dignité, mais l'intérêt bien entendu de votre patrie elle-même m'ont obligé de poser. Cette assurance, je vous l'ai déjà donnée dans ma lettre du 10 octobre, et je me plais à la renouveler ici; vous pouvez en faire tel usage qui vous paraîtra utile pour dissiper les doutes qui pourraient encore subsister au Mexique.

« L'archiduchesse et moi nous nous réjouissons d'avance de la consolation que vous aurez de voir bientôt votre famille, et je suis, mon cher général, avec une estime sincère, — votre très affectionné — Ferdinand Maximilien. — Miramar, 4 novembre 1863. »

Voici cette lettre du 10 octobre, dont l'archiduc parle dans la précédente; elle est pareillement en français et je la publie textuellement.

« Mon cher général. — C'est avec bien du plaisir que j'ai reçu votre bonne lettre du 19 juillet dernier, dont le contenu me semble d'une grande importance.

« Et d'abord, on ne saurait nier que vos motifs pour renoncer à votre projet de voyage en Europe ont été des plus justes et des plus fondés. Toute grande qu'eût été l'utilité de votre présence ici, elle était, nul doute, plus nécessaire à Mexico dans ces graves conjonctures. Avec votre tact et votre prévoyance habituelle, vous avez préféré rester à votre

poste dont l'influence est si grande, et votre patriotisme ne doit avoir qu'à s'en louer.

« Parlons maintenant des divers points qui auraient dû être le sujet de nos entretiens si nous vous avions possédé ici pendant quelques jours. Vous commencez par vous rendre l'interprète des vœux qui m'appellent dans le pays. La franche déclaration que j'ai faite, le 3 de ce mois, à la députation mexicaine est déjà connue de toute l'Europe et ne tardera pas à l'être du Mexique. J'ai donc accepté la couronne avec un amour égal à celui avec lequel elle m'a été offerte, mais cette acceptation n'a pas été pleine et absolue, et elle ne pouvait pas l'être. Vous connaissez mes conditions depuis longtemps : conditions nécessaires pour la dignité de ma Maison, pour le respect que je me dois à moi-même, et non moins indispensables pour le bonheur du nouvel empire. C'est du pays que je me plais à considérer dès à présent comme mon autre patrie, qu'il dépend désormais en grande partie de rendre mon acceptation complète. Qu'il parle par la généralité de ses enfants, et c'est moi-même qui tiendrai à honneur de lui porter ma réponse, dès que les conditions auxquelles le succès est subordonné en Europe se seront réalisées. Mais, je le répète, il faut qu'ils parlent.

« Je reconnais avec vous, mon cher général, la gravité des autres questions traitées dans votre lettre avec autant de discernement que d'à-propos. Et c'est justement ce qui m'a confirmé dans mon intention de conférer avec la députation envoyée près de moi et dont le patriotisme et les lumières m'étaient pleinement garantis par la confiance dont la régence leur accordait un si éclatant témoignage. Les points 2, 3, 4 et 5 de votre lettre et quelques autres que j'ai cru devoir proposer ont été examinés en ma présence par plusieurs membres de la députation, et le résultat de la discussion sérieuse et approfondie dont elles ont été l'objet se trouve consigné dans un rapport qui va être adressé à Votre Excellence par M. J. M. Gutierrez de Estrada. Je m'en rapporte à la teneur de ce document. Vous y trouverez tout ce

qu'il me serait possible à moi-même de répondre à tous les points que vous avez bien voulu me soumettre, surtout si vous fixez votre attention sur ma réponse à la députation lorsqu'elle se présenta à moi le 3 de ce mois.

« La question qui, selon moi, a la plus haute importance est celle qui est relative aux moyens de ramener les trois puissances signataires de la convention du 31 octobre 1861, à cette base légale, si essentielle pour placer la nouvelle monarchie dans des conditions qui garantissent sa sécurité, son indépendance et l'intégrité de son territoire. J'ai vivement apprécié le loyal patriotisme avec lequel Votre Excellence insiste sur ce point capital.

« Il en est un autre sur lequel je dois aussi appuyer tout particulièrement; c'est la prompte pacification des principaux départements de l'intérieur, afin qu'il soit rendu possible à la généralité de la nation d'exprimer librement et clairement ses vœux. C'est là la base indispensable de l'édifice qu'il s'agit d'élever sur des principes solides et stables. C'est pour moi le point de départ dont je ne saurais absolument me passer, comme il vous sera facile de le comprendre. Pendant que l'on travaillera à obtenir ce résultat au Mexique, on s'occupera activement de la solution des graves questions pendantes en Europe.

« Vous me faciliteriez grandement, général, cette dernière tâche en m'envoyant, comme je vous prie de me le faire, régulièrement, par les bateaux de Southampton et de Saint-Nazaire, des rapports détaillés où vous m'exposeriez avec une entière franchise la situation du pays.

« Veuillez me croire toujours, cher et honorable général, — votre très affectionné — Ferdinand-Maximilien. — Miramar, 10 octobre 1863. »

Dans une lettre du président de la régence, et datée du 8 octobre, le genéral Almonte envoyait à l'archiduc le plan de Chapultepec pour qu'il indiquât les changements à opérer dans ce château et l'approprier à sa nouvelle destination de résidence impériale. Le général ajoute qu'en attendant, Leurs

Majestés pourraient habiter le palais occupé par le maréchal Forey jusqu'à son départ. Il dit ensuite que la campagne militaire ne peut tarder à s'ouvrir, les mouvements préparatoires étant commencés. Il répète les assertions déjà faites dans sa lettre du 27 septembre, sur la prompte pacification du pays; il prie l'archiduc d'arriver au Mexique à la fin de décembre, et termine en le suppliant de nouveau de hâter son départ.

Pour bien comprendre l'esprit comme le contenu de cette correspondance, il est nécessaire de donner ici quelques explications. Les craintes de voir l'archiduc ne pas accepter le trône du Mexique, même après l'acceptation conditionnelle du 3 octobre, étaient parfaitement justifiées. L'archiduc se trouvait entre des courants contradictoires qui prolongeaient ses hésitations. M. Jésus Teran, dont on a vu la signature au bas des préliminaires de la Soledad, comme secrétaire de Juarez, était allé à Miramar et faisait tous ses efforts auprès de l'archiduc, comme auprès de son secrétaire, M. le baron de Pont, pour dissuader le prince d'aller au Mexique. D'autre part, M. Gutierrez de Estrada, le P. Miranda et leurs amis, tout en pressant l'archiduc de partir, voulaient le persuader de proclamer une politique conforme à leurs idées.

Des points importants restaient encore à résoudre. L'archiduc aurait pu imiter les présidents signataires des traités de Guadalupe, de la Mesilla, et Mac-Lane en cédant une partie du territoire mexicain, soit pour obtenir l'argent nécessaire à la réorganisation du Mexique, soit pour dédommager la France dans ses réclamations, et les sacrifices qui lui restaient à faire. Dans le public il fut même question de l'abandon de la Sonora et du Sinaloa à cet effet; mais un pareil abandon ne pouvait que jeter un voile défavorable sur le nouvel empire; l'archiduc devait donc maintenir l'intégrité du territoire mexicain; il n'eut aucune peine à la maintenir. Quant aux garanties qu'il demandait des trois puissances cosignataires de la convention de Londres, il ne

pouvait obtenir de l'Espagne et de l'Angleterre que leur appui moral, et ces puissances s'empressèrent de reconnaître le souverain du Mexique aussitôt que l'empire devint un fait accompli.

Restait la question des finances. Pour la résoudre, l'archiduc recourut à un emprunt. Tous les traités rompus, les engagements contractés et non remplis, en un mot, tout le passé du Mexique devait rendre cet emprunt laborieux. L'argent n'est ni poétique, ni sentimental; aussi, malgré les beaux horizons, malgré les sympathies qui se présentaient en face de la régénération probable de la patrie des Moctezuma, l'emprunt mexicain de 1863-1864 eut un reflet des anciens emprunts contractés par la république, depuis celui de Victoria, jusqu'à ceux de Juarez. L'agiotage, les conditions onéreuses, les commissions exagérées qui enrichissent en vingt-quatre heures quelques individus, tous ces procédés financiers, qui se renouvellent plus ou moins dans tous les emprunts étrangers, rendirent les emprunts mexicains insuffisants et ruineux. Néanmoins, il est absurde de mettre, comme on l'a mis, la créance de Jecker, dans la cause déterminante de l'intervention et des emprunts mexicains. Que M. Jecker et d'autres intéressés au paiement de sa créance aient pris tous les moyens, même des moyens injustifiables, pour faire payer cette dette, c'est possible; mais, je le répète, cette créance qui n'avait rien à faire avec la triple intervention, n'avait rien à faire non plus avec les emprunts mexicains. Laissons donc les petits esprits et les petites passions ne voir que de petites choses dans les événements les plus importants de l'histoire d'un peuple.

Les conseillers que l'archiduc avait dans les membres de la commission, pour éclairer sa conscience sur les besoins politiques, financiers, administratifs et sociaux du Mexique laissaient beaucoup à désirer. Il les a tous consultés et n'a suivi les conseils d'aucun. Voici pourquoi. Le général Woll, pouvait renseigner le mieux l'archiduc sur les hommes et les choses du Mexique qu'il connaissait depuis quarante ans;

étranger et militaire avant tout, le général était, sinon indifférend à toutes ces luttes des partis extrêmes, au moins juge impartial et sincèrement dévoué au bonheur de sa patrie adoptive; mais sa qualité d'étranger et son âge, loin de plaider en sa faveur, furent les causes principales qui ne firent accepter ses conseils que sous bénéfice d'inventaire.

M. Hidalgo, éloigné du Mexique depuis 1848, l'avait à peu près oublié. Il était, du reste, d'une incompétence remarquable en tout ce qui concernait la politique et l'organisation administrative de son pays. Quant à M. Velazquez de Leon, dont l'archiduc fit un ministre d'État, on se rappelle le mot du général Tornel : — « Des deux frères Velazquez de Leon, je n'ai jamais pu faire un homme. » Le père Miranda, homme d'une valeur incontestable et plus souple que monseigneur Labastida et monseigneur Munjia, n'en était pas moins un clérical rétrograde, incapable de céder à la civilisation moderne, et à l'apaisement des partis les droits caduques du clergé mexicain. Il est inutile de parler des autres membres de la commission ; ils n'ont jamais brillé par leurs capacités politiques ou leur désintéressement.

M. Gutierrez, président de la commission, apôtre-martyr de la monarchie mexicaine, mort de douleur en apprenant la chute de l'empire, était de tout autre trempe que ses collègues. Il sut sacrifier et sa fortune et sa vie au principe monarchique. On l'a vu, dans le courant de cette histoire, exposer ses jours ou sa liberté, en manifestant ses idées à des heures inopportunes. Je ne crois pas qu'il soit jugé par la postérité aussi, j'allais dire drôlement, que le jugeait l'impératrice Charlotte dans une lettre, à propos d'une propriété qu'il voulait vendre : « M. Gutierrez de Estrada, disait-elle, par l'entremise de M. Ulibarri son ami, voudrait que l'État lui achetât deux haciendas, si je ne me trompe, sises dans le département de Tula, et qui ont souffert, sous Juarez, un dommage estimé à 100,000 piastres, pour une somme de 182,000, valeur, assure-t-on, desdites haciendas. Maintenant, il y a à considérer que M. Gutierrez de Estrada est,

non pas le père, mais le grand-père de l'empire mexicain, qui, l'année de ma naissance, s'est fait expulser pour avoir demandé qu'on mît la républiqne à la porte, et qu'enfin il a présidé toutes les députations mexicaines qui ont offert la couronne à l'empereur. Son caractère et toute sa vie ont été des plus honorables; il est fortement *cangrejo*, »—écrevisse, rétrograde, — mais à son âge, loin de son pays, c'est pardonnable. Il vit dans les souvenirs de la monarchie espagnole, et ne s'aperçoit pas que le monde a tourné depuis lors. On ne saurait lui en vouloir pour cela. — Carlota. »

M. Gutierrez partageait pourtant les antipathies de ses compatriotes à l'égard des Espagnols, comme à l'égard de tous les étrangers; il était ultrà-catholique, mais pas aussi rétrograde que le dit l'impératrice Charlotte dans sa lettre. Quoi qu'il en soit, à part M. Gutierrez et le général Woll, la commission parut assez mal choisie pour laisser croire qu'elle avait été imposée à la régence par la situation. L'archiduc en eut une très médiocre opinion, dès la première conversation qu'il eut avec chacun de ses membres en particulier, car presque tous dans le tête-à-tête, critiquèrent leurs collègues et le président de la régence, qui fut défendu loyalement par le général Woll; pour devenir ministres, ils se faisaient un piédestal de chaque compatriote qu'ils déchiraient.

Malgré l'envie sérieuse et solennellement manifestée d'accepter le trône du Mexique, l'archiduc avait donc encore, pendant l'automne de 1863, bien des motifs d'hésitation; pourtant, il n'attendait pour partir que le vote général du Mexique, l'accord de la France, de l'Angleterre et de l'Espagne sur les garanties qu'on donnerait au nouvel empire, et finalement la réussite de l'emprunt franco-anglais qui devait subvenir à ses premières nécessités. Ces nécessités auraient été considérablement amoindries, si l'archiduc avait connu le Mexique, s'il avait consulté des hommes compétents et n'appartenant à aucun des deux partis extrêmes, sur les besoins et les ressources de sa nouvelle patrie, sur

les moyens de la réorganiser provisoirement d'une manière économique et sur les écueils politiques ou financiers qu'il fallait éviter. Malheureusement, l'archiduc avait sur ce pays des idées très erronées ; il considéra son empire en artiste, en monarque idéaliste, et ne sut prendre aucune mesure utile pour le Mexique.

Si les échos de Miramar ne promettaient guère des jours de bonheur pour le Mexique et son futur souverain, l'horizon s'assombrissait également à Mexico. Aussitôt que la régence se fut constituée, elle se partagea les ministères pour faciliter sa tâche administrative. Le général Almonte avait la direction du ministère des finances et de celui des affaires étrangères; monseigneur Labastida se chargea de ceux de l'intérieur et de la justice, et le général Salas eut ceux de la guerre et des travaux publics. Par économie, comme pour expédier plus promptement les affaires, ces différents ministères étaient confiés à des sous-secrétaires d'État. Dès que monseigneur Labastida vint à Mexico, il prit possession de son poste, provisoirement occupé par monseigneur Ormaechea, suppléant. Monseigneur Labastida voulait rappeler tous les décrets contre les biens de mainmorte et faire restituer au clergé les propriétés vendues en vertu des lois de désamortissement. Ayant sous sa juridiction les ministères de la justice et de l'intérieur, il défendit aux juges de reconnaître la validité des *pagarès*, de statuer sur les causes concernant les biens du clergé, et voulait que les loyers fussent payés aux anciens propriétaires ecclésiastiques et non aux adjudicataires. Dans les délibérations privées de la régence, il insistait pour que les deux régents suivissent sa politique. Le général Almonte lui répondait que jamais la France ne consentirait à soutenir des lois, en opposition avec ce qu'elle avait sanctionné chez elle depuis 1789, avec les proclamations des généraux Forey et Bazaine, et les ordres de Napoléon III, prescrivant le maintien du *statu quo* jusqu'à l'arrivée de l'empereur Maximilien. Il ajoutait que les locataires ne pouvaient se substituer au ministère public pour statuer sur

la légalité de la vente des propriétés qu'ils occupaient, et que, sans préjuger de l'avenir, ils devaient payer le loyer à ceux qui leur avaient loué la propriété, et non à d'autres.

Mgr Labastida répétait que maintenir la validité des *pagarès* et laisser payer les loyers des biens nationalisés aux nouveaux propriétaires, c'était reconnaître et par conséquent approuver les décrets de Comonfort et de Juarez. Ce raisonnement était faux, parce que le gouvernement provisoire n'avait pas la faculté de trancher cette question réservée pour sa solution à l'empereur Maximilien. Il était pénible de voir le premier prélat d'une nation de huit millions d'âmes compromettre le repos de sa patrie pour une question d'argent, si contraire aux préceptes évangéliques. Je ne parlerai pas des précédents dont Mgr Labastida pouvait se prévaloir pour garder le silence dans cette triste affaire; je dirai pourtant que le clergé français vaut, comme esprit patriotique et comme science théologique, le clergé mexicain; néanmoins n'a-t-il pas accepté la nationalisation de ses biens? Le pape Pie IX, en revenant de Gaëte, n'a-t-il pas accepté la validité du papier monnaie mis en circulation par le triumvirat romain? Reconnaissait-il par là les spoliations et les décrets de Mazzini? Non, mais il subissait les faits accomplis pour ne pas jeter la perturbation dans ses États, en lésant dans leurs intérêts tous ceux qui, bon gré, mal gré, possédaient ce papier. Mgr Labastida dira-t-il que le Pape est moins catholique et moins théologien que lui? Mgr Munjia, plus violent ou plus intéressé encore que son collègue, disait : — « Eh bien, perdons tout; il vaut mieux tout perdre que de transiger. » Ce raisonnement inqualifiable était bon pour ces messieurs, qui avaient de fortes sommes placées sur les banquiers de l'Europe, et pouvaient vivre tranquillement hors de leurs diocèses, sans souffrir des besoins matériels de la vie, mais les milliers d'invididus qui devaient, par nécessité, rester au Mexique, pouvaient-ils subir les exigences de l'épiscopat mexicain? On doit le dire, à la honte de ces prélats, la susceptibilité de leur conscience

était exagérée, quand il s'agissait de leur fortune privée et des questions d'argent; elle était, malheureusement, trop élastique lorsqu'il s'agissait des intérêts de Dieu, de la religion et du peuple.

Les ordres de Mgr Labastida portèrent immédiatement leurs fruits. Le général Almonte, de concert avec le général Salas, constituant la majorité de la régence, publia, les 23 et 24 octobre, des communiqués dont voici des extraits : « Le gouvernement est informé que les détenteurs de *pagarès* éprouvent des difficultés à en obtenir le paiement aux échéances. Les débiteurs se fondent, dit-on, pour ajourner leur libération, sur des ordres donnés par l'autorité supérieure à la justice du pays de ne pas connaître des causes de l'espèce qui seraient portées devant les tribunaux. De pareils bruits ne peuvent être répandus que par les ennemis du gouvernement, et leur but est évidemment de produire le désordre et la désaffection en paralysant les affaires, en prêtant à la régence des intentions qui préjugeraient une question importante.

« Le gouvernement est informé que les locataires des biens nationalisés refusent le paiement de leurs loyers, en se fondant sur ce que la régence aurait interdit aux tribunaux de connaître de l'espèce qui leur en serait déféré... Le gouvernement proteste contre ces calomnies... Le manifeste du général en chef doit être et sera la règle du gouvernement de la nation, qui doit trop à la magnanimité de l'empereur Napoléon III pour s'écarter de ses intentions. Or, ce manifeste dit que : les ventes régulières seront confirmées et que les transactions frauduleuses seules seront sujettes à la révision. »

Le 9 novembre le sous-secrétaire d'État envoyait aux préfets la circulaire suivante : « La régence de l'empire ayant été informée que, malgré les communiqués publiés dans le n° 41 de la *Gazette officielle*, dont un exemplaire est joint à la présente, plusieurs juges s'abstiennent de connaître des affaires concernant les *pagarès* et les locations de propriétés

ayant appartenu au clergé, me charge de faire savoir à Votre Seigneurie que, conformément aux susdits communiqués, les juges et tribunaux ont été et sont dans l'obligation de connaître de toutes les affaires dont il est question. »

Ces communiqués, publiés malgré monseigneur Labastida, rendirent l'archevêque plus cassant et plus irrité. Pour ne pas être soupçonné de seconder secrètement les exigences de monseigneur Labastida, les généraux Almonte et Salas durent rompre avec lui. Voici sur cette rupture des détails donnés par une lettre intime.

« Mexico, 17 novembre 1863. — « ... Le général Bazaine ayant exigé que l'on retirât le décret de séquestre, » — sur les propriétés des dissidents — « cela se fit ; on revisa l'ancien » — décret — « qui rendait responsable, avec leurs propriétés, ceux qui font la guerre au gouvernement à main armée; le général Bazaine demanda que ce décret fût pareillement abrogé, que l'on décrétât la circulation des *pagarès* des biens du clergé et que les juges fissent des poursuites, sur la demande des adjudicataires, contre ceux qui ne payaient pas les loyers des maisons adjugées. L'archevêque a refusé de signer ces décrets. Le général Bazaine l'exigeait. Les généraux Almonte et Salas ont dû les signer pour éviter le scandale qu'aurait pù donner le général Bazaine de dissoudre la régence. L'archevêque, irrité, a protesté et s'est retiré chez lui, sans pour cela vouloir renoncer à la régence.

« On a publié clandestinement des excommunications contre ceux qui demeurent dans des maisons adjugées. MM... échauffent l'archevêque et catéchisent les juges pour qu'ils se démettent de leurs fonctions. En présence de ces faits le général Bazaine diffère son départ pour l'intérieur et ne veut pas l'effectuer jusqu'à ce que l'archevêque se retire; celui-ci ne veut pas... et dit que passer par où veut le général Bazaine, serait la même chose qu'approuver les lois de réforme, tandis qu'en acceptant les faits tels que les a trouvés la régence, laissant leur solution à notre empereur quand il

viendra, on ne fait qu'écarter cette grave question. Voilà les conséquences d'avoir nommé trois régents au lieu d'un seul comme nous le voulions.

« L'archevêque ne sort plus de son palais où tous les mécontents entrent et sortent, bavardent, etc., et tiennent le public dans un état insupportable... Vous figurez-vous la position du général Almonte tâchant de contenir le torrent du clergé pour qu'il ne se heurte avec le général Bazaine? L'archevêque dit qu'il ne veut pas renoncer à ses fonctions, parce qu'il doit remplir ses engagements contractés avec notre empereur et celui des Français, qu'il ne se mêle pas des actes de la régence parce qu'il ne veut pas les sanctionner, et que n'assistant pas à ses délibérations, tout ce que signent les deux autres régents est nul... Il n'y a ni jugement, ni désintéressement ici; on ne sacrifie rien à la patrie ni au bien-être général.

« Marquez vient de partir pour Morelia : il a dû laisser ici son quartier-maître, le colonel Facio, que l'on est en train de juger, à cause d'un déficit d'équipement dans sa division pour une somme de 60,000 piastres, — 300,000 francs. — Cette affaire est mauvaise, et Facio est dans de mauvais draps. Le plus clair de tout cela est que Marquez l'a abandonné à son sort. Ce sont des Français qui le jugent. Vous savez que Facio a reçu des mains du maréchal Forey la croix de la Légion d'honneur pour avoir le mérite de ne pas s'être battu et d'être un voleur!

« 18. Le général Bazaine part aujourd'hui pour l'intérieur et l'archevêque se retire de la régence. »

L'auteur de la brochure *la Cour de Rome*, etc., dit, pag. 20 et 25, que la régence fut obligée de dissoudre la cour suprême le 2 janvier 1863. Or, la régence n'ayant été établie qu'au mois de juin, comment pouvait-elle, cinq mois avant son existence, destituer les juges de cette cour? Mais j'aurais trop à faire s'il me fallait rectifier toutes les erreurs débitées sur le Mexique par ceux qui en ont parlé sans connaître son histoire. Avant de publier la lettre adressée par la

régence à l'archiduc sur cet incident, je dois, pour ne pas pas interrompre l'ordre des dates, en citer une de l'archiduc, adressée au général Almonte, dont voici la teneur :

« Mon cher général. — Votre obligeante lettre du 10 novembre me donne des nouvelles généralement satisfaisantes sur le progrès des opérations militaires destinées à affranchir les provinces de l'intérieur d'un pouvoir qui semble leur être antipathique. Presque en même temps que votre lettre, m'est parvenu l'avis télégraphique de l'entrée du général Mejia à Queretaro.

« Lorsque les vœux librement émis des États de Morelia, S. Luis Potosi, Guanajuato et Guadalajara seront venus s'ajouter à ceux des États qui ont déjà ratifié le vote des notables de Mexico, et qu'ainsi les provinces les plus centrales, les plus riches et les plus peuplées se seront prononcées pour l'empire, je serai en droit d'espérer que le mouvement monarchique continuant sous l'impulsion du parti de l'ordre, le pays tout entier ne tardera pas à suivre le même exemple.

« Je pourrai, par conséquent, accepter, en ce cas, définitivement la couronne, puisqu'il est probable que d'ici là, toutes choses pourront être réglées en Europe. Veuillez donc faire en sorte, cher général, qu'aussitôt que la régence connaîtra les adhésions susmentionnées, elle les transmette au président de la députation qui alors, accompagné de ceux des délégués qui se trouveront en Europe à cette époque, aurait à se rendre sans délai à Miramar pour venir me les présenter.

« Soyez persuadé qu'à partir du moment de mon acceptation définitive, je m'efforcerai, autant que possible, de rapprocher le terme de mon départ pour ma nouvelle patrie.

« Le temps qui se passera jusqu'au jour de mon arrivée sur le sol mexicain sera pour vous, mon cher général, un temps d'épreuves de tout genre ; mais je ne doute pas qu'en maintenant cette attitude calme et prudente que vous avez observée jusqu'à présent, et en ayant soin de conserver à votre tâche son caractère essentiellement provisoire, vous

ne veniez à bout des nombreuses difficultés dont elle est entourée.

« Je charge le baron de Pont de vous faire connaître mes vues sur plusieurs points de détails, et je suis, cher général, avec une estime sincère — votre très affectionné — Maximilien. — Miramar ce 26 décembre 1863. »

Le 27 novembre, le général Almonte rendait compte à l'archiduc de l'affaire de monseigneur Labastida dans les termes suivants. Pour ne point me répéter je retrancherai de cette lettre les détails déjà connus.

« Mexico, le 27 novembre 1863. — Sire... — Les pièces que j'envoie ci-jointe à Votre Majesté — en copie depuis le n° 1 jusqu'au n° 21 — la mettront au courant d'une sorte de petite crise que mes deux dernières lettres pouvaient lui faire pressentir. Cette crise a été amenée, d'un côté par les exigences du général français pour le paiement des *pagarès* et des loyers de propriétés ecclésiastiques entre les mains des détenteurs actuels, et les exigences contraires impérieusement manifestées, au nom du clergé, par monseigneur l'archevêque de Mexico.

« ... Sauf le pénible sujet dont je viens d'entretenir Votre Majesté tout marche vite et bien : Queretaro a été occupé le 17 courant par le général Mejia ; l'armée franco-mexicaine est accueillie avec un enthousiasme comparable à celui de son entrée à Mexico ; au moment où je vous écris, j'attends d'heure en heure la nouvelle de l'entrée du général Bazaine à Guanajuato, et du général Marquez à Morelia. A part des escarmouches amenées par hasard, dans l'une desquelles a péri le général Comonfort qui commandait en chef la soi-disante armée de Juarez, on ne peut joindre personne.. Ainsi que je n'ai cessé de le répéter à Votre Majesté, nulle résistance n'est possible en présence de l'hostilité des populations contre le régime dont nous venons les délivrer.

« Aux États que nous possédions déjà il faut joindre, dès aujourd'hui, Queretaro, Michoacan, Morelia, Guanajuato et, quand cette lettre sera aux mains de Votre Majesté, Aguas-

Calientes, Zacatecas et San-Luis Potosi. La ville de Guadalajara n'attend que notre approche pour faire son mouvement. Tovar et Lozada, maître de presque tout le reste de l'État de Jalisco, sont aux portes, prêts à entrer au premier ordre. Sur les huit millions d'habitants auxquels est aujourd'hui réduite la population, plus de six millions ont adhéré à l'empire à l'heure où Votre Majesté lit cette lettre, et le reste aspire à une délivrance que les distances seules retardent, et non pas une force réelle appartenant à l'ennemi.

« Vidaurri vient de me faire savoir par le retour de l'agent que je lui avais envoyé, non seulement que les détails rapportés dans la lettre de M. S*** — ci-jointe en copie sous le n° 22 — étaient exacts et qu'il ne permettrait pas aux débris juaristes de se réfugier sur son territoire pour y amener leur triste cortége d'exactions et de brigandage, mais encore qu'il allait réunir le congrès de ses deux États de Nuevo-Leon et Cohahuila pour soumettre à leur vote l'adhésion à l'empire. Il se charge, en outre, de pacifier tout le nord, Durango, Chihuahua, Basse-Californie, Sonora et Sinaloa. Votre Majesté se rendra facilement compte de l'importance de l'adhésion de Vidaurri qui nous délivre de la besogne difficile, mais surtout longue, qui restait à faire sur toute la frontière du nord, où la population, rare et disséminée, pouvait être maintenue longtemps dans une erreur préjudiciable à l'entière pacification de l'empire, les dissidents étant sûrs des sympathies et du concours occulte, mais actif, des Yankees.

« Plus que jamais, en présence du grand mouvement d'opinion qui se déclare partout, de l'adhésion des États les plus riches, les plus peuplés, les plus importants, je considère l'empire comme un fait accompli, et j'aspire à le remettre aux mains de Votre Majesté.

« La famille de Juarez a quitté S. Luis Potosi; il ne tardera pas à la suivre, la marche de l'armée franco-mexicaine ayant provoqué, non pas une retraite, mais une fuite générale, une véritable déroute. Si, comme je n'en doute pas,

Vidaurri tient ses engagements, Juarez et les siens n'ont plus d'autres ressources que de quitter le pays; ils n'y posséderont plus dans un mois, ni un élément de défense, ni un refuge.

« Dès aujourd'hui, Sire, les conditions posées par Votre Majesté sont remplies, et le vœu de l'immense majorité du territoire et de la population ne peut plus être révoqué en doute : Mexico, Puebla, Tlascala, Vera-Cruz, Carmen, Yucatan, — insoumis depuis trente ans, — Tabasco, Chiapas, Tamaulipas, Queretaro, Guanajuato, Michoacan, Aguas-Calientes, Zacatecas, S. Luis Potosi, presque tout le Jalisco, une partie de Oajara et de Guerrero, ou sont à nous ou vont y être dans un bref délai; l'ennemi se retire de partout et en toute hâte; c'est une question de marche, rien de plus. Or ces États comprennent les trois quarts du territoire et plus des quatre cinquièmes de la population totale de l'empire; en outre, l'adhésion de Vidaurri ne laisse plus aux dissidents qu'une partie de Oajaca et de Guerrero.

« En présence d'une telle situation qui réalise complétetement ce que j'avais annoncé à Votre Majesté, quand la résistance ne consiste plus que dans des actes isolés de brigandage, commis par les bandes organisées *ad hoc*, et dont la destruction est une affaire de police et de gendarmerie, non plus affaire de guerre, je me crois autorisé à supplier Votre Majesté de ne pas retarder davantage son départ. Tous les doutes aujourd'hui sont levés et les dernières difficultés disparaîtront en votre présence. Ces difficultés, du reste, sont toutes du genre de celle dont je rends compte à Votre Majesté au début de cette lettre, et, contre elles, vous seul, Sire, pouvez être tout-puissant.

« Je ne doute pas que les lettres du général Bazaine à l'empereur Napoléon ne soient conformes à mes assertions, et sur la question militaire, et sur l'adhésion enthousiaste donnée par le pays à mesure que notre marche élargit le cercle de la zone délivrée.

« J'espère, en conséquence, Sire, apprendre bientôt que

Votre Majesté, confiante dans les dispositions de tout un peuple qui l'attend avec impatience et le montre avec une ardente activité, hâtera le plus possible son arrivée parmi nous et viendra commencer personnellement l'œuvre de réorganisation qui doit nous régénérer et montrer au monde un grand souverain à la tête d'un grand peuple, là où le monde était accoutumé à voir et à plaindre un malheureux pays voué jusqu'à présent à une pitié dédaigneuse.

« J'ai l'honneur d'être, etc. — J. N. Almonte. »

A cette lettre, l'archiduc répondit par la suivante :

« Mon cher général. — Vos communications du 27 novembre dernier m'ont informé des détails de la crise que venait de traverser la régence et qui s'est terminée par la retraite de monseigneur Labastida.

« A la distance où je me trouve encore du théâtre des événements, je ne prétends pas prononcer sur la question qui a donné naissance à cette crise, mais tout me porte à croire, dès à présent, que vous avez bien fait d'éviter un conflit avec l'autorité française, en laissant subsister provisoirement le *statu quo*, tout comme je suis d'avis que la patrie devra vous être reconnaissante de la persévérance et de l'abnégation dont vous avez fait preuve depuis l'origine de l'intervention.

« Je vous remercie, cher général, des bonnes nouvelles que vous me donnez du progrès des opérations militaires dans l'intérieur du pays : elles permettent d'espérer que, d'ici à peu de semaines, nous connaîtrons les votes du reste de la nation au sujet de ses futures destinées.

« L'adhésion de Vidaurri me paraît, comme à vous, un fait d'une haute importance.

« Ma résolution, je le répète, est prise depuis le 3 octobre, et aussitôt que les négociations relatives aux garanties indispensables à obtenir pour la nouvelle monarchie auront abouti, ce qui, j'en ai l'espoir, ne va pas tarder, je suis prêt à me rendre aux désirs des Mexicains.

« Croyez, mon cher général, aux sentiments de haute

estime avec lesquels je suis — votre très affectueux — Maximilien. — Miramar, ce 10 janvier 1864. »

Pour terminer ici l'incident de monseigneur Labastida, j'ajouterai quelques extraits d'une lettre de M. Gutierrez de Estrada qui prouvent que la question des biens du clergé n'avait point été résolue entre les Mexicains de la députation et l'archiduc... « Il est très désirable, dit M. Gutierrez dans cette lettre, datée de Paris, 8 décembre, qu'en attendant que l'archiduc se décide à partir, les difficultés ne s'aggravent pas... au point de produire une rupture absolue entre la régence et le parti catholico-monarchique... Si l'on doit introniser les principes de Juarez, dérouté et fugitif, à quoi auront servi tant de sacrifices faits par nous et par nos protecteurs et alliés?

« Demain, MM. Aguilar et Velazquez de Leon, vont partir pour voir s'ils pourront obtenir de l'archiduc ce oui tant désiré. »

M. Gutierrez appelait à tort catholico-monarchique, ce parti qui ne voulait rien sacrifier à la patrie ni à la monarchie, mais les conservateurs progressistes et monarchistes, représentés par M. Almonte étaient-ils donc protestants et républicains? En maintenant le *statu quo* trouvé par l'intervention et par la régence, la régence et l'intervention n'intrônisaient rien. Il fallait que le parti réactionnaire eût réellement bien peu profité des leçons du passé, pour vouloir qu'on ne tînt pas compte de la situation nouvelle faite par les lois de réforme mises en vigueur depuis plusieurs années.

Les événements justifiaient pleinement les assertions du général Almonte, contenues dans ses lettres à l'archiduc. Le général Bazaine, parti de Mexico, le 18 novembre, se trouvait le 27 du même mois à Acambaro avec la division Castagny et celle de Marquez. A Maravatio seulement, le commandant Billot rencontra, le 21 novembre, cent cinquante lanciers dissidents, qui laissèrent dix des leurs tués dans cette rencontre. Ce fut le 12 de ce mois que le com-

mandant Aguirre de la division Mejia, avec cent hommes, tua Comonfort et plusieurs officiers de son détachement. Une autre version affirma que la troupe de la division Mejia qui surprit Comonfort, était commandée par les deux frères Troncoso. Ces deux jeunes gens, après avoir servi longtemps sous Doblado, se déclarèrent contre lui, lors de l'exécution de leur frère aîné, ordonnée par Doblado, et se mirent au service du général Mejia pour venger leur frère. Le général Bazaine envoya la division Marquez, accompagnée de la brigade Berthier, à Morelia, où elle arriva le 30 novembre. Le 2 décembre, le général Berthier, laissant Marquez seul dans le Michoacan, se mit en route pour rejoindre le général Bazaine et la division Douay qui arrivait de son côté par la route de Queretaro, sans avoir tiré un coup de fusil. Le 4 décembre, le général Douay, précédé de la division Mejia, laissa Celaya, et marcha sur Guanajuato, qui fut occupé le 8, sans coup férir. Le général Bazaine, avec la cavalerie, se dirigea pareillement vers le nord pour continuer les opérations. Partout, affirment nos soldats, les journaux et les correspondances du Mexique de cette époque, l'armée franco-mexicaine fut accueillie avec de grandes démonstrations de joie. Le 16 décembre, le général Bazaine, arrivé à Lagos, poursuivant Doblado qui fuyait en toute hâte, organise une colonne légère pour l'atteindre plus facilement, mais c'est en vain, l'ennemi fuit à marches forcées, et finit par se disperser.

Voici d'autres lettres qui confirment l'exactitude de ces renseignements. La première est du général Marquez au général Woll.

« Morelia, 4 décembre 1863. — Mon cher ami et compagnon. — Dans toutes mes précédentes lettres je vous annonçais que les populations seraient occupées, — militairement — sans un grand effort; aujourd'hui, j'ai le plaisir de vous écrire de cette ville qui m'a reçu parfaitement, sans que dans les localités traversées de la capitale ici, nous ayons eu la moindre chose à faire, ni le moindre embarras;

tout au contraire, partout nous avons trouvé une grande décision pour notre cause et les démonstrations de confiance et de joie ont été très grandes.

« L'ennemi, sans tirer un coup, se retire à l'approche de nos troupes, et cherche quelquefois à pousser les habitants au crime, les obligeant à assassiner les nôtres; mais il ne réussit pas même en cela; parce que la grande différence qui existe entre la conduite inique des juaristes, de leurs partisans et celle de nos troupes et de nos autorités qui garantissent par leur moralité et leur politique conciliatrice, la vie et les intérêts des particuliers, désarme complétement ceux qui, trompés par les grossières calomnies des partisans de la licence, ont quelques préventions contre les nôtres.

« Nous occupons déjà les principaux départements de l'empire, et lorsque vous recevrez cette lettre, vous pouvez être sûr que nous occuperons aussi ceux de S. Luis Potosi, Jalisco et Zacatecas, ne restant plus que les frontières qui de fait seront soumises à l'ordre dès qu'on le voudra.

« Je suis très heureux de vous apprendre tout cela, parce que c'est la preuve la plus irréfragable que notre cause est nationale, que notre forme de gouvernement adoptée est la désirée, que l'élection du prince Maximilien est approuvée par la majorité, et qu'on espère trouver dans son auguste personne la félicité tant désirée pour notre patrie.

« Les désirs de l'empereur sont donc réalisés; il nous tarde de l'avoir au plus tôt dans le pays; parce que la complète pacification, par la destruction des guerillas, ne pourra s'effectuer que par une augmentation de nos troupes, ce qui ne peut avoir lieu sans une mesure extraordinaire pour le recrutement. Maintenant on ne peut établir la conscription employée en Europe sous différents noms, et le système de la *leva* — enrôlement forcé — étant prohibé, il est indispensable de suppléer par une mesure quelconque à ce mode de recrutement. L'empereur seul pourra le décréter, etc. — L. Marquez. »

En voici une autre de M. Almonte, adressée pareillement au même général :

« Mexico, 9 décembre 1863. — Mon cher ami et compagnon. — Les nouvelles apportées aujourd'hui par ce courrier ne sauraient être plus satisfaisantes. Tout le district de Morelia est occupé; Queretaro, Celaya, Leon, aujourd'hui Guanajuato, le sont par les généraux Douay et Mejia; Silao l'est également par le général Bazaine, comme il me le dit dans une lettre que je viens de recevoir. Doblado a demandé une entrevue au général Bazaine, mais comme celui-ci connaissait déjà sa duplicité, il lui répondit qu'il n'y voyait aucun inconvénient et que pour cela il se rendait à Guanajuato avec ses troupes. Doblado alors abandonna la ville et se rendit à Silao. Bazaine partit pour cette ville, mais à son arrivée les troupes démagogues s'étaient déjà retirées dans l'intérieur. S. Luis Potosi et Guadalajara seront bientôt en notre pouvoir. Vidaurri reconnaîtra l'empire dans le Nuevo Leon, et alors les conditions de notre empereur seront remplies, etc. — J. Almonte. »

Le 8 novembre Cortina écrivait à Juarez qu'il avait fait fusillé la veille à Matamoros le général espagnol Cobos, qui voulait, disait-il, dans sa proclamation aux habitants des frontières, les soustraire à la tyrannie insupportable sous laquelle ils gémissaient, soumis « au caprice et à la discrétion de quelques hommes qui, ici comme dans quelques autres États, absorbent comme des sangsues les fonds publics et le fruit de vos travaux. » Après avoir trahi les conservateurs pour un million qui ne lui fut pas payé, il trahit les juaristes qui le fusillèrent!

Le 16 novembre, Uraga, Doblado, Negrete, Tapia, Iglesias, Berriozabal, Regules, Alvarez, Miranda, Camaño et d'autres généraux vinrent, à la tête de plus de huit mille hommes et d'une nombreuse artillerie, attaquer Morelia. L'attaque fut si violente que pendant deux heures les juaristes se maintinrent au milieu de la ville dans la journée du 21 au 22. Les généraux Marquez, Montenegro et Gutierrez payèrent vail-

lemment de leurs personnes, et par de prodigieux efforts de bravoure parvinrent à repousser les assaillants qui se retirèrent dans la soirée du 22. Au moment où les juaristes opéraient leur retraite, le général Marquez monta sur la terrasse de sa maison pour observer leurs mouvements, et fut grièvement blessé par une balle de fusil, dans la joue droite. Les journaux et les lettres de Mexico du 24 novembre disent en parlant de ces faits : — « Marquez, avec 2,000 hommes, est à Morelia où il a été attaqué par Uraga, qui avait avec lui plus de 8,000 hommes et quarante pièces d'artillerie. Uraga, battu, perdit onze pièces, 200 hommes tués et 1,500 prisonniers. Berriozabal, Uraga et Tapia ont été blessés. Marquez a reçu une blessure au visage. Juarez a quitté S. Luis Potosi pour se sauver à Monterey, sans consulter ses ministres. »

Le 26 décembre, M. Almonte écrivait à l'un des membres de la députation alors à Paris : — « Je ne crois pas qu'il y ait maintenant aucun motif pour retarder l'arrivée de notre souverain. Queretaro, Morelia, Celaya, Salamanca, S. Miguel, Leon, Irapuato, Guanajuato et Lagos ont déjà proclamé l'empire, et leurs déclarations partiront par le prochain paquebot. Celles des premières populations sont parties avant hier. Le général Mejia doit occuper S. Luis Potosi, après avoir mis en déroute Negrete. Deux seules rencontres ont eu lieu, — celle de Negrete et celle d'Uraga — et la victoire nous est restée. Juarez, en apprenant ces nouvelles, est parti clandestinement pour Monterey. Doblado, convaincu qu'il ne pourra tromper le général Bazaine, fuit du côté de Zacatecas. Les villes, les villages et les ranchos par où passent nos troupes les reçoivent avec un enthousiasme sans égal. Ces nouvelles convaincront sans doute notre souverain qu'il est désiré, et accéléreront, je l'espère, son voyage, parce que sa présence dans le pays est la seule chose qui manque pour achever de compléter l'empire.

« M. de Saligny est parti hier pour s'embarquer à Vera-Cruz. Il s'est marié le jour antérieur, et l'archevêque a dû le dispenser des frais de bans, etc., parce que malgré tout ce

qu'on a dit, le pauvre homme s'en va plus pauvre qu'on ne saurait le croire. J'espère que dans ses jours de malheur, ses amis ne l'abandonneront pas et lui montreront leur gratitude qu'il mérite, pour les services qu'il a rendus à la patrie.

« Quant à la question religieuse, elle reste dans le *statu quo*, pour être résolue par notre souverain, lorsqu'il viendra. Malgré les exigences des deux partis, j'ai voulu que cette question restât comme nous l'avons trouvée à notre arrivée dans la capitale. En cela, je n'ai fait que suivre les instructions données par notre protecteur l'empereur Napoléon au général en chef, etc. — J. Almonte. »

Le général Douay, à la poursuite d'Uraga, finit par atteindre son arrière-garde. Dans cette rencontre, le général Uraga perdit un matériel considérable, destiné au forage des canons, au frappage de la monnaie, des lingots de cuivre et cent quarante-trois mulets chargés d'avoine et de munitions. Serré de près, le général mexicain ne trouva d'autres moyens d'empêcher tout son parc de tomber entre nos mains que de le livrer aux flammes. Le 5 janvier, le général Bazaine entra dans Guadalajara, sans coup férir. A cette date, les assertions du président de la régence étaient justifiées ; l'empire était un fait accompli ; il ne lui manquait plus que l'empereur.

On se rappelle la lettre de Santa-Anna, envoyée le 15 octobre 1861, de Saint-Thomas, à M. Gutierrez de Estrada, publiée par les journaux et dans laquelle il disait en parlant des maux du Mexique : « Le seul remède est de substituer un empire constitutionnel à cette *farce appelée république.* » On se rappelle également que dans une autre lettre datée du 30 novembre de la même année et adressée au même personnage, il approuvait le choix de l'archiduc Maximilien pour le trône du Mexique et disait : « Persuadé que le moment d'agir est venu, je suis disposé à me présenter le plus tôt possible sur le sol de ma patrie, décidé à travailler de toutes mes forces à la réussite de l'affaire. Par le paquebot pro-

chain, du 17 décembre, je vous donnerai avis du jour de mon départ de cette île, etc. » Le 22 décembre 1863, voyant que l'empire mexicain se constituait, il écrivit une lettre à l'archiduc, dans laquelle il lui disait entre autres choses... « Oui, monseigneur, en saluant Votre Altesse Impériale comme empereur du Mexique, en accédant au vœu de mes compatriotes, en vous offrant respectueusement mes faibles services, je puis vous assurer, sans flatterie, que mon adhésion à Votre auguste personne n'a pas de bornes... Je puis également assurer à Votre Altesse impériale, que la voix qui s'est élevée dans le Mexique pour proclamer votre nom, n'est pas celle d'un parti. L'immense majorité aspire à rétablir l'empire des Moctezuma avec Votre Altesse Impériale à sa tête, persuadé que c'est l'unique remède pour guérir les maux de la société, la dernière ancre de salut. »

Santa-Anna ne put voir d'un œil impassible le nouvel empire se créer sans lui ; son amour-propre se révolta à l'idée que son pays, dont il avait si longtemps présidé les destinées, s'organiserait sans son concours. Il vint à Vera-Cruz et lança une proclamation dans laquelle il rappelait au peuple mexicain ses services rendus et ses gloires politiques et militaires ; il l'engage ensuite à montrer sa reconnaissance « envers le monarque magnanime qui a étendu sa main puissante et généreuse sur lui et sans le secours duquel la nation gémirait encore sous le joug oppressif et barbare d'une anarchie sans frein. » Puis, il termine en déplorant ses erreurs de jeunesse qui lui firent soutenir le système républicain auquel la patrie doit tous ses malheurs et dit : « La dernière parole de ma conscience et de mes convictions, c'est la monarchie constitutionnelle. » Mais cette proclamation fut jugée inopportune par nos autorités militaires ; on le pria de se rembarquer pour la Havane. Il ne voulait pas se résigner, comme Miramon le fit, à rester simple général de division, avec ou sans commandement. Dans une lettre datée de la Havane, 4 avril 1864, il exhale son ressentiment dans ces termes :

« ... Avec la méfiance naturelle qu'inspire la chute de nos illusions, je m'étais enfin décidé à répondre à l'appel de mes amis, — il y avait mis plus de deux ans, — et je me mis en route pour Vera-Cruz... Mais, comme vous l'avez appris par la presse étrangère, je fus à la fin victime de l'envie la plus noire et des passions les plus misérables... L'organe sublime de la presse périodique a voulu justifier l'acte arbitraire dont j'ai été l'objet. Jamais je n'aurais cru me heurter dans ma vie politique contre un événement de telle nature, et croyez qu'il a fallu employer toute ma philosophie pour surmonter une vicissitude aussi amère... Si notre empereur Ferdinand Maximilien m'envoie quelque honorable souvenir et m'ordonne de revenir sur le sol de la patrie, j'y retournerai, parce que je n'ai jamais cessé de désirer mourir où je suis né. Je vais, dès aujourd'hui dans ma résidence de Saint-Thomas, attendre la régénération de ma patrie, etc. — A. L. de Santa-Anna. — P. S. Pensant que le bateau, qui conduit S. M. l'Empereur, passera par ici, pour faire du charbon, je m'arrête encore ici, à cause de cette circonstance. »

L'empereur ne passa pas par la Havane, et n'eut jamais de sympathie pour Santa-Anna; dont le caractère remuant et tergiversatif lui déplaisait.

SECOND EMPIRE

1864-1867

L'année 1864 commençait très mal pour le second empire. Tandis que l'armée franco-mexicaine poursuivait ses triomphes faciles, tandis que nos généraux parcouraient le Mexique à la recherche d'un ennemi qui fuyait toujours, la régence était obligée, le 2 janvier 1864, de destituer les magistrats de la cour suprême nommés par le décret du 15 juillet 1863. Le décret de destitution suivait une proclamation dans laquelle, après avoir fait l'apologie de l'intervention française et de sa politique libérale et conciliatrice, que la régence devait imiter, il était dit : « La cour suprême, qui devait être le guide naturel des juridictions inférieures, n'a rien oublié, mais n'a rien appris. Les magistrats du passé qui ont été investis de notre confiance ont apporté dans le sanctuaire de leurs délibérations l'esprit de parti qui exclut la justice, favorise les mauvaises passions et entretient la haine et la discorde.

« Après avoir épuisé tous les moyens de persuasion à l'égard de ces magistrats d'une époque dont le retour est

impossible; persuadés que le salut du pays est dans l'adoption des mesures libérales qui nous sont indiquées par la nation généreuse qui nous prodigue son sang et son or... nous avons dû nous résigner au pénible devoir d'écarter des fonctions publiques les magistrats de la cour suprême qui nous ont refusé leur concours... Le cours de la justice ne sera pas interrompu; lorsque se feront les nouvelles nominations de ceux qui seront chargés de l'administrer, nous ne leur demanderons pas à quel parti ils ont appartenu, mais nous exigerons d'eux qu'ils maintiennent la balance égale pour tous, sans distinction d'opinion, etc. »

Dans le premier « considérant » du décret de destitution il est dit : « Attendu que le tribunal suprême, par la représentation adressée à la régence de l'empire le 31 décembre dernier, s'est mis en état de rébellion contre le gouvernement légitime, en déclarant que jamais il ne s'associerait par ses actes ou ses décisions à l'exécution des circulaires et communiqués officiels publiés ou qui se publieraient par ordre de la régence touchant les biens dits du clergé, à moins que ces dispositions ne consacrent formellement le principe de leur restitution simple au clergé. »

Suivent deux autres « considérants » et le décret qui prouvent l'influence de monseigneur Labastida sur les juges et le parti ultra-clérical. Je doute que l'archevêque de Mexico se réjouisse aujourd'hui de l'opposition qu'il a faite alors à la politique de l'intervention, puis à l'empire. Le même colonel qui m'avait donné des détails si curieux sur les événements qui se passaient à la Havane à la fin du mois de décembre 1861, écrivait de nouvelles phrases prophétiques, à propos des embarras de la régence... « Ici, disait-il dans une lettre datée du 5 janvier 1864, nous sommes devenus la cible des démagogues et des partisans du clergé ; ce qui nous manque maintenant, c'est qu'à l'arrivée de notre empereur, *nous soyons mis de côté*. Si cela arrive, cela ne m'étonnera pas; ainsi va le monde. » Cela ne manqua pas, en effet. En parlant de la députation, il ajoute : « Je ne sais pourquoi ces

messieurs qui sont à Paris paraissent très hostiles au général Almonte, et à nous autres. Il eût été bon qu'ils fussent venus exposer ici leur poitrine, quand on avait besoin d'hommes pour le faire... Le P. Miranda n'est pas encore arrivé, — à Mexico. — Que Dieu nous sorte de ses mains; quand il viendra, et verra ce qui s'est fait, il ne sera guère content. »

Une lettre du général Almonte, datée du 9 janvier 1864, nous donne des renseignements d'un grand intérêt sur les faits que je viens de citer. « Le résultat de la campagne dans l'intérieur, dit-il dans cette lettre, ne pouvait être meilleur; nous n'avons rien à désirer sur ce sujet. Il n'en est pas de même de nos affaires politiques dans cette capitale. Nos amis, ou pour mieux dire ceux qui devraient l'être et devraient aider le gouvernement dans tout, lui créent, par leurs exigences, de telles difficultés, qu'on a dû y mettre un arrêt, pour éviter de plus grands maux. Je fais allusion aux magistrats de la cour suprême, à ceux qu'il a fallu destituer parce qu'ils voulaient faire la loi à la régence, ne lui obéissaient pas, et lui faisaient des représentations pour l'obliger à prendre des résolutions en faveur du clergé.

« Vous n'ignorez pas que dès que le gouvernement fut établi, je me proposai de ne toucher en rien à la question si délicate des biens du clergé, et de la laisser comme nous l'avons trouvée, pour que notre empereur la tranchât à son arrivée. Le clergé, peu satisfait de cette décision, fit tant, que le général Bazaine déclara à la régence qu'il avait des ordres pour que tout restât dans le même état qu'avant. En premier lieu, comme je vous l'ai dit, c'était mon programme; secondement, dans le cas où il ne l'aurait pas été, ce n'était ni politique, ni rationnel de se mettre en lutte avec le général Bazaine, et moins encore au moment d'ouvrir la campagne de l'intérieur; mais le clergé n'a pas voulu le comprendre ainsi; il s'est déclaré en lutte ouverte avec le général, et la suprême cour fit de même, opposant à tout son inertie et sa résistance. En vain, je fis appel à la patience, à

la tolérance et à la conciliation. La tolérance et le désir d'éviter un scandale furent pris pour de la faiblesse. La suprême cour, non satisfaite de désobéir et d'être tolérée, fit, par écrit, une pétition à la régence dans laquelle elle se révoltait, et l'on fut obligé de faire un exemple. La régence a destitué tous les magistrats et en a nommé d'autres. Ce pas était très pénible à faire, mais indispensable pour établir l'accord entre la régence et ses subordonnés, et leur faire comprendre que le temps est fini où tout individu imposait sa volonté au gouvernement. Il est d'une absolue nécessité de respecter ses ordres et d'oublier la mauvaise habitude des années passées, etc. — J. Almonte.

P. S. A la dernière heure. Arramberri, Ampudia et Parrodi, généraux de Juarez, se sont présentés, à San Luis Potosi, au général Mejia et ont prêté serment à l'empire, ainsi que l'ancien ministre des finances et plusieurs autres fonctionnaires de Juarez. Doblado cherche un port sur le Pacifique pour s'embarquer. »

Ce même jour, 9 janvier, le général Almonte écrivit à l'archiduc Maximilien qui lui répondit la lettre suivante : — « Mon cher général. — Les nouvelles que me donne votre lettre du 9 janvier sont on ne peut plus satisfaisantes, au point de vue militaire. Les actes d'adhésion, reçus en dernier lieu par M. Gutierrez semblent hâter le moment où nous connaîtrons les vœux de la grande majorité du pays.

« De mon côté, j'ai cru utile, pour activer les négociations que nous poursuivons en Europe, de me rendre à Bruxelles, où je suis plus rapproché du centre de ces négociations et où il m'est possible de recueillir directement les sages conseils du roi mon beau-père. J'ai aussi invité plusieurs notabilités mexicaines à rester ici auprès de moi, pour m'éclairer de leurs avis patriotiques.

« Lorsque les bases essentielles de nos engagements seront posées, je compte aller faire une visite à Paris et à Londres, et recevoir ensuite, dans la dernière quinzaine du mois prochain, à Miramar, la députation qui, d'ici là, sera sans

doute en possession des documents constatant les votes des provinces plus éloignées.

« L'archiduchesse me charge de vous dire mille choses aimables et je suis, mon cher général, avec une estime sincère, — Votre très affectionné, — Maximilien. — Bruxelles, palais du roi, 27 février 1864. »

MM. Gutierrez de Estrada, Velasquez de Leon et quelques autres Mexicains, appelés comme conseillers auprès de l'archiduc, étaient renommés dans leur patrie pour l'exagération de leurs idées réactionnaires, politiques et religieuses et leur antipathie contre tout élément étranger. Ils firent chorus avec les partisans de l'archevêque qui accusaient la régence de faiblesse vis-à-vis de l'intervention et disposèrent l'archiduc à suivre une politique différente de celle du général Almonte, pour ne pas paraître agir sous la tutelle de la France: L'archiduc y était personnellement disposé, mais on verra qu'en se séparant brusquement de la politique conciliatrice et sage de la régence, il tourna le dos aux conservateurs, aux impérialistes et se jeta dans les bras des juaristes et des fédéraux. A la fin de février, lorsque l'archiduc se trouvait à Bruxelles, il était enfin décidé à partir pour le Mexique, l'emprunt franco-anglais était à peu près conclu; toutes les garanties qu'il demandait avaient été accordées; il voulut donner à son acceptation de la couronne, toute la solennité possible, et chargea M. Velazquez de Leon d'écrire au général Woll la lettre suivante, qui est trop étrange pour ne pas être publiée en entier :

« Bruxelles, 29 février 1864. — Mon ami très apprécié, — Je suis chargé par S. A. l'archiduc de vous écrire pour vous dire qu'Elle désirerait que les généraux prisonniers qui ont fait adhésion à son auguste personne, et que vous jugerez dignes, se rendent à Miramar; mais que ceci se fasse sans qu'ils sachent que l'archiduc le désire, et comme un acte volontaire de leur part, pour assister à l'acceptation solennelle de la couronne du Mexique qui se fera à Miramar en présence de notre commission et de plusieurs Mexicains,

invités à cet effet, lorsque arriveront les actes — les votes — qui manquent. Vous présenterez ces généraux, et Son Altesse espère que pour cela vous vous mettrez d'accord avec M. Escandon, parce qu'on lui a recommandé plusieurs prisonniers, parmi lesquels il y a un ou plusieurs officiers indiens ; l'archiduc désire que ces derniers assistent aussi à la solennité, à Miramar.

« L'archiduc désire, en outre, à cause de la connaissance que vous avez de l'armée mexicaine, que vous proposiez, si vous les rencontrez à votre satisfaction, un ou plusieurs anciens officiers qui pourraient, par leurs connaissances particulières des armes et leurs capacités, choisir et recevoir l'armement que l'on doit acheter ici, sinon l'on nommera ici les commissionnés — pour ces achats. — J. Vélazquez de Leon. »

L'archiduc et l'archiduchesse se rendirent à Paris dans les premiers jours de mars, et furent reçus aux Tuileries avec toute la distinction qui leur était due. Le dimanche 6 mars, ils assistèrent à la messe, dans la chapelle du palais, à côté de Leurs Majestés. Le projet du traité de Miramar, qui ne devait être signé qu'après l'acceptation officielle de la couronne, fut paraphé dans le courant de la semaine. Le vendredi 11, eut lieu, dans les salons de l'ambassade d'Autriche, une réception exclusivement réservée aux Mexicains résidant à Paris. M. Gutierrez de Estrada présentait à Leurs Altesses les dames, et M. Hidalgo, destiné à la légation de Paris, présentait les messieurs. Au nombre de ces derniers figuraient plusieurs généraux prisonniers devenus impérialistes. Le 12, à sept heures du soir, Leurs Altesses partirent pour Londres où des appartements leur avaient été retenus d'avance à l'hôtel Clarendon. Après avoir rendu visite à la reine d'Angleterre, aux membres de la famille royale et à la reine Amélie, Leurs Altesses revinrent à Bruxelles, se rendirent ensuite à Vienne et retournèrent à Miramar faire leurs préparatifs de départ pour le Mexique.

Le 9 avril, l'empereur d'Autriche vint à Miramar faire

signer à son frère l'acte appelé *Pacte de famille*, portant renonciation absolue à tous les droits lui appartenant du chef de son titre d'agnat d'Autriche. L'archiduc désirait maintenir intact son titre d'agnat, tout en se déclarant prêt à prendre l'engagement de n'en invoquer le bénéfice qu'en cas de l'extinction totale des agnats appelés à la succession. Dans l'article 1er du *Pacte de famille* signé par l'archiduc on lit : « L'archiduc Ferdinand Maximilien renonce, pour son auguste personne et ses descendants, à la succession de l'empire d'Autriche, etc. Art. 3. Dans les cas néanmoins, ce qu'à Dieu ne plaise! où il arriverait que tous les autres illustrissimes archiducs et leurs descendants mâles... viendraient à s'éteindre, Son Altesse impériale conserve formellement et de plein droit, pour ce cas-là, tant pour son auguste personne que pour sa descendance mâle... tous les droits mentionnés de succession..., de sorte que, pour ce cas, la renonciation prononcée par l'art. 1er ne devra porter préjudice ni à Son Altesse impériale ni à ses descendants, etc. » L'empereur d'Autriche repartit de suite pour Vienne, après la signature de ce pacte. Il était utile de parler de cet incident, car, avant la fin de l'année, l'empereur Maximilien protesta contre cet acte.

Le 10 avril, à 10 heures du matin, le contre-amiral, comte Hadick, chambellan de service, auprès de l'archiduc, alla chercher la députation, logée à la maison consistoriale de Trieste. Quatre carosses de gala amenèrent la députation à Miramar; elle était suivie d'un certain nombre de personnages mexicains, étrangers, de ministres, généraux, officiers en grand uniforme. A midi, le comte Zichy, grand-maître de la maison de l'archiduc, suivi du marquis Corio, grand-maître des cérémonies, conduisit la députation mexicaine à la salle des réceptions. L'archiduc debout l'attendait devant une table, sur laquelle se trouvaient les actes d'adhésion à l'empire; il avait à sa gauche l'archiduchesse Charlotte; à côté et derrière Leurs Altesses on voyait le général Frossard, aide de camp de l'empereur Napoléon, M. Herbet, délégué

impérial, la princesse de Metternich, la marquise de Ville, les comtesses Zichy, Collonitz, le ministre belge près la cour d'Autriche, M. Monier, commandant de la frégate *Themis* et d'autres personnages.

Vingt Mexicains formaient un demi-cercle autour du président de la commission, M. Gutierrez de Estrada qui prononça un discours dans lequel il déplorait les malheurs de son pays, « sous lesquels, disait-il, il aurait succombé sans le secours de l'un des plus grands empires de l'Europe, et sans l'abnégation de Votre Altesse impériale... Honneur et gratitude...à la nation glorieuse, qui à la voix de son souverain, n'a pas hésité à verser son sang pour notre rédemption politique, créant de cette manière, entre les deux continents, une nouvelle confraternité... Honneur et gratitude à cet empereur aussi grand que généreux qui, faisant un intérêt français de tous les intérêts du monde, eut la gloire d'arborer, en quelques années et malgré les obstacles, le pavillon de la France, toujours craint, mais toujours sympathique, sur les confins de l'empire chinois et sur les extrémités lointaines de l'empire mexicain. » M. Gutierrez insiste ensuite sur les principes catholique et monarchique sur lesquels il faut s'appuyer pour faire le bonheur du Mexique; il termine par des espérances sur la prospérité de l'empire.

L'archiduc dans sa réponse dit que le vote de l'assemblée des notables lui paraît ratifié par l'immense majorité des Mexicains. « Ainsi, ajoute-t-il, est accomplie la première condition formulée dans ma réponse du 3 octobre dernier. L'autre aussi que je vous indiquais alors, concernant les garanties nécessaires pour que l'empire naissant pût se consacrer avec calme à établir son indépendance et son bien-être. Nous comptons aujourd'hui sur ces sécurités, grâce à la magnanimité de l'empereur des Français qui, dans le cours des négociations qui ont eu lieu à ce sujet, s'est constamment montré animé d'un esprit de loyauté et de bienveillance dont je conserverai toujours le souvenir.

« D'autre part, l'auguste chef de ma famille a consenti à ce que je prenne possession du trône qui m'est offert.

« Aujourd'hui je puis donc tenir la promesse conditionnelle que je vous fis, il y a six mois, et déclarer ici, comme je le déclare solennellement, que j'accepte, avec l'aide du Tout-Puissant, des mains de la nation mexicaine la couronne qu'elle m'offre... J'accepte le pouvoir constituant que la nation, dont vous êtes les organes, veut bien me conférer, mais je le conserverai seulement le temps nécessaire pour créer au Mexique un ordre de choses régulier et établir des institutions sagement libérales . . . .

« L'entreprise qui m'est confiée est grande, mais je ne doute pas de la mener à bonne fin, me confiant dans le secours divin et la coopération de tous les bons Mexicains.

« Je terminerai, messieurs, assurant de nouveau, que mon gouvernement n'oubliera jamais la reconnaissance qu'il doit au monarque illustre, dont l'amical concours a rendu possible la régénération de notre beau pays... »

M. Gutierrez de Estrada, suivant alors la coutume espagnole, mit un genou en terre, baisa la main de l'empereur, en signe d'hommage et cria : Salut à S. M. Maximilien I[er], empereur du Mexique ! Les Mexicains répétèrent ces cris. Les mêmes hommages et les mêmes cris furent adressés à l'impératrice. Ensuite l'abbé de Lacroma, la mitre sur la tête et la crosse à la main, assisté de l'aumônier et d'un prêtre mexicain, s'approcha de l'empereur qui prêta sur les Évangiles le serment suivant : « Moi, Maximilien, empereur du Mexique, je jure à Dieu par les saints Évangiles, de procurer par tous les moyens en mon pouvoir, le bien-être et la prospérité de la nation, de défendre son indépendance et de conserver l'intégrité de son territoire. »

En ce moment, le pavillon mexicain fut hissé sur la tour du palais et salué de vingt et un coups de canon par la frégate autrichienne *Bellona* et la frégate française *Themis*. Le *Te Deum* fut ensuite chanté dans la chapelle du palais. Puis, M. Velazquez de Leon, ministre d'État, le général Woll,

aide de camp de l'empereur, et M. Iglesias, secrétaire du cabinet, prêtèrent serment entre les mains de Sa Majesté. Ce même jour, l'empereur envoya un décret à Mexico pour dissoudre la régence, et nommer le général Almonte lieutenant de l'empire jusqu'à l'arrivée de Leurs Majestés sur le territoire mexicain. L'impératrice, par un autre décret, fut nommée régente, en cas de mort de l'empereur ou pour tout autre motif qui l'empêcherait de gouverner. Des nominations dans l'ordre de la Guadalupe, rétabli par la régence et confirmé le 10 avril 1864, par l'empereur, furent également faites, ainsi que les nominations aux ambassades de Paris, Vienne, Rome, Bruxelles, Londres et Madrid.

Voici la teneur du traité de Miramar signé pareillement ce même jour.

« Napoléon par la grâce de Dieu et la volonté nationale, empereur des Français, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut.

« Une convention, suivie d'articles additionnels secrets, ayant été conclue le 10 avril 1864, entre la France et le Mexique, pour régler les conditions du séjour des troupes françaises au Mexique; convention et articles additionnels secrets dont la teneur suit :

« Le gouvernement de S. M. l'empereur des Français et celui de S. M. l'empereur du Mexique, animés d'un désir égal d'assurer le rétablissement de l'ordre au Mexique et de consolider le nouvel empire, ont résolu de régler par une convention les conditions du séjour des troupes françaises dans ce pays, et ont nommé à cet effet, savoir : S. M. l'empereur des Français, M. Charles François Édouard Herbet, ministre plénipotentiaire de première classe, etc., et S. M. l'empereur du Mexique, M. Joaquin Velazquez de Léon, son ministre d'État sans portefeuille, etc. Lesquels après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

« Art. 1er. Les troupes françaises qui se trouvent actuelle-

ment au Mexique, seront réduites le plus tôt possible à un corps de 25,000 hommes, y compris la légion étrangère.

« Ce corps pour sauvegarder les intérêts qui ont motivé l'intervention restera temporairement au Mexique dans les conditions réglées par les articles suivants.

« Art. 2. Les troupes françaises évacueront le Mexique au fur et à mesure que S. M. l'empereur du Mexique pourra organiser les troupes nécessaires pour les remplacer.

« Art. 3. La légion étrangère au service de la France, composée de 8,000 hommes, demeurera néanmoins encore pendant six années au Mexique, après que toutes les autres forces françaises auront été rappelées conformément à l'article 2. A dater de ce moment, ladite légion passera au service et à la solde du gouvernement mexicain. Le gouvernement mexicain se réserve la faculté d'abréger la durée de l'emploi au Mexique de la légion étrangère.

« Art. 4. Les points du territoire à occuper par les troupes françaises, ainsi que les expéditions militaires de ces troupes, s'il y a lieu, seront déterminés de commun accord et directement entre S. M. l'empereur du Mexique et le commandant en chef du corps français.

« Art. 5. Sur tous les points où la garnison ne sera pas exclusivement composée de troupes mexicaines, le commandement militaire sera dévolu au commandant français.

« En cas d'expéditions combinées de troupes françaises et mexicaines, le commandement supérieur de ces troupes appartiendra également au commandant français.

« Art. 6. Les commandants français ne pourront intervenir dans aucune branche de l'administration mexicaine.

« Art. 7. Tant que les besoins du corps d'armée français nécessiteront, tous les deux mois, un service de transports entre la France et le port de Vera-Cruz, les frais de ce service, fixés à la somme de 400,000 francs par voyage — aller et retour, — seront supportés par le gouvernement mexicain et payés à Mexico.

« Art. 8. Les stations navales que la France entretient dans

les Antilles et dans l'océan Pacifique, enverront souvent des navires montrer le drapeau français dans les ports du Mexique.

« Art. 9. Les frais de l'expédition française au Mexique à rembourser par le gouvernement mexicain sont fixés à la somme de 270 millions pour tout le temps de la durée de cette expédition jusqu'au 1er juillet 1864. Cette somme sera productive d'intérêts à raison de 3 % par an.

« Art. 10. L'indemnité à payer à la France par le gouvernement mexicain, pour dépenses de solde, nourriture et entretien des troupes du corps d'armée, à partir du 1er juillet 1864, demeure fixée à la somme de mille francs par homme et par an.

« Art. 11. Le gouvernement mexicain remettra immédiatement au gouvernement français la somme de 66 millions en titres de l'emprunt au taux d'émission, savoir : 54 millions en déduction de la dette mentionnée dans l'article 9, et 12 millions comme acompte sur les indemnités dues à des Français, en vertu de l'article 14 de la présente convention.

« Art. 12. Pour le paiement du surplus des frais de guerre et pour l'acquittement des charges mentionnées dans les articles 7, 10 et 14, le gouvernement mexicain s'engage à payer annuellement à la France la somme de 25 millions en numéraire. Cette somme sera imputée : 1° sur les sommes dues en vertu desdits articles 7 et 10 ; 2° sur le montant en intérêts et principal de la somme fixée dans l'article 9 ; 3° sur les indemnités qui resteront dues à des sujets français, en vertu des articles 14 et suivants.

« Art. 13. Le gouvernement mexicain versera, le dernier jour de chaque mois à Mexico, entre les mains du payeur général de l'armée, ce qu'il devra pour couvrir les dépenses des troupes francaises restées au Mexique, conformément à l'article 10.

« Art. 14. Le gouvernement mexicain s'engage à indemniser les sujets français des préjudices qu'ils ont indûment soufferts et qui ont motivé l'expédition.

« ART. 15. Une commission mixte, composée de trois Français et de trois Mexicains nommés par leurs gouvernements respectifs, se réunira à Mexico dans un délai de trois mois, pour examiner et régler ces réclamations.

« ART. 16. Une commission de révision, composée de deux Français et de deux Mexicains désignés de la même manière, siégeant à Paris, procédera à la liquidation définitive des réclamations déjà admises par la commission désignée dans l'article précédent et statuera sur celles dont la décision lui sera réservée.

« ART. 17. Le gouvernement français remettra en liberté tous les prisonniers de guerre mexicains, dès que S. M. l'empereur du Mexique sera rentré dans ses États.

« ART. 18. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées le plus tôt que faire se pourra.

« Fait au château de Miramar le 10 avril 1864. — Herbet. — Velazquez.

« Articles additionnels secrets. — Suivent les préambules ordinaires.

« ART. 1er. S. M. l'empereur du Mexique, approuvant les principes et les promesses énoncés dans la proclamation de M. le général Forey, en date du 12 juin 1863, ainsi que les mesures prises par la régence et par le général en chef français, conformément à cette déclaration, a résolu de faire connaître à son peuple, par un manifeste, ses intentions à cet égard.

« ART. 2. De son côté, S. M. l'empereur des Français déclare que l'effectif actuel du corps français de 38,000 hommes ne sera réduit que graduellement, et d'année en année de telle sorte que les troupes françaises restant au Mexique, seront, en y comprenant la légion étrangère, de 28,000 hommes en 1865 ; de 25,000 en 1866 ; de 20,000 en 1867.

« ART. 3. Lorsque la légion étrangère, aux termes de l'article 3 de la susdite convention, passera au service et à la solde du Mexique, comme elle n'en continuera pas moins à servir une cause qui intéresse la France, le général et les

officiers qui en font partie conserveront leur qualité de Français et leurs titres à l'avancement dans l'armée française conformément à la loi.

« Fait au château de Miramar, le 10 avril 1864. — Herbet Velazquez. »

Dans la journée du 14 avril, l'empereur et l'impératrice s'embarquèrent à bord de la *Novara* suivie de la *Thémis* qui devait escorter Leurs Majestés jusqu'à Vera-Cruz. Le 18, dans l'après-midi, les deux frégates arrivaient à Civita-Vecchia. Le même soir, à 6 heures, Leurs Majestés entraient à Rome, saluées par le canon du château Saint-Ange, et allaient se reposer au palais Marescotti, résidence ordinaire de M. Gutierrez de Estrada. Le roi de Naples et le cardinal Antonelli firent immédiatement une visite aux nouveaux souverains. Le lendemain, Leurs Majestés eurent une entrevue avec Sa Sainteté; l'empereur alla causer ensuite avec le cardinal Antonelli, tandis que l'impératrice visitait le Vatican. Le 20, Leurs Majestés entendirent la messe au Vatican, reçurent la communion des mains du souverain pontife, et retournèrent au palais de Marescotti pour recevoir la visite de Pie IX, qui vint les voir à midi. A quatre heures du soir, Leurs Majestés quittaient Rome; elles s'embarquaient à neuf heures à Civita-Vecchia, et une demi-heure après, la *Novara* et la *Thémis* mettaient le cap sur Gibraltar.

L'auteur de la brochure *La Cour de Rome et l'Empereur Maximilien* ne se fondait que sur des probabilités, lorsqu'il disait que l'empereur se rendit à Rome « pour obtenir les concessions indispensables pour l'ordre et la tranquillité dans son empire. » Il ne passa à Rome que pour demander la bénédiction du Saint-Père; les documents, dont l'auteur ne cite qu'une partie, prouvent que l'empereur, pendant son court séjour à Rome, comme l'affirme le cardinal Antonelli dans sa lettre du 9 mars 1865, n'a entamé « aucune négociation relative aux affaires religieuses du Mexique. » Si le pape n'a pas signé de concordat, c'est qu'on ne lui en a point demandé. L'auteur de cette brochure l'ignorait sans doute.

Sans ce concordat l'empire du Mexique devait avorter, et, tous ceux qui connaissent ce pays, son histoire et les mœurs de ses habitants diront que l'empire a été tué par l'ignorance ou le dédain de l'empereur à l'égard de la situation politique et religieuse de sa patrie adoptive. N'en déplaise au singulier avocat du maréchal Bazaine, la situation financière du Mexique pouvait accélérer ou prolonger l'agonie de l'empire, le tuer ou le sauver à jamais. L'empereur en arrivant au Mexique, pour ne pas devenir un gouvernement étranger et par conséquent antipathique à toute la nation, devait s'appuyer sur la propriété, sur le travail, sur les forces vitales, c'est à dire sur le parti conservateur. Le parti libéral lui étant naturellement hostile, l'empereur pouvait espérer le contenir, l'empêcher de troubler le repos public, mais se le concilier, ce n'était possible qu'après de longues années de paix et de prospérité. Pour s'appuyer sur le parti conservateur, il fallait connaître ce qu'il était au Mexique, préparer la solution des affaires religieuses, des biens nationalisés et ne quitter Rome qu'avec un concordat. Ce concordat n'eût pas été difficile à obtenir, car si « la cour de Rome, comme l'a dit M. Thiers, ne peut pas prendre l'initiative à cet égard, — la nationalisation des biens de mainmorte, — elle peut consacrer le fait, comme elle l'a consacré en France, quand une fois il a été accompli. »

Le projet, proclamé plus tard par l'empereur était sage; de même que l'on doit sauver d'une incendie tout ce que les flammes n'ont pas dévoré, il fallait sauver des transactions opérées à la suite des décrets juaristes toutes les ventes illégales; il s'agissait de dire aux détenteurs de bonne foi : Vous ne serez point inquiétés et de dire au clergé : modérez vos prétentions, acceptez une transaction, faites la part du feu; Pie IX l'a bien faite, à son retour de Gaëte, en acceptant le papier-monnaie de Mazzini. Il était donc possible de s'entendre avec Rome; les conseillers de l'archiduc, à Miramar comme à Bruxelles, auraient dû lui en montrer l'absolue nécessité, et Maximilien ne devait pas venir au Mexique sans

un concordat qui réglât cette affaire. Sans cet accord préalable l'empire était mort-né, car le jour où l'on sut au Mexique que cet accord n'existait pas, l'empereur eut encore des amis, mais l'empire n'en avait plus, et l'année ne se passa pas, sans voir commencer son agonie. En Europe, la question des biens nationalisés pouvait se limiter à une mesure financière plus ou moins grave; au Mexique c'était une question de vie ou de mort; il est donc étrange que le parti réactionnaire, ultra-catholique, représenté par M. Gutierrez et monseigneur Labastida, n'ait point insisté sur la nécessité de résoudre cette question, avant de partir pour le Mexique.

En voyant la composition de l'entourage de l'empereur sur la *Novara*, tous ces hommes appelés à diriger ses conseils, qui divisaient — sans savoir pourquoi — le Mexique, en départements et par classes, on devait s'attendre à tous les gâchis administratifs et politiques qui ont précipité la chute de l'empire au lieu de le consolider. Pour un pays s'affaissant sous le poids des dettes, ne présentant plus qu'un monceau de ruines sociales, économiques, industrielles et commerciales, on préparait des décrets pour la préséance dans les cérémonies publiques, l'institution d'un nouvel ordre, de nouvelles médailles, une garde palatine, une cour dispendieuse; les routes faisaient défaut, on manquait de ressources, et loin de songer à faire des routes, à se créer des ressources, on s'occupait d'habits brodés, de créer au palais, en faveur des étrangers qui suivaient l'empereur, des fonctions importantes et bien rétribuées. On voyait se renouveler sur la *Novara* l'histoire de ce Français qui voulant établir dans les déserts de l'Amérique un magasin de marchandises à l'usage des Peaux Rouges, composait son stock de plumeaux, de toiles d'Irlande, de porcelaines fines et de services de thé! Entre de telles mains, quelles pouvaient être les destinées de l'empire? Saigné à blanc par les conseillers de l'empereur, il devait être étouffé par ses ministres.

Le 24 avril, la *Novara* s'arrêta à Gibraltar; ses hôtes furent

fêtés par les autorités anglaises qui dînèrent à bord. Le 27, elle se remit en route, et arriva le 16 mai à la Martinique. L'empereur, toujours bon avec les malheureux, donna la liberté à plusieurs officiers mexicains prisonniers et une somme de mille francs à ceux qui devaient attendre le décret d'amnistie. Le 28 mai, à six heures du matin, la *Thémis* jeta l'ancre à Vera-Cruz, annonçant que l'empereur arrivait, et dans l'après-midi de ce même jour la *Novara* vint à son tour s'ancrer entre le fort Saint-Jean d'Uloa et Sacrificios.

La nouvelle du départ de Leurs Majestés de Miramar était arrivée au Mexique, le 15 mai. Ce jour-là, le général Almonte prit les rênes du pouvoir comme lieutenant de l'empereur. Avant de se dissoudre, la régence, dans un manifeste à la nation, rendit compte de la situation actuelle du Mexique, et de celle dans laquelle la régence l'avait trouvée au mois de juillet 1863. Ce manifeste, trop long pour être cité, contient des passages que l'empereur aurait bien dû méditer avant d'inaugurer une politique contraire à celle des régents, il y aurait trouvé des enseignements utiles. « Un gouvernement, est-il dit dans ce document, qui devait son existence à l'action combinée des intérêts nationaux et de la France magnanime et civilisatrice, devait refléter dans sa conduite, les éléments auxquels il devait son origine... Le gouvernement provisoire n'a pas trouvé un seul employé dans aucune des branches de l'administration ; les archives les plus importantes étaient dispersées ou mutilées... Le trésor public, sans un seul centime, les ressources qui devaient l'alimenter entièrement desséchées, non seulement par l'imprudence et l'incapacité, mais encore par le système vraiment criminel du gouvernement déchu qui avait dépeuplé les villes et les campagnes, annihilé l'agriculture, tué l'industrie et le commerce, et détruit partout la sécurité, la paix et la confiance... Sans revenus, sans employés ni archives... sans organisation politique, militaire et judiciaire, sans rien, en un mot, pour aider le gouvernement provisoire, il lui aurait été impossible de faire un pas, sans la coopération efficace des

hommes et de la politique de l'intervention... Le gouvernement a mis à la tête des différents emplois politiques des hommes, dont le patriotisme et la probité les rendaient dignes d'être les collaborateurs et les interprètes du gouvernement. » Après avoir parlé de ce qu'avait fait la régence, malgré la modicité de ses ressources, pour le bien-être du pays, l'instruction publique et les sciences, le manifeste ajoute : « Le gouvernement provisoire a la satisfaction d'annoncer que, pendant son existence, le Mexique a vu, comme un phénomène, payer religieusement tous les employés et les marchés du service public. »

Dans la soirée du 28 mai, le général Almonte se rendit à bord de la *Novara* et remit ses pouvoirs à l'empereur qui le nomma grand maréchal du palais, fonction équivalente à une retraite de la direction politique du pays. Ce même jour, l'on afficha, dans Vera-Cruz, la proclamation suivante de l'empereur :

— « Mexicains. — Vous m'avez désiré. Votre noble nation, par une majorité spontanée, m'a désigné pour veiller, à partir d'aujourd'hui, sur l'avenir de vos destinées. Je m'empresse de répondre avec joie à cet appel.

« Quoiqu'il m'ait été pénible de dire adieu pour jamais à mon pays et aux miens, je l'ai fait cependant, persuadé que la Providence m'a assigné, par votre vote, la noble mission de consacrer mon cœur et toute mon énergie à un peuple qui, fatigué des luttes désastreuses, désire sincèrement la paix et le bien-être, à un peuple qui, ayant reconquis son indépendance, veut goûter enfin les fruits de la civilisation et du vrai progrès.

« La confiance dont nous sommes mutuellement animés sera couronnée d'un glorieux succès si nous demeurons constamment unis pour la défense des grands principes, uniques fondements durables des États modernes, les principes d'inviolable et d'immuable justice, d'égalité devant la loi, du chemin ouvert à tous pour toute carrière et toute position sociale, la complète liberté des personnes résu-

mant en elle la protection de l'individu et celle de la propriété, le développement de la richesse nationale, les améliorations de l'agriculture, des mines et de l'industrie, l'établissement de voies de communication pour un commerce étendu, enfin le libre essor de l'intelligence dans toutes ses relations avec l'intérêt public.

« Les bénédictions du ciel, et avec elles le progrès et la liberté, ne nous manqueront pas si tous les partis, se ralliant à un gouvernement fort et loyal, marchent de concert au but que je viens d'indiquer et si nous sommes toujours animés du sentiment religieux, cachet distinctif de notre belle patrie, même aux époques les plus malheureuses.

« Le drapeau civilisateur de la France, élevé si haut par son noble empereur, auquel vous devez la résurrection de l'ordre et de la paix, représente les mêmes principes. C'est là ce que vous disait, dans un langage sincère et désintéressé, il y a quelques mois, le chef des troupes françaises, prophète en quelque sorte d'une nouvelle ère de félicité : tout pays qui désire un avenir parviendra à être grand et fort en suivant cette voie. Unis, loyaux et fermes, Dieu nous donnera la force d'atteindre le degré de prospérité que nous ambitionnons.

« Mexicains, l'avenir de votre beau pays est en vos mains. Quant à moi, je vous offre la volonté sincère, la loyauté et la ferme intention de respecter vos lois et de les faire respecter avec une autorité inébranlable. Dieu et votre confiance constituent ma force. Le pavillon de l'indépendance est mon symbole. Ma devise, vous la connaissez : Impartialité dans la justice. J'y serai fidèle toute ma vie. A moi de tenir le sceptre avec confiance, l'épée de l'honneur avec fermeté. A l'Impératrice est dévolue la tâche, digne d'envie, de consacrer au pays tous les nobles sentiments d'une fervente chrétienne et la tendresse d'une mère dévouée.

« Unissons-nous donc pour atteindre le but commun. Oublions un sombre passé. Ensevelissons les haines de partis, et l'aurore de la paix et d'une félicité méritée se lèvera

radieuse sur le nouvel empire. — Maximilien. — Vera-Cruz, 28 mai. »

Le lendemain matin, dimanche 29 mai, Leurs Majestés après avoir entendu la messe à bord, débarquèrent à Vera-Cruz, vers six heures, reçurent les clefs de la ville, et partirent pour la Soledad où elles arrivèrent à neuf heures du matin. Les journaux de Vera-Cruz de cette époque, sont remplis de poésies en l'honneur des jeunes souverains, poésies entourées de fleurs, placées aux portes et aux balcons des maisons, recueillies et publiées par la presse locale; tous disent que la réception fut enthousiaste et brillante; des lettres particulières affirment qu'elle fut plus brillante qu'enthousiaste. C'est possible. Leurs Majestés ne faisant que traverser cette ville à une heure aussi matinale, l'accueil qu'on leur fit dut se ressentir de cette double circonstance; puis, il ne faut pas oublier que le désordre et les révolutions enrichissaient les négociants des ports mexicains; et qu'un gouvernement régulier devait les effrayer.

A la Soledad eut lieu un déjeuner auquel assistèrent les principaux personnages de la suite de Leurs Majestés, et ceux qui devaient les accompagner jusqu'à Loma-Alta où s'arrêtait alors le chemin de fer. A Loma-Alta, les souverains montèrent en voiture, escortés d'un escadron commandé par le colonel D. Miguel Lopez et de cent lanciers du général Galvez. Entre le Paraje et le Cerro del Chiquihuite, un essieu de la voiture impériale se rompit pendant l'obscurité de la nuit, et comme il n'y avait aucun moyen de la réparer, Leurs Majestés continuèrent la route dans la voiture occupée par les généraux de Maussion et Galvez. Le vent se leva avec tant de force, et la pluie tomba en telle abondance que les torches portées par l'escorte s'éteignirent avant d'atteindre Paraje nuevo. Heureusement, des Indiens envoyés de Cordova, arrivèrent peu de temps après, leurs cris de joie et la lumière de leurs innombrables torches, changèrent le lugubre de la situation en une vraie fête. Le cortége impérial arriva à deux heures et demie du matin à

Cordova, et trouva la ville illuminée et remplie de spectateurs.

De Cordova à Mexico, le voyage de Leurs Majestés ne fut qu'une série ininterrompue d'ovations les plus frénétiques.

Le dimanche 12 juin 1864, après avoir entendu la messe à Notre-Dame de Guadalupe, Leurs Majestés montèrent en chemin de fer à neuf heures du matin et arrivèrent à Mexico un quart d'heure après. Des voitures les attendaient pour les conduire à la cathédrale où fut chanté un *Te Deum*. La ville était pavoisée, ornée de fleurs, encombrée d'arcs de triomphe; une multitude en délire acclamait les souverains. Presque tous les États s'étaient fait représenter à cette solennité par des députations. Les fêtes durèrent trois jours. Depuis l'entrée du duc d'Alburquerque, jamais Mexico n'avait vu pareille réjouissance; depuis celle d'Iturbide, en 1821, on n'avait jamais vu semblable enthousiasme.

L'impératrice, née à Bruxelles le 7 juin 1840, avait vingt-quatre ans et cinq jours; l'empereur né le 6 juillet 1832 au palais de Schœnbrunn, avait trente-deux ans. Ils étaient bien jeunes pour créer un empire! Avant d'esquisser les mesures prises par l'empereur pour consolider son pouvoir et régénérer le Mexique, je dois dire dans quelle situation il trouva le pays au mois de juin 1864. A cet effet je me servirai d'une lettre de M. Zamacona, ministre de Juarez; elle donne des détails très importants sur les faits et gestes des troupes juaristes et sur la situation faite au Mexique par la sage administration de la régence, et l'impulsion donnée aux opérations militaires par le général Bazaine. Ces détails ne paraîtront pas suspects, venant d'une telle source; ils corroborent ce que j'ai déjà dit et prouvé sur l'opportunité d'une intervention européenne au Mexique et sur la popularité de cette intervention tant désirée, et si impatiemment attendue du peuple mexicain. Voici les principaux extraits de cette longue lettre.

« Très secrète. — M. le président de la république, avocat D. Benoit Juarez. — Saltillo, 16 juin 1864. — Mon très cher

ami et respectable monsieur. — Un incident qui vient de se passer me décide à rompre le silence, que j'ai gardé depuis longtemps avec vous, sur la marche des affaires publiques et principalement sur les faits qui ont eu lieu dans cette ville. Au coin de la rue où se trouve la « commandance militaire, » l'officier qui présidait une commission de la leva — recrutement forcé — est venu jusqu'à moi secouant son fouet d'un air menaçant, parce que je voulais lui prouver qu'un malheureux qu'il venait de prendre — pour l'armée — était un domestique honorable ayant une nombreuse famille.

. . . .

« Ce n'est pas ce fait qui est le motif déterminant de cette lettre... mais ce qui vient de se passer m'a fait comprendre au vif l'impression produite par ce genre d'excès sur les populations, et m'engage à considérer les résultats, qui, dans l'opinion publique, doivent donner ce ferment odieux de haine qui s'introduit dans le sein d'une infinité de familles comme un mauvais levain. La multitude de faits semblables qui se sont passés sous mes yeux ces jours-ci, m'ont fait beaucoup réfléchir. Aujourd'hui même, le président de la municipalité m'a confié un enfant de quatorze ans, dont le père, un pauvre artisan ayant cinq enfants en bas âge et infirme, a été enlevé ces jours-ci pour l'armée. Sa femme fit plusieurs démarches pour le délivrer et quelques visites au quartier, accompagnée de sa fille aînée qui fut séduite par un mauvais sujet du même bataillon dans lequel son père venait d'être incorporée. Arrachée des bras de sa mère, cette petite fille fut retenue plusieurs jours dans cette même caserne, et, lorsqu'elle put s'échapper, elle a souffert de tels traitements et sa mère de telles menaces que l'autorité politique a dû chercher une maison qui pût servir de refuge et de garantie à la jeune fille. Quelles peuvent être les dispositions de cette population si l'on en doit juger par celles de cette mère de famille, plongée dans la misère avec cinq enfants, craignant de perdre son mari, dont la maladie ne lui permettra pas de résister aux fatigues de la marche et ayant sous ses yeux le

spectacle d'une fille déshonorée et perdue? Je déduis de ce cas les impressions dominantes parmi le peuple, parce que, je le répète, les cas de ce genre sont très nombreux. Les excès de toutes les sortes et les actes de violence ont pris de telles proportions depuis que ces troupes ont reçu l'ordre de quitter la ville que l'autorité politique s'est vue obligée d'autoriser les citoyens à faire feu sur les commissions de recrutement, puis elle a donné avis de cette mesure à la commandance militaire.

« Cette commandance part demain avec ses troupes; il serait donc inutile de parler du mal une fois que le remède est donné, mais, monsieur le président, ce que je viens de vous raconter n'est pas le mal, mais un de ses symptômes. *Le mal est plus profond; il a ses racines dans les conseils du gouvernement et se lie à l'espèce de politique qui se développe depuis très longtemps.*

« Permettez-moi de vous dire deux mots à ce sujet. Vous savez que je n'ai jamais péché par intrusion, et que depuis longtemps je ne vous ai pas parlé des affaires publiques; mais la crise actuelle est arrivée à un point où *nous voyons que les Mexicains n'auront plus de patrie*, quoique cette époque ne soit pas encore très rapprochée. Me recueillant en moi-même pour voir ce qu'on pourrait contre un tel malheur, j'ai reconnu que tous mes efforts se limitaient à communiquer mes pauvres idées, mais bien intentionnées, à celui qui est chargé de nous sauver... Je crois avoir plus de raison que l'apôtre, en m'adressant à vous, et en criant, comme lui « *Seigneur, sauvez-nous,* » parce que je sens comme lui que les vagues viennent de plus en plus pour nous engloutir, qu'il nous manque même la superficie — du terrain — que nous foulons, et je ne puis attendre, comme lui, notre salut d'un prodige surnaturel, mais de l'appui commun des forces humaines. En effet, monsieur, les flots de l'invasion progressent sans digue, ni résistance, et *ces confins du pays où ces flots ne sont point encore arrivés, cèdent sous nos pieds et se changent en terrain non sûr et ennemi.*

« Ces idées ne sont point celles d'un esprit assombri ; depuis longtemps je les entends formuler par la bouche de tout le monde. Aussi, les amis du gouvernement qui résident ici avaient pensé de vous les exposer dans une lettre confidentielle, et quoiqu'ils ne soient pas encore d'accord sur la forme qu'ils doivent lui donner, et sur le plus ou le moins de convenance d'un tel acte collectif, tous s'accordent à juger la situation politique comme moi. Je ne crois pas, monsieur le président, que tous les citoyens qui ont suivi le gouvernement et tous ceux qui lui ont donné des preuves de loyal patriotisme puissent être taxés de panique.

« Ils ne peuvent moins faire de s'impressionner en voyant devenir une réalité les plans et les espérances de l'intervention qui, il y a un an, provoquaient nos rires et que nous appellions chimères. Comment l'envahisseur s'est-il étendu dans le pays, établissant d'immenses lignes militaires non interrompues? Comment a-t-il eu la tranquillité nécessaire pour s'occuper de travaux propres aux temps éminemment pacifiques? Comment a-t-il pu rétablir la ligne télégraphique depuis Queretaro jusqu'à Vera-Cruz, la reliant à Chalchicomula par une autre ligne? Comment a-t-il fait arriver jusqu'à Paso Ancho les travaux du chemin de fer? Comment a-t-il régularisé le service des postes? Comment a-t-il rétabli la sécurité sur les principales routes? Comment a-t-il pu séduire certaines populations? Comment a-t-il capté la confiance du public qui met en ses mains des convois d'argent comme on ne l'avait pas vu depuis longtemps? Comment attire-t-il à lui des membres du parti indépendant? Comment gagne-t-il du terrain parmi les cours étrangères et le crédit financier, jusqu'au point que le frère de l'empereur d'Autriche se décide à occuper le trône élevé au Mexique par l'intervention, et que même le sage roi des Belges induit sa fille à ceindre la couronne mexicaine, et enfin que les banquiers de Paris et de Londres ouvriront au nouvel empire leurs coffres pour la réalisation d'un emprunt? L'impression est encore plus profonde lorsque le tableau qui précède se com-

pare à celui que présente le gouvernement national. Dans le courant de cette année nous sommes tombés du piédestal glorieux sur lequel nous avaient élevés Zaragoza et les vaillants défenseurs de Puebla. Voilà longtemps que la presse étrangère ne parle plus des défenseurs de notre indépendance dans les termes de respect et de sympathie qu'elle employait même après notre départ de la capitale. Jusqu'au ministre des États-Unis qui a abandonné le pays et que l'on dise ou croie ce que l'on voudra, je suis sûr qu'il est parti avec des impressions défavorables sur la situation du gouvernement.

« A l'intérieur, nous avons perdu presque tous les centres de population importants, et le pire est que l'ennemi a fait la conquête matérielle de toutes ces localités, sans avoir empêché les esprits de lui faciliter la conquête morale à laquelle il aspire, et, qu'il a réussi, par un système sage, sinon à captiver les sympathies des Mexicains au moins à les refroidir pour la défense nationale. Notre gouvernement se trouve dans un coin du pays ignoré des populations les plus reculées qui, par ce motif, se sont jetées, comme le Yucatan, dans les bras de l'intervention et n'ont pas seulement relâché les rênes du pouvoir jusqu'à s'en affranchir, mais encore elles ignorent ce que font et se proposent de faire dans ces districts éloignés ses délégués politiques et ses généraux. *La défense nationale n'étant point sujette à l'action du gouvernement, elle a pris un caractère anarchique et destructeur, fécond seulement en ruines et mauvais renom.* Dans cette dernière moitié de l'année nous n'avons rien fait contre l'ennemi, mais nous avons beaucoup laissé faire contre le pays et ses habitants. La politique paraît limitée, d'après l'organe officiel du gouvernement, à l'attente des fruits que peuvent produire les erreurs et les embarras de nos adversaires... La nation, instruite par l'expérience de cette année ne veut pas qu'on livre son existence et son avenir au hasard des complications qui pourraient surgir dans la politique européenne, au triomphe du gouvernement fédéral des États-Unis et aux

embarras éventuels qui pourraient embourber l'intervention. En vue des progrès incroyables qu'elle a pu faire dans le courant de cette année, il est à craindre que les envahisseurs et leurs auxiliaires arrivent, faute d'obstacles suscités par nous autres, à dominer toutes les difficultés et réaliser les plans les plus absurdes, *sic;* et le gouvernement, d'autre part, devrait penser que lorsqu'un pouvoir ne s'exerçant plus, tombe dans l'oubli ou le discrédit, il ne se conserve pas, mais il se suicide... etc. — M. M. de Zamacona. »

Lorsqu'un ministre de Juarez parle de son gouvernement de cette manière, n'ai-je pas raison de déplorer l'ignorance ou la mauvaise foi des écrivains et des orateurs qui font l'éloge de ce gouvernement, en ne s'inspirant que de leurs intérêts mesquins ou de leurs petites rancunes? Heureusement pour la vérité, les rancunes des partis et les passions privées passent avec ceux qui les ont nourris, et l'histoire reste avec son implacable logique des faits, pour faire justice de tous ces plaidoyers vénéneux et mensongers, publiés contre les intérêts généraux de la patrie.

Une autre lettre d'un ancien directeur de la douane de Matamoros me donne sur la situation des frontières du Rio-Grande des détails connus de l'empereur, lorsque Sa Majesté donna le commandement d'une brigade au général Cortina. — Nouvelle-Orléans, 5 juin 1864. — « Sous la férule du bandit Cortina qui commande ici, on ne peut plus vivre en sûreté dans son intérieur domestique. En une heure, on vous enlève la nuit de votre lit, et vous êtes fusillé, sous la moindre dénonciation de ses satellites et cela sans vérification, ni information. Dans l'espérance que les frontières seraient bientôt occupées par les troupes franco-mexicaines, je me réfugiai à Brownsville, mais un acte infâme des Yankees, commis sur la personne de Manuel Baron, secrétaire de Vidaurri, qu'ils livrèrent à la demande de Cortina, me fit comprendre le danger de rester en cet endroit et je partis pour la Nouvelle-Orléans, en route pour la Havane.

« Vous qui connaissez la frontière vous devriez montrer

la nécessité de sa prompte occupation. Les ressources de la douane de Matamoros sont considérables maintenant, à cause de cotons, *et sont les seules qui soutiennent le gouvernement moribond de Juarez*.

« Les Américains unionistes ne pouvant lui donner une protection déclarée, le secourent de toutes les manières possibles et l'encouragent à continuer la résistance, malgré les protestations qu'ils font au Français de ne se mêler de rien. Nous devons occuper immédiatement la frontière, pour payer cette canaille — *sic* — avec la même monnaie, et protéger les confédérés, dont la séparation définitive du nord nous intéresse tant. Cette séparation est d'une grande importance pour l'empire mexicain, parce que si cet ennemi colossal et naturel de notre race, ne se détruit pas lui-même, nous aurons au moins deux républiques faibles et incapables, chacune de son côté, d'empêcher la consolidation de la paix et de l'ordre que nous nous proposons d'établir. — C. M. »

L'empereur, en arrivant à Mexico, n'entama aucune transaction provisoire avec le clergé, relativement aux biens ecclésiastiques; il mit à la porte du ministère, des préfectures, en un mot, de toutes les administrations importantes, presque tous les impérialistes, et les remplaça par des juaristes ou des fédéraux, c'est à dire, ses ennemis politiques naturels. Au ministère des affaires étrangères, il nomma même M. Fernando Ramirez, républicain ardent, connu par son antipathie pour l'intervention, et qui n'avait pas voulu faire partie de l'assemblée des notables en 1863. En inaugurant cette politique funeste, contraire aux notions les plus élémentaires de la politique qu'il devait suivre, complétement opposée à celle que le bon sens devait lui inspirer et qui avait été suivie jusqu'alors avec tant de succès par la régence, l'empereur se suicidait; il enlevait les quelques chances de vitalité que pouvait avoir l'empire, et ressuscitait le parti juariste écrasé par la direction donnée aux affaires du Mexique par le général Almonte et le général Bazaine.

L'empereur s'imaginait se rendre populaire, en montrant de la confiance aux ennemis du régime monarchique et de l'intervention; mais pour réussir dans cette voie, il eût fallu que l'intervention et le régime monarchique n'eussent pas eu les sympathies de la nation, et c'est justement parce que l'immense majorité du peuple mexicain voulait l'intervention et la monarchie que l'impopularité de l'empereur devint générale dès les premiers mois de son séjour au Mexique. Le choix de ses ministres, de ses conseillers et de ses préfets ne pouvait être plus malheureux pour la consolidation de l'empire, car, on n'a jamais vu des républicains créer une monarchie. Aussi, n'est-il pas étonnant de voir les partisans du clergé faire, dès lors, une opposition sourde au gouvernement impérial, les conservateurs se tenir à l'écart et déplorer la conduite de l'empereur qui repoussait le pays vers l'abîme, les libéraux relever la tête, conspirer contre l'empire et notre armée, enfin voir commencer ce fâcheux désaccord entre le général Bazaine et le gouvernement impérial. D'après la correspondance publiée par M. de Keratry, on voit que ce désaccord commença dès les premiers jours de juillet 1864, qu'il s'accentue fortement dans la lettre du maréchal adressée à l'impératrice, le 24 septembre de la même année, et qu'il ne fait qu'augmenter jusqu'à l'arrivée du général Castelneau, quoique les rapports personnels de l'empereur et du maréchal fussent naturellement toujours courtois.

L'organisation de l'armée mexicaine devait être, après l'arrangement des biens nationalisés, la première occupation de l'empereur. Une organisation économique et provisoire, faite dans le but de pacifier le pays, devait précéder une organisation définitive et plus en rapport avec la dignité d'un empire. En effet, il était d'une bonne politique de mettre toujours l'armée mexicaine en avant, afin que les balles étrangères fissent couler le moins possible le sang mexicain. Nous devions multiplier dans les capitales de province nos garnisons, de manière à les rendre comme un centre au-

tour duquel pivotaient les troupes impériales. De la sorte, les Français restaient dans leur rôle de soutien, d'aide, ils appuyaient les troupes mexicaines qui auraient elles-mêmes, sous notre direction et soutenues par nous, pacifié leur pays; on les aguerrissait ainsi, on les moralisait, au lieu de les laisser s'effacer et s'anéantir derrière nous. Pour arriver à cette pacification, nous avons dû adopter le système des colonnes mobiles, abandonner des villes que nous occupions momentanément, les livrer ensuite aux vengeances des juaristes et mécontenter tout le monde. Aussi, la pacification, qui était un fait accompli en 1864, ne l'était plus à la fin de 1865, où les troupes juaristes ne parcouraient plus le pays par guerillas, mais par corps d'armée.

L'organisation économique et provisoire de l'armée mexicaine devait se faire d'abord au moyen de recrutement en usage dans le pays, mais qu'on aurait modifié pour lui enlever le caractère odieux qu'il a. Ce mode vicieux aurait été changé plus tard contre celui proclamé par Santa-Anna, mais en attendant, on pouvait en faire usage. On pouvait également enrôler, sans crainte de défection, les officiers et les soldats de l'armée juariste, car, bien payés, bien nourris et bien vêtus, les Mexicains se battent fidèlement pour ceux qui les paient, quels qu'ils soient.

Les généraux D. Augustin Ziris et Joaquin de Castro se seraient volontiers chargés d'instruire l'infanterie. Le général D. Miguel Andrade se serait pareillement chargé de l'instruction de la cavalerie, et le général D. Martin Carrera aurait organisé l'artillerie. Ces généraux, à peu près nuls en campagne, étaient d'excellents instructeurs. Chaque brigade d'infanterie devait être formée de trois bataillons et de six pièces de campagnes, et chaque brigade de cavalerie, de trois régiments et d'une batterie montée de quatre obusiers de douze. Pour cette organisation, il fallait laisser de côté toutes nos idées européennes et ne voir que l'économie, les nécessités du moment et les habitudes du pays en cette matière. Quant au service des transports, on devait commencer

par des contrats pour des chariots et mulets de bagage; l'expérience ayant prouvé que, lorsque le gouvernement achetait les mulets et les chariots, les frais étaient plus considérables et le service mal fait. Deux brigades d'infanterie, une de cavalerie et une batterie supplémentaire de six obusiers de campagne auraient formé une division légère de 4,800 fantassins, 1,000 cavaliers et 200 artilleurs, en tout 6,000 hommes, sans comprendre le dépôt.

Au général Marquez, on pouvait en toute sûreté confier le commandement d'une de ces divisions. Homme actif, ayant l'habitude de la guerre, un nom redouté des libéraux et une bravoure incontestable, Marquez pouvait en une seule campagne doubler le nombre de ses troupes. Sachant se faire obéir et craindre, il aurait seulement fallu l'habituer lui-même à obéir, ce qui n'aurait pas été difficile. Le général de brigade D. Severo Cantillo pouvait également commander une division. Honnête, instruit, intelligent et brave, ce général n'avait qu'un défaut, celui d'être sourd. Quant aux généraux de brigade, on pouvait choisir parmi D. Manuel Diaz de la Vega, D. Silverio Ramirez, D. Gregorio del Callejo, D. Felicio Liceaga, D. Elisio Ruelas, Marin, Chacon, Tavera et autres. Marquez et Castillo auraient opéré, l'un au centre sur Queretaro, Guanajuato, Leon, Aguas-Calientes et Zacatecas; l'autre à l'ouest, sur Morelia, Guadalajara, Colima, Tepic et San-Blas. Le général Vicario, brave soldat, redouté dans le sud, par Alvarez lui-même, se serait chargé de la pacification du sud de Mexico, en le laissant recruter son monde et se battre un peu à la cosaque, tout en lui donnant les fonds nécessaires à son entreprise, et remettant à plus tard le soin de régulariser son armée. Quant à Thomas Mejia, dont on connaissait déjà les exploits, qui avait battu, le 27 décembre dernier, Negrete, à San Luis Potosi, lui faisant 845 prisonniers, lui prenant 1,500 fusils, toute son artillerie, un drapeau et lui tuant un nombre considérable de soldats; Mejia qui venait récemment, — au mois de mai, — de concert avec le colonel Aymard, de mettre en déroute Doblado

et son armée à Matehuala, lui faisant plus de 1,200 prisonniers, lui prenant 36 canons, onze obusiers, un drapeau et une quantité considérable de munitions de guerre; Mejia, peut-être nommé trop tôt, par Miramon, général de division, aurait eu bien vite, avec un bon chef d'état-major, pacifié le Cohahuila, le Nuevo-Leon et le Taumalipas, par sa bravoure et son intelligence indienne.

L'infortuné Maximilien, ne connaissant ni les hommes, ni les choses du Mexique, et ne consultant que ses théories, chargea, le 7 juillet 1864, le général Bazaine d'élaborer un projet de réorganisation de l'armée mexicaine; il fit reviser les brevets des officiers supérieurs; puis, oubliant le projet de réorganisation, ne tenant aucun compte du rapport de la commission chargée de la révision des brevets, il élimina presque tous les officiers interventionistes et conservateurs, mettant les uns à la retraite, envoyant les autres en mission hors du Mexique. Marquez et Miramon devinrent suspects à l'Empereur, vers la fin de 1864. Je crois que ce n'était pas à tort, ces deux officiers, influencés par la politique suivie par l'Empereur et le parti du clergé dont ils étaient les deux principaux défenseurs, étaient forts mécontents. Afin que ce mécontentement ne se traduisît pas par une révolte ouverte, l'Empereur envoya le premier à Jérusalem et le second à Berlin.

Voici quelques lettres adressées au général Woll et qui feront connaître la situation de l'armée mexicaine, et comment s'opérait sa prétendue réorganisation.

« S. Luis Potosi, 28 juillet 1864. — Mon ami et cher compagnon. — Aujourd'hui mes troupes partiront pour Victoria; je les rejoindrai demain; mais avant de partir je vais vous ennuyer.

« Au commencement de cette année, ma division se trouvait en campagne, du Venado à Matehuala, complétement nue. Le froid de la saison rendit malade mes soldats, et dans cette situation j'eus recours au général en chef de l'armée franco-mexicaine, lui demandant des vêtements. Il m'auto-

risa à en faire fabriquer, et j'en chargeai le préfet politique de ce département. L'habillement nécessaire n'a pas été fait, et l'on prit à crédit le drap et tous les accessoires pour fabriquer le peu que j'ai reçu.

« D. Antonio Muriedas, porteur de la présente et contracteur des vêtements fournis, n'a pu obtenir encore un ordre de paiement des intendants français. Je vous prie donc d'obtenir cet ordre et celui de faire compléter l'habillement de mes malheureux soldats qui ont marché presque nus pendant la campagne et la saison des pluies. — Thomas Mejia.»

« Camp de Chilapa, 13 octobre 1864. — Mon cher et très estimé ami. — Hier j'ai reçu une communication officielle de de S. M. I., de Guanajuato, par laquelle on déclare que les corps n'atteignant pas le chiffre indiqué par le règlement du 23 septembre 1863, seront refondus. Cette suprême disposition a découragé les forces de la brigade de mon commandement, qui se trouve en présence de l'ennemi qui occupe Chilapa, à portée de canon. Après les souffrances que nous avons endurées pendant la lutte, en faveur de l'empire, on parle aujourd'hui de règlement, quand nous nous battons avec l'ennemi, et qu'à notre corps on ne lui a pas donné l'armement nécessaire pour compléter le chiffre qu'il devait atteindre, ni le parc indispensable pour une campagne comme celle-ci. Je vous prie de supplier Sa Majesté de ne pas appliquer cette même disposition à ma brigade jusqu'à la fin de la campagne. Je vous dirai que déjà plus de cent villages de ce district ont reconnu le gouvernement de Sa Majesté impériale, et je crains qu'après m'être sacrifié dans ce département à poursuivre la pacification, l'on perde tout ce qui a été gagné en si peu de temps, dans un pays sans ressources, ayant des chemins affreux. J'ai entrepris ma marche sans argent, ayant la majorité de mes troupes sans vêtements, et d'après ce qui se passe dans ma brigade, je crois que jamais nous ne retournerons à inspirer de la confiance dans ces populations.

« Je suis résolu à retourner à Iguala et à donner la démis-

sion de mon commandement, à moins que l'on ne m'accorde ce que je demande par le ministère de la guerre, et qu'on ne m'envoie le parc, l'artillerie, l'armement et tout ce dont a besoin ma brigade, ainsi que la reconnaissance de tous les officiers qui ont soutenu, à mes côtés, la cause que nous défendons, etc. — Juan Vicario. »

Le 27 octobre, le général Mejia envoyait de Matamoros, à Mexico, son aide de camp, le capitaine D. Edmond Claret, en mission particulière auprès de l'empereur, pour l'informer de la situation des frontières, lui demander des instructions spéciales et le maintien de l'organisation actuelle de l'armée, les changements qu'on voulait introduire pouvant avoir des conséquences funestes. « Vous connaissez, dit-il au général Woll, auquel il recommandait d'appuyer la mission du capitaine Claret, l'organisation et les qualités particulières de mes soldats, la pleine confiance que j'ai en eux pour me maintenir fortement dans ce pays, et l'inquiétude que me causerait un changement radical dans les chefs et les officiers qui sont accoutumés à les commander. » Malheureusement l'empereur ne tint aucun compte de ces réclamations, l'armée mexicaine se désaffectionna comme l'avaient fait les partisans du clergé et les conservateurs, aussi, peu de mois après ne voit-on plus que deux petites armées mexicaines défendre sérieusement l'empire, ce furent celle du général Mejia et celle du général Mendez, fidèlement attachées à la personne de leurs chefs. Je ne sais sur quoi se fonde M. de Kératry, lorsqu'il dit qu'au début de l'année 1865, « l'armée nationale avait été réorganisée sur les bases des projets que chacun de nos chefs d'armes, suivant sa spécialité, avait étudiés et proposés. Mais cet auteur prouve deux pages plus loin qu'il était mal informé, et cite à l'appui de ce que je dis une lettre de l'empereur au maréchal Bazaine, datée du 5 mai 1865, dans laquelle Sa Majesté commence ainsi : « Partageant l'opinion de Votre Excellence, qu'il faut poursuivre activement l'organisation de l'armée, et n'ayant pas trouvé un général français ou mexicain qui

eût voulu ou qui aurait pu s'en charger, je me suis décidé à la confier au général comte de Thun. » Disons-le de suite pour en finir avec cette question, l'armée mexicaine depuis l'arrivée de l'empereur jusqu'à sa mort, n'a jamais été organisée que sur du papier.

Le général Mejia arriva le 25 septembre à Matamoros. Voici sur son arrivée des détails qui me sont donnés par une lettre datée de Matamoros, 1er octobre 1864... « En parlant des libéraux, vous me disiez au moment de quitter cette ville : — « Vous verrez ce qu'est la tyrannie de ces « gens qui vont se rendre maîtres de la destinée des fron- « tières. » En effet, elle a été horrible, et, jusqu'il y a cinq jours où le général Mejia est arrivé avec ses troupes, nous avons dû subir des souffrances telles que la plume refuse de les écrire... Le jour ou le général Mejia entra dans la ville, les femmes et les enfants qui, comme nous, n'avaient eu que le spectacle continuel de sang, de vandalisme et de pillage, s'embrassaient les uns les autres, nous nous embrassions tous dans la joie de nous voir délivrés de l'oppression qui pesait sur tous les honnêtes gens.

« Le général Mejia se conduit admirablement, ne persécutant personne pour ses opinions politiques. Profitant de cette indulgence, la bande des loups est restée au milieu du troupeau, et seulement une vigilance constante appuyée par des forces nécessaires pourra nous délivrer de nouvelles commotions. Il serait bon de faire sortir d'ici tous les vieux chefs de bandes des anciennes révolutions et nommer dans l'administration des employés étrangers au département. — D. V. »

Ces loups ne tardèrent pas à se mettre d'accord avec Negrete pour tâcher de dévorer le troupeau. L'empereur partit dans la première quinzaine du mois d'août pour faire un voyage dans l'intérieur. Pendant ce voyage qui dura deux mois environ les qualités personnelles de Sa Majesté lui attirèrent les sympathies de tous ceux qui eurent l'honneur de l'approcher. L'empereur était séduisant au plus haut

degré par ses manières simples, affables et bienveillantes; il sut conquérir l'affection de tous ceux qui n'avaient point encore été frappés par sa politique étrange; les populations l'accueillirent avec un enthousiasme sincère. Le 16 septembre, jour anniversaire de l'indépendance mexicaine, Sa Majesté se trouvait à Dolorès, village où le curé Hidalgo poussa son premier cri de guerre en 1810 : à l'occasion de cette circonstance, l'empereur prononça, de la maison même d'Hidalgo, un discours dans lequel il disait : — « Mexicains. — Plus d'un demi-siècle bien orageux s'est écoulé depuis que, dans cette humble maison, est sortie, du cœur d'un prêtre, la grande parole d'indépendance qui retentit encore comme un tonnerre de l'un à l'autre océan, dans toute l'étendue de l'Anahuac, et devant laquelle tombèrent anéantis *la servitude et le despotisme de plusieurs siècles.* » Ces paroles, prononcées par un descendant de Charles-Quint, parurent excentriques au parti qui l'avait appelé sur le trône, il en fut offensé, et réimprima dans ses journaux la proclamation d'Iturbide, au moment de se mettre à la tête de l'insurrection, et dans laquelle le libérateur disait : « Il y a trois cents ans que l'Amérique vit sous la tutelle de la nation la plus catholique, la plus douce, la plus héroïque et la plus magnanime; c'est l'Espagne qui l'a élevée et agrandie, qui a formé ces villes opulentes, ces magnifiques cités, ces provinces et ces vastes royaumes. »

Lorsque l'empereur rentra dans sa capitale, l'impératrice fut au devant de lui jusqu'à Toluca. Une lettre de cette ville, datée du 27 octobre, me donne au sujet de cette petite excursion les renseignements que voici : « S. M. l'impératrice est arrivée ici quelques moments avant l'empereur; il paraît que l'impératrice n'a été satisfaite en rien de la réception qu'on lui fit, ce qui a donné lieu à ce que l'empereur, contrairement à son amabilité naturelle, employa quelques paroles, rien moins qu'agréables pour les habitants de cette ville.

« Aujourd'hui, il s'est présenté une commission des habi-

tants qui, au nom de la population, a donné satisfaction à Leurs Majestés de la réception glacée faite particulièrement à l'impératrice.

« L'empereur fait évacuer la place, aujourd'hui même, pour qu'elle soit occupée par Romero, chef de bande libéral, le plus près d'ici, etc. — R. »

De retour à Mexico, l'empereur s'occupa de l'organisation de sa cour, des embellissements du palais impérial et du parc de Chapultepec, de la formation de sa garde palatine et d'une multitude de détails fort étrangers à la régénération du Mexique. Les finances ne s'organisaient pas, les institutions d'utilité publique restaient en expectative, l'arrangement des réclamations françaises indiqué dans le traité de Miramar, se remettait de jour en jour, les libéraux placés à la tête des ministères et des préfectures, ne pouvant conspirer encore ouvertement contre l'empire, commençaient auprès de l'empereur leurs attaques contre son plus ferme, son unique appui, les chefs de l'intervention ; dès le mois de septembre 1864, on voit le général Bazaine se plaindre à Leurs Majestés de ces intrigues et des calomnies des hauts fonctionnaires. Les nouveaux ministres, hostiles au régime impérial et aux étrangers, annulèrent par leurs manœuvres la mission des inspecteurs français, chargés de surveiller les employés mexicains, attachés aux finances et aux douanes. L'hostilité des ministres contre les étrangers, et particulièrement contre le cabinet de l'empereur, se manifesta par une opposition plus ou moins déclarée à tous les décrets élaborés dans ce cabinet.

Ce cabinet, il est vrai, était pitoyablement composé. Son chef, M. Éloin était un Belge, ignorant la langue et les mœurs du Mexique. Ses compatriotes m'ont affirmé que le roi Léopold l'avait imposé à l'archiduc Maximilien, en lui disant que son ambition suppléerait à son défaut de talent. « Faute de capacité, m'ont-ils ajouté, pour devenir ingénieur, il resta conducteur des mines. Sa manière de chanter la chansonnette et quelques talents de société lui valurent la bienveil-

lance d'un grand seigneur qui le poussa jusqu'à la cour où il sut capter l'attention du roi. » Les fonctions de chef du cabinet le rendaient plus puissant que les ministres. N'ayant jamais eu en Belgique de poste important, il était déplacé dans celui qu'il occupait à Mexico. Il ne sut pas s'élever à la hauteur de la tâche qu'on lui avait confiée; il voulait tout voir, tout accaparer; mais débordé par l'abondance des matières, et son peu d'aptitude au travail, il ne concluait jamais rien. Ses sentiments antifrançais, son ignorance complète de la situation du Mexique et de son passé, lui ont fait repousser une multitude de projets, présentés par des Français et d'une importance incalculable pour le pays. Son collègue, au conseil d'État, M. Scherzenlechner, était aussi nul que M. Éloin, en affaires, et aussi hostile envers nos compatriotes. Il a dû quitter le Mexique, ne pouvant s'accorder avec son collègue, dont la politesse laissait beaucoup à désirer. M. Iglesias, secrétaire de l'empereur, dut également quitter le cabinet, à cause de M. Éloin. En économie politique, ce triste personnage voulait que tout se fît par l'État, et rien sans lui. Il ignorait qu'au Mexique, l'État n'ayant ni argent, ni crédit, ni moralité, ne pouvait prendre à sa charge aucune des grandes entreprises industrielles, aucun des travaux publics nécessaires au développement des ressources nationales. A Mexico, l'on attaquait beaucoup le désintéressement de M. Éloin; on l'accusait d'avoir bénéficié de sa liaison avec M. Sapia, dans l'affaire du second emprunt, et d'avoir éprouvé la reconnaissance de M. O'Sullivan dans l'affaire des paquebots américains. En général, les hommes politiques haut placés sont trop fréquemment l'objet de graves accusations, souvent non fondées; je dirai seulement que M. Éloin n'a pas permis à M. Maury, chef de la police française, qui voulait lui remettre des papiers... relatifs à ces accusations, de soulever des poursuites judiciaires contre les détracteurs.

Le bureau télégraphique des lignes de Vera-Cruz et de l'intérieur était au palais de Mexico; l'empereur avait nommé

pour directeur, fonction faisant partie des prérogatives du cabinet, un Allemand qui ne se contentait pas d'être indiscret et négligent, mais encore faisait payer à l'empereur des sommes exorbitantes les objets les plus insignifiants destinés au service du télégraphe, et prit 35,000 francs pour établir la ligne de Chapultepec à Mexico qui dût coûter environ 900 francs. Les autres employés de ce cabinet, au point de vue du désintéressement et des capacités, étaient à peu près tous d'une valeur semblable à celle des personnes dont je viens d'esquisser le portrait moral.

Le succès d'une entreprise, dépendant généralement, du chemin dans lequel on s'engage dès le point de départ, il était évident qu'avec un tel personnel au ministère, dans les préfectures, au cabinet, en un mot, partout, l'empereur devait échouer en tout. Je ne sais s'il en eut un pressentiment vers la fin de l'année 1864, malgré les illusions et les satisfactions qu'il affichait ostensiblement jusqu'au commencement de l'année 1866, ce qu'il y a de certain, c'est que Maximilien Ier, paraissait ne travailler au Mexique que pour se dresser, en Europe, un piedestal de libéralisme qui devait le rendre populaire parmi ses compatriotes. Après le règlement de sa cour, il commence à faire pleuvoir des décrets plus libéraux les uns que les autres, et qu'il s'empresse de faire parvenir en Europe, où ils furent très bien accueillis. Sa politique si étrange, pour un empereur autrichien, descendant de Charles-Quint, si opposée au régime impérial qu'il venait établir, généralisa l'idée que Sa Majesté n'avait point l'intention de rester au Mexique. Cette idée devint une conviction, lorsqu'on apprit sa protestation contre le *pacte de famille* signé à Miramar et communiqué au Reichsrath par M. le comte de Mensdorff-Pouilly, le 16 novembre 1864. Voici le texte de cette protestation, fort curieuse, à bien des égards, et surtout par le ton qu'on y voit dominer du commencement à la fin.

« Nous ne devons pas cacher la pénible impression que nous a causée la lecture du passage suivant extrait d'un

journal européen et arrivé par le dernier courrier, passage relatif au discours prononcé par l'Empereur d'Autriche à l'ouverture des séances du Reichsrath :

« L'acceptation qu'a faite, avec mon consentement, de la « couronne impériale du Mexique, mon frère l'archiduc Maximilien Ier, exigeait nécessairement un règlement des « droits d'agnation, qui ont dû être pris en considération. « C'est pour cela qu'un *pacte de famille* a été fait à Miramar, et « mon gouvernement est chargé de vous le communiquer. »

« Il est à peine croyable qu'un *pacte de famille* puisse être l'objet d'une communication officielle, soumise à la discussion d'un parlement, sans le consentement préalable des deux empereurs. Néanmoins, nous pouvons assurer que l'empereur du Mexique n'a pas été le moins du monde consulté. Sans nul doute, il eût été plus prudent que l'empereur d'Autriche couvrît directement du voile le plus épais tout ce qui se rapportait à une convention intime arrachée à son frère dans un moment suprême. *On ne doit pas perdre de vue que c'est sur l'initiative de l'empereur d'Autriche que le trône du Mexique a été offert à l'archiduc Maximilien*, que l'acceptation de celui-ci a été subordonnée à la certitude donnée que la majorité de la nation l'appelait à l'empire; que, pendant les négociations, dont les délais impatientaient la députation mexicaine, aucune demande ni allusion d'aucune sorte n'a été faite relativement à l'aliénation des droits de la fortune privée de l'archiduc Maximilien, et que ce fut seulement aux derniers moments, lorsque déjà des promesses avaient été faites à l'empereur et à la députation elle-même, lorsque des conventions avaient été contractées avec la France, et lorsqu'un refus aurait nécessairement entraîné les plus graves complications politiques en Europe et compromis surtout la situation de l'Autriche, ce fut alors que l'empereur François-Joseph, quittant sa capitale, et accompagné de ses conseillers les plus intimes, vint précipitamment à Miramar demander à son frère la renonciation complète et générale à tous ses droits, de quelque nature qu'ils fussent.

Ah !

« En souscrivant cette inqualifiable convention, même sans vouloir s'inquiéter de son contenu, l'empereur Maximilien donnait à sa nouvelle patrie adoptive le témoignage le moins équivoque, et à l'Europe entière la preuve la plus évidente que rien ne pouvait l'arrêter, quand il s'agissait d'une promesse faite par lui. Toutefois, les diplomates les plus distingués et les jurisconsultes les plus experts, qui ont, depuis, étudié froidement ce pacte de famille, s'accordent unanimement à déclarer qu'il doit être considéré comme nul et dérisoire.

« Sans vouloir nous étendre sur la légitimité et la validité des moyens employés pour arracher une signature sous l'influence d'événements dont nous pourrons faire ressortir la gravité *en temps opportun*, il nous suffira pour le présent de noter que les diètes, après avoir obtenu le consentement des deux empereurs, sont seules compétentes pour régler les droits d'agnation qui modifient un acte de la pragmatique sanction, et cela, quand elles sont convoquées pour cet objet et d'accord avec les princes intéressés, lesquels, dans le cas actuel, n'ont pas même été consultés. — Mexico, 28 décembre 1864. »

Le caractère et l'importance de cette protestation, relativement aux idées de l'empereur sur la renonciation à ses droits d'agnat, n'échapperont à personne ; mais, en outre, il est utile de constater que Maximilien lui-même affirme d'une manière implicite que c'est à la cour de Vienne qu'il fut désigné à M. Gutierrez de Estrada pour la couronne du Mexique.

Ce fut aussi pendant ce mois de décembre 1864, qu'eut lieu la rupture officielle entre le gouvernement impérial de Mexico et le parti du clergé. Le nonce du pape, Monseigneur Meglia, était arrivé dans la capitale le 7 décembre; il fut reçu par Leurs Majestés le 10 avec le cérémonial prescrit pour les ambassadeurs. Le 13, l'empereur l'entretint d'un projet pour la solution de la question ecclésiastique, dont il avait fini par reconnaître l'urgence; ce soir même, et le lendemain au ministre de la justice, le nonce déclara qu'il ne

pouvait négocier que sur quelques-uns des points proposés par Sa Majesté, les autres étant du ressort d'un concordat. Ces points étant peu importants, les principaux et les plus nombreux n'étant pas de la compétence d'un nonce, une entente entre Monseigneur Meglia et le gouvernement impérial devenait impossible.

Le ministre de la justice, M. Escudero, lui écrivit alors le 24 décembre la lettre suivante : — « Monseigneur. — Comme Votre Excellence m'a déclaré dans notre dernière conférence, ainsi qu'elle l'a répété, du reste, aujourd'hui, dans son entrevue avec S. M. l'impératrice, que, faute d'instructions nécessaires pour traiter sur les neuf points proposés dans le but d'aplanir les difficultés existant entre l'État et l'Église mexicaine, elle devait en référer à la cour de Rome; S. M. l'empereur se trouve dans la pénible nécessité de dicter les mesures que lui commandent ses devoirs et sa conscience, dans la situation actuelle.

« Mais, comme le manque d'instructions de Votre Excellence doit être la cause de mesures ultérieures que prendra Sa Majesté, elle désire que ce fait soit constaté par écrit et, à cet effet, Votre Excellence aura la bonté de m'écrire, en réponse à cette note, ce qu'elle a bien voulu m'exprimer de vive voix. Je profite de cette occasion pour réitérer à Votre Excellence l'assurance de ma considération distinguée. — Pedro Escudero. »

A cette note, le nonce répondit le lendemain par une longue lettre, dont voici les principaux extraits : « ... En soumettant à S. M. l'empereur, dans l'audience privée qui me fut accordée le 17, une lettre confidentielle du Saint-Père, Sa Majesté daigna me donner connaissance du susdit projet, et je répondis, en toute franchise, que je n'étais muni ni des instructions, ni des pleins pouvoirs nécessaires pour *négocier un concordat*, vu que mes instructions étaient en tout conformes à ce que Sa Sainteté exprimait dans sa lettre à l'empereur... » Suit une critique du projet. « J'ai suggéré ensuite à Sa Majesté et à Votre Excellence que le saint-siége

n'avait pu d'autant moins me donner des instructions sur les points susdits, qu'il ne pouvait pas supposer que le gouvernement impérial les proposerait et consommerait ainsi l'œuvre commencée par Juarez. J'ai assuré à Sa Majesté et à Votre Excellence que je n'avais entendu parler à Rome d'un projet ainsi conçu, ni par Sa Sainteté, ni par son secrétaire d'État, ni par d'autres personnes attachées à la cour pontificale, et que j'étais persuadé que le ministre impérial M. Aguilar n'en avait jamais fait mention au Saint-Père, lequel, certainement, aurait écrit une lettre et donné d'autres instructions à son représentant... J'ai l'honneur d'être, etc. — Pierre François, archevêque de Damas. »

Ces documents prouvent ce que j'ai déjà dit, qu'en passant à Rome, l'empereur ne s'était point occupé de la question du concordat; que le nonce n'avait reçu des instructions que pour les affaires ecclésiastiques du Mexique; que la cour de Rome et le clergé mexicain supposaient que l'empereur allait rappeler les décrets de Juarez contre l'Église mexicaine et ses membres, et que Sa Majesté pensait que le nonce pouvait ratifier les lois de réforme promulguées par Juarez et sanctionnées par Maximilien Ier. Ces illusions réciproques et naturelles en ces circonstances, amenèrent en tombant, une rupture inévitable. Cette rupture devint officielle après la lettre du 27 décembre, écrite par l'empereur à M. Escudero, et dont voici les passages les plus saillants :

« Mon cher ministre Escudero. — ... La situation difficile, qui se prolonge depuis plus de sept mois, et qui nous a coûté de si grands efforts, n'admet plus de retard. Cette situation exige un prompt dénoûment. En conséquence, nous vous chargeons de nous proposer immédiatement des mesures qui devront avoir pour effet :

« Que la justice soit rendue sans égard à la qualité des personnes.

« Que les intérêts légitimes créés par lesdites lois de réforme soient garantis, sans préjudice des dispositions à

prendre pour redresser les injustices et les excès auxquels ces lois ont donné lieu ;

« Qu'il soit pourvu à l'entretien du culte et à la protection des intérêts sacrés placés sous la sauvegarde de la religion ;

« Et enfin, que les sacrements s'administrent, et que les autres fonctions du ministère ecclésiastique s'exercent, dans tout l'empire gratuitement et sans charges pour les populations.

« A cet effet, vous nous proposerez tout d'abord un plan pour la révision des opérations de désamortissement des biens ecclésiastiques. Ce plan devra avoir pour base la ratification des opérations légitimes exécutées sans fraude et conformément aux lois qui ont décrété l'abolition de la main-morte et fait passer ses biens dans le domaine de la nation.

« Enfin, vous nous guiderez d'après les principes les plus larges et les plus libéraux de la tolérance religieuse, sans perdre de vue que la religion de l'État est la religion catholique, apostolique et romaine. — Maximilien. »

Le 29 décembre, Mgr Meglia protesta contre les considérants et la teneur de cette lettre; puis il conclut sa protestation en disant : — « Je proteste donc contre toute manifestation ou insinuation tendant à faire retomber sur le suprême pontife la plus légère responsabilité de tout ce qui pourra se faire ici de contraire à l'Église et à ses droits : j'affirme que ni Sa Sainteté, ni son gouvernement, ni le nonce n'ont jamais eu connaissance des projets et résolutions qui, au lieu de calmer les consciences timorées et de rendre la paix aux esprits, n'ont fait que les jeter dans des perturbations et des angoisses plus grandes encore. — J'ai l'honneur, etc. — Pierre François, archevêque de Damas. »

Après cette protestation, l'Empereur publia un décret proclamant la mise en vigueur des lois relatives à l'entrée des bulles, rescrits, etc., du souverain pontife, qui ne pouvaient recevoir l'exequatur avant l'approbation du chef du pouvoir exécutif. Ce décret acheva la rupture; Mgr Meglia attendit des instructions de Rome et quitta le Mexique quelques mois

plus tard. L'année 1864 finissait ainsi pour l'empire aussi mal que possible.

Ayant été chargé verbalement de donner à M. Drouin de Lhuys des renseignements sur la situation vraie du Mexique, situation défigurée de la manière la plus étrange par la presse européenne, j'envoyais, dès le mois de janvier 1865, plusieurs lettres à différents personnages pour les communiquer à Son Excellence. Je crus plus prudent de donner ces renseignements par une voie indirecte que les adresser au ministre des affaires étrangères. Voici quelques extraits de ces communications :

« ... J'ai trouvé le Mexique sur un volcan, l'empereur et l'empire usés, l'insurrection triomphante, partout où les Français ne sont pas en grand nombre; tous les partis se donnent la main pour faire de l'opposition au gouvernement... Depuis le plus grand jusqu'au plus petit, tous s'accordent à dire que si les troupes françaises partaient, l'Empereur ne pourrait pas rester vingt-quatre heures à Mexico. Son départ ne fait plus aucun doute; ce n'est plus qu'une affaire de temps... Les places sont occupées par des hommes nuls, des voleurs et des gens qui n'attendent qu'un moment favorable pour tourner contre le gouvernement... M. Eloin, chef du cabinet de l'Empereur, déteste les Français... il fait le vide autour de l'Empereur... Ma première conversation avec lui me l'a révélé encore mieux que l'opinion publique. Il est exécré de tout le monde; Mexicains, Français, étrangers de tous les pays ne peuvent le sentir.

« On n'a pas en France le moindre soupçon de ce qui se passe ici... L'immigration allemande et américaine qui pouvait régénérer le pays est arrêtée; elle va se diriger vers le Brésil... L'empereur aurait pu faire tout ce qu'il aurait voulu. Maintenant, c'est trop tard, l'occasion est perdue... M. Hidalgo se plaint que M. de Montholon dit du mal du Mexique à son gouvernement; aussi, la position de M. de Montholon est-elle déjà très difficile ici. »

Lors de ma première entrevue avec l'empereur, Sa Majesté

me dit : « — Voilà quatre mois que je prie mes ministres d'en finir avec le décret de concession du chemin de fer de Vera-Cruz à Mexico, et ce n'est qu'hier que j'ai pu le signer. » Cette phrase me donnait la clef de la situation ; l'empereur régnait, mais ne gouvernait pas. Aussi, je ne pus m'empêcher de répondre à Sa Majesté : — « Sire, Votre Majesté n'a point été appelée au Mexique pour être gouvernée par les Mexicains, mais bien pour les gouverner ; Votre Majesté sait ce qu'ils ont fait de leur pays depuis le demi-siècle qu'ils le gouvernent à leur guise; si Votre Majesté continue leurs traditions, elle arrivera aux mêmes résultats qu'ils ont obtenus, c'est à dire la ruine et l'anarchie. »

Mes lettres à Paris furent très mal accueillies ; on prit pour de la violence ce qui n'était qu'une douloureuse expression de la vérité dépouillée de ces oripeaux qui la font ressembler au mensonge. « L'empereur Maximilien, me répondit-on, se plaint beaucoup des sentiments hostiles que vous professez hautement contre son gouvernement. Si vous n'étiez pas protégé par votre caractère sacré, vous auriez reçu déjà l'ordre de quitter immédiatement le Mexique, car Sa Majesté conteste à un étranger le droit de contrôler les actes d'un gouvernement souverain avec la passion que vous y mettez. D'ailleurs, croyez-le, M. Drouyn de Lhuys n'approuve non plus votre conduite, car il vous avait prié d'observer et de lui mander la vérité, mais il ne vous autorisait pas à vous poser en censeur officieux de Maximilien Ier... *Veritas odium parit.* »

En France comme au Mexique, mes appréciations défavorables, — mais non passionnées, — sur le nouvel empire déplaisaient dans certaines régions gouvernementales ; on resta longtemps sans avoir le courage de dire la vérité à l'empereur Maximilien, comme à l'empereur Napoléon ; on n'a révélé le gouffre que lorsqu'il était impossible de l'éviter. Aussi, n'ai-je point été étonné d'entendre dire, au mois de novembre 1865, à M. Langlais avec une indignation mal contenue, et dans des termes très énergiques, qu'en France

le gouvernement ne connaissait point la vérité sur le Mexique. Cela se comprend: les réserves diplomatiques, les intérêts officiels ou privés donnaient aux rapports des agents des deux gouvernements, une couleur sinon rose, du moins gris-perle, de sorte que la vraie signification des événements qui se passaient au Mexique perdait énormément de son caractère déplorable. J'écrivais que l'avenir me donnerait raison, comme il l'avait déjà donné à mon livre intitulé *l'Empire au Mexique*, publié en 1862, et qu'il était préférable de connaître le terrain sur lequel on marchait que de s'embourber aveuglément, lorsque nous pouvions encore retirer de grands avantages de notre expédition; ma franchise et ma profonde connaissance du Mexique furent prises pour de l'hostilité!

L'Empereur Maximilien, quoi qu'on en ait dit, ne s'y trompa pas, et si son entourage, antipathique à l'élément français, me représentait auprès de Sa Majesté comme disant du mal de son gouvernement, l'empereur voulut utiliser mes notions du pays, et spécialement celles en matière de presse, Sa Majesté me fit venir pour m'attacher à son cabinet en qualité de directeur de la presse. La première fois que j'eus l'honneur de dîner à Chapultepec, après cet appel, l'empereur me dit : « Voilà plus d'un an que je dis à Eloin d'organiser la direction de la presse, mais il n'y comprend rien et n'est pas favorable à ce projet. » Il était impossible de modifier l'opinion publique avec les éléments qu'on me donnait; mais j'aimais l'empereur, pour lequel on aurait volontiers sacrifié sa vie, après l'avoir connu dans l'intimité; je me mis courageusement à l'œuvre, mais sans espoir de faire du bien, car il était trop tard, et je n'ignorais pas la mauvaise influence que M. Eloin, les ministres et tous les autres fonctionnaires, également nuls et malveillants, devaient avoir sur les décisions de l'empereur et les destinées du Mexique. Ma tâche fut tellement paralysée par l'hostilité de ces personnages que je donnais ma démission deux fois dans un mois; elle ne fut pas acceptée, mais en 1866, l'empereur finit

par consentir à transporter mon cabinet à Paris pour y continuer mes fonctions.

Je ne sais pourquoi, le quartier général français voyait lui-même d'un fort mauvais œil l'existence de ce cabinet, blâmée par M. de Keratry, dans son plaidoyer en faveur du maréchal Bazaine. Ce cabinet était un lien entre le quartier général et le gouvernement mexicain, il défendait les intérêts français et ceux de l'empire qui étaient également des intérêts français, contre le mauvais vouloir de l'entourage de l'empereur; nous étions quatre Français dans ce cabinet et je crois qu'il eût été d'une bonne politique du maréchal de favoriser ce personnel et d'applaudir à cette institution, l'un et l'autre lui étant sympathiques et favorables. Ce cabinet n'était point un gouvernement central, mais une sorte de secrétariat général, où s'élaboraient les projets les plus urgents et les plus importants; il servait de canal entre l'empereur et les ministères, abrégeait et facilitait la tâche de tous et l'expédition des affaires. Malheureusement, son premier chef, M. Eloin, l'empêchait de répondre à ce but, par la direction qu'il donna à cette institution. Voici sur le cabinet impérial quelques lettres de Leurs Majestés d'un grand intérêt.

« Jalapilla, 13 mai 1865. — J'espère, à présent, pouvoir m'occuper de l'organisation définitive du cabinet civil, notre cher Eloin n'ayant rien fait jusqu'à présent; ce travail est difficile, mais extrêmement nécessaire. J'ai l'intention de rester encore quelques jours à la Hacienda de Jalapilla, ayant un léger érésipèle au pied, ensuite de la piqûre d'un insecte; d'ici je me dirigerai par Huatusco à Jalapa. J'ai l'intention de retourner par Puebla directement à Mexico.

« Le préfet d'Oajaca m'a prié de ne visiter cette ville qu'en automne, me disant que la misère y était tellement grande en ce moment qu'on serait obligé de dépenser une somme relativement trop considérable.

« J'ai envoyé cette nuit S. en Europe, comme courrier pour y régler quelques affaires et remettre à Eloin des docu-

ments qu'il n'avait pas pu emporter à cause de son départ précipité. S. est aux anges de voir son vieux père qui est bien souffrant depuis quelque temps. » — L'empereur trop faible ou trop indécis pour commander en maître, ou seulement affronter une discussion, profitait toujours de l'éloignement de ses opposants pour prendre ses décisions; c'est ainsi qu'il organisa son cabinet, installa la direction de la presse pendant l'absence de M. Eloin, qu'il fit battre monnaie à son effigie, lors du voyage au Yucatan de son ministre Ramirez qui, sous différents prétextes, empêchait le frappage des piastres à l'effigie de l'empereur; ce fut aussi pendant le séjour du commandant Loysel en France qu'il changea son cabinet en un simple secrétariat, sous la pression de ses ministres. Je clos la parenthèse et continue la lettre.

« L'esprit de la population, sur tout mon passage, est excellent et surtout dans ce moment-ci vraiment touchant. Ce qui me paraît de très bon augure, c'est le rapprochement très prononcé du clergé qui se montra dans toutes les villes et les villages que nous venons de traverser. Le curé d'ici a déjà demandé spontanément d'être payé par l'État, et un autre curé des environs me demanda le *placet* pour deux brefs du Saint-Père. Vous comprenez que tout fut immédiatement accordé.

« Vous pouvez donner connaissance de cette lettre à l'impératrice et au maréchal auquel vous direz bien d'amitiés de ma part. Les nouvelles que j'ai reçues d'Europe sont excellentes. — Maximilien. »

— « Jalapa, 1er juin 1865. —Je vous envoie avec cette lettre le règlement que j'ai fait pour le service civil du cabinet. Faites-le traduire en français par le lieutenant S. et ensuite en espagnol, ajoutez-y les dispositions nécessaires pour le service civil et envoyez-moi tout cela le plus tôt possible à Puebla, car je tiens beaucoup à ce que ce règlement soit bientôt mis en pratique. — Maximilien. »

— « Puebla, 19 juin 1865. — Je suis enchanté de l'extrait que vous avez fait du règlement du cabinet; arrangé de cette

manière, on pourra le publier au *Diaro* officiel et le faire imprimer dans la collection des lois et règlements que j'ai ordonné, et qui a été commencé par le sous-secrétaire d'État. En attendant, je fais lithographier ici, à Puebla, le règlement détaillé qui sera mis en vigueur le 1er juillet.

« Chaque membre du cabinet recevra un exemplaire de ce règlement pour la tâche qui le concerne, mais personne d'autres, pas même les ministres. Cependant j'ai fait la lecture aux ministres avant-hier de tout le travail et ils l'ont accepté sans le moindre changement, ils en paraissent même très contents.

« Le cabinet civil actuel qui, au fond, n'est rien autre qn'une agglomération d'hommes incapables et paresseux qui, sans règlements et sans ordres, ne savent trop pourquoi ils existent, sera complétement dissout le 30 de ce mois. La nouvelle organisation commencera le 1er du mois de juillet avec un nouveau personnel que je suis en train de choisir. De l'ancienne clique — *sic* — qui se nommait cabinet, ne restera que Duran pour le service des audiences et pétitions, le major Boleslawsky pour la direction de la bibliothèque et Blasio pour le service de Chapultepec et de voyage. J'ai donné l'ordre au secrétaire de l'intendance, M. Poliakowitz, de se vouer pendant le mois de juillet à l'introduction et direction de la branche du registre et de la formation définitive de l'archive. M. Poliakowitz connaît mes idées sur ces deux points et s'empressera de former des employés qui pourront, dès le 1er août, continuer sans son aide leurs services.

« Ayez la bonté de faire préparer tout le relatif pour la publication au *Diario* et pour la dissolution du cabinet actuel. Les employés renvoyés devront être de nouveau placés dans les différents ministères, et il s'entend de soi-même que les employés du nouveau cabinet qui auront immensément à faire, devront être bien payés et pas traités comme jusqu'à présent par notre excellent Éloin! — Maximilien. »

— « Puebla, 21 juin 1865. — Je vous envoie ci-joint les

nouvelles nominations pour le cabinet civil; les personnes nommées doivent entrer en fonction le 1er juillet, mais elles ne sont nommées que provisoirement; après quelques mois de bons services on pourra donner des décrets définitifs... Vous aurez la bonté de préparer pour mon retour un plan de réduction considérable en locaux; les deux cabinets prennent beaucoup trop de place dans le palais. Le ci-devant appartement de M. Scherzenlechner devra être remis à ma disposition, devant servir à l'avenir pour mon archive et ma bibliothèque privée.—Maximilien. »

— « Chapultepec, 19 juillet 1865. — Le cabinet a pris fausse route du temps de ce pauvre Éloin; il se développa en gouvernement central, sans en avoir le droit ni les qualités; il a fallu le remettre à sa place, et cela s'est fait dans les dernières semaines. Il commence à fonctionner parfaitement bien et nous voyons enfin de l'ordre et de la décence. En ce qui concerne le personnel du cabinet et surtout les chefs, ils devraient savoir s'accommoder à mon caractère; c'est la moindre demande que je puisse leur faire.

« Or, mon caractère n'est pas des plus heureux et entre autres défauts, j'ai un sentiment d'indépendance absolu, de manière que même l'impératrice, avec son tact tout spécial, ne vient jamais chez moi, ne dérange pas mon travail sans que je l'invite de venir. Elle connaît sur ce point ma faiblesse, et en s'y accommodant, jamais l'harmonie n'a été troublée. Pour ne pas être interrompu dans mes travaux j'ai inventé le style épistolaire pour correspondre avec les ministres et avec les chefs de mon cabinet, copiant en cela le sage exemple de mon beau-père, qu'il exagère peut-être, en correspondant même avec ses propres fils, qui se trouvent cependant sous le même toit.

« ... Je vous avoue que je suis très étonné de voir les Français se plaindre. Si quelqu'un a le droit de se plaindre ce droit revient à moi. Mais mon caractère qui a ses fautes — défauts, — que j'ai franchement avouées a aussi une qualité, celle d'un profond sentiment d'équité, or moi je ne me

plains pas contre les Français auxquels le Mexique doit tant de reconnaissance, mais je me plains amèrement et directement contre quelques Français qui servent mal leur empereur... si je ne me plains pas ouvertement... c'est par égard pour mon meilleur ami l'empereur Napoléon, par respect pour cette grande nation à laquelle nous devons tant. J'avale bien des injustices, bien des humiliations auxquelles je n'étais accoutumé de ma vie, par amour pour ma nouvelle patrie, par amitié pour la France... Du reste je me console de ne pas recevoir de rapport inexacts, » — Sa Majesté veut dire qu'Elle ne recevait pas de rapports sur la situation intérieure du Mexique et que lorsqu'Elle en recevait, ils étaient inexacts — « puisque le même malheur arrive, comme je viens de le savoir positivement, à l'empereur des Français. On se joue des deux empereurs, voilà la situation, mais elle ne durera pas longtemps, car les deux empereurs commencent à voir clairement... — Maximilien. »

L'empereur n'aimait recevoir des plaintes d'aucune sorte; quand on lui en faisait, il se plaignait à son tour d'une situation qu'il s'était faite, qu'il ne voulait pas regarder en face et qu'il n'avouait pas. Dans une lettre datée de ce même jour et traitant différents sujets, on voit que l'impératrice ne se dissimulait pas les difficultés du gouvernement impérial.

« Mexico, 19 juillet 1865. — Je savais bien, dit-elle dans cette lettre, que vous n'étiez pas de ceux qui abandonnent la brèche au moment du péril ou qui quittent la partie lorsque l'écheveau est embrouillé. Une tâche entreprise par un mobile élevé doit faire trouver dans ce sentiment la force pour continuer à l'accomplir. Le bien triomphe tôt ou tard; c'est le grand phare au milieu des défaillances de ce monde et les droites intentions trouvent toujours leur récompense... Ce qui reste dans l'esprit de l'empereur n'est jamais perdu... Jamais ceux dont le hasard ou la séduction qu'il exerce sur les cœurs a placé la destinée sur le chemin de l'empereur n'ont eu à en souffrir. Et le jour de son avénement au trône, il n'était occupé qu'à faire autant d'heureux qu'il avait eu

d'amis, et à songer à tous ceux qui dans toutes les parties du monde lui avaient adressé un mot affectueux ou donné une preuve d'intérêt.

« Vous dites n'avoir été excité à votre démarche par qui que ce soit; prenez y garde, vous êtes du sang de la vieille France, de la terre de la loyauté et de la fidélité séculaires, mais à la suite des bouleversements de la France moderne, il s'est fait plus d'un disciple de Machiavel, et on n'a pas toujours écrit sur son front qu'on appartient à cette école. Pour ce qui est de la fibre française et de tout ce qui la froisse ou lui plaît, je n'ai besoin que de consulter la moitié de mon être pour m'en rendre complétement compte. — Charlotte. »

Voici d'autres lettres qui témoignent que si le personnel français du cabinet avait parfois des raisons de se plaindre, Leurs Majestés, d'autre part, n'étaient pas toujours satisfaites du personnel mexicain employé à la direction du télégraphe et des courriers. Ces extraits, peu importants en eux-mêmes ont, à mes yeux, l'intérêt historique de révéler le caractère intime de Leurs Majestés, peint par elles-mêmes, et c'est à ce titre que je les publie.

« Chapultepec, 27 juillet 1865. — Le service du télégraphe du cabinet devient pire chaque jour. On fait sur lui des plaintes innombrables et bien fondées. Ces jours-ci j'ai appelé à Chapultepec deux personnes très connues à Mexico, l'une reçut son appel urgent quatre jours après, et l'autre vingt-quatre heures plus tard. Il n'y a pas une seule dépêche dont l'orthographe soit bien mise; il y en a d'autres entièrement incompréhensibles. — Maximilien. »

— « Mexico, 28 juillet. — Le mieux est l'ennemi du bien; je suis satisfaite de vos indicateurs et de leur contenu, et je ne désire pas davantage. Le modèle projeté n'est pas assez sérieux pour quelqu'un qui a le désir de travailler véritablement et de manière à se rendre utile, c'est plutôt un indicateur de salon et je trouverais cela humiliant pour mes faibles efforts. Je ne désire plus pour le moment aucune

espèce d'idée lumineuse ni d'amélioration bienveillante.
— C. »

— « Chapultepec, 28 juillet 1865. — Vous me parlez des chambres demandées par G., je vous dirai qu'elles sont maintenant de toute nécessité pour le service de l'impératrice, à cause des travaux qui doivent se faire encore pendant six semaines dans son appartement.

« Le palais est si mal disposé qu'il n'a pas une seule chambre disponible — pour le cabinet — et moi-même je devrai pendant ces six semaines me réduire à une seule chambre qui est l'unique à ma disposition dans tout le palais, mais le bon service de l'impératrice doit passer avant tout. — Maximilien. »

—« Chapultepec, 6 septembre 1865 —Bien qu'on n'ait jamais envie de vous gronder, j'y étais un peu disposé ce matin, car vous avez envoyé hier un paquet d'*orties*, hermétiquement fermé et aussi indigeste que possible, au sujet duquel j'ai dû faire un « meâ culpâ » qui vous revenait de plein droit. Je ne sais pas non plus ce qui prend au cabinet civil; il y a des jours où les lettres pleuvent comme la manne du désert et d'autres où rien ne paraît. C'est complétement intermittent et peu encourageant pour ceux qui arrangent les dossiers : je suis loin d'en avoir fini, ayant pris de chez l'empereur les plis fermés que je lui avais remis, vu que le nombre avait paru effrayant. — Ch. »

— « Chapultepec, 12 septembre 1865. — Je crois qu'il y aurait lieu de présenter à l'empereur un plan de réforme du télégraphe. J'ai vérifié ce matin qu'une dépêche pressée prend une heure et jusqu'à ce qu'on ait la réponse, une heure et demie. Autant vaudrait aller à pied. — C. »

Le service du nouveau cabinet finit par s'organiser de manière à satisfaire le but que l'Empereur s'était proposé en le refondant au mois de juin. Les lettres de Leurs Majestés concernant les différentes questions administratives, politiques et militaires du Mexique donnent raison aux communications que j'envoyais indirectement au ministère des

affaires étrangères à Paris au commencement de l'année 1865. Les événements ont depuis sanctionné la justesse et la droiture de mes appréciations. En voyant la conduite des ministres et des fonctionnaires, appelés par Maximilien Ier à le seconder dans son œuvre de régénération, on dirait que leur tâche n'était pas de proposer, mais de s'opposer à l'établissement de toutes les institutions utiles au Mexique. Leur force d'inertie, hostile à tout progrès, laisse tout à l'état de décret ou de simple projet; tout vient échouer contre leur indifférence, leur mauvais vouloir et leur nullité. Ministres, généraux et préfets, presque tous trahissent l'Empereur par leur opposition active ou passive, ouverte ou cachée, aux désirs de Sa Majesté; la trahison prend toutes les formes, elle se révèle à toutes sortes de degrés, et se développe de mois en mois d'une manière ostensible. Chaque jour il arrivait à l'Empereur des accusations contre les ministres, les généraux, les préfets et les hauts personnages; Sa Majesté repoussait ordinairement ces accusations et s'en montrait fort mécontente; d'autres fois elle y attachait une certaine importance et demandait des preuves écrites avant de se convaincre du fait. Sa correspondance à ce sujet, nous révèle des contrastes de caractère comme on verra dans toutes les autres questions, et mérite que j'en publie quelques extraits.

« Hacienda de Jalapilla, 13 mai 1865. — Ce que vous me dites dans votre dernière lettre, à propos du ministère de l'intérieur, est très juste. Cortez Esparza — le ministre — n'était qu'un essai, dans le temps vivement prôné par notre pauvre Scherzenlechner; l'essai a très mal réussi. Cortez Esparza est beaucoup trop partisan enragé et en même temps paresseux.

« Ce qui concerne les préfectures et leur bonne direction, chose tellement — très — essentielle. Je viens de réunir mes six meilleurs préfets, tous hommes modérés et capables, pour leur donner le diapason et les engager à me proposer une liste de candidats pour les autres préfectures,

leur faisant bien comprendre que je veux des hommes honorables et énergiques, qui ne soient ni d'un extrême, ni de l'autre; je me flatte que cette liste réussira très bien. J'ai aussi donné à mes six hommes une direction sur la manière de traiter la presse. Le choix de leur chef est très difficile et très important, aussi n'ai-je nullement l'envie de trop me hâter. » — Peu de jours après, l'empereur prit pour leur chef, c'est à dire pour ministre de l'intérieur M. Esteva, préfet de Puebla, qui n'était guère connu que par ses poésies, en l'honneur des dames. Sa Majesté aurait bien fait de suivre sa première résolution de ne pas trop se hater pour ce choix.

« Ce que vous me dites de Campillo — ministre des finances — est aussi bien vrai, mais il ne faut pas oublier que c'est M. Bonnefond qui l'a inventé et qui a montré dans ce choix comme dans maintes autres occasions une capacité assez médiocre. J'attends déjà depuis longtemps de la part de M. Bonnefond l'esquisse du budget provisoire, n'ayant pas de budget, nous marchons comme des aveugles, et il arrivera le moment où nous ne marcherons plus du tout. — Maximilien. »

En écoutant des étrangers qui ne connaissaient nullement le pays, l'empereur devait naturellement s'attendre à ce que les personnes présentées par ces étrangers pour remplir de hautes fonctions ne répondissent pas à ces espérances. Pourquoi, lorsqu'il avait un choix pareil à faire ne consultait-il pas les anciens membres de la régence, beaucoup plus compétents en cette matière que des Autrichiens et des Français?

« Hacienda de Jalapilla, 15 mai 1865. — Il est très facile de jeter dans le monde une accusation semblable, plus difficile et plus utile de le prouver. Il est aussi très facile de dire qu'il faut faire des enquêtes, qu'un souverain doit montrer de l'énergie et donner des exemples salutaires. Montrer de l'énergie, et rien que le montrer sans pouvoir venir à bonne fin, c'est ridicule et très dangereux. Vous vous rendez

odieux et faites croire à un caractère capricieux. Avec des documents en main on peut agir et alors vous ne me verrez jamais fléchir. Informez — exactement sur le fait, cherchez à trouver la source, et si malheureusement le fait serait vrai, procurez-moi des documents, puisque dans un si triste cas ce n'est que le conseil d'État et moi qui pourront juger le chef de mon ministère. — Maximilien. »

Il s'agissait ici de M. Ramirez; voici une autre lettre concernant d'autres fonctionnaires.

« Jalapa, 26 mai 1865. — Ce qui se dit relativement au préfet de Tlalpam est grave, et je ne déclinerai pas sa faute; mais il est nécessaire qu'on m'envoie des preuves du fait. Je dis de même pour le préfet de Cuernavaca et le commandant militaire de S. Angel, parce qu'on ne peut permettre de tels délits à un employé. — Maximilien. »

En parlant du désordre des fonctionnaires l'empereur écrivait de Puebla, 18 juin 1865. — « Quant à la proposition d'acheter quinze mille fusils, je désire savoir d'une manière exacte ce qu'on a fait de la grande quantité d'armes prises à l'ennemi, déjà depuis plusieurs mois, dans les provinces du nord. Je n'ai jamais pu savoir ce qu'est devenue cette grande quantité de fusils et de canons. — Maximilien. »

M. Almonte écrivait, le 10 juillet, à l'un de mes amis, à propos des ministres... « Le ministère, composé de libéraux modérés, continue ses travaux avec plus de dissimulation que les exaltés; mais, heureusement, tant que le maréchal Bazaine restera ici avec son armée, il n'y a rien à craindre, nous devons seulement déplorer le temps qui se perd pour la pacification du pays. »

Le 28 juillet, il ajoutait : — « Les choses vont un peu plus mal que lorsque vous étiez ici, et cela parce qu'on veut faire un empire avec des républicains, au lieu de le consolider avec des monarchistes et des impérialistes. Dieu veuille que notre souverain ouvre les yeux, parce qu'en les tenant fermés tout va mal. — Almonte. »

Les ministres se vengeaient des accusations qui arrivaient

contre eux, par l'entremise des Français, en en faisant à leur tour contre nous pour jeter du discrédit sur nos officiers. En voici des preuves dans une lettre de l'empereur.

« Chapultepec, 21 juillet 1865. — Faites préparer un écrit qui donne les ordres les plus sévères d'ouvrir, en présence de deux employés de l'État et de M. Poliakowitch, comme secrétaire de l'intendance, pendant deux mois, toutes les caisses qui arrivent sous mon adresse ou sous celle de l'impératrice. Le même ordre sévère, sans l'intervention naturellement de M. Poliakowitch, devra être donné pour toutes les caisses qui viennent pour l'armée française et celles du maréchal. J'ai reçu sur ce point des informations peu édifiantes. Je pense que le maréchal et les officiers français doivent être heureux de prouver, comme moi, au public que les calomnies qu'on fait circuler sont sans fondement. Les plaintes contre la contrebande qu'on fait sous le nom de l'armée française, ont donné lieu à une forte discussion au conseil des ministres. J'ai apaisé alors mon monde; mais, puisque je vois que les mêmes plaintes se font à présent à mon adresse, j'insiste pour qu'on use de la plus grande sévérité... — Maximilien. »

Le même jour, Sa Majesté vivement froissée par la publication de la lettre du préfet de Morelia, écrivait, en parlant du chef de police... « Si M. Galloni n'est pas plus habile pour les autres affaires que pour celle qui concerne la lettre du préfet de Morelia, il ne me donne pas une grande idée du système qu'il veut introduire. Je sais déjà depuis quinze jours le fait scandaleux de la circulation de cette lettre, on me l'a apportée il y a huit jours de la rue même. Il y a une semaine que j'ai donné l'ordre au ministre de l'intérieur de faire venir le préfet et de le mettre sous procès... — Maximilien. »

Voici cette lettre, dont M. Éloin me niait l'existence :

— « Morelia, 30 juin 1865. — Sire, — la politique que Votre Majesté a bien voulu introduire dans son gouvernement n'a pas atteint le but élevé qu'Elle se proposait en

l'adoptant. Bien au contraire, les populations ne l'ont vue qu'avec une grande méfiance, et la révolution — les libéraux — avec un dédain prononcé. Le feu de l'enthousiasme une fois éteint, les populations sont retombées dans l'indifférence d'où elles passeront bientôt à des sentiments de haine contre le gouvernement. Le parti révolutionnaire, après avoir vu ses titres reconnus d'une manière explicite par Votre Majesté, méprise les concessions, parce qu'il ne les considère, en bonne logique, que comme de justes réparations; il avance vers son but; rien ne l'arrête, et sans doute, il triomphera dans ce département. Ce n'est pas qu'il soit fort par les armes; sa force consiste dans la faiblesse du gouvernement. Celui-ci n'a pas d'idée fixe; ses dispositions ne s'accordent pas entre elles; l'à-propos et l'unité d'action, font en tout défaut; en un mot, Sire, il y a désaccord entre l'intelligence supérieure qui dirige, la volonté ferme qui décide, et la main vigoureuse qui exécute. La conséquence inévitable de tout ceci, c'est le chaos, et tel est l'état du département de Michoacan.

« Je viens donc, Sire, offrir, pour la quatrième fois, ma démission de cette préfecture politique, et je sens qu'il est de mon devoir, comme autorité et comme gentilhomme loyal, d'exposer tout ceci, à Votre Majesté, avec une entière franchise.

« Je prie Votre Majesté de vouloir bien accepter ma démission, ne fût-ce que pour m'affranchir du ridicule qui est réservé aux fonctionnaires publics de ce malheureux départements. Veuillez, etc. — Antonio de Moral. »

Au lieu d'interner dans la capitale ce personnage influent, il eût été prudent d'écouter ses conseils; quand on en reconnut la sagesse il était trop tard pour les suivre. L'empereur n'aimait aucun genre d'accusation; il défendait aussi bien les Français que les Mexicains. Le chef de la police, M. Galloni, se fit beaucoup d'ennemis, et bientôt il fut accusé d'avoir ouvert des maisons de jeu qui lui rapportaient des bénéfices importants; son renvoi fut demandé par les

Mexicains et par le maréchal... « Quant à Galloni, écrivait Sa Majesté de Chapultepec le 27 juillet, j'ai donné de nouveau, hier, l'ordre précis de ne faire aucune démarche jusqu'à ce qu'on m'ait remis des preuves et documents constatant sa culpabilité, parce que j'ai aperçu dans le courant de cette affaire un peu d'intrigue et de vengeance... — Maximilien. »

L'empereur pourtant avait une contre-police, et les renseignements qu'elle lui donnait étaient mieux reçus que ceux qui lui venaient d'ailleurs. Cette confiance dans ses propres agents se révèle dans plusieurs lettres, comme on le verra dans le cours de cette correspondance.

« Chapultepec, 28 juillet 1865. — J'ai su par mes agents, d'une manière digne de foi, que le célèbre chef de guerilleros Epitacio Huerta qui était prisonnier à Paris et commande une troupe de dissidents, a envoyé ces jours-ci un courrier à Mexico, pour inviter quelques rouges à une assemblée secrète d'une grande importance. Ces personnes ont promis d'y aller. Vous donnerez des ordres pour que la police veille à ce fait aussi intéressant et m'en informe au plus tôt, m'envoyant les noms des personnes qui obéiront à cette invitation... — Maximilien. »

— « Palais de Mexico, 6 août 1865. — Mon cher ministre Ramirez, ayant reçu déjà depuis quelque temps des plaintes répétées, provenant d'étrangers et de Mexicains, sur la difficulté de voir mes ministres, je désire qu'il se publie au plus tôt dans le journal officiel et autres journaux, les jours et les heures, très clairement indiqués, auxquels chaque ministre sera à la disposition du public... — Maximilien. »

— « Palais impérial de Mexico, 23 août 1865. — Sire. — J'ai l'honneur d'annoncer à Votre Majesté le rapport de la police. Le signe *** s'applique au ministre de la justice; il m'est venu d'autre part des renseignements compromettants au sujet de ce fonctionnaire, et l'on assurait qu'il devait demander à Votre Majesté un congé pour se rendre à son hacienda, afin de se trouver absent au moment où des

événements propres à le compromettre pourraient se passer.

« Le maréchal transmet un rapport du colonel d'Ornano sur les affaires de Tehuacan, et demande que le sous-préfet de la Romana qui a lâchement abandonné son poste, soit traduit devant un conseil de guerre, ce qui est parfaitement justifié par l'état de guerre... — Cabinet de Sa Majesté. »

—« Tulancingo, 31 août 1865.—J'ai vu la liste des personnes arrêtées à Mexico. Une fois que le maréchal a fait le premier pas, il ne doit pas se montrer faible maintenant; c'est pour cela que l'idée d'une amnistie le 16—septembre—ne me paraît pas heureuse.

« Ceux qui ont conspiré ou tenu des correspondances d'une manière traîtreuse avec les dissidents... devront être envoyés sous escorte au Michoacan pour être remis à Arteaga,... ce qui me paraît, sans doute, le meilleur châtiment, ou devront aller à l'étranger par ordre de l'autorité militaire, comme le disait le maréchal, le jour où il a dîné avec nous.

« Ceux qui sont entièrement innocents, et qu'on n'aurait jamais dû emprisonner, devront être mis immédiatement en liberté, si c'est possible, avant mon retour. — Maximilien.»

— « Chapultepec, 9 septembre 1865.—J'ai lu le rapport de la police du 7 et du 8 ; il sera nécessaire de continuer à surveiller avec beaucoup de secret la maison F... et me mettre toujours immédiatement au courant de ce qui se passe. J'ai moi-même sur cette affaire, d'un autre côté, des renseignements, mais pas très clairs. — Maximilien. »

— Rapport de la contre-police de Sa Majesté. — « Sire, — Mes agents affirment qu'à la tête de la conspiration se trouvent l'archevêque de Mexico et Zuloaga. Je fais surveiller leurs maisons... Un général, appelé Silverio Ramirez, vient d'être nommé à un poste... qu'il serait dangereux de lui voir occuper. Zuloaga compte sur les troupes de Guadalajara.

—Rapport de la police du 12 au 14 septembre 1865.—« Chez M. F... toujours nombreuses allées et venues... A cinq heures est venue en voiture une dame qui a fait demander très im-

périeusement une personne de la maison, disant que c'était très important. Il est alors descendu un vieux monsieur à tête blanche... accompagné d'un tout jeune homme très brun. Ils sont montés en voiture auprès de la dame et partis dans la direction de la place d'Armes.

« De onze heures à midi, F... est resté au ministère de l'intérieur et de là à celui de la justice... M. Campero, chambellan de l'Empereur, est allé chez F... à cinq heures.

« On me signale comme se livrant au transport des dépêches, entre les dissidents du Michoacan et leurs adhérents à Mexico, un nommé D. Orquisos, propriétaire d'une hacienda dans le Michoacan. Il serait aidé par un domestique qui lui est très dévoué... Ils sont ici actuellement. Luis Ocampo se livrerait aux mêmes manœuvres par l'entremise des conducteurs de diligence.

« A l'archevêché, hier, nombreuse réunion, depuis neuf heures du matin jusqu'à deux heures. Il — l'archevêque — a reçu plusieurs visites, entre autres celle de Navaro, sorti avec une liasse de papiers. Ce personnage tient à sa porte un domestique en vedette.

« Fidencio Villagran, signalé depuis le 21 août, est venu à Pachuca dans la nuit du 11 au 12, arranger ce qu'il appelle les affaires de la guerre; puis, jusque près de Mexico, d'où, par un courrier, il a envoyé une lettre qui a été reçue par F. Paz Gomez. Cette lettre a pour but de faire partir par la route de S. Cosme cette nuit même tous les hommes engagés pour l'hacienda du Lion, d'où ils iront à Popotla où se trouvent Fidencio Villagran, Leybas, Fragoso avec 1,700 soldats de cavalerie et d'infanterie. Ces différents chefs sont en relation avec Horan, Vicente, Martinez, etc. Leur agent est Ignacio Villaloros parti de Mexico le 6 de ce mois, *ne reviendra pas.* »

Les autres rapports de la police et de la contre-police deviennent plus explicites vers la fin de l'année, on voit que les chefs des deux partis extrêmes se donnaient la main pour conspirer contre l'empire. Des ministres et d'autres

Mexicains de l'entourage de l'empereur sont compromis dans les dénonciations et réussissent à enlever quelques preuves matérielles de leur complicité et de leur trahison. Un ancien agent de police des États-Unis était en relation avec tous ces messieurs. Les rapports du 8 et du 9 décembre nous apprennent que l'on fomentait ouvertement à Temascaltepec et dans d'autres villes la révolution du Michoacan.

« L'autorité, disent ces rapports, devrait surveiller les frères Gonzalez, D. Manuel Arebal, l'ex-général Camaño et Mateo, frère du payeur Rivas Palacio; tous ces individus sont ennemis de l'empire et de l'intervention.

« On me signale le licencié Sanchez Solis, comme étant parti pour Puebla le 6 courant. Il emportait avec lui une caisse de papiers. Je le fais surveiller dans cette ville parce qu'il a beaucoup de relations principalement avec Ignacio et Rafael Cueillar, chef juaristes.

« D'après les renseignements que j'ai reçus, il serait urgent de faire une enquête auprès du ministre des travaux publics sur les sommes reçues par la maison E... pour les droits du chemin de fer de Vera Cruz, depuis 1855 jusqu'à ce jour, et de constater après cette enquête le montant des sommes reçues par le gouvernement pour ses droits. Dernièrement M***, alors officier supérieur dans ce ministère voulut établir ce compte, soupçonnant des fraudes. Pour étouffer l'enquête qu'il désirait faire, on s'est empressé de mettre un frein à son zèle, en l'envoyant au Yucatan.

« Hier, une dame s'est présentée — à la prison de Belen — pour visiter un prêtre détenu, à qui il était défendu de communiquer avec qui que ce soit. Pour une gratification donnée à l'employé de service, ils ont pu causer librement dans une chambre à part. Il se trouve actuellement dans la prison un nommé Montes Yoca, condamné à mort, qui a proposé à mon agent — sergent de garde — une forte somme d'argent, s'il voulait le laisser évader. Il lui a promis, en outre de lui faciliter les moyens de rejoindre Porfirio Diaz ou Riva Palacio, et de lui faire obtenir le grade de colonel

dans l'armée de l'un de ces messieurs. Ce prisonnier est celui pour lequel on a le plus d'égards dans la prison; il est presque continuellement en rapport avec l'agent principal qui pourrait parfaitement lui faciliter une évasion. »

A ces dernières communications, l'empereur répondit le 10 décembre : — « Du rapport que je vous renvoie, il résulte qu'il est très important de faire un changement prompt et radical dans la direction et les principes qui régissent la prison de Belen, nommant d'autres personnes et faisant un règlement énergique et clair. Il serait également important de trouver une personne énergique et dévouée à mon gouvernement pour l'envoyer, au moins pour quelque temps à Toluca, pour réparer avec tact le mal de la situation, le commissaire H. même s'est beaucoup plaint auprès de moi de la mauvaise influence de cette ville sur les districts qui l'entourent. — Maximilien. »

On a vu, par ces documents, contrairement à ce que disait M. Gutierrez de Estrada, en 1866, dans les journaux français, que les conspirations et la trahison se montraient au Mexique en 1865, sous bien des formes. Après avoir révélé cette déplorable situation dans la politique générale et le personnel des fonctionnaires impérialistes, je dois l'examiner aussi dans les finances et l'administration. Cette revue, par ordre de matières, de l'année 1865, année décisive pour la vie ou la mort de l'empire, aura l'avantage d'éclairer l'opinion publique sur chaque question particulière, à l'aide de documents inédits.

Je ne relèverai pas ici les inexactitudes et les appréciations hostiles et non motivées de M. de Kératry contre le gouvernement français, à côté des documents qu'il cite sur la créance Jecker. Dans les lettres de l'empereur Maximilien, datées de 1865, dans lesquelles il est question des réclamations françaises et des travaux des malheureux agents financiers que nous avons envoyés à Mexico, je ne vois pas une seule fois le nom de Jecker. Je crois donc que la créance Jecker, devenue créance française à cause des intérêts fran-

çais qui se trouvaient engagés dans l'emprunt émis sous Miramon, préoccupait fort peu Sa Majesté. Quant aux réclamations françaises, proprement dites, ces lettres prouvent au contraire que l'empereur désirait les régler au plus tôt, et que nos agents, aussi bien que les ministres mexicains, ne répondaient pas à l'impatience de Sa Majesté pour résoudre cette question.

Dans la correspondance impériale je trouve un brouillon de lettre, presque indéchiffrable, sans date, et dont voici la teneur :

« Mon cher ministre Ramirez. — En raison de la situation particulière de la France vis-à-vis du Mexique et des relations plus étroites d'amitié qui doivent exister par suite entre les deux pays, je désire que la question des réclamations présentées par des sujets de S. M. l'empereur Napoléon, pour préjudices subis antérieurement, soit réglée dans le plus bref délai. Pour atteindre ce but j'ai décidé qu'une commission spéciale serait immédiatement formée et qu'elle comprendrait : MM. Bonifacio Gutierrez qui a déjà fait partie d'une commission mixte chargée d'un travail analogue; Martin Castillo ex-sous-secrétaire d'État aux finances... Elguero conseiller d'État.

« Cette commission se livrera immédiatement à l'examen de la question desdites réclamations ; elle devra me présenter, dans un délai de huit jours, ses conclusions avec son dictamen — décision — sur la manière de régler définitivement l'affaire pendante. Je compte sur votre zèle et votre activité pour assurer, sans retard, l'exécution de ces dispositions. »

Dans une note historique, rédigée par ordre de Maximilien Ier, et qui accompagnait une note secrète sur nos opérations militaires, destinée à être communiquée à l'empereur Napoléon, Sa Majesté démentait le bruit accrédité que le gouvernement mexicain payait les créanciers anglais et ne payait pas les créanciers français. Cette note n'a pas de date, mais elle doit être de fin février 1865. — La question

du règlement des indemnités, est-il dit dans ce document, serait terminée depuis longtemps, si elle avait été entamée et traitée par tout autre — que M. de Montholon — ce qui explique pourquoi M. Hidalgo a été chargé de terminer cette affaire avec le ministre des affaires étrangères à Paris. Il importe à ce sujet de redresser une erreur qu'on persiste à faire prévaloir comme un des principaux arguments. Jusqu'ici le règlement des indemnités réclamées par les Anglais n'a pas été entamé, il est donc erroné de persister à prétendre qu'on a accordé aux Aglais le 6 °/₀ réclamé par la France... Les Anglais avaient des conventions solennelles, les unes sanctionnées par le pouvoir législatif, les autres autorisées par sentences judiciaires ct quelques-unes rapportant 12 °/₀ d'intérêt. Ces créances privilégiées furent réglées de nouveau en 1861, avec le ministre de S. M. Britannique, elles devaient porter un intérêt de 3 °/₀ avec 5 d'amortissement pendant les quatre premières années, et de la cinquième en avant 4 °/₀ d'intérêt et 5 d'amortissement, avec la condition que si cette convention n'était pas exactement exécutée, les créanciers rentreraient dans leurs anciens droits.

« Les révolutions continuelles souffertes par le pays empêchèrent d'exécuter cette convention, de sorte que les créanciers réclamèrent leurs anciens droits. La gravité de cette situation obligea le gouvernement de faire de nouveaux arrangements, en vertu desquels on changea le précédent système de paiement, supprimant la quantité désignée pour l'amortissement et donnant en compensation un intérêt de 6 °/₀ à tout droit de douane. Telle est l'origine de cette quote-part.

« Il suffit de ce simple renseignement pour comprendre l'exactitude avec laquelle on a dit qu'il n'y avait aucune comparaison à établir entre les créanciers anglais et les français pour les assimiler. »

On sait que M. Fould envoya M. Bonnefond à Mexico diriger les finances du Mexique ou du moins établir un budget

qui devait régler les bases financières du pays et mettre un peu d'ordre dans l'administration. L'empereur, se méfiant des idées préconçues de nos financiers, lui commanda, dès son arrivée, uu budget provisoire; mais soit à cause de l'état de santé de M. Bonnefond, soit à cause du terrain nouveau qu'il avait à défricher, ce travail n'arrivait pas. L'impératrice, qui gouvernait alors en qualité de régente pendant l'absence de l'empereur, s'impatientait de ces retards et son impatience était d'autant plus légitime qu'on mettait ces retards sur le compte de Leurs Majestés. Ces détails devaient précéder la publication des lettres suivantes qui prouvent que le souverain du Mexique n'était pas mieux secondé que l'empereur Napoléon, dans la noble tâche de consolider le nouvel empire.

« Hacienda de Jalapilla, 17 mai 1865. — L'impératrice fait très bien d'exiger de M. Bonnefonds le travail sur le budget provisoire, puisque ce travail lui fut recommandé le lendemain de son arrivée, et qu'on lui en remit les travaux préparatoires les plus détaillés. Ce qui est à présent la plus grande nécessité c'est de savoir le chiffre exact des sommes que le maréchal veut encore dépenser en évolutions et travaux militaires, parce que c'est toujours là la grande dépense... La promenade d'Oajaca l'a bien montré.

« Il sera de même très nécessaire de se mettre en rapport avec le général Thun pour savoir la somme nette qu'il lui faudra pour les troupes volontaires et l'organisation de la brigade mexicaine. J'ai engagé les ministres, il y a bien trois mois, à me faire chacun un aperçu détaillé des dépenses extraordinaires absolument nécessaires dans leurs départements; dites cela à l'impératrice pour qu'elle puisse demander en mon nom ce travail aux ministres.

« Il me serait très agréable si le budget provisoire, ces aperçus des ministres et tout ce qui a rapport au budget pourraient m'être envoyés à Jalapa où j'aurais peut-être quelques jours de repos et de bon travail. — Maximilien. »

— « Perote, 3 juin 1865. — Je déplore l'état de santé de ce

pauvre Bonnefonds. Dites-lui bien des amitiés de ma part et tout l'intérêt que je prends à sa santé. Il sera bon de ne pas écrire en Europe pour demander une nouvelle capacité financière avant que je n'en parle à M. Dano qui viendra probablement me voir à Puebla. — Maximilien. »

— « Puebla, 18 juin 1865. — Avant-hier j'ai donné l'ordre de publier dans le *Diario* l'acte de concession de la banque, en omettant toujours, d'après le conseil de M. Bonnefonds. le dernier paragraphe. Il est de toute nécessité que ce pauvre Bonnefonds remette tout à fait les affaires à M. Campillo. Son état moral ne peut nous donner les garanties nécessaires dans un branche si délicate comme celle des finances. Je travaille assidûment pour mettre un peu d'ordre dans ce chaos, et je dois dorénavant insister avec toute énergie qu'on n'envoie plus de créance ni de traite sur l'emprunt sans m'envoyer avant à *moi personnellement*, tous les comptes détaillés. En récapitulant les affaires financières, je vois plus que jamais que ce n'est que le ministère de la guerre et la guerre qui dévorent tous nos fonds avec une rapidité effrayante et sans le moindre contrôle. Cela doit finir le plus tôt possible.

« Il n'y aura plus personne dans l'État que moi, qui décidera des finances. C'est moi qui suis dorénavant le ministre des finances au Mexique, et personne autre ne pourra à l'avenir se mêler dans ces affaires. C'est malheureusement la seule branche, dans l'État, dans laquelle on n'a fait aucun pas depuis mon règne. J'ai eu beaucoup de patience jusqu'à présent, mais je n'en aurai plus, et je l'ai écrit à l'empereur Napoléon pour le calmer.

« Puisque nous parlons d'argent et de dépenses, je dois remarquer que le crédit demandé pour les fortifications de S. Luis Potosi est énorme. J'en ai parlé à Dano, qui prêche l'économie comme tous ceux qui viennent d'Europe. Je crois que notre situation avec nos grands voisins est tellement en train de s'améliorer que cette terrible dépense ne paraît pas pour le moment indispensable. Dans tous les cas, nous

n'avons pas malheureusement l'argent pour la payer. — Maximilien. »

« Puebla, 19 juin 1865. — Je ne comprends pas bien comment M. Rolland puisse se plaindre, » — des entraves mises par les ministres aux fonctions des agents financiers français, — « comme le fait de même ici M. Le Beaume; ces deux fonctionnaires doivent cependant savoir que M. Bonnefonds a déjà — depuis — trois mois, la haute direction des finances mexicaines en main, et que M. Campillo, que personne ne connaissait, a été inventé par lui. Si M. Bonnefonds n'a rien fait et n'a pas su diriger ses agents, ce n'est certes pas la faute du gouvernement mexicain. — Maximilien. »

Un mois après cette lèttre, le décret sur la Banque n'était point publié, M. Ramirez laissait le décret dans ses cartons. « Je ne comprends pas, écrivait Sa Majesté le 16 juillet, la raison pour laquelle on n'a pas encore publié les statuts de la Banque. Vous prendrez des renseignements là-dessus, du résultat desquels vous me ferez part. » Ce n'était pas le seul décret qui devait rester à l'état de lettre morte; on en verra bien d'autres; l'Empereur lui-même ne paraissait pas toujours attacher beaucoup d'importance à l'exécution de ses décrets. Le 15 mai, il avait concédé à M. Courcillon l'autorisation d'établir un service de voitures accélérées, sous le nom d'*Express de l'empire mexicain*, pour transporter les voyageurs et les marchandises de la capitale aux deux océans. Le matériel à introduire devait être exempt de droits de douanes. Par cette concession, le gouvernement jouissait d'un rabais de 10 °/₀ sur ses transports particuliers; mais je crois qu'il devait subventionner provisoirement la compagnie, car, dans une lettre datée de Mexico, 9 juillet 1865, l'Empereur dit :

« Je viens de parler avec le ministre Ramirez, sur l'affaire Courcillon. Nous sommes tous les deux d'accord que ni l'État ni la liste civile disposent dans ce moment d'assez de fonds pour faire les dépenses proposées par cet agent. Je crois qu'il faudra le laisser partir en le congédiant d'une manière

très aimable et en lui donnant l'espoir d'utiliser ses services plus tard, le priant de nous donner des nouvelles suivies sur l'état des choses en Amérique... » — Maximilien.

Au mois d'août, les réclamations françaises n'étaient point réglées; M. Langlais n'était pas encore arrivé pour remplacer M. Bonnefons, dont la santé avait été fortement ébranlée. Notre légation dirigeait l'arrangement de cette affaire remise entre les mains d'une commission française; mais la diplomatie embrouille les questions et les envenime plus souvent qu'elle ne les arrange. On sait déjà que les prétentions de nos nationaux furent limitées à quarante millions par notre gouvernement; dans le document de la commission qui demandait un chiffre supérieur à celui-ci, il s'y trouvait des vues que l'empereur du Mexique apprécia de la manière suivante :

« Pachuca, le 28 août 1865. — J'ai lu très attentivement le travail que vous m'avez envoyé, fait par la commission française des réclamations. C'est sans doute un travail très diplomatique qui dit à la fois beaucoup et rien du tout, et qui tend à un principe complétement ruineux pour ma patrie. On voit intercalé, avec beaucoup de finesse dans ce travail, une phrase qui parle des réclamations futures qui pourraient arriver des points éloignés du pays. Dans cette phrase se trouve un avertissement pour le pauvre trésor mexicain, et un principe que je considère des plus injustes, parce qu'il nous obligerait un jour à payer les dommagées causés par la guerre lente actuelle.

« Quand on connaît l'esprit qui règne dans les provinces occupées par les juaristes; quand on voit des villes et des districts pris et repris par l'un et l'autre parti, on peut se faire une idée de ce qui se passera.

« On nous rend responsable des faits commis par le gouvernement de Juarez qui n'est pas reconnu... cela me paraît impossible et entièrement contraire aux vues justes et loyales de mon noble ami l'empereur Napoléon. S'il était ici, il serait le premier à me donner raison. De toutes manières il

sera nécessaire que ce travail passe par le canal officiel et que le fait d'avoir été lu par moi soit secret, ne pouvant être d'aucune conséquence pour les personnes qui doivent s'en occuper officiellement et auxquelles incombent ces sortes d'affaires. — Maximilien. »

Voici ce qu'écrivait l'impératrice sur ce même sujet : — « Mexico, le 30 avril 1865. — A la suite de notre conversation d'hier, j'ai pris la résolution de ne plus entamer le sujet des indemnités, et je vous prie, de votre côté, de faire de même. Vos sentiments sont français, les miens n'en sont pas loin, et ne pouvant aider ni vous ni moi à une solution, le mieux est de laisser cette affaire tranquille. Si, Française aux trois quarts par le fait, je le suis encore plus par le cœur, mon devoir est avec le Mexique, entre le cœur et le devoir, on fait mieux de se taire ; d'autant plus que quelque disposition que prenne l'empereur, elle sera toujours d'accord avec ce qu'il y a de plus généreux envers le souverain et le pays qui sont nos alliés les plus chers... Je suis donc d'avis que si vous m'en croyez, il sera préférable de laisser entièrement à cette affaire le chemin diplomatique où l'insistance est naturelle et où chacun reste dans le rôle qui lui est propre. — Charlotte. »

Une lettre de M. Bourdillon, agent financier anglais, envoyé à Paris par l'empereur pour l'emprunt, annonce à Sa Majesté le prochain départ de M. Langlais, homme intègre, travailleur infatigable et d'une capacité réelle en matières de finances. Le Mexique avait donc l'espérance de voir régulariser la question financière par un homme vraiment capable, honnête et dévoué à la tache qu'il allait entreprendre. J'ai tout lieu de croire que l'empereur Maximilien ne l'avait point demandé, et que l'impératrice Charlotte avait écrit à l'impératrice Eugénie pour la prier de faire nommer un homme de premier mérite pour remplir au Mexique les fonctions de ministre des finances. Le choix était parfait et l'empereur Maximilien l'accepta. Il traduisit la lettre de M. Bourdillon et l'envoya au cabinet. C'est à ce titre que j'en cite

les extraits suivants, ainsi que pour rectifier certaines inexactitudes publiées à propos de la nomination de ce personnage.

« — J'ai l'honneur d'apprendre à Votre Majesté que j'ai eu hier — 30 août — avec MM. Germiny et Sapia, une longue conférence avec M. Langlais qui était arrivé la veille de Fontainebleau. Je ne puis pas me former une opinion exacte d'un homme que je connais depuis si peu de temps, et qui a été appelé avec la sanction de Votre Majesté à la position de ministre des finances, mais je tiens à signifier que ma première impression a été très favorable ; il paraît très pratique et connaît déjà les difficultés de sa charge ; il semble très déterminé à les surmonter et à mener à bonne fin sa mission.

« Son principal but est de rendre le Mexique, aussi indépendant que possible par l'institution d'un budget, dans lequel les recettes et les dépenses seront presque égales, et, considérant les ressources du pays, il croit y arriver par l'adoption d'un système d'impôt analogue à celui qui est déjà établi dans d'autres pays civilisés. Comme j'ai toujours été de cette opinion, je lui ai donné tous les encouragements possibles, mettant à sa disposition tous les faits et toutes les informations que j'avais obtenus pendant mon séjour dans le pays.

« M. Langlais considère que la création d'une banque nationale est de la plus grande importance et il a été peiné de voir que jusqu'à présent les personnes qui ont reçu la concession n'ont fait aucun pas pour l'exécuter ; mais il s'est calmé lorsque M. Sapia lui a dit que, dans le cas où ces messieurs ne voudraient pas remplir leurs engagements, M. Pinard, du comptoir d'escompte, établirait la banque avec ou sans eux. Il m'a été demandé si Votre Majesté voulait, à présent, accepter d'autres personnes à la place de ceux qui ont obtenu la concession et si je pouvais m'engager pour Votre Majesté ? J'ai répondu seulement que le 16 octobre finissait les dix-huit mois — accordés pour l'établissement de la

banque — et que je considérais le gouvernement mexicain libre d'agir de la manière dont il voudrait, et j'ai caractérisé par des paroles énergiques la conduite des personnes qui faisaient un contrat solennel et ne l'exécutaient pas... — Bourdillon. »

Ce n'était pas seulement la Banque nationale qui ne trouvait pas à s'établir au Mexique, soit par la faute des concessionnaires, soit par la mauvaise volonté des ministres; l'institution du Crédit mobilier demandée par M. Bouluguet, rencontrait une vive opposition dans M. Éloin et M. César, sous-secrétaire d'État des finances. M. César comparant les sociétés financières aux établissements de débits d'articles de première nécessité ne voulait accorder aucun privilége à la société représentée par M. Bouluguet. Dans ses lettres, ce dernier explique minutieusement toutes les démarches qu'il avait faites et les conversations qu'il eut avec MM. Éloin et César qui firent échouer cette entreprise à laquelle l'empereur s'intéressait.

« Je suis arrivé à Mexico, écrivait le 4 octobre M. Bouluguet dans une lettre qui devait passer sous les yeux de Sa Majesté, le 1er janvier, porteur d'une proposition utile pour le Mexique, que je venais présenter sous sa forme la plus simple, puisque je l'appuyais sur le précédent d'une institution semblable qui a donné de si admirables résultats en Europe.

« Le 15 janvier, je vis M. Éloin, chez qui je rencontrai dès ses premières paroles une opposition, immotivée de parti pris, Des démarches réitérées de ma part demeurèrent impuissantes, non pas seulement à le convaincre, mais même à m'ouvrir la chance de voir ma proposition examinée sérieusement. Après trois mois d'efforts infructueux et d'espérances déçues, je dus reconnaître que j'avais devant moi un obstacle insurmontable qui ne me permettait même pas d'arriver jusqu'à Sa Majesté... — Bouluguet. »

Le vomito seul empêcha cet agent de partir; il renouvela ses démarches aussitôt après le départ de M. Éloin pour

l'Europe; elles furent bien accueillies par le chef du cabinet et par l'empereur, mais elles échouèrent devant la résistance inhabile de M. César et le retour de M. Éloin qui dit à M. Bouluguet : « Je saurais bien empêcher l'affaire de se conclure. »

Le décret concernant l'adoption du système métrique pour les poids et les mesures eut un sort semblable à celui de la banque et à l'affaire du Crédit mobilier. Cinq compagnies firent leurs soumissions pour obtenir l'adjudication de cette entreprise; trois furent écartées comme n'offrant pas des garanties suffisantes ou des propositions acceptables. Les deux soumissions faites, l'une par la compagnie Heit et l'autre par M. Davalos furent l'objet d'un rapport. Le conseil des ministres, dirigé par l'empereur accepta les propositions de M. Heit, et Sa Majesté signa le décret de concession. Avant qu'il parût dans le journal officiel, M. Ramirez, ministre des affaires étrangères, y fit opposition; M. Robles, ministre des travaux publics, déclara que la signature de Sa Majesté ne signifiait rien sans celle des ministres et mit le décret au panier. Les ministres en firent une question de convenance, et envoyèrent à ce sujet un rapport de douze pages à Sa Majesté qui l'envoya au chef du cabinet en demandant pourquoi le décret ne paraissait pas.

Le chef du cabinet militaire, chargé provisoirement du cabinet civil, répondit à l'Empereur : « Une loi signée par Sa Majesté, et dont l'exécution est recommandée à tous les ministres, ne peut être envoyée qu'au ministre d'Etat. Il n'y a point d'explications à donner, point de rhétorique à faire; c'est une simple transmission, constatant la sortie du cabinet d'un document important... Toutes les arguties contenues dans ce factum de douze pages constatent une fois de plus la tendance générale des ministres à conserver le droit de *veto* vis-à-vis des actes du souverain... C'est par suite d'une étude faite... sur l'ordre de l'Empereur et après un examen long et attentif de Leurs Majestés, que le décret des poids et mesures a été donné et transmis simplement ensuite pour exécution au ministre d'État.

« La lettre de M. le ministre des affaires étrangères, chargé du ministère d'État, dit qu'il profite de la faculté accordée par Sa Majesté aux ministres. Cette faculté ne doit pas l'autoriser à écrire une lettre peu convenable, ni enlever à l'Empereur le droit de faire traiter par son cabinet une affaire étrangère à la milice. Enfin, elle ne peut permettre à un ministre d'État de réserver sa compétence, de discuter les ordres de l'Empereur et de refuser de publier une loi portant la signature du souverain. — C. Loysel. »

Le ministre nomma, sur l'instance de Sa Majesté, une commission de trois personnes pour examiner de nouveau les projets, mit également au panier le rapport de cette commission, favorable à la maison Heit, qui était française, et donna l'entreprise à un Mexicain, M. Davolos, qui demandait 12 °/₀ de plus que son compétiteur, le privilége pour vingt ans, c'est à dire pour une durée double de celui demandé par M. Heit, et n'exécuta pas son contrat.

Le même jour où l'Empereur demandait pourquoi son décret n'était pas publié, l'Impératrice faisait une demande semblable relativement à l'émigration... « J'ai aussi, disait-elle dans sa lettre, ici le dossier de l'émigration californienne, mais je n'y comprends pas grand'chose; il s'y trouve un décret de l'Empereur qui n'a pas été promulgué et une foule de restrictions... pourquoi le décret a-t-il été retiré?... J'aurais assez aimé connaître suffisamment la question pour ne prononcer que le résultat, le dossier me paraissant trop volumineux pour être remis en entier... — C. »

A propos des routes, question d'une grande importance financière au Mexique, l'impératrice écrivait à cette même époque : —« La route de Durango à Mazatlan mérite, je crois, au point de vue du commerce, une certaine attention; je crois qu'il faudrait donner suite à l'exécution de cette idée, si le tracé est bon, former des devis et soumettre, d'accord avec la direction des ponts et chaussées, le projet à l'empereur dès qu'il aura été étudié et formulé, de manière à pouvoir être commencé. Toutefois, il ne faut pas perdre

de vue qu'il y a peut-être des travaux de plus d'importance qui ont la priorité, tels que le chemin de mules et le rétablissement des grandes artères de la circulation dans l'intérieur. — Ch. »

Par ce chemin de mules, Sa Majesté faisait allusion au projet suivant, que l'empereur voulait exécuter et voici pourquoi. Personne n'ignore qu'un pays est riche ou pauvre, non pas en raison de ses ressources naturelles, mais en raison de la consommation à l'intérieur, et de son commerce d'importation et d'exportation. Un peuple qui ne consomme pas n'a pas besoin d'importation ; ce qu'il produit lui suffit ordinairement. Un pays qui n'a pas de route ne saurait avoir de commerce; les frais de transport élevant, dans ce cas, le prix de la marchandise transportée à un taux excessif pour le consommateur. Pour produire une marchandise, il faut que le producteur soit assuré de trouver un marché où le prix de vente soit tel, qu'après avoir prélevé d'abord le prix de revient, ensuite le transport sur le marché, il lui reste un bénéfice.

Au Mexique où la fertilité du sol pourrait produire des richesses inouïes, voici ce qui se passe. Prenons le blé pour exemple : le prix de revient est toujours très faible, à cause du bas prix de la main-d'œuvre, de la fertilité du sol et de son étendue qui permet de laisser reposer les terres et dispense des frais d'engrais. Mais lorsque le producteur serait souvent heureux de livrer son blé à cinq francs le quintal, il est obligé, pour trouver un marché, de le porter parfois à trente lieues de son hacienda, de payer vingt francs de transport, et même davantage Dans ces conditions le blé n'est plus vendable et le producteur trouve de l'avantage à engraisser son bétail, au moyen de ce blé, afin de le transformer en une marchandise qui se transporte elle-même. Ces difficultés s'appliquent à toutes les productions qui, telles que les céréales, les bois, les fers n'ont pas une grande valeur intrinsèque sur aucun marché. Pour trouver un marché, les produits sont obligés de supporter des frais

de transport presque toujours quadruples de la valeur de l'objet lui-même. Il arrive à cause de la diversité des climats et de l'étendue des provinces mexicaines, qu'il y a disette dans l'une d'elles, et qu'on est obligé de laisser périr les récoltes sur place dans une province voisine, faute de trouver un prix rémunérateur après avoir prélevé le prix de transport.

Les Espagnols avaient tracé des routes qui reliaient les principales villes, mais leur nombre est insuffisant, et les Mexicains les ont laissé tomber dans un état qui défie toute description. On peut s'en faire une idée, quand on sait que pendant les quatre ou cinq mois de la saison des pluies, il y a des convois de marchandises qui ne peuvent faire plus de un à quatre kilomètres par jour. Dans de telles conditions, le développement du commerce, de l'industrie et de la colonisation devient impossible. En effet, le travail du colon n'est-il pas une marchandise qui ne se transporte que sur les lieux où son prix est élevé, et où le bon marché des objets manufacturés rend la vie confortable ?

Au Mexique, l'excessive cherté des transports maintient la main-d'œuvre, dans les campagnes, à un très bas prix, parce qu'on n'a aucun intérêt à développer le travail, les produits ne pouvant pas s'écouler facilement ; quant aux objets non produits sur l'hacienda, ils sont à des prix énormes. Le défaut de viabilité est donc la digue la plus insurmontable qui arrête la libre expansion des immenses richesses de ce pays. Ce défaut, en outre, rend longue et laborieuse la pacification des provinces. Grâce au manque de routes, au mauvais état des chemins, le transport rapide des troupes régulières est impossible et les révolutions sont faciles. La construction des voies de communication devait donc ouvrir une pleine carrière à l'activité humaine, attirer le travail et les capitaux étrangers, développer les ressources naturelles, grossir le budget des recettes et hâter la pacification du pays. L'empereur voulait remédier à cette situation, mais il avait à vaincre des difficultés matérielles, financières et so-

ciales pour créer les voies qui convenaient le mieux au Mexique. Il fallait en premier lieu, connaître le système qui devait donner les résultats les plus prompts et les meilleurs. Ce système ne trouva guère d'appui qu'auprès de Sa Majesté.

Les moyens de communication par eau durent être écartés, à cause de leur peu d'importance au Mexique ; restait donc les routes ordinaires, empierrées ou pavées et les voies ferrées. Il fallut d'abord les diviser en deux classes : 1° celles d'intérêt général, d'un transit minimum de dix mille tonnes par année, et devant supporter en tout temps de lourds fardeaux ; 2° celles d'intérêt municipal, reliant les communes les unes aux autres ou les communes aux voies d'intérêt général. Sur ces dernières, les gros transports peuvent s'effectuer pendant les six mois de saison sèche ; pendant le reste de l'année elles devraient être interdites, excepté aux cavaliers et aux voitures légères. Pour ces routes, on pouvait se contenter d'un léger empierrement à la surface ; les communes qui, seules en profitent, devaient en avoir l'entretien ; quelques journées de prestations fournies par les habitants eux-mêmes auraient suffi à cet entretien.

L'État ne doit prendre à sa charge que les lignes qui relient la capitale aux diverses provinces entre elles, quand des prévisions bien fondées sur leur richesse et leur besoin d'échanges assurent au trésor le recouvrement de ses avances, par l'accroissement des revenus publics qui suit toujours le développement de la fortune publique. Il est évident que le gouvernement ne peut pas établir de route faite ou subventionnée par le trésor, s'il n'est pas certain d'un transit annuel de dix mille tonnes, au moins, présent ou futur, ou s'il n'est pas déterminé par des considérations stratégiques de pacification du pays et la sécurité des frontières. Sous le ciel des tropiques, qui verse des torrents d'eau pendant cinq ou six mois de l'année, il faut, pour l'entretien des routes macadamisées, une surveillance au dessus des ressources actuelles du Mexique et du personnel des ponts

et chaussées. En outre, la constitution géologique et topographique de ce pays est peu favorable à la production des matériaux nécessaires à l'empierrement; aussi sont-ils à des prix très élevés. Il y a peu de rivières qui fournissent du gravier, il faut extraire les pierres des roches primitives; elles coûtent alors fort cher pour l'extraction et le cassage. Jusqu'à présent, le mètre d'empierrement est revenu à plus de cent francs pour le premier établissement. Quant aux routes pavées, leur prix du premier établissement est trop considérable; il ne faut point y songer pour le Mexique. Les voies macadamisées ou pavées, excellentes dans les pays du nord, très onéreuses dans les régions intertropicales, devaient donc être moins encouragées par le gouvernement, que les voies ferrées.

Ici se rencontrait une autre difficulté. De même que l'industriel intelligent proportionne les frais de son outillage à la quantité d'objets qu'il pourra écouler, le prix de chaque objet étant grevé de sa part d'amortissement du capital dépensé par les frais de premier établissement, l'État, dans le choix du chemin de fer à subventionner devait considérer la quantité de transports qu'on peut prévoir pour un chemin, pendant les dix ou quinze premières années. Si un chemin de fer ne doit porter journellement que de trente à cinquante tonnes — cas où se trouvent les routes les plus fréquentées du Mexique — doit-on construire un chemin à rampes de deux à trois centimètres de pente, et à rails pouvant supporter des locomotives de cinquante à soixante tonnes? Les frais de premier établissement s'élèveront à plus de cent mille francs par kilomètre; l'amortissement et l'entretien du chemin monteront au minimum de dix mille francs par an, et si l'on n'a que dix mille tonnes à transporter, le prix de transport de chaque tonne sera grevé de un franc par kilomètre; ce qui ferait pour le prix de transport d'une tonne de Vera-Cruz à Mexico, par exemple, une augmentation de 409 francs à ajouter aux frais de traction. Or, par les transports à dos de mulets ou par les chariots, sur les

mauvaises routes actuelles, on ne paie que 500 francs la tonne dans la bonne saison.

En établissant des chemins de fer à traction d'animaux, dont les pentes peuvent être aussi fortes que sur les routes macadamisées, le poids des rails qui n'ont plus à porter que des wagons de deux à trois tonnes peut se réduire au tiers et le cube des bois de traverse peut se réduire au cinquième. Si les rails sont posés sur une route dont la chaussée est faite, on peut établir le chemin au prix de dix à vingt mille francs le kilomètre. S'il est à construire entièrement, son prix n'atteindra pas en moyenne cinquante mille francs le kilomètre, prix minimum de l'empierrement d'une chaussée macadamisée, réduite à la moitié de la largeur des voies actuelles. Le prix de la traction sur ces rails sera au moins d'un quart meilleur marché que sur les meilleures routes empierrées. Cette différence suffit largement à payer l'entretien de la route et l'amortissement d'une partie de son capital d'établissement, quand l'importance du transit atteindra dix mille tonnes. Dans ce cas, l'entreprise devait rapporter des bénéfices assez considérables pour que l'État n'eût à donner une subvention que pour le premier établissement. En consacrant ainsi chaque année cinquante millions à ces travaux qui feraient bientôt affluer des revenus abondants dans ses caisses, l'État, après dix ans, aurait eu un réseau de vingt mille kilomètres de voies ferrées, sans avoir excédé les limites de ses ressources financières.

Il résulte de cet exposé que les chemins de fer dits américains, c'est à dire à traction d'animaux, sont les plus utiles, les plus expéditifs, les moins dispendieux et les mieux appropriés au Mexique. M. Aubry, capitaine du génie français, appelé par l'empereur pour organiser l'arsenal mexicain, et connaissant très bien l'Algérie, fit sur ces chemins américains un rapport admirable de simplicité et de lucidité qui prouvait à Sa Majesté que ces sortes de chemins étaient les seuls à subventionner. L'empereur en fut si satisfait qu'il ordonna immédiatement la création d'une route

impériale de Vera-Cruz à Mexico d'après ce système; mais Sa Majesté comptait sans ses ministres. Au mois de juillet, Sa Majesté écrivait au cabinet... « L'idée d'Aubry, d'établir des chemins de fer américains à la place des routes ordinaires, me plaît beaucoup. Préparez les mesures nécessaires pour mettre Aubry dans la possibilité d'exécuter ses desseins. Les ordres, communications et décrets nécessaires se prépareront au cabinet pour qu'Aubry puisse prendre la direction du chemin de Vera-Cruz. Vous vous entendrez avec lui sur la formation d'un régiment d'ouvriers et de travailleurs et me ferez ensuite les propositions relatives. — Maximilien. »

— Notes du cabinet... « J'ai déjà signalé à Votre Majesté l'opposition générale qui s'élève contre tous les projets utiles. M. Aubry, qui vient au cabinet..., voulait précisément signaler les impossibilités qu'on lui crée chaque jour... M. le ministre des finances est de l'avis de M. Lezama — conseiller de cabinet — relativement au crédit à ouvrir pour l'arsenal. Si le décret du 26 janvier doit être une lettre morte, si on ne veut pas d'arsenal, si on ne veut pas de chemins de fer traînés par des mules, c'est parfait. Mais si l'on veut obtenir des résultats, il faut accorder les moyens; un arsenal est indispensable pour les besoins de l'armée et pour les travaux publics; le crédit de 50,000 piastres est une première demande; ce n'est pas avec cela qu'on peut fonder un arsenal. Le budget se fera et montrera que la dépense doit être beaucoup plus forte.

« Le ministre des travaux publics n'a rien à voir dans une dépense concernant un arsenal qui dépend de la guerre et viendra subsidiairement en aide aux travaux publics qui ne se font pas. Il y a déjà bien du temps de perdu, avec l'éternel *mañana* — demain; — la limite du 1er mai fixée pour l'ouverture du chemin de fer américain est déjà devenue impossible. Le mauvais vouloir, l'ignorance et la routine qui luttent contre les entreprises de progrès espèrent, par la force d'inertie, enterrer tous les projets qu'ils ne peuvent concevoir. » — Pas de date.

— « Mexico, 3 août 1865. — Je suis très satisfait que Santiago Mendez — directeur des travaux publics, — et Aubry soient d'accord sur l'intéressante question des chemins... Le ministre des travaux publics devra, malheureusement, avoir quelque influence dans cette affaire, mais il serait bon de la limiter à l'absolue nécessité des convenances. — Maximilien. » N'est-il pas étrange de voir un empereur demander qu'on diminue l'influence de ses ministres? Mais, jusque dans les plus petites choses, les lettres de Leurs Majestés nous révèlent une situation vraiment bizarre autant qu'insoutenable et pourtant acceptée.

— « Chapultepec, 7 août 1865. —Aujourd'hui, comme toujours, il arrive que les ministres m'envoient tant de choses inutiles ou d'une solution facile et qui me font perdre une grande partie de mon temps... Faites-moi traduire le projet d'Aubry, envoyez-le-moi demain, en duplicata, pour ma signature, afin de ne pas perdre de temps. Préparez également celui qui est relatif au couvent de San-Fernando où à tout autre local destiné aux arsenaux... — Maximilien. »

Au mois d'octobre, rien encore n'était fait. Le projet concernant les arsenaux fut finalement enterré par l'inertie des ministres et la tolérance de l'empereur; quant au chemin de fer américain qui devait aller de Vera-Cruz à Puebla, en passant par Jalapa, Sa Majesté le voulait absolument et son exécution fut concédée à l'industrie privée. M. Aubry s'étant retiré, en présence du parti pris des ministres de la faire manquer.

« Alcazar de Chapultepec, 15 octobre 1865. — En réponse à votre lettre du 13, relative à l'affaire Aubry, je répondrai en vous disant que je me décide avec beaucoup de calme et avec assez de difficulté dans les questions importantes, mais une fois décidé, je ne recule jamais, et plus je rencontre d'obstacles, plus la lutte me plaît; j'agirai de la sorte avec le chemin de Jalapa. J'accepte la renonciation d'Aubry, qui ne me surprend pas; vous arrangerez immédiatement toute cette affaire avec Santiago Mendez; on peut allonger le

délai, mais que, *sans perdre un seul jour*, Mendez fasse ses propositions et me les apporte lui-même... — Maximilien. »

Une autre entreprise de route, demandée par un ingénieur mexicain, échoua grâce à la mauvaise volonté des ministres, après la mort de M. Langlais. L'empereur en parla dans une lettre qui mérite d'être citée à plusieurs titres :

« Palais de Mexico, 22 novembre 1865. — Je vous envoie une lettre du sous-secrétaire d'État aux finances et une pétition de D. Cajetano Rubio. Vous parlerez avec lui et M. Langlais, disant à ce dernier que Rubio est revenu me parler du chemin de Queretaro à Tampico, que cette affaire me paraît très importante, d'autant plus que M. Rubio se déclare disposé à demander au gouvernement seulement vingt mille piastres, et non les cinquante mille qu'il demandait dans sa première pétition, et que cette somme serait l'acquit d'une réclamation de plus de soixante mille piastres que ledit monsieur avait contre le gouvernement. Avec les vingt mille piastres qu'il demande et sa propre bourse, ledit chemin sera terminé dans une seule année, mais avec la condition qu'on donnerait à Rubio la direction des travaux, parce qu'il se plaint beaucoup de la mauvaise direction du ministère des travaux publics.

« ... N'oubliez pas d'envoyer à M. Langlais la loi sur les forêts que M. Eloin avait, d'une manière incroyable, enfermée dans son bureau; et si la santé de M. Langlais ne lui permet pas de s'occuper de cette affaire, ayez la bonté de désigner un de ses employés auquel on pourrait confier la révision de ce travail... — Maximilien. »

Malheureusement, la mort de M. Langlais devait anéantir toute espérance de voir régulariser le budget de l'empire et réaliser les entreprises industrielles et financières qui pouvaient mettre un peu d'or dans les coffres de l'État. Dans ses lettres de 1866, on voit que Maximilien I[er] regrettait sincèrement ce fonctionnaire. Je trouve dans sa correspondance le brouillon d'une lettre adressée à l'empereur Napoléon, datée

probablement du mois de novembre 1865, et que je dois publier à cause de l'intérêt qui s'y rattache.

« Monsieur mon frère. — La réputation qui précédait M. Langlais me faisait désirer vivement l'arrivée de cet homme d'État; j'ai pu me convaincre, en le voyant de près, combien ses capacités et son expérience doivent être utiles à mon gouvernement; aussi je ne saurais trop remercier Votre Majesté du choix qu'elle a fait en cette circonstance et du nouveau service qu'elle m'a rendu. Malheureusement M. Langlais se trouve assez gravement malade depuis trois semaines et ce fâcheux contre-temps nous prive pour quelques jours encore d'un concours précieux.

« Afin d'éclairer complétement Votre Majesté sur la situation financière du pays, je lui adresse deux rapports traitant cette question : le premier a été établi par M. Castillo, actuellement ministre des affaires étrangères et qui a dirigé les finances, comme secrétaire de Hacienda, du temps de la régence d'abord, et ensuite pendant mon gouvernement jusqu'à l'arrivée de M. Bonnefonds. Le second est l'œuvre de M. César, secrétaire actuel de l'Hacienda. J'ai fait remettre ces rapports à M. Langlais avec tous les documents concernant la question, afin qu'il puisse acquérir toute la lumière désirable sur la situation des finances dans les derniers temps et dans le moment actuel.

« Les lois, décrets et règlements, qui forment l'organisation provisoire de l'empire, sont maintenant réunis et forment un code facile à consulter, je vous transmets les cinq premiers volumes qui seront très prochainement suivis de deux autres dont la reliure n'est pas terminée. Je vous prie d'accueillir ces travaux avec indulgence — de ne voir dans ces travaux qu'un premier plan; — j'ai bâti la charpente générale de l'édifice; le temps et l'expérience m'amèneront sans nul doute à apporter de nombreux perfectionnements, mais il me fallait avant tout une base qui me fournît un point d'appui pour gouverner avec énergie et décision.

« En priant Votre Majesté de présenter — déposer — mes

hommages aux pieds de l'impératrice, je lui renouvelle avec plaisir les assurances de la haute estime et de l'inviolable amitié avec lesquelles je suis, monsieur mon frère, de Votre Majesté impériale, le bon frère. — M. »

L'empereur trouva dans l'organisation de la justice autant de difficultés qu'il en avait trouvé pour améliorer ses finances. Quelques-unes de ces lettres sur ce sujet donnent des détails utiles pour l'histoire.

« Chapultepec, 22 juillet 1865. — Je vous envoie ci-joint une copie de l'organisation des tribunaux comme elle a été envoyée hier par le ministre de la justice au conseil d'État... Les propositions ne me paraissent pas très libérales, mais le ministre dit que pour le moment on ne pouvait pas faire plus, que le système adopté pour la capitale et la vallée de Mexico n'est qu'un essai et que tout dépend du choix des hommes qui va être fait maintenant. — Maximilien. »

— « Hacienda de Reyes, 15 avril 1865. — La complète et bonne administration de la justice se fait chaque jour sentir plus urgente, et tous les partis se plaignent du mauvais état qu'elle conserve. Vous aurez la bonté de parler avec B. pour voir où en est son travail; une fois terminé il sera nécessaire de le traduire en castillan, le plus brièvement possible; mais avec cela le vrai travail ne sera pas conclu, il faudra préparer au plus tôt une liste très scrupuleuse des nouveaux juges qui devront être nommés. Je comprends parfaitement bien combien il sera difficile de faire cette liste, mais sans elle, la bonne organisation judiciaire ne pourra pas marcher. Il ne suffit pas d'avoir de bonnes lois, il faut aussi avoir des personnes pour les exécuter. Vous connaissez déjà tant de monde dans notre pays que vous pourrez préparer d'accord avec B. et sous toute réserve cette liste.

« Il faudra pareillement surprendre par ces travaux la paresse de mon ministère. Voilà quatorze mois que je demande à mes ministres ces travaux d'une nécessité si ur-

gente, et je ne reçois que des promesses, jamais des faits. — Maximilien. »

— « Pachuca, 29 août 1865. — J'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre lettre du 27 courant. Ce que vous me dites du travail de B. est très positif; mais d'un autre côté il n'y a pas de temps à perdre, parce que cette affaire pèse sur ma conscience comme du plomb. Je ne sais si M. Langlais sera en état de juger dès à présent de telles affaires; il faut qu'il connaisse bien le pays, la nation et ses particularités. Vous voyez combien il y a de difficultés pour former une liste. Ce fait, comme dans toutes les autres choses de ce pays, est une grande et triste excuse pour les gouvernants, mais cela ne doit pas nous faire perdre courage; si nous n'avons pas des spécialités, au moins nous aurons des médiocrités et non pas des canailles — *sic* — comme à présent.

« Dans ce pays il faut marcher lentement, mais ne jamais s'arrêter. Prenez de nouveaux renseignements sur Luis Mendez et vous m'en ferez part.

« Mon voyage a été très heureux jusqu'à présent, et j'espère qu'il ne manquera pas d'utilité. Partout je vois les mêmes faits : une population excellente, très résignée, mais une horrible justice, le manque de gardes rurales, la plaie des guerilleros et les voleurs. — Maximilien. »

— « Alcazar de Chapultepec, 6 septembre 1865. — Ce que vous me dites de votre conversation avec Luis Mendez m'a beaucoup intéressé. Préparez conjointement avec lui les ordres pour réaliser les idées émises dans votre lettre, de la sorte nous gagnerons du temps et donnerons aussi du travail à bien des gens oisifs. Quant à Luis Mendez, j'ai déjà parlé de sa nomination comme sous-secrétaire d'État à la justice, avec Ramirez comme chef du ministère.

« Il serait très utile pour moi, si je pouvais avoir, avant de nommer Mendez, une espèce de confession sur ses idées judiciaires, parce que s'il n'a pas à ce sujet des idées vraiment libérales, comme par exemple Lares les a, nous ferons de nouveau une mauvaise affaire. Le changement dans la

partie judiciaire doit être radical, dans les principes comme dans les personnes; je ne crois qu'il y ait aucun inconvénient à prier ce monsieur de nous faire par écrit cette confession. Nous connaîtrons ainsi l'homme et ses principes, et nous aurons dans nos archives secrètes un document utile. — Maximilien. »

Voici la lettre à laquelle l'empereur fait allusion :

— « Mexico, 5 septembre 1865. — Sire. — J'ai vu aujourd'hui M. Luis Mendez que j'avais prié de venir au cabinet, pour avoir divers renseignements sur quelques questions de justice, dont je savais qu'il avait connaissance. Toute loi sur l'organisation de la justice doit être une lettre morte, si elle ne s'appuie pas sur un code civil, un code pénal, un code de procédure civile et un code de procédure criminelle. Or, d'après ce que m'a dit M. Mendez, le travail sur le code civil est terminé; une copie en a été remise à Votre Majesté. Il reste à en faire la révision, et la commission qui doit y procéder attend des ordres; elle peut commencer demain, et alors, avec un travail de deux heures par jour, elle peut avoir fini en deux mois. Le code de procédure civile n'existe pas, c'est un travail à faire qui pourrait être exécuté par la commission chargée de préparer le code civil. Quant au code pénal et au code d'instruction criminelle, ni l'un ni l'autre ne sont commencés, l'on pourrait charger de leur rédaction le conseil d'État qui a dans son sein beaucoup d'avocats.

« ... M. B... travaille avec la plus grande activité au décret d'organisation; mais, comme je l'ai déjà dit à Votre Majesté, les codes en sont un complément indispensable.

« D'après ce qui m'a été dit, M. Lares est encore l'homme qui paraît avoir les idées les plus saines sur cette organisation judiciaire, il aurait même avoué que les projets présentés par le ministre et le conseil d'État avaient uniquement pour but de donner une *satisfaction apparente* à Votre Majesté sur cette question et de ramener forcément à la déplorable organisation actuelle, en créant toutes sortes de difficultés pour l'application de la nouvelle... Après avoir

causé longuement avec M. Luis Mèndez, je crois que c'est encore lui qui pourrait faire le meilleur sous-secrétaire d'État de la justice. »

Le 25 septembre, l'empereur écrivait de Chapultepec à ce sujet : — « Je désire que vous me prépariez avec Luis Mendez, les ordres nécessaires au ministre de la justice, et au conseil d'État, pour la rédaction du code, et vous les soumettrez à ma signature. — Maximilien. »

« Mexico, 18 octobre 1865.— Vous avertirez en mon nom, l'auditeur M. Luis Mendez, que la semaine prochaine je présiderai le conseil des ministres et le conseil d'État réunis, pour discuter le nouveau plan de justice. Le ministre lira, aux deux conseils, un extrait succint contenant les principes généraux de son nouveau système. J'appellerai Luis Mendez à cette session, avec le droit de voter, il devra défendre nos idées modernes qu'il a si bien comprises; Lares sera prêt à l'aider.

« Il est très probable que nous resterons en grande minorité, mais cela ne me décourage pas pour l'avenir, et je désire que l'on enregistre dans le procès-verbal du conseil, mes idées exprimées par Mendez.

« Je l'avertirai aujourd'hui même pour qu'il puisse se préparer avec Lares qui est parfaitement disposé à nous soutenir dans cette délicate affaire. Ayant journellement deux sessions privées et n'ayant pas le temps matériel pour manger et dormir, je ne puis accorder l'audience demandée... — Maximilien. »

—« Palais de Mexico, 15 décembre 1865.—Ayez la bonté de dire à Luis Mendez que le moment est arrivé où il est nécessaire d'avoir la liste urgente des juges et des personnes qui doivent occuper les nouveaux postes — de juges... — Maximilien. »

Au lieu de se donner autant de mal, pendant tant de mois pour arriver à rédiger des décrets qui ne devaient pas être exécutés, il eût été plus simple de choisir des ministres qui auraient secondé le gouvernement impérial dans ses idées

libérales et progressistes; l'empereur aurait bien dû s'apercevoir qu'il ne fallait point chercher le vrai progrès et le libéralisme parmi les libéraux mexicains; mais il voulait, disait-il, « leur prouver qu'ils n'étaient bons à rien. » Malheureusement, ces essais sont dangereux; il n'est pas prudent de les faire quand on est solidement assis sur un trône; quand il s'agit de fonder ce trône, prendre des républicains, des ennemis politiques pour les consolider, c'est de la déraison. Les ministres s'opposaient à l'exécution des idées humanitaires de l'Empereur, avec une aussi constante perfidie qu'ils empêchaient la réorganisation des finances et de la justice. Leurs Majestés aimaient beaucoup les Indiens dans lesquels ils voyaient une classe intéressante, opprimée, constituant l'immense majorité de la population et les anciens propriétaires du territoire mexicain. L'empereur avait même voulu que Chimalpopoca, descendant d'un souverain aztèque, vînt à Miramar lui donner des leçons de la langue parlée par Moctezuma, et ce ne fut que sur la remarque qu'on lui fit, qu'il trouverait rarement l'occasion de parler cette langue, qu'il renonça à son projet. Si sa sympathie pour les Indiens ne se manifesta officiellement que vers la fin de 1865, ce n'est point par ingratitude, comme le prétend M. de Keratry qui n'a su de cette question que ce qu'en disaient les journaux, mais à cause des difficultés qu'il rencontrait dans ses conseils pour exécuter ses bonnes intentions. Dans toute la correspondance de Leurs Majestés on trouve des preuves de leur affectueuse sollicitude pour cette classe honnête et laborieuse, tant mutilée par les révolutions, tant dégradée par le régime républicain. Voici des extraits de quelques-unes de ces lettres :

« Jalapa, 25 mai 1865... — Je viens d'arriver à Jalapa. Nous avons heureusement traversé le chemin bien difficile et dangereux, mais superbe, de Huatusco et Mirador; cependant j'étais bien tourmenté d'une assez forte dyssenterie que j'ai attrapée à Orizaba à la suite d'un bain froid. Tout mon monde souffre de la même indisposition.

« J'ai reçu votre lettre. Ce qui a rapport à l'église de Monoalco, me paraît grave; c'est un sanctuaire d'Indiens, — froisser cette race dans ce moment, en matière religieuse est dangereux, puisque de cette manière on met les armes aux mains des agitateurs; il me paraît nécessaire de trouver d'autres localités moins connues et vénérées. — Maximilien. »

Il s'agissait de prendre une chapelle indienne pour en faire une poudrière ou un dépôt d'armes. L'empereur empêcha la conversion de cette chapelle en un magasin d'utilité publique. Ce n'était pas seulement des sympathies platoniques qu'il avait pour les Indiens, il voulut les affranchir et ce projet lui suscita l'opposition d'une foule de propriétaires républicains et conservateurs. Sa Majesté avait institué une commission pour aviser aux moyens d'affranchir les Indiens; ses ministres, pour faire avorter les projets de Sa Majesté résolurent d'introduire des membres opposants dans cette commission. Le 12 juin l'empereur écrivait, à ce sujet, de Puebla. — « Je vous prie de prendre des informations sur les trois personnes que Siliceo — ministre de l'intérieur — propose pour le « conseil des classes nécessiteuses. » Vous savez les idées qui m'ont guidé en organisant cette commission, il faudrait donc savoir si ces messieurs répondent à mes vues, surtout en ce qui concerne la classe indigène. — Maximilien. »

— Palais de Mexico, 17 août 1865. — Je vous envoie sous toute réserve un projet de loi qui me paraît remarquable et qui m'a été remis hier par le « comité des classes nécessiteuses. » Ce projet me semble très libéral, juste et nécessaire; la députation envoyée par le comité m'a dit que le ministre de l'intérieur est entièrement contre ce projet, l'appelant dangereux, et disant qu'il pourrait occasionner quelques soulèvements de la part des Indiens et des guerres de castes. Ces objections me paraissent ridicules; si les Indiens qui, jusqu'à présent, ont été enlevés de leurs maisons, arrachés par force de leurs familles, pour servir dans l'armée

nationale, n'ont jamais tiré vengeance de leurs oppresseurs et de leurs tyrans, ils le feront encore moins à cause de cette mesure. D'autre part, nous voyons un exemple en Russie qui a eu le courage de donner la liberté aux serfs, malgré toutes les prophéties de calamités et de révolutions, et qui atteint son but sans danger pour le gouvernement. Enfin, si par hasard il y avait quelques mouvements partiels, ils ne seraient pas dangereux et ne causeraient pas de crainte ni le droit de faire tyranniser sept millions d'Indiens par un million de blancs.

« Ayez la bonté d'examiner au plus tôt cet intéressant travail avec B... Vous me direz ensuite si la loi peut être admise, s'il y a quelque chose à changer ou si elle doit être réellement suspendue pour le moment, comme le dit le ministre de l'intérieur.

« La question est intéressante et l'on peut dire : d'actualité, à cause de la position menaçante de nos grands voisins et la nécessité probable d'être mal avec Rome pendant quelques années.

« Une fois que la loi sera approuvée il faudra la faire traduire secrètement dans quelques-uns des idiomes les plus répandus dans le pays, et avoir prêts des agents fidèles qui pourraient en inonder les points les plus importants du territoire. — Maximilien. »

La situation de ces Indiens est, en effet, des plus douloureuses. Ceux des villes et des villages sont malheureux et pauvres pour la plupart, mais ils jouissent de leur liberté; ceux des hacienda sont de vrais esclaves, et généralement traités comme les nègres des États-Unis. Leurs maîtres et surtout les majordomes les rançonnent et les malmènent d'une manière indigne. Je ne parle pas des coups de verge qu'ils reçoivent parfois jusqu'à faire couler le sang, ni des autres châtiments corporels infligés sans contrôle, parfois injustement, ni des familles mourant de faim et conduites au travail sous le fouet du majordome, ni des hommes chargés de chaînes allant mourir d'épuisement au soleil sous

l'œil de Dieu; mais je fais allusion aux spéculations du maître — *l'haciendado* — sur la nourriture de ces pauvres gens et sur les haillons qui les couvrent à moitié.

L'haciendado oblige les Indiens à lui acheter leurs aliments et les objets de première nécessité; le prix est ordinairement très élevé, de sorte que le prix du travail étant insuffisant pour subvenir à l'entretien de sa famille, l'Indien s'endette de jour en jour. Ses dettes s'augmentent encore par le casuel du clergé mexicain. Les baptêmes, mariages, messes et les nombreuses fêtes que les Indiens ont l'habitude de célébrer, leur coûtent fort cher. L'haciendado paie son chapelain très modestement, quelquefois pas assez pour vivre; il n'exige pas la gratuité de son ministère parce que les dettes de l'Indien garantissent la continuité du travail; le chapelain de son côté, soit par nécessité, soit pour se créer un bien-être convenable, se fait payer chèrement son ministère, de sorte qu'à part quelques exceptions, on voit peu de chefs de famille liquider leur situation annuelle par un bénéfice. Beaucoup doivent en moyenne à leur maître une somme de cinq cents francs; il y a des haciendas qui ont jusqu'à cent mille francs de créances sur leurs peones ou travailleurs. C'est pour mettre un terme à ces créances honteuses, pour diminuer les heures de travail, augmenter le salaire et donner en un mot, aux Indiens, les moyens de reconquérir leur liberté que l'empereur avait réuni un comité qui devait faire rédiger un projet de loi pour préparer l'émancipation des Indiens.

« Mexico, 23 août 1865... — J'ai remis à l'impératrice... le travail du comité protecteur des classes nécessiteuses. L'impératrice fera tout préparer, et si elle voit qu'il y ait possibilité de le faire passer heureusement par le conseil des ministres, elle le fera et l'enverra pour ma signature, de manière que les ministres ne puissent pas étouffer l'esprit libéral de cette affaire si importante et si transcendante pour l'avenir de sept millions de Mexicains, c'est à dire l'immense majorité du pays. — Maximilien. »

L'empereur devant faire un petit voyage, ce fut l'impératrice qui resta chargée de terminer cette affaire et d'enlever l'assentiment des ministres qui s'opposaient à sa conclusion. Mais l'impératrice était moins patiente que l'empereur et présidait les conseils d'une manière toute différente que le souverain. Au lieu de soumettre son jugement à la discussion des ministres et de s'en aller à la fin de la séance avec tous ses projets renvoyés aux calendes grecques, elle arrivait munie de tous les documents au moyen desquels elle avait étudié la question de la manière la plus approfondie, la plus minutieuse et déjà élucidée par des hommes compétents, puis elle disait aux ministres : — « Messieurs, voici la question, après un sérieux examen, je crois qu'elle doit être résolue dans ce sens; qu'en dites-vous ? » Les ministres étonnés, convaincus ou par politesse répondaient : oui. Alors l'impératrice répondait : — « La loi étant acceptée, elle sera envoyée au *Diario* officiel ce soir et exécutée demain. » Telle était à peu près la manière dont l'impératrice présidait le conseil des ministres; aussi, les affaires marchaient vite, quand elle gouvernait comme régente et quittait-elle rarement le conseil des ministres avec un projet rejeté. Celui concernant les Indiens était donc entre bonnes mains. En sortant du conseil où cette question venait d'être résolue l'impératrice écrivit la lettre suivante qui ne manque pas d'un certain décousu.

« Mexico, 31 août 1865. — Je viens de remporter le triomphe le plus complet sur toute la ligne; tous mes projets ont passé; celui des Indiens, après avoir excité un frémissement au moment de la présentation, a été accepté avec une sorte d'enthousiasme. Il n'y a eu qu'un seul avis contraire. Forte de ce succès, je leur ai développé des théories sociales sur la cause des révolutions au Mexique, qui a procédé des minorités turbulentes, s'appuyant sur une grande masse inerte, sur la nécessité de rendre à l'humanité des millions d'hommes, quand on appelle de si loin la colonisation, et de faire cesser une plaie à laquelle l'indé-

pendance n'avait porté qu'un remède inefficace, puisque citoyens de fait, les Indiens étaient pourtant restés dans une abjection désastreuse. Tout cela a pris — *sic* — à mon grand étonnement, et je commence à croire que c'est un fait historique... — Ch. »

Ce fut dans cette même séance que l'impératrice fit accepter le décret sur les poids et mesures, dont j'ai déjà parlé; ces triomphes lui étaient très agréables, mais elle dut s'apercevoir bientôt qu'il y avait loin, au Mexique, entre l'approbation ministérielle d'un décret et son exécution.

Lors de l'arrivée de l'empereur à Mexico, la régénération du Mexique était moins dans l'accord des partis politiques et la pacification matérielle du pays que dans le choix des fonctionnaires civils et militaires, dans la création des routes pour faciliter le commerce, et dans la colonisation qui devait amener un peuple de travailleurs honnêtes et laborieux qui auraient su défendre leurs champs et leur industrie. L'immigration était nécessaire, non seulement pour développer les ressources du Mexique, mais encore pour peupler ses déserts, introduire l'émulation, l'exemple du travail et le croisement des races. Lors même qu'il aurait le meilleur des gouvernements et qu'il jouirait de la tranquillité la plus parfaite, il ne saurait devenir un pays riche sans l'immigration américaine ou allemande, puisqu'il ne consomme pas. Cette question est tellement vitale que le gouvernement impérial aurait dû la résoudre, sinon à Miramar, au moins pendant la guerre des États-Unis.

Au mois de janvier 1865, je fis à ce sujet une proposition à M. Éloin, qui me répondit : « Nous ne voulons pas de l'immigration, car nous n'avons pas un pouce de terrain à lui donner. » Effectivement, on l'entravait de la manière la plus formelle, et lorsque l'empereur voulut réparer cette faute, en passant par dessus les préjugés et l'hostilité de ses conseillers, les décrets arrivèrent trop tard, l'occasion d'avoir peut-être cent mille familles américaines du sud était perdue. Il en est des gouvernements comme des individus; s'ils

n'ouvrent pas immédiatement la porte, lorsque la fortune y frappe, elle s'en va, et ne revient pas.

Sous la domination mexicaine, la Californie était un désert comme le sont les trois cinquièmes du territoire mexicain. En dix ans, avec leur système de colonisation, les Américains en ont fait un des pays les plus riches et les plus commerçants du globe. Après l'exploitation brutale du sol, ils ont introduit le respect de la propriété, des lois, la justice. Une pareille transformation était bien plus facile au Mexique, pays neuf, il est vrai, mais n'ayant pas les inconvénients des terres inconnues, ayant une population docile, patiente, facile à gouverner, des villes, quelques routes, et surtout une grande lassitude des révolutions et du *self-government*. On aurait dû dire aux émigrants des États-Unis et de l'Allemagne : « Venez au Mexique, vous planterez votre tente sur le premier terrain inculte qui vous conviendra ; au bout de cinq années de travail, on vous donnera des titres de propriété pour tous les terrains que vous aurez cultivés. » En décrétant cette manière d'exploiter le Mexique, on enrichissait tous ses habitants. En voici une preuve :

Un terrain qui ne produit pas, ne profite ni à son propriétaire, ni à la commune, ni à l'État. Un terrain cultivé profite à tous. Après l'indépendance du Texas, le gouvernement américain donna à tous les colons qui se trouvaient au Texas avant 1847, sept cent quarante acres de terre aux chefs de famille, aux ministres de religion et aux maîtres d'école. Les habitants, qui n'appartenaient pas à ces trois catégories, n'avaient que la moitié de cette concession. La moyenne de ces terres valaient 3 fr. l'acre. Les colons qui ne pouvaient les cultiver, pour une raison ou pour une autre, donnèrent gratuitement la moitié de leur concession à quiconque s'engageait à construire une cabane sur ce terrain rétrocédé et à le cultiver dans un an. Le résultat de ce don fut que les propriétés non cultivées, mitoyennes aux terrains cultivés, augmentèrent de valeur, et se vendaient au prix de 15 et 20 fr. l'acre : bénéfice net, 9 à 14 fr. par acre. Les Mexicains intel-

ligents ont si bien compris l'importance de ce fait, que plusieurs d'entre eux ont offert aux colons qui voudraient s'établir chez eux des terres, des bestiaux, des instruments et même un logement provisoire, soit gratuitement, soit à des prix très bas et remboursables à longues échéances.

L'objection de M. Eloin contre l'immigration me parut d'autant plus absurde qu'il n'était nullement besoin de recourir à l'arbitraire pour donner des terrains aux colons étrangers, quoique, lorsqu'un pays souffre d'un mal exceptionnel, il est permis d'employer des remèdes exceptionnels pour le sauver. Les deux tiers des propriétaires ruraux, au Mexique, n'ont aucun titre légal pour justifier la légitimité de leur possession. Presque tous ont profité des révolutions et de leur position pour prendre à l'État ou aux Indiens des terrains sur lesquels ils n'avaient aucun droit; on en voit aujourd'hui qui, par ces moyens, ont acquis de 500 à 1,200 lieues de terrain. L'axiome, qui déclare l'État mineur, n'admet pas de prescription contre lui; en obligeant ces propriétaires à restituer ce qui ne leur appartenait pas, on développait la moralité dans l'acquisition de la propriété. Le gouvernement devait donc décreter : 1° que toutes les propriétés, dont, avant un an, on n'aurait pas justifié la légitime possession, deviendraient propriété de l'État; 2° que toute propriété non cultivée serait soumise à une taxe de... par lieue carrée. A la suite de ces deux décrets, l'État aurait eu plus de 60,000 lieues de terres à donner aux colons étrangers ou nationaux.

Un de mes anciens amis de Brownsville, le général confédéré Slaughter, apprenant la défaite de son parti et l'emprisonnement de Jefferson Davis, se disposait à passer, au mois de juin, au Mexique avec toute son armée. Le 29 mai, le maréchal Bazaine écrivit à l'empereur une longue lettre dans laquelle il lui disait : « Le droit international autorise parfaitement l'asile donné à une armée battue dans ces conditions. Après le désarmement préalable du corps d'armée sudiste, ne serait-il pas possible de former entre Monterey

et Saltillo, et sur les terrains qui appartiennent à l'État dans ces contrées, ou même sur ceux de M. Sanchez Navarro, des groupes coloniaux qui formeraient ainsi un premier obstacle aux envahissements des flibustiers... « C'était une excellente occasion d'avoir de suite 25,000 colons, bons agriculteurs, endurcis aux fatigues, aux privations et qui n'auraient permis à aucun ennemi de l'intérieur ou de l'extérieur de venir troubler le district dans lequel ils se seraient établis. L'empereur ne sut pas profiter de cette occasion. Voici ce qu'il écrivit à ce sujet.

« Perote, 3 juin 1865. — Pendant mon indisposition à Jalapa je me suis occupé plus que jamais des affaires de l'Amérique, et j'ai formé un plan de campagne politique complet que je commencerai à réaliser à Puebla, où j'arrive le 6, et qui va être continué à Mexico avec autant de zèle que la situation l'exige.

« Concernant les troupes de Slaughter, l'idée du maréchal est la mienne. On ne peut pas défendre à cette armée, après l'avoir désarmée, de passer la frontière pour chercher un asile chez nous. Les terrains où l'on pourrait les établir seraient fixés plus tard. C'est probablement dans les contrées de Jalapa qu'on les inviterait à venir pour cultiver le coton. Aux frontières du nord ces gens seraient toujours une difficulté. Mais avant d'agir dans ce sens il faudra faire des démarches amicales vis-à-vis de Washington, ce qui se fera probablement en peu de jours. — Maximilien. »

Au lieu de se faire des amis de ces 25,000 confédérés, on les mécontenta par des hésitations et des mesures maladroites. Loin d'agir avec toute la promptitude qu'exigeaient les circonstances on songeait à négocier. Quand une maison brûle, il est plus naturel de courir immédiatement aux pompes que de méditer longuement sur les causes de l'incendie et les moyens de l'éteindre. Malheureusement pour le Mexique, le gouvernement impérial, toujours disposé à méditer, à négocier, songeait rarement à prendre des décisions opportunes et promptes. L'empereur envoya M. Ar-

royo aux États-Unis pour attirer à l'empire les sympathies du gouvernement américain. Le moment ne pouvait être plus mal choisi.

Le 9 juin, un des personnages les plus importants du parti confédéré et d'une réputation universelle, que je ne dois nommer, écrivait la lettre suivante qui fut remise à l'empereur, et décida Sa Majesté à s'occuper activement de l'immigration américaine.

« Mexico, 9 juin 1865. — Notre cause honorable est arrivée à une fin ignoble; mes nobles et courageux compatriotes baissent la tête avec humiliation. Tous ceux qui le pourront s'expatrieront. Nous en avons assez avec les républiques; nous aimons plus le Mexique que toutes les autres contrées, à cause de sa proximité, et par conséquent la facilité d'y parvenir avec nos femmes et nos enfants... parce que le Mexique sort de ces scènes de commotion civile et d'anarchie dans lesquelles les États-Unis vont entrer; enfin, parce que le doux climat, le terrain fertile et la place abondante parmi les terres inoccupées, offrent à nous et à nos enfants un avenir heureux. Notre intention, si nous venons ici, est de nous identifier avec le pays, de faire ce que des sujets loyaux et dévoués doivent faire pour établir l'empire, de nous dévouer à sa grandeur future, sa gloire et ses destinées, aussi complétement que nous l'avons fait avec notre propre patrie qui, maintenant est déchirée et foulée aux pieds de ses conquérants.

« Il y a dans la Virginie et le sud environ 200,000 familles, dont les chefs sont des hommes d'une grande influence, très intelligents et de beaucoup de fortune. Ils étaient planteurs et fermiers, et tous les nègres engagés pour cultiver la terre leur appartenaient. Ces 200,000 familles ont dirigé toutes leurs forces industrielles dans le sud. Sous leur administration et avec les travaux qu'ils commandaient ils ont changé les déserts du sud en jardins; ils ont fait de cette partie du territoire une contrée prospère, grande, heureuse, et après avoir prélevé pour eux et leurs subordonnés ce

dont ils avaient besoin, ils distribuaient le surplus de leurs produits au monde entier pour la somme annuelle d'*un milliard cinquante millions de francs*...

« Il est au pouvoir de l'empereur Maximilien de transporter au Mexique ces familles avec leurs esclaves *affranchis*, de les convertir immédiatement en de loyaux sujets, et par leur concours établir fermement et subitement l'empire. C'est pour cela que je suis ici.

« Si l'empire était parsemé d'établissements d'une douzaine de ces familles chacun, ils relèveraient l'agriculture industrielle dans tout le pays. Chaque établissement serait une école d'agriculture de premier ordre, enseignant par l'exemple. Ces planteurs du sud apporteraient avec eux non seulement leurs instruments perfectionnés, mais encore leurs méthodes de culture avec cette habileté, cette persévérance qui ont rendu le sud si prospère. L'impulsion ainsi donnée à cette grande branche de l'industrie, ne consoliderait pas seulement l'empereur et son trône, mais elle développerait immensément la richesse de tout le pays et rehausserait la valeur des terrains cultivés par les Mexicains.

« Je parle de mes compatriotes qui amèneraient leurs nègres avec eux, et dont quelques-uns sont encore esclaves, mais si les maîtres sont encouragés à venir, ils seront heureux d'émanciper leurs esclaves et de les amener comme travailleurs libres. L'introduction de ces planteurs rendrait bien vite inutile ici la présence des troupes françaises... Par leurs vertus, leur intelligence, leur obéissance à la loi, leur amour pour l'ordre et leur exemple comme sujets soumis seraient ici d'un puissant effet pour le bien... Maintenant quels sont les avantages nécessaires qui doivent être faits pour amener au Mexique cette population?

« Premièrement, la tolérance religieuse existant déjà, il n'y a pas de difficulté de ce côté-là. Ensuite, il existe déjà des décrets en vigueur, je crois, pour encourager l'immigration... J'ai entendu dire qu'ils étaient faits pour la classe ordinaire d'émigrants, et par conséquent ne pourraient pas encourager

à venir la classe d'hommes dont je parle. C'est la classe la plus élevée, la plus distinguée, et dont ce pays-ci a tant besoin... Je ne demande ni concession, ni des avantages personnels, ni des priviléges exclusifs, mais seulement le glorieux privilége de faire du bien, aux conditions suivantes :

« 1° Entrée libre des droits de douane des articles et machines pour l'agriculture ;

« 2° Exemption de contributions et de la conscription militaire pendant quelques années; permission d'établir une garde de sûreté dans chaque colonie.

« 3° Une indemnité au maître pour chaque nègre libre qu'il amènera, suffisante pour payer les frais de transport du travailleur et de sa famille.

« 4° Une concession de terrain pour chaque planteur ou chef de famille, proportionnée au nombre de personnes composant la famille, et les travailleurs libres du planteur.

« Il serait utile pour produire des revenus à la couronne, de ne pas imposer une charge à l'État, d'adopter le système des terrains alternatifs, au moyen duquel la moitié d'un terrain de... est concédé pour être mis immédiatement en culture, et l'autre moitié est réservée pour la vente par l'État, à d'autres colons. La vente d'un terrain inculte rapporte beaucoup moins à l'État que celle des terrains vagues intercalés entre les terrains cultivés. » — C'est ce système qui fut adopté au Texas en 1847, et dont j'ai parlé plus haut.

« 5° Plusieurs familles se trouvant complétement ruinées par la guerre, le gouvernement leur prêtera une somme proportionnée aux besoins de la mise en exploitation des terrains concédés, laquelle somme sera hypothéquée sur l'établissement et payée avec les intérêts par amortissement en un nombre d'années déterminé.

« 6° Dans le cas où le gouvernement ne pourra pas faire ces avances de fond, il nous prêtera son concours pour nous permettre d'organiser de suite un emprunt spécialement appliqué à l'exploitation des terrains mexicains... — M. »

Si l'offre des sudistes, entremise par M. M., eût été accep-

tée à cette époque, l'empereur serait encore sur le trône à Mexico, et l'empire en train de se consolider. Mais Sa Majesté mit des lenteurs à sa décision et les ministres mirent des entraves à l'exécution de ce projet. Tandis qu'au lieu d'agir on discutait à Mexico, le général Brown réclama impérieusement au général Mejia la livraison du matériel de guerre et du coton transporté au Mexique par les confédérés. Le 23 juin, l'empereur fit donner l'ordre « de remettre au général des États-Unis les armes des confédérés » qui avaient passé le Rio-Grande. « En ce qui concerne le coton, dit-il dans sa lettre, il faudra constater les faits avant d'agir. »

En attendant l'organisation d'un comité de colonisation pour méditer sur les offres de M. M., ce personnage fut nommé directeur d'un observatoire qui n'existait pas. Voici, du reste, des extraits de quelques lettres concernant cette affaire, et celle des confédérés internés au Mexique.

« Chapultepec, 27 juillet 1865. — Je suis très satisfait de ce que vous me dites dans votre lettre du 26, concernant M. M.; je désire qu'on fasse la minute d'un diplôme, la voir de suite et qu'on la dirige de manière à pouvoir la publier dans les journaux.

« Vous devez donc faire comprendre à M. M. que l'observatoire se fera à Chapultepec, que sa nomination n'est que pour lui donner immédiatement une haute position officielle et que, comme agent secret de la colonisation, ses renseignements devront être également secrets ; il me les enverra directement par l'entremise du cabinet. Quant aux garanties qui se concèdent et aux conditions qui s'imposent aux nouveaux arrivés — les soldats de Slaughter — elles sont comprises dans les instructions que M. Ramirez a envoyées, il y a plus d'un mois, aux autorités du nord et que le ministre Robles a reçues pareillement ; on pourra remettre une copie de ces instructions à M. M.

« Quant à ce qui touche à la concession des terrains, le cabinet préparera une lettre, que je signerai, adressée au ministre des travaux publics, dans laquelle on traitera tous

les points concernant l'achat de terrains. Un autre point que je crois convenable de régler, c'est que sans que personne le sache, M. M. travaille au cabinet comme conseiller de colonisation. — Maximilien. »

— « Saltillo, 27 juillet 1865. — Au général D. Juan N. Almonte. — Je prends la liberté de m'adresser à vous en considération des bons rapports qui ont existé entre vous et mon père, le colonel Bernard Bee, lors de la révolution du Texas.

« Après quatre années de fidèles services, en qualité de général dans l'armée confédérée, je me vois exilé dans votre pays, cherchant un foyer pour ma famille et moi. Je suis arrivé le 26 du mois dernier à Monterey avec quelques amis et me suis présenté au préfet du département, l'informant du but de mon arrivée et lui demandant la protection des lois de l'empire. Ce qui me fut aimablement accordé... Aujourd'hui l'on m'apprend que tous les corps confédérés armés qui viennent dans le pays doivent être dirigés sur S. Luis Potosi. Je ne crois pas que cet ordre doive s'appliquer à moi et à mes amis venus sans armes, simplement comme personnes privées, cherchant un asile pour sortir des difficultés politiques de notre pays et n'ayant aucun objet politique en vue.

« Confiant dans l'intelligence du gouvernement de Sa Majesté, les amis du Mexique espèrent que l'empereur verra l'arrivée des malheureux confédérés comme un élément de force et d'utilité, pouvant tirer du mal de très bons résultats et qu'il ne les regardera pas avec méfiance. La politique du gouvernement des États-Unis est de faire sortir de son territoire les hommes riches et influents du sud qui composent les plus puissants éléments de la société et qui deviendront une acquisition merveilleuse pour n'importe quel pays qui les recevra avec bonheur.

« J'ai appris que quelque confédéré qui désirerait choisir un autre point que S. Luis Potosi pour sa résidence, pourrait en demander l'autorisation au gouvernement suprême de

Mexico. C'est pour cela que je vous prie de m'obtenir cette permission pour moi, et les amis dont je vous envoie les noms... afin que nous puissions nous choisir un domicile permanent... Néanmoins si des objections s'opposaient à notre prochaine rencontre, je vous prie de m'en faire part de suite, afin que nous puissions passer dans un autre pays, avant l'épuisement de nos ressources... — Hamilton Bee. »

—« Mexico, 23 août 1865.—Sire.—Le maréchal a fait connaître les difficultés qui se présentent au sujet des émigrés du sud qui affluent à Monterey et S. Luis Potosi. Je pense qu'il devrait être donné des instructions pour permettre à tous ceux qui présentent des garanties d'aller s'établir là où ils le désirent. En vue du dénûment où se trouve une certaine partie d'entre eux, il pourrait être donné au général Douay une somme de 10,000 piastres, par exemple, au nom du gouvernement de l'empereur, pour secourir les plus nécessiteux. » — Note du cabinet.

Au mois d'août, MM. Bourdillon et Courcillon rassuraient, chacun de leur côté, l'empereur et l'impératrice sur les dispositions des États-Unis, vis-à-vis du gouvernement mexicain. Le premier écrivait : « M. B. qui est toujours bien informé de tout ce qui se passe aux États-Unis, me fait croire que le cri contre le Mexique est élevé seulement pour le but d'un parti, et que parmi les partisans de la doctrine Monroe, il y en a peu qui prendraient la responsabilité d'une guerre avec la France, et une autre probable avec l'Angleterre. » M. Courcillon écrivait dans le même sens. L'impératrice résolut d'en finir avec l'hostilité de ses ministres contre les confédérés et la colonisation. Voici des extraits de ses lettres à ce sujet.

« Mexico, 30 août 1865. — Je trouve cette lettre de M. de Courcillon bien... Peut-être que l'on croit ce que l'on désire, mais j'y crois plus qu'à celle d'hier, elle me semble envisagée à un point de vue plus clair et plus vraisemblable. Les Américains sont un peuple étonnamment pratique, ils ne se jetteront pas dans de mauvaises affaires. Ils savaient très

bien ce qu'ils faisaient en détruisant l'esclavage, et jamais ils ne font les choses à tâtons... — C. »

— Pas de date. — « Peut-être pourriez-vous savoir par le maréchal, à raison de la situation des troupes, où est l'empereur et s'il viendra demain ou pas, si ce sera le soir ou dans la journée, parce que s'il ne venait pas, ou seulement tard, je réunirais demain le conseil de ministres et la colonisation pour en finir avec toutes ces affaires. Veuillez envoyer de suite, car s'il s'agit de convoquer les ministres, on ne pourrait le faire trop tôt, ni pour M.; je tiens à savoir cela avant que vous ne retourniez chez vous, pour le cas où il y aurait des instructions à vous donner pour M. — Ch. »

— Pas de date. — « Voici mon paquet et ma lettre pour l'empereur. Comme je ne crois pas que les lettres d'Amérique doivent en rien modifier notre activité vis-à-vis de la colonisation du sud, je vous prie de convoquer demain, à 10 heures, comme la dernière fois, M. Esteva, ministre de l'intérieur, — César et vous-même, afin de discuter le décret et son règlement. J'espère que vous avez envoyé à l'empereur la note que je vous ai demandée au sujet de la séance de l'autre jour. Je crois que vous ne feriez pas mal de lui communiquer aussi les lettres de Montholon et Courcillon comme correctif l'une de l'autre... — Ch. »

— Pas de date. — « Je vous prie d'écrire à Esteva que M. M. se plaint de l'hostilité du sous-préfet de Cordova, dont j'ignore le nom, pour la colonisation et qu'il serait heureux de le voir remplacé par M. Nieto, homme très respecté dans le district et porté pour l'émigration; ce district étant spécialement destiné à être colonisé. M. Esteva devrait avoir la bonté de faire connaître à l'empereur son opinion à ce sujet. — Ch. »

Cette lettre de l'impératrice révèle qu'à peine le décret sur la colonisation et les volontés de l'empereur à cet égard, avaient été connus, les autorités mexicaines empêchèrent de tout leur pouvoir l'établissement des confédérés dans les

districts qui leur étaient désignés pour les coloniser. Les résultats de cette hostilité que le gouvernement n'eut pas le courage de briser furent naturels. La colonisation n'eut pas lieu. Dans une lettre datée de Mexico, 5 septembre 1865, M. M. nous apprend que ses concitoyens quittaient le Mexique, malgré ses efforts pour les retenir. « Comme, dit-il dans cette lettre, l'empereur a dit à ses ministres l'autre jour : *Maintenant les heures comptent pour des jours*, ces paroles n'ont cessé de sonner à mes oreilles.

« Je pense qu'il est grandement désirable que le décret et les *Instructions et Règlements* que je vous ai soumis avant hier partent par le paquebot américain du 14. Le document intitulé *General Information*, ci-inclus, devrait être ajouté aux *Instructions et Règlements* et signé par les commissaires de l'émigration. Ainsi, il nous semble à tous que les informations que nous pouvons donner maintenant devraient être répandues parmi mes concitoyens, et les confédérés qui sont ici cesseraient de quitter le pays dans le désespoir, en voyant que rien ne se fera avant l'épuisement de leurs ressources. »

Ce fut en vain, les confédérés et les immigrants attirés par les promesses que fit M. M. fit répandre aux États-Unis, se trouvèrent au Mexique livrés à eux-mêmes, sans agent officiel pour les recevoir et les installer, en face de propriétaires dont les exigences devenaient chaque jour plus exorbitantes. Le gouvernement n'avait toujours pas de terrain à leur donner. Un grand nombre d'entre eux, après avoir vainement attendu qu'on leur désignât des terrains qu'ils pourraient cultiver, virent leurs ressources s'épuiser dans un cruel désappointement et durent rentrer aux États-Unis dans une situation désespérée. On vit repartir dans une seule semaine un groupe de cinquante riches colons qui formaient l'avant-garde d'une immigration de huit à dix mille personnes. D'autres allèrent au Brésil où le gouvernement et la population rivalisaient d'efforts bien dirigés pour attirer les étrangers dans leur pays et particulièrement les

colons sudistes. Au mois de juin 1866, l'empereur prit des mesures énergiques pour avoir des terrains à offrir à la colonisation étrangère, mais, comme pour toutes les autres mesures de première urgence, il était trop tard quand elles furent décrétées. L'occasion était perdue, et le Mexique condamné à vivre misérablement comme par le passé.

Une autre question non moins importante que celles du choix des fonctionnaires, de l'organisation des finances, de la justice et de la colonisation, et sur laquelle on a parlé avec autant de partialité que d'inexactitude, mérite une exposition consciencieuse. Je veux parler de la question militaire. M. de Keratry nous a montré que l'organisation de l'armée mexicaine avait été faite par les chefs de notre expédition, que la pacification du Mexique était fort difficile en 1863, au moment du départ du général Bazaine pour l'intérieur; l'auteur des publications faites dans *la Liberté* attaquait le maréchal Bazaine avec une violence qui prouvait que cet officier avait été mal reçu du maréchal à Mexico; l'empereur Maximilien, dans sa lettre du 29 juin 1865, publiée dans la brochure la *Cour de Rome* et dans d'autres lettres que je cite moi-même, accuse le maréchal de ruiner les finances mexicaines par ses expéditions; M. de Keratry affirme que ces expéditions étaient demandées par l'empereur; enfin je sais aussi que Sa Majesté, professant une grande estime pour le maréchal, demandait néanmoins son rappel en France, comme le dit également M. de Keratry.

Au milieu de ces contradictions, j'espère établir clairement la vérité par la publication de la volumineuse correspondance de Leurs Majestés, sur la question militaire, et en exposant simplement les faits, sans vouloir défendre personne, ni juger les actes. Je dirai seulement que les faits ont un langage plus accentué que les plaidoyers pour ou contre les personnes et leurs systèmes. C'est donc aux actes militaires et à leurs conséquences naturelles qu'il faudra demander des éclaircissements sur cette question.

Le maréchal Forey paraissait avoir pour système d'aller

lentement mais sûrement, et de briser les obstacles avec mesure, mais avec une ténacité sur laquelle il comptait pour assurer le succès. On l'a vu à l'œuvre ; il a mis plus de huit mois pour aller de Vera-Cruz à Mexico, mais enfin il y est arrivé. Il se proposait ensuite de pacifier de la même manière un certain nombre de départements, entourant ceux de Vera-Cruz, de Puebla et de Mexico, afin d'organiser les principales provinces du Mexique, avant de s'étendre plus loin. De la sorte, il eût été complétement maître de ce cercle restreint d'opérations et d'occupation.

Le maréchal Bazaine, au contraire, paraît avoir voulu donner de suite une impulsion rapide à ses mouvements, organiser les villes et les districts qui reconnaissaient l'intervention, et les mettre à même de se défendre le plus tôt possible par leurs propres moyens. L'organisation des gardes rurales et la construction de forts, de bastions et de tout ce qui pouvait rendre aisée la défense d'une place ou d'une position militaire prouvent que tel était le système du maréchal Bazaine. Ce système, excellent en Afrique avec des Français, n'était pas applicable au Mexique ; le passé, avant et après l'intervention, a prouvé que les Mexicains se renfermaient rarement derrière des fortifications, et que lorsqu'ils le faisaient, ils ne les défendaient pas longtemps. L'empereur se plaignait des sommes énormes dépensées pour ces fortifications ; il avait parfaitement raison ; pas une seule n'a servi à défendre l'empire, après notre départ du Mexique.

D'autre part, le maréchal avait également raison de vouloir laisser aux Mexicains le soin de défendre le nouveau régime qu'ils avaient adopté, car nous ne devions pas rester toujours au Mexique, nous étions des aides, des alliés et non pas des conquérants ; il eût été dangereux de laisser dormir les habitants dans une sécurité continuelle, tandis que nous aurions veillé constamment à leurs portes. Lorsque l'empereur se plaignait de nos promenades militaires, pendant lesquelles nous entrions dans les villes que nous abandonnions

ensuite aux vengeances des dissidents, je ne sais s'il avait tort. L'empereur, en effet, demandait le disséminement de nos forces et le maréchal y consentait fréquemment, quoique ce fût contre les règles militaires; mais ne pouvant occuper toutes les villes du Mexique; il fallait souvent en abandonner une pour courir sur une autre, attaquée par les dissidents. A mon avis, la cause de cette déplorable situation provient tout à la fois des mécontentements suscités par la politique du nouveau souverain et par le siége de Oajaca.

Dans une note secrète de Sa Majesté, écrite au mois de février ou de mars 1865, — note qui devait être remise à l'empereur Napoléon, et qui ne le fut pas, parce que le porteur, avant son départ de Vera-Cruz, connaissant toutes les preuves de sympathie personnelle que l'empereur Maximilien donnait au maréchal, crut que cette note avait été écrite dans un moment d'humeur et la conserva, — après avoir critiqué la conduite de nos chefs et « le système d'impôts forcés appliqués aux propriétaires ou aux habitants soupçonnés d'intelligence avec les dissidents, » l'empereur ajoute dans sa note : « Hâtons-nous cependant de citer de nombreuses exceptions; ainsi les généraux Douay, l'Hériller, Brincourt avaient su mériter l'estime et la confiance des populations placées sous leur commandement. Pourquoi faut-il que ces officiers distingués soient ceux choisis pour quitter le pays? Douay, dégoûté et en contradiction avec son chef, est rentré en France. L'Hériller, bien que désirant y rester, est également rappelé, et Brincourt, qui rendait à Puebla des services appréciés par tous, est envoyé à l'autre extrémité du pays, à Leon où il n'existait pas un homme de garnison lors du passage de l'Empereur.

« Il y a six mois, le général Brincourt marchait sur Oajaca, et était sur le point de s'en emparer, lorsqu'il reçut contre-ordre. Inutile d'insister sur le temps et surtout sur l'argent perdus. Depuis ce moment, la défense s'organisa et les opérations du siége bouleversèrent tous les projets d'attaque sur d'autres points. Il devint nécessaire de dégarnir

Mexico même pour parvenir à investir la place assiégée. De là une recrudescence dans le mouvement des bandes qui avoisinent la capitale. Sans être militaire, il est permis de discuter le système généralement adopté : prendre et occuper militairement un centre de population, y rétablir l'ordre pour abandonner la position peu de temps après, n'est-ce pas perdre non seulement tout le fruit de ses efforts, mais en outre exposer les habitants livrés à eux-mêmes aux représailles terribles des bandes qui, certaines de leur succès, ne manquent pas de revenir bientôt, plus féroces que jamais. Si ce système est funeste dans l'intérieur, il l'est encore bien plus sur les côtes où des richesses ont été détournées, gaspillées au profit des dissidents, où des provisions et munitions de guerre de toute espèce leur sont parvenues et leur arrivent encore chaque jour, alors qu'il semblait si facile d'occuper ces ports qu'on a trop souvent abandonnés. Non seulement les finances de l'État en ont souffert, mais les dépenses résultant du désordre de l'organisation de l'armée mexicaine ont toujours été en croissant. Le licenciement des troupes mexicaines, l'établissement des gardes rurales qui, de l'avis du maréchal, devaient produire d'importantes économies, évaluées à plusieurs millions, n'ont abouti jusqu'ici qu'à des surcroîts de dépenses. Il n'est donc pas étonnant qu'à elle seule l'armée ait engouffré l'emprunt en peu de temps... »

Je termine ici l'extrait de cette note, le reste traitant les questions au point de vue personnel et ne concernant pas la politique générale. Je dois faire remarquer, en passant, que les accusations passionnées de *la Liberté*, contre le dernier chef de notre expédition, ne reposent sur aucun fait sérieux. Le système suivi par le maréchal Bazaine au Mexique n'avait pas le but qu'on lui prêtait et ne pouvait pas l'avoir, il était uniquement une tradition du système semblable adopté en Algérie, particulièrement par les bureaux arabes. On sait, en effet, que les chambres françaises attaquaient autrefois notre colonisation d'Afrique, comme elles ont récemment

attaqué notre expédition au Mexique. Pour rendre ces attaques moins vives le gouvernement de Louis-Philippe ne laissait en Afrique qu'un nombre de troupes très limité; ce nombre, insuffisant pour la pacification de l'Algérie, nous obligea d'adopter le système des colonnes mobiles, des petites garnisons retranchées et des bureaux arabes. La politique de ces bureaux était de s'occuper le moins possible des querelles des Arabes, de fermer souvent les yeux sur leurs disputes intérieures et de n'intervenir qu'à la dernière extrémité. Le maréchal Bazaine, ayant vécu plus de vingt ans dans ce pays, en a sucé les traditions et a cru pouvoir les appliquer au Mexique avec lequel notre situation militaire en Afrique avait quelque analogie. Je crois qu'il ne faut point chercher ailleurs les causes de la conduite du commandant en chef dans les opérations militaires du Mexique. Quant au siége de Oajaca, si désastreux pour les finances mexicaines, il est indispensable d'en faire l'historique pour comprendre les doléances de l'empereur Maximilien, à propos de ce siége et les résultats décisifs qu'il eut sur les événements de 1865 et 1866.

Aussitôt après la prise de Puebla en 1863, le général Brincourt fut nommé commandant de la place. Ne connaissant pas plus le pays que nos autres officiers supérieurs, il rassembla les autorités de la ville, leur dit qu'il ignorait leur histoire, leurs coutumes, leur personnel, mais qu'il voulait leur être utile. Il les engagea à former un conseil dont il ferait partie, à la condition que rien ne se ferait isolément par les uns ou par les autres. Étant étranger, et par conséquent de passage seulement, il prit sur lui la responsabilité de tous les actes de vigueur nécessaires pour rétablir l'ordre et la sécurité; il laissait aux Mexicains de ce conseil l'exécution des actes de clémence, pour les rendre populaires, et commença par faire nommer aux emplois principaux les plus honnêtes gens possible. Pour avoir une idée des difficultés de sa situation, il ne faut pas oublier que sur les 22,000 hommes environ, dont se composait l'armée mexi-

caine après la prise de la ville, 15,000 au moins étaient éparpillés un mois après d'Orizaba à Puebla, sans ressources, et vivant de vols et de rapines. Avant la fin de l'année tous ces gens étaient devenus interventionistes, l'État de Puebla et celui de Tlaxcala jouissaient d'une tranquillité parfaite, l'ordre régnait partout, le commerce et l'industrie reprenaient un développement qu'ils n'avaient pas connus depuis bien des années. Tant il est vrai qu'au Mexique, il suffit d'un peu de tact et d'intelligence pour métamorphoser le pays en quelques années, sinon en quelques mois.

Pour opérer cette transformation, le général Brincourt se servit des moyens employés au Mexique. Les chefs des bandits furent enlevés et jugés par les conseils de guerre ; les officiers de guérillas et de l'armée libérale eurent le choix entre rester tranquille et recevoir leur solde d'officiers en retraite ou solde entière s'ils voulaient servir dans l'armée alliée ou bien, être conduits aux frontières du département et être ensuite traités comme bandits, dans le cas où ils seraient repris les armes à la main. Ces procédés firent passer dans l'armée mexicaine alliée presque tous les officiers et soldats libéraux. L'État de Puebla étant ainsi délivré des bandes de malfaiteurs qui infestaient les routes, le commerce reprit bientôt une allure meilleure. Pourtant quelques grandes maisons qui faisaient un commerce considérable de cochenille, d'indigo, de peaux de chèvres, etc., souffraient du blocus dans lequel se trouvait la province de Oajaca qui n'avait de débouché que par celles de Puebla et de Vera-Cruz. A Oajaca on souffrait pareillement de cette situation et de part et d'autre on songeait à la faire cesser.

La position géographique et géologique de cette province, l'a toujours maintenue dans une situation administrative, industrielle et politique exceptionnelle. En dehors de la route de Vera-Cruz à Mexico, peuplée d'Indiens, obstruée de montagnes, Oajaca s'est tenue plus à l'écart des révolutions que toute autre province du Mexique. Sous Juarez comme sous ses précédents gouverneurs, elle avait été ad-

ministrée d'une manière assez sage. Un impôt, je crois d'un réal par mois, par personne, constituait un revenu fixe sur lequel aucun employé ne pouvait toucher, sans que son larcin ne fût aussitôt découvert ; les droits de douane étaient également assez réguliers, de sorte que presque tous les fonctionnaires jouissaient d'une réputation d'honnêteté que leur imposait le contrôle facile de leurs actes. Cette situation, passée dans les mœurs, rendait la population indifférente à la politique, et dévouée au maintien de la paix.

Cette paix était très désirée dans tout le département après le siége de Puebla. Les Indiens avaient particulièrement soufferts pendant le siége, et lors de l'incendie de la poudrière de San-Andres de Chalchicomula, où près de cinq cents Indiens de Oajaca furent blessés, mutilés ou tués ; ils avaient assez de la guerre qui les décimait et ne leur rapportait aucun avantage. Les fonctionnaires publics voyaient le moment où les troupes interventionistes viendraient occuper leur département ; enfin, les négociants voyaient leurs marchandises se perdre dans leurs magasins, faute de pouvoir les écouler comme d'habitude par les voies de Puebla et de Vera-Cruz que nous occupions. Tous avaient intérêt à se ranger du côté de l'empire, et tous l'auraient fait si nous avions secondé l'opinion publique. Malheureusement, Juarez eut connaissance de l'état des esprits de ses compatriotes ; aussitôt il envoya Porfirio Diaz, sa créature et son ami, à Oajaca, ranimer sa cause qui se mourait et préparer un second siége de Puebla. Porfirio Diaz, était alors dans le Michoacan ; il n'avait pas avec lui 3,000 hommes, mais cette petite armée lui suffisait, il profita de ce que nous ne songions pas à lui et de la promenade du général Bazaine dans l'intérieur du pays pour entrer dans le Oajaca par le nord du Guerrero. Je ne sais si nous devions, si nous pouvions prévoir le hardi mouvement de Porfirio, mais si nous l'avions empêché, notre campagne militaire changeait complétement de face et nous aurions épargné au trésor mexicain bien des millions dépensés en opérations stériles.

Au mois de juillet 1864, le général Bazaine, ne voyant plus que Porfirio qui tenait encore la campagne, tous les autres généraux juaristes étant battus, dispersés et presque sans troupes, résolut d'en finir pareillement avec ce général. Seulement, on ne sait pourquoi, le général Bazaine abandonna, dans cette circonstance, son système de marches rapides qui ne laissait point aux dissidents le temps de se reconnaître; il permit à Porfirio Diaz de se fortifier à son aise, et mit plus de six mois pour s'emparer définitivement de Oajaca. En effet, les ministres en France ne m'ayant pas autorisé à consulter les archives de l'expédition, je ne sais quel jour le général Bazaine donna l'ordre au général Brincourt et au colonel Giraud du 7e de ligne, d'occuper les deux têtes de route qui conduisaient à Etla; cette petite ville est située près de Oajaca, à la bifurcation des deux chemins qui vont à Puebla, en passant l'un, par Teotitlan, et l'autre, par Huajuapan; ce que je sais, c'est que le 24 juillet 1864, le général Brincourt partit de Puebla, avec une colonne, forte d'environ 2,000 hommes, pour Huajuapan, où il arriva le 3 août. Le 28 juillet, le colonel Giraud partit d'Orizaba, avec une colonne forte d'environ mille hommes, pour Teotitlan, où il arriva pareillement le 3 ou le 4 août. Ces deux colonnes ne tirèrent pas un seul coup de fusil; elles paraissaient avoir pour mission d'établir des magasins d'approvisionnement et des réduits pour une garnison.

Le 10 août, Porfirio Diaz, voyant qu'on s'installait dans ces deux misérables bourgs, au lieu de marcher en avant, vint attaquer la plus faible de nos deux colonnes, c'est à dire. celle du colonel Giraud. Surpris aux villages d'Ayotla et de S. Antonio par 2,000 Mexicains, les soldats français ne se déconcertent pas; ils repoussent Porfirio Diaz et lui mettent 300 hommes hors de combat. Après avoir assuré la défense de Huajuapan, y avoir laissé des vivres pour deux mois et une garnison de 650 hommes sous les ordres du commandant Briant de la légion étrangère, le général Brincourt se mit en route avec le reste de sa colonne pour

revenir à Puebla, en passant par Tehuacan, afin de reconnaître la route et de pacifier le nord du Oajaca. En chemin, le colonel Giraud lui fit dire que Porfirio Diaz se proposait de renouveler son attaque sur Teotitlan, avec 4,000 hommes. Le général fit alors doubler le pas à ses soldats pour arriver à temps au secours du colonel qu'il rejoignit dans la journée du 17 août. Porfirio Diaz, en apprenant cette jonction, n'osa plus nous attaquer, et concentra ses troupes dans un camp retranché qu'il avait établi au coude fait par le rio de Quiotepec, à six lieues de Teotitlan.

Comme il n'était pas possible de rester en face les uns des autres, sans bouger, et encore moins d'abandonner le colonel Giraud, le général Brincourt laisse ses hommes malades ou trop fatigués sous la protection de la garnison de Teotitlan, et se porte le 18 sur le camp retranché de Porfirio Diaz; celui-ci, effrayé, désarme ses batteries, n'attend pas le général, et se jette le même jour dans un autre camp retranché prépáré en arrière à Cuicatlan. Remontant alors la rive gauche du Rio-Quiotepec, nos troupes se portent sur Guendulain pour couper la retraite de Porfirio Diaz qui abandonna Cuicatlan, ne s'y trouvant pas en sûreté, et vint s'établir sur les hauteurs de D. Dominguillo. En cet endroit le Quiotepec entre dans une vallée, forme soixante-douze lacets, puis se dirige vers Nochistlan; la route d'Oajaca traverse une bonne partie de ces lacets, et, pour nous arrêter, Porfirio Diaz avait fait creuser tous les gués afin de les rendre infranchissables. Il ignorait ce que valent nos colonnes légères. Le 21, les sacs et les bagages furent laissés à Guendulain et nos troupes se portent sur D. Dominguillo pour déloyer l'ennemi. Tandis que la principale colonne, commandée par le colonel Jeanningros se met en marche pour traverser les lacets et attaquer l'ennemi de front, le général Brincourt envoie la compagnie de partisans du capitaine d'Aigrevaux, cent cinquante lanciers de Puebla et une section d'obusiers tourner, par la montagne, en suivant un sentier de chèvres, les positions de Porfirio Diaz, afin d

l'attaquer par derrière, au moment où le colonel Jeanningros l'attaquerait de front.

A peine les troupes mexicaines aperçoivent-elles ce mouvement tournant qu'elles sont saisies de terreur, se débandent avant d'être attaquées, et Porfirio Diaz ne reste plus qu'avec sept ou huit cents hommes pour défendre Oajaca, le reste a déserté, sans tirer un coup de fusil. D'après la carte de Decaen, on n'était plus qu'à vingt lieues de la ville, elle n'était pas encore fortifiée, et la colonne du général Brincourt pouvait y arriver en trois étapes. Des habitants de Oajaca m'ont affirmé que Porfirio Diaz, ne songeant pas à défendre la ville avec les quelques hommes qui lui restaient, s'était empressé de démonter ses batteries et de faire au commerce une réquisition de douze cents mulets pour transporter dans le Tehuantepec son parc, ses bagages et ses munitions. M. Franco, envoyé par l'empereur Maximilien, comme préfet de Oajaca, se trouvait avec nos troupes, et, d'après ce que lui avait dit l'empereur, il espérait que nous irions toujours de l'avant; les connaissances qu'il avait de la situation du département, lui faisait affirmer que cette marche était facile, et que nous entrerions à Oajaca sans coup férir.

Loin d'avancer, nous reculâmes; il est dommage que M. de Keratry n'ait pas donné les raisons de cette retraite inqualifiable. Quoi qu'il en soit, voici ce qui arriva. Il paraît que le général Brincourt retourna à Guendulain après la prise de D. Dominguillo; peut-être, allait-il chercher les sacs et les bagages restés en arrière comme je l'ai dit, afin de continuer sa marche en avant qui avait tous les caractères d'une course au clocher, comme lors de notre promenade à l'intérieur en 1863. A Guendulain arriva l'ordre du général Bazaine de ne pas dépasser Huajuapan, petite ville sise au fond d'un entonnoir et dans un pays sans ressources, appelé le : Désert de la Huaxteca. La colonne du colonel Giraud devait également évacuer Teotitlan, et se replier sur Tehuacan. Dans la note de l'empereur, on a vu que le général Brincourt fut ensuite

envoyé à Leon. Battre en retraite quand on est vainqueur est fort dur. Le 7me de ligne, avec lequel je fis peu de temps après la campagne de Durango, murmurait hautement; au lieu d'aller se reposer dans une ville dont ils étaient si près, nos soldats reculaient sans y être forcés par l'ennemi. On avait l'air de se sauver chacun de son côté!

Pour exéouter les instructions du général en chef et faciliter l'évacuation de Teotitlan, sans abandonner la partie du territoire enlevé à l'ennemi, le général Brincourt traversa les montagnes du sud-ouest pour se jeter sur Nochistlan dans l'espoir de couper la retraite sur Oajaca aux petits détachements des troupes dissidentes cantonnées encore à Tuncazulapan, Tejupan et Coixtlahuaca. Il arriva à Nochistlna le 24, mais les détachements libéraux avaient dépassé ce point depuis six heures fuyant en toute hâte sur Oajaca. Un peu au nord de Nochistlan se trouve le fameux couvent des jésuites de Yanhuitlan, dans lequel la tradition raconte que le père du général Almonte se réfugia et tint longtemps en échec des troupes espagnoles dix fois supérieures en nombre à celles du héros de Quauhtla. Les riches vallées de Nochistlan et de Yanhuitlan sont très fertiles en maïs, en céréales et possèdent de nombreux troupeaux. Il était donc utile d'occuper l'immense couvent-forteresse de Yanhuitlan pour conserver les cinq districts du nord de Oajaca conquis par la marche rapide de notre colonne, d'en faire le magasin d'approvisionnement et la base de nos opérations ultérieures contre Oajaca. Le général Brincourt n'hésita pas à choisir ce point de préférence à celui de Huajuapan. Le quartier général approuva sa conduite, et le lieutenant-colonel Carteret fut désigné pour commander le poste de Yanhuitlan, composé de 400 hommes de la légion étrangère, deux escadrons de cavalerie et deux sections d'artillerie. Le colonel Jeanningros vint ensuite prendre le commandement de la subdivision de Puebla, tandis que le général Brincourt reçut celui de la brigade du général l'Hériller qui devait rentrer en France.

Nous restâmes ensuite trois mois sans rien faire, laissant ainsi à Porfirio Diaz le temps de fortifier Oajaca d'une manière effrayante. La ville fut entourée d'une double enceinte, les rues furent barricadées, les maisons crénelées, des communications souterraines furent établies pour relier les points entre eux; en un mot, les travaux de défense furent faits avec une habileté vraiment extraordinaire et sous une échelle formidable. Le maréchal Bazaine envoya M. Courtois d'Hurbal, général de division d'artillerie, préparer les travaux du siége. Le genéral Courtois, dans sa marche sur Oajaca, dut ouvrir 400 kilomètres de route pour faire arriver jusqu'à Etla son matériel de siége, à travers un pays coupé par des ravins et des obstacles de toute nature. Dans certains passages dont les pentes avaient quarante degrés sur un développement de cinq kilomètres, il fallut l'aide de cinquante Indiens par voiture; le chargement des caissons était monté à dos de mulets; six paires de bœufs suffisaient à peine pour enlever une pièce de canon séparée de son avant-train; c'est au prix d'efforts inouïs que notre artillerie put passer par une contrée où jamais voiture n'avait pénétré.

Le 18 décembre 1864, le général Courtois, à la tête d'une colonne expéditionnaire, arrivait en vue de Oajaca, il inaugurait cette campagne par le brillant combat d'Etla où notre cavalerie mit en déroute la cavalerie ennemie et l'obligeait à se réfugier dans la place. Le 22, il exécutait sa première reconnaissance sur le Monte-Alban et continua ses opérations, l'investissement de la place, l'érection des batteries, etc., jusqu'au 16 janvier 1865, où le maréchal Bazaine arriva à l'Hacienda Blanca et prit le commandement des troupes. Dans la nuit du 1er au 2 février, la tranchée fut ouverte et la ligne d'investissement se resserra davantage. Enfin, à une heure du matin, dans la nuit du 8 au 9 février, Porfirio Diaz, craignant de ne pouvoir nous résister, ni nous échapper, se rendit à discrétion avec toute son armée, environ 4,000 hommes. Nous avions perdu peu de monde pendant le siége,

mais nous avions dépensé des sommes énormes pour le transport de notre matériel. L'empereur avait-il raison de se plaindre qu'on n'avait pas laissé le général Brincourt entrer à Oajaca six mois auparavant? Tout porte à le croire.

En effet, au point de vue financier, comme au point de vue militaire, ce siége fut désastreux dans ses conséquences. Et voici pourquoi. On n'ignore pas que nos colonnes ne peuvent naturellement marcher sans des charrettes ou des mulets pour transporter les vivres, les munitions, les malades et les blessés. Dans un pays désert, saccagé, ruiné, presque inculte comme le Mexique, les approvisionnements deviennent plus considérables, et la longueur des marches sous un soleil brûlant et sur des routes sablonneuses augmentant le nombre des malades, chaque colonne est suivie d'un convoi de chariots ou de mulets, dont le nombre varie selon les distances à parcourir et la nature des districts par lesquels on passe. Les mulets coûtaient cinq francs par tête et par jour; ordinairement, les petites charrettes sont traînées par quatre mulets et les grandes par dix. Je ne sais quel est le chiffre proportionnel entre le convoi de transport et la colonne en mouvement, mais j'ai fait partie de colonnes de 800 à 1,200 hommes suivies par des convois de 40 à 130 charrettes, ayant une moyenne de 200 à 800 mulets et coûtant par conséquent de 1,000 à 4,000 fr. par jour. Si l'on réfléchit maintenant au nombre de colonnes qui marchaient sans cesse, quelques-unes parcourant des distances de 200 à 500 lieues, à raison d'une moyenne de six lieues par jour, on verra quelles sommes énormes le gouvernement mexicain avait à payer uniquement pour frais de transports.

D'autre part, notre marche sur Oajaca nous obligea de dégarnir bien des points occupés par nos troupes et de fermer un peu les yeux sur ce qui se passait sur les frontières du Rio-Grande et au nord du Mexique. Les dissidents profitèrent de cette situation pour relever la tête et multiplier leurs guérillas. Negrete, d'accord avec Cortina, qui passa à l'ennemi avec sa brigade, vint assiéger Mejia dans Matamo-

ros ; la belle défense de ce brave général fit avorter ce plan. Negrete se retira sur Saltillo, poursuivi par Mejia. Le général Brincourt fut envoyé à la rescousse. Negrete et Escobedo se fortifièrent à la Angostura; mais à la veille d'être pris entre trois feux, ils abandonnèrent leur position et s'enfuirent à la faveur de la nuit. Juarez, profitant du disséminement de nos forces, nous fit attaquer de tous les côtés par ses guérillas qui devenaient de jour en jour plus nombreuses. La question militaire, si belle en 1864, fut perdue en 1865, et comme la tâche d'huile qui s'étend de plus en plus, l'armée alliée se vit débordée par les dissidents; ses triomphes devenaient sans résultats pratiques, tandis que ses échecs profitaient toujours aux libéraux.

La correspondance de Leurs Majestés, pendant l'année 1865, sur l'organisation de l'armée mexicaine, sur les embarras que leur suscitaient les auxiliaires et sur certains froissements qui leur venaient du quartier général, est trop longue pour être publiée; néanmoins, elle est si curieuse et si intéressante à tant de titres, que je dois en faire de longs extraits sans autre ordre que l'ordre chronologique.

La lettre suivante de l'impératrice n'a pas de date, mais elle a dû être écrite au commencement de l'année 1865. Elle se réfère principalement à la brigade modèle que le général Thun essaya vainement d'organiser.

« L'armée nationale, à organiser en ce moment au Mexique, ne doit être qu'un noyau qui servira de modèle à tout ce qui sera formé plus tard. La troupe, composée seulement d'Indiens, peut devenir très bonne, si elle est bien commandée; mais les anciens officiers sont en majeure partie ignorants et peu honorables, un grand nombre d'officiers généraux ou supérieurs, s'est nommé lui-même ou doit son grade à la faveur. Il y a donc là une réforme radicale à faire; il est indispensable de donner à l'élément indien qui compose l'armée, de très bons chefs. Pour cela, tout en conservant les meilleurs officiers mexicains, il faut mettre à côté d'eux une certaine proportion d'officiers européens, soit pour l'orga-

nisation, soit pour donner l'exemple. Les officiers français sont incontestablement ceux qui connaissent le mieux le caractère mexicain, et les services qu'ils rendraient dans l'armée en formation ne seraient pas seulement profitables au pays, ils le seraient aussi à la France. A tous les points de vue, il serait donc à désirer que le gouvernement français accordât un certain nombre d'officiers qui seraient placés en mission, soit pour commander, soit pour remplir les emplois des divers grades. Dans l'intérêt des deux pays, il faut que ces positions soient données à des officiers de confiance; par conséquent, si le Mexique leur offre des avantages sérieux, il faut que la France de son côté ne les oublie pas.

« Une autre question est non moins ingrate : dans tous les pays qui ont été longtemps agités, il subsiste un élément déclassé, impropre au travail et qui demande ses moyens d'existence au hasard des chemins. Pour détruire cette plaie il est indispensable d'avoir une bonne gendarmerie, et il n'est pas possible de faire à cet égard un meilleur appel qu'à la France.

« Comme la gendarmerie ne s'improvise pas, il n'est pas possible d'emprunter au corps expéditionnaire; d'un autre côté, les gendarmes des colonies sont loin d'avoir toutes les bonnes qualités que présentent les gendarmes dans les départements français. Une demande spéciale a été faite à cet égard stipulant les avantages qui seraient donnés aux officiers et gendarmes. Au sujet des premiers le ministre de la guerre n'a pas fait d'objection sérieuse, mais pour les seconds il a répondu qu'il était inutile de leur faire un appel parce qu'ils n'y répondraient pas. Cette solution est très regrettable; une gendarmerie solide doit être avant tout établie, tous les gendarmes de France ne sont pas mariés, et dans tous les cas on pourrait faire un appel à leur bonne volonté, en leur soumettant les conditions dans lesquelles ils seraient appelés à servir. — C. »

Sous forme de parenthèse, je dois donner ici quelques renseignements utiles. Le 10 avril, le général Almonte et le

maréchal Bazaine furent nommés grand'croix de l'Aigle; les généraux suivants furent appelés au commandement militaire des cinq divisions territoriales désignées ci-dessous : D. Vicente Rosas Landa, à Toluca ; le comte de Thun, à Puebla; Parrodi, à S. Luis Potosi; Garcia, à Guadalajara; et D. Severo Castillo, à Merida. Les généraux Tovar et Castillo recurent la croix de commandeur de Guadelupe; cette uniformité de récompense pour deux officiers d'un mérite si différent, prouvait que l'empereur ne connaissait pas du tout son personnel. Le premier était général de brigade et très inférieur en mérite à D. Severo Castillo, officier très distingué et général de division. En outre, l'empereur demandait au mois de février le rappel du maréchal Bazaine, et au mois d'avril il lui conférait la plus grande distinction qu'il pouvait accorder. Ces contradictions sont trop étranges pour être expliquées, je ne puis que les signaler. Le 18, Sa Majesté partit pour Orizaba. Le 28, arriva à Mexico la nouvelle officielle de la défection de Cortina. Par le paquebot anglais du 3 mai, M. Eloin fut envoyé en Europe, sans doute, pour traiter la question du second emprunt avec MM. Courcillon et Sapia, et pour d'autres motifs qu'on ne soupçonnait pas. Le 5 mai, les juaristes célébrèrent avec assez de liberté l'anniversaire de notre premier échec devant le fort de Guadalupe.

Voici les nouvelles de la capitale qu'on m'envoyait tandis que j'allais dans l'intérieur : — « Mexico, 8 mai 1865. — « Les affaires sont très troubles. Les démagogues jubilent et comptent sur l'appui des Yankees ; le clergé prend leur parti et ne soutient en rien le gouvernement, de sorte que l'empereur ne peut plus compter que sur la petite partie saine des conservateurs qui se sacrifiera toujours pour lui malgré les inconséquences commises contre eux. Il faut absolument qu'à son retour d'Orizaba, il fasse un changement complet de ministère et de politique, parce que s'il continue dans la voie qu'il suit, il arrivera qu'au moment où l'on y pensera le moins, le pays sera soulevé par les démagogues, et alors,

l'armée française, au lieu de pouvoir s'occuper du salut de l'empire, devra s'occuper d'elle-même, et n'aura que le terrain qu'elle foulera. Il paraît que l'empereur désire maintenant mettre sous les armes 30,000 Mexicains, mais il a chargé de l'organisation de cette armée le général Thun et le sous-secrétaire de la guerre Duran. Le général Thun pourrait être très bon pour cela, mais son ignorance du pays et des hommes le feront tomber dans tous les piéges que voudra Duran. Quant à ce dernier, il n'est pas de bonne foi, surtout dans les circonstances actuelles ; il mettra les forces nationales entre les mains d'hommes comme Cortina, qui trahiront à la première occasion... Le nonce du pape doit partir dans le courant du mois pour la Nouvelle-Grenade. »

Chaque lettre de cet ami était une prophétie qui ne tardait pas à s'accomplir ; l'empereur n'ignorait pas tous ces détails, mais il n'aimait pas les sombres prédictions. Ce qu'il aimait encore moins, c'était de voir des officiers français prendre des mesures énergiques pour assurer la sécurité des districts qu'ils commandaient. Ces mesures, généralement nécessaires, lorsque les autorités mexicaines faisaient de l'opposition secrète à l'empire, irritaient l'empereur jusqu'au point d'en exagérer la portée et de les prohiber. — « Le ministre de l'intérieur, écrivit-il de Jalapa le 29 mai, à ce sujet, a envoyé au cabinet deux décrets, publiés par le commandant militaire de Leon, prescrivant différentes dispositions de police, imposant des peines aux transgresseurs, se réservant la faculté d'accorder les permissions pour établir des maisons de bal et d'autres actes exclusivement de la compétence des autorités civiles. Ce système produit un mauvais effet sur l'opinion publique et déconsidère l'empire... Faites au maréchal des observations afin que dans un ordre du jour il prévienne les chefs militaires de s'abstenir de dicter des dispositions relatives au gouvernement ou à la police des villes, les avertissant que lorsque le service public les exigera, ils les demanderont aux autorités

civiles, leur laissant le soin de les publier et les aidant seulement pour exécuter ces mesures. — Maximilien. »

— « Perote, 3 juin 1865. — Je suis bien content d'apprendre que le général l'Hériller peut rester dans le pays. C'est un profit tout clair pour le Mexique, pays où les hommes d'intelligence et d'énergie sont plus que jamais nécessaires. »

— J'ouvre ici de nouveau une parenthèse pour insérer une assertion de M. de Keratry, démentie dans cette lettre par l'empereur. Voici ce que dit M. de Keratry : « Après un mois de direction mexicaine, l'empereur, désabusé, prit le parti de confier à de meilleures mains la surveillance de son armée. Un général français fut mis à sa disposition; l'influence de M. Éloin l'emporta. Ce général — M. l'Hériller — rappelé en France, attendit vainement la décision de Maximilien, et fut forcé de partir après un mois de retard inutile. Le 5 mai, l'empereur se décida à investir de ce commandement le général autrichien, comte de Thun. » On verra par la suite de la correspondance impériale que l'empereur voulait envoyer seulement le général l'Hériller à Morelia pour faire la campagne du Michoacan. Pour faire cette campagne, l'empereur ne lui donnait que des Mexicains à commander et mille Belges; le général ne voulut pas partir sans avoir quelques Français avec lui; le maréchal Bazaine se refusa constamment à lui donner même une compagnie de Français. Toute la négociation roula sur ce point, et c'est sur le refus du maréchal que le général l'Hériller se décida à rentrer en France au mois d'octobre ou de novembre. Je continue maintenant la lettre de l'empereur.

« Ce qui concerne d'autre part la communication du ministre de la guerre de France, je n'y comprends rien. *Je n'ai fait faire aucune demande à l'égard d'une nouvelle position pour le général l'Hériller...* Il y a quelques mois j'avais bien l'idée d'inviter Brincourt ou l'Hériller à s'occuper de l'organisation de l'armée mexicaine. Le roi de Suède m'avait recommandé Brincourt et pour l'Hériller, l'idée m'en était

venue en le voyant à la besogne à Mexico... J'abandonnai complétement ma première idée ; je pris alors en vue le lieutenant-colonel Lajaille, le maréchal m'en dissuada également... Je suspendais donc toute démarche, et ce n'est qu'en voyage que je me décidais pour le comte de Thun qui a pris la tâche à cœur avec un zèle louable. Thun est rempli des meilleures intentions et se propose, sur mon invitation, d'adopter tout ce qu'il y a d'excellent dans l'organisation militaire française. Il serait très fâcheux et ne pourrait avoir que des suites funestes si, dans ce moment, on déplaçait Thun de Puebla pour l'envoyer à Morelia.

« L'organisation de deux grands commandements militaires dans le nord de l'empire, me paraît au point de vue militaire une idée très heureuse... J'applaudis complétement à la nomination de Douay, — pour celui de S. Luis Potosi. — Ne pourrait-on pas mettre l'Hériller à Morelia, où son énergie et son entrain auraient un grand champ d'action? Le maréchal croit que la haute surveillance des affaires politiques et administratives devrait être également attribuée à ces officiers généraux. Ce dernier point est très délicat et tout à fait contraire aux vues de l'empereur Napoléon. Avant de me décider il faut que j'y pense mûrement, et en tous les cas je ne pourrais pas sanctionner ce point essentiel sans avoir entendu le conseil des ministres. — Maximilien ».

L'empereur arriva à Puebla le 6 juin ; l'impératrice partit de Mexico pour cette ville, dans la matinée de ce même jour, accompagnée de Mme Pacheco, du général Almonte, du comte de Bombelles et du nouveau ministre de France, M. Dano. Leurs Majestés furent accueillies par la population avec un certain enthousiasme. Voici sur leur séjour à Puebla des détails donnés principalement par l'impératrice.

— « Puebla, 7 juin. — Je vous prie de faire mettre au *Diario*, dans la partie officielle, la réception de M. Dano qui a lieu aujourd'hui, avec les deux discours espagnols et les expressions usitées dans les cas précédents. La description du cérémonial n'est bonne qu'à consulter, il faut s'en tenir au

style ordinaire des audiences. Les discours français pourraient être insérés dans un article détaillé qu'on enverrait à *L'Ère Nouvelle*. Les autres pièces sont à insérer dans la partie non officielle. C'est une description de mon voyage et deux dépêches télégraphiques. Nous sortons de dîner avec M. Dano, par une chaleur de 40 degrés et nous allons de ce pas au bal. L'empereur a porté la santé de l'empereur Napoléon III. M. Esteva est ministre de l'intérieur; l'évêque grand'croix de la Guadelupe. L'empereur est fort bien et satisfait de l'intérim à Mexico et de la magnifique réception faite ici. Une foule immense nous a acclamés au milieu des bouquets qui pleuvaient des balcons, les chevaux heurtaient les piétons; les piétons ont failli être écrasés sous les roues de la voiture. L'amiral Bosse n'a pas manqué d'être ici et figurera au quadrille d'honneur. On passe à Puebla la Fête-Dieu. — C. »

— « Puebla, 9 juin 1865. — Je suis enchanté que le maréchal soit de mon avis d'envoyer L'Hériller à Morélia. Il y fera très bien nos affaires. Quant à l'envoi de troupes de Puebla au Michoacan, j'y vois de grandes difficultés; il me paraît impossible de diminuer les garnisons sur la grande ligne de Vera-Crux à Mexico. C'est là toujours le point d'occupation le plus essentiel pour nous. Sur les troupes mexicaines en fonction, il n'y a pas à compter jusqu'à leur organisation définitive, le fait même de la réorganisation causant momentanément de grands mécontentements parmi les officiers et soldats mexicains. . . . .

« Je m'occupe à présent dans le peu de moments libres que j'ai des modèles d'uniformes... Je vous renvoie le projet du ministre de la guerre relatif à l'occupation d'Acapulco. Je partage les idées du maréchal et de Peza. Il faudra disposer le nécessaire et me présenter le plus tôt possible un homme apte pour le commandement de cette entreprise urgente... Je viens de recevoir le rapport du général Garcia; il faudra tout de suite faire relâcher Tovar. Je crois que c'était une faute de l'avoir mis en prison. » — On l'avait dé-

coré le 10 avril, on l'emprisonnait au mois de mai!—D'autant plus que ce général a donné lui-même sa démission que nous avons acceptée. — Maximilien. »

— « Puebla, 10 juin. — Je dois vous exprimer toute ma satisfaction pour la manière admirable dont vous vous acquittez des commissions : le *Diaro* vient d'arriver, et tout y est mieux que je ne vous l'avais dit. Du reste, règle générale, lorsque je vous charge de quelque chose, étant absente, c'est toujours subordonné aux améliorations que vous pourriez y faire, votre manière de voir étant en général très juste. Voici la copie d'un télégramme très aimable que je viens de recevoir de l'impératrice Eugénie. — A propos de la réception du grand cordon de l'ordre de San-Carlos. — Le préfet Franco me dit qu'il a adressé à Castillo, il y a huit jours, les propositions de secours pour les populations de Oajaca. Je vous prie, dans ce cas, de les envoyer ici.

« Nous avons été voir, hier, marquer des taureaux et Feliciano Rodriguez les a renversés à chaque reprise avec une grâce chevaleresque. Cela m'a beaucoup plu, moins les gentillesses du taureau qui a fait une large blessure au cheval de Flon et égratigné Uraga à la main d'un coup de corne. M. Dano continue à être l'objet de toutes les attentions : les finances restent dans le *statu quo*, on a écrit pour savoir s'il faut mettre les rubans rouges dans la catégorie des péchés mortels ou seulement véniels que la chancellerie peut absoudre. Bien que dans ce moment la garnison de Puebla ne soit pas française, le drapeau français flotte partout dans les rues à côté des couleurs nationales et belges, cela prouve un sentiment vrai dépourvu d'ostentation, qui m'a fait plaisir. L'empereur se porte bien. — C. »

Les rubans dont parle ici l'impératrice sont ceux de la médaille mexicaine instituée par l'empereur ; leur couleur rouge étant celle de la Légion d'honneur, il y eut entre Sa Majesté et le quartier général des divergences d'idées, assez drôles pour mériter une certaine attention. Le maréchal ne pouvait permettre le port de cette décoration à cause de la couleur

du ruban, et l'impératrice tenait beaucoup à la donner aux Français. Pour arriver à son but, elle chercha longtemps une couleur qui ne fût pas exactement celle du ruban de la Légion d'honneur. Dans une lettre au haut de laquelle elle colla cinq feuilles naturelles de geranium vermillon, rose, de fuchsia carmin et de rose Solferino, elle dit : « Je vous envoie ces échantillons naturels de rouge qui pourront vous aider dans la teinture du ruban. Comme ils datent de la création, époque où le sénatus-consulte qui créa la Légion d'honneur n'était pas encore prévu, peut-être ces couleurs-ci auraient-elles le privilége de l'antériorité et ne pourraient, par conséquent, être considérées comme un acte de disrespect envers cette respectable institution. — C. »

Dans une autre lettre Sa Majesté ajoute : « Voici également le nouveau ruban pour les médailles en regard de l'ancien; mais je trouve qu'il a du guignon, car ils se ressemblent toujours. » On la verra revenir sur ce même sujet dans d'autres lettres.

« Puebla, 13 juin. — Une cérémonie bien imposante a eu lieu ce matin, la bénédiction des drapeaux du corps autrichien, et je ne puis résister au désir de vous envoyer le discours que l'empereur a prononcé en allemand et en français pour que vous le mettiez dans les archives du cabinet. Je crois en outre trop connaître vos sentiments envers l'empereur pour douter du plaisir que vous aurez à le lire. Ç'a été un moment grandiose que celui où l'empereur prenant ses couleurs des mains de l'évêque qui venait de les bénir, d'une voix émue et profondément vibrante prononça les paroles que je vous transmets. Les hommes de toutes les nations, hongrois, slaves, allemands, italiens, étaient comme électrisés, et malgré cette rudesse presque froide qui les caractérise parfois, tous ont crié à ébranler l'église : « Vive *notre* empereur! » comme s'ils étaient fiers de l'avoir produit et d'aller le servir... Puis les croix et les médailles de Teznitlan et de Zacapoaxtla ont été distribués par l'empereur lui-même. Les dernières ont eu le plus grand succès, et le

ruban d'honneur ne déparerait ces poitrines-là. Après a eu lieu le serment au drapeau selon les vieilles formules autrichiennes...

« J'espère, que la nouvelle si complétement fausse donnée sur mon père qui est, Dieu merci, sauvé, a été dûment démentie. Jusqu'à présent, il n'y a que l'archevêque de Mexico qui l'ait crue. — C. »

— « Puebla, 14 juin. — Je vous écris encore ce soir pour exposer plus nettement ma pensée sur l'affaire du général L'Hériller... il serait désirable que cet arrangement fût fait tout de suite et avant notre retour. Les affaires qui traînent ne valent rien. Ou bien c'est faisable ou cela ne l'est pas. Si cela l'est, vous vous couvrirez de gloire en obtenant ce qui doit être obtenu; si cela ne l'est pas, c'est une perte de paroles, de temps et de papier à lettre. Seulement, il faut placer la chose sur son véritable terrain; l'empereur n'a pas envie d'envoyer d'Autrichiens à Morelia, vous ne le persuaderez pas, et à mon sens il a raison. Pourquoi éparpiller les nationalités quand la division d'ici est bien assez vaste pour réclamer tout le monde? il s'agira donc, à ce que je crois, de troupes françaises, affaire à régler avec le maréchal. Si vous attendez que l'empereur revienne et qu'il en parle au maréchal, cela sera remis aux calendes grecques. L'empereur ne fera point de demande, le maréchal ne prendra pas de décision, voilà ce qui arrivera... Je crois aussi que vous devriez vous convaincre qu'une garnison française pour pacifier le Michoacan sera ce qu'il y aura de mieux, et votre conviction déteindra plus facilement que si vous ne parlez que pour l'acquit de votre conscience. — Ch. »

— « Je désire être tenue au courant si l'affaire du général L'Hériller est définitivement arrangée à la satisfaction de tous. L'empereur est fort désireux de le voir à Morelia... Mettez tout ce que je vous envoie d'intéressant sur Puebla dans le Diario. Les pauvres *cangrejos* — réactionnaires — ont cependant du bon, et tout libéral que soit l'empire, cela n'a pas diminué leurs sympathies, au contraire, ils semblent

vouloir dire, vous êtes toujours ceux que nous avons appelés et nous vous aimons tout de même. — C. »

— « Puebla, 15 juin 1865. — Je remercie vous et le cabinet de l'intérêt que vous avez pris à la santé de mon bien-aimé père ; il est non seulement hors de danger, mais, encore, on espère que nous le conserverons pendant quelques années. Je ne sais où B... a vu qu'il n'y avait plus d'espoir, il a eu la berlue apparemment. Il n'est pas question non plus de transférer la capitale dans la cité des anges ; mais que l'on s'y plaît est authentique. — C. »

— « Puebla, 18 juin 1865. — Vous aurez la bonté de dire en mon nom au ministre de la guerre qu'il fasse préparer l'ordre relatif au général L'Hériller et à sa position dans le Michoacan. Les dispositions que le maréchal a prises pour combattre énergiquement l'ennemi dans ce département faciliteront beaucoup la position de L'Hériller. L'envoi de troupes autrichiennes dans ce département est pour ce moment très difficile. Le général Thun, toujours prêt à obéir aveuglément aux ordres du maréchal, m'avait parlé immédiatement des ordres de ce dernier. Des objections graves m'ont déterminé à dire au général Thun qu'il explique au maréchal d'une manière détaillée les raisons qui rendent pour le moment impossible la diminution des troupes de la division militaire de Puebla. Ces raisons, en peu de mots, sont les suivantes : l'armistice conclu dans la Sierra a presque expiré ; d'un autre côté, l'entrevue intéressante que j'ai eue à Jalapa avec le général dissident Ortega me donne l'espoir d'un arrangement complet. Vous comprenez donc facilement qu'on ne peut, dans ce moment, retirer de ce côté-là des troupes, surtout quand on a l'intention de les envoyer à Morelia. Ce dernier fait alarmerait la Sierra et ferait croire à nos ennemis que notre position militaire est plus mauvaise qu'elle ne l'est réellement... — Maximilien. »

— « Puebla, 19 juin 1865. — L'empereur m'a annoncé qu'il vous écrivait au sujet du général L'Hériller, et que les ordres étaient donnés au ministre de la guerre. Je ne saurais

que me féliciter de voir cette affaire, commencée le 25 mars, c'est à dire il y a près de trois mois, enfin parvenue à une heureuse solution, meilleure qu'elle l'aurait été à cette époque. » — J'ai déjà dit que ce général, faute de troupes, dut se résigner à rentrer en France, et n'alla pas au Michoacan. — « Pour ce qui est des nationalités agglomérées, ne vous en tourmentez nullement, je ne prétends pas ériger cette pensée en axiome, et je me rappelais avant la réception de votre lettre que c'était le plus mauvais argument que je vous avais donné, le seul, du reste, car je crois que les autres étaient justes. . . . .

« Le général Douay ne paraît pas encore, bien qu'ardemment attendu. M. Dano part demain, après avoir dansé un second quadrille d'honneur avec moi. Le bal donné par nous aux Poblanos — habitants de Puebla — a été splendide, toilettes, beautés, décoration de la salle, tout s'est surpassé; les cangrejos — réactionnaires — ont coudoyé les puros — républicains rouges — et tout ce monde a dansé gaîment, sans se faire prier, même M. S., seul de son espèce... Vous aurez, je suppose, sympathisé avec les dangers courus par le général Aurelle de Paladine dans l'abordage du *Daim* et de la *Couronne*: on avait aussi répandu le bruit que le *Nonce* avait sombré, mais cela ne s'est pas vérifié, physiquement du moins.

« Je trouve que l'*Ère nouvelle* de Mexico aurait pu se passer de faire le dénombrement des personnes mortes à Mexico de la fièvre jaune, puisque cela ne soulage personne et peut rendre d'autres malades de peur.

« Vous pouvez me proposer la somme que vous croyez qui pourrait être donnée à la sœur de l'officier assassiné à Morelia. Seulement, comme il faut faire la différence de la mort au champ d'honneur ou dans un guet-apens, je pense que cela ne pourrait être de la force d'une dot, mais uniquement d'un secours. Je suis toujours disposé à faire tout ce qui est en mon pouvoir pour venir en aide à qui que ce soit de l'armée française, et à plus forte raison dans une circonstance comme celle-ci. — C. »

—« Puebla, 22 juin 1865.—Je vous renvoie votre note sur les mariages militaires. Je suis d'avis qu'il faudrait exiger de chaque officier qui veut se marier, 6,000 piastres de cautionnement; il ne faut jamais protéger les mariages militaires et moins encore dans un pays où tout est si cher. Les mariages très fréquents des militaires créent un prolétariat affreux. J'en ai eu des preuves bien tristes en Autriche. — Maximilien. »

— « Mexico, 25 juin 1865. — Il faudra payer la somme de 5,000 piastres pour les travaux des fortifications de la capitale, mais j'espère bien que ces dépenses ne seront plus augmentées... Pour le général Cortez, le maréchal aura eu des raisons sérieuses pour le faire arrêter à Queretaro; je le crois moi-même un homme dangereux. A Puebla et à Mexico il a fait croire à beaucoup de personnes qu'il était l'ami intime du maréchal.

« Pour ce qui concerne Toledo et Corella, il faudra les mettre immédiatement en liberté et leur faire des excuses les plus complètes de la part de mon gouvernement, leur disant clairement et nettement que tout a été fait à notre insu. Cette arrestation est déplorable et d'autant plus désagréable que ces deux hommes ont été reçus par moi à Puebla et ont eu des instructions de ma part. Vous comprenez le triste effet qu'un acte de cette nature doit produire sur ces gens. Il sera peut-être bon que le préfet de Queretaro lui-même reçoive l'ordre de leur faire ces excuses et de leur dire que l'empereur est personnellement extrêmement fâché de cet incident. Je crois que c'est le seul moyen de faire que ces gens ne perdent pas confiance dans la loyauté de leur souverain. — Maximilien. »

Dans toute la correspondance de l'empereur, on voit que Sa Majesté se froissait continuellement des actes d'autorité politique ordonnés par le maréchal Bazaine, surtout lorsqu'ils consistaient en mesures de rigueur contre les Mexicains. L'empereur professait un tel amour pour sa patrie adoptive qu'il en était devenu partial, aveugle, quelquefois

même injuste; il se faisait pourtant peu d'illusions sur la valeur morale des Mexicains, mais de même que l'enfant malade est souvent l'enfant préféré, il était toujours disposé à la faiblesse, à la confiance, vis-à-vis des Mexicains, au doute, à la méfiance vis-à-vis des étrangers. Cette manière d'envisager les hommes, dans les circonstances difficiles où se trouvait Sa Majesté n'était pas politique, et lui fut fatale, mais il semble qu'elle était noble et digne, au point de vue du sentiment national. Seulement, je l'ai dit, ce sentiment national le faisait parfois devenir crédule à l'extrême, et souvent injuste envers le quartier général. Ainsi, l'auteur de la *Cour de Rome* a publié la lettre suivante, sans doute, écrite en double, puisque je possède l'original, à moins qu'un indiscret n'ait pris à Mexico copie de cette lettre inspirée par des jalousies mexicaines, et dans laquelle l'exposition de la situation militaire faite par Sa Majesté est complétement inexacte. Voici cette lettre textuellement :

« Chapultepec, 29 juin 1865. — Je vous renvoie la pétition des commerçants de Guanajuato; aussi d'un autre côté, digne de foi, je reçois des nouvelles très alarmantes, il faudra tout de suite pourvoir à la sûreté de cette place importante. » — Elle n'était point menacée et des troupes de la légion étrangère l'occupaient encore ou la protégeaient. — « Si le moindre scandale arrive, j'en rends responsable le maréchal. Il faut le dire ouvertement, notre situation militaire est des plus mauvaises; Guanajuato et Guadalajara sont menacées; » — Guadalajara était parfaitement en sûreté et personne ne la menaçait; — « la ville de Morelia est entourée d'ennemis; » — Mendez et le colonel Van der Smissen la défendaient; — « Acapulco est perdu et donne par son excellente position un chemin toujours ouvert pour alimenter la guerre et pour fournir l'ennemi d'hommes et d'armes; Oajaca est presque dégarnie. » — Les Mexicains et les Autrichiens étaient chargés de sa défense. — « S. Luis Potosi est en danger; » — un fort détachement du 62e de ligne mettait cette ville à l'abri de tout coup de main; — « du nord ne viennent

pas de nouvelles, de manière que la position militaire est, je le répète, bien mauvaise, » — les généraux Escobedo et Negrete venaient d'être mis en fuite par les généraux Brincourt et Jeanningros à la Angostura, — « plus mauvaise que l'automne passé. On a perdu un temps précieux, on a ruiné le trésor public, on a ébranlé la confiance et tout cela parce qu'on a rompu le traité de Miramar, qu'on a fait croire à Paris que la guerre est glorieusement finie, que des immenses territoires plus grands que la France étaient redevenus calmes et paisibles. Donnant suite à ce rapport complétement faux, on a rappelé une grande quantité de troupes, voulant gagner ainsi l'opposition et on a laissé un chiffre insuffisant de soldats.

« D'un autre côté pour remplir un peu le vague, on nous fait dépenser des sommes immenses pour les mauvaises troupes auxiliaires, et de cette manière le pauvre pays doit payer des troupes françaises, qui n'existent pas, » — cela n'est pas exact, pendant toute l'année de 1865, le chiffre des rationnaires ayant été de 28,000 — « des hordes d'indigènes qui ne lui font que du mal, » — pourquoi ne pas leur avoir conservé les bons généraux qu'ils avaient? — « et en récompense de ces immenses sacrifices pécuniaires, nous voyons de tous les côtés les premières villes du pays, les centres de la richesse menacés par des troupes audacieuses qu'on se plaît à nommer « ladrones » mais qui montrent un talent militaire très remarquable, profitant immédiatement des grandes faiblesses de notre position.

« Dans tous ces points il y a deux questions sérieuses à régler : l'insuffisance des troupes et les sommes inouïes que cette lente et malheureuse guerre engloutit.

« Le point le plus brûlant pour le moment c'est d'assurer les grandes villes, la perte de Guanajuato serait un malheur irréparable, la prise de Morelia un scandale sans nom. A propos de Morelia, je me rappelle très bien les promesses qu'on m'avait faites l'automne passé, on parlait comme à présent de la saison des pluies, on disait qu'en hiver tout

serait fait, on faisait mille promesses aux malheureuses populations, et il passe une année et nous voilà dans la même position déplorable.

« J'enverrai à Guanajuato le ministre Robles, à Morelia j'irai moi-même avec l'Heriller si l'état de ma santé, passablement mauvais, me le permettra. — Maximilien. »

J'ai déjà fait ressortir les principales inexactitudes de cette lettre qui me prouve, comme les rapports de la contre-police de Sa Majesté, que l'Empereur était fort mal renseigné par ses agents. L'Empereur ne pouvait ignorer la situation dans laquelle Juarez avait laissé le Mexique et celle que Sa Majesté trouva lors de son entrée dans la capitale en 1864. Le général Almonte lui remit un rapport détaillé de tout ce qui avait été fait sous la régence et, puisque cette ligne de conduite avait métamorphosé le pays en moins d'un an, pourquoi le gouvernement impérial n'avait-il pas suivi cette même ligne? A qui devait-on donc attribuer la cause première de la situation de l'empire en 1865? Dans ce triste drame, chacun a sa part de responsabilité; il est du devoir de l'historien de laisser les événements à leur auteur responsable, et ne pas faire planer sur d'autres des accusations non méritées dans telle ou telle circonstance. Quant aux troupes mexicaines, elles ont montré fréquemment sous Santa-Anna et sous le général Woll ce qu'elles valaient, quand elles étaient bien commandées; si l'on avait organisé l'armée nationale de la manière que j'ai indiquée plus haut, l'Empereur n'aurait pas eu à s'en plaindre comme il s'en plaignait à chaque instant.

« Chapultepec, 30 juin 1865. — Je vous renvoie la demande du général Parrodi. Je ne comprends pas de quelle troupe il s'agit. Je crains que ce soit de nouveau de ces malheureuses troupes auxiliaires qui ne sont bonnes à rien et qu'il faut dissoudre *aussitôt* que possible. — Maximilien. »

—« Mexico, 1er juillet 1865. — On n'a donné à Puebla que 20 médailles de bronze. Je ne sais si les vingt-sept autres individus de la liste doivent en recevoir. Les renseignements

que j'ai demandés se bornent tout bonnement au nombre des médailles que la chancellerie doit encore distribuer, parce que je les fournis. Si je reçois la réponse à tout ce que j'ai demandé, tout sera éclairci. Je veux qu'il ne reste aucune médaille ancienne ou nouvelle sans diplôme ou insertion à l'annuaire, et aucun diplôme *id.* d'aucune époque sans médaille. Sans cela nous ne serons jamais au courant, et à force de réparer les omissions passées, on est exposé à en commettre de nouvelles, lorsque cela ne se fait pas en une fois.

« Je vois avec plaisir que le maréchal a accepté la distribution des médailles qui est la seule chose importante. La question de port subséquent est une affaire toute naturelle de règlement intérieur. Pourvu que l'empereur les leur mette à la boutonnière, on est libre d'en faire après ce qu'on voudra. De notre côté, les formalités sont remplies, le reste ne nous regarde pas. — C. »

— « Mexico, 6 juillet 1865. —Vous aurez la bonté de faire préparer, tout de suite, les décrets et les instructions nécessaires pour mettre en vigueur les deux grands commandements du nord et de me les faire soumettre, aussitôt que possible, pour approbation et signature... Vous remercierez les officiers mexicains qui ont fait et qui m'ont remis la traduction du règlement de la gendarmerie française. Vous me direz s'il faudra faire imprimer cette traduction. — Maximilien. »

— « Chapultepec, 9 juillet 1865. — Je verrai demain, lundi à onze heures, le général Zuloaga... Pour ce qui concerne les Belges, il faudra leur procurer tout ce que le service demande; je ne sais pas s'il y a encore de l'argent disponible en Belgique, je crois me rappeler que M. Eloin en a disposé pour des autres motifs.

« La liste des invitations militaires pour le bal du 10 a été faite au quartier général et a été remise directement par le maréchal à M. Mora, — grand-maître des cérémonies, — il sera bon que vous parliez au grand-maître des cérémonies pour qu'un plus grand nombre soit invité.— Maximilien. »

Ce dernier paragraphe répond à des plaintes faites par des officiers français qu'ils étaient peu invités aux soirées de la cour. La lettre suivante s'explique d'elle-même.

« Chapultepec, 19 juillet. — L'affaire des Polonais que vous signalez est sérieuse. Il y a déjà bien longtemps que j'ai vu avec mécontentement que le général Thun n'a pas de sympathies pour ces pauvres gens et qu'il est même injuste envers eux. Vous aurez la bonté de me transmettre tous les renseignements que vous aurez sur ce point délicat ». — Le général Thun n'aimait pas les Polonais qui se trouvaient dans sa brigade en grande quantité, et ne leur donnait aucun avancement.

« Si les renseignements sur le baron Tindal sont bons, il me paraîtrait utile de lui réserver un poste dans l'armée mexicaine », — on le fit colonel de la gendarmerie, — « et de lui faire connaître sa future destination. Les Hollandais sont ordinairement de bons et fidèles soldats. — Maximilien ».

— « Mexico, 20 juillet 1865. — J'ai lu avec beaucoup d'intérêt les observations du major Lamarche et je les ai trouvées bonnes; il faudra choisir pour la gendarmerie des officiers aptes, d'un caractère ferme, et dévoués à leur devoir, sinon l'institution n'atteindra pas son but. On doit appeler le plus tôt possible les officiers proposés et reconnus comme aptes par la commission de révision pour remplir leurs obligations; le ministre de la guerre, par une circulaire et par le télégraphe, où cela sera possible, ordonnera, sans perdre de temps, d'envoyer dans la capitale le contingent de la gendarmerie de la brigade austro-belge et de l'armée mexicaine. Je désire que l'on mette des officiers français dans la gendarmerie impériale, qui deviendra, avec le temps, exclusivement mexicaine; pour cette raison, il n'y a besoin d'employer qu'une bonne partie, ou la moitié de ses officiers avec des officiers de la gendarmerie française.

« Une fois vérifiée la nomination des officiers de la brigade austro-belge, de l'armée mexicaine et du corps expé-

ditionnaire français, déclarés aptes par la commission organisatrice, on devra faire connaître les vacances au major Lamarche, afin qu'on puisse les remplir en demandant au gouvernement français des sujets auxquels on ferait les avantages proposés par ledit major Lamarche.

« La gendarmerie impériale, pour répondre dignement à son but, devra se former avec les troupes étrangères présentes dans le pays et unies aux mexicaines qui se trouvent au service militaire. Considérant le nombre, elle sera d'un tiers de Français, d'autant de Mexicains et le reste d'austro-belges ; on la complétera au moyen d'enrôlements faits en Europe, et la fondera de la manière la plus prompte, sans considération de nationalité dans son organisation, mais au contraire, les mêlant avec beaucoup de soin ; le service et les dangers communs serviront de lien pour former une étroite confraternité. » — Suivent des détails d'organisation inutiles à reproduire. — « Maximilien. »

A cette époque arriva la nouvelle d'une victoire des Belges commandés par le colonel Van der Smissen, et des Mexicains commandés par le colonel Mendez qui battirent les troupes dissidentes dans le Michoacan. Les Belges, heureux d'avoir vengé une défaite récente dans cette même localité, ne parlèrent pas du concours que leur avaient prêté les Mexicains. Mendez, froissé, répondit au rapport du colonel Van der Smissen, par une lettre fort digne dans laquelle il révélait que la victoire était due, en grande partie, à ses soldats. La vérité se fit bientôt jour sur cette affaire qui devint fort grave et finit par aboutir à la démission en masse des officiers belges. Les lettres suivantes donnent à ce sujet des détails intéressants. »

« Chapultepec, 21, juillet. — Quand les rapports de Van der Smissen arriveront, vous aurez la bonté de me faire tout de suite les propositions de récompense. Van der Smissen lui-même recevra la croix de commandeur de la Guadalupe. Vous me préparerez une lettre que je veux adresser à Van der Smissen et dont il devra faire part à ses troupes.

Il faudra louer dans la lettre la valeur des troupes belges et mexicaines. La lettre devra être écrite dans les deux langues.

« Demandez au maréchal s'il croit sage qu'on rappelle tout de suite le général Parrodi, qui m'a été personnellement toujours peu sympathique. Dans le temps le maréchal l'avait assez protégé et ne voulait pas me donner raison quand je lui disais qu'il me paraissait très peu capable. Qui a étudié l'histoire du Mexique sait que Parrodi a été toujours très variable et ne péchait jamais par l'énergie. Dans le cas que le maréchal croie qu'on devrait le remplacer, il faudrait tout de suite proposer un autre. — Maximilien. »

— « Chapultepec, 22 juillet 1865. — Je suis heureuse et fière que mes pauvres Belges aient enfin remporté une victoire de gros calibre et vengé leurs malheureux frères. L'empereur désire que dès que des détails assez circonstanciés seront parvenus au cabinet, on en fasse un rapport qui comme celui de Tacambaro pourra être publié dans les journaux belges... Si le rapport pouvait partir par le courrier américain du 25, ce serait une grande consolation en Belgique, car, en dépit de tout l'héroïsme et des services funèbres, tout le monde savait bien que la première affaire avait été rien moins qu'un succès. — C. »

— « Chapultepec, 22 juillet 1865. — L'échange des prisonniers belges devra se faire le plus tôt possible, en profitant de l'impression produite par le dernier fait d'armes.

« Je vois par les propositions faites pour une troupe d'Iguala qu'il y a malheureusement toujours encore des régiments auxiliaires qui devraient être depuis longtemps, d'après les propositions du maréchal et d'après mes ordres, dissous. Ce sont ces troupes auxiliaires qui ruinent la morale et les finances du pays. Nous payons une armée de vingt-huit mille hommes, nous avons, outre cela, huit mille Austro-Belges, ce qui fait un total de trente-six mille hommes; c'est assez pour en finir avec les guerilleros et pour chasser Juarez. » — Quelle différence d'appréciation avec la lettre du 29 juin! — « Les auxiliaires sont la plaie du présent et de

l'avenir, c'est une horde de mauvais sujets qui ne font que piller et tourner casaque. J'insiste pour qu'on licencie ces troupes et qu'on ne fasse aucune nouvelle dépense pour elle.

« Je suis heureux d'apprendre qu'on a suivi mes ordres à Vera-Cruz et qu'on ne continue pas dans ce port des travaux de fortifications, pour le moment complétement inutiles. — Maximilien. »

—« Mexico, 3 juillet.— Je vous envoie un rapport très intéressant, fait par une personne qui connaît très bien tout ce qui concerne le Michoacan et la question militaire de ce département ; je ne sais comment nous pourrons appliquer ces propositions après la désagréable affaire de Van der Smissen. Mendez a militairement toute ma confiance, beaucoup plus que Van der Smissen, mais d'un autre côté la démission de ce dernier dans ce moment serait presque dangereuse. — Maximilien. »

—« Chapultepec, 24 juillet.—J'espère que Bombelles vous a tout expliqué et que vous êtes en train de faire un fort bel article pour demain. Il vous sera peut-être utile de connaître en outre la situation, chacun la fait à sa manière, que j'écris à mon père de ce qui s'est passé ce matin. Je vous la copie pour que vous y trouviez les paroles que je crois avoir dites à moins que la version de Bombelles ne soit mieux. » —

Lettre de l'impératrice Charlotte au roi Léopold :

« Le 81° de ligne qui a fait la campagne de Michoacan « avec les Belges, est venu ce matin en entier à Chapultepec « Pour me féliciter de la victoire de Van der Smissen, et « m'a apporté un magnifique bouquet. Le colonel m'a fait « un charmant discours. Je n'ai répondu que ces mots : « Messieurs, je suis profondément touchée, je vous remer- « cie et je ne l'oublierai pas. J'ai passé devant le front des « troupes en parlant à la plupart des officiers et à plu- « sieurs soldats, puis le régiment a défilé aux cris de vive « l'empereur, vive l'impératrice. Ils étaient superbes, avec « leur air martial, leurs pantalons rouges, couvre-nuques « et guêtres blanches. »

« A vous dire vrai, la vue de tout régiment français me cause un battement de cœur indéfinissable et je ne sais quel sentiment de consanguinité. Les drapeaux troués qui sont restés parmi les premiers souvenirs de mon existence, produisent sur moi une sensation que je ne saurais dire. C'est de l'affection, de l'admiration, le tout ensemble, mais tout en la retenant, car que suis-je pour ces hommes-là qui me sont tant? — C. »

— « Chapultepec, 28 juillet 1865. — Vous voudrez bien faire expédier les trois exemplaires ci-joints de la revue de l'*Ère nouvelle*, à l'adresse de mon père, de mon frère le comte de Flandre et de l'impératrice Eugénie, je garde le quatrième. » — Cette revue donnait le compte-rendu de la victoire des Belges et de l'affaire du 81e de ligne. — « Je vous prie également de remettre à l'employé qui ferme les paquets les deux lettres signées pour qu'elles puissent partir demain. Enfin je vous recommande de vous informer de ce qui arrive aux lettres de Ramirez quand elles passent par le cabinet; vous feriez bien de réprimander l'employé, car voilà la seconde fois que cela arrive. Toute lettre d'un ministre envoyée au cabinet devrait être expédiée de suite par une ordonnance et ne pas être laissée jusqu'au paquet du soir. L'empereur a dit à Ramirez que le désordre était dans son ministère et non ailleurs, mais il serait tout de même désirable que ces retards fussent évités à l'avenir. — C. »

— « Chapultepec, 6 août 1865. — Je viens de lire non sans enthousiasme le rapport de Van der Smissen qui ne manque pas de nerf, et s'il est un peu enivré lui-même de son succès, je crois que c'est ce qui arrive à tout le monde pour une première action gagnée. Il est possible, du reste, que le colonel Mendez ait eu part à la prise de la batterie, j'espère qu'en ce cas on le proposera aussi pour quelque distinction. Je crois qu'il serait fort bien que ce rapport pût paraître ici dans les journaux si le maréchal n'y voit pas d'opposition. Il faut penser combien cela relèverait les Belges aux yeux du pays, car tout le monde, à commencer par moi, avions pensé

qu'ils étaient plutôt l'espérance de l'avenir que d'une grande solidité pour le présent. L'amour-propre est pour beaucoup dans la bravoure en général, ainsi il me semble qu'un encouragement de ce genre ne saurait être déplacé. J'approuve complétement que vous expédiez, en outre, le rapport au général Chazal. Van der Smissen, après tout, n'est pas si mal, car à part les faits qui parlent en sa faveur, le style aussi est bon et indique une certaine clarté d'esprit; avec le temps il se formera peut-être très bien. » — De nouveau succès l'ont prouvé.

« Quant aux innombrables autres affaires dont j'ai à vous parler, ne vous ayant pas trouvé hier, je commence par répondre à celles que le cabinet m'envoie : 1° Affaire Barreira... Je crois qu'il a son titre au grand-livre de la dette intérieure ; il ne faut pas au Mexique aspirer à davantage. Une somme de cinquante-huit mille piastres, quand il y a des crédits, sans doute beaucoup meilleurs qui dorment dans les cartons, ne me paraît pas une bagatelle... 2° L'affaire J., par exemple, c'est une honte que le ministre des finances n'ait encore rien répondu, et il mériterait d'être destitué, parce que un oui ou un non, on le doit à tout le monde et surtout quand leur existence en dépend... M. Castillo m'a dit que cet Anglais était un fort honnête homme, en plus, c'est un homme qui a beaucoup travaillé, ce que tous les fils de l'Anahuac ne font pas... — C. »

— « Chapultepec, 8 août 1865. — Je vous prie de faire mettre dans le *Diario* d'aujourd'hui ce qui suit : « S. M. l'impératrice, désirant faire un présent à la ville de Mexico, vient d'annoncer au préfet municipal, sa résolution de se charger des travaux d'embellissement de l'Alameda qui seront supportés sur sa cassette privée et dont elle prendra elle-même la direction. » Cela doit être inséré naturellement dans la partie non officielle et en tête, s'il n'y a aucune nouvelle regardant l'empereur dans le même numéro. — Ch. »

Si M. de Keratry eût eu connaissance de cette lettre, il n'aurait pas dit, sans appuyer son assertion d'aucune preuve,

que les embellissements de Mexico et de Chapultepec ruinaient les finances mexicaines. La bourse de Leurs Majestés et celle de la municipalité de Mexico n'avaient rien de commun avec le trésor public.

« Mexico, 10 avril 1865. — Je n'accepte sous aucun prétexte la démission de Van der Smissen ; je ne sais comment s'est passée toute cette affaire... Le départ de Van der Smissen serait fatal en ce moment à tout le corps belge... Je vous envoie la lettre de Mendez qui m'a beaucoup plu ; on peut préparer les décrets et dispositions qu'il propose. Je désirerais savoir quels sont les cinq Américains auxquels j'ai donné audience hier et si je peux les inviter à dîner. — Maximilien. »

— « Chapultepec, 12 août 1865. — Le projet du maréchal sur la gendarmerie et la garde municipale me paraît très bon, excepté le point de mettre — le général — Lamadrid sous les ordres de Tindal qu'on ne connaît pas encore assez et qui ne sait pas le castillan ; je crois qu'il serait très offensant pour Lamadrid de se trouver sous les ordres d'un lieutenant-colonel. Il faudra préparer en castillan les décrets relatifs à la garde municipale. — Maximilien. »

— « Chapultepec, 17 août 1865. — ... J'ai vu avec plaisir que le nombre des troupes françaises allait augmenter ; c'était de toute nécessité pour améliorer la situation militaire et faire sortir au plus tôt du territoire national le gouvernement de Juarez.

« Que ce fait soit nécessaire, les correspondances de Washington et de New-York me le prouvent. Le gouvernement des États-Unis est assez bien disposé ; il reçoit déjà mes agents avec amabilité et encouragement, mais faisant toujours la craintive question : « Juarez est-il parti ? » Les 3,000 hommes — auxiliaires demandés pour la frontière du nord — nécessaires pourront être payés par le gouvernement mexicain, mais ce gouvernement se rappellera toujours que le maréchal, avec ses étranges renvois de troupe a créé cette triste situation et que ce n'est pas le gouvernement

mexicain qui a rompu le traité de Miramar. » — Cette lettre, on le voit, contredit celle du 22 juillet, dans laquelle l'empereur reconnaissait avoir 36,000 hommes français et austro-belges à sa disposition, chiffre suffisant pour chasser Juarez. Ces contradictions étaient malheureusement trop fréquentes chez l'empereur; aussi ne pouvait-on pas se reposer sûrement sur sa parole; c'est pénible à dire, mais toute sa correspondance le prouve.

« Le Mexique a payé régulièrement toutes les sommes dues à la France, il a payé, en outre, les troupes auxiliaires, à cause de la diminution des troupes françaises. Le gouvernement français ne peut pas en dire autant puisqu'il s'était obligé par les traités les plus solennels à maintenir pendant toute cette année 28,000 hommes de troupes françaises dans notre pays. » — Le 22 juillet, l'empereur lui-même, avouait dans sa lettre citée plus haut que ce nombre de 28,000 hommes existait! — « Le plan de campagne — accompagnant cette lettre — au Michoacan a été fait par un des meilleurs militaires du pays, le maréchal en a fait mille fois les éloges mérités... Le ministre de la guerre propose de donner la direction de cette campagne au colonel Mendez qui est aussi de Morelia, et par conséquent, connaît très bien le pays.

« Ce même militaire a fait pendant plusieurs années la guerre dans ce pays, et dit que la saison des pluies n'empêchera pas l'exécution des mouvements; il faut remarquer qu'au point de vue moral c'est le meilleur moment à cause de la démoralisation complète survenue par le dernier coup porté, à Tacambaro, aux forces d'Arteaga; il serait sage de ne pas laisser encore aux dissidents le temps de se remettre et de nous voir ensuite obligés à donner de brillantes batailles ou faire des siéges très coûteux... Je ne compte pas sur les promesses pour le mois de novembre, puisque les mêmes m'ont été faites l'année dernière... Les coups dans ce pays doivent être prompts, profitant toujours de la démoralisation, et elle règne en ce moment au Michoacan. — Maximilien. »

— « Mexico, 1er septembre 1865. — J'ai ajouté une note au projet de décret concernant le maréchal, mais je suis en train de réfléchir que ce n'est pas assez et que l'occasion est trop favorable pour ne pas préciser plus clairement les facultés de part et d'autre. Il ne suffit pas de « rendre compte, » il faudrait ce me semble qu'une fois établi, ce qui est d'incontestable justice, que rien ne peut se faire sans le consentement du maréchal, il serait nécessaire d'y superposer l'autorisation de l'empereur donnant force de loi à ce consentement, en principe pour tous les cas et spécialement lorsqu'il s'agit d'opérations mixtes ou purement mexicaines. Le maréchal serait le maître puisque rien ne peut se faire, même de la part des troupes au service du Mexique, sans son consentement, et l'empereur le serait aussi dans une sphère plus élevée, puisqu'on en référerait à lui pour valider toutes les décisions. Il va sans dire que c'est plutôt une affaire de forme et de hiérarchie, cela n'entraverait pas le maréchal, ce serait l'extrémité de la pyramide et éviterait beaucoup de froissements entre les deux sphères d'action qui s'enchâsseraient au lieu de se contrarier. Ce serait une satisfaction de dignité pour l'empereur, un gage de franchise donné des deux côtés aux relations mutuelles et c'est selon moi la seule manière de rédiger le décret qui par sa nature est un « compromis. »

« Si au lieu de cela, on donne tout à l'un et rien à l'autre, c'est créer un État dans l'État, ce qui est inadmissible même quand c'est une armée et qui, dans la pratique produit des fronderies et des mauvaises humeurs, car les hommes sont plus disposés à dépasser leurs facultés qu'à les restreindre. Je crois donc que par l'énonciation des attributions des deux pouvoirs qui doivent agir en harmonie, vous rendrez un grand service aux deux assertions que vous avez toujours cherché à concilier, avec tant de constance et de tact. — Ch. »

A côté de cette lettre, si remarquable par l'élévation des idées et la justesse des aperçus, je dois en citer d'autres, n'ayant aucun rapport même indirect avec la question mili-

taire du Mexique, mais qui révéleront d'autres facettes de . admirable intelligence de l'impératrice.

« Chapultepec, 2 septembre 1865. — L'empereur n'étant pas encore venu, je viens de passer mon temps à lire le poème de M. G. que je vous renvoie pour que vous lui fassiez suivre la voie hiérarchique. Je l'ai lu avec intérêt et attention, ceci vous pourrez le rapporter à l'auteur, mais j'ajoute pour votre édification que tous les vers sont à mon sens médiocres et que sans en trouver un seul bon, j'en ai rencontré de détestables. Pour peu qu'on ait lu de la vraie poésie espagnole, l'oreille est écorchée comme d'une dissonnance, et ce qui manque surtout à celle-ci, c'est le rhythme et l'harmonie; c'est écrit en vers, mais c'est pensé en prose, et cela a l'air d'en être, c'est surtout peu riche en inspirations. Il y a des chutes effroyables d'un hémistiche ronflant, à une fin qui trébuche. La conclusion est une invocation au ciel pour que le Mexique devienne comme le soleil et calcine de ses rayons la première planète qui s'en approchera en la faisant tomber du firmament. Vous voyez que cela ne manque pas d'énergie! — Ch. »

— « Chapultepec, 4 septembre 1865. — Je suis accablée de travail, car je viens d'ouvrir tous les paquets qui se trouvaient ici. J'ai en plus de l'encre trop pâle et point de sable. J'ai retiré des indicateurs — feuilles quotidiennes destinées à l'empereur — tout ce que j'ai trouvé de trop, entre autres quelques pièces à extraire qui eussent été très bien à l'époque où on les a envoyées, mais qui à présent sont vieilles et dont le nombre est trop grand. J'ai retiré aussi l'affaire Santa-Anna, — relative à ses virements vis-à-vis de l'empire — pour que vous puissiez la faire publier en examinant les indications que j'ai mises sur la note... Je renvoie une foule de décrets financiers qui n'avaient pas passé par Lezama — conseiller du cabinet. —Je pense que c'est un oubli, mais il serait bien à l'avenir de l'éviter, car c'est double voyage. Je renvoie également l'affaire D. qui était déjà résolue; lorsque je parle c'est toujours soi-disant l'empereur et doit être ainsi consi-

déré car cela lui gagne du temps... Je décide s'il y a lieu de représenter la chose à l'empereur comme dernier appel. — Ch. »

— « Chapultepec, 5 septembre 1865.—L'empereur ne signe pas les brevets de médaille, mais bien les ministres, car Almonte ne peut agir que sur une signature. L'exequatur des consuls a toujours été donné, jusqu'à présent, au nom de l'empereur, par le ministre des affaires étrangères. Les chanoines doivent être nommés par les évêques, excepté, peut-être, ceux de Guadalupe; si l'on s'arrange avec Rome à ce sujet, peut-être vaudrait-il mieux n'en pas faire mention — aux statuts — ou laisser le mot générique de chanoine qui s'y trouvait. Du reste, en Autriche, on nomme, je crois, tous les chanoines. On peut donc laisser cela.

« Vous réfléchirez si l'empereur ne doit pas nommer les officiers subalternes. En Autriche cela ne se fait pas, mais bien en France et en Belgique. Quand tout cela sera remanié, vous pourrez me le remettre cet après-midi. — Ch. »

— « Chapultepec, 5 septembre 1865...—Pour terminer, une affaire de police. Madame Uraga a perdu son chiffre de dame du palais qu'elle dit lui avoir été volé. Veuillez faire immédiatement des perquisitions dans les monts-de-piété et partout, ce serait une occasion pour la police de se distinguer en retrouvant ce chiffre qui ne peut être bien loin. Le vol a eu lieu à Tacubaya ces jours-ci. Je vous recommande l'affaire des prisonniers belges; il ne m'est pas prouvé qu'il faille pour cela relâcher des gens dangereux, il faudrait peut-être payer de quelque stratagème. Les prétentions d'Arteaga me paraissent outrecuidantes. Le mieux serait de s'emparer des prisonniers sans éveiller des soupçons. Il serait humiliant que l'on pût dire en Europe que l'on néglige des gens qui sont venus se consacrer au Mexique, lorsque rien ne les y obligeait.

« Vous voudrez me tenir au courant des progrès de cette affaire. Il ne faut pas non plus qu'on soit la dupe des dissidents, ils demanderaient l'empereur lui-même, s'ils avaient chance de l'obtenir. — Ch. »

— « Chapultepec, 15 septembre.—J'ai reçu des nouvelles défavorables à la gendarmerie, et l'on me dit que sans me consulter on a donné des ordres comme, par exemple, de renvoyer F. au régiment de l'impératrice et de mettre T. trésorier du corps; je n'ai pas eu connaissance de ces ordres ni d'autres concernant l'organisation du régiment.

« Outre que ce corps—la gendarmerie—se trouve dans un assez grand désordre pour ne pas suivre ses règlements, on y admet sans les qualités nécessaires des soldats d'autres corps et de la légion austro-belge, donnant ainsi lieu à l'indiscipline... Cela ne peut pas continuer de la sorte. Je désire être informé minutieusement de tout cela. — Maximilien. »

— « Chapultepec, 18 septembre 1865. — J'ai appris d'une manière digne de foi que le commandant autrichien K. qui est à Oajaca ne répond pas à sa position difficile ; indécis d'une part, arbitraire, de l'autre, il ne peut remplir le poste délicat qu'il occupe. Il n'a pas montré assez de calme à la population, lorsque Figueroa inquiétait les environs; puis il a mis en prison, sans aucun motif, des personnes dévouées à l'empire; enfin, lorsque eut lieu l'émeute d'Etla, il ne voulait y envoyer aucune force. Il serait bon d'appeler l'attention du général Thun sur ce point délicat, afin qu'il change le commandant. — Maximilien. »

On a déjà vu combien les auxiliaires mexicains irritaient l'empereur par leur conduite; toutes les lettres de Sa Majesté sur la question militaire témoignent que l'empereur n'était guère plus satisfait des auxiliaires européens. Au fond de cette irritation, il pouvait y avoir un peu de cette vague antipathie du marin pour le soldat, mais il y avait également des motifs sérieux de mécontentement. A Puebla, à Orizaba et dans d'autres localités, des soldats et des officiers autrichiens assaillirent à coups de sabre plus d'un paisible habitant, soit à la suite de copieuses libations, soit par emportement; d'autres actes arbitraires les rendirent également antipathiques aux populations de ces provinces. L'affaire Van der Smissen affecta pareillement l'empereur qui se fit

donner un rapport détaillé sur la conduite de ce colonel, brave, mais disposé à n'obéir qu'à ses supérieurs hiérarchiques et français. Voici des extraits de ce rapport et la réponse de Sa Majesté.

« Mexico, 28 septembre 1865. — Sire. — La correspondance de Mendez est très mesurée; elle fait ressortir que non seulement Van der Smissen a refusé l'obéissance pour lui et ses troupes, mais encore qu'il a renvoyé, sans même en prendre connaissance, toutes les communications faites par le commandant du Michoacan. Les observations du ministre de le guerre sont très judicieuses. La lettre extra-officielle de Van der Smissen exprime une résolution arrêtée et des intentions très cassantes.

« Le maréchal a dit qu'il allait donner à Van der Smissen l'ordre de rentrer de suite à Mexico, et lui enjoindre de remettre le commandement à l'officier le plus élevé en grade. Cet officier recevra en même temps des instructions qui ne lui permettront pas de se soustraire à l'obéissance due à un colonel. Il semble que malgré les intentions bienveillantes de Votre Majesté il est bien difficile de conserver le lieutenant-colonel Van der Smissen... Si, au contraire, l'empereur désire le conserver, comme le maréchal veut organiser, aussitôt que le temps le permettra, une expédition sérieuse dans le Michoacan, Van der Smissen pourrait reprendre alors naturellement son commandement sous un général français.

« Dans tous les cas, Mendez a fait, dans toute cette affaire, preuve de beaucoup de tact et, afin de lui rendre le prestige diminué par la conduite de Van der Smissen, vis-à-vis de lui, il y aurait, je crois, avantage à le nommer général de brigade. D'un autre côté, des plaintes continuelles s'élèvent contre Rosas Landa; Duran lui-même, qui l'avait proposé pour le commandement de la 1re division territoriale, reconnaît que ce choix a été mauvais, et si Landa était supprimé, Mendez, nommé général, deviendrait l'homme propre à ce commandement qui comprend le Michoacan... »

— « Chapultepec, 30 septembre 1865. — Je vous renvoie

les documents qui accompagnaient votre lettre du 28 courant et vous déclare que je suis très satisfait de la conduite de Mendez; on peut préparer sa nomination du général de brigade, ainsi que le décret.

« L'idée du maréchal de faire venir à Mexico Van der Smissen me paraît très bonne; quand il viendra nous verrons s'il peut rester ou non dans le pays. Quant à ce qui concerne Rosas Landa, il faudrait, dans le cas où on le révoquerait, choisir avant la personne qui le remplacera. — Maximilien. »

Après le rappel de M. Van der Smissen, une bonne partie des officiers belges donna une démission en masse. C'est à ce fait que ce réfère la lettre suivante :

— « Chapultepec, 12 octobre 1865. — Je vous renvoie les lettres concernant les officiers belges; je désire qu'il me soit fait une proposition pour châtier leur indiscipline et manque de subordination qui leur fait mériter un châtiment... — Maximilien. »

— « Mexico, 13 octobre 1865. — Je joins ici un mémoire fait par une personne très honorable et qui connaît très bien les affaires de notre pays ; le conseil qu'elle donne me paraît bon et acceptable. Il est de fait que Garnier a obtenu la complète et prompte pacification des territoires de son commandement avec les principes exprimés — dans ce mémoire. — Maximilien. »

— « Tant qu'on suivra le système actuel de mettre de fortes garnisons en certains points et pas dans d'autres, il ne sera jamais possible d'en finir avec les guérillas qui infestent le pays et font tant de mal. Par bonheur elles ne sont pas fortes et ne se soutiennent que par le prestige de leurs chefs, de sorte qu'en prenant ceux-ci, la guérilla disparaît ; en principe, c'est donc la poursuite directe des chefs qu'il faut adopter. » — Ce système suivi par le général Brincourt à Puebla eut pareillement un plein succès, comme il a été dit plus haut. — Pour chaque guérilla il faut organiser une force supérieure qui n'aura pas d'autre instruction que de la poursuivre

sans relâche, ni d'autre plan de campagne que d'aller par le même chemin à sa poursuite, tandis qu'une autre force la prendra de front. Par ce système aucune bande ne peut durer plus d'un mois. L'expérience l'a toujours accrédité; je ne parlerai pas des temps passés, mais seulement de l'occupation française.

« Le colonel Garnier adopta ce système dans le département de Guanajuato et quoiqu'il n'eût que de l'infanterie, il l'a débarrassé des guérillas en très peu de temps. En ce moment, il y a une force française à Leon, des garnisons à Salamanca et sur d'autres points, et une bande de cinquante hommes, commandée par Brigido Torres, se promène dans le département. Les résultats obtenus dans le Jalisco contre Rojas, confirment la bonté de ce système. Nous avons maintenant à Queretaro, Arroyozarco, Toluca et ici beaucoup de troupes, et l'on ne peut empêcher la bande de Romero, — Figueroa — qui n'arrive pas à quatre-vingt hommes d'exercer toutes sortes d'atrocités. Il en est de même de celle d'Ugalde qui ne dépasse pas soixante à quatre-vingts hommes. Avec deux sections de cent hommes contre chacune, en quelques jours on les détruirait.

« Par l'adoption de ce système, toutes les garnisons que nous avons aujourd'hui deviendraient inutiles, car les populations, sachant qu'il leur suffirait de trois ou quatre heures de résistance pour être secourues, se défendraient et les bandes poursuivies de près, ne pourraient combiner leurs invasions dans les localités occupées elles-mêmes à se défendre... — Rapport à l'empereur. »

— « Chapultepec, 16 octobre 1865. — Les propositions faites pour régler l'affaire des Belges me paraissent excellentes excepté le troisième point, sur lequel il faut méditer, de crainte que cette mesure ne cause une impression fâcheuse en Belgique. — Maximilien. »

— « Chapultepec, 16 octobre 1865. — Ces jours-ci, beaucoup de bandes ont paru sur le chemin de Vera-Cruz, soit au Puente Nacional, soit à la Soledad, la Cañada et d'autres

points, causant comme de coutume toutes sortes de maux et portant jusqu'à Huatusco leurs hordes de voleurs.

« Pour remédier à ces maux, il serait bon d'établir sur ces points de petites garnisons de troupes étrangères dont le commandant s'occuperait d'organiser la garde rurale; cinquante hommes dans chaque localité centrale suffiraient et les lignes des chemins de Vera-Cruz à Jalapa et à la Soledad seraient sûres... Je parle cette fois spécialement de ces districts, parce que je les ai visités il y a peu de temps. J'espère que le maréchal prendra des mesures énergiques également pour les autres endroits qui pullulent de bandes plus que jamais. C'est une vraie honte qu'avec les dépenses exorbitantes qui se font dans l'administration de la guerre et qui sont supérieures à tous les revenus du pays, on ne puisse arriver à ce que les malles de Vera-Cruz, Queretaro, Morelia, etc., ne soient volées. — Maximilien. »

— « Mexico, 16 octobre 1865. — Je suis entièrement de l'avis du maréchal relatif à l'idée — de l'établissement — des compagnies franches, et aussi à celle concernant les distinctions qui se doivent à ceux qui exterminent la plus grande plaie du pays. — Maximilien. »

Ces compagnies franches étaient uniquement destinées à la poursuite des guérillas et leur établissement répondait parfaitement à l'application du système demandé.

— « Mexico, 19 octobre 1865. — Ci-joint un extrait d'une lettre très intéressante que je viens de recevoir. — Maximilien. »

« Je viens de recevoir le rapport ci-joint du major Altivies, et je crois de mon devoir de le porter à la connaissance de Votre Majesté. Bien que je ne prétende pas avoir là-dessus un jugement compétent, je suis d'avis qu'il serait bon d'éloigner la légion belge de Morelia, et qu'on pourra encore utiliser très bien ses services. Les Belges se sont battus avec valeur et succès, ni les soldats, ni leurs jeunes éléments sont la cause des conflits qui ont eu lieu; le commandant en est seul responsable... »

Bref, cette affaire fut terminée en nommant Mendez général de brigade; il commanda désormais les troupes du Michoacan, et la légion belge, son colonel en tête, fut envoyée à Monterey.

Cette longue correspondance sur la question militaire nous révèle bien des contradictions dans le caractère de l'empereur; elle révèle en outre bien des mécontentements causés par de perfides insinuations et une tactique malveillante des autorités impériales contre nos chefs militaires, et surtout par cette situation étrange d'un souverain dont l'armée se composait de quatre nationalités différentes, commandée par un officier, représentant la nation à laquelle l'empereur devait sa couronne. D'autre part, le caractère tantôt indécis, tantôt ferme ou faible de Sa Majesté, se laissant aller parfois à ses sympathies personnelles pour le maréchal Bazaine, d'autrefois, s'abandonnant à la méfiance insinuée par son entourage, à la crainte de paraître influencé par la France et nos délégués civils ou militaires, obéissant enfin, tantôt aux inspirations de son amour-propre, tantôt à ses antipathies naturelles, l'empereur n'eut jamais de fixité dans ses idées politiques, ni de ligne de conduite nettement arrêtée. Les contrastes et les contradictions devaient donc se trouver dans ses paroles comme on les trouve dans toute l'histoire de la république mexicaine.

L'année 1865, au point de vue politique, pourrait s'appeler une année de projets, de décrets, de tâtonnements et de tiraillements; rien de pratique, rien de sérieux, d'utile n'a été fait; au point de vue militaire, ce fut une année stérile, de marches et de contre-marches qui fatiguaient nos soldats, épuisaient les finances mexicaines et développaient l'insurrection, tout en nous aliénant l'esprit des populations des villes, des villages et des districts que nous occupions, puis, que nous abandonnions à la vengeance des dissidents. Quelques détails compléteront l'exposé de la situation présentée par les correspondances précédentes.

Le 26 février 1865, l'empereur proclama la liberté des

cultes et le décret de désamortissement des biens ecclésiastiques dont voici les principaux dispositifs :

« Maximilien, empereur du Mexique : — Sur le rapport de notre conseil des ministres et de notre conseil d'État, — Avons décrété et décrétons :

« Art. 1er. L'empire protége la religion catholique, apostolique, romaine, comme religion d'État.

« Art. 2. Auront droit à une ample et franche tolérance sur le territoire de l'empire, tous les cultes qui ne sont pas contraires à la morale, à la civilisation et aux bonnes mœurs. Aucun culte ne pourra s'établir sans l'autorisation préalable du gouvernement.

« Art. 3. A mesure que les circonstances l'exigeront, l'administration, par des ordonnances de police, réglera tout ce qui concerne l'exercice des cultes.

« Art. 4. Les abus qui seraient commis par les autorités contre l'exercice des cultes et contre la liberté que les lois garantissent à leurs ministres, seront déférés au conseil d'État.

« Le présent décret sera déposé aux archives de l'empire et publié dans le journal officiel.

« Fait au palais de Mexico, le 26 février 1865. — Maximilien. » — Par ordre de Sa Majesté impériale. — Le ministre de la justice. — Escudero y Echanove.

— « Maximilien, empereur du Mexique : — Ayant entendu notre conseil de ministres et le conseil d'État, — Nous avons décrété, et décrétons ce qui suit :

« Art. 1er. Le conseil d'État révisera toutes les opérations du désamortissement et de la nationalisation des propriétés ecclésiastiques, exécutées en conséquence des lois du 26 juin 1856 et des 12 et 13 juillet 1859 et de leurs annexes.

« Art. 2. En faisant la révision, le conseil redressera les excès et les injustices commis par fraudes, par violation des dites lois, ou par abus des fonctionnaires chargés de leur exécution.

« Art. 3. Le conseil fera la révision en pleine connaissance

de cause et de bonne foi, et sans autres formalités que celles qu'il jugera nécessaires, dans chacun des cas, pour son édification et pour découvrir la vérité.

« Art. 4. Les résolutions du conseil sont irrévocables, et elles seront exécutées d'emblée, sans qu'il soit admis recours aucun.

« Art. 5. Les opérations légitimes exécutées sans fraude et conformément aux lois désignées plus haut, seront confirmées; celles qui ne se trouveront pas dans ce cas seront déclarées non avenues.

« Art. 6. Les opérations irrégulières exécutées contre la teneur desdites lois, avec l'approbation du gouvernement fédéral, pourront être ratifiées, en les réduisant préalablement aux termes prescrits par ces mêmes lois, toutes les fois qu'il n'y aura pás lésion d'une tierce partie.

« Art. 7. Les opérations qui seront déclarées non avenues pourront être revalidées, pourvu qu'elles se réduisent aux termes de la loi du 13 juillet 1859, pourvu que l'on verse au comptant et en numéraire une amende de 25 °/o au dessus de la valeur totale de la propriété ou du capital adjugé, et qu'il ne soit pas cause de préjudice à un tiers pour droits acquis antérieurement à la revalidation.

« Art. 8. Les concessions faites par le gouvernement fédéral afin que la partie en numéraire des adjudications fût payée par des titres de créance provenant des services personnels rendus par les serviteurs de l'État, n'entachent pas l'opération, pourvu que la concession ne s'applique seulement qu'aux personnes qui ont rendu ces services.

« Art. 9. Les droits légitimement acquis par la loi du 25 juin 1856 ne seront tenus pour perdus ou éteints que par la renonciation expresse, ou sur la preuve certifiée que l'opération dont elle dérive a été exécutée simultanément. Seront non avenues et sans effet les renonciations faites par les femmes qui n'avaient aucune autre propriété foncière, aussi bien que celle des tuteurs et des curateurs au nom de leurs pupiles.

« Art. 11. Les aliénations que fit le clergé des propriétés à lui dévolues dans les endroits où prévalait l'administration des généraux Zuloaga et Miramon, pourront être validées, s'il n'y a pas préjudice de tiers, pour droit antérieurement acquis. Pourront être reconnues au même titre les opérations exécutées en vertu des lois du 12 et du 13 juillet 1859, et conformément à icelles avant leur publication dans l'endroit respectif.

« Art. 12. Dans les opérations où il est survenu des jugements exécutoires, contrats homologués ou transactions, la révision se bornera à faire rentrer au trésor, conformément aux prescriptions de la présente loi, ce qu'il aurait perdu par fraude dans l'opération. Le versement sera à la charge du possesseur actuel de la propriété ou du capital.

« Art. 16. Il est établi une administration de biens nationalisés. Ce bureau sera chargé de l'administration des propriétés de cette espèce qui ne sont pas entrées légitimement dans le domaine privé : il recueillera les données qu'il jugera opportunes pour la révision, pratiquera les opérations administratives et économiques dépendantes de chaque acte de révision, ou ordonnées par le conseil. Et, pour les départements il agira dans ce qu'il jugera nécessaire. Il nous proposera la nomination des agents qui rempliront les fonctions qui leur seront désignées. Un conseiller ou auditeur, nommé par nous, sera l'inspecteur de cette administration.

« Art. 17. Tous les capitaux de biens nationalisés qui n'auront pas été aliénés ou rachetés, ceux que la révision fera rentrer, et ceux qui proviendront des ventes de propriétés faites postérieurement, seront du ressort du bureau des biens nationalisés, qui aura soin de les administrer ou d'en recouvrer les revenus, jusqu'à ce qu'on leur donne une application.

« Art. 18. Aucun droit dérivé directement ou originairement des opérations de désamortissement ou de nationalisation, ne pourra se faire valoir ni s'exercer judiciairement ou extra-judiciairement, tant qu'on n'aura fait dûment

constater que l'opération dont il provient a été déjà révisée.

« Art. 23. Les affaires aujourd'hui pendantes devant les tribunaux, où l'on conteste la validité ou la préférence des droits acquis en vertu des lois de désamortissement et de nationalisation, passeront au conseil, et il est défendu aux tribunaux de continuer d'en connaître.

« Art. 24. Les propriétés appartenant aux biens nationalisés, qui n'auraient pas été aliénées en conséquence des lois précitées, et celles qui reviendront à l'État en vertu de la révision, seront vendues dans les termes et dans les formes prescrites par les lois pour la vente des biens du fisc, et conformément aux prescriptions que fera connaître le règlement de la présente loi. »

Inutile d'ajouter que plusieurs évêques protestèrent contre la partie concernant le registre civil, déclarant que c'était une affaire de conscience à régler par un concordat et non pas par un simple décret du gouvernement. En critiquant la politique suivie par l'empereur, les journaux conservateurs disaient : « Quant au personnel de l'administration, il ne peut être que ce qu'il est à présent, vu le système et les principes politiques adoptés par le gouvernement. La modification ou le changement, s'il doit y en avoir, ne peut être utile qu'autant que les principes, et non les personnes seulement, seront altérés ou changés. Nous ne sommes pas de ceux qui pensent que le gouvernement pour se faire respecter, pour rétablir l'ordre et la sécurité, doit déployer une inflexible rigueur. Quelques journaux — les journaux français de Mexico — qui ont approuvé avec plus ou moins d'enthousiasme la politique qui consistait à accepter les principes de la réforme, et à s'attirer des adeptes, conseillent depuis quelques jours de les traiter durement comme des relaps et des ingrats. On ne pourrait agir ni plus injustement, ni plus maladroitement, à notre avis. Si on adopte d'une manière définitive le drapeau de la réforme, il est inutile de chercher à éluder les conséquences que ces prémisses entraî-

nent; il n'y a plus qu'à s'abandonner au courant. Si l'on veut gouverner conformément aux vœux exprimés par les populations qui ont proclamé l'empire, il faut commencer par adopter les principes fixes indiqués dans ces manifestations. Alors les hommes qui doivent entourer le gouvernement se présenteront d'eux-mêmes; le trône comptera sur une grande force morale, non pas de tel ou tel parti, mais de la masse pacifique et honorable de la population. »

Les journaux français, pressés par la logique de ce raisonnement n'eurent d'autre réponse à faire que de confondre le parti réactionnaire avec le parti conservateur libéral, représenté par M. Almonte, oubliant ainsi que le parti conservateur avait été en guerre ouverte avec les réactionnaires, sous la régence. En politique, le sens commun et les bons raisonnements ne passent-ils pas toujours après les intérêts privés et les antipathies individuelles? On a vu pourquoi la politique de l'empereur présentait tant de contradiction; on sait qu'il s'était fait sur les bords de l'Adriatique un Mexique imaginaire, européen, qu'il voulait habiller et gouverner à l'européenne; on a deviné qu'il professait une médiocre estime pour les monarchistes qui l'avaient appelé au trône, qu'il n'avait tenu aucun compte de leurs renseignements et de leurs conseils, tandis qu'il penchait, au contraire, du côté des libéraux qui ne voulaient de lui à aucun prix, et qu'il favorisa sans cesse jusqu'au jour où il s'aperçut que ses illusions et sa politique l'avaient précipité dans un abîme. Alors il se rappela ce que lui avaient dit les conservateurs, il se jeta dans leurs bras, mais il était trop tard, il succomba.

Néanmoins, il n'attendit pas d'être débordé par les événements pour s'apercevoir qu'il faisait fausse route; mais l'entêtement, cette force des faibles, le fit rester jusqu'à la fin de 1866, dans la voie qu'il avait prise en arrivant à Mexico. Ses intentions étaient excellentes, mais personne ne le secondait, parce qu'il donnait l'autorité à ceux qui ne la méritaient pas; quant aux personnes employées auprès de lui qui

avaient sa confiance, leur rôle, purement secondaire, ne pouvait avoir aucune influence sur les destinées de l'empire. Voici, sur les perplexités de l'empereur, une lettre dans laquelle Sa Majesté peint elle-même ses impressions sur les fonctionnaires de son choix et ses incertitudes sur la conduite qu'elle devait suivre.

« Chapultepec, 23 juillet 1865. — Les remarques que vous faites dans votre dernière lettre sont très justes, personne ne connaît mieux les défauts du système » — politique qu'il avait adopté — « que moi, et ma maladie de foie en est la meilleure preuve... Les hauts fonctionnaires sont paresseux, je dirai plus, incapables, personne n'en peut donner les meilleures preuves que moi; du reste, on peut en juger par le dernier rapport sur l'instruction publique, publié au *Diario* et par l'organisation des tribunaux. Jamais on n'a vu chose plus confuse, moins digérée et en contradiction de toute bonne logique. Ces braves gens n'ont rien appris, n'ont rien vu et veulent tout savoir mieux que nous autres qui avons vu et parcouru une bonne partie de notre globe, et cependant que faire? Voilà la grosse question. Il n'y a que deux chemins à suivre et je me trouve dans la position gênante d'Hercule; ou il faut gouverner le Mexique avec des Mexicains à la hauteur de leurs compatriotes, exerçant de la patience et un calme imperturbable, choisissant toujours le mieux qu'on puisse trouver; ou il faut gouverner ce pays avec des instruments étrangers.

« Or nous voilà dans ce dernier cas dans un grand danger. La susceptibilité nationale ne se plie que devant de grandes supériorités qui opèrent avec persuasion et tact. Ces supériorités passent rarement l'Océan; je n'en ai vu en quatorze mois qu'une seule, c'était M. Costa; c'est l'homme qui avait compris la situation de ce pauvre pays. Dans l'armée il y en a plusieurs, mais leur position militaire ne leur donne pas la possibilité d'agir; au contraire, je vois au Mexique pulluler une effrayante quantité de médiocrités étrangères qui ne connaissent et ne proposent qu'un seul

principe gouvernemental, celui de copier religieusement les règlements imprimés qu'ils apportent de leur pays natal; or comment peut-on gouverner le Mexique avec des règlements et des lois qui sont le fruit d'une civilisation de plusieurs siècles? » — N'était-ce point ce qu'il faisait lui-même? — « Les preuves de ce que je dis nous le voyons tous les jours chez les B., les H., les B., les Eloins, les Det., les Scherzenlechner, les Poliakowitz, etc., etc., tout ce monde me fait, avec la meilleure volonté, un tas de propositions et de projets que les pauvres Mexicains ne peuvent digérer et qui les tueraient à force de matières succulentes et fines.

« Il faut donc malheureusement revenir au premier chemin, il ne sera pas prompt et glorieux, mais durable. » — Hélas! ce chemin l'a conduit à Queretaro. — « Si on suit le premier chemin, quelles sont les nécessités? C'est de chercher et de trouver le mieux qu'offre ma nouvelle patrie. » — Pourquoi ne les avait-il cherché jusqu'alors que dans le parti libéral qui en offrait le moins? — « Il s'agirait donc de trouver des hommes actifs et de bonne volonté qui aident les efforts de leur souverain et qui, en gouvernant, n'oublient pas d'apprendre. Il faut des jeunes gens qui aient le feu sacré de leur devoir et le véritable amour de la patrie. Voilà ce qui me paraît le secret de la situation; ne perdons pas courage, cherchons les hommes comme Diogène avec la lanterne et formons une bonne liste de jeunes gens toujours prêts à servir leur souverain dans la tâche épineuse qu'il a entreprise. Il y a tout de suite des postes à remplir... formez-moi une bonne liste et je vous serai éternellement reconnaissant; mais il faudra en même temps que vous cherchiez à me débarrasser des médiocrités transocéaniques, qui ne font que gêner, que crier et qui rendent la position presque insoutenable, surtout par leur influence dans la presse européenne. Il faut renvoyer tous ces jeunes gens à l'aspect chevaleresque et élégant, à l'air sauveur, qui ne font que crier dans les cafés et chevaucher sur les promenades publiques. Tous ces incapables qu'on renvoie d'Europe, il

faudra les rejeter de nos plages qui ne doivent être hospitalières qu'aux hommes sérieux et travailleurs.

« En formant la liste des hommes capables, nous ne nous ferons guider que par le résultat qu'il faut attendre; c'est la capacité, le zèle et l'intégrité que nous cherchons; ni les castes, ni les couleurs, ni les opinions politiques, ni l'âge doivent influer sur notre choix... quand on ne trouve personne parmi les hommes mûrs il faut prendre des moutards — *sic* — etc. — Maximilien. »

Le 8 juillet, M. Almonte, attristé de voir l'empereur courir à sa perte, en continuant sa politique antimonarchiste, tout en changeant parfois le personnel de son ministère, voulut se retirer dans la vie privée et donna sa démission de tous les emplois de cour qu'il occupait; l'empereur refusa cette démission, ne pouvant décemment l'accepter. Santa-Anna, froissé d'être mis à l'écart par le gouvernement impérial auquel il avait adhéré, dès 1861, lança de nouveau un manifeste, déclarant qu'il revenait aux idées républicaines et faisait appel à ses compatriotes pour renverser l'empire. Son fils Angel protesta contre la proclamation de son père, par une lettre, datée du 9 août, qu'il publia dans les journaux.

Au mois d'août, l'empereur se disposait à faire un voyage au Yucatan, mais il en fut dissuadé, et l'impératrice partit seule, avec une suite assez nombreuse, aussitôt que la saison des pluies le permit. Au mois de septembre, l'empereur adopta moralement le petit-fils d'Iturbide, alors âgé de deux à trois ans. La presse française disait récemment que cet enfant venait de s'engager dans les zouaves pontificaux; comme il doit avoir aujourd'hui cinq ou six ans au plus, il faut avouer que ces journaux continuent à être bien renseignés en ce qui concerne le Mexique. De même que la protestation de l'empereur contre le Pacte de famille, signé à Miramar, fit croire que Sa Majesté n'avait point l'intention de rester au Mexique, cette adoption du petit-fils d'Iturbide fit supposer que l'empereur avait le désir secret de remettre

la couronne au descendant du libérateur et de confier la régence de l'empire à la discrétion d'une assemblée des notables. Le *Diario* officiel a nié cette intention que l'empereur ne s'avouait peut-être pas à lui-même, mais qui existait incontestablement à l'état vague et latent. Quant à la violence faite à la mère de l'enfant pour l'en séparer, c'est un mensonge démenti par la mère elle-même dans la lettre suivante adressée à l'impératrice et qui prouve que l'abandon qu'elle fit de son fils était volontaire.

« Mexico, 12 septembre 1865. — Madame, — mon frère Augustin a envoyé à M. Castillo, pour les remettre à S. M. l'empereur, quelques petits canons qui, comme souvenir de famille, auront leur valeur pour mon fils, lorsqu'il sera grand. Je joins mon portrait à celui de l'enfant, et permettez-moi, madame, de vous dire que je n'ai pas encore reçu ceux de Vos Majestés que je désire tant avoir.

« J'avais oublié, en recommandant à Votre Majesté la nourrice » — la gouvernante, — « de lui dire que, dans les cas importants, il n'y a pas à se fier à elle, car elle ne dit pas la vérité.

« Ayant mis mon enfant adoré sous la garde spéciale de Vos Majestés, je dois, madame, vous offrir les sentiments de reconnaissance et d'amitié avec lesquels j'ai l'honneur d'être de Votre Majesté la sincère servante. — Alicia G. de Iturbide. »

En France, surtout, on a fait beaucoup de bruit d'une autre mesure plus grave que celle de l'adoption du petit-fils d'Iturbide, et qui ne causa qu'une très minime impression au Mexique, je veux parler du décret du 3 octobre. En lisant dans l'ouvrage de M. de Keratry que « ce décret allait rallumer la guerre civile, en assouvissant des rancunes particulières, qu'il fut le suicide de la monarchie, » tout le pathos qu'il publie à ce sujet, et que les journaux français avaient publié avant lui, j'aurais hésité à croire que cet auteur fût jamais allé au Mexique, si l'on ne m'avait affirmé qu'il était attaché au quartier général du maréchal Bazaine avant d'en-

trer dans la contre-guérilla. Voici d'abord, la proclamation et le décret, tels que le *Diario* les a publiés.

« Mexico, le 10 octobre 1865. — La modération avec laquelle le gouvernement a voulu traiter les dissidents de bonne foi n'a eu d'autre effet que d'augmenter l'audace du brigandage. Il a donc fallu revenir à une politique plus en rapport avec les nécessités de la situation; c'est dans cette pensée que, le 3 octobre, l'empereur Maximilien a adressé une proclamation au peuple mexicain, et promulgué un décret pour la répression des troubles qui désolent encore quelques provinces. Voici le texte de cette proclamation et de ce décret :

« Mexicains. — La cause soutenue avec tant de valeur et de constance par D. Benito Juarez avait déjà succombé, non seulement devant la volonté nationale, mais devant la loi elle-même que ce chef invoquait à l'appui de ses titres. Aujourd'hui cette cause dégénérée en faction est restée abandonnée par le fait de la sortie de son chef du territoire de la patrie.

« Le gouvernement national a été longtemps indulgent, et il a prodigué les actes de clémence pour laisser aux hommes égarés, à ceux qui ne connaissaient pas l'état des choses, la possibilité de s'unir à la majorité de la nation et de rentrer dans le chemin du devoir. Il a obtenu le résultat désiré : les hommes honorables se sont groupés autour de son drapeau, et ont accepté les principes justes et libéraux qui guident sa politique. Le désordre n'est plus entretenu que par quelques chefs égarés, par des passions qui n'ont rien de patriotique, par des gens démoralisés qui ne sont pas à la hauteur des principes politiques et par une soldatesque sans frein qui reste toujours comme le dernier et triste vestige des guerres civiles.

« Dorénavant, la lutte sera entre les hommes honorables de la nation et les bandes de malfaiteurs et de brigands. Le temps de l'indulgence est passé; elle ne servirait plus qu'au despotisme des bandes, à ceux qui incendient les villages, à

ceux qui volent et qui assassinent les citoyens pacifiques, de malheureux vieillards et des femmes sans défense.

« Le gouvernement, fort de son pouvoir, sera désormais inflexible dans le châtiment, puisque ainsi l'exigent les droits de la civilisation, le respect de l'humanité et les exigences de la morale.

« Mexico, le 2 octobre 1865.

— « Maximilien, empereur de Mexico : — Notre conseil des ministres et notre conseil d'État entendu, décrétons :

« Art. 1er. Tous les individus faisant partie de bandes ou rassemblements armés existant sans autorisation légale, qu'elles proclament ou non un prétexte politique, quel que soit d'ailleurs le nombre de ceux qui forment la bande, l'organisation de cette dernière, le caractère et la dénomination qu'elle prend, seront jugés militairement par les cours martiales; s'ils sont déclarés coupables, lors même que ce ne serait que du seul fait d'appartenir à une bande armée, seront condamnés à la peine capitale, et la sentence sera exécutée dans les vingt-quatre heures.

« Art. 2. Ceux qui, faisant partie des bandes dont il est fait mention dans l'article qui précède, seraient faits prisonniers dans une action de guerre, seront jugés par le commandant de la force au pouvoir duquel ils se trouveront. Cet officier sera tenu, dans un délai qui ne pourra dépasser vingt-quatre heures, d'instituer une enquête, en entendant la défense de l'accusé. Il dressera sur cette enquête un procès-verbal se terminant par la sentence. La peine capitale sera prononcée contre les coupables, lors même qu'il ne leur serait imputé d'autre fait que celui d'appartenir à une bande armée. Le chef fera exécuter la sentence dans les vingt-quatre heures, en ayant soin de procurer au condamné les secours spirituels, après quoi il adressera le procès-verbal d'enquête au ministère de la guerre.

« Art. 3. Ne seront point passibles de la peine de mort ceux qui, bien que faisant partie d'une bande, prouveront qu'ils ont été pris de force; il en sera de même de ceux qui,

sans appartenir à la bande, s'y trouveraient accidentellement.

« Art. 4. Si de l'enquête dont parle l'article 2, il résultait des faits de nature à faire croire au chef chargé de l'enquête que l'accusé a été enrôlé de force, qu'il n'a commis aucun autre délit, ou que tout en en faisant partie il s'y trouvait accidentellement, il s'abstiendra de prononcer une sentence et consignera le prisonnier, avec le procès-verbal correspondant, à la cour martiale, pour être jugé par elle conformément à l'article 1er.

« Art. 5. Seront jugés et condamnés aux termes de l'article 1er de la présente loi :

« I. Tous les individus qui volontairement auront procuré aux guérilleros de l'argent ou toute autre espèce de secours.

« II. Ceux qui leur auront donné des avis, nouvelles ou conseils.

« III. Ceux qui volontairement et sans ignorer la qualité des guérilleros leur vendront ou leur procureront des armes, des chevaux, des munitions, des vivres, et en général, tout article de guerre.

« Art. 6. Seront également jugés conformément à l'article Ier :

« I. Ceux qui entretiendront avec les guérilleros des relations constituant le fait de connivence.

« II. Ceux qui volontairement et en connaissance de cause leur donneront asile dans leur maison ou leur propriété.

« III. Ceux qui répandront de vive voix ou par écrit des nouvelles fausses ou alarmantes de nature à troubler l'ordre ou qui se livreraient à quelque démonstration contre la tranquillité publique.

« IV. Les propriétaires ou gérants de propriétés rurales qui ne donneront pas avis immédiatement à l'autorité la plus rapprochée du passage d'une bande sur leur propriété.

« Les individus compris dans les premières et deuxièmes fractions de cet article seront passibles d'un emprisonne-

ment de six mois à deux ans, ou d'un an à trois ans de *présidio*, suivant la gravité du cas.

« Ceux qui, placés dans la seconde catégorie auraient avec l'individu caché par eux des liens de parenté soit comme ascendants, soit comme époux ou issus de mêmes père et mère, ne seront point passibles de la peine ci-dessus indiquée; mais ils seront soumis à la surveillance de l'autorité pendant le laps de temps que fixera la Cour martiale.

« Ceux qui sont compris dans la troisième catégorie seront condamnés à payer une amende de 25 à 1,000 piastres, ou à un an de prison, suivant la gravité du délit.

« Ceux qui sont compris dans la quatrième catégorie indiquée par cet article, seront passibles d'une amende de 200 à 2,000 piastres.

« Art. 7. Lorsque les autorités ne donneront pas avis à leur supérieur immédiat du passage d'une force armée dans leur localité, l'autorité supérieure leur infligera une amende de 200 à 2,000 piastres, ou une détention de trois mois à deux ans.

« Art. 8. Tout habitant qui, ayant connaissance du passage d'une bande armée dans le village ou de son approche n'en donnera pas avis à l'autorité, sera passible d'une amende de 5 à 500 piastres.

« Art. 9. Tous les habitants entre 18 et 55 ans n'ayant pas d'empêchement physique sont tenus, lorsque la localité qu'ils habitent sera menacée par quelque bande, de prendre part à la défense de la place; à défaut de quoi, l'habitant sera passible d'une amende de 5 à 200 piastres, ou d'un emprisonnement de quinze jours à quatre mois. Si l'autorité jugeait plus convenable d'infliger un châtiment au village pour ne s'être pas défendu, elle pourra lui imposer une amende de 200 à 2,000 piastres, et cette amende sera payée par tous ceux qui n'auraient pas pris part à la défense.

« Art. 10. Les propriétaires ou gérants des propriétés rurales qui, pouvant se défendre, n'empêcheront pas les guérillas et autres bandes de malfaiteurs de pénétrer sur

leurs terres, ou qui n'avertiront pas de leur présence l'autorité militaire la plus rapprochée, ou qui recevraient sur leurs terres les chevaux fatigués ou blessés des guérillas, sans donner avis à ladite autorité, seront punis par celle-ci d'une amende de 100 à 2,000 piastres, suivant la gravité du cas; dans le cas d'extrême gravité, ils seront arrêtés et consignés à la Cour martiale, qui les jugera conformément aux dispositions de la présente loi. L'amende sera versée à l'administration principale des rentes dans la circonscription de laquelle la propriété se trouve située. Les dispositions contenues dans la première partie du présent article sont applicables aux populations.

« Art. 11. Toute autorité, soit de l'ordre politique, soit de l'ordre militaire ou municipal, qui n'agira pas conformément aux dispositions de la présente loi contre ceux qui sont soupçonnés ou reconnus coupables des délits dont elle traite, sera passible d'une amende de 50 à 1,000 piastres; et lorsque l'omission impliquera connaissance avec les coupables, le délinquant sera consigné à la Cour martiale, qui le jugera et lui infligera une peine proportionnée à la gravité du délit.

« Art. 12. Les *plagiarios* seront jugés et condamnés conformément aux dispositions de l'art. 1er de la présente loi, sans égard aux circonstances dans lesquelles l'enlèvement a été commis.

« Art. 13. La sentence de mort, prononcée pour les délits énoncés par la présente loi, sera exécutoire dans le délai qu'elle fixe, et le bénéfice en grâce sera refusé au condamné.

« Lorsque l'accusé n'aura pas été condamné à la peine de mort et sera étranger, le gouvernement pourra, après qu'il aura subi la peine, user à son égard du droit qu'il a d'expulser de son territoire les étrangers pernicieux.

« Art. 14. L'amnistie est proclamée en faveur de tous ceux qui, ayant appartenu ou appartenant encore à des bandes armées et n'ayant commis aucun autre délit, se pré-

senteront à l'autorité avant le 15 novembre prochain. L'autorité se fera livrer les armes des amnistiés.

« Art. 15. Le gouvernement se réserve la faculté de fixer l'époque à laquelle les dispositions de la présente loi cesseront d'être en vigueur.

« Chacun de nos ministres est chargé, en ce qui le concerne, d'exécuter la présente loi et de donner des ordres pour qu'elle soit strictement observée.

« Donné au palais de Mexico, le 3 octobre 1866. — Maximilien. — Le ministre des affaires étrangères chargé du ministère d'État, Jose F. Ramirez; le ministre de Fomento, Luis Robles Pezuela; le ministre de l'intérieur, Josè Maria Esteva; le ministre de la guerre, Juan de Dios Peza; le ministre de la justice, Pedro Escudero y Echanove; le ministre de l'instruction publique et des cultes, Manuel Siliceo; le sous-secrétaire des finances, Francisco de P. Cesar. »

Il ne faut pas connaître l'histoire du Mexique pour supposer que ce décret pût impressionner les Mexicains, habitués à en voir de semblables à presque tous les changements d'administration. Juarez surtout en avait édicté de si rigoureux, que l'un d'eux reçut le sobriquet de *Loi mortuaire*. Sous son impulsion, les gouverneurs d'État en publiaient de non moins redoutables qu'ils exécutaient rigoureusement, comme le prouve le témoignage de Doblado, qui se flattait d'avoir fait fusiller plus de dix-sept cents personnes dans l'État de Guanajuato. Pedro Ogazon publia, le 21 juillet 1861, à Guadajara un autre décret, par lequel il statuait :

« Art. 1er — *Tous les individus* qui, sous le titre de chefs, officiers et soldats volontaires, auront servi la réaction, et qui resteront sur le territoire de l'État, sans une permission expresse de ce gouvernement, huit jours après la publication de cette loi, seront réputés conspirateurs récidivistes et *passés irrévocablement par les armes*, avec les seules formalités exigées par les articles 5 et 6 de la loi du 6 décembre 1856.

« Art. 2. — *Les employés civils* qui, en raison de leur rang

auraient encouru quelque responsabilité en servant la réaction, et qui auront continué à se mettre en hostilité, de quelque manière que ce soit, avec le gouvernement, sont compris dans l'article antérieur.

« Art. 3. — Les conspirateurs contre l'ordre constitutionnel seront jugés selon l'ordonnance générale de l'armée et punis conformément à la loi du 6 décembre 1856.

« Art. 4. — Ce décret sera appliqué dans cette capitale par l'état-major général de la division et dans les chefs-lieux de canton, par les commandants militaires.

« Art. 5. — Les autorités auront à répondre de la non-exécution de cette loi, dont l'application leur est confiée ».

On remarque que cet édit, comme presque tous ceux lancés sous Juarez, — sauf celui du 25 janvier 1862, qui avait un but préventif, — n'a pas d'autre caractère que celui d'une vengeance rétroactive. Le maréchal Bazaine n'est point intervenu dans la rédaction de ce décret. Son Excellence savait très bien qu'aucun décret publié par le gouvernement impérial ne recevait son exécution, et qu'ensuite les cours martiales suffisaient à la punition des bandits pris les armes à la main. Il est possible que le maréchal ait été consulté sur l'opportunité de ce décret, et je n'ai point été surpris d'apprendre qu'il l'avait blâmé. Ce décret, naturel après les horreurs et les cruautés commises par les dissidents à la Tejeria, dans l'intérieur et le nord du Mexique, était en effet blâmable, puisqu'il était inutile et ne devait pas faire verser une seule goutte de sang de plus qu'avant sa publication.

Tous les écrivains qui ont lancé le mot de représailles, en parlant de l'assassinat de l'empereur, ont oublié bien vite qu'ils l'accusaient naguère, avec raison, de publier trop de décrets et de n'en faire exécuter aucun ; ils ont oublié que c'est l'excessive indulgence de cet infortuné prince pour les dissidents qui a découragé, éloigné ses partisans et laissé multiplier impunément le nombre de ses ennemis. Le prétexte de représailles n'est donc pas applicable à l'empereur qui n'a jamais fait fusiller un seul dissident, même après le

décret du 3 octobre, et qui ne faisait que trop souvent grâce à des bandits couverts de crimes et l'opprobre de leur nation. Les prisonniers faits par Mendez au Michoacan, après le décret du 3 octobre, furent également graciés, sauf les deux généraux Arteaga et Salazar, pris à la suite du combat acharné d'Uruapan. Mendez ayant eu son père assassiné de sang-froid, à Morelia, par Arteaga et son lieutenant, ne les considéra pas comme des prisonniers de guerre; il les fit passer par un conseil de guerre qui les condamna à mort. Ils furent exécutés le 21 octobre; le 23 seulement, la nouvelle de la victoire de Mendez arriva à Mexico, comme l'atteste le rapport de notre quartier général, signé par le colonel Boyer, et qui commence ainsi : « État-major général, Mexico, 24 octobre 1865. — Le maréchal commandant en chef le corps expéditionnaire *vient de recevoir la nouvelle* officielle d'un brillant succès remporté par le colonel Mendez, etc. » L'empereur ignorait donc cette victoire, même après l'exécution d'Arteaga, et ne pouvait plus l'empêcher, dans le cas où il aurait voulu mettre sa clémence à la place de la justice, comme il le fit pour Fragoso, Figueroa, et tant d'autres.

Le *Sancho* de Bruxelles publia une lettre d'un officier belge qui témoigne qu'Arteaga avait d'autres reproches à se faire que celui du meurtre de Mendez, père, et que si le mot de représailles doit être parfois employé dans ces déplorables guerres civiles, ce n'est pas toujours en faveur du parti qui l'acclame le plus. Voici cette lettre :

— « Bruxelles, 8 juillet 1867. — Mon cher *Sancho*. — J'ai lu aujourd'hui avec un vif plaisir votre article sur la mort de l'empereur Maximilien. Vous avez justement flétri les misérables qui, ne sachant apprécier ni la bonne foi, ni les sentiments nobles et chevaleresques, ni le courage héroïque, ont fusillé ou massacré (c'est tout comme, les soldats mexicains étant d'une maladresse rare) le seul homme qui pût les sauver et conserver sur la carte du monde le Mexique à l'état de nation indépendante.

« Pour en finir une fois pour toutes avec le principal grief imputé à l'empereur Maximilien (je veux parler de l'exécution d'Arteaga, de Salazar, de Villagomez et de Diaz Paracho), je me permettrai de faire remarquer que six semaines avant d'être fait prisonnier à Santa-Anna Amatlan par le général Mendez, le général Arteaga avait emporté la ville d'Uruapan et en avait fait la garnison impériale prisonnière. Le commandant de la garnison, le colonel Lemus, vieillard de soixante-huit ans, et le préfet politique Paz Gutierez furent fusillés, non seulement *sans jugement*, mais encore il ne « leur fut pas accordé une demi-heure de répit pour écrire à leur famille. »

« Arteaga et ses principaux officiers furent conduits à Uruapan et fusillés au même endroit où six semaines auparavant étaient tombés le colonel Lemus et le préfet politique Paz Gutierez. Ils ont donc été exécutés par *voie de représailles* et non *d'après les ordres de l'empereur*. Au contraire, peu de temps après la prise de Oajaca, l'empereur fit mettre en liberté vingt-deux généraux et deux cent quatorze officiers. A Tacambaro, dans la nuit du 11 avril 1865, les premières paroles d'Arteaga, après avoir entendu du général Regules les détails du combat, furent celles-ci : *Pues bien, que los fusillan mañana, por las siete*. — C'est bien, qu'on les fusille (les officiers) demain à sept heures du matin. — C'est grâce à la généreuse énergie de Regules que nous eûmes la vie sauve.

« Veuillez agréer, mon cher *Sancho*, l'assurance de mes sentiments les plus distingués. Émile Walton, — lieutenant au 2e régiment de chasseurs à pied; ex-lieutenant au corps belge du Mexique et combattant de Tacambaro. »

En Europe on ignorait tous ces détails; aussi, que d'absurdités n'a-t-on point écrites sur ce malheureux décret du 3 octobre qui est allé au panier des rebuts rejoindre celui des poids et des mesures et ceux qui s'y trouvaient déjà par centaines. C'est à cette ignorance que nous devons de voir, au sujet des conséquences de ce décret, des écrivains français

publier les lignes suivantes : « Les ténèbres s'épaississent sur ce pays lointain, perdu dans les brumes de l'Océan ; il sembla qu'une lumière était portée tout à coup sur de mystérieuses tueries... Une date dut être fixée pour l'évacuation des troupes françaises... Maximilien se trouble ; il croit que sa perte est résolue ; il aime son frère, le pape, la France. » Dans la lettre suivante, adressée au général Woll, on voit qu'il n'était guère troublé et que s'il comptait un peu sur l'impression morale du décret du 3 octobre, il n'y songeait pourtant pas plus qu'à ceux qu'il avait déjà signés.

« Chapultepec, 1er novembre 1865. — Mon cher général. — Les nouvelles d'ici seront pleines d'intérêt pour vous, parce que les affaires vont très bien et avec une activité inconnue jusqu'à présent. La dernière loi, un peu forte, contre les guérilleros et les voleurs, produit déjà de bons fruits. » — Quatre ou cinq adhésions de chefs de bandes !

« Dans ces derniers jours il y a eu d'importants triomphes contre ces bandes, et la valeur et la fidélité de nos troupes mexicaines se montrent sous le jour le plus brillant.

« Les travaux de législation sur l'organisation politique, administrative et judiciaire, sont terminés et la collection des lois, décrets et règlements, basés sur les principes du statut, va paraître ces jours-ci en six volumes.

« La situation entre le gouvernement et le clergé s'améliore chaque jour. On voit toujours ici avec plus de satisfaction que le clergé se rapproche du gouvernement et laisse sa malheureuse politique des extrêmes. L'archevêque de Mexico m'a demandé dernièrement une audience particulière dans laquelle il s'est montré entièrement raisonnable, et une autre fois la même manière d'être qu'il avait à Miramar, et qui me plut tant, il y a deux ans. En preuve de ceci vous apprendrez avec plaisir que, remplissant enfin ses devoirs et les prescriptions des canons, il visite son diocèse, ayant commencé par Pachuca. Ce qui démontre l'heureux changement qui s'opère, etc. — Maximilien. »

Ce changement était, en effet, du plus heureux augure, car

au Mexique, non seulement les évêques ne faisaient pas la visite pastorale, à laquelle les oblige le concile de Trente, mais on en voyait qui ne se soumettaient pas même à la résidence, et d'autres qui ne mettaient jamais les pieds dans leur diocèse, vivant tranquillement à Mexico de leurs revenus épiscopaux. Pourtant, l'empereur fait dans cette lettre un tableau de la situation politique de l'empire, tout à fait en désaccord avec d'autres lettres déjà citées, et même avec la réalité. Voici la manière dont l'envisageait Juarez dans une lettre adressée à Jésus Teran, son ancien secrétaire, qui la fit parvenir à l'empereur par l'entremise de M. le baron de Pont.

« Paso del Norte, 17 août 1865. — Ce qui doit affliger le plus l'archiduc est sa mésintelligence avec le pape, parce qu'elle le prive de l'unique appui avec lequel il pouvait compter dans le pays : celui du parti clérical. Le secours des troupes françaises est très éphémère et éventuel, parce que le jour où cela conviendra à l'empereur Napoléon, il les retirera, l'abandonnant à son propre sort... Je ne crois pas éloigné le jour où cela arrivera, soit que les Français se convaincront de l'impossibilité de soumettre le pays à leurs baïonnettes, soit qu'ils y seront obligés à cause des faits qui se passent aux États-Unis et qui les dissuaderont de leur projet de conquête. L'arrivée des Français dans cet État — Chihuahua — n'a amélioré en rien sa situation; ils n'ont obtenu aucune victoire résultant d'un fait d'armes; ils n'ont pas détruit le gouvernement légitime de la république, ce qui était leur but. Ils ne seraient pas venus si le général Negrete avait suivi les ordres du gouvernement de rester et d'appeler leur attention dans les États de Nuevo-Leon, Tamaulipas, Cohahuila et San-Luis Potosi, comme le font Escobedo, Mendez, Cortina et Aguirre; mais le général Brincourt a vu disparaître les forces qui le menaçaient vers le Cohahuila et résolut de venir dans cet État. » — Il y était envoyé par le maréchal Bazaine. — « Sans doute, après avoir dépensé beaucoup d'argent et traversé un grand désert, il est

arrivé, mais il n'a rien trouvé, parce que des forces qui se trouvaient dans cet État, j'en ai envoyé une partie dans le Cohahuila, l'autre dans l'État de Durango pour s'incorporer aux troupes de Patoni et de Corona ; le reste s'est placé dans les montagnes voisines de Chihuahua à la disposition du gouverneur commandant militaire. Comme l'ennemi, amenant le gros de ses troupes jusque dans cet État, a affaibli ses lignes de l'intérieur, nous commençons à les battre en détails avec succès, suivant strictement le système de ne livrer aucune bataille rangée et de ne pas s'enfermer dans les villes.

« Le 14 courant, je suis arrivé dans cette ville où j'ai fixé pour ce moment la résidence du gouvernement. Il est difficile que l'ennemi arrive jusqu'ici, et s'il le faisait, ce serait tant pis pour lui parce qu'il ne détruirait pas le gouvernement, et les nôtres profiteraient de son absence comme ils ont profité de son voyage à Chihuahua. »

Après avoir parlé de quelques dispositions militaires dont il espère de bons résultats, il énumère les forces et les chefs dont il dispose dans tout le pays, puis il ajoute :

« Tous ces chefs ont la conviction que le temps est venu d'obtenir des avantages sur l'ennemi pour les raisons exposées, et j'espère vous écrire promptement pour vous confirmer l'exactitude de mes calculs, basés sur la connaissance que j'ai de la situation de notre pays. Les Américains ont placé une armée de 80,000 hommes au Texas, et, vers la frontière Chihuahua, c'est à dire dans sa ligne limitrophe, de l'autre côté du fleuve, arrivent 6,000 hommes, pour l'entretien desquels ils font de grands approvisionnements de vivres. Cette accumulation de troupes tient en constante alarme les impérialistes et les démoralise, etc. — B. Juarez. »

Le 17 septembre, M. Jésus Téran écrivait de Berne au baron de Pont, une lettre excessivement longue, mal traduite et publiée dans *la Liberté*, l'automne dernier. Cette lettre est un tissu d'inexactitudes, démenties par les faits ; elle contient pourtant des appréciations tantôt erronées, tantôt

assez justes, quelquefois importantes et même prophétiques, mais toujours entachées de l'esprit de parti. L'impartialité de l'historien m'impose, néanmoins, le devoir d'en citer les passages principaux. Après une esquisse partiale et rapide, des partis politiques au Mexique, M. Teran dit :

« Dans le fait d'avoir ratifié la nationalisation des biens ecclésiastiques et les autres lois de réforme, décrétées par Juarez, l'empereur ne s'est pas seulement aliéné les conservateurs, mais il a changé en violent ennemi le haut clergé, il s'est mis à dos le bas clergé, qui ne fut jamais hostile à Juarez, en le privant des revenus dont il subsistait et l'assujettissant à un salaire, dont il est sûr qu'il ne sera jamais payé. Quant aux personnes riches qui constituent la fraction modérée du parti conservateur et s'unirent aux impérialistes par amour de l'ordre et de la paix, elles se sont séparées d'eux quand elles ont vu que l'empire ne leur apportait qu'une guerre plus sanglante et plus désastreuse que les précédentes . . . .

« Quant au parti libéral, sa fraction modérée n'existe plus, et la radicale est celle qui soutient la guerre contre l'empire. La seule chose obtenue par l'empereur, au moyen de son influence personnelle, a été de compromettre six ou huit individus, ayant appartenu à la fraction modérée, qui ont accepté les ministères, mais de là à compter sur un parti politique, il y a loin.

« Il faut donc convenir que moralement parlant, l'empire ne compte pas sur le plus minime appui.

« L'appui matériel consiste dans les forces qui le soutiennent : ce sont quelques troupes mexicaines, l'armée française, une division d'Autrichiens et de Belges. L'empereur n'a pas et ne doit pas avoir confiance dans les troupes mexicaines, car de considérables détachements de ces troupes ont déjà passé dans les rangs des constitutionnels, et que les propositions de quelques-uns de ses généraux au gouvernement républicain ne sont plus un mystère. Quant à l'armée étrangère, elle est insuffisante pour subjuguer le pays...

« Les éléments qui conspirent contre l'empire sont également moraux et matériels. Parmi ces éléments nous pouvons mettre en premier lieu la déconsidération croissante de l'empereur, à cause de ses dépenses qui augmentent chaque jour, des dettes considérables et non nécessaires par lesquelles il a commencé à grever le pays avant de le connaître; de la faiblesse qu'il a montrée dans la protection des Mexicains, comme on l'a vu en permettant l'exécution du général Romero... »

Romero n'était pas officier de l'armée, mais chef de bandits, et fut fusillé pour des assassinats contre les voyageurs et l'attaque de la diligence. Suivent d'autres accusations tout aussi mal fondées. Son exposition du système des guérillas contre l'empire est moins inexacte et mérite d'être reproduite.

« En Europe, dit-il, on ne connaît pas le système des guérillas et l'on ne se fait pas une idée de ce qu'on peut obtenir par leur moyen. On a oublié ce qui s'est passé en Espagne au commencement de ce siècle... Dans les pays comme le Mexique, montagneux, déserts, avec un climat doux qui permet de camper en plein air toute l'année, où les chevaux abondent, où les natifs rencontrent partout ce qui leur est nécessaire pour subvenir à leurs besoins très limités, les guérillas sont réellement indestructibles. » — On a vu que le colonel Garnier avait trouvé le moyen de les détruire. — « La difficulté consiste à les combiner en un système... d'autant plus terrible que son pouvoir est latent et trompeur; il arrive au triomphe à force de déroutes, laissant par moment croire à l'ennemi qu'il tient la victoire, tandis qu'une consomption imperceptible et lente le conduit à un complet anéantissement.

« Le Mexique fit son indépendance de l'Espagne par une série de défaites non interrompues pendant onze ans. » — Et la défection d'Iturbide? — « Par le même moyen il obtint la réforme en trois années... L'armée française triomphera partout... mais ses victoires lui étant plus coûteuses qu'à

l'ennemi, elles finiront par donner à celui-ci le triomphe définitif... Pour économiser le sang et ne pas s'exposer à des périls plus lointains, l'ordre a été donné à toutes les guérillas d'inquiéter l'ennemi sans jamais lui présenter le combat, ce qui doit augmenter de beaucoup les difficultés de l'armée française, parce qu'elle fera de longues marches, de grandes dépenses et se fatiguera sans autre profit que de constater par sa présence une fuite, une dispersion, en supposant qu'elle arrive à voir l'ennemi. »

Suivent des considérations sur la neutralité des États-Unis, et une demande de se faire l'intermédiaire auprès de Juarez pour lui faire accepter une partie du traité de Miramar et une convention pour sauvegarder les intérêts de la France, des personnes compromises dans l'organisation de l'empire et, finalement, l'abdication de l'empereur Maximilien. A ces deux lettres qui lui furent transmises par le baron de Pont, l'empereur répondit de Chapultepec, le 8 décembre 1865 :

« Mon cher baron de Pont. — J'ai reçu avec le plus vif plaisir votre bonne lettre du 28 octobre, et je suis touché de la chaleureuse sympathie que vous me conservez, malgré les ans qui s'en vont et l'infini océan qui nous sépare.

« Les indications que vous me donnez et les lettres que vous m'envoyez sont d'une grande importance pour moi ; dès le premier jour j'ai apprécié la capacité de Jésus Teran, et ici dans ce beau Mexique, j'ai appris à l'estimer de plus en plus.

« Teran est un vrai patriote comme son maître, il avait les meilleures intentions pour son pays ; s'il est bien informé, il doit savoir que dans toutes les discussions, je défends son maître et que je reconnais toujours combien en beaucoup de choses il a été utile au Mexique ; mais il lui arrive, comme à notre bon vieux Gutierrez, ce qui arrive à tous, il exagère, et les souvenirs de la réalité s'effacent.

« Tout bien écrites qu'elles sont, ses lettres présentent pourtant des inexactitudes essentielles, sur lesquelles, si

j'en trouve le loisir, je voudrais bien faire un mémoire que je vous enverrai. J'ai bien voulu croire ce que Teran me disait avant mon départ de l'Europe, et je savais que les idées des pauvres exilés et de la régence embarrassée, n'étaient que des fantasmagories. Je ne me fis jamais des illusions, mais j'ai trouvé que la situation n'était pourtant pas si triste que Teran la peignait alors, et qu'il voudrait encore la faire paraître, ce pays est meilleur qu'il n'en a la réputation, et il est précisément meilleur dans le sens contraire aux exilés.

« Tout ce que Gutierrez et ses amis ont avancé est faux et basé sur des erreurs inséparables d'une absence involontaire de plus vingt-cinq ans. Le pays n'est ni ultra-catholique, ni réactionnaire, l'influence du clergé est à peu près nulle, celle des anciennes idées espagnoles est complétement brisée, mais d'un autre côté le pays n'est pas encore libéral dans le bon sens du mot, comme Teran le croit ou du moins comme il l'espère. Le pays est désorganisé par cinquante ans de changements continuels et par l'immoralité constante de ses gouvernements, se nommaient-ils libéraux ou conservateurs, toutes les questions politiques jusqu'à présent n'avaient pour centre que l'argent et l'influence, « garder ou prendre. » La question du moment et du prochain avenir est d'organiser le pays d'une manière réfléchie et patiente. Cette tâche n'admet ni miracles ni transitions subites et je cherche à éviter l'unique erreur de mon prédécesseur Juarez qui, dans le court espace de sa présidence, voulut tout briser et tout réformer. La seule chose à laquelle on peut prétendre, c'est un développement organique et une conviction réfléchie; il faut laisser de côté tous les coups brillants, ils sont permis en Europe où l'on a à faire à des esprits blasés, ici tout est jeunesse et vigueur.

« Si Teran parle des désillusions et désaffections, je n'en suis pas surpris et je le trouve naturel, le temps des affections et de l'enthousiasme n'est pas encore venu, il faut d'abord que le peuple me connaisse, et je serai content si au vingt-cinquième anniversaire de mon avénement au

trône, je serai aimé et apprécié. Le dernier voyage de l'impératrice à Vera-Cruz et au Yucatan prouve, du reste, que l'esprit public ne nous est pas si contraire. Vera-Cruz nous reçut, il y a deux ans, lors de notre arrivée avec une froideur glaciale, comme on devait s'y attendre de la part d'une ville intelligente qui ne pouvait pas prévoir ce qui serait. Cette fois, l'impératrice du Mexique a été couverte d'une enthousiasme auquel les souverains d'Europe ne sont plus habitués. Je ne parlerai pas du Yucatan, l'enfant gâté de mon règne où l'impératrice a été accueillie avec frénésie, mais je ferai noter que Vera-Cruz et le Yucatan représentent le libéralisme du pays.

« Pour vous prouver qu'aussi de vieux libéraux se sont ralliés à l'empire, je vous citerai le fameux Mendez, président de la nouvelle cour des comptes, qui est arrivé il y a quelques jours; c'est un politique des plus rouges, mais honnête homme et voyant, comme il l'a déclaré publiquement, dans l'empire la dernière chance de sauver sa patrie. Je suis aussi en bons termes avec les conservateurs enragés; la preuve en est le conseil d'État, dans lequel les amis les plus réactionnaires de notre cher Gutierrez discutent avec moi en toute bonhomie, ces mêmes hommes qui, sous la régence, ont cru devoir se retirer du tribunal suprême.

« Je crois trouver dans les lettres de Teran une diplomatie profonde et réelle; je désire beaucoup m'entendre avec Juarez, mais, tout d'abord, il doit reconnaître la décision de la majorité effective de la nation qui veut la tranquillité, la paix et la prospérité et il faut qu'il se décide à collaborer avec son énergie inébranlable et son intelligence reconnue à l'œuvre difficile que j'ai entreprise. Si, comme je le crois, il envisage réellement le bonheur du Mexique, il doit bientôt comprendre qu'aucun Mexicain n'aime autant que moi le pays et son progrès, et que j'y travaille avec toute sincérité et avec les meilleures intentions. Qu'il vienne pour m'aider sincèrement et loyalement, et il sera reçu à bras ouverts comme tout bon Mexicain. Il ne peut pas être question

d'armistice, parce qu'il n'y a plus d'ennemi loyal, mais seulement des brigands barbares, conséquence naturelle de tant d'années de guerre civile, des bandes comme celles qui ont fait tant de mal en Italie et en Hongrie.

« Un armistice serait contraire à mes principes et à mes devoirs. Je serai victorieux avec l'unique intention de travailler pour le bien de la nation, où je périrai avec honneur, ce qui est toujours mieux et plus honorable que le marasme et la putréfaction au milieu de tous les éléments de prospérité, dont je ne veux pas citer des exemples odieux.

« En tous cas, vous pouvez remercier Jésus Teran, en mon nom, de ses bonnes paroles, vous lui direz que je suis prêt à recevoir Juarez dans mon conseil et parmi mes amis, mais, que pour le moment, j'ai à défendre ce qui est au dessus de ma vanité et de mon bien-être individuels, l'indépendance d'un beau pays et d'un peuple de huit millions, tâche digne d'un prince de ma famille. Je vous renouvelle mes remercîments. — Maximilien. »

On croirait rêver en lisant cette lettre, si ce malheureux prince ne nous avait habitué dans ses correspondances aux contradictions les plus étranges, aux sentiments et aux aperçus les plus opposés, manifestés quelquefois la même semaine sinon le même jour. Au moment où il déclarait n'avoir jamais eu d'illusions sur le Mexique, où il traitait si durement ceux qui l'avaient élevé au trône et recherchait la collaboration de ses ennemis-nés et de Juarez, il était à la veille d'apercevoir l'abîme qu'il se creusait lui-même et la faute monstrueuse qu'il avait faite d'avoir répudié ses amis et ses partisans pour confier l'établissement de l'empire à des mains républicaines. En politique il ne faut pas être idéaliste; on paie cher cette manière d'envisager les hommes et les choses; il faut de la logique, de la fermeté, mais pas de faiblesse vis-à-vis de l'opposition ; elle porte malheur.

L'empereur, par inclination ou vanité, voulait se faire une réputation universelle de souverain libéral, aimant la liberté et détestant l'étranger; mais il ne sut pas établir cette répu-

tation ni donner cette liberté. La liberté est une si belle chose que Dieu lui-même a voulu donner le libre arbitre à l'homme et respecter sa liberté pour le rendre responsable de ses actes. Un gouvernement libéral est donc un gouvernement catholique dans son essence et nécessaire au développement de l'activité humaine. Mais il faut être libéral pour les honnêtes gens aussi bien que pour les malfaiteurs, ne pas entraver la liberté des premiers au profit des seconds qui voudraient la monopoliser. On accepte trop la définition de la liberté, telle que l'entendent les révolutionnaires, et qui se traduit dans leur langage par l'oppression des honnêtes gens et la licence des soi-disant libéraux. Un gouvernement n'est-ce pas une institution qui gouverne la société dans le devoir, l'obéissance aux lois, le respect des droits de chacun et du repos public? Un gouvernement gouverne-t-il ainsi lorsqu'il favorise la minorité aux dépens de la majorité, lui permet de prêcher la haine, de semer la discorde et de préparer les révolutions dont les classes laborieuses et pacifiques seules souffrent? Un gouvernement est-il libéral parce qu'il a des faiblesses pour ces libéraux platoniques qui voudraient enchaîner la liberté, en faire leur esclave, et non la proclamer reine du monde? Ces faux amants de la liberté, du reste, ne se targuent guère de patriotisme, de logique et de libéralisme à l'égard de leurs rivaux; ils savent que le bonnet phrygien dont ils se coiffent en public, n'est qu'un éteignoir bon pour des chandelles de cabarets et ne sera jamais le drapeau de la liberté pour une grande nation.

L'empereur Maximilien, devenu le jouet de ses rêveries libérales et de ses théories sur les gouvernements libéraux, oubliait qu'il fallait commencer par constituer cette agglomération d'hommes en un peuple soumis aux lois, cherchant son pain quotidien et son bien-être dans le travail et l'industrie; qu'il fallait consolider le pouvoir, avant de le compromettre par une politique qui d'imprudente, devint funeste, parce qu'elle était prématurée. Sans finances, sans armée,

sans aucun élément national de force et de vitalité, comment pouvait-il songer à se maintenir au pouvoir par l'appui des républicains? Avait-il pu faire exécuter un seul de ses décrets? Tous les essais qu'il avait fait dans cette voie, n'avaient-ils pas été de la plus déplorable stérilité? Il changea son ministère au mois d'octobre, comme il l'avait modifié au mois de juin, mais à quoi servait ce changement de personnes puisqu'il n'était pas accompagné d'un changement de politique? A la fin de 1865 des rapports nets et détaillés arrivèrent à Paris, montrant l'empire mexicain complétement usé, impossible à galvaniser. Quelques-uns de ces rapports disaient qu'il n'y avait de salut pour le Mexique et de sauvegarde pour nos intérêts que dans l'abdication de l'empereur Maximilien. C'était vrai, et je crois que ces rapports et leur conclusion ont influé sur la mission du baron Saillard.

Je ne parlerai pas des lois, décrets et règlements qui furent publiés, en 1865, pour l'organisation provisoire du système politique, administratif et judiciaire de l'empire; cette publication forme huit volumes in-octavo et n'a servi qu'à décerner le titre ironique de Solon moderne à ce prince qui s'occupait plus de rédiger des lois que de les mettre en vigueur. Au mois de janvier 1866, le trésor mexicain était épuisé, l'armée mexicaine attendait encore son organisation, l'impératrice, revenue du Yucatan, apprenait la mort de son père et les Américains violaient les lois de la neutralité de la manière la plus indigne. Les lettres de l'empereur, à cette époque, contrastent avec la situation telle que les événements la présentent. Se faisait-il toujours illusion ou bien voulait-il cacher la vérité? Après avoir parlé de la commission pour l'organisation de l'armée nationale dans la lettre suivante adressée au général Woll, le 31 janvier, Sa Majesté ajoute :

« ... Je vous écris de Cuernavaca où nous sommes depuis cinq jours, l'impératrice, pour passer les premiers jours de son grand deuil, retirée du monde, et moi, pour lui tenir compa-

gnie dans ces tristes moments, comme pour me reposer un peu physiquement et moralement de nos derniers grands travaux qui m'ont un peu fatigué.

« La politique intérieure, grâce à Dieu, me permet ce court repos, les affaires vont bien — *sic* —, les partis commencent à se calmer un peu ; les affaires matérielles se débrouillent, les guérilleros disparaissent peu à peu et les bonnes nouvelles d'un prompt et durable arrangement avec Rome font espérer un premier et grand triomphe de notre politique, etc. — Maximilien. »

Jamais pareil optimisme ne fut moins motivé. Sur cette organisation de l'armée, Miramon écrivait le 4 février, de Paris, au même général... « L'empereur a nommé une commission pour organiser une armée qui doit avoir commencé ses travaux depuis la fin de décembre ou le commencement de janvier. Le général Uraga en est le président, et les membres sont les généraux Mora, Miñon, Galindo, Miguel Andrade, Obando, le comte de Thun et deux officiers autrichiens ; mais ce qui nous intéresse, c'est que le général Marquez et moi, serons rappelés, à ce que l'on nous assure, parce qu'il s'agit de lever 60,000 hommes, en six divisions, commandées par les généraux Woll, Mejia, Uraga, Marquez, Parrodi et moi. Je ne saurais vous dire combien cela me fera plaisir, etc. — Miramon. »

Selon la coutume, l'exécution de ce projet n'eut jamais lieu. Aussi, le 28 septembre 1866, Miramon qui, étant encore à Paris, venait de perdre en quarante-six heures un fils qu'il idolâtrait et se disposait à rentrer au Mexique, dit dans une lettre : « La crainte, de perdre mon autre enfant, le mauvais état de santé de Concha — Mᵉ Miramon — et le peu de confiance de voir mes honoraires jamais payés m'obligent à décider le retour de la famille dans notre chère patrie ; je ferai le voyage par le prochain paquebot de Saint-Nazaire, du 15 octobre, et je pense l'accompagner jusqu'à la Havane où j'attendrai des ordres pour rentrer dans l'empire ou rester encore à l'étranger, etc. — Miramon. »

Un mois après la lettre du 31 janvier, l'empereur écrivait à un autre personnage :

« Chapultebec, 28 février 1866 »... Au commencement du mois de janvier dernier, je suis allé passer avec l'impératrice quelques jours à Cuernavaca ; elle y est restée et je suis venu à Mexico pour une quinzaine de jours, et retournerai de nouveau à Cuernavaca à la fin de ce mois, cette tranquille résidence se prête à l'occupation des travaux intéressants pour lesquels j'ai appelé près de moi les ministres Robles, Escudero et Castillo. Ces mêmes jours, lorsque j'arrivai dans cette résidence, Bombelles est venu ; j'ai eu avec lui de longues entrevues et ses conversations ont été pour moi assez satisfaisantes.

« L'impératrice et moi nous sommes très satisfaits de la situation actuelle; néanmoins, nous voyons qu'elle nous obligera bientôt à faire quelques changements dans le ministère comme dans le gouvernement, pour lui donner une impulsion plus directe et plus harmonieuse, sans toutefois laisser croire qu'il y a le moindre changement dans mes principes fondamentaux, libéraux et de bon progrès.

« La mort subite de notre excellent M. Langlais, dont la nouvelle vous sera sans doute arrivée déjà, a été un coup cruel qui m'a personnellement beaucoup affecté. Dans Langlais, qui était un des hommes les plus loyaux et les plus honorables que j'ai jamais connus, j'ai perdu un ami intime et vrai, mon gouvernement a perdu un homme d'État de premier ordre, et sa mort inattendue, qui a été généralement regrettée, m'a appelé en toute hâte à Mexico pour régler les affaires pendantes. Au milieu de cette lamentable perte il nous est restée l'unique consolation de savoir que Langlais avait terminé déjà son immense travail du budget et posé les bases de son nouveau système, de sorte que maintenant M. M. pourra travailler directement avec moi pour que les affaires publiques n'éprouvent pas un grand préjudice, etc. — Maximilien. »

Cette lettre également optimiste, n'est-elle point en désac-

cord avec celle qu'il écrivait le 5 février au maréchal Bazaine pour le remercier d'avoir fait faire une avance de 5 millions de francs au gouvernement mexicain, dans un moment où celui-ci ne pouvait plus payer personne? Au mois de mars l'empereur ne paraissait pas avoir modifié sa manière d'envisager la situation, comme on le voit dans la lettre suivante :

« Cuernavaca, 16 mars 1866. — Je médite avec le plus grand calme vos impressions qui ne m'étonnent pas, et je ne désespère pas que nous n'arrivions à un heureux résultat. Les menaces des États-Unis qui ne font pressentir rien de sérieux, tout en irritant la fibre nationale en France, nous font plus de bien que de mal. Ils sont bien loin de vouloir faire la guerre, ce sont des bravades et des tentatives habiles d'intimidation qui ne me semblent devoir guère réussir vis-à-vis d'un pays tel que le vôtre qui a foi dans sa force et dans sa position dans le monde, qui ne livrera pas ses œuvres à la rapacité d'autrui. Ce serait le moyen de ne jamais retirer les intérêts des sacrifices déjà faits que de s'arrêter court lorsque l'avenir offre un suffisant hypothèque, etc. — Maximilien. »

L'empereur fait ici allusion à la mission du baron Saillard, envoyé au Mexique au mois de janvier 1866 pour régler notre situation financière et le départ de nos troupes. Cette résolution du cabinet des Tuileries provenait tout à la fois de sa condescendance pour l'opinion publique abusée par les discours des orateurs de l'opposition au corps législatif et les récits inexacts de la presse révolutionnaire en France, et de la certitude du gouvernement français que de nouveaux sacrifices seraient inutiles pour consolider l'empire mexicain. M. Rouher a parfaitement établi dans son discours du 10 juillet 1867, les causes principales de la mission du baron Saillard. Voici le passage de son discours qui traite ce sujet :

« Nous avons dû examiner, messieurs, cette situation d'une manière approfondie, nous étions aux premiers jours de jan-

vier 1866. Quelles étaient les exigences? Quelles étaient les demandes? Pour continuer à occuper le Mexique, il ne fallait plus compter sur l'exécution du traité de Miramar, sur le paiement des sommes qui y avaient été inscrites; il fallait faire face aux frais du trésor français, à l'occupation du Mexique. Cela eût coûté cher à la France. Nous aurions dû nourrir et solder l'armée mexicaine tout entière, la légion belge et la légion autrichienne, prendre la direction de toutes les affaires militaires de ce gouvernement, prendre la direction de toutes ses affaires financières, et venir demander à la Chambre un crédit qui ne se serait pas élevé à moins de 80 millions.

« Quelle était la situation de l'opinion publique?

« L'opinion publique s'était enfiévrée de cette question.

« Il y a dans cette nation, si riche en grands élans, une impatience du but qui ne calcule pas les conditions de temps.

« Nous étions depuis dix-huit mois au Mexique; aucun résultat ne s'était obtenu, réalisé, on nous pressait de repatrier nos soldats. Que faire?

« Oh! messieurs, si vous aviez eu affaire à ce gouvernement despotique qu'on vous signale quelquefois, il aurait pu s'entêter, s'opiniâtrer dans son œuvre et dire : J'ai voulu reconstituer un empire au Mexique, lui donner mon concours, je ne retirerai pas mes troupes, et j'affronterai tous les risques qui peuvent se rattacher à cette difficile entreprise. Mais, non!... Je ne sais pas comment, sous les monarchies antérieures, se passaient les conseils des ministres, mais je me souviens des délibérations auxquelles ont donné lieu ces grandes et vives préoccupations que nous avions sur les événements ultérieurs du Mexique.

« Eh bien, croyez-moi, messieurs, tout a été dit, avec vérité, tout a été dit avec résolution, ces qualités ne s'écrivent ni dans les constitutions ni dans les programmes, elles sont dans la conscience des hommes. (Très bien! très bien! — Bravo!)

« Oui, nous avons délibéré tristement et solennellement ; oui, nous avons interrogé les fluctuations de l'opinion publique, et nous nous sommes résignés à prononcer le mot d'évacuation. (Mouvement.) »

Quant aux instructions données au baron Saillard, ce n'est point les révéler que de les mutiler comme on l'a fait; aussi, dans l'intérêt de l'histoire, je crois devoir reproduire les deux dépêches remises à notre ministre, M. Dano, et qui sont conformes aux instructions de M. Saillard.

« Le ministre des affaires étrangères au ministre de France au Mexique. — Paris, 14 janvier 1866. — Monsieur, la situation dans laquelle nous nous trouvons au Mexique ne saurait se prolonger, et les circonstances nous obligent de prendre à cet égard une résolution définitive, que l'empereur m'a ordonné de vous faire connaître.

« Notre expédition n'avait primitivement pour but que de poursuivre la revendication de nos créances et les réparations dues à nos nationaux. Si toutefois nous avons jugé utile d'accorder notre secours aux efforts d'une nation qui aspire à retrouver sous un gouvernement régulier l'ordre et le bien-être, si notre intérêt légitime nous a conseillé de séconder le prince qui se consacrait à cette généreuse tâche, notre coopération devait se renfermer dans des limites précises, que la convention de Miramar a eu pour objet de déterminer. Les arrangements réciproques consignés dans cet acte ont fixé la mesure et les conditions dans lesquelles il nous était permis de faire servir les forces de la France à la consolidation d'un gouvernement ami. Il serait superflu d'insister sur les motifs qui mettent la cour de Mexico, malgré la droiture de ses intentions, dans l'impossibilité reconnue de remplir ces conditions désormais. D'une part, tout appel au crédit demeurerait infructueux ; de l'autre, nous ne pouvons pas, en dehors des stipulations convenues, prendre à notre compte exclusif les charges du gouvernement mexicain, pourvoir par notre armée à sa défense et par nos finances à ses services administratifs. Les avances que nous avons plus

d'une fois consenties ne sauraient être renouvelées, et l'empereur ne demandera pas à la France de nouveaux sacrifices.

« Il faut donc que notre occupation ait un terme, et nous devons nous y préparer sans retard. L'empereur vous charge, monsieur, de le fixer de concert avec son auguste allié, après qu'une loyale discussion, à laquelle M. le maréchal Bazaine est naturellement appelé à prendre part, aura déterminé les moyens de garantir, autant que possible, les intérêts du gouvernement mexicain, la sûreté de nos créances et les réclamations de nos nationaux. Le désir de Sa Majesté est que l'évacuation puisse commencer vers l'automne prochain.

« Vous voudrez bien, monsieur, donner lecture de cette dépêche à S. Exc. M. le ministre des affaires étrangères et lui en laisser copie. Je charge M. le baron Saillard d'y ajouter verbalement toutes les explications nécessaires et de me rapporter dans un bref délai la réponse par laquelle vous me ferez connaître les arrangements définitifs qui auront été conclus. — Recevez, etc. — Drouyn de Lhuys. »

— « Le ministre des affaires étrangères au ministre de France au Mexique. — Paris, le 15 janvier 1866. — Monsieur, je crois devoir entrer ici dans quelques développements, pour votre complète information, sur le sujet auquel se rapporte ma dépêche en date d'hier.

« Le règlement de nos réclamations, tel qu'il résulte de la convention que vous avez signée à Mexico, le 27 septembre 1865, et qui a reçu, dans ses dispositions essentielles, l'approbation de Sa Majesté, assure à nos nationaux une réparation acceptable des dommages qu'ils ont subis. Cette convention sera, nous n'en doutons pas, loyalement exécutée; ainsi sera atteint, en ce qui nous touche le plus directement, le but de notre expédition, et satisfaction sera donnée au grief qui nous avait contraints de prendre les armes.

« Je n'ai pas à rappeler les considérations qui nous avaient amenés, non pas à perdre de vue l'objet de notre expédition, mais à en profiter pour offrir au Mexique les

chances sérieuses d'une régénération nécessaire. Cette pensée, dont nous affirmons de nouveau la légitimité, le désintéressement et la haute portée politique, a déterminé l'appui que nous avons prêté à l'entreprise courageusement tentée par l'empereur Maximilien. Décidés à seconder ses efforts, nous avons dû toutefois régler les conditions de notre coopération à la mesure des intérêts français dont nous avions, avant tout, à nous préoccuper. L'empereur, par une sage prévoyance, a voulu défendre son gouvernement contre les entraînements d'une idée généreuse, en définissant la nature et en limitant d'avance l'étendue du concours qu'il nous était permis d'accorder. Nous avons dû stipuler en même temps les ressources équivalentes qui devraient nous être attribuées, et fixer la quantité et l'échéance des sommes destinées à défrayer nos dépenses. Tel était l'objet de la convention de Miramar, qui devait rester la règle de nos droits et de nos devoirs réciproques.

« Il serait sans intérêt aujourd'hui de revenir sur les circonstances qui empêchent le gouvernement mexicain de remplir désormais les obligations que cet acte lui impose, et qui menacent de faire peser sur nous, sans aucune des compensations promises, les charges du nouvel établissement. Je n'insisterai pas sur les observations qui abondent à cet égard dans ma correspondance avec la légation de l'empereur, et il me paraîtrait superflu de rechercher aujourd'hui, dans une discussion vaine, les causes d'une situation que mon devoir m'oblige seulement à constater. En droit, les clauses du contrat libéral qui nous liait au gouvernement mexicain ne devant plus être exécutées par lui, nous sommes dégagés nous-mêmes des obligations que nous avions contractées.

« Toutefois, monsieur, nous n'aurions peut-être pas songé à nous prévaloir de la faculté que nous donne la non-exécution par le gouvernement mexicain des engagements du traité de Miramar pour nous déclarer affranchis des nôtres, si notre résolution à cet égard n'était pas commandée par une

considération de fait qui n'admet pas de discussion. Le gouvernement mexicain est impuissant à fournir les ressources financières indispensables à l'entretien de notre état militaire, et il nous a même demandé de prendre en outre à notre charge la plupart des dépenses de son administration intérieure. Ces embarras ne sont pas nouveaux, et, à diverses reprises, nous avons essayé d'y pourvoir en facilitant des emprunts qui ont mis à la disposition du Mexique des sommes importantes. Aujourd'hui, tout nouveau recours au crédit est reconnu impossible. Que nous reste-t-il à faire en présence du vide constaté du trésor mexicain et des charges que sa pénurie rejette sur nous? Les prévisions de notre budget ne nous fournissent aucun moyen de suppléer à ce déficit. Le Mexique ne pouvant pas payer les troupes que nous entretenons sur son territoire, il nous deviendrait impossible de les y maintenir. Quant à demander à notre pays de nouveaux crédits pour cet objet, je m'en suis déjà expliqué avec vous, comme je vous l'ai dit, l'opinion publique a prononcé, avec une irrécusable autorité, que la limite des sacrifices était atteinte. La France refuserait d'y rien ajouter et le gouvernement de l'empereur ne le lui demandera pas. Loin de moi la pensée de méconnaître les efforts accomplis par l'empereur Maximilien et par son gouvernement. L'empereur a abordé résolûment les difficultés inhérentes à tout établissement nouveau, et que les conditions particulières où se trouvait le Mexique rendaient encore plus ardues peut-être. Son impulsion s'est fait sentir partout, et, s'il ne lui a pas été donné d'opérer au gré de ses bonnes intentions, et aussi rapidement qu'il les a conçues, les transformations que réclame l'administration du pays, d'incontestables résultats n'en attestent pas moins l'activité de son initiative. Dans les provinces comme dans la capitale, partout où l'empereur et l'impératrice, si vaillamment associée à l'œuvre de son auguste époux, ont pu se faire connaître personnellement, l'accueil sympathique des populations témoigne de leur confiance et des espérances qu'elles rattachent à l'affer-

missement de l'empire. L'empereur a proclamé lui-même la fin de la guerre civile, si toutefois les résistances à son autorité méritaient ce nom.

« Cette situation encourageante a bien des égards m'amène à me demander si l'intérêt bien entendu de l'empereur Maximilien ne se trouve pas ici d'accord avec les nécessités auxquelles nous sommes tenus d'obéir. De tous le reproches que font entendre les dissidents à l'intérieur et les adversaires du dehors, le plus dangereux pour un gouvernement qui se fonde, est certainement celui de n'être soutenu que par des forces étrangères. Sans doute le suffrage des Mexicains a répondu à cette imputation; elle subsiste pourtant, et l'on comprend combien il serait utile à la cause de l'empire de retirer cette arme à ses adversaires.

« Au moment où ces diverses considérations nous obligent à envisager le terme de notre occupation militaire, le gouvernement de l'empereur, dans sa sollicitude pour l'œuvre glorieuse dont il a pris l'initiative et dans sa sympathie pour l'empereur Maximilien, devait se rendre un compte exact de la situation financière du Mexique. Cette situation est grave, mais elle n'est point désespérée. Avec de l'énergie et du courage, avec une volonté ferme et suivie, l'empire mexicain peut triompher des difficultés qu'il rencontre sur sa route; mais le succès n'est qu'à ce prix. C'est la conviction que nous avons puisée dans l'examen attentif et consciencieux de ses obligations et de ses ressources, et vous vous efforcerez de la faire passer dans l'esprit de l'empereur Maximilien et de son gouvernement. — Recevez, etc. — Drouyn de Lhuys. »

L'empereur Maximilien fit très peu de cas de la mission du baron Saillard; il croyait que le gouvernement français se fâchait, parce qu'il était mal renseigné, et attribua une bonne partie de ce mécontentement à la conduite de M. Hidalgo qu'il ne trouvait pas assez zélé pour le Mexique, assez habile vis-à-vis de la France; aussi, lui retira-t-il la légation de Paris pour la confier au général Almonte. L'empereur, dès le mois de mars, avait transporté mon cabinet à Paris;

à peine étais-je parti de Mexico qu'il me fit envoyer la note suivante pour la faire publier dans les journaux européens : — la lettre d'envoi porte la date du 18 mars 1866, palais de Mexico.

« On nous annonce que M. Hidalgo, ex-ministre plénipotentiaire du Mexique auprès du gouvernement français, rentre en Europe sans aucun caractère officiel.

« Des personnes habituellement bien informées prétendent que la manière dont ce haut fonctionnaire a cru servir les intérêts de son gouvernement à Paris, n'a nullement répondu aux intentions de son souverain, et qu'il faudrait lui attribuer certains malentendus regrettables qui auraient pu être évités.

« Nous apprenons d'ailleurs que la nomination du digne général Almonte au poste qu'occupait M. Hidalgo a produit partout au Mexique la plus heureuse impression. Le dévoûment de l'ancien président de la régence à la cause de l'intervention n'est ignoré de personne, et cette nomination nous semble devoir être interprétée comme un gage de plus que donne le gouvernement de l'empereur Maximilien de son sincère désir de marcher entièrement d'accord avec le cabinet des Tuileries. »

M. Almonte fut donc envoyé à Paris dans l'espoir qu'il ferait renoncer notre gouvernement à rappeler le corps expéditionnaire, et qu'il obtiendrait des avances d'argent pour le compte du gouvernement mexicain. M. Almonte accepta la mission diplomatique que Sa Majesté lui confiait et renonca spontanément avant de partir aux positions élevées qu'il occupait en sa triple qualité de grand maréchal de la cour, de ministre de la maison impériale et de Grand-Chancelier des ordres impériaux. L'empereur lui-même fit des économies pour ménager les ressources de l'État. « Les sages réformes financières, dit-il dans une lettre du 3 mars, que nous a léguées l'excellent et à jamais regrettable M. Langlais, m'imposent l'obligation de dissoudre le cabinet et de le remplacer par un simple secrétariat. » Dans une note du 29 mars, Sa

Majesté motive la renonciation qu'Elle a faite des deux tiers de sa liste civile; j'étais, en outre, chargé de la publier « dans l'*Indépendance belge* et un des principaux journaux de Paris. » La voici :

« Nous apprenons que l'empereur du Mexique vient de renoncer spontanément aux deux tiers de sa liste civile qui s'élevait à 1,500,000 piastres, et l'impératrice à la moitié de sa dotation, afin d'alléger les charges qui incombent au trésor mexicain et donner à leur nouvelle patrie l'exemple de l'économie sérieusement appliquée. Ce trait de désintéressement, venu de l'autre côté de l'Océan, ne laissera pas que d'étonner, sans doute, plus d'une monarchie européenne. Quant à nous, nous aimons à y voir une preuve non équivoque que donne l'empereur Maximilien à tous les porteurs de la rente mexicaine, de sa résolution de remplir religieusement les engagements contractés avec eux par son gouvernement, et nous sommes convaincus que ces derniers y verront un nouveau gage de loyauté et de bonne foi... »

Peu de temps après cette renonciation, l'empereur fit une pension à la veuve du général Zaragoza. Cette pension ne devait naturellement pas grever le pauvre budget mexicain, mais était-ce politique de montrer tant de générosité vis-à-vis la famille d'un général qui avait combattu l'intervention, tandis que les soldats de l'empire souffraient de la pénurie du trésor?

A Paris, on attendait le retour du baron Saillard pour régler d'une manière définitive la rentrée de nos troupes. A peine arrivé, le baron déclara en plein conseil des ministres que l'empire mexicain avec Maximilien pour empereur était devenu une impossibilité, que de prolonger notre occupation du Mexique, c'était verser du sang et dépenser de l'argent en pure perte pour le pays que nous avions voulu régénérer. Il ne faut pas oublier que M. de Montholon ayant au Mexique trouvé la politique suivie par l'empereur contraire à celle que Sa Majesté aurait dû suivre, avait envoyé à notre ministre des affaires étrangères des rapports défavorables

au gouvernement mexicain. M. de Montholon, nommé ministre plénipotentiaire à Washington, transporta aux États-Unis la mauvaise impression qu'il avait éprouvée à Mexico contre le nouvel empire; en outre, aux États-Unis, il avait des intérêts de famille et des sympathies acquises par sa résidence et son mariage dans ce pays. Il n'est donc pas étonnant de voir M. de Montholon exagérer, à son insu, les dispositions hostiles du cabinet de Washington contre l'empire mexicain et prendre une manœuvre politique intérieure pour des intentions de guerre qui n'ont jamais existé, ni dans l'esprit du gouvernement américain ni dans l'esprit public. Ses appréciations n'en étaient pas moins alarmantes, et devaient être, à cause de la position exceptionnelle de ce ministre, considérées par le cabinet des Tuileries, comme l'expression vrai du sentiment général qui régnait aux États-Unis.

Dans cette question, comme dans toutes celles qui se rapportaient au Mexique, le cabinet des Tuileries fut mal servi. Il n'est donc pas étonnant que, pressé par l'opinion publique en France, par les attaques incessantes de l'opposition, par l'inutilité de prolonger notre occupation et pour éviter sinon un conflit avec les États-Unis, au moins des embarras sérieux au moment où l'Europe se préparait à la guerre, il n'est pas étonnant, dis-je, de voir le cabinet des Tuileries annoncer dans le *Moniteur* du 6 avril la rentrée de nos troupes pour l'année 1866 et celle de 1867.

J'ai mis vingt ans à connaître le Mexique et les États-Unis dans leur histoire, leurs institutions, leurs tendances, les rouages de leur administration et le caractère des différentes classes qui constituent leur échelle sociale. Mes études n'avaient d'autre but que celui de connaître ce qui est et non ce que j'aurais voulu qui fût; elles m'ont convaincu que la question mexicaine était complétement inconnue en Europe, n'importe à quel point de vue.

Il est naturel que l'opposition dynastique et l'opposition républicaine au Corps législatif comme dans la presse, aient

attaqué, à tort et à travers, notre intervention au Mexique. Il est fâcheux que nos députés ne soient pas obligés de faire à leurs frais, pendant deux ans, avant de siéger à la Chambre, un voyage autour du monde pour étudier les intérêts français dans les questions étrangères et transocéaniques. Ces messieurs comprendraient alors l'importance des expéditions lointaines, l'utilité de voir notre pavillon flotter sur toutes les parties du globe et favoriser la création de nouveaux marchés d'achat et de vente pour notre commerce et notre industrie. Un député qui vit confortablement dans sa province et n'a jamais dépassé nos frontières, lésinera toujours sur les sommes qu'il doit voter dans l'intérêt de notre pays et de notre drapeau, si cet intérêt est éloigné! En France l'opposition, s'étant donné la tâche de critiquer le pouvoir dans tous ses actes, n'a vu ou fait semblant de ne voir que les sacrifices, sans daigner jeter les regards sur les avantages immenses que nous devions retirer du succès de notre expédition au Mexique. Son patriotisme, jugé par ses discours et ses écrits, nous conduirait à la plus humiliante nullité, si on s'y laissait tromper. En attaquant l'expédition du Mexique, elle attaquait le gouvernement dans son œuvre ; en la faisant avorter, elle remportait une victoire morale qui devenait une arme dans ses mains. De là cet acharnement dont le Mexique était le prétexte et l'abaissement du prestige impérial le but.

La conduite des États-Unis dans la question mexicaine semble n'avoir été comprise qu'à Mexico. L'esprit éminemment pratique des Américains les porte à laisser de côté leurs sympathies pour telle ou telle forme du gouvernement chez leurs voisins, pourvu que leur commerce et leur industrie trouvent leur intérêt dans un ordre de chose stable. La république mexicaine n'a jamais été pour eux un grand marché ; la consolidation de l'empire leur promettait, au contraire, un débouché important pour leurs machines, leur charbon, leurs laines, leur coton et bien d'autres marchandises. Juger l'opinion publique aux États-Unis par le lan-

gage du gouvernement et de certains journaux est une erreur que ne commettent jamais ceux qui ont vécu longtemps dans ce pays et se sont donné la peine de l'étudier. Du reste, ce langage n'a pas été toujours hostile à l'empire mexicain, je l'ai déjà prouvé dans mon dernier ouvrage sur le Mexique. Nous avons paru ignorer les nécessités de tactique du gouvernement américain, et nous avons pris au pied de la lettre ce qui n'était qu'une formule, un moyen de fortifier son point d'appui.

Au milieu des embarras de la guerre et des inquiétudes que lui inspirait le soin de sa propre conservation, le cabinet de Washington a tenu au sujet des affaires mexicaines un langage plein de circonspection. Le 27 février 1864, M. Seward écrivait à M. Dayton : « Nous ne reconnaissons les révolutions que par ordre du président, après mûre et entière considération. Jusqu'à une autorisation régulière pour une reconnaissance, nous n'entretenons pas de communications officielles ou autres avec les agents politiques ou les représentants des mouvements révolutionnaires avec lesquels nous maintenons nos relations diplomatiques. »

Le 30 avril de la même année, M. Seward écrivait de nouveau au représentant américain à Paris : « Il n'est pas impossible que l'avénement de l'archiduc à l'autorité du Mexique cause des embarras à notre gouvernement. Mais nous ferons tout ce que la prudence, la justice et l'honneur exigent pour les éviter, en même temps nous ne mettrons au hasard aucun de nos *droits nationaux*. Si ces précautions ne peuvent nous garantir contre une agression, j'espère, sans grands efforts, nous mettre à la hauteur des devoirs qui nous seront incombés. »

Au mois de mars 1865, la guerre régnait encore aux États-Unis, mais les chances tournaient en faveur du nord et le gouvernement de Washington pouvait déjà donner à d'autres soins qu'à ceux de la défense de l'Union une partie de son attention. Le ministre américain remit une dépêche à M. Drouyn de Lhuys, dans laquelle M. Seward, obéissant à

une pensée qu'il ne révèle pas, mais qu'on devine, s'entretient des mouvements de l'opinion publique dans le nord. « Les Américains, dit-il, comptent leurs ennemis à l'étranger ; ils supposent que, parmi leurs anciens alliés, la France faiblit, et l'on désire à la Maison-Blanche voir le cabinet des Tuileries saisir une occasion pour témoigner de ses sentiments envers l'Union américaine ». M. Drouyn de Lhuys proteste, verbalement et dans une note, à notre ministre, contre les suppositions du peuple américain. La France, ajoute-t-il, a conservé pendant la guerre une stricte neutralité, et sa conduite a été telle, qu'elle a le droit d'attendre la réciprocité de la part des États-Unis dans les affaires du Mexique. Ainsi commence à prendre place, dans les relations diplomatiques de la France et des États-Unis, la question de l'avenir du Mexique. En avril, Richmond tombe, le parti confédéré met bas les armes faute de ressource pour prolonger la lutte, le gouvernement de Washington se sent libre de reprendre à l'étranger les habitudes de sa politique outrecuidante. Néanmoins, la reconstitution de l'Union devant être laborieuse, M. Seward ne rend qu'insensiblement une protection efficace à Juarez; il ne retrouve encore toute son assurance que dans son discours d'Auburn, appelé à produire de l'impression, surtout sur ses compatriotes, en vue des élections. Dans sa correspondance officielle il est plus mesuré ; aussi permet-il à M. Bigelow de dire à M. Drouyn de Lhuys que le cabinet de Washington regrette la république du Mexique et ne saurait envisager avec faveur l'établissement du système monarchique chez ses voisins; mais il reconnaît que « l'épreuve des institutions démocratiques et républicaines faite depuis près d'un demi-siècle au Mexique, est loin d'être favorable, et qu'elle a causé à cet infortuné pays plus de maux qu'elle ne leur a procuré de biens ».

Le 2 mai, M. Drouyn de Lhuys, prend acte de cette déclaration et répond à son tour en disant :

« Nous avons facilité par notre concours la consolidation d'un nouveau régime qui, en travaillant consciencieusement

telle est la loyauté de nos dispositions que, le 20 juillet, le ministre des affaires étrangères écrit à notre représentant pour qu'il ait à informer le cabinet de Washington des mesures prises à Mexico, en vue de l'immigration des confédérés.

Mais à Washington on paraît chercher bien plus des prétextes de se plaindre que des occasions de se féliciter de l'attitude de la France. Dans ses recherches, il découvrit des lettres volées ou perdues, d'après lesquelles le docteur W. Gwin et sa famille, « traîtres au gouvernement des États-Unis, » ont obtenu des concessions de terrains métallifères sur le territoire mexicain, dans le voisinage des États-Unis, et que ces établissements supposés patronnés par l'empereur des Français sont une menace pour le gouvernement fédéral. S'appuyant sur ces lettres, M. Bigelow remit le 1er août, à M. Drouyn de Lhuys, une note aussi ridicule qu'insolente, à laquelle il fut répondu dignement le 7 août. Dans cette réponse on lit les passages suivants :

« Nous serons toujours prêts, monsieur, à répondre loyalement aux demandes d'explications qui nous viendront d'un pays allié, lorsqu'elles seront inspirées par un esprit de conciliation, présentées sur un ton amical, et fondées sur des documents réguliers ou des faits positifs. Mais je dois ajouter que l'empereur est résolu à repousser toute interpellation qui nous serait faite sur un ton comminatoire, à propos de vagues allégations et sur la foi de pièces d'un caractère équivoque. . . . .

« Quant à la France, elle a, monsieur, en plusieurs occasions et avec une entière franchise, témoigné sa résolution d'observer dans toutes les questions intérieures qui peuvent agiter ou diviser l'union, une impartiale et scrupuleuse neutralité. Nous n'avons à offrir, comme gage de nos intentions, que notre parole; mais nous estimons que la parole de la France est une garantie qui doit suffire à une puissance amie, de même que nous nous contentons de la parole que le gouvernement fédéral nous a donnée de conserver fidèlement la neutralité à l'égard des affaires du Mexique. »

Dans une dépêche du 17 août, M. Drouyn de Lhuys fait plus que de rapporter à M. de Montholon les termes de sa réponse du 7, il entre de nouveau dans la question de la neutralité des États-Unis à l'égard du Mexique, et en montre la raison politique. Après l'incident Gwin, il s'en présente un autre. L'empereur Maximilien écrivit à Washington et le président Johnson refusa de recevoir sa lettre. M. Drouyn de Lhuys crut devoir juger dans une note cette démarche inopportune à laquelle le gouvernement français était resté étranger. En attendant la réponse du cabinet de la Maison-Blanche à la note du 7 août, une autre dépêche du 2 septembre nous apprend que M. Seward regrette de plus en plus la chute de la république mexicaine.

« M. le secrétaire d'État, dit M. Bigelow dans la note qu'il a laissée au ministre des affaires étrangères, exprime la confiance que les nations américaines continueront à prospérer sous le régime républicain. Au Mexique, notamment, il désire et il espère voir cette forme de gouvernement se perpétuer et se consolider. Il n'en reconnaît pas d'autre, et le gouvernement de ce pays est toujours, à ses yeux, personnifié dans le président Juarez. Il reconnaît un état de guerre existant entre la France et la république mexicaine ; il n'a pas à réexaminer les causes ni à émettre une opinion sur les griefs qui l'ont amené ; le gouvernement fédéral est résolu à observer une stricte neutralité entre les belligérants ; mais il espère que, la guerre terminée, les institutions républicaines lui survivront au Mexique. »

M. Drouyn de Lhuys se refuse avec raison à entrer dans une dissertation dogmatique sur les mérites comparés des institutions monarchiques et républicaines, mais il manifeste son étonnement « de voir méconnaître à ce point les faits existants et l'incontestable autorité qu'ils ont reçue des libres suffrages de la nation mexicaine. »

« Il ne m'était pas possible, cependant, de ne pas opposer une protestation formelle aux assertions de M. le secrétaire d'État, persistant à considérer M. Juarez et ses bandes er-

rantes, non seulement comme un belligérant, mais encore comme le chef reconnu d'un gouvernement régulier. Je ne pouvais ici me défendre d'un rapprochement qui se présentait de lui-même à l'esprit. Lorsque nous avons reconnu aux États du sud le caractère de belligérants, le gouvernement fédéral le leur a énergiquement contesté, et cependant un pouvoir constitué résidait à Richmond; il était obéi sur de vastes territoires, levait des impôts, était défendu par de nombreuses et vaillantes armées commandées par des chefs renommés; c'était là un belligérant; nous avons constaté le fait sans aller pourtant jusqu'à reconnaître le gouvernement qui faisait mouvoir ces forces imposantes, et sans entrer en relations avec lui. Or, je cherchais vainement, je l'avoue, la trace d'une situation analogue au Mexique. J'y voyais un ancien président, fuyant de village en village, et, je le répète, je me demandais par quelle méprise on peut le supposer encore investi, non seulement des droits d'un belligérant, mais encore des attributs d'un chef de gouvernement. »

Dix jours après l'envoi de cette dépêche, M. Drouyn de Lhuys recevait la réponse du gouvernement américain au sujet du docteur Gwin. M. Seward dit dans sa note qu'il a appris avec satisfaction que les projets Gwin étaient abandonnés, qu'il regrette que M. Drouyn de Lhuys ait blâmé, dans le fond et dans la forme, la réclamation du 7 août, destinée à prévenir des difficultés et de calmer des craintes qui auraient pu altérer les bons rapports existants entre les États-Unis et la France. « Le président est reconnaissant d'avoir reçu une nouvelle assurance de la résolution de l'empereur d'observer une impartiale et scrupuleuse neutralité dans toutes les questions intérieures qui peuvent agiter ou diviser les Etats-Unis. »

Au mois d'octobre, la durée de l'occupation française au Mexique est mise sur le tapis; M. Bigelow avait ouvert la voie à cette question dans une entrevue avec le ministre des affaires étrangères. Dans une dépêche du 18 octobre, M. Drouyn de Lhuys déclare que le gouvernement français

désire retirer le corps auxiliaire aussitôt que la situation le permettra; il ajoute « qu'il dépendait beaucoup des États-Unis de faciliter le départ de nos troupes, en adoptant envers le gouvernement mexicain une attitude amicale qui aiderait à l'affermissement de l'ordre et dans laquelle nous pourrions trouver des motifs de sécurité pour les intérêts qui nous ont obligés à porter nos armes au delà de l'Atlantique. »

Plus d'un mois s'écoule ensuite sans que de nouvelles dépêches soient échangées; mais, vers la fin de novembre, M. Bigelow vient saisir M. Drouyn de Lhuys de réclamations sur l'affaire Iturbide, et sur le décret du 3 octobre. Dans la réponse faite le 28 novembre au gouvernement américain, M. Drouyn de Lhuys dit : « que Juarez, dont le mandat légal vient d'expirer, ne représente plus rien, même aux yeux de ses rares partisans; que changeant constamment de résidence, n'ayant ni armée, ni finances, ni administration, il n'est, en droit comme en fait, revêtu d'aucun des caractères qui constituent un chef d'État. L'empereur Maximilien peut-il, dans de pareilles conditions, accorder aux bandes qui tiennent encore la campagne les droits des belligérants? Le gouvernement fédéral n'a-t-il pas contesté cette qualité aux confédérés du sud? Et cependant la confédération avait un vaste territoire, des pouvoirs partout obéis, des généraux d'un rare talent, des armées dont les troupes fedérales n'ont pu vaincre la résistance qu'à force de patience et de courage.

« La prétendue autorité de Juarez n'est au contraire qu'une fiction. Où est le siége de son gouvernement? Qui sait le nom de ses fonctionnaires ou de ses officiers? Quelle est la province, quelle est la ville qui lui est soumise? Où trouve-t-on des traces régulières de son administration? Qu'en reste-t-il, sinon quelques bandes indisciplinées ne vivant que de brigandage? Si aujourd'hui les débris des armées du sud formaient des guérillas parcourant le territoire fédéral, les États-Unis s'aviseraient-ils de les traiter comme des belli-

gérants? Dans une pareille situation, il ne s'agit pas de loi internationale; il n'y a plus qu'une question intérieure, et le premier devoir d'un gouvernement bien organisé, c'est de maintenir l'ordre dans le pays. »

Non seulement Juarez avait terminé son temps légal, mais encore ses propres partisans protestaient contre la prolongation de ses pouvoirs, qu'il prorogeait de sa propre autorité. La première nouvelle de ces protestations parvint à l'empereur Maximilien par la lettre suivante du maréchal Bazaine.

« Mexico, 9 décembre 1865. — Sire. — En rentrant j'ai trouvé la dépêche suivante du général de Castagny :

— « Durango, 5 décembre. — Le général Manuel Ruiz, « président de la cour suprême — de Juarez — s'est rendu « au commandant Billot le 1er décembre, au Rio-Florido, « déclarant se séparer du gouvernement de Juarez. Il a « adressé au président, à la date du 30 novembre, une pro« testation contre la prorogation de pouvoirs que s'est « attribués Juarez par décrets du 8 novembre. Un courrier « extraordinaire porte une dépêche détaillée avec toutes les « pièces. »

« Cette nouvelle est importante, et Juarez n'est plus aux yeux de son parti, qui *s'intitule de la légalité*, qu'un usurpateur, si les gens de bonne foi veulent rester dans la constitution. Je suis, etc. — Maréchal Bazaine. »

Voici le décret par lequel Juarez prorogeait ses pouvoirs :

« Art. 1. Dans le présent état de guerre, les fonctions du président de la république doivent être et seront prorogées pour tout le temps nécessaire au delà de la période constitutionnelle ordinaire, jusqu'à ce qu'il puisse remettre le gouvernement entre les mains du nouveau président qui sera élu, aussitôt que l'état de guerre permettra de procéder légalement à son élection.

« Art. 2. De même doivent être et seront prorogés les pouvoirs de la personne qui remplit les fonctions de président de la cour de justice, pour tout le temps nécessaire au

delà de la période ordinaire, afin qu'il puisse remplacer le président, s'il vient à manquer.

« Et j'ordonne que ce décret soit imprimé, publié, mis en circulation et dûment exécuté.

« Donné à Paso del Norte, le huit novembre mil huit cent soixante-cinq. — Benito Juarez. »

Afin de paralyser la protestation du général Ortega, qui devait lui succéder, en sa qualité de président de la cour de justice, sur le fauteuil présidentiel, Juarez destitua Ortega par un autre décret daté du même jour et le déclara passible des tribunaux pour avoir été à l'étranger, en temps de guerre, sans autorisation du président de la république. En effet, le général Ortega adressa à M. Lerdo de Tejada, ministre de Juarez, une protestation datée de Paso del Aguila, 21 décembre 1865, et qui commence ainsi :

« Protestation du président constitutionnel de la suprême cour de justice de la république mexicaine.—L'acte immoral et impolitique qu'a consommé D. Benito Juarez en vous faisant expédier les décrets du 8 novembre dernier, m'ont placé dans le cas pénible de protester devant la nation contre le contenu de ces décrets,

1° Parce qu'ils sont contraires à ce qui a été expressément prévu par la constitution, et en conséquence, illégaux, arbitraires et injustes ;

2° Parce qu'ils créent une dictature au profit de D. Benito Juarez, lequel peut abolir ou remplacer, selon son bon plaisir, les autorités de l'un des pouvoirs fédéraux, lequel est indépendant et souverain, et est émané du vote de la nation. De cette manière il détruit un principe républicain et la base de l'ordre légal *qui est la forme de gouvernement établie par la constitution*.

. . . .

5° Parce qu'ils sont une insulte pour le peuple mexicain et pour ceux qui ont combattu pour ses droits et autour du drapeau national, en ce qu'ils laissent supposer clairement que le sang versé par ce même peuple, que ces milliers de

victimes n'ont eu d'autre but que la défense de la personne de Juarez...

6° Et parce que enfin pour les bases sur lesquelles s'appuient ces décrets, on a eu recours non seulement à un sophisme, mais encore à la calomnie, pour ce qui me concerne, etc. — Jésus G. Ortega. »

De même que dans l'histoire de la république on a vu la marche progressive des ambitions américaines, vis-à-vis du Mexique, de même ont voit dans le langage de M. Seward vis-à-vis des puissances européennes un progrès dans ses prétentions les plus inqualifiables à mesure qu'on lui répond par la modération sinon par des concessions. En Europe, on connaît peu les habitudes et les nécessités politiques du gouvernement américain; par des ménagements imprudents et maladroits, on exagère l'opinion qu'il a déjà de son importance, de sorte que cette importance grandit en réalité chaque jour, comme influence sur la politique européenne, et qu'elle deviendra menaçante et même désastreuse pour les intérêts matériels de l'Europe si l'on ne se hâte d'y opposer un frein.

Après les élections du New-Jersey, M. Seward s'aperçut que le parti radical ou républicain allait devenir en majorité dans les Chambres; le gouvernement, poursuivant alors avec une sage persévérance le projet de reconstruction, il dut, pour s'assurer le concours de la majorité, sacrifier, en paroles, la politique étrangère à la politique intérieure. Il arbora donc la doctrine Monroë pour se rallier les radicaux ou mettre une barrière à leur hostilité; il se mit à la tête du mouvement pour le diriger; par une manœuvre très habile, il alla si loin que les Chambres eurent peur d'un conflit réel avec l'Europe. Aussi, renvoyèrent-elles immédiatement à la commission des affaires étrangères, la question mexicaine, c'était la renvoyer aux calendes grecques, comme le désirait le cabinet de Washington.

Dans sa correspondance diplomatique comme dans toute sa vie politique, M. Seward obéit à l'inflexible nécessité, déjà

signalée, de compter avec les partis, de ménager les exigences électorales, de couper l'herbe sous les pieds des adversaires de l'administration qu'il personnifie. Il ne peut ni veut laisser à l'opposition le monopole du langage patriotique et de la doctrine Monroë. Il prend les devants sur elle et s'approprie l'attitude que comptaient prendre ses ennemis pour battre en brèche sa politique intérieure. C'est là un genre d'habileté particulier aux hommes d'État de l'Amérique du nord, qu'on ne connaît qu'après les avoir longtemps pratiqués, et qu'il faut se rappeler pour ne pas se méprendre sur la portée de leurs actes.

Je n'exposerai pas ici la doctrine Monroë, si contraire, dans son principe, à la signification qu'on lui donne aujourd'hui; j'en ai suffisamment parlé dans le cours de cette histoire et dans mon *Mexique tel qu'il est*. Je dirai seulement que cette doctrine était plutôt un drapeau qu'une arme pour M. Seward, parce que l'opinion publique aux États-Unis ne voulait pas de son application; elle avouait hautement, par la voie des journaux que « la doctrine Monroë, — telle qu'on l'entend actuellement — était la négation du droit des nations et l'extinction de l'indépendance nationale de tous les États auxquels on pourrait la faire appliquer ». Mais si M. Seward ne pouvait imposer la doctrine Monroë aux États voisins, par la force, il pouvait en essayer le triomphe par l'intrigue et créer par ce fait des embarras sérieux à la France. Profitant des vacances parlementaires, M. Seward partit un jour pour Saint-Thomas, sous prétexte de raison de santé. La dépêche qui annonçait à l'empereur Maximilien cette nouvelle est ainsi conçue : « Il est arrivé un navire de guerre américain à Saint-Thomas. Le général Santa-Anna, en grand uniforme se transporta sur ledit vapeur et fut salué de vingt et un coups de canon ». M. Seward, s'imaginant que Santa-Anna jouissait encore au Mexique de son influence d'autrefois, songeait à se servir de l'ex-dictateur pour diriger à son gré la question mexicaine. Ils convinrent ensemble que le gouvernement de Juarez serait écarté parce

que la France refuserait toujours de traiter avec lui. Maximilien devait abdiquer et Santa-Anna le remplacerait comme président de la république, après avoir reconnu les créances françaises et les emprunts contractés par Maximilien. M. Seward devait appeler Santa-Anna aux États-Unis, aussitôt que le rappel de notre corps expéditionnaire serait décidé.

Ce projet ne se réalisa pas; M. Seward, voyant les partisans d'Ortega, de Romero et de Santa-Anna se déchirer de leur mieux aux États-Unis, fut bientôt convaincu que l'ex-dictateur n'avait plus d'influence dans son pays; ensuite, il était préférable pour les États-Unis de voir le Mexique revenir sous la férule de Juarez qui pourrait le démembrer encore, au profit de la grande république. Juarez, déjà lié par des traités, triompha donc de ses rivaux, par l'intermédiaire de M. Romero. Plus tard, madame Juarez fut conduite à Vera-Cruz sur un navire de guerre américain et Santa-Anna, pris à l'ombre du drapeau des États-Unis fut abandonné par M. Seward qui n'avait plus besoin de lui pour ses projets politiques.

On suit aisément, dans la conduite et les dépêches successives de M. Seward, les plans qu'il se propose et la pression croissante sous laquelle il écrit. Tant que l'interrègne législatif le laisse maître de la situation, il prépare ses moyens et se borne à des indications générales sur le mauvais effet moral produit aux États-Unis par les événements du Mexique. A mesure qu'approche le moment où il va se trouver en face du congrès, ses représentations s'accentuent davantage et prennent le caractère d'une chicane. C'est alors qu'il proteste contre certaines mesures du gouvernement mexicain et nomme le général Logan représentant auprès de Juarez. Cette nomination avait pour but de montrer au congrès que la dépêche de M. Drouyn de Lhuys du 2 septembre n'avait point influencé le cabinet de la Maison-Blanche et que le gouvernement impérial de Mexico ne serait point reconnu. Le général Logan ne se trompa point sur le caractère de la mission dont on semblait l'investir; il savait qu'elle

était purement fictive et refusa de partir, à moins qu'on ne lui donnât le pouvoir d'intervenir en faveur de Juarez. M. Seward le laissa tranquille. Le 8 décembre, M. Drouyn de Lhuys, dans une dépêche regrette cette nomination dont il révèle l'inconvenance et les inconvénients.

Pourtant, le parti d'hostilité contre le sud parle de plus en plus haut. L'idée de rendre aux vaincus leurs droits constitutionnels est repoussée avec une énergie croissante par les ultra, et tout fait prévoir une lutte acharnée sur le point de savoir si les représentants des anciens États confédérés doivent ou non être admis à siéger dans les chambres. M. Seward, pour conjurer l'orage, se rejette sur le Mexique; il repousse la transaction que lui propose la France; il écrit à M. Bigelow sa dépêche du 16 décembre, qui aurait l'air d'une mise en demeure, si les ménagements de la forme ne disaient clairement que l'on ne songe ni à menacer, ni à offenser, ni à défier.

Le but de cette tactique est de s'avancer tellement que, le jour où les pièces seraient communiquées au congrès, celui-ci, au lieu de déborder le gouvernement, se trouvât presque débordé lui-même. En demandant communication des pièces, la chambre ne s'attendait pas à en voir l'allure si tranchée; elle avait en vue d'accuser le secrétaire d'État de faiblesse et de se donner à elle-même, vis-à-vis du pays, le relief d'une attitude de fierté nationale, pour quelque déclaration à grand effet. Elle a été surprise et déjouée dans son calcul, en découvrant que ce qu'elle voulait faire, M. Seward l'avait déjà fait; aller plus loin c'était la guerre, et personne ne la voulait. M. Seward pressentait qu'on jouerait avec le feu tant qu'on le verrait de loin; pour éviter un danger, il mit le congrès à deux pas de l'incendie; puis, il fit reculer en permettant les événements de Rio Grande.

Préparée ouvertement sur le territoire américain, exécutée par des soldats nègres de l'armée fédérale, dont une surveillance complaisante avait favorisé la désertion, l'affaire de Bagdad est une preuve évidente de la coupable duplicité

du gouvernement américain. Le commandement des bandes juaristes recrutées aux États-Unis est donné, au mois de décembre, aux généraux Crawford et Reed qui viennent à Brownsville. Le 2 janvier, le général Weitzel, commandant les troupes fédérales au Texas, écrivit au général Mejia, sur une réquisition de Crawford, pour empêcher la justice d'avoir son cours, relativement à dix-sept bandits juaristes, accusés de vol à main armée. A cette injonction le général Mejia répondit par la lettre suivante :

« Division Mejia, quartier général, Matamoros, 2 janvier 1866. — Général, je vous accuse réception de votre communication en date de ce jour. Je me trouve dans la nécessité de repousser hautement la participation à laquelle vous prétendez dans les affaires intérieures de ce pays. La question qui fait l'objet de la protestation contenue en votre note a été portée actuellement devant des tribunaux compétents, et nul n'a le droit de suspendre leur action. Pour votre gouverne personnelle, j'ajouterai que les individus dont vous parlez sont accusés d'avoir enlevé par force et les armes à la main treize chariots, trente-six mules et dévalisé treize personnes. Il serait vraiment étrange, général, qu'au milieu du dix-neuvième siècle des bandits et voleurs obtinssent l'aide et la protection du monde civilisé. Par la même occasion, je me vois obligé de vous rappeler le contenu de la lettre que j'eus l'honneur de vous adresser le 21 décembre dernier.

« Je renverrai sans réponse toutes communications de la nature de celle que j'ai sous les yeux en ce moment et conçues dans le même langage, — Acceptez, général, etc. — Thomas Mejia. — Commandant la ligne du Rio-Grande. »

Le lendemain, 3 janvier, les troupes de Crawford se mirent en route pour Bagdad, afin d'y commettre une scène de meurtre et de pillage que *la Liberté* n'a pas osé justifier, tout en cherchant à justifier, dans son numéro du 21 octobre 1867, l'exécution de Mejia, appellée des répresailles à propos de la reproduction de la correspondance du 2 janvier de ce général, avec le général Weitzel. Voici sur cette

affaire le rapport du *Monitor* de Vera-Cruz, qui est exactement le même que ceux publiés aux États-Unis.

« Dans la nuit du 4 au 5 janvier, vers quatre heures du matin, Bagdad a été surpris par un nombre considérable de soldats nègres des États-Unis, qui se sont répandus de tous côtés en déchargeant leurs carabines et leurs revolvers, dans le but de jeter la terreur parmi les habitants et de les obliger à s'enfermer chez eux. Cette attaque inattendue, que personne ne pouvait prévoir, a rempli la ville d'effroi et paralysé tous ceux qui auraient pu se défendre en d'autres circonstances. Les envahisseurs se dirigèrent d'abord du côté du corps de garde mexicain, dont le factionnaire fut tué, ainsi qu'un des soldats de poste ; deux autres furent blessés et le reste fut fait prisonnier. Deux soldats parvinrent à s'échapper en se jetant à la rivière ; ils gagnèrent la rive opposée et se rendirent à Clarksville. Une fois maîtres du port, cinquante noirs s'emparèrent de la caserne, après avoir tué le clairon, au moment où il allait sonner l'alarme. Après une courte résistance, qui coûta la vie à cinq soldats mexicains, la garnison, composée de deux cents hommes, fut enfermée dans la maison de ville et gardée par des soldats nègres. Le vapeur *Antonia*, descendu de Matamoros pour remettre à bord de la *Tysiphone* quelques marins envoyés par le général Mejia, se trouvait en ce moment à l'ancre dans la rade de Bagdad. Les noirs, après avoir mis en liberté M. Forster, détenu par ordre des autorités impériales, le mirent à leur tête et se disposèrent à attaquer l'*Antonia*. Embusqués dans les maisons environnantes, ils commencèrent par diriger sur le vapeur un feu nourri, appuyé d'une pièce d'artillerie dont deux projectiles atteignirent la coque du navire. Il y eut une lutte assez vive qui coûta de grandes pertes aux assaillants, et à l'*Antonia*, un caporal français et un sergent autrichien ; enfin le vapeur s'éloigna dans la direction de Matamoros. Suivant les personnes venues de Bagdad qui nous donnent ces détails, les soldats nègres portaient l'uniforme de l'armée fédérale ; à l'attaque de l'*Antonia*, ils étaient

accompagnés de leurs officiers, mais avec des rubans blancs à la casquette, sur lesquels on lisait le nom de Cortina.

« Aussitôt après le départ de l'*Antonia*, le pillage commença au milieu des scènes les plus atroces. Escobedo, venu pour prendre part au pillage, se retira en voyant que les pillards de la côte du Texas travaillaient pour leur propre compte et non pour sa cause. Les Mexicains de la basse classe et la police se joignirent aux nègres pour saccager la ville. Un Français, nommé Roque, fut assassiné, sa femme violée. D'autres malheureuses femmes subirent le même sort; deux d'entre elles furent tuées. Le juge Alonzo fut massacré par un nègre; le juge Ceroza ne dut son salut qu'à une rançon de cent piastres qu'il versa entre les mains du major Sears. Le désordre dans les rues était indescriptible; les maisons étaient mises à sac; les marchandises, les meubles et tout ce qui pouvait avoir un peu de valeur, partagés entre les officiers et les soldats. M. L., l'un de ceux qui ont réussi à gagner Clarksville, a donné sa voiture au colonel Hall, qui se fit signer un reçu de 200 piastres, comme s'il avait payé cette somme, afin de mettre son honneur à couvert. Le major Sears s'était emparé de plusieurs chevaux et d'une riche selle, appartenant également à M. L. En apprenant ces lamentables événements, le général Weitzel avait envoyé, pour empêcher le pillage, un détachement de 150 noirs, sous les ordres du colonel Hudson. Mais ces noirs ne purent résister à la tentation et se joignirent aux premiers, pour achever la ruine de cette malheureuse ville, dont les richesses ont passé au Texas, sur les vapeurs qui vont et viennent d'une rive à l'autre. La qualité de citoyen américain n'était même pas une sauvegarde aux yeux de ces bandits, qui ont dévalisé leurs compatriotes comme les autres. Tout individu qui voulait passer à Clarksville, devait livrer tout ce qu'il avait sur lui, bijoux et valeurs. M. de la S. a dû se défaire de sa montre et de sa chaîne, outre l'argent qu'il portait sur lui, afin de pouvoir traverser la rivière.

« Bagdad est ruiné; tout ce que contenait cette malheu-

reuse ville a été transporté au Texas comme butin; une partie a été envoyée à Brownsville, le reste a été embarqué sur des chaloupes à destination de Brazos Santiago. »

Les événements de Bagdad soulevèrent l'opinion publique aux États-Unis; une réaction se produisit et le 25e corps d'armée tout entier, le général Weitzel en tête, fut licencié et renvoyé dans ses foyers. Crawford fut arrêté et interné au fort Jackson près de la Nouvelle-Orléans. Malheureusement, nous considérâmes le sac de Bagdad comme une simple affaire de flibustiers; aussi, notre modération fortifia-t-elle l'audace de M. Seward qui écrivait en février à M. Bigelow : « Vous informerez M. Drouyn de Lhuys, en toute franchise, que les sympathies du peuple américain se manifestent tous les jours avec plus d'ardeur en faveur de la république du Mexique, et qu'il est disposé à regarder avec impatience l'intervention prolongée de la France dans ce pays. »

La note du 6 avril fut une déception pour M. Seward; il s'était flatté d'obtenir, non pas davantage en fait, mais mieux en apparence. Pour M. Seward, le terme fixé à l'intervention n'était pas le point essentiel; ce qu'il avait à cœur c'était une constatation officielle qu'en fixant ce terme, la France se rendait au vœu des États-Unis et donnait gain de cause à sa diplomatie. La forme dans laquelle l'empereur Napoléon annonça sa résolution lui a enlevé ce triomphe, puisque la note du *Moniteur* s'adresse au gouvernement français et non à celui de Washington. Le chef du cabinet en conserva un secret dépit, se promettant de prendre sa revanche tôt ou tard, et comme ce n'est pas un homme disposé à laisser tomber une question où trouvent si bien leur compte sa popularité et sa réputation d'homme politique, il a tourné ses batteries contre l'Autriche, prétendant lui interdire le droit de laisser recruter chez elle pour la légion étrangère de l'empereur Maximilien. Néanmoins dans sa note du 23 avril, c'est à dire deux jours après la remise officielle de celle du *Moniteur*, M. Seward révèle sa rancune par le ton de

maître qu'il s'arroge, comme on peut le juger par les lignes suivantes :

« Le gouvernement a reçu des assurances satisfaisantes de l'empereur des Français, que toutes les troupes françaises seront retirées du Mexique, et que la France poursuivra une politique de non-intervention absolue dans les affaires mexicaines. Notre gouvernement *exigera* la même politique de la part de toutes les puissances européennes. On a reçu de Paris et de Vienne des avis officiels que l'empereur d'Autriche s'est engagé à fournir des troupes à Maximilien pour remplacer celles de France, et qu'un grand nombre de soldats autrichiens sont au moment de s'embarquer pour Vera-Cruz. M. Seward a donné à M. Motley l'ordre de demander ses passe-ports aussitôt que le premier navire serait parti avec des troupes pour une expédition de ce genre, et de notifier au gouvernement de Vienne que le ministre autrichien à Washington recevrait ses passe-ports au reçu d'une semblable nouvelle. L'intervention de toute puissance européenne dans les affaires du Mexique sera désormais considérée par notre gouvernement comme une cause de guerre. La France a été engagée dans une guerre avec le Mexique en cherchant le redressement de torts et d'injures qu'elle avait subis. Elle a maintenant accepté la politique de non-intervention dont les États-Unis, en ce qui regarde le Mexique, se feront désormais eux-mêmes les gardiens. »

La prétention d'interdire les enrôlements des volontaires autrichiens était bouffonne de la part d'un gouvernement qui, pendant la guerre du sud, n'avait presque que des Allemands et des Irlandais à son service et avait étendu ses enrôlements au monde entier. Cependant ce fut avec le plus grand sérieux et avec une raideur plus grande encore que M. Seward la mit en avant. Cette fois il n'y va pas par quatre chemins, et l'on reconnaît de suite combien il se sent à son aise de n'avoir plus affaire à la France. Si le gouvernement autrichien laisse embarquer un seul soldat pour le Mexique, les États-Unis rompront toute relation avec lui. Voilà du

même coup le premier et le dernier mot de cette sommation peu respectueuse.

On n'a pas été surpris de voir le secrétaire d'État soulever ce nouvel incident; on sait qu'il excelle dans ces chicanes, d'où il trouve toujours moyen de tirer parti pour son renom d'habileté. Mais les termes absolus avec lesquels il a posé de suite cette question ont étonné tout le monde; il fallait qu'il fût persuadé que la France n'interviendrait pas, sinon, selon son habitude, il aurait d'abord sondé le terrain, puis se serait ménagé une porte de sortie. M. Seward pousse sa hardiesse juste jusqu'au point où il sent que ce serait imprudent d'aller plus loin. Il sait s'arrêter à temps, et même, si d'aventure il s'avance trop, entraîné par une illusion, il se ménage une retraite et ne craint pas de reculer. L'homme qui, en novembre 1861, déclarait *urbi et orbi* que jamais on ne relâcherait MM. Slidel et Mason, et qui, six semaines après, faisait reconduire les deux prisonniers à bord d'un navire anglais, cet homme-là ne sera jamais embarrassé pour sortir d'un mauvais pas. Il n'a plus la question mexicaine pour combattre l'opposition parlementaire, mais il a ressuscité la la question de l'*Alabama* et créé celle des Fénians. Le point important pour le cabinet de Washington est de dominer la politique intérieure au moyen de la politique extérieure,

Dans la question mexicaine il ne s'agissait pas pour lui de la promesse faite par la France de rappeler ses troupes; c'était là, si paradoxal que cela puisse paraître, le côté secondaire de la question. Le vrai but de la correspondance à grand effet du secrétaire d'État consistait à traverser la session sans que le congrès pût s'opposer au projet de reconstruction, et s'avisât de lancer une bombe impossible à éteindre. M. Seward était sûr de maîtriser la situation tant qu'elle ne sortirait pas de ses mains; il n'en aurait plus été de même, si la question du Mexique lui avait échappé pour tomber dans le domaine parlementaire. Éviter que cela arrivât fut sa constante occupation, c'est dans cette pensée qu'il faut chercher le secret de sa conduite et de toute sa

correspondance. En se montant au diapason où on l'a vu, il a beaucoup moins obéi à une intention d'exigence envers la France, qu'à un calcul de politique intérieure. Lorsque la question des Fénians et celle de l'*Alabama* seront résolues, le gouvernement américain sera obligé d'en chercher d'autres pour empêcher les États-Unis de se diviser en deux ou plusieurs républiques, et s'il ne s'en trouve pas, il lui deviendra impossible de prévenir une inévitable et prochaine dislocation de l'Union américaine.

La suite de la correspondance diplomatique de M. Seward et de M. Drouyn de Lhuys, pendant l'année 1866, n'est plus que la conséquence de deux situations à peu près identiques. D'une part, M. Seward, sous la pression d'une nécessité politique, continue ses instances auprès du cabinet des Tuileries pour accélérer l'évacuation de nos troupes; la forme de son langage varie selon les difficultés de sa position et notre condescendance. Il risqua pourtant de perdre le terrain gagné, car au milieu de l'année 1866, notre mouvement de concentration qui devait précéder notre départ du Mexique, fut un moment suspendu, par suite de son attitude. M. Seward recula. D'autre part, M. Drouyn de Lhuys, voyant l'opposition en France semer et développer dans l'opinion publique la crainte, humiliante pour notre amour-propre, désastreuse pour nos intérêts, d'une guerre avec les États-Unis, voyant cette crainte devenir générale et le pays presque entier demander l'évacuation du Mexique, sachant d'une autre côté que l'empereur Maximilien, n'ayant plus de partisans ni aucun élément de stabilité, ne pourrait jamais constituer l'empire, M. Drouyn de Lhuys, dis-je, conserve dans ses notes cette modération que les Américains prirent pour de la timidité, et qui n'était, après tout, que l'aveu officiel de notre désir de nous retirer d'une position désormais insoutenable.

Après avoir tracé le rôle joué par les États-Unis dans la question mexicaine, il ne reste plus qu'à relater les faits généraux qui ont précédé la tragédie de Queretaro. Le 13 mai,

l'empereur étant enfin convaincu que les décrets devaient être remplacés par des faits, écrivait à son ancien chef du cabinet militaire qui revenait d'une mission à Paris :

« Mon cher Loysel. — Je me félicite de votre heureux retour qui ne pouvait se produire dans des circonstances plus opportunes, car par suite des dernières résolutions... J'ai plus que jamais besoin du concours de votre inaltérable dévoûment et de votre grande connaissance de l'organisation des armées.

« Le gouvernement français, en retirant prochainement ses troupes, nous met dans l'obligation de pourvoir par nous-mêmes au prompt achèvement de la pacification. Vous trouverez mes idées à ce sujet esquissées à grands traits dans le mémoire ci-joint, et je vous serais reconnaissant de me rédiger un plan d'opérations actives basé sur ces idées et les nombreux documents que l'état-major général vous fournira sur la situation actuelle.

« Il est encore un autre point pour lequel vos lumières me seront bien précieuses. Le maréchal Bazaine m'a proposé la formation de bataillons franco-mexicains : ce projet m'a paru fort sage quoique susceptible de légères modifications, et je désire que vous organisiez ces bataillons d'accord avec le ministre de la guerre et le quartier général, en prenant leurs éléments parmi les meilleurs, car ils devront être plus tard un des plus fermes appuis de l'ordre. Recevez, mon cher Loyel, les assurances de la bienveillance de votre très affectionné. — Maximilien. »

Il était urgent d'adopter l'excellente mesure proposée par le maréchal Bazaine, et cette fois l'empereur laissa faire notre quartier général qui s'empressa d'organiser ces bataillons appelés « chasseurs du Mexique. » L'organisation de ce corps qui devait constituer le noyau d'une armée nationale fut poussée activement dans les villes principales de l'intérieur. Il devait se composer de quarante bataillons d'engagés volontaires, avec un cadre d'officiers, sous-officiers et soldats français et mexicains. Une prime de 25 piastres était

payée à chaque engagé. Ces bataillons étaient commandés par des chefs de bataillons français. Ces corps étaient traités d'après les règlements de l'armée française, payés avec régularité et pourvus de tout le nécessaire. La durée de l'engagement fut fixée à 2, 3, 4, 5, 6 et 7 ans. Les engagés devaient avoir de 18 à 35 ans. Leur temps de service une fois accompli, on leur délivrait un congé en forme et ils ne pouvaient être rappelés sous les drapeaux contre leur gré. Les grades supérieurs étaient accessibles à tout soldat mexicain qui aurait donné des preuves de courage et d'intelligence. Si l'empereur avait fait en 1864 ce qu'il fit en 1866, relativement à l'armée, il aurait eu de bons soldats et d'excellents officiers pour le défendre en 1867. Mais on a vu qu'il priait sans cesse le maréchal Bazaine de lui faire des projets d'organisation d'armée, qu'il ne les avait jamais exécutés et qu'il avait confié au général Thun une tâche que des Français seuls pouvaient remplir au Mexique.

En 1866, la situation empirant chaque jour, les nuages survenus entre l'empereur Maximilien et le maréchal Bazaine ne firent que grossir. Le maréchal placé, d'une part, entre sa responsabilité personnelle, les intérêts de la France, les ordres de son gouvernement et, d'autre part, les indécisions de l'empereur Maximilien, l'excessive faiblesse de Sa Majesté à l'égard des Mexicains, son penchant à ne laisser aucune autorité importante à des Français, son ignorance de l'art de la guerre et des nécessités d'une armée, le maréchal, dis-je, avait eu jusqu'alors une position très difficile qui devait soulever bien des tiraillements entre lui et le gouvernement mexicain. Toutes les lettres contradictoires publiées par M. de Kératry, comme dans cet ouvrage, témoignent que l'empereur montrait tantôt une grande affection pour le chef du corps expéditionnaire et tantôt un désir de le voir remplacé par un autre général.

En 1866, l'empereur, qui s'était révélé jusqu'à cette époque fort au dessous de sa situation, dont l'indulgence et la bonté lui avaient fait perdre la considération publique, devient

plus décidé; il profite un peu de l'expérience acquise et finit en 1867 par se montrer un souverain digne de sa race. Malheureusement, son énergie se réveilla trop tard. Des intérêts se groupent encore autour de son trône, mais les Mexicains l'ont abandonné pour la plupart, il ne trouve guère de sympathie que dans les rangs de l'armée française. Quelques-uns des personnages mexicains qu'il a comblés de bienfaits, d'autres dont il a méconnu le caractère et l'influence, travaillent au Mexique comme en Europe à sa chute. En France, au Mexique, partout on désire son abdication, on la prépare, on la croit indispensable pour sauver la patrie, comme deux ans plus tôt on travaillait à son élévation et l'on attendait de lui le salut de cet infortuné pays. On se hâta trop de conspirer le retour de ce prince à Miramar. On savait ce qu'on avait alors, on ignorait ce qu'on aurait après son départ.

Je ne crois pas que l'empire pût encore être sauvée en 1866, mais en voyant l'empereur changer non pas de principe, mais de tendances, revenir insensiblement dans le bon chemin; en songeant que le Mexique ne retrouverait probablement jamais une autre occasion de se régénérer et de prendre son rang parmi les nations civilisées, il était permis de croire que tous les intéressés tenteraient un dernier effort pour consolider ce trône si près de l'abîme. On n'en fit rien. Lorsque le sentiment d'un danger commun vint opérer une réaction en faveur du souverain, on avait trop attendu pour faire ce suprême effort, il devint stérile.

Bien des Mexicains regrettent aujourd'hui leur défaillance ou leur apathie lorsqu'ils auraient encore, sinon pu prévenir la chute de l'empire, au moins éviter les désastres qui l'ont suivie.

Pendant les six premiers mois de l'année 1866, des améliorations s'opèrent; on voit encore bien des décrets promulgués, mais ils sont utiles et pratiques. Le 8 janvier, Sa Majesté concède le privilége d'un chemin de fer de Puebla au Pacifique; le *Bulletin des lois* publie durant ce mois d'au-

tres concessions d'utilité publique. Le 10 février, parut la loi d'internement et de droit de contra-registro qui devait donner au trésor bien des sommes que la contrebande et la fraude lui enlevaient. Le 15 mars, l'empereur réduisait sa liste civile au chiffre mesquin que j'ai déjà signalé. Le 5 avril, Sa Majesté prenait également des mesures pour faire recouvrer à l'État les créances que lui devaient les détenteurs de biens nationaux. Le lendemain, il prescrivait l'établissement d'un séminaire à Zamora dans le Michoacan. A la fin d'avril, la réorganisation des finances nationales, si souvent commencée, si souvent interrompue par le départ, la maladie ou la mort de nos agents, était à peu près achevée. L'économie, la réduction des dépenses au strict indispensable, telle était le point de mire du gouvernement. Les réductions, arrêtées dans toutes les branches de l'administration, furent appliquées dès le mois de mai. La révision des biens du clergé désamortisé révéla que leur montant s'élevait à plus de 62 millions de piastres. Sur cette somme, 25 millions étaient entrés dans les caisses publiques avant l'intervention ; on aurait donc pu diminuer de 37 millions de piastres la dette de l'État. Ces révélations ne laissèrent pas de produire une certaine impression sur la moralité des gouvernements antérieurs à l'intervention.

Le 29 mai parut un décret déclarant que la contribution sera prélevée sur le revenu et non plus sur le capital; un autre décret instituait en dehors de cette contribution un droit d'un demi-réal sur chaque 50,000 vares carrées — la vare est un peu moins d'un mètre — sur les propriétés rurales. La correspondance officielle disait à ce sujet : « L'État va donc se trouver en mesure d'offrir à l'émigration des avantages qu'elle n'a pas eus jusqu'à présent, en mettant à sa disposition des terrains sur lesquels chacun avait établi ses droits selon ses convenances ou ses convoitises. Il pourra également commencer l'affranchissement de la race indienne, si dévouée au nouvel ordre de choses, en la faisant passer, en partie, du prolétariat à la condition sociale

qui offre le plus de garanties à l'ordre public et au progrès, c'est à dire à la dignité que donne la conscience de la possession et le sentiment de l'indépendance.

« Enfin, si on envisage cette mesure au point de vue de l'économie politique, on voit qu'elle est conforme aux plus saines doctrines de cette science. En assurant au pays un revenu permanent, elle le mettra à même, dans un temps donné, de baisser les tarifs de douane dont l'élévation forcée nuit à son développement commercial et industriel, et elle lui permettra surtout de faire face à ses dépenses sans avoir recours à des emprunts qui sauvent quelquefois le présent, mais presque toujours en compromettant l'avenir. »

Le Code civil fut pareillement publié, ainsi que d'autres lois, règlements et décrets d'un intérêt général. En théorie l'empire commençait à marcher; mais en réalité, il n'était guère soutenu que par nos soldats et quelques sacrifices d'argent que le maréchal Bazaine avait eu le courage de prendre sous sa responsabilité dans un moment où l'empereur ne pouvait plus payer ni l'administration, ni l'armée. Sa Majesté ne s'apercevait pas du vide qui se faisait autour d'Elle et conservait encore des illusions sur l'impossibilité de se maintenir ainsi longtemps avec ses propres ressources. Je crois, néanmoins, que ces illusions n'étaient point sans un mélange de quelques éclaircies qui lui montraient la vérité dans toute sa nudité ou sans quelques velléités d'abandonner la partie et de revenir à Miramar. L'horizon politique devenait menaçant pour l'Autriche; Maximilien avait pris ses précautions, en prévision d'un retour possible; au mois de décembre 1864, il avait protesté contre le Pacte de famille, au mois de septembre 1865, il adopta moralement le petit fils d'Iturbide, au mois de janvier 1866, il renvoya M. Éloin sonder l'opinion publique en Autriche sur la popularité de sa personne et s'informer en Europe d'autres particularités secrètes non moins importantes. L'empereur songeait-il à quitter déjà le Mexique dans un temps plus ou moins rapproché? Ces faits semblent l'indiquer.

Je dois publier ici un brouillon de lettre que Sa Majesté écrivait à l'empereur Napoléon, à la fin du mois de mai, et dont l'importance n'échappera à personne. Pour l'intelligence de cette lettre je suis obligé de mettre entre deux tirets des mots oubliés, effacés ou illisibles.

« Monsieur mon frère, — j'ai reçu avec grand plaisir votre lettre du 12 avril... Rien ne peut être plus utile à l'œuvre que nous avons entreprise en commun, qu'une grande franchise » — pour éviter — « de petits malentendus qui » — grâce — « à la largeur de l'océan ne peuvent manquer de se produire... Pour mon compte nul ne désire plus vivement que les légers nuages qui viendraient à surgir soient dissipés par des explications franches et immédiates.

« Votre Majesté paraît croire que j'aurais songé à ne pas exécuter les clauses du traité de Miramar; M. César, sous-secrétaire des finances, au mois de décembre dernier, avait, il est vrai, démontré à cette époque la difficulté, sinon l'impossibilité de payer les sommes dues à la France d'après le traité; mais ses observations reposaient plutôt sur des considérations de politique que de finances; car alors comme depuis, la pacification marchait peu et les ressources des douanes et des impôts commençaient à se tarir d'une manière effrayante. Malgré tout, l'ordre de payer jusqu'au mois de juin de cette année » — mot illisible — « tracé par le traité de Miramar, a été religieusement donné; je pense donc que c'est par un malentendu seulement que Votre Majesté a pu être induite à croire que nous n'avions pas jusqu'à présent accompli les stipulations du traité.

« Quelque effet que ces tiraillements aient pu produire, je compte qu'une entente cordiale avec Votre Majesté me permettra de conduire à bien l'œuvre que j'ai entreprise. Vous me recommandez les finances et l'armée; je continue à m'occuper des premières et j'espère dans la venue prochaine d'un haut fonctionnaire qui continuera les travaux du regrettable M. Langlais. Quant à l'armée, le jour même où je re-

cevais la lettre de Votre Majesté, j'écrivais au maréchal Bazaine pour l'inviter à se réunir à moi une fois au moins par semaine, afin de traiter la question militaire. Dans ces séances auxquelles devront assister le ministre de la guerre, l'intendant Friant et le commandant Loysel, je veux régler l'organisation immédiate de 20,000 hommes de troupes nationales, la formation solide des corps mixtes qui prendront le nom de « Cazadores de Mexico », la pacification systématique du pays et assurer l'exécution rapide de toutes les mesures jugées nécessaires pour atteindre ces différents objets ».

Le brouillon de cette lettre se termine ainsi brusquement. Il paraît justifier la dépêche du 31 mai publiée par M. de Kératry comme document accusateur contre le gouvernement français, et que je vais expliquer. Mais il ne faut pas oublier que Sa Majesté avoue dans sa lettre que son ministre lui avait « démontré, au mois de décembre, la difficulté sinon l'impossibilité de payer les sommes dues par le traité de Miramar. « L'empereur ajoute, il est vrai, qu'il a donné les ordres de payer, mais il ne dit pas si M. de Germiny avait de l'argent pour exécuter ces ordres. Il peut paraître naturel à M. de Keratry qu'un gouvernement écrive à un autre : « Vous ne payez plus ; » et que l'autre réponde : « Mais si, je paie toujours ; » mais à tout esprit impartial cela paraîtra peu vraisemblable, car les faits sont ou ne sont pas, on n'en discute pas l'existence, puisqu'ils portent avec eux des preuves. Voici la dépêche dont j'ai parlé plus haut : — Paris, 31 mai 1866. — Le général Almonte a remis à l'empereur les lettres de S. M. l'empereur Maximilien et s'est acquitté des communications dont il était chargé pour le gouvernement français. Sa Majesté a le regret de voir exprimer ici la surprise que lui ont causée ces communications. Depuis plus d'un an, les instructions adressées aux agents français au Mexique, inspirées par le sentiment des devoirs et des obligations réciproques que nous avons contractées, avaient pour objet de faire parvenir au gouvernement mexicain des

conseils dictés par les intérêts des deux pays, non moins que par la sincère amitié que Sa Majesté porte à l'empereur Maximilien.

« Ces conseils ne semblent pas avoir été compris. Les propositions formulées par M. le général Almonte l'indiquent assez, en même temps qu'elles révèlent la méconnaissance complète d'une situation sur laquelle on ne peut pas différer d'éclairer la cour du Mexique.

« On n'a pas à rappeler l'origine de l'expédition française ; sa légitimité ressortait de nos griefs : obligés de nous faire justice, l'expérience du passé nous commandait de rechercher pour l'avenir des garanties contre le retour des actes qui avaient si souvent attiré sur ce pays, au prix d'expéditions onéreuses, des répressions sévères, mais toujours inefficaces. Ces garanties devaient surtout résulter de la fondation d'un gouvernement régulier assez fort pour rompre avec les traditions de désordre que s'étaient léguées des pouvoirs éphémères. Quelque désirable que fût l'établissement d'un tel gouvernement, moins que tout autre, nous pouvions songer à l'imposer, et nous avons toujours désavoué hautement un pareil dessein. Nous n'avons pas voulu croire cependant que les éléments d'une régénération politique indispensable fissent défaut à la société mexicaine, et nous nous étions promis de seconder tous les efforts qui seraient tentés par le pays lui-même pour l'arracher à l'anarchie qui le dévorait. Cette entreprise avait sa grandeur ; elle a séduit l'empereur Maximilien. A l'appel de la nation mexicaine, sans se laisser arrêter par les difficultés et les périls de la tâche, il s'y est courageusement dévoué. Il pensait, comme l'empereur Napoléon, que de grands intérêts de conciliation et d'équilibre se rattachaient à l'indépendance du Mexique, à l'intégrité de son territoire, garanties par un gouvernement stable et réparateur, et il savait que notre appui ne lui manquerait pas pour l'aider à réaliser une œuvre profitable au monde entier.

« Les devoirs de l'empereur envers la France lui com-

mandaient toutefois de mesurer, à l'importance des intérêts français engagés dans cette entreprise, l'étendue du concours qu'il lui était permis d'offrir au Mexique pour en assurer le succès. C'est à cet effet qu'a été conclu le traité de Miramar . . . .

« Or, du contrat qui avait établi nos droits et nos obligations, la France a largement acquitté les charges qu'elle avait acceptées, et elle n'a reçu que bien incomplétement du Mexique les compensations équivalentes qui lui étaient promises. C'est un fait que nous devons constater, parce qu'il ne dépend pas de nous d'en supprimer les conséquences. Nous sommes loin de méconnaître les obstacles et les difficultés de toute nature contre lesquels S. M. l'empereur a eu à lutter. Si nous avons déploré souvent que ses loyales intentions ne fussent pas mieux secondées, nous avons toujours applaudi à son active sollicitude et à sa généreuse initiative . . . .

« Le gouvernement français facilitait la conclusion d'emprunts qui venaient en aide aux embarras du trésor mexicain, et cependant nos charges n'étaient compensées que par des règlements de compte illusoires. Des conseils amicaux ont été donnés; mais la résistance systématique des conseillers de Sa Majesté se manifestait sur tout ce qui touchait les intérêts de la France. Doit-on rappeler au prix de quels efforts la légation de France a pu obtenir enfin une insuffisante réparation des dommages subis par nos nationaux, alors qu'étaient réglées sans conteste les réclamations anglaises; alors qu'on trouvait des ressources pour acquitter, sans délai et argent comptant, des créances douteuses et non exigibles, nous avons vu contester le principe même des réclamations françaises, reconnues cependant, par le traité de Miramar, comme la cause déterminante de notre expédition et qui, à défaut de toute stipulation, auraient constitué une dette d'honneur irrémissible et indiscutable.

« Après avoir, en toutes circonstances, signalé au gouvernement mexicain la nécessité de pourvoir par lui-même à

sa propre conservation et lui avoir maintes fois déclaré que le concours que nous lui prêtions ne serait maintenu qu'autant que les obligations correspondantes, contractées vis-à-vis de nous, seraient strictement remplies, nous lui avons fait exposer les impérieuses considérations qui ne nous permettaient plus de demander à la France de nouveaux sacrifices et qui nous décidaient à rappeler nos troupes.

« En prenant toutefois cette résolution, nous avons prescrit d'apporter dans son exécution les délais et les précautions nécessaires pour éviter les dangers d'une trop brusque transition. Nous avons dû nous préoccuper en même temps de substituer aux stipulations, désormais sans valeur, du traité de Miramar, d'autres arrangements destinés à assurer la sécurité de nos créances. Le ministre de l'empereur à Mexico a reçu, en conséquence, des instructions pour conclure, à cet effet, une nouvelle convention.

« Ces instructions sont, comme tous les actes de l'empereur Napoléon, inspirées par les sentiments naturels qui l'attachent à l'empereur du Mexique et par son désir sincère de concilier des intérêts qu'il ne veut pas séparer. Il a apprécié les raisons qui ont déterminé ses représentants à ne pas presser la conclusion immédiate des arrangements qui leur étaient indiqués ; mais il a regretté de voir le cabinet mexicain profiter de leur condescendance pour transporter à Paris le siége d'une négociation qui ne peut être utilement suivie qu'à Mexico.

« L'empereur Napoléon a surtout regretté de trouver libellées dans le projet de traité soumis à son gouvernement par le général Almonte les propositions déjà formulées et que, chaque fois qu'elles se sont produites, les plus puissantes raisons nous ont forcés de décliner. Le séjour des troupes devrait être prolongé au delà des termes assignés, de nouvelles avances nous sont demandées dans la prévision de l'insuffisance des ressources du trésor mexicain, et le remboursement en est ajourné à des époques indéterminées ; aucun gage ne nous est offert, aucune garantie n'est stipulée

pour la sûreté de nos créances. Après les explications franches, loyales et complètes du gouvernement français, on a peine à se rendre compte de la persistance des illusions qui ont présidé à la conception de ce projet.

« Il est impossible d'agréer les propositions apportées par le général Almonte et d'en autoriser la discussion. Il faudra consentir à une nouvelle convention.

« Si les combinaisons qui lui seront proposées sont agréées par Sa Majesté l'empereur Maximilien, les termes fixés pour les départs successifs des troupes françaises seront maintenus, et le maréchal Bazaine arrêtera, de concert avec elle, les mesures nécessaires pour que l'évacuation du territoire mexicain s'effectue dans les conditions les plus favorables au maintien de l'ordre et à la consolidation du pouvoir impérial.

« Si, au contraire, nos propositions n'étaient pas acceptées, on ne doit pas dissimuler que, nous considérant comme libres désormais de tout engagement, et fermement résolus à ne pas prolonger l'occupation du Mexique, nous prescririons au maréchal Bazaine de procéder, avec toute la diligence possible, au rapatriement de l'armée, en ne tenant compte que des convenances militaires et des considérations techniques dont il serait le seul juge. Il aurait à aviser, en même temps, à procurer aux intérêts français les sécurités auxquelles ils ont droit, etc. »

Que s'était-il donc passé à Paris, entre le 12 avril, date de la lettre de l'empereur Napoléon dont Maximilien Ier se montrait assez satisfait, et le 31 mai, date de la dépêche dont je viens de citer les principaux passages? Deux faits qui découragèrent complétement le gouvernement français, *encore hésitant* à laisser l'empereur du Mexique livré à ses seules ressources et le décidèrent à ne plus faire de sacrifices inutiles pour soutenir un trône qui n'avait plus de soutien que nous.

Au mois d'avril M. Hidalgo revenait à Paris sans aucun caractère officiel, la légation du Mexique ayant été remise à

M. Almonte, qui arrivait à son tour au mois de mai, et remettait dans la seconde quinzaine du même mois les lettres de l'empereur Maximilien, demandant de nouveaux secours d'hommes et d'argent. M. Hidalgo, qui avait eu de longs entretiens à Cuernavaca avec Leurs Majestés, n'avait point caché ses sympathies pour le gouvernement français et sa politique; il avait dit à Leurs Majestés que le salut du Mexique se trouvait là, qu'on l'avait compromis par une méfiance systématique, formulée parfois par un mauvais vouloir évident de remplir des engagements pris ou de suivre une politique conservatrice et libérale qui seule pouvait consolider l'empire. M. Hidalgo revint à Paris, atterré par la situation désespérée du Mexique, et ne cacha pas à notre gouvernement qu'il n'y avait plus d'espérance à fonder sur le gouvernement impérial mexicain.

Le mois suivant arriva M. Almonte avec les lettres impériales. Ce fut le coup de grâce, et la dépêche du 31 mai fut expédiée. M. de Kératry ne s'appuie sur aucun document pour justifier ce qu'il dit à la suite de la réception de cette dépêche à Mexico, et je ne pense pas qu'il puisse exiger qu'on le croie sur parole. Si cette dépêche eût été aussi foudroyante pour Leurs Majestés qu'on le suppose, cela prouverait d'abord que le gouvernement français n'exagérait rien dans sa dépêche, ensuite que l'empereur Maximilien poussait ses illusions jusqu'à l'aveuglement, deux conséquences tout à fait contraires à celles tirées par M. de Kératry dans ses attaques contre notre gouvernement. Quoi qu'il en soit, l'impératrice Charlotte, voyant le trône impérial s'écrouler, voyant son auguste époux placé entre une abdication qui entraînait avec elle le pénible aveu d'impuissance, et l'abandon de l'unique appui de ce trône, crut pouvoir, par son influence personnelle, faire revenir le cabinet des Tuileries sur ses décisions et paralyser les tristes effets produits par le retour de M. Hidalgo et la mission Almonte.

Le 7 juillet le *Diario* officiel publiait la note suivante : « Sa Majesté part demain pour l'Europe. Sa Majesté va trai-

ter des affaires du Mexique et régler diverses affaires internationales. Cette mission, acceptée par notre souveraine avec un véritable patriotisme, est la plus grande preuve d'abnégation que l'empereur ait pu donner à sa nouvelle patrie, d'autant plus que l'impératrice va affronter le risque du vomito sur la côte de Vera-Cruz, si dangereuse dans la saison des pluies.

« Nous donnons cette nouvelle pour que le public connaisse le véritable but du voyage de Sa Majesté. »

Il me sera permis de voir, dans la lettre suivante, des pressentiments de l'empereur sur l'insuccès de la mission de l'impératrice ou du moins des doutes sur les prospérités de l'avenir qui lui furent souhaitées le 6 juillet, jour de sa fête.

« Mexico, 12 juillet 1866. — Je vous remercie des vœux que vous m'exprimez dans votre aimable lettre du 6 juillet, et il m'est agréable de voir que je puis toujours compter sur votre dévoûment et vos bons offices.

« Je ne sais si les prospérités que vous me souhaitez se réaliseront, mais, quoi qu'il arrive, soyez assuré des sentiments de cordiale bienveillance avec lesquels je suis votre très affectionné. — Maximilien. »

L'impératrice s'embarqua le 13 juillet à Vera-Cruz à bord du paquebot de Saint-Nazaire. M. de Kératry dit : « L'impératrice Charlotte, arrivant sur le môle, ne trouva qu'un canot français à ses ordres : elle refusa nettement de naviguer à l'ombre de notre pavillon pour se rendre au bâtiment qui chauffait en rade. » Ce bâtiment s'appelait l'*Impératrice Eugénie*, il était français et portait notre pavillon. Sa Majesté ne craignait donc pas de naviguer à l'ombre de notre pavillon? Si l'assertion de M. de Kératry était exacte, elle prouverait que l'intelligence de Sa Majesté était déjà ébranlée, puisqu'elle ne voulait pas parcourir cinquante mètres dans un canot français, et qu'elle consentait à faire près de trois mille lieues dans un navire français, tandis qu'en attendant quelques jours, elle pouvait naviguer dans un navire américain, et en retardant son voyage de deux semaines, elle

aurait eu à sa disposition le paquebot anglais. Quand une plume n'est dirigée que par la malveillance, elle commet bien des erreurs sinon des naïvetés drôlatiques.

L'auguste voyageuse était accompagnée de M. Martin Castillo, ministre des affaires étrangères, de M. le comte del Valle, son grand chambellan, de trois ou quatre autres personnes de la cour et de son service personnel. On fut averti à Paris, très tard, de l'arrivée de Sa Majesté, mais, contrairement à ce que dit M. de Keratry, assez à temps pour qu'on pût aller l'attendre à Saint-Nazaire. M. et madame Almonte se rendirent à Saint-Nazaire; M. Gutierrez de Estrada et plusieurs personnages mexicains et français allèrent à la gare du Mont-Parnasse recevoir Sa Majesté qui voulait voyager incognito. Des calèches découvertes conduisirent l'impératrice et sa suite au Grand-Hôtel où l'on avait préparé des appartements. A peine arrivée, Sa Majesté reçut le prince de Metternich et le général aide de camp de l'empereur en service à Saint-Cloud. On se rappelle que l'empereur Napoléon, fort souffrant alors, avait dû interrompre sa cure à Vichy, et était revenu précipitamment se reposer dans la solitude. Sa Majesté ne recevait personne, néanmoins Elle reçut l'impératrice le lendemain.

Dans cette entrevue, l'impératrice Charlotte acquit la certitude que les résolutions prises par la France, à la face de l'Europe, après deux années d'attente et d'amères déceptions, ne pouvaient être modifiées. « De la scène du palais de Saint-Cloud, dit M. de Keratry, peut dater réellement la folie de cette intéressante princesse... » Je ne réfuterai cette odieuse et gratuite assertion qu'en répétant ce que disait le *Courrier des États-Unis* dans son numéro du 2 octobre 1867. — « C'est là une insinuation perfide et une calomnie. C'est aussi une maladresse de la part du défenseur du maréchal Bazaine. » Sa Majesté eut d'autres entrevues avec l'empereur et l'impératrice des Français, mais en supposant qu'elles avaient pour but de traiter les affaires du Mexique, elles n'eurent aucun résultat quant à la continuation des secours

d'hommes et d'argent que l'impératrice Charlotte demandait. Le 23 août, Sa Majesté quittait Paris pour se rendre directement à Miramar; des voitures de la cour allèrent la prendre au Grand-Hôtel pour la conduire avec sa suite à la gare de Lyon. Le 18 septembre, Sa Majesté quitta Miramar pour aller à Rome; on sait qu'elle y arriva peu de jours après, et qu'à la suite d'une longue conférence avec le Saint-Père, Elle donna des preuves évidentes d'un dérangement dans sa noble et belle intelligence. Dans mon *Journal d'un missionnaire au Texas et au Mexique*, je cite des faits, passés sous mes yeux, d'empoisonnement par les Vandoux, qui ont tous les caractères de la maladie de cette infortunée princesse, mais il n'est pas besoin de recourir à cette explication pour comprendre un pareil malheur. A Mexico, à Paris, à Rome, l'impératrice reçut de terribles leçons sur le poids d'une couronne, sur les devoirs des souverains et sur les nécessités des peuples. Elle apprit que chaque peuple a sa stature, ses besoins particuliers, ses traditions, ses défauts, et qu'on ne peut impunément gouverner une nation qui naît à la vie politique comme on gouverne les nations viriles, à l'apogée ou au déclin de la civilisation. Elle apprit encore que le libéralisme est une bonne chose, mais donné à propos, donné avec mesure, avec lequel il ne faut pas jouer, sous peine de le voir tourner en un violent poison pour les peuples et les rois. Elle apprit enfin, que les empires ne se fondent pas avec des révolutionnaires, que si le fanatisme et la superstition sont odieux, il vaut mieux ramener les superstitieux et les fanatiques à des sentiments plus conformes avec la vérité chrétienne que de les traiter avec dédain, et que les amis de la veille peuvent devenir les ennemis du lendemain quand on les repousse ou qu'on les éloigne.

Au Mexique, se développait de tous côtés la série des désastres militaires, commencée par la perte de Matamoros, la capitulation de Mejia, le sac d'Hermosillo et la boucherie qui en fut la suite, la défaite et la mort du commandant Briant. Le maréchal Bazaine partit le 2 juillet pour l'inté-

rieur. Il trouva le pays dans la démoralisation la plus complète et l'écrivit franchement à l'empereur Maximilien. Sa Majesté, pressée par ses ministres, venait de décréter au mois d'août l'état de siége dans quelques départements, et voulait l'étendre sur tout le Mexique, laissant alors toute l'autorité civile et militaire à des commandants supérieurs qu'on choisirait autant que possible parmi les officiers français. Ce plan qui donnait au maréchal l'omnipotence souveraine, avec une immense responsabilité, fut déclinée par le chef du corps expéditionnaire; il avait permis que le général Osmont et l'intendant Friant prissent en main — le 26 juillet — le ministère de la guerre et celui des finances, c'était assez de responsabilité dans ce moment de crise suprême.

Quatre jours après la nomination de ces deux officiers, la convention du 30 juillet fut signée; elle réglait la question financière.

Voici les articles de la convention qui devait faire droit à toutes nos réclamations :

« Art. 1er. Le gouvernement mexicain accorde au gouvernement français une délégation de la moitié des recettes de toutes les douanes maritimes de l'empire, provenant des droits ci-après mentionnés :

« Droits principaux et spéciaux d'importation et d'exportation sur tous objets;

« Droits additionnels d'*internacion* et de *contra-registro;*

« Droit de *mejoras materiales*, lorsque ce dernier sera libéré de la délégation actuellement consentie en faveur de la compagnie du chemin de fer de Vera-Cruz à Mexico, délégation qui ne pourra être prolongée.

« Toutefois les droits d'exportation des douanes du Pacifique étant engagés pour les trois quarts, la délégation attribuée au gouvernement français sera réduite aux 25 % restant libres.

« Art. 2. Le produit de la délégation stipulée par l'article précédent sera attribué :

« 1° Au paiement des intérêts, de l'amortissement et de toutes les obligations résultant des deux emprunts contractés en 1864 et en 1865 par le gouvernement mexicain ;

« 2° Au paiement des intérêts à 3 % de la somme de 216 millions de francs dont le gouvernement mexicain s'est reconnu redevable en vertu de la convention de Miramar, et de toutes les sommes postérieurement avancées par le trésor français, à quelque titre que ce soit. Le montant de cette créance, évaluée aujourd'hui au chiffre approximatif de 250 millions de francs, sera ultérieurement fixé d'une manière définitive.

« Dans le cas d'insuffisance du prélèvement pour l'entier acquittement des charges ci-dessus indiquées, les droits des porteurs de titres des deux emprunts et ceux du gouvernement français demeurerereront entièrement réservés.

« Art. 3. Le prélèvement résultant de la délégation de la moitié du produit des douanes mexicaines s'élèvera proportionnellement à l'augmentation des recettes, et dans le cas où ce prélèvement dépasserait la somme nécessaire pour faire face aux charges spécifiées dans l'article 3, l'excédant serait affecté à l'amortissement du capital dû au gouvernement français.

« Art. 4. La quotité des droits et le mode de perception actuellement en usage ne pourront recevoir de modifications qui aient pour effet de diminuer le prélèvement concédé.

« Art. 5. Le prélèvement de la délégation mentionnée dans l'article 1er sera opéré à Vera-Cruz et à Tampico par des agents spéciaux placés sous la protection du drapeau de la France.

« Tous les droits perçus dans ces deux douanes pour le compte du trésor mexicain, sans exception, seront affectés à l'acquittement de la délégation française, sous la seule réserve de la partie afférente aux délégations actuellement connues et au traitement des employés de ces deux douanes.

« Le montant de cette dernière dépense, qui comprendra

les émoluments attribués aux agents français, ne pourra excéder 5 °/o du produit des droits précités. Un règlement de compte trimestriel constatera le montant des prélèvements ainsi opérés par le gouvernement français, et le produit des droits délégués pour toutes les douanes de l'empire.

« Ce règlement fixera la somme à verser immédiatement par le gouvernement mexicain pour parfaire le prélèvement concédé, en cas d'insuffisance, ou la somme à lui restituer de la même façon en cas d'excédant de prélèvement.

« Dans tous les ports autres que Vera-Cruz et Tampico, les agents consulaires français viseront les états de situation des douanes de leur résidence.

« Art. 6. Il sera abandonné à l'appréciation de l'empereur Napoléon III de fixer le temps pendant lequel les agents chargés d'opérer les recouvrements seront maintenus à Vera-Cruz et à Tampico, ainsi que d'arrêter les mesures propres à assurer leur protection.

« Art. 7. Les dispositions ci-dessus spécifiées seront soumises à l'approbation de l'empereur des Français et applicables à partir du jour désigné par Sa Majesté.

« La convention signée à Miramar, le 10 avril 1864, sera dès lors abrogée en tout ce qui a trait aux questions financières.

« En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, qu'ils ont revêtue du cachet de leurs armes.

« Fait en double expédition, à Mexico, le 30 juillet de l'an de grâce 1866. — Alph. Dano. — Luis de Arroyo. »

Cette convention ne fut mise en vigueur que le 1er novembre de la même année. Je ne parlerai pas ici de la conspiration découverte, au mois de juillet, à Mexico, et dont Santa-Anna, paraît-il, était l'âme, car dans la liste des seize personnages arrêtés à ce sujet, liste publiée par le *Diario*, on voit le nom du chanoine Ordoñez. Dans son numéro du 18 juillet, le journal officiel publiait également une lettre de Santa-Anna adressée à ce chanoine et par laquelle on voyait que d'autres

personnages très haut placés faisaient partie de cette conspiration. Je dirai pourtant que le trésor ne pouvant plus payer les fonctionnaires ni l'armée, la défection devenait générale. Faute d'argent, les bataillons de « chasseurs mexicains », nouvellement organisés, ne pouvaient plus se compléter, et ceux qui existaient commencèrent à se débander. Notre gouvernement n'avait naturellement pas accepté la clause introduite dans la création de ce corps, qu'il serait payé par le trésor français. Les Belges eux-mêmes se mutinèrent à Monterey. Les officiers devaient se rembarquer le 13 septembre; le gouvernement belge leur avait accordé une prolongation de congé de six mois, mais cette dépêche ne parvint à l'empereur qu'après avoir donné l'ordre de rappeler le régiment à Mexico. Monterey évacué fut repris par les dissidents, qui s'emparèrent aussi de Tampico. L'empereur rejetait la faute de tous ces désastres sur le maréchal Bazaine qui lui répondit par une lettre dans laquelle on voit que le maréchal avait été constamment en lutte avec les autorités libérales du Mexique et les fonctionnaires civils et militaires qui avaient jusqu'alors dirigé la politique impériale. Cette lettre, déjà publiée par M. de Keratry, est trop significative pour ne pas être reproduite ici.

« Peotillos, 12 août 1866. — Sire, — Je reçois à l'instant la lettre de Votre Majesté, en date du 4 courant.

« En associant le fait de la prise de Tampico par les dissidents à l'évacuation de Monterey, par mes ordres, Votre Majesté semble vouloir m'imputer la responsabilité de ces deux faits. Je croyais avoir suffisamment exposé à Votre Majesté, par mes deux lettres écrites de San-Luis Potosi, à la date du 11 juillet, n° 7, et du 20 juillet, n° 46, la situation de Nuevo-Leon et de Cohahuila, pour que la nécessité de l'évacuation de Monterey, après la destruction des troupes de Mejia et la capitulation de Matamoros, dans les conditions morales où se trouvait la légion belge, fût reconnue, non seulement au point de vue politique, mais surtout au point de vue militaire.

« La capitulation de Matamoros et les conséquences qui en sont résultées ne sont point de mon fait, et je n'ai pas pu formuler mon appréciation à ce sujet. J'avais à parer aux exigences d'une situation que je trouvais toute faite, et je crois avoir rempli mon devoir envers le souverain en mettant sous ses yeux tous les documents joints à mes lettres précitées, dont j'ai d'ailleurs envoyé le duplicata à mon gouvernement.

« Quant à la prise de la ville de Tampico par les dissidents, j'aurai l'honneur de rappeler respectueusement à l'empereur, qu'avant d'entreprendre ce qu'il veut bien appeler ma campagne dans le nord, au moment où les débris des troupes du général Mejia arrivaient à Vera-Cruz, j'ai demandé l'envoi à Tampico de M. le général Olvera, avec ce qui restait de sa brigade. Les instances du général Mejia auront vraisemblablement fait modifier la première décision de Votre Majesté, qui était favorable au mouvement projeté; car la brigade Olvera ne s'est point rendue à Tampico, et a même été dirigée depuis sur Mexico, contrairement à des ordres que j'avais laissés, et qui correspondaient à une combinaison militaire, dont l'effet avorté a ses conséquences actuelles dans l'État de Queretaro.

« Un défaut de concours analogue, que refusa de me prêter M. le général de Thun, n'a pas peu contribué non plus aux désastres qui frappent le Tamaulipas. Le général Mejia se plaignit que ses soldats fussent exposés aux dangers de la fièvre jaune à Tampico.

« Un faible détachement de la contre-guérilla, le seul dont je pusse disposer pour constituer une garnison à Tampico, fut alors embarqué à la Vera-Cruz, sans compter avec les rigueurs du climat, qui nous a coûté un bataillon l'année dernière. Je ne sache pas que ce détachement ait abandonné son poste, ni livré ce qu'il était chargé de défendre.

« Votre Majesté m'exprime le désir d'être instruite du plan que je me propose de suivre dans mes opérations.

« Si Votre Majesté eût daigné me recevoir lorsque, la

veille de mon départ de Mexico, je sollicitais l'honneur de prendre congé d'elle, je lui eusse exposé mes projets, qui consistaient simplement à reconnaitre de mes propres yeux l'effet produit dans le nord de l'empire par les événements de Matamoros ; à m'assurer de l'exactitude des rapports qui m'étaient adressés, sur le peu de confiance que l'on devait avoir dans les principaux fonctionnaires et sur l'esprit généralement hostile des populations de ces contrées.

« C'est après avoir constaté toutes ces vérités, que, m'appuyant sur les rapports des généraux Douay et Jeanningros, j'ai reconnu l'impossibilité de conserver pour le moment des points avancés, qui ne pouvaient être qu'une source de dangers et de dépenses continuelles. J'ai pris, en en rendant compte à Votre Majesté, le parti, que je persiste à croire sage, d'ordonner l'évacuation de Monterey et de Saltillo, afin d'établir en arrière une ligne forte, facile à garder, et séparée de la première par un véritable désert, où alliés comme ennemis ne peuvent compter sur aucune ressource. Mon opinion était et est encore, qu'il est préférable de développer son influence dans l'intérieur, en concentrant ses moyens d'action dans une zone déterminée, que de s'user aux extrémités, soumises aux influences de la frontière.

« Votre Majesté provoque des explications ; je les lui donnerai sincères.

« L'abandon absolu dans lequel les anciens ministres de l'empire ont laissé le général Mejia à Matamoros a déterminé la capitulation de cette place ; la triste situation qui est faite au général Montenegro à Acapulco, malgré mes nombreuses réclamations, malgré les promesses toujours faites et jamais tenues, entraînera, je n'en doute pas, un jour ou l'autre, ou la défection de cette troupe qui a donné des preuves réelles d'abnégation et de dévoûment, ou la capitulation de la place.

« En présence de cette inertie, de ce mauvais vouloir flagrant que je ne crains pas de dénoncer encore à Votre Majesté, tout en accomplissant loyalement envers l'empereur du Mexique, avec conscience et dévoûment, la mission que

m'a confiée mon souverain, je dois me préoccuper des soins que m'impose mon devoir comme mon droit de commandant en chef de l'armée française.

« Ma lettre du 11 juillet a exposé à Votre Majesté mes devoirs en vue des éventualités d'une prochaine évacuation par une notable portion de l'armée confiée à mon commandement.

« Comme conséquence naturelle des événements et des appréhensions qu'il m'est permis de concevoir sur le rôle que l'élément mexicain joue dans ce pays, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Majesté qu'il me sera impossible de laisser mes troupes à Guaymas et à Mazatlan.

« Depuis longtemps le gouvernement mexicain a pu et dû s'occuper d'assurer le maintien du pouvoir impérial dans ces deux places. Je me vois forcé de laisser la Sonora et le Sinaloa aux seules ressources dont dispose le gouvernement de Votre Majesté, et je ne tarderai pas à rappeler les troupes françaises qui occupent ces contrées éloignées.

« Quant aux fonctionnaires qui ont prêté leur concours au gouvernement de Votre Majesté, je les crois trop habiles, ou pour s'être compromis inutilement ou pour s'exposer à des éventualités prévues par eux.

« Ils ont su jusqu'ici et sauront tous, dans l'avenir se mettre d'eux-mêmes à l'abri de tout danger... — Bazaine. »

Un nouveau sujet de dissentiment vint tendre la situation entre l'empereur et le maréchal qui paraissait fluctuer parfois dans ses sentiments, ses vues ou ses projets. De retour à Mexico, le maréchal intima l'ordre au général Osmont, ministre de la guerre, à l'intendant Friant, ministre des finances, et au capitaine Pierron, chef du secrétariat de l'empereur d'opter entre leur position auprès de Sa Majesté et celle qu'ils occupaient dans le corps expéditionnaire. Pour le capitaine Pierron, je ne sais si cet ordre lui fut donné au mois de juillet ou au mois de septembre. Je n'ai jamais compris l'animosité du quartier général contre ce capitaine de zouaves, vrai type de fidélité, de dévoûment, d'intelligence,

de travail et de loyauté. La position qu'il occupait auprès de l'empereur, avec le consentement du maréchal, ne pouvait froisser ni les règles hiérarchiques, ni les susceptibilités de ses supérieurs. Loin d'être satisfait de voir cette position occupée par un officier français, au lieu de l'être par un Mexicain, ce pauvre capitaine n'eut pas à se louer d'avoir été attaché au cabinet de l'empereur; un sentiment de justice me fait craindre qu'il ne soit laissé, longtemps encore, simple capitaine, tandis que l'équité devrait, à titre de récompense pour services exceptionnels, lui donner de l'avancement et le couvrir d'honneurs.

Quant au général Osmont et à l'intendant Friant, malgré les services réels que leur haute intelligence leur permettait de rendre à la cause de l'empereur qui, après tout, était notre cause, il était incontestable qu'ils ne pouvaient occuper indéfiniment le poste de ministre qu'on leur avait permis d'accepter, mais il est étrange qu'on ait pris pour motif de leur rappel une modification ministérielle dans un sens conservateur, puisque tous les ministres et tous les hauts fonctionnaires qu'on avait eus jusqu'alors et dont se plaignait sans cesse le maréchal, étaient libéraux. M. de Kératry, en disant que les dissensions entre l'empereur et le maréchal, ainsi que la chute de l'empire provinrent du ministère réactionnaire nommé à la dernière heure, n'aurait pas dû publier toutes les lettres qui prouvent le contraire de ce qu'il affirme.

M. de Kératry, dans son réquisitoire fantaisiste contre le gouvernement français, ne s'aperçoit pas qu'il accuse fréquemment le maréchal, en croyant le défendre, et qu'il tend à prouver que le maréchal ne s'accordait pas plus avec les conservateurs qu'avec les libéraux. Les faits et les documents qu'il cite sont constamment en opposition avec les conclusions qu'il en tire; on voit que la logique ne lui est pas plus familière que l'histoire du Mexique. L'empereur, s'apercevant trop tard que les libéraux dont il s'était entouré jusqu'alors l'avaient conduit insensiblement à sa perte, se jette enfin dans les bras des conservateurs au mois de juil-

let 1866, et remplace le capitaine Pierron, qu'on lui enlève forcément, par l'abbé Fisher qui devient chef de son secrétariat. L'abbé Fisher était un choix déplorable ; mais, puisqu'on dit que sa vie privée n'était point en rapport avec le respect qu'il devait à son habit, il ne pouvait pas être un clérical bien féroce. Les conservateurs répondirent à l'appel de Maximilien, bien convaincus qu'à cette heure tardive, ils ne faisaient qu'exposer leur vie et leur fortune. Les paroles du maréchal dans sa lettre du 12 août ne pouvaient pas s'appliquer à leur parti, écarté du pouvoir depuis 1864, et qui, en 1867, a fourni bien des victimes aux vengeances des juaristes, les uns ayant été fusillés et les autres emprisonnés.

Pourquoi donc attribuer à l'abbé Fisher une importance aussi exagérée, une influence aussi décisive dans les déterminations de l'empereur? Évidemment, parce que lorsqu'il fut question de faire abdiquer Sa Majesté, il fallait que l'insuccès des démarches du maréchal Bazaine, de M. Dano et du général Castelnau tombât sur quelqu'un autre que sur eux. Au dessus de l'influence improvisée de l'abbé Fisher, il y avait le caractère et la forme de la pression exercée sur l'empereur par les trois personnages susnommés, il y avait l'attitude des États-Unis, celle de l'empereur d'Autriche, formulée dans une dépêche à M. Lago, après la mission de M. Éloin; il y avait une lettre de l'archiduchesse Sophie, dans laquelle la mère de l'empereur priait son fils de ne pas revenir encore en Autriche. L'empereur Maximilien avait bien des faiblesses, mais il n'a jamais eu la bonhomie de compromettre son honneur ou sa vie par déférence pour l'abbé Fisher. Cette parenthèse était nécessaire pour mettre sous leur vrai jour les événements qui vont se dérouler.

On sait que le général Castelnau, parti au mois de septembre en mission extraordinaire, arriva au Mexique au mois d'octobre. L'empereur Maximilien, désespéré par la maladie de l'impératrice, autant que par la situation politique et militaire dans laquelle il se trouvait, n'attendit pas le général Castelnau. La neutralité des Américains était violée à Mata-

moros tombée entre les mains des juaristes; les troupes dissidentes suivaient notre mouvement de concentration et s'emparaient, sans coup férir, des villes que nous abandonnions; Porfirio Diaz, que les Autrichiens avaient laissé échapper de sa prison à Puebla, avait repris Oajaca; l'empereur, dans un état de faiblesse extrême, malade et résolu d'abdiquer, partit pour Orizaba le 21 octobre.

Comme je l'ai déjà dit en parlant de la politique des États-Unis, la question mexicaine touchant à son terme, le cabinet de Washington n'avait plus devant lui que la question *féniane* pour opérer les virements d'opinions indispensables à l'obtention d'une majorité dans le congrès. La dépêche du 9 novembre de M. de Montholon, dit textuellement : « La question féniane va désormais faire les frais de la politique extérieure. Le résultat des élections est tout en faveur de l'opposition et passe condamnation sur la politique présidentielle pour la reconstruction de l'Union. Le parti républicain et radical est, du reste, en ce qui nous concerne, très nettement opposé à tout conflit extérieur. — Montholon. » Le gouvernement français savait donc à quoi s'en tenir sur l'attitude des États-Unis, et ne subit en ce moment aucune pression de ce côté-là à l'égard du Mexique. Néanmoins, tant que nos troupes n'étaient pas rapatriées, M. Seward pouvait espérer qu'une démonstration en faveur de Juarez lui serait utile; c'est alors qu'il inventa la mission de M. Campbell et du général Shermann qui s'embarquèrent à New-York le 11 novembre pour le Mexique. Les instructions données à ces deux agents des États-Unis étaient vagues comme leur mission. Après un court séjour à Tampico, ils vinrent à Vera-Cruz à la fin du mois; la ville était en fête; elle venait d'apprendre la résolution de l'empereur de ne pas abdiquer et de rester au Mexique. Les deux agents partirent aussitôt pour la Havane, sans s'aboucher avec les autorités françaises.

Voici ce qui s'était passé. Le 22 novembre, les journaux de la capitale annoncèrent que, sur la demande de l'empe-

reur, les ministres et les conseillers d'État se rendraient à Orizaba pour conférer avec Sa Majesté. A mon avis, c'est par le courrier du 10 novembre qu'ont dû arriver la lettre de M. Éloin, la dépêche du gouvernement autrichien à M. Lago et la lettre de l'archiduchesse Sophie à l'empereur. Dans tous les cas, Sa Majesté a certainement reçu ces trois communications pendant le mois de novembre, car l'empereur, jusqu'alors décidé à remettre le pouvoir suprême entre les mains de ses ministres et de ses conseillers d'État ou d'un congrès, préparant depuis la dernière quinzaine d'octobre et son abdication et son départ du Mexique, changea subitement de résolution. Or, il n'est pas admissible que la mission Castelnau, qui ne modifiait en rien les déterminations du gouvernement français consignées dans la dépêche du 31 mai, que la mission Campbell-Shermann, qui ne débarqua même pas à Vera-Cruz, lesquelles deux missions, du reste, étaient d'accord dans leur résultat, avec les dispositions de Sa Majesté, il n'est pas admissible, dis-je, que ces deux missions aient motivé la brusque résolution de l'empereur de rester au Mexique. D'autres influences plus sérieuses le déterminèrent; ces influences il faut les chercher dans les trois documents dont j'ai déjà parlé.

Je n'ai lu ni la lettre de l'archiduchesse Sophie, ni la dépêche adressée à M. Lago; mais des personnages qui les ont lues, m'ont dit que la première contenait une prière à l'empereur de ne pas compromettre son honneur en revenant dans les circonstances actuelles, et de rester encore au Mexique en dépit des dangers qui l'entouraient; la seconde, d'après les mêmes informations, aurait déclaré à Sa Majesté que son titre d'empereur ne serait pas reconnu en Autriche, que le pacte de famille serait exécuté et qu'on prierait Sa Majesté de ne pas s'occuper de politique. Enfin, l'on sait que M. Eloin, envoyé en mission secrète au commencement de l'année, eut la maladresse d'adresser une lettre au « consul du Mexique à New-York » vers la fin de septembre. Les États-Unis, n'ayant pas reconnu le gouvernement impérial,

cette lettre fut remise à M. Romero, agent de Juarez, qui s'empressa de la publier dans les journaux. Telle est la version, généralement admise, de la publicité qu'elle a eue. Elle est datée de Bruxelles, 17 septembre ; en calculant les départs des courriers européens pour l'Amérique, le trajet, les vicissitudes qu'elle a subie aux États-Unis, les rares communications entre New-York et Vera-Cruz, on comprendra facilement que cette lettre n'a pu parvenir à l'empereur avant le mois de novembre. Voici les principaux extraits de cette lettre écrite par un individu auquel notre gouvernement a donné la croix de la Légion d'honneur qu'il portait au cou.

« Sire. — L'article du *Moniteur* français désavouant l'entrée aux ministères de guerre et des finances, prouve que désormais, et sans pudeur, le masque est jeté. La mission du général Castelnau, aide de camp et homme de confiance de l'empereur, bien que secrète, ne peut avoir d'autre but, selon moi, que de chercher à provoquer au plus tôt une solution... le gouvernement français voudrait qu'une abdication précédât le retour de l'armée et qu'ainsi il lui fût possible de procéder seul à réorganiser un nouvel état de choses capable d'assurer ses intérêts et ceux de ses nationaux. J'ai l'intime conviction que Votre Majesté ne voudra pas donner cette satisfaction à une politique qui doit répondre tôt ou tard... de ses actes et des conséquences fatales qui en seront la suite. . . . .

« Cependant, j'ai l'intime conviction que l'abandon de la partie avant le retour de l'armée française serait interprété comme un acte de faiblesse, et l'empereur tenant son mandat d'un vote populaire, c'est au peuple mexicain, dégagé de la pression d'une intervention étrangère, qu'il doit faire un nouvel appel, et c'est à lui qu'il faut demander l'appui matériel et financier indispensable pour subsister et grandir.

« Si cet appel n'est pas entendu, alors Votre Majesté ayant accompli sa noble mission jusqu'à la fin, reviendra en Europe avec tout le prestige qui l'accompagnait au départ, et

au milieu des événements importants qui ne manqueront pas de surgir, elle pourra jouer le rôle qui lui appartient à tous égards.

« Parti de Miramar le 4 de ce mois avec la résolution de m'embarquer à Saint-Nazaire, après avoir pris des ordres de S. M. l'impératrice, j'ai été entraîné à ajourner de nouveau mon départ. Il fallait cette haute influence pour changer une détermination que mon dévoûment me conseillait comme l'accomplissement d'un devoir. . . . .

« En traversant l'Autriche, j'ai pu constater le mécontentement général qui y règne. Rien ne se fait encore. L'empereur est découragé; le peuple s'impatiente et demande publiquement son abdication. Les sympathies pour Votre Majesté se communiquent ostensiblement à tout le territoire de l'empire. En Vénétie, tout un parti veut acclamer son ancien gouverneur; mais quand un gouvernement dispose des élections sous le régime du suffrage universel, il est facile de prévoir le résultat.

« D'après les derniers ordres de Votre Majesté, j'expédie par ce courrier un télégramme chiffré à Roccas, pour avertir Votre Majesté de l'arrivée du général Castelnau et du désaveu donné à Osmont et Friant.

« J'ai appris par G... que l'attitude douteuse prise à Paris par 2146 — sans doute M. Almonte — devenait chaque jour plus publique. Depuis quelque temps il comble d'égards et d'argent le jeune Salvador (Iturbide), qui, lui-même ne comprend rien à ce changement. Je crois nécessaire de reprendre le jeune homme près de moi en attendant la fin de ses vacances... — Eloin. »

Il n'est pas étonnant qu'après la réception de cette lettre, celle de sa mère et celle de son frère, l'empereur, sachant l'Autriche découragée par la bataille de Sadowa et croyant exacts les renseignements de M. Eloin, se décidât subitement à ne plus abdiquer pour le moment. Résolut-il de soutenir seul la lutte contre les dissidents, puis, après avoir triomphé des armées juaristes, réunir un congrès et lui re-

mettre entre les mains les destinées de la nation? C'est probable; ce projet, d'ailleurs, n'avait rien d'extravagant; l'histoire de la république nous apprend que bien des présidents se sont sortis d'une position aussi difficile, sinon pire que celle dans laquelle se trouvait alors l'empereur. Marquez et Miramon lui offrirent leur épée; les conservateurs lui promirent quatre millions de piastres; le danger commun lui ramena bien des esprits, il pouvait espérer le triomphe sans paraître insensé.

Le 1er décembre, le *Diario* publiait la nouvelle suivante :

« Les délibérations des conseils de ministres et d'État ont été closes. D'accord avec leur vote, S. M. l'empereur a pris la résolution de conserver le pouvoir et de retourner bientôt dans la capitale.

« Cette noble et patriotique résolution du souverain, adoptée hier définitivement, a causé une impression ineffable de joie à Orizaba où elle a été célébrée au son des cloches, des pétards, de la musique et de toute espèce de démonstrations joyeuses. »

Le manifeste de l'empereur publié à cette occasion était ainsi conçu :

« Mexicains. — Les circonstances si graves qui touchent au bien-être de notre patrie et qui disparaissent devant nos malheurs domestiques, ont provoqué dans notre esprit la conviction que nous devions vous rendre le pouvoir que vous nous aviez confié.

« Nos conseils des ministres et de l'État convoqués par nous ont été d'avis que le bien du Mexique exigeait que nous restassions au pouvoir. Nous avons cru de notre devoir d'accéder à leurs instances, en vous annonçant tout à la fois notre intention de réunir un congrès national sur les bases les plus larges et les plus libérales, auquel participeront tous les partis. Ce congrès déterminera si l'empire doit continuer dans l'avenir, et, au cas affirmatif, concourra à la formation des lois vitales pour la consolidation des institutions publiques du pays. Dans ce but, nos conseils se préoc-

cupent actuellement de nous proposer toutes les mesures opportunes, et, en même temps, font les démarches nécessaires pour que tous les partis se prêtent à un arrangement sur cette base.

« En conséquence, Mexicains, en comptant sur vous tous sans exclusion d'aucune couleur politique, nous nous efforcerons de poursuivre avec courage et constance l'œuvre de régénération que vous avez confiée à votre compatriote. — Maximilien. »

Le 3 décembre, M. Lares, président du conseil des ministres, et M. Luis de Arroyo notifièrent au maréchal Bazaine, à M. Dano et au général Castelnau la résolution de l'empereur et demandaient en même temps la remise aux troupes mexicaines des établissements et magasins militaires. La surprise et le mécontentement de nos représentants furent extrêmes; le général Castelnau et M. Dano durent regretter profondément de n'avoir pas répondu, le 18 novembre, à l'appel que leur faisait l'empereur et d'avoir peut-être fait échouer l'abdication de Sa Majesté, pour n'avoir pas voulu se donner la peine de faire soixante lieues par de mauvais chemin. Leur désappointement se manifesta dans la presse française de Mexico, qui s'inspirait à la légation de France et au quartier général. Pendant le mois de décembre, il parut dans ces journaux des articles contre la décision de Sa Majesté, contre l'administration Lares, et même des articles en faveur d'Ortega. La diplomatie cédait la place au dépit, et, franchement, ce n'était ni digne ni convenable. Lorsque l'empereur s'arrêta sous Puebla en remontant à Mexico, M. Dano et le général Castelnau allèrent auprès de Sa Majesté — sans se laisser accompagner du maréchal — tenter de faire revenir l'empereur sur sa décision; mais, si l'on en croit la chronique, la forme de leur langage aurait indisposé Sa Majesté contre eux et leur mission.

Cette tension des rapports entre M. Dano, le général Castelnau et le gouvernement impérial amena un conflit relativement à l'exécution de la convention du 30 juillet qui devait

être mise en vigueur le 1er novembre. A cette heure suprême, les douanes ne devaient rapporter que des sommes trop minimes pour nous dédommager de nos sacrifices et sauver l'empire qui n'existait déjà plus. D'une part, le gouvernement mexicain ne pouvait naturellement pas payer des troupes étrangères dont l'entretien était beaucoup plus dispendieux que celui des troupes mexicaines; d'autre part, l'empereur Maximilien, ne voulant pas associer les étrangers aux périls qui les menaçaient, les délia de leurs engagements. Au mois de janvier, le général Castelnau reçut une dépêche qui lui disait de rapatrier tous ceux qui le voulaient. Le corps belge, on se le rappelle, devait rentrer; le baron Lago pria le maréchal Bazaine de faire rentrer également le corps autrichien. La légion étrangère qui devait rester après le départ de nos troupes, ne pouvant être entretenue par le gouvernement mexicain, dut rentrer pareillement. A la fin du mois de janvier 1867, tous ces corps se dirigèrent sur Vera-Cruz.

Le 14 de ce même mois, la résolution de l'empereur Maximilien de rester à la tête des affaires fut affermie par le résultat d'une nouvelle conférence analogue à celle d'Orizaba. L'assemblée se composait de MM. Lares, Lacunza, Marin, Garcia Aguirre, Mier y Teran, Campos, Pereda, général Marquez, Murphy (sous-secrétaire de la guerre), Almazan, Luis Mendez, Manuel Cordero, Esteban Villalba, Cortès y Esparza, Bonifacio Gutierrez, Robles Pezuela, Fonseca, Sarabia, Iribarren, Hidalgo y Teran, Arango y Escadon, Orozco y Berra, Linares, Hernandez, Victor Perez, Lopez Portillo, Thomas Murphy, général Portilla, général Galindo, l'archevêque de Mexico, l'évêque de San Luis Potosi, Sanchez Navarro, le R. P. Ficher, Vidauri, Manuel Lizardi.

M. le maréchal Bazaine s'était rendu à la séance sur le vœu de l'empereur.

De même qu'à Orizaba, M. Lares présidait l'assemblée au nom de l'empereur. Après avoir ouvert la séance, il posa en ces termes la question à résoudre :

« Dans les circonstances actuelles du pays, et en vue des chiffres présentés par les ministres de la guerre et des finances, le gouvernement impérial doit-il et peut-il entreprendre la pacification ? »

Le ministre de la guerre a déclaré qu'il comptait un effectif réel de 26,000 hommes; le ministre des finances a cru pouvoir répondre d'un revenu actuel de 11 millions de piastres, qui devra s'élever à 24 millions, puis à 36, à mesure que le gouvernement impérial rétablira son autorité dans le pays. M. le général Marquez a exprimé sa conviction que ces ressources étaient pleinement suffisantes pour avoir raison des dissidents.

Appelés à formuler leur opinion, les membres de l'assemblée ont pris successivement la parole, et deux tiers environ se sont prononcés pour que la lutte continuât jusqu'à l'affermissement de l'empire.

A la suite de cette délibération, MM. Cordero, Cortès Esparza et Luis Mendez ont donné leur démission de conseillers d'État.

M. Thomas Murphy, doyen du corps diplomatique mexicain, fut nommé ministre des affaires étrangères; M. Sanchez Navarro, — le plus considérable propriétaire foncier du Mexique, — reçut le ministère de la maison de l'empereur. Sa Majesté chargea une commission particulière de régler les dettes de la liste civile restées en souffrance, et mit à la disposition des liquidateurs sa vaisselle plate et son argenterie. Trois jours après, les voitures, chevaux, mules et autres objets du service de la cour furent mis en vente. Le 15 janvier, les dernières troupes françaises qui restaient dans l'intérieur rentraient à Mexico. Un avis officiel du quartier général fixa au 1er février le départ pour Vera-Cruz du dernier convoi, auquel pouvaient se joindre les émigrants civils. Le nombre des partants français et mexicains était assez considérable; en revanche, la capitale se remplissait de plus en plus des réfugiés de l'intérieur.

Le 26 janvier, le *Diario* publia deux documents qui témoi-

gnaient de la sollicitude de Sa Majesté pour les Français qui restaient au Mexique. Ce sont une lettre et une recommandation de l'empereur. Les voici :

« Mexico, 26 janvier 1867. — Mon cher ministre des travaux publics. — Les bouleversements politiques qu'a subis et que subit actuellement le Mexique, ont eu pour conséquence la ruine complète d'innombrables familles étrangères, spécialement de nationalité française, qui se trouvent dans l'impossibilité de pouvoir profiter de l'invitation que leur a faite la légation de France de rentrer dans leur pays natal avec le corps expéditionnaire.

« Je désire soulager leur sort, en tant que possible, et leur procurer les moyens de se créer un foyer domestique parmi nous, en leur concédant les terrains qu'ils peuvent coloniser.

« Je vous recommande donc de me proposer les moyens convenables pour atteindre ce but. — Recevez, etc. — Maximilien. »

— « Généraux, chefs, officiers et sous-officiers de notre armée nationale! — Parmi vous existe un grand nombre de militaires distingués, qui n'ont pas vu le jour au Mexique, mais qui sont Mexicains d'adoption et de cœur. Je désire ardemment que la plus parfaite fraternité règne entre les indigènes et les fils adoptifs du Mexique; qu'ils partagent ensemble les fatigues de la guerre, les périls des combats et les douceurs de la paix. Je vous adjure tous d'agir ainsi, car il me serait douloureux d'avoir à punir, soit des actes, soit des paroles qui troubleraient l'harmonie et pourraient blesser la susceptibilité de ceux qui sont aujourd'hui nos frères. Je leur adresse, à eux aussi, la même recommandation, et je ne doute pas que je ne sois également satisfait des uns et des autres.

« L'armée française rentre dans sa patrie, mais un nombre considérable des fils de la noble France restent parmi nous, servant dans l'armée nationale, après avoir servi dans celle de leur pays, et appliqués au commerce, à l'industrie et aux

arts. C'est pour nous un devoir de veiller avec un soin scrupuleux à ce que les premiers n'éprouvent aucun désagrément parmi leurs compagnons d'armes en échange de l'abnégation dont ils font preuve en restant au Mexique au lieu de retourner dans leur pays. Quant aux autres, nous devons agir de même pour qu'ils ne souffrent ni dans leurs personnes ni dans leurs intérêts. Je vous exhorte de la manière la plus pressante à l'accomplissement de ce devoir.—Maximilien. »

Avant notre départ de Mexico, nous remîmes aux autorités mexicaines les poudrières, l'arsenal, les établissements militaires et les magasins. A l'époque de l'entrée de l'armée française à Mexico, l'artillerie avait trouvé les établissements de la capitale dans le plus déplorable état de dévastation. Tout avait été vendu ou pillé.

Le premier soin du général Courtois d'Hurbal fut de reconnaître ces établissements qui étaient d'une nécessité absolue pour le gouvernement mexicain. Mais il ne pouvait pas se dissimuler que la tâche était immense et d'une énorme difficulté dans les circonstances où se trouvaient le personnel et le matériel de son armée. Néanmoins, grâce au dévoûment sans bornes de ses officiers, sous-officiers et soldats, à l'activité qu'ils déployèrent, malgré les rudes fatigues qu'ils venaient de subir au siége de Puebla, et malgré la rigueur du climat, l'artillerie put atteindre promptement le but que s'était proposé son général. En effet, dès le mois de septembre 1863, le grand arsenal, la fonderie, la fabrique de capsules étaient en pleine activité, et la manufacture d'armes prête à fonctionner.

Depuis cette époque, tous ces grands établissements furent l'objet d'agrandissements successifs et de perfectionnements considérables, de telle sorte qu'ils purent toujours subvenir aux immenses besoins de l'empire mexicain, nécessités par l'état de guerre constant qui existait sur différentes parties du territoire.

A la fonderie de Molino del Rey, l'artillerie fondait les canons qui lui étaient nécessaires; à l'arsenal de Mexico, elle

construisait le matériel des batteries et réparait celui qui était en mauvais état; à la manufacture d'armes, elle remettait en état une quantité considérable de fusils qui, avec ceux qui lui avaient été envoyés précédemment, ont été successivement délivrés aux troupes mexicaines ou aux populations disposées à se défendre. Enfin, elle fabriquait les munitions de guerre de toute espèce dont la consommation journalière était des plus considérables.

De plus, en même temps qu'elle exécutait tous ces travaux, elle remettait en état tout le matériel de guerre destiné, non seulement à la capitale, mais encore à l'armement des diverses places désignées par le maréchal Bazaine comme places stratégiques. Elle pourvoyait aussi toutes les bouches à feu d'un approvisionnement proportionné à l'importance des positions auxquelles on les destinait et qui variait de cent à cinq cents coups par bouche à feu.

Le 17 juin 1866, le général d'artillerie s'étant, en outre, chargé de l'organisation de l'artillerie mexicaine, l'empereur lui écrivit la lettre suivante :

« Mon cher général Courtois d'Hurbal. — Le maréchal Bazaine m'a informé de l'offre bienveillante que vous nous faites de vous charger de l'organisation de l'artillerie de mon armée.

« Vous avez déjà tant fait dans ce but que je ne puis que vous remercier chaleureusement de la part de fatigues et de travaux que vous assumez avec d'autant plus de courage que vous connaissez déjà par expérience, combien il faut déployer de patience et d'énergie dans ce pays pour terminer une œuvre compliquée.

« Je vous ferai remettre successivement l'état des éléments qui devront servir à la formation des batteries et j'espère que vous nous donnerez pour les instruire et les administrer quelques-uns des excellents officiers, sous-officiers et gardes qui sont sous vos ordres. — Recevez, mon cher général, etc. — Maximilien. »

L'artillerie française peut constater comme résultat de ses

travaux incessants que, malgré les livraisons impérieuses qu'elle avait à faire pour parer aux divers services, il existait encore, au moment du départ, dans les magasins de l'empire, une réserve considérable de matériel, de munitions et d'objets de toutes espèces qui constituaient une immense richesse militaire pour le Mexique.

L'empereur Maximilien remercia l'artillerie, dans la personne de son général, de tous les services extraordinaires qu'elle lui avait rendus par la lettre suivante :

« Mon cher général Courtois d'Hurbal. — Je tiens à vous remercier cordialement, au moment de votre départ, du zèle avec lequel vous avez organisé l'artillerie de mon armée.

« Vos travaux laisseront parmi nous un souvenir durable, et pour ma part je n'oublierai pas le loyal concours que vous m'avez toujours prêté.

« Vous trouverez ci-joint une lettre pour l'empereur Napoléon et vous m'obligerez infiniment en la lui remettant. — Recevez, etc. — Maximilien. »

Espérons que le gouvernement français récompensera bientôt ce général aussi distingué que brave en le faisant asseoir au sénat à côté de M. Corta. On voit, par cette esquisse sur les travaux de l'artillerie française, que l'armée et les places stratégiques mexicaines étaient abondamment pourvues d'armes et de munitions. Nous n'embarquâmes que nos canons. Les projectiles creux ou pleins, nous appartenant, et dont le transport eût coûté dix fois leur valeur furent brisés, étant inutiles aux Mexicains, dont les canons étaient d'un calibre double du nôtre. Quant à la poudre, le général Castelnau la fit noyer, Mexico étant suffisamment approvisionnée et son transport devant être aussi dispendieux qu'inutile.

Le 5 février, la capitale fut remise aux autorités mexicaines, et nos dernières troupes l'évacuèrent. Le 12 mars, nous n'avions plus de soldats au Mexique ; l'armée française et les corps austro-belges embarqués voguaient sur l'Océan, en route pour l'Europe.

Depuis le mois de mars 1867, l'histoire des dernières convulsions de l'empire mexicain devient obscure, et la plupart des rares événements qui l'ont signalée est encore ensevelie dans les voiles de l'incertitude. Les journaux américains ont publié plusieurs lettres apocryphes de l'empereur Maximilien, et d'autres, dont l'authenticité est au moins douteuse, que Sa Majesté aurait écrites dans les trois derniers mois de son agonie politique; mais il n'est pas possible de s'appuyer sur les renseignements de la presse américaine pour écrire une histoire quelconque. Il faut donc attendre, pour parler avec exactitude des faits survenus au Mexique après le départ des troupes, que l'administration despotique et sanguinaire de Juarez soit terminée, et que les acteurs de ce long et déplorable drame puissent librement raconter ce qu'ils ont vu. Je crois que M. Masseras, ancien directeur de l'*Ère nouvelle*, va combler bientôt cette regrettable lacune.

Néanmoins, si l'on ne peut encore tout dire, on peut marquer d'une manière générale, les étapes qui ont amené l'infortuné souverain au couvent des Capuchinos. Il est impossible de savoir jusqu'à quel point les conservateurs ont tenu leur promesse de soutenir de leurs deniers l'empire mourant; on sait seulement que les généraux populaires Miramon, Mendez, Mejia et Marquez ont bravement tenu leur parole, payée du sacrifice de leur vie par les trois premiers. Quant au dernier qui s'est échappé au Texas, malgré le peu de sympathie qu'il rencontrait parmi les étrangers, il est probable qu'il est plus coupable d'ineptie, d'arbitraire et de concussion que de trahison. Soldat brutal, mais vrai soldat, avant de l'accuser d'un pareil crime, il faut en avoir des preuves, et ces preuves manquent.

Si l'empereur avait été abandonné à Orizaba, il est certain que les conservateurs eussent vu une seconde édition des lois mortuaires appliquée contre eux aussitôt après le départ de nos troupes. En soutenant l'empire, ils soutenaient donc leurs propres intérêts et même leur vie. En organisant une armée pour les défendre et prolonger la lutte, les con-

servateurs pouvaient naturellement espérer d'obtenir de meilleures conditions des dissidents. Ces considérations font supposer que leur concours devait être sincère et sérieux. S'il n'a pas été ce qu'ils avaient promis, — c'est que la position était trop désespérée pour être remédiable, et que la terreur inspirée par les actes des juaristes s'est changée en panique. Quant à Miramon, son épée n'avait pas été tirée en vain hors du fourreau. Le 27 janvier, il envoyait de Zacatecas, la dépêche suivante au ministre de la guerre :

« Aujourd'hui, j'ai attaqué et occupé la place de Zacatecas. Les forces — dissidentes — de Durango et de Zacatecas ont été poursuivies à trois lieues au delà de la ville. L'artillerie, l'armement et beaucoup de prisonniers sont restés en mon pouvoir.

« Juarez n'a dû son salut qu'à la rapidité de sa voiture.

« Veuillez féliciter Sa Majesté pour cette victoire. — Miramon. »

Dans la première quinzaine de février, l'empereur partit pour Queretaro. Il est probable qu'après sa victoire, Miramon, voulant poursuivre une colonne ennemie, qui se dirigeait sur S. Luis Potosi, fut battu, et que les dissidents reprirent l'offensive. Les détails manquent sur les différentes actions qui eurent lieu à cette époque, mais il est à supposer que Miramon se replia en deçà d'Aguas-Calientes, tête de ligne de S. Luis Potosi et de Zacatecas, pour rejoindre les forces impériales de Queretaro et livrer bataille dans les environs de cette ville, peut-être même à Celaya.

A S. Juan del Rio, dernière étape avant d'arriver à Queretaro, l'empereur lança l'ordre du jour suivant :

« San Juan del Rio, 17 février 1867. — Aujourd'hui je me mets à la tête et je prends le commandement de notre armée, qui pouvait à peine, il y a deux mois, commencer à se réunir et à se former. Ce jour, mes vœux ardents l'appelaient depuis longtemps ; des obstacles indépendants de ma volonté me retenaient. Aujourd'hui, libre de tout engage-

ment, je peux ne prendre pour guide que mes sentiments de bon et fidèle patriote.

« Notre devoir comme loyaux citoyens nous oblige à combattre pour les deux principes les plus sacrés du pays, pour son indépendance menacée par des hommes qui, dans leurs vues égoïstes, veulent trafiquer même du territoire national, et pour le bon ordre intérieur que nous voyons chaque jour troublé de la manière la plus cruelle au préjudice de nos pacifiques compatriotes. Notre action libre de toute influence, de toute pression étrangère, cherche à soutenir et à porter haut l'honneur de notre glorieux drapeau tricolore.

« J'espère que les généraux donneront à leurs officiers, et ceux-ci à leurs vaillantes troupes, le noble exemple de la plus stricte obéissance et de la plus sévère discipline, indispensables à une armée qui doit relever la dignité nationale. Quant à la valeur et à la résolution, il est inutile d'en parler aux Mexicains : c'est le patrimoine de notre pays.

« J'ai nommé le brave général Marquez, chef de mon état-major. J'ai réparti l'armée en trois corps : le premier, sous le commandement du vaillant général Miramon; le second, sous les ordres de son chef actuel, et le troisième, sous ceux de l'intrépide général Mejia.

« J'attends encore d'un moment à l'autre l'arrivée du courageux général Mendez avec ses troupes fidèles et aguerries qui se joindront au deuxième corps. J'ai déjà près de moi le général patriote Vidaurri, qui va organiser le plus promptement possible ses troupes et ouvrir la campagne dans le nord.

« Ayons confiance en Dieu qui protége et protégera le Mexique, et combattons avec une indomptable énergie sous cette invocation sacrée : Vive l'indépendance! »

Deux jours après cet ordre du jour, l'empereur fit son entrée à Queretaro, où il reçut l'accueil le plus enthousiaste. Le 20 février, Sa Majesté adressa à l'alcade de cette ville la lettre de remercîments ci-après :

« J'ai vu avec le plus grand plaisir et avec une vive émo-

tion l'affectueux et enthousiaste accueil que m'ont fait les habitants de cette population sympathique qui m'ont donné les plus loyaux et sincères témoignages de leur dévoûment, sentiment dont le souvenir restera éternellement gravé dans mon cœur reconnaissant. Vous offrirez en mon nom des remercîments à la population, vous leur direz que tous mes efforts, toutes mes sollicitudes n'auront d'autre objet que d'assurer la paix et la félicité à mon pays. Pour y parvenir, je compte toujours sur la coopération de tous les bons Mexicains, et je range parmi eux les habitants de cette belle cité. — Maximilien. »

La lettre suivante de Marquez, au président du conseil, M. Lares, nous apprend que ce général, avant d'être investi du commandement de la ville de Mexico, avait suivi son souverain à Queretaro.

« Queretaro, 19 février 1867. — Mon cher ami. — Vous savez qu'une fois la capitale évacuée par les troupes françaises, l'empereur a résolu de mettre à exécution le dessein qu'il avait conçu de se mettre à la tête de l'armée et de faire la campagne à l'intérieur. C'est pourquoi, le 13 du courant, il est parti de Mexico pour Queretaro avec une colonne composée d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie, qu'il a daigné placer sous mes ordres.

« Vous savez aussi que le même jour nous avons combattu et mis en déroute l'ennemi, que nous avions rencontré à la hacienda de la Lecheria; et, depuis, Sa Majesté a montré une sérénité et une valeur que n'ont pu s'empêcher d'admirer tous ceux qui l'accompagnent.

« J'ai aussi porté à votre connaissance l'autre rencontre que nous avons eue au fort de Calpulalpan, avec les bandes de Gelista et de Cosio, qui ont été également mises en déroute; dans cette journée, Sa Majesté, comme de coutume, s'est portée sur tous les points où était le danger, et a donné l'exemple de la fermeté et de la résolution aux soldats qui lui obéissent. Ensuite, nous sommes arrivés ici, après une marche que rien n'a entravée, car, à l'exception des deux faits

d'armes dont je viens de parler, nous n'avons pas rencontré un seul ennemi.

« Vous ne pouvez vous figurer, mon bon ami, les avantages que nous a procurés cette expédition de l'empereur, attendu que dans son cours Sa Majesté a pu voir par elle-même qu'il n'y a rien de vrai dans ce qu'on lui disait touchant la situation du pays. Elle a vu que ce qu'on représentait à l'empereur comme des brigades et des divisions de l'armée juariste, opérant de concert et sous une direction centrale reconnue par tous, ne consiste qu'en de misérables bandes de malfaiteurs, qui maraudent pour leur compte en ruinant les populations, qui ne reconnaissent aucun centre, qui ne pensent à rien moins qu'à D. Benito Juarez, qui, loin d'être unies, vivent dans une anarchie perpétuelle, se faisant la guerre les unes aux autres, et qui, incapables de se battre, fuient aux premières décharges de nos troupes, quel que soit le nombre de leurs adversaires.

« Cependant l'empereur, accueilli partout avec enthousiasme, a entendu les acclamations de tous les habitants des localités par lesquelles il a passé, les plaintes qu'ils lui ont présentées contre les bandes de dissidents, et l'expression d'un désir unanime de voir l'établissement de la paix sous le régime impérial et la destruction de ces hordes de sauvages.

« Enfin, l'empereur a fait aujourd'hui son entrée dans la ville, au milieu des troupes qui y tiennent garnison et qui formaient la haie pour lui faire les honneurs d'usage. Sa Majesté s'est trouvée entourée d'un peuple nombreux et empressé, qui, de même que l'armée, l'applaudissait sans relâche; et à mesure que le cortége pénétrait dans l'intérieur de la ville, l'air se remplissait de fusées, de vivat, qui, retentissant au milieu des carillons et des salves d'artillerie, formaient un spectacle vraiment grandiose et difficile à décrire, et qui touchaient la fibre la plus sensible du cœur, puisqu'ils exaltaient l'amour de la patrie à son plus haut degré.

« Ce jour a certainement été un jour aussi grand pour l'empereur que pour nous tous qui aimons notre patrie, d'autant plus que l'avenir qui s'était présenté à Sa Majesté était plus sombre.

« Après l'entrée de l'empereur, les troupes ont défilé en sa présence en colonne d'honneur, et encore une fois, pleines d'enthousiasme, elles ont répété leurs vivat en l'honneur du souverain du Mexique, en lui donnant le nom de libérateur.

« Un autre des avantages qui ont résulté de ce voyage, c'est que l'empereur a appris à connaître ses troupes, dont il a pu apprécier par lui-même le bon ordre, la résignation, la vitesse à la marche, l'esprit de subordination et l'excellente administration sous tous les rapports ; de sorte que Sa Majesté est très satisfaite, très contente de son arrivée à Queretaro, et résolue absolument à continuer de travailler au salut de notre pays, sans reculer devant aucun sacrifice de quelque genre que ce soit.

« Honneur et gloire au prince Maximilien ! Félicité éternelle aux fils du Mexique !

« Nous voici donc au milieu de nos compagnons d'armes, animés d'une joie sincère, avides de gloire, pleins de foi et résolus à travailler avec courage jusqu'à ce que nous ayons achevé la délivrance de notre patrie, fût-il pour cela nécessaire de faire le sacrifice de notre vie.

« La ville de Queretaro est satisfaite, l'armée enthousiasmée; tout ici respire la prospérité et le bonheur, et tout annonce un avenir riant et de bon augure.

« Demain Sa Majesté recevra les généraux et leurs états-majors, et après-demain elle passera la revue de toutes ses troupes.

« Le général Mendez, à la tête d'environ cinq mille hommes de troupes aussi aguerris que dignes de confiance, est arrivé aujourd'hui à Celaya, il sera demain ici au quartier général ; avec ces troupes et les renforts qui doivent bientôt les rejoindre, nous formerons une agglomération à laquelle l'ennemi ne pourra résister. Plaise à Dieu de l'aveugler au point qu'il

nous attende quelque part, afin que de cette manière nous puissions lui donner une leçon comme d'habitude! Mais, quand même il ne nous attendra pas, nous manœuvrerons convenablement pour obtenir le résultat que nous cherchons, c'est à dire la pacification du pays et la destruction de ses ennemis.

« Tout ce que je vous dis est pour votre gouverne. J'aurai soin de vous informer de ce qui surviendra de nouveau; et en attendant je me dis derechef votre affectionné ami et dévoué serviteur. — L. Marquez. »

Les mois de mars et d'avril furent occupés à fortifier la capitale et Queretaro. Il paraîtrait que Marquez fut envoyé contre Porfirio Diaz qui assiégeait Puebla; il avait la tâche de faire lever le siége de la ville et de renvoyer ensuite à Queretaro des renforts. Des lettres de l'empereur Maximilien d'une authenticité douteuse disent que Marquez devait amener ces renforts, et qu'il avait des pouvoirs discrétionnaires pour défendre Mexico, en cas de défaite. Comme ce général ne pouvait être à la fois dans la capitale et à Queretaro, ces lettres paraissent apocryphes. Quoi qu'il en soit, Marquez se laissa battre par Porfirio Diaz qui vint assiéger Mexico, après s'être emparé de Puebla. Jusqu'au 7 mai, pourtant, les impérialistes étaient pleins de confiance dans le triomphe définitif de leur cause. A Queretaro, Miramon faisait merveille; le 27, avril il avait délogé les dissidents établis dans le cimetière, soutenus par 10,000 hommes, vingt pièces d'artillerie et commandés par Escobedo; après une heure de combat il les mettait en déroute et leur faisait 500 prisonniers.

Le 14 mai dans la nuit, l'empereur présida un conseil de généraux pour préparer une sortie qui devait, le lendemain, sinon faire abandonner le siége aux troupes d'Escobedo, du moins livrer passage aux forces impériales et leur permettre de se battre en rase campagne. Le colonel Lopez, comblé de faveurs par l'empereur Maximilien, le trahit à ce moment suprême; sa trahison fut si habilement et si mysté-

rieusement ourdie que l'empereur et ses généraux furent pris à l'improviste dans la matinée du 15 mai et durent capituler sans coup férir. Lopez a cherché à se disculper devant l'opinion publique, mais sa lettre, tissu de fables, n'a pu diminuer l'exécration générale dont il est partout l'objet, depuis son odieuse infamie. Les faits l'accusent d'une manière trop évidente pour qu'il lui soit permis de nier son crime. Dans la réfutation de la lettre de Lopez, faite par les officiers de l'armée impériale, on voit qu'il avait pour complice un Polonais du nom de Jablonski. Pour préparer l'entrée des troupes d'Escobedo dans Queretaro, par le jardin de la Cruz, Lopez avait eu soin de faire garder une embrasure du mur de clôture par un détachement placé sous les ordres de Jablonski. Voici sur ces événements la déclaration du colonel Guzman, chef d'état-major en second de l'armée impériale :

« Vers les quatre heures du matin du 15 mai, M. J. L. Blasio, secrétaire de l'empereur, entra dans la chambre qui servait de logis au général del Castillo et à moi; il m'avertit que l'ennemi était dans le cimetière. J'en informai le général, qui sortit précipitamment.

« ... Je me retirais avec la plus grande précaution, lorsque, arrivant au « tambour », je rencontrai cinq ou six officiers, derrière lesquels venait Lopez.

« Je fis un pas en avant au milieu d'eux, et m'adressant à Lopez, je lui dis : « Qu'y a-t-il, colonel? » Il ne me répondit pas et je pus remarquer qu'il semblait vouloir s'effacer derrière le groupe de ces officiers. J'avais à peine prononcé ces mots, que l'un d'eux, qui se trouvait placé derrière moi quand je m'avançai au milieu du groupe, dit à haute voix : « Assurez-vous de ce monsieur, » ce que firent sept ou huit soldats qui se trouvaient derrière et que je n'avais pas aperçus. Ce petit piquet me fit avancer derechef vers le jardin, à vingt-cinq pas environ de la porte, où nous stationnâmes.

« Dans ce moment, je supposai que Lopez avait été fait prisonnier comme moi; mais je ne concevais pas pourquoi

on ne me l'adjoignait pas, en le voyant continuer de se diriger avec ses officiers vers une autre porte de l'édifice, à vingt ou vingt-cinq mètres à la droite du tambour qui conduisait aux quartiers de la compagnie des sapeurs, à celui d'un piquet de gendarmerie et à l'intérieur d'un ouvrage fortifié qu'on construisait sur le chemin, en sortant de la place de la Cruz.

« Durant un quart d'heure environ, je pus observer que quelques personnes, sortant de l'intérieur, se dirigeaient vers les détachements d'infanterie et les faisaient avancer sur le couvent par ses deux entrées et par une grande cour où l'on parvenait par un percement. Cette cour communiquait par le sud avec la ligne de San Francisquito et par le nord avec la partie basse de l'hôpital. En ce moment, j'entendis à peu de distance Lopez qui disait à haute voix en marchant précipitamment :

« — Par ici, mon général, par ici. »

« J'eus un moment de grande joie, car je supposai à l'instant que Lopez était parvenu à s'échapper, et que c'était au général Castillo qu'il désignait le chemin par lequel l'ennemi s'était avancé; mais cette illusion dura peu, car bien peu d'instants après, on me fit marcher vers une plate-forme construite dans le mur de clôture gauche, où je fus réuni à sept ou huit de mes camarades faits déjà prisonniers. C'est alors que je pus comprendre tout ce qui s'était passé sous mes yeux avec tant d'ordre et de silence, pourquoi aucun poste n'avait fait feu et celui de la tour n'avait pas paru s'apercevoir du mouvement.

« Parmi les prisonniers, se trouvaient les commandants de ces postes, excepté celui de la tour, et chacun se mit à raconter ce que Lopez était venu leur dire pour les en séparer. A celui du cimetière : « Qu'un bataillon du général Marquez, trompant la vigilance de l'ennemi, était parvenu à pénétrer dans la place, et que c'étaient des détachements de cette troupe qu'il plaçait pour relever la garde qui devait se réunir à son bataillon pour entreprendre une opération au

point du jour. » Au sous-officier Hans, il l'obligea de traîner sa pièce vers la Cruz, parce « qu'un détachement s'était soulevé dans cet endroit; » le retira de ce poste et le retint prisonnier, laissant la pièce à la garde de nouveaux soldats. Enfin chacun décrivit la manière dont il avait été fait prisonnier, et tous désignèrent Lopez comme étant l'auteur de tous ces faits. »

La déclaration du commandant L. Echeagaray du 3me bataillon Marquez n'est pas moins convaincante : — « Mon bataillon, dit-il, était de service dans la nuit du 14 au 15 mai, et il n'était resté dans les corridors de l'hôpital qu'une quarantaine de prisonniers qu'on nous avait donnés pour remplacer les vides. Il était environ quatre heures et demie du matin, lorsqu'un officier de la garde de prévoyance de ma troupe, le lieutenant Molinarès, entra dans mon logement, situé en face de la caserne de la Cruz, et me dit : « Major, il paraît que l'ennemi est dans le jardin et le cimetière. » Au moment où je sortais pour me transporter à la caserne, je vis un corps de troupes qui longeait le côté droit de l'église, se dirigeant vers les pièces d'artillerie qui se trouvaient sur la petite place près de l'entrée de ma caserne. Je demandai à Molinarès quelle était cette troupe; il me répondit qu'elle lui semblait être ennemie. En même temps, je la vis s'emparer de l'artillerie.

« En arrivant à la porte de la caserne, j'y trouvai le général Castillo, qui venait probablement de son logement. Nous allions entrer quand nous en vîmes sortir Lopez, qui avait fait déposer les armes aux quarante hommes dont j'ai parlé. Le général Castillo demanda à Lopez : « Qu'y a-t-il, colonel? » Celui-ci ne répondit pas, vint à moi et me dit : « Sauvez le général, tout est perdu. » Alors je lui dis que j'irais réunir quelques piquets de mon bataillon qui défendaient la ligne fortifiée, pour voir ce qu'il y aurait à faire. « Non, non, me dit-il, que tout reste dans le même état. » Plusieurs chefs républicains, que je ne connais pas, se trouvaient là pistolet en main. Je m'effaçai et volai aux postes les plus proches,

où il y avait de la troupe de mon bataillon pour la rallier; mais ce fut en vain, car Lopez, à la tête d'une colonne ennemie accompagnée de ces mêmes chefs, se dirigeait à tous les points occupés par nos troupes, les enveloppait et les désarmait.

« Je crois que la confusion fit qu'on ne nous fit pas prisonniers alors. Je suivais Lopez, qui exécutait avec une grande activité les opérations dont j'ai parlé, jusqu'à Saint-François, où je le laissai. Lorsque je descendais la grande place, je vis défiler dans la même direction les piquets de troupe impériale, *Explorateurs de Mexico*, les hussards, l'escorte de l'empereur et la petite troupe que commandait Jablonski. Les trois premiers piquets furent arrêtés, entourés, obligés de mettre pied à terre et de livrer leurs armes; mais Jablonski, avec sa section, criant « Vive la liberté! » passa librement, et tournant à droite, s'achemina vers la *Congregacion*, où je fus fait prisonnier. »

« Aux premières lueurs du jour l'empereur était sur pied, dit un témoin oculaire de cette tragédie, et presque aussitôt il apprit qu'un événement extraordinaire s'était accompli. Réveillant le prince de Salm-Salm, son aide de camp, Maximilien se dirigea vers l'enceinte extérieure du couvent; mais à peine eut-il fait quelques pas qu'un détachement de soldats, conduit par le colonel Rincon Gallardó, l'entoura. Lopez accompagnait ce détachement; ce fut lui qui désigna le prince à ses ennemis, en s'écriant d'une voix rauque : « C'est lui! saisissez-le! » C'est alors qu'un incident eut lieu. Le colonel Gallardo, brave soldat qui ne paraissait pas goûter la trahison de Lopez, se dirigea vers Maximilien et lui dit : « Vous êtes un particulier, et non pas un soldat; nous n'avons rien à vous dire. Partez! » Et en disant ces mots, il poussa le prince hors du couvent. Cinq minutes plus tard, je rencontrai Maximilien qui paraissait n'être pas encore revenu de sa surprise. Il se dirigeait à pied, le plus rapidement possible, vers le Cerro de la Campana, à l'autre extrémité de la ville.

« Vers ce même point, les officiers et les soldats impérialistes qui n'avaient pas encore été capturés se dirigeaient confusément, poursuivis par la cavalerie ennemie.

« Jusqu'alors, quelques coups de feu seulement avaient été tirés. Le général Corona, toujours prompt dans ses mouvements, avait fait entrer dans le couvent d'abord, et ensuite dans la ville, la plus grande partie de l'armée libérale. Il avait ainsi pris à revers toutes les positions impérialistes, dont les défenseurs jetaient leurs armes en criant : *Viva la libertad!* Mais Miramon n'était pas disposé à se soumettre aussi facilement. Ralliant une partie du régiment de l'impératrice, qu'il rencontra dans la *calle de las Capuchinas*, la plus large rue de la ville, il tint tête aux assaillants. Un des premiers coups de feu atteignit Miramon au visage, au dessous de l'œil gauche, le privant ainsi momentanément de la vue. Avant qu'il eût repris ses sens, tous ses soldats s'étaient rendus, et lui-même était prisonnier dans une maison voisine.

« Pendant ce temps, Maximilien avait gagné le Cerro de la Campana, colline fortifiée qui commande la partie nord de la ville; il avait été rejoint par les généraux Mejia, Castillo et Avellano, par le prince de Salm-Salm et par plusieurs autres de ses officiers; mais il devint bientôt évident que toute résistance était impossible. Quatre bataillons d'infanterie et toute la cavalerie libérale environnaient le Cerro.

« Le pavillon blanc fut alors arboré, et l'empereur, avec tout son état-major, se rendit au général Corona. On permit aux prisonniers de conserver leurs chevaux, leurs armes et leurs effets personnels, et quelques heures plus tard, on les conduisit au couvent de la Cruz.

« Les premières compagnies de l'avant-garde mexicaine qui étaient entrées dans la ville avaient commis quelques excès; on signalait plusieurs maisons pillées et des personnes dévalisées dans les rues; mais dès l'arrivée des officiers généraux, l'ordre fut rétabli. »

Du couvent de la Cruz, l'empereur fut conduit avec ses

officiers à celui de Santa-Teresita, où, pendant trois jours ils dormirent sur la terre nue, et reçurent une nourriture grossière et même insuffisante. On les transféra ensuite au couvent des Capuchinas où les amis des prisonniers leur firent parvenir des aliments, du vin, des vêtements et quelques objets de première nécessité.

Le siége de Queretaro avait duré soixante-huit jours. Dans l'enceinte de la ville, les vivres étaient devenus rares au commencement de mai, et les habitants comme la garnison souffrirent beaucoup de cette pénurie. L'empereur vivait comme un simple soldat, plein d'espoir, d'illusions et d'abnégation, s'exposant au danger avec une insouciance étrange. Sa conduite n'a cessé d'être un exemple de courage chevaleresque et un sujet d'admiration pour tous.

Le 15 mai, Juarez envoya la dépêche suivante au général Bériozabal qui l'expédia aux États-Unis.

« S. Luis Potosi, 15 mai. — *Viva la patria !* Queretaro est tombée ce matin à huit heures par la force des armes. Maximilien, Mejia, Castillo et Miramon sont prisonniers. — Benito Juarez. »

Il appelait l'or et la trahison « force des armes ! » Escobedo dans sa dépêche, oublie également ce détail qui ne devait pas flatter l'orgueil des chefs juaristes. Parmi les généraux prisonniers se trouvait également Mendez, le vainqueur de cent combats, dans le Michoacan. Pris dans la journée du 16 mai, il ne se cacha pas le sort qui l'attendait. Il passa la nuit à écrire à sa famille, et le lendemain matin il fut conduit à l'Alameda et passé par les armes. Suivant l'usage du pays, à l'égard de ce qu'on appelle des « traîtres », on le fusilla par derrière. Il protesta, en disant qu'il voulait affronter la mort en face ; mais l'officier commandant le peloton lui répondit qu'il devait obéir à ses ordres. — « C'est bien, dit Mendez, faites ! » Puis il s'agenouilla tranquillement en tournant le dos aux soldats chargés de l'exécution. Quatre hommes sortirent des rangs et firent feu. Le condamné n'ayant pas été atteint mortellement, se releva et fit

signe de tirer à la tête. Le caporal alors lui appliqua le canon de son fusil contre l'oreille et lui fit sauter la cervelle. Ainsi mourut Ramon Mendez, un des Indiens les plus éminents de cette époque.

M. Lago, chargé d'affaires de l'Autriche, M. Curtopassi, chargé de la légation d'Italie, M. Hoorickx, chargé de la légation belge, et M. Forest, consul de France, se rendirent à Queretaro pour intercéder en faveur de l'empereur Maximilien. M. le baron Magnus, ministre de Prusse à Mexico, fit à Queretaro comme à S. Luis Potosi des prodiges d'activité, d'instances et de démarches de toutes sortes pour obtenir la vie sauve à l'auguste prisonnier. Quant aux démarches du gouvernement autrichien, personne ne les ignore, elles ont été consignées dans la *Gazette officielle* de Vienne du 1er juillet. Voici la note de ce journal :

« Il n'est pas sans intérêt de connaître les démarches que le gouvernement impérial autrichien a entreprises depuis plusieurs mois, dans le but de conjurer la terrible catastrophe dont la nouvelle vient d'arriver ici.

« Déjà au moment de la retraite des troupes françaises, S. M. l'empereur d'Autriche, partant de cette pensée que l'empereur Maximilien quitterait Mexico en même temps que le maréchal Bazaine, jugea opportun d'examiner la question de savoir s'il n'y avait pas lieu de rendre à l'empereur Maximilien le retour plus facile en le réintégrant dans tous les droits d'agnat auxquels il avait renoncé avant son départ pour Mexico. S'il ne fut pas donné suite immédiatement à cette idée, la raison en est que, sans parler d'autres droits légitimement acquis qui étaient en question et qui demandaient un mûr examen, l'empereur Maximilien restait à Mexico et continuait la lutte avec les forces indigènes qui étaient à sa disposition.

« Lorsque la nouvelle de sa capture parvint ici, tout fut mis en œuvre pour provoquer en sa faveur une intervention diplomatique de toute l'Europe.

« Déjà auparavant, l'ambassadeur d'Autriche à Washing-

ton avait reçu mission de s'adresser au gouvernement des États libres de l'Amérique du nord et de faire appel à leur intervention et à leur action diplomatique pour le cas où un danger aurait menacé l'empereur Maximilien.

« On sait que M. Seward a donné suite à cette instance, et que le gouvernement américain employa alors ses bons offices dans ce sens auprès de Juarez.

« Lorsque la capitulation de l'empereur Maximilien eut été connue, la France, l'Angleterre, la Russie et la Prusse chargèrent leurs ambassadeurs à Washington de joindre leurs efforts à ceux de l'ambassadeur autrichien à l'effet de sauver la vie de l'empereur.

« Toutes les puissances s'employèrent dans ce sens, et la reine Victoria, en particulier, ajouta qu'il s'agissait de « sau-« ver la vie à un proche parent qui lui était cher. »

« Un motif d'espérer s'offrit encore, lorsqu'on eut appris ici les raisons à l'aide desquelles l'ambassadeur de Juarez à Washington, Romero, essayait de justifier les mesures rigoureuses prises contre l'empereur Maximilien. Ces raisons s'appuyaient essentiellement sur la considération que l'empereur Maximilien demeurerait toujours prétendant, qu'il continuerait à rassembler autour de lui les personnages turbulents du Mexique et, par suite, à maintenir le pays dans un état permanent d'agitation. Dès lors il fut résolu, sans retard, dans le conseil de la famille impériale autrichienne, que l'empereur Maximilien rentrerait dans tous ses droits de dernier agnat, qu'on s'appliquerait à obtenir de lui la plus complète renonciation à ses droits comme empereur du Mexique et à fournir les garanties nécessaires pour l'accomplissement et l'exécution de cette renonciation.

« On expédia télégraphiquement à l'ambassadeur autrichien à Washington des instructions dans ce sens.

« M. Seward s'est empressé à nouveau d'employer activement ses bons offices. Malheureusement, les nouvelles qui viennent d'être publiées attestent que les efforts ont été sans

succès. La question d'une rançon n'a jamais été soulevée. A la cour impériale autrichienne on eût été pleinement disposé à acquitter une rançon. Mais ici, la plus grande prudence était commandée. Il fallait éviter d'éveiller la pensée d'un empiétement sur la juridiction du conseil de guerre qui avait ouvert le procès ; ce qui aurait aggravé la situation de l'empereur Maximilien. Cette dernière considération prévalut aussi lorsque fut agitée la question de savoir s'il n'y avait pas lieu d'envoyer à Juarez une personne de confiance. On renonça à ce parti, attendu que, abstraction faite de la tournure fâcheuse que cette démarche aurait pu donner à la destinée de l'empereur Maximilien, Juarez lui-même aurait été compromis si elle avait été découverte. »

Je ne sais si le gouvernement américain a fait, dans cette circonstance, ce qu'il aurait dû, ce qu'il aurait pu, ce qu'il avait promis de faire. M. Seward chargea M. Campbell d'aller auprès de Juarez obtenir la vie de l'empereur ; M. Campbell resta à la Nouvelle-Orléans et envoya un courrier à sa place. Si M. Seward avait voulu sauver la vie de l'empereur il l'aurait sauvée ; Juarez, dans la situation où il se trouvait vis-à-vis des États-Unis, ne pouvait refuser cette demande. Mais la mort de l'empereur devait à tout jamais terminer les interventions européennes au Mexique et laisser ce pays devenir pacifiquement la proie des États-Unis ; M. Seward laissa M. Campbell se promener à la Nouvelle-Orléans et ne confia pas la mission dont il l'avait chargé à un autre fonctionnaire. Quand on réfléchit au temps écoulé entre la capture de l'empereur et son exécution, il est permis de croire que Juarez attendait des États-Unis sinon des ordres, au moins des instructions sur la conduite qu'il devait tenir à l'égard de Sa Majesté. La postérité jugera le gouvernement des États-Unis dans cette triste circonstance, mais il est douteux qu'elle le disculpe d'une terrible responsabilité relativement à la mort de ce malheureux prince.

La dépêche de M. Lago sur les événements de Queretaro, est trop importante pour ne pas la publier ici. En voici le texte :

« Mexico, le 25 juin 1867.—J'espère que Votre Excellence aura reçu ma lettre du 30 du mois dernier, et je me permets de lui rendre un compte abrégé des événements survenus depuis, autant que le temps et les circonstances me le permettent, en me réservant de donner plus tard des communications plus détaillées.

« Malgré les obstacles que le lieutenant général Marquez mit à mon départ, j'ai pu quitter Mexico le 31 du mois dernier, par le canal Chalco, et après un voyage de trois jours, arriver à Queretaro dans la nuit du 3 juin. Dès le lendemain, j'obtins du général en chef Escobedo l'autorisation de voir l'empereur aussi souvent que je le désirais. Je me rendis aussitôt dans la prison du couvent de las Capuchinas, où je trouvai Sa Majesté étendue sur un lit, malade de corps (dyssenterie), mais saine d'esprit et courageusement résignée.

« Des centaines de soldats étaient couchés sur les escaliers et dans les corridors qu'il fallait traverser pour se rendre auprès de Sa Majesté, de manière qu'il fallait littéralement leur passer sur le corps. La chambre elle-même était une cellule qui se trouvait au bout d'un corridor au premier étage, longue d'environ dix pas et large de trois; elle ne contenait rien qu'un lit de camp, une armoire, deux tables, un fauteuil en jonc et quatre chaises en jonc; le sol était carrelé grossièrement; il y avait une porte et une fenêtre donnant sur le corridor.

« Devant la porte se trouvait un factionnaire; devant la fenêtre un officier couchait sur un paillasson. La nuit, un un général et trois colonels faisaient sentinelle, le revolver à la main, devant la chambre impériale.

« Les deux généraux impériaux Miramon et Mejia étaient détenus dans deux cellules voisines de celle de l'empereur, et avaient la faculté de converser librement avec leur souverain. Non loin se trouvaient, non pas comme prisonniers, le docteur Basch, médecin particulier de Maximilien, et deux serviteurs européens.

« A partir du moment de mon arrivée, j'ai eu presque

chaque jour des entrevues de plusieurs heures avec Sa Majesté, qui m'a traité sans cesse de la manière la plus gracieuse et la plus bienveillante. Sa Majesté vit très souvent aussi mes collègues également arrivés à Queretaro, le ministre résident de Prusse, le chargé d'affaires belge, M. F. Hoorikx, et le chargé d'affaires italien, M. Curtopassi, et montra également à ces messieurs beaucoup de grâce et d'amabilité.

« Dans l'intervalle, nous avions acquis, en raison de la tournure grave et désespérée des choses, la conviction que les deux avocats, Riva Palacio et Martinez de la Torre, venus de Mexico, agiraient à San-Luis, le siége du gouvernement républicain, et, par suite, le lieu où serait prise la décision définitive, avec plus d'efficacité, dans l'intérêt de la cause de Maximilien, qu'à Queretaro, où les deux autres avocats, Ortega et Vasquez, devaient rester.

« Peu de temps après l'arrivée des deux premiers avocats à San-Luis, nous apprenions d'eux, par le télégraphe, que leurs efforts avaient complétement échoué, et que l'on avait refusé de prononcer, ainsi qu'ils l'avaient demandé, l'incompétence du tribunal destiné à juger l'empereur.

« Ce tribunal était composé de six capitaines et présidé par un lieutenant-colonel. Par contre, les avocats avaient proposé que l'affaire fût renvoyée devant un conseil de guerre composé de généraux ou devant le congrès national.

« A la suite des nouvelles décourageantes que les avocats nous firent parvenir le jour même par une estafette de San-Luis, M. de Magnus, représentant de la Prusse, partit immédiatement pour cette ville pour y tenter un dernier effort, en vue d'un meilleur résultat ou pour obtenir du moins une suspension de la procédure judiciaire. Pour ne rien négliger, de mon côté, de ce qui pouvait être utile au malheureux prisonnier impérial, j'offris, bien que je ne fusse pas appelé à San-Luis par le télégraphe, d'y accompagner mon collègue prussien, d'autant plus que le chancelier de celui-ci était à Queretaro assez gravement malade.

« Ce ne fut qu'après la déclaration solennelle faite par les

deux avocats, qui étaient restés devant moi et mes collègues, que la présence d'un représentant autrichien à San Luis ne pourrait que nuire à la cause de l'empereur, que je renonçai au projet d'y aller, ce dont Sa Majesté me remercia vivement le même soir, puisqu'elle avait beaucoup plus besoin de moi à ses côtés. L'empereur ne fondait aucun espoir sur les négociations commencées à San Luis et n'attendait avec raison, comme la suite l'a montré, absolument rien de ce côté pour sa vie et son honneur.

« Le 12 et le 13, le procès commença dans le théâtre de la ville; le conseil de guerre se trouvait, comme les accusés, sur la scène, les auditeurs dans les stalles et les loges; le théâtre était faiblement éclairé. Comme Sa Majesté, à cause de son état maladif, mais principalement par un sentiment d'honneur blessé, ne voulut paraître en un tel lieu à aucune condition, à moins de l'emploi de la force, on suspendit la procédure à son égard et on commença par les généraux Miramon et Mejia, qui furent forcés, en effet, de paraître sur la scène.

« Le 14 au matin, enfin, commença le plaidoyer des avocats impériaux, après que ceux-ci eurent prouvé que le procès pouvait avoir lieu et le jugement être prononcé légalement sans que l'accusé parût en personne devant ses juges. Je serai plus tard en position de rendre compte avec plus de détails, à Votre Excellence, des treize points d'accusation et de la défense. Outre l'usurpation du pouvoir suprême, la guerre civile, etc., le point qui figure en première ligne dans l'accusation est la sanction donnée à la loi du 3 octobre 1865, conformément à laquelle, d'après des notabilités libérales, 40,000 personnes auraient été exécutées depuis cette époque dans le pays.

« Le 14, à neuf heures du matin, un adjudant du général Escobedo vint nous chercher, MM. Hoorikx, Curtopassi, Forest (ancien consul de France à Masatlan et chargé de pouvoirs confidentiels de l'ambassadeur de France) et moi, et nous conduisit au quartier général. Là, l'ordre nous fut

donné de quitter Queretaro dans deux heures. A peine eûmes-nous le temps d'informer Sa Majesté de cette mesure et d'emballer nos effets, quand un second ordre nous enjoignit de quitter la ville immédiatement.

« Un quart d'heure après, une diligence préparée pour nous, nous emmenait hors de Queretaro. Un passe-port nous fut délivré par cet adjudant pour Cuantitlan-Tacubaya, et il nous déclara, au nom du général Escobedo, que si nous ne quittions pas à l'instant Queretaro, ou si nous y revenions avant sept ou huit jours, cela nous coûterait la vie.

« Le 16 au soir, nous arrivâmes après un voyage pénible à Tacubaya, où nous apprîmes que le général Marquez ne songeait nullement à rendre la ville, mais qu'il continuait à dépouiller et torturer les habitants de la manière la plus éhontée, tandis qu'il faisait officiellement annoncer que l'empereur avait remporté de brillantes victoires et qu'il devait arriver d'un jour à l'autre.

« Dans la capitale, la famine avait fait des progrès effrayants; un tiers de la population s'était enfuie vers les points occupés par les libéraux, où régnait une misère immense, d'où d'horribles épidémies commençaient à exercer leurs ravages.

« Dans le camp des libéraux, l'exaspération contre le général Marquez, contre les autres généraux impériaux, et contre les officiers et soldats servant sous leurs ordres, était arrivée à son comble, attendu qu'il était impossible d'admettre qu'ils pussent encore être dans le doute sur le sort de l'empereur. On leur reprochait en conséquence de vouloir l'effusion du sang inutilement et sans chance de succès par pure passion et obstination.

« Tous les officiers supérieurs mexicains et européens se trouvaient donc sur la liste de ceux qui devaient être exécutés après la prise de Mexico. D'autre part, S. M. l'empereur avait désigné à moi, aussi bien qu'à mes collègues, le général Marquez comme le plus grand traître qui, depuis qu'il avait quitté Queretaro, avait toujours agi d'une façon

directement opposée aux instructions qu'il avait reçues de l'empereur. Ainsi l'empereur me dit que le général Marquez n'avait jamais été autorisé à se mettre en marche sur Puebla, mais qu'il avait reçu l'ordre de se rendre, avec la garnison de Mexico et les sommes déposées dans cette ville, à Queretaro, où il aurait offert alors à l'armée principale des libéraux une bataille décisive, dont l'issue lui aurait certainement été favorable.

« Après qu'on eut attendu vainement pendant quelques semaines le retour du général Marquez, on avait pris la résolution, après de nombreux combats toujours heureux contre l'armée assiégeante, six fois plus nombreuse, d'abandonner Queretaro et de marcher sur Mexico; on devait partir le 15 au matin; mais à trois heures du matin, le traître Lopez, jusque-là un grand favori de l'empereur et commandant du couvent fortifié de la Cruz, avait introduit l'ennemi dans ce point qui domine tout Queretaro.

« L'empereur me raconta lui-même, que dans l'intention d'y réunir ses troupes, il s'était rendu à la colline bien fortifiée Cerro de la Campana, qui se trouve à l'ouest de la ville.

« Là, il aurait attendu le général Miramon; mais celui-ci avait dans l'intervalle reçu une forte blessure au visage et avait été fait prisonnier. Ainsi se passa sans aucun profit le temps précieux qui aurait pu être utilisé pour s'ouvrir un chemin et pour fuir. Lorsque l'empereur apprit le sort de Miramon, il n'y avait plus à songer à la fuite.

« La plus grande partie des troupes impériales, qui pendant le siége s'étaient montrées si braves et si fidèles, avaient été surprises et se trouvaient prisonnières et dispersées. Même le général Mejia conseilla à l'empereur de se rendre, puisque des colonnes d'assaut ennemies s'approchaient de toutes parts sous une terrible grêle de mitraille. L'empereur prit alors lui-même le drapeau blanc, puis il se rendit au général Riva Palacio, le fils de son avocat actuel.

« Quatre jours auparavant, le colonel Lopez, ce traître,

s'était rendu dans le quartier du général Escobedo et avait offert sa trahison pour la somme de 2,000 onces d'or, sur laquelle, paraît-il, il n'a reçu que 7,000 piastres environ. L'empereur me dit lui-même que Lopez l'avait vendu, lui et ses troupes, pour à peu près 11 réaux par tête.

« A peine arrivé à Tacubaya, j'adressai une communication officielle aux officiers d'état-major autrichiens, pour les informer de la prise de Queretaro, et de la captivité de Sa Majesté; en même temps je leur appris qu'une lettre autographe de l'empereur dans laquelle il les invitait à mettre fin à une effusion de sang inutile, et que je leur avais envoyée par M. Magnus, avait préalablement été confisquée par le général Marquez, et je leur dit que, dans les circonstances, je devais les rendre responsables vis-à-vis de Sa Majesté autrichienne, notre gracieux maître, de toute vie de soldat autrichien qui serait perdue d'une façon inutile.

« J'offris d'avoir, la nuit, dans la tranchée, une entrevue avec le colonel Khevenhuller pour lui enlever le dernier doute sur l'authenticité de la nouvelle de la fin de l'empereur. En même temps, je me mis en rapport avec le général Porfirio Diaz, afin d'obtenir les conditions les plus favorables pour les Autrichiens. Le général Porfirio Diaz déclara tout à fait inacceptable une proposition des officiers autrichiens, d'après laquelle les Autrichiens pourraient se rendre à la Vera-Crux avec armes et bagages, parce que les troupes étrangères avaient appuyé pendant deux mois la domination violente et barbare du général Marquez.

« Enfin, le général Diaz et moi, nous nous accordâmes sur les points de la capitulation des troupes autrichiennes et de leurs chefs, concessions que le général désigna comme les concessions extrêmes dont il pouvait prendre la responsabilité vis-à-vis de son gouvernement. Mais le général Diaz refusa de me donner une déclaration écrite, mais déclara à moi et aux témoins présents, M. Frédéric Hube et le gouverneur Baz, qu'il s'obligeait, par sa parole d'honneur, à tenir les stipulations arrêtées. C'est de cette manière que je com-

muniquai aux officiers supérieurs autrichiens, les dernières conditions du général, qui étaient à peu près les suivantes :

« 1° La condition principale de la présente convention est, qu'à partir de ce moment, les Autrichiens s'abstiendront de toute participation aux hostilités contre les forces républicaines ;

« 2° Si, jusqu'au 21 au matin, c'est à dire quarante-huit heures après la réception des stipulations, les Autrichiens sortent de la ville et déposent leurs armes, le général Porfirio Diaz leur garantit le transport jusqu'à Vera-Cruz aux frais du gouvernement républicain. Mais il faut que les armes et les chevaux soient livrés, à l'exception des épées et des chevaux des officiers ;

« 3° En cas d'un combat si, sans y prendre part, les Autrichiens se retirent dans le palais et hissent le drapeau blanc, ce général ne pourra leur garantir que la vie ; du reste, le gouvernement républicain prononcerait en pareil cas ;

« 4° Ces conditions sont applicables aux autres soldats non mexicains placés sous le commandement des officiers autrichiens, suivant quelques conditions secondaires.

« Le 20, à cinq heures du soir, nous apprenions à Tacubaya que ces points avaient été acceptés sans réserve par les chefs autrichiens ; ils déclaraient en même temps que le lendemain, à dix heures du matin au plus tard, les Autrichiens sortiraient de Mexico et déposeraient les armes à Tacubaya. Malheureusement, des négociations avaient été entamées en vue d'une capitulation par le général Tabera, commandant de Mexico en remplacement de Marquez qui s'était caché ; elles aboutirent vers minuit.

« Le 21, vers cinq heures du matin, les troupes républicaines devaient entrer à Mexico, ce qui eut lieu en effet. Par là, l'exécution du point 2 fut rendue impossible, sans leur faute.

« Les Autrichiens sont concentrés dans le palais, et depuis l'entrée des troupes républicaines on ne leur a pas encore demandé leurs armes. Les Autrichiens et une partie

des troupes étrangères doivent partir demain pour Puebla; là, ils attendront la décision que le gouvernement républicain aura prise définitivement sur leur sort.

« Porfirio Diaz m'a declaré que tous officiers autrichiens (au nombre de 150) auraient la vie sauve, et il espère que le président ne mettra pas d'obstacle à leur départ du Mexique ni à celui des troupes. Du moins, il fera tout son possible, car c'est aux Autrichiens qu'il est redevable de la prompte capitulation de Mexico sans effusion de sang. »

(Suivent les détails sur les mesures prises pour le transport des Autrichiens à Vera-Cruz et leur embarquement.)

« Le 19 au soir, alors que je travaillais ardemment à la négociation secrète de la capitulation, je reçus la communition d'un télégramme adressé de Queretaro par le général Escobedo à Porfirio Diaz, annonçant que l'empereur, ainsi que les généraux Mejia et Miramon, avaient été fusillés le 9, à sept heures du matin, au Cerro de Campana. Comme depuis quelques jours j'avais acquis la certitude que l'horrible événement était inévitable, j'avais adressé, dès le 18, un télégramme aux docteurs Basch et Ribadaneyra, en les invitant à embaumer soigneusement le corps de Sa Majesté dans le cas de sa condamnation. Je sais positivement que cette dépêche est arrivée à son adresse.

« Le soir même où je recevais la nouvelle de la mort de Sa Majesté, j'envoyai un télégramme à Juarez pour le prier de me faire remettre le corps de Sa Majesté pour qu'il pût être transporté en Europe. Le lendemain j'envoyai une estafette munie de tous les passe-ports et lettres de recommandation nécessaires au général commandant de Vera-Cruz (qui est encore aux mains des impériaux), à Sacrificios, près de Vera-Cruz, avec l'ordre de faire expédier à la Nouvelle-Orléans, par un navire de guerre, le télégramme qui probablement est arrivé à Votre Excellence. En même temps, j'invitais le capitaine du bâtiment *l'Élisabeth* à se rendre à Tampico, où j'espérais être dans trois semaines avec le corps de l'empereur.

« Après le départ du courrier, je reçus un télégramme du ministre Lerdo de Tejada, de San Luis, qui m'apprenait que pour des motifs graves le président ne pouvait pas me permettre de disposer du corps de Sa Majesté, et je donnai contre-ordre au commandant de l'*Élisabeth*. Ma mission était terminée, mais on me conseilla de tenter de nouvelles démarches auprès du président et de ses ministres après leur prochaine arrivée, pour obtenir le corps de l'empereur. Je doute encore si je dois faire cette démarche.

« Le motif auquel on attribuait le refus du gouvernement républicain (et que Porfirio Diaz me déclara ne pouvoir comprendre), était que celui-ci avait l'intention de ne délivrer le corps que sur la demande directe du gouvernement impérial et à un agent spécialement désigné à cet effet. D'un autre côté, M. de Magnus, qui avait assisté aux derniers moments de l'empereur et avait reçu ses dernières volontés, se rendait le 20 à San Luis pour intervenir directement auprès du président, afin d'obtenir la remise du corps. Le 19, M. de Magnus nous écrivait (en français) de Queretaro :

« Tandis qu'on vous renvoyait à Tacubaya, M. Lerdo me disait que vous étiez tous en route pour San Luis. L'exécution était fixée pour dimanche, à trois heures de l'après-midi. Mais l'empereur m'ayant demandé d'être de retour ici avant sa mort, j'ai pu obtenir une remise de trois jours. L'espoir que les efforts faits de tous les côtés, pendant ces trois jours pour sauver l'empereur, pourraient être couronnés de succès, nous a trompé. Le malheureux prince a conservé jusqu'à la mort un calme et une tranquillité d'esprit véritablement héroïques. Sa mort a été sublime. Je ne puis pas décrire aujourd'hui toutes ces scènes terribles; je suis atterré encore et tombe de fatigue et d'agitation morale. »

Plus loin il ajoute (en français) :

« L'empereur a ordonné que sa dépouille mortelle soit embaumée ici par son médecin et accompagnée par lui ultérieurement à Vera-Cruz, pour être transmise à bord d'un steamer de guerre d'Autriche. Hier soir encore, l'empereur

a écrit au général Escobedo en exprimant le désir qu'on me remette le cadavre. Malgré la lettre de l'empereur, le général Escobedo, conformément aux ordres venus de San Luis, a fait embaumer sa dépouille par les médecins mexicains, et, du reste, il garde convenablement le mort. »

Puis, il ajoute également :

« L'avocat Ortega est d'avis que je dois partir pour San Luis, afin d'y régler cette triste affaire. »

(M. de Magnus n'avait naturellement aucune connaissance du refus de Juarez de remettre le cadavre.)

« J'appréhende que les démarches du ministre résident prussien soient inutiles. En cas contraire, je me rendrai à Queretaro, et en suivant le conseil de ceux qui connaissent le pays, je préférerais, dans une saison aussi avancée, la route de la Sierra à Tampico (douze à quatorze jours de voyage), à celle qui mène par Mexico et Puebla par Vera-Cruz, d'autant plus que cette année le vomito sévit dans cette dernière ville.

« L'attaché de légation, chevalier de Tavora, que j'ai envoyé le 20 à Queretaro muni des pouvoirs nécessaires pour organiser le transport de la dépouille impériale, m'écrit de cette ville, où il doit rester jusqu'à nouvel ordre, que Sa Majesté est tombée frappée par neuf balles. Mes collègues vont pour la plupart abandonner bientôt Mexico et partir pour l'Europe. — Agréez, etc. — 26 juin 1867. — Lago. »

« *P. S.* — Un des avocats de feu Sa Majesté l'empereur, revenu hier de Queretaro, me fait espérer que peut-être le ministre résident prussien, M. de Magnus, réussira à se faire livrer le corps de l'auguste défunt. Je profite de cette occasion pour assurer à Votre Excellence que M. Dano, le ministre français, a fait de son côté tout ce qui lui était possible pour sauver la vie de l'empereur. Je dois ce témoignage à la vérité. — Lago, *m. p.* »

— « Mexico, 28 juin 1867. — J'ai l'honneur de soumettre à Votre Excellence un numéro du *Globe* contenant tous les importants télégrammes touchant S. M. l'empereur Maximilien.

« Les Autrichiens se sont mis aujourd'hui en marche, à trois heures du matin, pour Puebla, où ils attendront la décision définitive sur leur sort. Le comte colonel Khevenhuller et le baron Bertrand restent pour le moment, d'après leur désir, à Mexico. Depuis quelques jours, nous manquons de nouvelles de M. de Magnus. Le bruit court que le gouvernement permettrait que le cadavre impérial fût transporté à Tampico sous escorte, accompagné seulement par le médecin privé, M. le docteur Basch.

« Agréez, etc. — Lago, *m. p.* »

Après la lecture de cette dépêche, il est inutile de raconter les événements qui ont précédé l'exécution de l'empereur condamné d'avance. Il fallait à Juarez que la sentence fût dictée par un tribunal; il n'osa pas la dicter officiellement lui-même sans lui donner les apparences d'un caractère légal. L'empereur, ayant été appelé au Mexique par le vote des provinces libres, voulait être jugé par un congrès. Juarez n'avait point assez d'influence pour espérer que ce congrès condamnerait à mort l'empereur, il refusa la demande de cet acte de haute justice et remit le jugement entre les mains d'un conseil de guerre composé d'officiers subalternes choisis *ad hoc*. L'empereur, étant malade, n'assista pas aux débats de ce procès illusoire; il fut condamné, malgré l'incompétence du tribunal et malgré l'éloquent plaidoyer de ses défenseurs.

La sérénité de l'empereur, sa liberté d'esprit, sa noble conduite à l'égard des amis désolés qui l'entouraient, firent supposer qu'il ne croyait pas à son exécution, et qu'il conserva ses fatales illusions jusqu'au moment de mourir. Pourtant, le 15 juin, il écrivit la lettre suivante au capitaine Pierron qui l'avait servi fidèlement jusqu'à son départ du Mexique; cette lettre semble indiquer que les illusions de Sa Majesté s'étaient évanouies, hélas! trop tard :

« Mon cher capitaine Pierron. — A ma dernière heure, je pense encore à votre bonne amitié, si cordiale, et aux services que vous m'avez rendus avec tant de loyauté. Je pro-

fite de ces derniers instants pour vous envoyer un suprême adieu : je veux vous remercier de nouveau de votre franchise, de votre attachement et du dévoûment que vous m'avez montré en toute occasion.

« Cet épanchement est cher à mon cœur.

« J'espère que vous conserverez mon souvenir après ma mort, et je fais des vœux pour que vous viviez heureux et tranquille.

« N'oubliez pas celui qui a été jusqu'à son dernier soupir. — Votre tout affectionné. — Queretaro, le 15 juin 1867. — Maximilien. »

M. le baron Magnus mit officiellement et personnellement tout en œuvre pour empêcher l'exécution. Tout fut inutile. Il dut enfin se limiter à demander le corps du souverain. Escobedo le lui refusa sans une donation écrite de Sa Majesté qui, seule, disait-il, avait le droit de disposer de son corps; mais il promit de le livrer après l'exécution si l'empereur donnait cette lettre. Le baron revint auprès du prisonnier, ne sachant comment lui demander une pareille autorisation. Il en parla à quelques personnes de l'entourage de Sa Majesté. La prison était étroite, l'empereur entendit quelques mots qui le mirent sur le sujet de la conversation; il écrivit aussitôt l'ordre de remettre son corps à la disposition du ministre de Prusse. Escobedo revint sur sa parole et demanda par dépêche à Juarez ce qu'il fallait faire? Juarez refusa de livrer son corps.

C'est à la *Gazette officielle* de Vienne que j'emprunterai les détails sur les derniers moments de l'empereur. Les voici tels que ce journal les donne :

« Lorsque mercredi, à six heures du matin, les condamnés sortirent du couvent des Capucins, l'empereur, arrivé sur le seuil, se retourne, et, s'adressant à Ortega, son défenseur, lui dit : « Quel beau ciel! c'est ainsi que je désirais qu'il fût le jour de ma mort! » Ils étaient tous vêtus de noir. Chacun monta dans une voiture avec un prêtre. Ces voitures, escortées par quatre mille hommes de troupes, se

dirigèrent vers le Cerro de la Campana, colline en dehors de la ville de Queretaro. C'est à cent pas de ce point que, le 15, l'empereur s'était rendu. Les condamnés descendirent de voiture à l'endroit où ils devaient être exécutés. L'empereur secoua la poussière qui recouvrait ses vêtements; il avait l'air résolu; il portait la tête haute.

« Il s'informa des soldats qui étaient désignés pour le fusiller; il leur donna à chacun une once en les priant de viser à la poitrine. Le jeune officier qui devait commander le feu s'approcha de l'empereur, lui exprima combien il craignait qu'il mourût en lui en voulant, tandis qu'au contraire il désapprouvait du fond de son cœur la mission qu'il était forcé de remplir.

« Muchacho (jeune homme), répondit l'empereur, le devoir du soldat est d'obéir. Je vous remercie de votre compassion; mais ce que je demande, c'est que vous accomplissiez l'ordre qui vous a été donné. »

Après cela, l'empereur s'approcha des généraux Miramon et Mejia, et les embrassa avec effusion en leur disant: « Nous nous reverrons bientôt dans l'autre monde. » L'empereur, qui était au milieu, s'adressa à Miramon : « Général, les souverains admirent aussi les braves, et, avant de mourir, je veux vous céder la place d'honneur. » Puis, se tournant vers Mejia, il ajouta : « Général, ce qui n'a pas été récompensé sur terre le sera certainement au ciel. » Mejia était le plus abattu des trois; quelques minutes auparavant il avait vu sa femme, son enfant dans ses bras, la poitrine découverte, courir à travers les rues, comme si elle avait été en proie à la démence.

L'empereur, s'avançant de quelques pas, prononça les paroles suivantes d'une voix claire et avec une tranquillité remarquable :

« Mexicains! les hommes de mon rang et de mon origine, les hommes animés de sentiments pareils aux miens sont destinés par la Providence à fonder le bonheur des peuples ou à devenir des martyrs. Lorsque je suis venu à vous, je

n'avais aucune arrière-pensée. Je vins après avoir été appelé par des Mexicains bien intentionnés, par ceux qui se sacrifient aujourd'hui pour ma patrie adoptive.

« Au moment de quitter ce monde, j'emporte avec moi la consolation de n'avoir fait que du bien dans la mesure de mes forces, et de ne pas être abandonné par mes bien-aimés et fidèles généraux. Mexicains ! que mon sang soit le dernier versé, et que ma malheureuse patrie adoptive puisse un jour se relever ! »

Après ces paroles, l'empereur recula de quelques pas, mit un pied en avant, leva les yeux vers le ciel, indiqua de la main sa poitrine et attendit tranquillement la mort. Miramon tira un papier de sa poche, promena ses regards comme un commandant sur les 4,000 hommes postés devant lui, et dit :

« Soldats du Mexique, concitoyens ! Vous me voyez ici comme condamné à mort pour trahison. Au moment où la vie ne m'appartient déjà plus, où dans quelques minutes je serai mort, je déclare devant vous tous, à la face du monde entier, que jamais je n'ai été traître à mon pays. J'ai combattu dans l'intérêt de l'ordre, et c'est pour cette cause que je tombe aujourd'hui avec honneur. J'ai des fils, mais jamais ceux-ci ne pourront être atteints par la calomnie dont j'ai été indignement souillé. Mexicains, vive le Mexique ! vive l'empereur ! »

Il poussa ces cris d'une voie tonnante. Tous les cœurs étaient émus, des larmes se voyaient dans bien des yeux. Pas un habitant de Queretaro n'assistait à l'exécution ; les rues étaient désertes, les maisons fermées. Les corps furent embaumés.

On dit que l'empereur a légué 50,000 thalers aux fils de Miramon, et a prié son frère, l'empereur d'Autriche, de les faire élever comme ses propres enfants, et de ne jamais oublier qu'ils sont les fils d'un ami resté fidèle jusqu'à la mort. Mejia a confié son fils légitime à Escobedo. Quels amers remords de conscience pour ce général que Mejia tint entre ses mains et qui lui accorda plusieurs fois la vie !

C'était le 19 juin. L'empereur, frappé à la distance d'un mètre, tomba mort; le feu prit à ses vêtements; M. le baron Magnus, le docteur Basch et un chirurgien mexicain assistaient à cet horrible drame. Par leurs soins, le feu fut immédiatement éteint et le cadavre de Sa Majesté recouvert d'un drap apporté par l'un de ces messieurs, fut remis entre les mains des médecins qui l'embaumèrent aussitôt.

La catastrophe du 19 juin amena la reddition de Mexico, le retour de Juarez au pouvoir, l'anarchie, plus violente, plus intolérable qu'elle ne l'avait été de 1859 à 1862, et fit perdre au Mexique toute espérance de reconquerir sa place parmi les nations civilisées. Lorsque l'esprit humain s'affranchit des passions mesquines qui lui font servir un intérêt ou bien un parti; lorsqu'il brise les chaînes rivées par les préjugés ou les entraînements qui bornent son horizon, l'intelligence reprend sa liberté d'action et s'élève dans ces hautes sphères où les grands événements qui bouleversent le monde et les lois qui régissent les empires apparaissent sous une forme nouvelle, logique et régulière. Dans l'ordre moral comme dans l'ordre physique, rien n'est fortuit, rien n'est vide de sens, tout a sa raison d'être.

Dans l'histoire on étudie les faits, quelquefois leurs causes et leurs enchaînements, mais on ne profite jamais des leçons qu'elle donne. Elles sont pourtant bien sévères parfois! Trois principes, trois autorités régissent toute société bien organisée : — L'autorité morale, représentée par le chef de la famille; l'autorité religieuse, représentée par le chef de l'Église; l'autorité politique, représentée par le chef du pouvoir; le mépris de ces trois autorités est toujours suivi d'un châtiment. C'est pour avoir méprisé les droits de l'homme au Mexique que l'Espagne a perdu le Mexique. Le clergé mexicain, par son ignorance, son amour des richesses et son peu de moralité, méprisait les principes élémentaires de la loi divine, il en fut puni par l'aveuglement; les prêtres descendirent au rang de simples citoyens. Les premiers ils levèrent l'étendard de la révolte contre la mère-patrie, se

servant, comme instrument, des populations indiennes sur lesquelles ils avaient une influence absolue, ils furent aussi, avec les Indiens, les premières victimes de la révolution qu'ils ont déchaînée sur leur pays. Depuis 1846, ils n'ont pas cessé de se plaindre contre les actes plus ou moins arbitraires dont ils ont été l'objet, mais à ces plaintes poussées par une cupidité qui ne s'est pas démentie jusqu'en 1867, on pourrait répondre : — « Arrière! laissez passer la justice de Dieu. »

Il serait peut-être puéril de mettre en relief ce que j'appellerai — les châtiments historiques et naturels — dont on trouve tant d'exemples dans l'histoire de notre vieille Europe et celle du nouveau monde; mais l'éloquence des faits est indiscutable, et depuis dix-huit siècles ils nous prouvent qu'on ne foule pas en vain sous les pieds aucun de ces trois principes, de ces trois autorités, sans lesquels une société n'est plus qu'une agglomération d'individualités dangereuses sinon malfaisantes.

Pour comprendre les fautes et les châtiments du peuple mexicain, il faut se rappeler son origine, son éducation, et l'on connaîtra, en même temps, la cause de toutes ses vicissitudes. On a vu dans l'histoire ancienne du Mexique qui forme la préface historique et le premier volume de cet ouvrage que ce pays avait été conquis, maîtrisé, peuplé par des soldats et des vassaux de Charles-Quint, de Philippe II, par des hommes incapables de sentir les dernières convulsions de la liberté mourante en Espagne. Dans le monde des idées et celui des sentiments, ces hommes ne comprenaient que l'obéissance passive dans l'ordre religieux comme dans l'ordre politique; ils n'implantèrent dans les colonies espagnoles qu'un seul principe, celui de l'autorité. Ce principe unique, base de la société coloniale, prit des proportions tellement exagérées qu'il intronisa le despotisme religieux, politique, administratif et financier. Dans les décisions du conseil des Indes, on voit, en effet, un ensemble admirable, sous le rapport de la sollicitude et de l'amour pour la race

conquise; mais, barbare par la proscription de tout ce qui était étranger et nouveau. L'administration était despotique, l'inquisition sévère, l'enseignement élémentaire nul, la liberté de communiquer avec tout autre pays que l'Espagne étroitement enchaînée; aucun champ n'était ouvert à l'initiative de l'individu, partout existait la tutelle la plus jalouse et la plus rigoureuse. Le conseil des Indes réglait tout, prescrivait tout; il décidait quelles cultures seraient autorisées, quelles manufactures établies, quels livres imprimés, quelles opinions reçues; il réglait le prix des marchandises que l'Espagne seule avait le droit d'importer et d'exporter, il accordait des priviléges exclusifs aux Espagnols et limitait à son gré l'émigration. Ce système énervant ne sut créer ni des sujets dociles ni des citoyens capables, et lorsqu'il s'évanouit par impuissance, il ne laissa qu'une foule sans institutions et sans droits, à la place d'une belle nation qu'on aurait pu fonder.

C'est ainsi que se forma la société mexicaine, société monarchique la plus absolue ; monarchique par ses habitudes, ses sentiments, les traditions, les lois, la religion, les intérêts ; c'est ainsi qu'elle a vécu pendant trois siècles, et que nous la retrouvons au commencement de celui-ci. Dans la vie d'un homme comme dans l'histoire d'un peuple, il arrive toujours une de ces heures solennelles qui décident de la destinée sinon de l'existence même de ce peuple ou de cet homme. Cette heure allait sonner pour le Mexique, mais comment une multitude qui n'avait connu jusqu'alors que le joug de l'esclavage politique aurait-elle pu faire sortir la liberté d'une révolution brusque, inespérée? Ne devait-elle pas infailliblement tomber dans l'esclavage révolutionnaire?

L'esclavage révolutionnaire suivit donc immédiatement l'esclavage politique, et le Mexique devint la proie d'une oligarchie, comme on n'en retrouve des exemples que dans le moyen âge. Mais le principe monarchique qui régissait ce pays depuis un temps immémorial et qui fut continué par

les Espagnols avait donné une telle vitalité au peuple mexicain qu'il put effectuer son indépendance de la patrie-mère. La république l'énerva, le démoralisa et ne lui donna que des chaînes honteuses, l'opprobre et la misère. L'idée monarchique, on l'a vu, n'a jamais été complétement étouffée au Mexique, elle demeura vague, indécise, après l'empire d'Iturbide, se révéla hautement, plusieurs fois depuis 1839; le monarque fit plutôt défaut que les monarchistes. Les républicains, par intérêt, furent assez nombreux, dès 1824; par conviction, ils furent toujours rares.

Les patriotes sincères, conservateurs ou républicains, s'avouant incapables de remédier aux maux de leur patrie, désiraient l'intervention étrangère depuis longtemps, ils la demandèrent souvent, et je ne crois pas qu'on puisse les en blâmer. Ne vaut-il pas mieux sauver une mère mourante, en appelant un médecin étranger, que de la laisser mourir entre les mains d'un médecin national? Après l'expulsion, par Juarez, des ministres européens en 1861, l'Europe se décida à intervenir au nom de l'humanité et de la civilisation, et de ses propres intérêts. Le Mexique revint alors à la forme monarchique pour diriger ses destinées : « Le remède était bon, m'écrivait M. Gutierrez de Estrada, mais il fut mal appliqué. » L'empereur Maximilien ne comprit ni les besoins de sa patrie d'adoption, ni le caractère de ses habitants. Au lieu de s'aliéner les monarchistes et le clergé, il aurait dû s'appuyer sur eux, et les diriger pour les empêcher de devenir réactionnaires et de recommencer les anciennes luttes de parti; pouvait-il espérer raisonnablement de trouver des alliés dans le parti républicain?

Le but proposé par l'intervention avait été gravement compromis par les convoitises du général Prim, les imprudences, les indécisions et les lenteurs de nos chefs d'armée, mais l'empereur Maximilien, ardemment désiré, pouvait facilement réparer le mal par une conduite sage et ferme. Malheureusement, dans un pays où la politique est inutile , où les théories administratives n'ont aucune portée, où les chemins

manquent, où l'on ne demande que la protection individuelle, où le développement du commerce et de l'industrie est le premier élément de moralité, de progrès et de richesse, Sa Majesté négligea l'essentiel et ne s'occupa que de politique, de lois et de décrets dont l'application n'était possible qu'avec une énergie qui lui fit complétement défaut. Au mois de juin 1864, le Mexique était dans une situation telle, qu'il pouvait être sauvé ou perdu par les premiers actes d'autorité faits par l'empereur. Ce n'était point une question de temps, comme se l'imaginait Sa Majesté; c'était une question de tact et d'énergie qui n'admettait, au contraire, aucun atermoiement pour être décidée.

L'empereur, il est vrai, n'a été secondé par personne; mais à qui la faute? Pourquoi n'a-t-il pas écouté les conseils de l'empereur Napoléon, pourquoi ne s'est-il entouré que d'hommes ineptes ou hostiles à son gouvernement, lorsque ses conseillers étaient naturellement indiqués par les circonstances qui avaient précédé son élévation au trône et par le caractère du pays qu'il devait gouverner? La triste responsabilité de l'avortement de l'empire retombe uniquement sur la faiblesse, les illusions, les rêves et l'esprit peu pratique de ce prince infortuné. Tous les faits qui ont accompagné, hâté la chute de l'empire mexicain sont accessoires, et provenaient de la personnalité même du souverain. Tout contrat est bilatéral; si Maximilien Ier avait exécuté les contrats formels ou tacites passés entre lui, la France et les conservateurs mexicains, les conservateurs et la France l'auraient soutenu jusqu'au plein succès de son entreprise. Il a voulu donner au Mexique des institutions européennes, sans tenir compte de son passé, de sa situation présente, de ses mœurs, et lui imposer une livrée qui ne convenait pas à sa taille. Pour arrêter ses plans, il s'inspirait d'hommes qui ne connaissaient le Mexique et ses habitants sous aucun rapport; enfin, pour appliquer ses théories allemandes, françaises et belges, il prit des Mexicains qui n'y comprenaient rien et n'en voulaient pas!

La conduite des États-Unis, dans la question mexicaine n'était et ne pouvait être qu'une attitude, je crois l'avoir suffisamment prouvé. Cette attitude n'a précipité les événements que parce que Maximilien Ier laissait l'empire aller à la dérive et ne se montrait pas un souverain sérieux. Le cabinet de Washington aurait été plus modeste et plus réservé dans ses allures envers l'empire mexicain si l'empereur eût été à la hauteur de la situation. Sa Majesté n'avait que les qualités passives du monarque, il n'en avait pas les qualités actives; la création d'un empire, même dans un pays monarchiste et disposé à l'accepter avec bonheur, était une tâche au dessus de ses forces; excellent vice-roi en Lombardie, en Pologne ou dans tout autre pays de l'Europe, il ne pouvait que commettre faute sur faute dans n'importe quelle contrée du nouveau continent où tout est à faire, mais où les besoins matériels et sociaux doivent, politiquement parlant, passer avant les besoins artificiels ou secondaires d'une société déjà très avancée dans sa civilisation.

Quant au gouvernement français, à mon avis, il a commis une faute en se retirant du Mexique sans avoir suivi les traditions intéressées de la politique anglaise ou américaine. A titre d'hypothèque, il aurait dû laisser une brigade dans le département de Tehuantepec, installer un comptoir, une administration provisoire, jusqu'au paiement de la dette mexicaine. L'isthme de Tehuantepec est riche comme la plupart des provinces mexicaines; les États-Unis la convoitent depuis longtemps comme un transit économique, avantageux entre les deux océans; les droits de la guerre nous permettaient de l'occuper, d'en tirer tout le profit que nous aurions pu; cette occupation ne nécessitait pas un grand déploiement de forces, ni de grandes difficultés; je crois que nous en aurions retiré des bénéfices considérables, en attendant que le Mexique eût payé la dette qu'il avait contractée avec nous. Il est maintenant inutile de se livrer à des regrets superflus.

Un homme d'État qui signe N. N. publiait au mois de mars 1866, dans le *Times* de New-York, un remarquable article, dans lequel il disait que la question mexicaine devait être réglée au moyen d'une convention passée entre les États-Unis et les puissances européennes intéressées au maintien de l'indépendance du Mexique, pour assurer la neutralité de ce vaste pays. La neutralité de la Belgique et de la Suisse réglée par une convention analogue prouve la nécessité de s'entendre dans les questions politiques d'un intérêt général. Pour le Mexique, cette nécessité est d'autant plus impérieuse qu'elle touche aux intérêts industriels et commerciaux, à l'avenir financier de toute l'Europe.

Nous ne sommes encore qu'au printemps d'une ère nouvelle, mais les découvertes modernes de la science ont détruit les mœurs industrielles et sociales du passé; elles ont amené dans la vie des peuples et des individus une transformation considérable au point de vue physique et moral. La vapeur et l'électricité ont opéré un changement radical dans le système économique des sociétés; elles ont aboli les distances et développé le commerce et l'industrie à un tel degré qu'il est devenu de toute nécessité, pour ne pas éprouver des crises désastreuses, d'avoir les matières premières à très bas prix, la fabrication à très bon marché et un écoulement rapide des produits fabriqués. La question de la multiplicité des marchés d'achat et de vente est devenue pour l'Europe et les États-Unis une question de décadence ou de prospérité, de vie ou de mort qui s'imposera bientôt à la politique des gouvernements, car les anciens marchés sont devenus insuffisants.

En outre, maintenant que la vapeur s'est généralisée dans la navigation au long cours, le vent est moins dans la toile que dans le charbon; malheur aux peuples maritimes qui, dans dix ans, n'auront pas leur dépôt de houille assuré sur tous les rivages des deux océans! ils ne trouveront plus de marchés dans les pays lointains, et ne pourront soutenir la concurrence des peuples plus prévoyants ou plus audacieux.

L'industrie nouvelle a créé des besoins nouveaux; elle a généralisé le travail; entre les mains des gouvernements habiles, elle est devenue un puissant moyen d'améliorer la société.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur un tableau de statistique relevant les chiffres d'importation et d'exportation pour se rendre compte de l'immense mouvement industriel de l'Europe, de la somme de bien-être qu'il représente pour les classes ouvrières, de celle de calme et de sécurité pour la société tout entière. L'Europe a une population nombreuse et un territoire restreint; l'industrie y joue donc un rôle de première nécessité; quand elle est frappée par une crise quelconque, le problème du prolétariat surgit violemment avec ses menaces et ses périls. Les États-Unis tendent au monopole des produits coloniaux; leur but est de supprimer chez eux l'importation européenne, de prendre dans la manufacture le rôle actuellement rempli par l'Angleterre, la France et l'Allemagne; ils veulent être à la fois maîtres du marché métallique, du marché colonial et du marché industriel; ils l'atteindront bientôt si l'Europe n'y met obstacle. Si l'on ne songe promptement à neutraliser le Mexique, la conquête de ce pays par les États-Unis leur donnera la domination des mers, le monopole des produits du nouveau monde qui alimentent le commerce européen, du marché monétaire et la possession d'un immense territoire vierge dont le sol arable est propre aux plus riches cultures.

Le blocus de l'Europe par l'Amérique, au moyen des droits de douane sur l'importation et l'exportation des marchandises, n'est point une utopie; en ce moment il est un rêve, un jour peut-être il deviendra une réalité. Je ne rappellerai pas ici ce que j'ai déjà dit sur ce sujet dans mon *Mexique tel qu'il est*, mais qu'on y réfléchisse sérieusement; si les Yankees s'emparent du Mexique, l'Europe coalisée le leur redemandera plutôt qu'on ne le pense, car si la question d'Orient est une question d'équilibre et d'influence, celle du Mexique

est bien autrement importante, c'est une question vitale qui intéresse l'Europe entière dans ses intérêts les plus graves, dans son indépendance matérielle, sociale, politique et dans son avenir même.

FIN.

DU MÊME AUTEUR

LE PROGRÈS

MATÉRIEL, SOCIAL ET RELIGIEUX

ANNONCÉ DANS LA

PROPHÉTIE DE DANIEL

EXPLICATION DE CETTE PROPHÉTIE PAR

EMMANUEL DOMENECH

MISSIONNAIRE APOSTOLIQUE, ANCIEN AUMONIER DE L'ARMÉE FRANÇAISE

2 vol. in-8°.

Brux.—Typ. de A. Lacroix, Verboeckhoven et Cie, rue Royale, 3